

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

**LA GÉNÉALOGIE DE L'ESPACE COMME « CHAMP DE BATAILLE »
DANS LE DISCOURS ASTROPOLITIQUE AMÉRICAIN**
**La stratégie de construction identitaire des États-Unis comme puissance
stratégique globale**

THÈSE

PRÉSENTÉE

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DU DOCTORAT EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

DAVID GRONDIN

mars 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

L'écriture de cette thèse se sera échelonnée sur quatre années de réflexion, d'enseignement, de recherche, de discussions et de présentations dans divers forums, milieux et réseaux. Si sa rédaction finale s'est faite dans un laps de temps plus court que je ne l'aurais souhaité, en raison de pressions diverses et surtout des nouvelles exigences professionnelles de ma vie universitaire à l'École d'Études politiques de l'Université d'Ottawa, elle n'en a pas moins été mûrie longtemps. La période de rédaction a certes été plus mouvementée que je n'eusse espérée, étant pris entre deux déménagements en un an entre Montréal, Philadelphie et Ottawa. Sans que je ne sache trop vraiment pourquoi, je suis fermement convaincu que tout ce voyage aura donné des balises aux propos que j'y tiens et aux grandes lignes que j'y dresse. On dit souvent que l'on doit être passionné par son travail pour pouvoir exceller; je crois qu'il faille surtout être passionné *dans* son travail, car certaines activités en viennent parfois à être moins captivantes, bien que ce soit nos passions qui nous poussent néanmoins à terminer ce qu'on a commencé. Ainsi donc, maintenant que l'expérience enrichissante *et* frustrante d'écriture est derrière moi, je me rends compte que ce que je voyais autrefois comme étant une fin n'est en fait qu'un début, que ce qui devait être « révolutionnaire » nous amène plus loin tout en demeurant à compléter et à parfaire. C'est pourquoi il faut se consoler en se disant qu'il s'agit avant tout d'un exercice méthodologique, d'un rite de passage.

Comme ma muse, ma copine, ma conjointe, bref, celle qui est devenue mon épouse et que je ne voudrais quitter pour rien au monde l'a vécu avant moi, le contexte universitaire américain, notamment en science politique, m'aura permis de donner un second souffle à mes recherches et de pouvoir vraiment me rappeler combien pertinentes les questions qui me tracassaient étaient fondamentales et pas du tout futiles et, surtout, combien une démarche critique s'avère aujourd'hui centrale dans l'étude de la politique globale, des Relations internationales et de la sécurité.

Si on est souvent seul durant le processus de rédaction, il faut toutefois dire que plusieurs personnes viennent alimenter notre réflexion en cours de route, parfois en lui donnant une autre saveur, d'autres fois en lui servant une critique qui s'imposait. Mes remerciements premiers vont à mon directeur Alex Macleod, qui a été de tous les instants à m'encourager, à me pousser à écrire, à me prodiguer des conseils et qui m'a, dès le départ, donné toute sa confiance. Il aura été la personne idéale pour me superviser, patient il était lorsqu'il devait lire des textes (trop) longs que je lui soumettais et confiant qu'il était de me voir couronné de succès. Au sein de mon comité et au cours des dernières années, j'ai également eu la chance de pouvoir compter sur l'enseignement exceptionnel, les conseils et l'amitié de Dan O'Meara. Tous deux, Alex et Dan, sont en grande partie responsables de la présence de plusieurs québécois en Relations internationales qui s'affirment comme critiques et j'espère poursuivre leur travail à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa. Je tiens aussi à remercier Stéphane Roussel pour ses questions et ses suggestions, ainsi que pour son amitié, son encouragement et son insistance à ne pas me faire oublier d'engager la communauté des Relations internationales dans son ensemble. En outre, par leurs critiques, remarques et suggestions de fond et de forme, ces trois membres de mon comité doctoral auront nourri la réflexion et les arguments de cette thèse afin de la rendre plus percutante et synthétique, bien que ses limites demeurent entièrement miennes.

J'adresse des remerciements sentis à tous les professeurs qui m'ont enseigné au cours des mes études universitaires. Sans eux, je n'aurais pu être où j'en suis. Je remercie tout spécialement Pierre Goigoux, dont le soutien continu et l'enseignement de l'histoire des relations internationales ont été salutaires, stimulants et ne m'ont plus quittés. Merci également à Albert Desbiens, qui m'a prodigué d'excellents conseils en cours de route, à Charles-Philippe David et à tous les individus qui ont gravité autour de la Chaire Raoul-Dandurand pendant les deux ans où j'y ai séjourné pour avoir fait de mon passage une expérience enrichissante – et plus particulièrement Frédérick Gagnon,

Katia Gagné, Sébastien Barthe, Jean-Philippe Racicot, Christian Geiser et Benoît Gagnon pour avoir été des amis et d'agréables compagnons pendant des moments pas toujours drôles. Je tiens finalement à remercier tout particulièrement un ami précieux mais éloigné, Nicolas Bergeron, pour m'avoir donné des forces et encouragé dans mes études supérieures. Je n'aurai pas été aussi assidu depuis ton départ pour le Mid-West américain, mais ton esprit m'a habité tout le long de ces études. Enfin, dans le désordre, je remercie mes ami(e)s François Turcotte-Goulet, Magalie Lapointe, Martin Gagné, Jean-Pierre Couture, Stéphanie Rhéaume, Mathieu Boilard, Guillaume Dufour et bien d'autres que j'oublie ici pour leur écoute et leur amitié constantes, qui m'ont permis de décrocher de temps en temps...peut-être pas assez, il faut bien l'admettre! Je veux également adresser un mot de reconnaissance à mes collègues de l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa, qui m'ont bien accueilli et m'ont rendu plus facile le dernier droit. Enfin, merci à Jacqueline, Serge, Robert et Judith, Jean-François, Jonathan, Julie et Catherine, Gisèle, Louis, Julie-Anne, Jacques et Josée pour leur soutien moral et leur aide à tous les niveaux, et sans oublier mes fidèles compagnons, Doudoune et Bilbo.

Au-delà de tout, j'adresse à l'amour de ma vie, Anne-Marie, ma plus grandissime gratitude et reconnaissance. Sans toi, je n'y serais pas arrivé, j'aurais erré longtemps encore, en me demandant encore si cela valait la peine de m'investir dans une vie d'intellectuel et de suivre mes ambitions comme je l'entendais, contre vents et marées et sans craindre le péril. Jamais je ne saurai trop te remercier de m'avoir encouragé, lu, relu, corrigé (avec toutes les séances de discussion qui s'ensuivaient... ☺). Ta patience, ton intelligence si vive et ta confiance inébranlable en moi auront été des atouts indispensables à l'obtention de mon doctorat. Pour tous les risques que tu m'as fait prendre, pour tous ceux que tu prends avec moi, pour tout le bonheur que tu m'apportes et pour les discussions inépuisables et enrichissantes que nous avons, je te remercie infiniment du fond du cœur. Ma vie universitaire prend tout son sens avec toi et, à travers toi, j'ai la chance de vivre un rêve, celui d'une complicité intellectuelle,

amoureuse et personnelle que j’imaginai il y a si longtemps et dont je ne veux jamais me séparer. Mille mercis.

Sur une note plus professionnelle, il me faut souligner que cette recherche a été rendue possible grâce au financement du Fonds québécois pour la recherche sur la société et la culture (FQRSC) et du Programme sur la Sécurité et la Défense du ministère de la Défense nationale du Canada. Le soutien financier de ces deux organismes m’ont permis de pouvoir me consacrer entièrement à ce projet et que je le mène à terme. Qu’ils en soient remerciés.

AVANT-PROPOS

L'écriture d'une thèse impose à celui qui se prête au jeu de se faire douleur, de devoir penser son rôle d'intellectuel et de chercher à lier ses recherches à la recherche existante. Cette thèse n'aurait peut-être pas jamais vu le jour... n'eut été du 11 septembre 2001! Comment un tel événement et la destinée d'un jeune chercheur/professeur/intellectuel pourraient être liés? En fait, n'eut été du 11 septembre 2001, je me dirigeais vers une année sabbatique, une période de réflexion combien nécessaire après une maîtrise éreintante – mais énormément stimulante – à l'Université de Toronto. Puis, ce mardi matin de septembre, travaillant à contrat au sein d'une firme d'assurances (!), je me suis trouvé pris dans des débats à expliquer – tenter de le faire plutôt – aux quidams de l'entreprise ce qui venait de se passer, quelles pourraient en être les conséquences et, surtout, quelles conclusions il ne fallait *pas* tirer pour l'instant. L'envie de continuer venait de se manifester, mais il me manquait encore une étincelle. C'est en voyant, en entendant et en lisant les exposés, les argumentaires et les tentatives d'explications offertes par les (soi-disant) experts (qu'on a, avec un humour cinglant et incisif, appelés des « experts-Minute Rice », prêts en cinq minutes!) à la télévision, à la radio et dans les journaux que je me suis dit que je pourrais y aller de réflexions plus profondes et critiques que ce qu'on nous offrait. Une bourse doctorale du Fonds québécois de recherche sur la société et la culture en poche, le doctorat m'est apparu comme l'issue et la voie toute tracée. C'est donc par quatre chemins que mes études doctorales se sont amorcées.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	vii
LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES.....	xii
LISTE DES ACRONYMES ET DES ABBRÉVIATIONS	xiii
RÉSUMÉ.....	xiv
INTRODUCTION	1
LA SÉCURITÉ NATIONALE COMME MODE DE VIE AMÉRICAIN	
1. Les États-Unis comme puissance stratégique globale	1
2. Définition de la problématique et des pistes de réflexion.....	3
3. Problématisation du sujet d'étude	7
3.1 La transformation des États-Unis comme régime gouvernemental de sécurité nationale en un <i>global security state</i> : le « retour » en force du <i>national security state</i> après le 11 septembre 2001 plutôt que l'empire contre-attaque?.....	12
3.2 Le débat astropolitique américain sur la sécurisation et l'arsenalisation de l'espace	17
4. La logique analytique et empirique de l'étude : les réflexions et résultats.....	18
4.1 La théorisation du <i>national security state</i>	18
4.2 Repenser la relation espace/sécurité/politique : pour un cadre géopolitique critique....	23
4.3 La politique étrangère et le processus de (re)construction identitaire nationale des États-Unis : le régime gouvernemental de sécurité nationale	28
4.4 La révolution sécuritaire avec la doctrine de la prévention et la logique capacitaire	34
4.5 La stratégie globale de domination libérale américaine	37
4.6 Le régime gouvernemental de sécurité nationale et l'espace comme espace de puissance globale.....	43
4.7 Une géopolitique critique de l'Espace : une « astropolitique critique »	46
5. Méthodologie de la recherche doctorale	50
5.1 De la méthodologie	51
5.1.1 L'intertextualité	52

5.1.2 La généalogie.....	53
5.2 La sélection des textes et la stratégie intertextuelle.....	54
6. Construction de la thèse.....	59
6.1 L'argumentaire en bref.....	59
6.2 La logique analytique.....	60
6.2.1 <i>Le cadre analytique</i>	61
6.2.2 <i>Le régime gouvernemental de sécurité nationale</i>	61
6.2.3 <i>Le débat astropolitique</i>	62
A- LE CADRE ANALYTIQUE.....	64
CHAPITRE I : LE MOMENT SCHMITTIEN AMÉRICAIN AVEC LA GUERRE CONTRE LA TERREUR : L'EXERCICE DU POUVOIR SOUVERAIN AMÉRICAIN DANS UN CONTEXTE SÉCURITAIRE « EXCEPTIONNEL » (65)	
1. Situer l'étude dans la recherche en Relations internationales et ses apports.....	66
1.1 Une discipline dans tous ses débats.....	66
1.2 Une démarche interprétative du discours stratégique américain.....	74
1.3 La critique éthico-politique.....	78
2. Les Relations internationales comme discipline guerrière et champ discursif de la violence : repenser la guerre et les espaces de guerre à travers la puissance globale.....	80
3. Au-delà de la littérature réaliste et libérale américaine sur la puissance américaine.....	82
4. Les responsabilités globales du <i>national security state</i>	86
4.1 Le projet libéral sécuritaire identitaire américain.....	88
4.2 La culture politique du régime gouvernemental de sécurité nationale comme contexte de possibilité.....	91
5. Le discours néoconservateur et la stratégie astropolitique de la préparation à la guerre spatiale..	97
6. La Guerre contre la terreur comme nouvelle stratégie globale du régime gouvernemental de sécurité nationale.....	99
6.1 Recherche ennemi désespérément.....	100
6.2 Le spectre des États voyous dans la Guerre contre la terreur.....	104
6.3 La militarisation de l'espace citoyen dans la Guerre contre la terreur.....	108
6.4 Pour une déréification du terrorisme.....	110
7. Le régime gouvernemental de sécurité nationale de la superpuissance (in)contestée dans la Guerre contre la terreur.....	112
7.1 Le langage des stratégies sécuritaires et militaires.....	113
7.2 Les stratégies sécuritaires et militaires de la Guerre contre la terreur.....	116
7.3 Les intellectuels de la terreur et la géopolitique populaire de la terreur.....	118

CHAPITRE II : COMPRENDRE LES ÉTATS-UNIS COMME PUISSANCE STRATÉGIQUE GLOBALE DANS LA GUERRE CONTRE LA TERREUR : L’AFFIRMATION IDENTITAIRE DU PROJET NATIONAL DE LA PUISSANCE GLOBALE DE LA RÉPUBLIQUE-PUISSANCE LIBÉRALE AMÉRICAINE MARQUÉE PAR LE SPECTRE DE L’EMPIRE (122)

1. L’Amérique comme lieu – et comme État-nation	123
1.1 Au-delà des mythes fondateurs du libéralisme et de l’exceptionnalisme américains..	126
1.2 Pour en finir avec les débats sur l’Empire	130
2. Pour un empire libéral américain	135
2.1 Les États-Unis comme État-nation/empire (ou l’Empire comme l’ <i>American way of life</i>)	139
2.2 Sur les États-Unis comme empire/formation impériale	144
2.3 L’exceptionnalisme manifeste comme impérialisme américain.....	146
2.4 La question impériale aux premières heures du nationalisme expansionniste agressif américain.....	149
2.5 L’après-1945 comme phase globale de l’empire américain.....	151
3. L’empire libéral américain – ou la géopolitique libérale sécuritaire.....	154
4. De la souveraineté nationale des États-Unis par la sécurité, pour la liberté.....	157

B- LE RÉGIME GOUVERNEMENTAL DE SÉCURITÉ NATIONALE 162

CHAPITRE III : LE DÉVELOPPEMENT POLITIQUE DU RÉGIME GOUVERNEMENTAL DE SÉCURITÉ NATIONALE : LE DISCOURS STRATÉGIQUE AMÉRICAIN AU SEIN DU *NATIONAL SECURITY STATE* PAR EXCELLENCE (163)

1. Les États-Unis comme <i>national security state</i> après la Deuxième Guerre mondiale	167
1.1 La militarisation de la vie politique américaine.....	167
1.2 L’héritage culturel du <i>national security state</i> et le mythe de Pearl Harbor	174
1.3 Le régime gouvernemental de sécurité nationale et l’ennemi commun.....	179
2. Le régime gouvernemental de sécurité nationale et le projet identitaire libéral sécuritaire.....	181
2.1 La stratégie géopolitique libérale sécuritaire	183
2.2 La culture stratégique du <i>national security state</i> et les imaginaires sécuritaires américains.....	185
2.3 Le débat politique pour en arriver à une stratégie géopolitique libérale sécuritaire	188
3. Conclusion	191

CHAPITRE IV : LA LUTTE GLOBALE CONTRE LE TERRORISME COMME *PAX AMERICANA* : UNE LECTURE CRITIQUE DU DISCOURS NÉOCONSERVATEUR SUR LA PUISSANCE AMÉRICAINE ET DE SON INFLUENCE SUR L’ADMINISTRATION DE GEORGE W. BUSH (193)

1. L’exceptionnalisme schmittien et la dictature démocratique sécuritaire.....	197
1.1 La Guerre contre la terreur et le spectre de Carl Schmitt	199
1.2 L’exceptionnalisme de la Guerre contre la terreur	202

1.3 La Guerre contre la terreur comme guerre juste schmittienne	203
2. Les périls de l'idéalisme néoconservateur au sein du projet identitaire libéral américain.....	207
2.1 Le discours néoconservateur de la guerre froide	211
2.2 Le discours néoconservateur de l'après-guerre froide.....	212
2.3 L'idéalisme néoconservateur	212
2.4 La tension jeffersonienne du libéralisme américain	215
2.5 Les racines libérales du néoconservatisme américain	221
2.6 Le libéralisme de la ligne dure de l'américanisme au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale	225
2.7 La nation en péril, en passant du rouge au rose	228
3. Les néoconservateurs et l'administration Bush	234
3.1 L'influence néoconservatrice sur la politique étrangère de l'administration Bush	234
3.2 Le libéralisme au cœur de l'américanisme – et du régime gouvernemental de sécurité nationale.....	237
4. Pour un <i>Imperium</i> américain	241
4.1 Quand guerre contre le terrorisme rime avec croisade démocratique	243
4.2 L' <i>imperium</i> des néoconservateurs	246
4.3 De la critique de l'empire néoconservateur	251
5. Pour un <i>Imperium</i> américain	254

CHAPITRE V : LES NOUVELLES FRONTIÈRES GLOBALES DU TERRITOIRE NATIONAL : LA STRATÉGIE DE CONSTRUCTION IDENTITAIRE D'UN ÉTAT DE SÉCURITÉ GLOBALE DANS LE CADRE DE LA GUERRE CONTRE LA TERREUR (258)

1. La cartographie de l'État et la graphie de la nation qui recherche un nouvel ennemi	260
2. La révolution sécuritaire dans la gouvernementalité de sécurité nationale avec la sanctuarisation du territoire national américain.....	263
2.1 La sanctuarisation du territoire national américain.....	263
2.2 La généalogie de la sécurité intérieure comme pratique normalisée	266
2.3 La domopolitique de la sécurité comme <i>homeland security</i>	267
2.4 Comment le discours sur l' <i>homeland security</i> change la donne du régime gouvernemental de sécurité nationale	269
3. La production stratégique américaine et la révolution sécuritaire.....	272
3.1 La stratégie nationale pour la sécurité intérieure	275
3.1.1 <i>La défense du territoire national</i>	277
3.1.2 <i>Le support civil</i>	278
3.2 La production stratégique de sécurité nationale à l'aune de la sécurité intérieure.....	279
3.2.1 <i>La stratégie de sécurité nationale de 2002</i>	281
3.2.2 <i>La stratégie militaire nationale de 2004</i>	281

4. Comprendre la nouvelle cartographie du Pentagone dans la stratégie globale américaine dans la Guerre contre la terreur.....	285
4.1 <i>The Pentagon's New Map</i> et la nouvelle cartographie du Pentagone dans la Guerre contre la terreur.....	286
4.2 La cartographie impériale américaine.....	291
4.3 De l'État de sécurité nationale à l'État de sécurité globale?	296
5. Conclusion : La géopolitique libérale sécuritaire et la stratégie globale américaine dans la Guerre contre la terreur	300

C- LE DÉBAT ASTROPOLITIQUE 305

CHAPITRE VI : GÉNÉALOGIE DE LA PUISSANCE MILITAIRE SPATIALE DANS LE DISCOURS STRATÉGIQUE AMÉRICAIN SUR L'ARSENALISATION DE L'ESPACE ET LA PRÉPARATION À LA GUERRE SPATIALE : L'ASTROPOLITIK COMME STRATÉGIE DE DOMINATION GLOBALE DANS LA GUERRE CONTRE LA TERREUR (306)

1. Les origines du <i>space power</i>	308
1.1 De la Rand au Spoutnik.....	308
1.2 La RAND et le <i>space power</i> , une relation durable.....	309
1.3 La culture des <i>think tanks</i> de sécurité nationale et le débat (secret) astropolitique américain.....	312
2. Généalogie de la stratégie militaire spatiale américaine.....	315
2.1 La géostratégie de l'Espace - des océans à l'Espace	317
2.2 De la suprématie maritime à la suprématie spatiale	319
3. Le principe de liberté de l'Espace au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale.....	324
3.1 La géopolitique libérale de domination de l'Espace pour assurer la liberté de l'Espace.....	325
3.2 L' <i>Astropolitik</i> comme politique de la puissance spatiale	327
3.3 La territorialisation et l'américanisation de l'Espace dans les discours astropolitiques américains.....	331
3.4 La sécurisation de l'Espace	334
4. Critique de la stratégie astropolitique américaine dans la Guerre contre la terreur	335
4.1 Quand la géopolitique critique devient une astropolitique critique	335
4.2 Le débat astropolitique sur le contrôle de l'Espace et le salut par la technologie	338

CHAPITRE VII : SÉCURISER LA « LIBERTÉ DE L'ESPACE » ET PRÉPARER LA GUERRE SPATIALE POUR ACCOMPLIR LA SUPRÉMATIE AMÉRICAINNE DANS L'ESPACE : L'INTÉGRATION DE L'ESPACE DANS LA STRATÉGIE MILITAIRE AMÉRICAINNE (342)

1. Vers la guerre spatiale.....	345
1.1 La préfabrication stratégique du futur.....	345
1.2 La guerre spatiale, impensable? Inimaginable?.....	349
1.3 De la préemption à la prémédiation	351
1.4 Le regard des professionnels de la guerre spatiale	353

2. Le Nomos de la Terre dans la Guerre contre la Terreur	358
2.1 Carl Schmitt comme géopoliticien.....	359
2.2 La production de l'Espace comme espace de guerre	360
3. Le pouvoir souverain global dans l'Espace	366
3.1 Le politique.....	366
3.2 L'ennemi dans l'Espace	368
3.3 L'État de sécurité globale pour tous ?.....	374
 CHAPITRE VIII : LA RELIGION AMÉRICAINE DE LA TECHNOLOGIE DANS LA STRATÉGIE MILITAIRE SPATIALE AMÉRICAINE : POUR UNE RÉSISTANCE ÉTHICOPOLITIQUE À LA GUERRE SPATIALE (382)	
1. La relation américaine avec la technologie.....	384
2. Le problème du déterminisme technologique à l'ère de la sécurité globale	391
3. Des réflexions viriliennes sur la technologisation de la guerre et la machine de guerre américaine.....	395
4. Le règne suicidaire du technologique dans l'Espace comme espace de champ de bataille.....	398
5. Contrer la technocratie de sécurité nationale dans l'Espace.....	401
6. Résister à l'arsenalisation et la guerre spatiales	406
7. Réflexions sur les implications de la stratégie astropolitique de domination globale américaine sur le droit de l'Espace et sur la sécurité globale	408
7.1 L'état du droit international de l'Espace.....	409
7.2 L'interprétation stratégique américaine des traités.....	411
8. L'empire du désarmement au nom de la sécurité globale	419
9. Conclusion	425
 CONCLUSION	429
 L'ÉTAT DE GUERRE PERMANENTE COMME CONDITIONS DE POSSIBILITÉ DU RÉGIME GOUVERNEMENTAL DE SÉCURITÉ NATIONALE AMÉRICAIN (429)	
1. L'insécurisation de l' <i>American Way of Life</i>	432
2. L'État de sécurité globale comme régime gouvernemental de sécurité nationale permanent.....	435
3. La critique de l'influence néoconservatrice sur la stratégie globale de domination dans la Guerre contre la terreur	438
4. L'arsenalisation de l'Espace comme stratégie géopolitique de domination globale libérale américaine	442
5. L'action politique de l'im-possible pour imaginer un futur sans guerre spatiale.....	446
 RÉFÉRENCES.....	449

LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES

FIGURE 1

LA CARTE GÉOPOLITIQUE DU MONDE ET LES DIVERSES PRATIQUES GÉOPOLITIQUES.....	27

FIGURE 2

LE NOYAU FONCTIONNEL (<i>FUNCTIONING CORE</i>) ET LE FOSSÉ NON INTÉGRÉ (<i>NON- INTEGRATED GAP</i>)	287

TABLEAU 1

ANALOGIES ET SCÉNARIOS POUR LE SYSTÈME DE RÉGULATION LÉGALE MILITAIRE DE L'ESPACE.....	417

LISTE DES ACRONYMES ET DES ABBRÉVIATIONS

Project for a New American Century (PNAC)

Stratégie de sécurité nationale (SSN)

Stratégie militaire nationale (SMN)

RÉSUMÉ

Cette thèse cherche à comprendre comment, à partir d'un schème interprétatif basé sur le contexte constitutif culturel du *national security state* américain, cela est possible d'avoir pensé et de penser la possibilité de la guerre spatiale et l'arsenalisation de l'Espace. Elle soutiendra que les éléments de réponse se trouvent, d'une part, dans la mentalité du *national security state* lui-même, c'est pourquoi elle s'intéressera ainsi au « complexe militaro-intellectuel » de la sécurité nationale et notamment aux institutions universitaires des forces armées américaines – qui renferment les professionnels de la Défense. D'autre part, en voulant associer ces développements aux (r)évolutions stratégiques de la pensée de sécurité nationale américaine en ce qui a trait à la compréhension, la projection et la territorialisation de la puissance globale américaine, nous allons faire ressortir les influences néoconservatrices cruciales dans la popularisation d'une nouvelle politique de suprématie globale bienveillante proposée avec force dans l'après-11 septembre 2001, qu'on articulera à l'intérieur du cas de l'arsenalisation de l'Espace et de la préparation à la guerre spatiale.

Mots-clés : *national security state*; discours/culture de sécurité nationale; arsenalisation de l'Espace; guerre spatiale; puissance américaine.

INTRODUCTION

La sécurité nationale comme mode de vie américain

Under conditions of atomic threat, the boundary between national security and national fear is reconfigured : national security IS national fear.

- Jackie Orr (2004 : 467).

this little understood, unfamiliar war – the first war of the 21st century, is not well-known, it was not well understood, it is complex for people to comprehend.

- Donald Rumsfeld (2006)

1. Les États-Unis comme puissance stratégique globale

L'intérêt premier qui a motivé l'ensemble de notre recherche doctorale concerne une volonté de comprendre les spécificités des États-Unis comme puissance stratégique globale depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale : comme puissance militaire *et* économique, comme nation produite et marquée par la guerre et comme État constitué par la recherche de sécurité autant que par une force industrielle, financière et commerciale sans précédent (Tilly, 1985; Perret, 1990; Friedberg, 2000, 2002; Kroenig et Stowsky, 2006). Entre 1775 et aujourd'hui, aucun État n'a été aussi souvent en guerre que les États-Unis : ils ont été un « pays produit par la guerre » (Perret, 1990; Bacevich, 2005). Si on ne peut expliquer l'hégémonie américaine sans faire mention de la puissance industrielle et financière des États-Unis, on ne peut certainement pas comprendre la politique étrangère des États-Unis sans saisir l'importance des forces armées et de leur expérience des guerres ou disséquer l'anatomie des États-Unis comme puissance globale sans mettre en relation les relations serrées et majeures entre les secteurs militaires et industriels.

Cette situation s'inscrit dans leur développement politique par la création de l'appareil de sécurité nationale associé au *national security state* (lié au *National*

Security Act de 1947), qui a notamment donné lieu à la naissance du département de la Défense (Carroll, 2006). Les institutions et les pratiques gouvernementales instaurées sous l'administration Truman en matière de sécurité nationale ont été déterminantes, puisqu'elles ont mis en place le squelette du « régime gouvernemental de sécurité nationale » actuel¹. Cette institutionnalisation sécuritaire coïncide d'ailleurs avec l'émergence du complexe militaro-industriel, de multiples entreprises privées devenant alors des clients permanents du Département de la Défense (Yergin, 1980 : 305). La portée considérable des transformations institutionnelles de l'après-Deuxième Guerre mondiale que connaît l'État américain² rend ainsi compte de sa prise de conscience de son potentiel militaire, industriel, économique et technologique. Lorsqu'il est question de la *superpuissance* américaine, il est désormais avant tout question de la supériorité militaire des États-Unis sur les autres puissances du monde. Cette caractérisation de la puissance américaine est tributaire de la guerre froide, alors que les États-Unis étaient confrontés à l'autre superpuissance mondiale, l'Union soviétique. Cela est d'autant plus vrai aujourd'hui, à l'ère de l'armement de haute technologie, où les États-Unis demeurent les plus importants producteurs et détenteurs d'armes et d'armements sophistiqués et où l'on parle des États-Unis comme l'« hyperpuissance ». Au fil du temps, un processus de « révolution perpétuelle dans les affaires militaires » a conduit les États-Unis, en conjuguant leur supériorité économique et technologique, à se doter d'une puissance militaire quasi-hégémonique contre tout adversaire dans une confrontation militaire conventionnelle (Gray, 2005). Cette prééminence stratégique repose notamment sur l'établissement d'une maîtrise globale des dimensions spatiales

¹ Ce que nous nommons le « régime gouvernemental de sécurité nationale » renvoie aux agents oeuvrant au sein du gouvernement et dans le secteur privé (notamment des *think tanks*) qui participent à l'orientation et au contenu du débat sur la sécurité nationale et, partant, aux décisions de l'État (ou avalisées par l'État américain).

² Tout en sachant que le terme états-unien est plus approprié et juste, que ce sont des États-Uniens et non des Américains et que le choix du terme comporte en lui-même des conséquences politiques, la littérature des Relations internationales et de la politique étrangère américaine ne procède pas à cette précision, surtout que le terme n'existe pas en anglais, comme c'est le cas en français et en espagnol. Pour des raisons d'usage, nous utiliserons par conséquent « américain » en lieu d'« états-unien » tout au long de cette étude.

de la stratégie militaire, c'est-à-dire sur la *maîtrise des espaces communs* (*command of the commons*); ce sont là les fondations militaires de l'hégémonie américaine (Posen, 2003). Ces espaces communs comprennent à la fois le milieu maritime, l'espace aérien et l'espace exo-atmosphérique. Leur maîtrise doit permettre aux États-Unis d'assurer la protection du territoire national. La question qui motive notre recherche consiste à savoir pourquoi et comment on en est arrivé à penser la guerre spatiale aux États-Unis et pourquoi maintenant. À l'heure du terrorisme global, où le rapport politique au territoire et à l'espace est repensé, nous posons ici un regard critique sur la puissance stratégique globale américaine tel qu'elle s'inscrit dans l'espace le plus global qui puisse être, à savoir l'espace aérospatial. C'est donc par le biais de la géostratégie – de la stratégie globale – et de son application dans les processus d'arsenalisation³ de l'Espace⁴ (*space weaponization*) et de préparation à la guerre spatiale par les États-Unis que nous entreprenons d'analyser la politique identitaire des États-Unis comme puissance stratégique globale.

2. Définition de la problématique et des pistes de réflexion

Notre thèse, dont nous présentons ici la problématique, les hypothèses, les pistes de réflexion, la revue sommaire de la littérature, ainsi que la méthodologie, se veut une étude critique approfondie du discours sécuritaire américain portant sur les stratégies militaires spatiales (*space power strategies*) mises en œuvre par les États-Unis sous les administrations de Bill Clinton et de George W. Bush. Elle met en lien les stratégies de

³ Bien que plusieurs définitions existent, nous considérons ici l'« arsenalisation » de l'Espace comme le fait de déployer des armes dans l'espace orbital (des armes spatiales visant des cibles terrestres (*space to earth weapons*) ou des cibles spatiales (*space-to-space weapons*), d'employer des armes contrôlées à partir du sol qui visent l'Espace (les armes antisatellites ou ASAT) (*Earth-to-space weapons*) ou encore d'employer des systèmes de défense antimissiles qui ciblent des missiles lorsqu'ils se trouvent dans l'espace extra-atmosphérique (*Earth-to-space* et *space-to-space weapons*). Une définition utile pour armes spatiale est la suivante : « tout dispositif ou composante d'un système désigné pour infliger des dommages physiques à travers le dépôt d'une masse et/ou de l'énergie contre un autre objet » (Stojak, 2002 : 34). Pour les besoins de cette thèse, nous associons également à cette idée la conception de combats militaires dans l'Espace et la production de stratégies militaires pour mener une guerre dans l'espace.

⁴ Dans cette thèse, Espace avec une majuscule sera utilisé pour désigner l'Espace aérospatial/exo-atmosphérique, alors qu'espace avec une minuscule renverra à la notion générique d'environnement, de lieu ou de site.

reconstruction identitaire de l'État américain depuis la Deuxième Guerre mondiale et concentre son analyse sur l'Espace comme « champ de bataille » dans le discours astropolitique américain.

Au moyen d'une généalogie⁵ du space power américain, la présente thèse a pour finalité de discuter des effets de la représentation de la puissance des États-Unis (re)constituée par le discours astropolitique en cherchant à comprendre comment, à partir d'une explication basée sur le contexte constitutif culturel du national security state, il a été possible de concevoir et repenser la possibilité de la guerre spatiale et l'arsenalisation de l'Espace. Notre analyse constitue, en ce sens, une critique poststructuraliste du discours sécuritaire et stratégique américain en ce qui a trait à la puissance militaire spatiale (*space power*) et à son effet sur la politique identitaire de l'État américain dans sa phase de puissance globale. En employant un cadre géopolitique critique, nous voulons rendre plus explicite l'influence exercée – quoique difficile à cerner – par le régime gouvernemental de sécurité nationale et la culture politique qui le sous-tend⁶. Cette thèse met donc en relief l'impact du 11 septembre

⁵ La généalogie est une méthode d'analyse historique qui cherche à répondre à la question du philosophe allemand, Friedrich Nietzsche (1844-1900) : comment en est-on arrivé là? La généalogie ne se veut donc pas une histoire du passé mais bien une histoire du présent. Elle n'est pas une analyse traditionnelle qui conçoit l'histoire comme une série de chaînes causales reliant divers événements mais une histoire qui cherche à expliquer la formation d'un présent particulier, d'un élément particulier du présent. L'analyste part d'un problème ou d'un élément du présent qu'il juge problématique et réinterprète l'histoire en une série d'épisodes où ce qui n'était pas problématique est vu comme « naturel » et est présenté dans un épisode. En outre, l'analyse généalogique est épisodique et exemplaire (c'est-à-dire, n'aspirant pas à l'exhaustivité, elle s'inspire d'exemples tirés du passé pour écrire *cette* histoire et *cette* *histoire des histoires*). Elle constitue une histoire de relations logiques comprises en divers épisodes et de leur succession dans le temps, afin de décrire comment ce présent particulier a pu être rendu possible. La généalogie ne s'efforce donc pas de retracer exactement comment l'« histoire » s'est faite; la connaissance historique est déjà un objet d'enquête et doit elle-même être expliquée en fonction du présent et du passé.

⁶ Nous nous intéressons ce faisant à l'ensemble de postulats qui guident les agents dans leurs actions politiques et assignent un système de significations à cet environnement politique) sur le débat sur la sécurisation et l'arsenalisation de l'Espace par les États-Unis. Nous n'effectuons pas une séparation claire entre le gouvernement et l'idée de *national security state*. En effet, l'expression « régime gouvernemental de sécurité nationale » nous apparaît comme la plus inclusive et appropriée : elle rend bien compte de l'idée que nous voulons rendre du *national security state* où le gouvernement – l'État – et le *national security state* sont réunis en un même régime gouvernemental de sécurité nationale qui inclut les élites privées impliquées dans le débat sur la sécurité nationale et la gestion gouvernementale des États-Unis.

2001 sur le choix d'une nouvelle doctrine stratégique de prévention qui vient rendre caduque la doctrine centrale de la dissuasion (nucléaire) héritée de la guerre froide.

Si le discours américain sur la puissance militaire spatiale se situe aux confluents de la militarisation⁷ et de l'arsenalisation de l'Espace, il s'inscrit néanmoins dans un discours identitaire véhiculant des visions de la puissance et de la mission nationale américaines (Adas, 2001; McCartney, 2004; Bender, 2006; Anderson et Cayton, 2006). Suivant Ernesto Laclau, qui écrit que la notion de discours sert de mode d'analyse pour s'intéresser non pas aux *faits* mais à leurs *conditions de possibilité* (Laclau, 1993 : 431), nous soutiendrons que les éléments de réponse se trouvent, d'une part, dans la mentalité du *national security state* lui-même, c'est pourquoi elle s'intéressera ainsi au « complexe militaro-intellectuel » de la sécurité nationale, que nous appelons le régime gouvernemental de sécurité nationale (le terme est emprunté à l'historien Ron Robin, 2001). Nous nous intéressons donc au discours stratégique américain des *think tanks* gouvernementaux et privés de la communauté de la Défense et de la sécurité nationale des États-Unis. Cela comprend autant la *Rand Corporation*, les institutions universitaires et de recherche des forces armées (avant tout, la *School of Advanced Airpower Studies* de la *Maxwell Air Force Base*) que les tenants d'un discours dit néoconservateur (avec les centres de réflexion comme le *Project for a New American Century*, l'*American Enterprise Institute*, le *Center for Security Policy* et la *Heritage Foundation*) qui ont eu une influence majeure sur la politique étrangère de l'administration de George W. Bush, notamment sur le développement de la politique

⁷ Alors que l'« arsenalisation » de l'Espace est le fait de déployer des armes dans l'espace orbital et d'y envisager des combats, la militarisation de l'Espace renvoie à l'idée que l'Espace est employé pour servir la machine de guerre et supporter les activités militaires, pour des opérations militaires menées au sol. Cela renvoie en ce sens à l'introduction des satellites de reconnaissance, d'observation et de surveillance dès le début des années 1960 par les États-Unis et l'Union soviétique, ainsi qu'à l'apparition des missiles balistiques, lesquels voyagent dans l'espace exo-atmosphérique. Le Traité de l'Espace signé en 1967, à un moment vu comme l'âge d'or du contrôle des armements, avait d'ailleurs codifié l'espace par rapport à un objet en orbite et on avait évidemment exclu du Traité de l'Espace les missiles balistiques. Il semble assez évident que cette « omission volontaire » est exploitée par les États-Unis dans le débat actuel sur l'arsenalisation de l'Espace, comme nous le verrons dans la troisième section de la thèse.

militaire spatiale⁸. Bref, ce sont tous les organes gouvernementaux et non gouvernementaux américains qui sont impliqués dans la réflexion, la planification et l'élaboration de la politique spatiale militaire américaine sous les administrations Clinton et Bush qui font l'objet de la présente étude, non pas dans une analyse institutionnaliste, mais discursive. D'autre part, en voulant associer ces développements aux (r)évolutions stratégiques de la pensée de sécurité nationale américaine en ce qui a trait à la compréhension, la projection et la territorialisation de la puissance globale américaine, nous allons faire ressortir les influences néoconservatrices cruciales dans la popularisation d'une nouvelle politique de suprématie globale bienveillante proposée avec force dans l'après-11 septembre 2001, que nous articulons à l'intérieur du cas de l'arsenalisation de l'Espace et de la préparation à la guerre spatiale.

Bien que notre étude porte sur la politique spatiale américaine, l'essentiel de notre propos ne visera pas à produire une analyse historique du projet d'exploration spatiale ou de l'ensemble des stratégies et projets liés à la puissance militaire spatiale américaine au cours de son histoire, mais visera plutôt à faire une généalogie du *space power* américain (voir à ce propos, McDougall, 1997 [1985]). Nous ne nous embourbons donc pas dans une présentation onéreuse du programme spatial américain, autant civil que militaire, ni dans une présentation et critique des différents projets de défense antimissiles. Ainsi, en raison de l'approche géopolitique critique⁹ préconisée ici (une approche poststructuraliste de la géographie politique), nous avons, au préalable, convenu de nous en tenir à la littérature portant précisément sur le développement de la puissance militaire spatiale américaine telle que désirée, discutée et critiquée par les membres des élites de sécurité nationale américaines et qui s'avère pertinente pour mieux comprendre la structuration du débat sur l'arsenalisation de

⁸ Nous ne produisons cependant pas une analyse systématique ou institutionnaliste des *think tanks*. Ils nous intéressent dans la mesure où ils contribuent, par leur production intellectuelle, au discours stratégique américain de façon assez importante pour qu'on ne puisse pas les négliger. Pour une étude approfondie des *think tanks* américains de la politique étrangère, voir Don Abelson (2006).

⁹ Voir les travaux de ses principaux porteurs, Gearóid Ó Tuathail (1996), Simon Dalby (1990) et leur collectif (Ó Tuathail, Dalby et Routledge, 1998, 2005).

l'Espace et la préparation à la guerre spatiale. L'examen de la littérature très spécialisée sur le *space power* américain constitue évidemment l'une des étapes de notre recherche et c'est à partir de ce travail de dépouillage et d'analyse que nous sommes à même de formuler les questions qui orienteront nos recherches et de dresser en quelque sorte ce qu'on peut appeler le discours *astropolitique* (c'est-à-dire le discours sur la géopolitique de l'espace) et lui donner corps et unité. C'est à partir de la mise en relation de ces éléments discursifs que la représentation de la puissance globale américaine véhiculée dans la politique de la puissance militaire spatiale pourra être évaluée, tant dans la rhétorique que dans la pratique. ***L'originalité de cette thèse est ainsi de lier le développement du national security state comme culture politique spécifique et comme institution avec la pensée géopolitique américaine sur l'Espace en montrant l'effet structurant des attentats du 11 septembre 2001 et surtout de la Guerre contre la terreur (comme programme américain) sur la politique spatiale américaine.***

3. Problématisation du sujet d'étude

Dans les milieux gouvernementaux américains et dans les *think tanks* orientés sur le milieu politique et spécialisés sur la politique étrangère et de défense des États-Unis, l'identité étatique des États-Unis est pensée sous le prisme de la sécurité nationale depuis la fin du second conflit mondial. En effet, les institutions créées par le *National Security Act* de 1947 ont mis en place un *national security state* (maladroitement traduit par l'« État de sécurité nationale »). Les deux premières sections de la thèse s'efforcent d'ailleurs d'en expliquer la portée et l'influence sur la production stratégique, afin d'en arriver à une meilleure compréhension du débat astropolitique américain sur le *space power*. Depuis la fin de la guerre froide, mais encore plus depuis les événements du 11 septembre 2001, le contexte politico-stratégique défini par les stratèges américains (au sein du gouvernement comme à l'intérieur des *think tanks* et des autres institutions privées qui participent à l'activité sécuritaire de la nation américaine; Parmar, 2006) met en relief de nouveaux types de menaces qui justifient de nouveaux moyens de

défense et de nouveaux espaces de combat, notamment le cyberspace et l'espace aérospatial. Comme nous l'avons indiqué, c'est ce dernier espace stratégique qui nous intéresse particulièrement pour rendre compte de la puissance stratégique globale américaine.

Dans l'après-guerre froide et dans l'après-11 septembre, la gestion de l'ordre global par les dirigeants américains a donné lieu à d'importants débats entre les démocrates et les républicains quant à l'affirmation de la puissance américaine. Les administrations Clinton ont ainsi vu l'émergence d'une critique néoconservatrice qui s'est faite sentir dans plusieurs *think tanks* influents, dont l'*American Enterprise Institute*, le *Project for a New American Century* et l'*Heritage Foundation* (Blin, 2004; Abelson, 2004, 2006). Le *Project for a New American Century* comptait parmi ses membres-signataires plusieurs personnalités qui ont fait partie de l'administration de George W. Bush, notamment Paul Wolfowitz, Donald Rumsfeld et Dick Cheney, et des intellectuels influents comme Robert Kagan et William Kristol. Dans cette pensée néoconservatrice, se dessinait une volonté de rompre avec la politique étrangère de l'administration de Bill Clinton, jugée trop naïve face aux menaces à la sécurité nationale et internationale, notamment face à l'Irak de Saddam Hussein. Plutôt que de désengager stratégiquement les États-Unis sur le plan international, les néoconservateurs voulaient capitaliser sur les dividendes de la guerre froide (les « dividendes de la paix »), ce qui impliquait, selon eux, de maintenir voire d'augmenter la primauté américaine au sein du système international. Le multilatéralisme et l'internationalisme libéral associés à la politique étrangère de Clinton devaient faire place à un nouvel unilatéralisme dans lequel les États-Unis devaient non seulement diriger le système international mais également le dominer sans permettre l'émergence de rivaux potentiels (Krauthammer, 2002-2003 : 14). En somme, ils allaient *forger* et non plus seulement *gérer* l'ordre international.

Dans la nouvelle stratégie de sécurité nationale de septembre 2002, l'administration de George W. Bush a fait fi des années Clinton et a repris dans son intégralité les points

centraux du *Defense Planning Guidance* de 1992 co-écrit par Paul Wolfowitz (l'ex-secrétaire adjoint à la Défense, 2001-2005) et I. Lewis Libby (l'ex-secrétaire général du vice-président Dick Cheney, 2001-2005), alors qu'ils servaient l'administration de George H.W. Bush (Bush père). La fuite de ce rapport dans la presse avait forcé sa révision par Dick Cheney (l'actuel vice-président), alors secrétaire à la Défense. Ce document affirmait une volonté que les États-Unis soient et demeurent la seule superpuissance mondiale et préconisait le développement d'une politique de défense qui ferait la promotion des valeurs et des intérêts américains dans le monde en forgeant le système international plutôt qu'en y réagissant, quitte à intervenir unilatéralement. Fait à noter, le *Defense Planning Guidance* avançait déjà l'idée d'une doctrine militaire de préemption (en fait, de prévention) pour contrer les États soupçonnés de développer des armes de destruction massive. La lutte globale contre le terrorisme, sans être une stratégie clairement définie, semble avoir procuré aux États-Unis, aux faucons néonconservateurs de l'administration de George W. Bush notamment, l'occasion de pouvoir mettre en branle leur plan de domination globale pour construire un « nouveau siècle américain ».

La présence d'un terrorisme global, dé-territorialisé et multiforme, qui doit néanmoins être conceptualisé et situé malgré sa forme ambiguë, transforme la représentation du territoire américain dans le discours stratégique américain. Le territoire national que l'État américain cherche à sécuriser face au reste de la planète possède désormais des frontières planétaires (dans ses représentations discursives). En effet, dans le rapport de la Commission du 11 septembre, il est écrit : « In this sense, 9/11 has taught us that terrorism against American interests "over there" should be regarded just as we regard terrorism against America "over here." In this same sense, the American homeland is the planet¹⁰ » (9/11 Commission, 2004 : 362). Il devient dès lors légitime pour l'État américain de mener une lutte globale contre le terrorisme s'il

¹⁰ Dans cette thèse, pour des raisons de présentation, nous avons choisi de ne pas traduire les passages cités insérés dans le texte et de conserver dans l'anglais original les citations en exergue.

veut enrayer l'insécurité de la nation américaine. L'identification d'un ennemi extérieur vivant *en dehors* de l'espace souverain américain qui menace le Soi qu'est l'Amérique (comme société unifiée formée de l'intérieur) apparaît toutefois comme une pratique politique caduque : l'ennemi est désormais « intérieur », peu importe où il se situe dans le monde, et présupposé *par essence* comme étant anti- ou non Américain. La représentation globale dans l'imaginaire cartographique américain de ce nouvel « ennemi » des États-Unis que se sont construits les décideurs américains – le terrorisme global islamiste – possède en outre l'avantage de canaliser les peurs d'une population et d'une classe politique qui voudrait bien pallier l'état d'insécurité globale dans lesquels les États-Unis se trouvent. Avec la nouvelle « guerre mondiale » que la Guerre contre la terreur sous-tend, l'ennemi est à la fois insaisissable, sans territoire fixe et sans visage, ce qui a pour effet de pouvoir reculer indéfiniment les limites de la guerre, aussi bien dans le temps que dans l'espace. De manière concrète, la logique identitaire séparant le Soi de l'Autre justifiant la protection d'un territoire américain unifié contre un ennemi « invisible » se trouve désormais inscrite dans la gouvernamentalité¹¹ américaine avec la *National Strategy for Homeland Security* de juillet 2002.

Il importe de souligner ici que, d'un point de vue poststructuraliste, il n'y a pas un déni de l'existence de menaces matérielles à la sécurité nationale américaine; ce qui importe, c'est l'imagination des menaces et l'écriture de la sécurité (Campbell, 1998;

¹¹ Le concept de gouvernamentalité est ici entendu dans le sens foucauldien de l'art de gouverner centré sur la gestion de la population, cherchant à arrimer sécurité et liberté dans une économie politique libérale : « Les pressions démographiques, l'abondance monétaire et la croissance de l'agriculture entraînent les gouvernements à s'intéresser à la gestion de l'économie et de la sécurité, à policer les frontières à l'intérieur desquelles on doit gérer les populations (Shapiro, 1997 : 18). Comme l'a expliqué Michel Foucault, avec le recul historique et le passage du temps, les attitudes qu'on attribue à un individu au sein des élites gouvernantes deviennent un ensemble de pratiques qu'on appelle « mentalité » et qui concernent des pratiques reliées à la gouvernance de l'État – en d'autres mots, la *gouvernamentalité*. La gouvernamentalité concerne « l'ensemble de la population », une pratique que Foucault associe à la modernité et à l'évolution de l'État au XVIII^e siècle. L'existence de l'État moderne est ainsi due à la gouvernamentalité intérieure et extérieure (par les pratiques d'inclusion et d'exclusion et de définition de sphère publique et privée) à l'État, dans laquelle la population est vue comme la fin et l'instrument du gouvernement de l'État (Foucault, 1997 : 652-56).

Weldes, 1999). Les détenteurs du pouvoir étatique et les élites de la sécurité nationale sont ceux qui peuvent définir et construire les menaces potentielles à la sécurité nationale américaine et choisir les moyens d'y répondre. Il s'avère ainsi fondamental de connaître ceux qui constituent les élites de sécurité nationale et de comprendre comment elles s'organisent et participent à la nouvelle gouvernamentalité de l'État américain créée par la guerre froide. Il est reconnu par plusieurs observateurs que la période de l'après-11 septembre 2001 comporte des similarités importantes avec la période de l'après-Deuxième Guerre mondiale, les deux ayant un impact transformatif sur l'architecture politique et sécuritaire américaines. Des parallèles entre l'attaque sur Pearl Harbor du 7 décembre 1941 et les attentats meurtriers du 11 septembre 2001 et des réponses gouvernementales apportées peuvent certainement être établis (Parmar 2005). C'est notamment le passé plus immédiat liant le *national security state* et le *space power* qui montre l'effet structurant des attentats du 11 septembre 2001 et, surtout, de la Guerre contre la terreur (comme programme américain) sur la politique spatiale américaine. Cette thèse s'intéresse ainsi au débat astropolitique américain actuel en mettant en relief le rôle fondamental des élites de sécurité nationale sur la sécurisation et l'arsenalisation de l'Espace par les États-Unis (PSN, 2006) en cernant de façon concomitante l'influence du régime gouvernemental de sécurité nationale sur ces mêmes élites. Il est avancé qu'étant donné la maîtrise des espaces stratégiques par le régime gouvernemental de sécurité nationale que sont les États-Unis, la représentation géopolitique de la puissance américaine qui est construite par le discours stratégique américain sur la puissance militaire spatiale pourrait ultimement conduire à la construction d'un *global security state* (un État de sécurité globale). *En effet, avec la volonté de domination globale sous-tendue par la stratégie de sécurité nationale de 2002 (confirmée avec vigueur par celle de mars 2006) et par la domination de l'Espace comme champ d'application stratégique, les États-Unis sont devenus, dans le discours stratégique américain à tout le moins, un global security state.*

3.1 La transformation des États-Unis comme régime gouvernemental de sécurité nationale en un *global security state* : le « retour » en force du *national security state* après le 11 septembre 2001 plutôt que l'empire contre-attaque?

Cette thèse contraste avec les analyses contemporaines sur le « nouvel » empire/impérialisme américain en ramenant le débat sur la spécificité de l'État américain et de l'exercice de sa puissance stratégique globale depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. En le ramenant à sa logique globale de sécurité nationale, nous tentons d'aller au-delà des réponses axées sur les seuls impératifs du capitalisme global ou à l'expansion militaire impériale dans le sens de la *Pax Romana*. En considérant la redéfinition des frontières du territoire national qu'entraîne la lutte globale contre le terrorisme et les volontés de domination globale que recèle la stratégie géopolitique libérale sécuritaire américaine, on est à même d'explorer la transformation des États-Unis comme régime gouvernemental de sécurité nationale en un *global security state* – une évolution qui s'inscrit dans l'histoire de la formation impériale américaine¹².

Toutes les analyses, très nombreuses, qui ont fait le lien entre la situation actuelle de puissance des États-Unis avec l'ordre global disséqué et analysé par les auteurs Michael Hardt et d'Antonio Negri dans *Empire* (2000) et *Multitude* (2004) pour représenter la puissance américaine après le 11 septembre 2001 en parlant d'une nouvelle territorialisation de la sécurité nationale qui dépasserait le territoire national n'ont pas tenu compte du discours sécuritaire américain et de l'organisation de la sécurité nationale américaine depuis la Deuxième Guerre mondiale avec la mise en place du *national security state* et de ce que nous appelons le régime gouvernemental de sécurité nationale. En effet, contrairement à ce qu'affirment Hardt et Negri (2004 : 20-21)¹³, ce n'est pas avec le 11 septembre 2001 qu'on assiste à un passage de

¹² Nous expliquons dans quelle mesure dans le chapitre 2, le deuxième chapitre du cadre analytique.

¹³ Ils écrivent : « One index of the new, active, constituent character of war is the policy shift from "defense" to "security," which the U.S. government has promoted, particularly as an element of the war against terrorism since September 2001. In the context of U.S. foreign policy, the shift from defense to security means the movement from a reactive and conservative attitude to an active and constructive one, both within and outside the national boundaries [...]. Security requires actively and constantly *shaping*

la « défense » à la « sécurité » dans la gouvernementalité américaine, mais bien avec l'expérience de la Deuxième Guerre mondiale (Rosenberg, 1993 : 277). Notre insistance sur la notion de régime gouvernemental de sécurité nationale reconnaît d'emblée que les États-Unis, avec la logique du *national security state* instaurée progressivement durant la guerre froide, prévoyaient déjà la conception de la puissance nationale américaine pensée dans l'espace global et qu'ils se sont, au fil du temps, constitués en un « réseau de réseaux » comme puissance stratégique globale en arrimant leur appareil militaire avec ces exigences. Les gestionnaires du régime gouvernemental de sécurité nationale savent d'ailleurs pertinemment qu'il leur est impossible d'avoir le contrôle de l'ordre global. Contrairement à cette forme réseautée de puissance américaine intégrée à la puissance impériale décentrée qu'Hardt et Negri voient exercée en 2000, au moment d'écrire *Empire*, notre étude du régime gouvernemental de sécurité nationale nous indique que la puissance globale américaine n'a jamais été pensée comme un bloc monolithique, ni n'a-t-elle été associée à un centre unique : la notion d'un pouvoir central relevant du pouvoir étatique ne s'applique qu'au commandement des opérations militaires, pas à l'ensemble de la puissance américaine¹⁴. Dans cet esprit, nous allons aussi refuser de référer à la situation de puissance des États-Unis comme étant impériale dans le sens décrit par Michael Hart et Antonio Negri et nous allons plutôt réserver les termes d'« empire » et de « formation impériale » dans le sens entendu par Laura Ann Stoler et Amy Kaplan dans les travaux postcolonialistes et d'études américaines. Nous parlerons donc des

the environment through military and/or police activity » (Hardt et Negri, 2004 : 20; en italiques dans l'original).

¹⁴ Il a été établi depuis longtemps que la puissance commerciale, industrielle et financière des États-Unis a été le résultat de relations privées et publiques, d'entrepreneurs, de banquiers, de corporations et de représentants étatiques, où l'État pouvait assumer, selon les moments, un pouvoir de direction et de régulation, mais ne pouvait certainement pas exercer un pouvoir centralisateur sur tous les acteurs impliqués (Smith 2003; Rosenberg, 2003; Laville et Wilford, 2005).

États-Unis comme d'un État-nation/empire et/ou d'une formation impériale américaine¹⁵.

Par conséquent, il s'avère indispensable de distinguer l'instauration de la préparation à la guerre permanente inscrite dans l'*imprimatur* du *national security state* dès 1947 de 1) la dimension « impériale » à la Hardt et Negri et 2) de la logique de sécurité des États-Unis qui est employée discursivement pour expliquer l'instauration d'une guerre permanente dans l'ordre global¹⁶. Le régime gouvernemental de sécurité nationale a certes connu des transformations, notamment en réaction aux événements du 11 septembre 2001, mais il demeure une conceptualisation valable de l'action étatique et para-étatique américaine qui a servi la puissance globale américaine de 1945 à aujourd'hui, même s'il est tout à fait légitime de se demander pourquoi on a parlé d'un « retour » du *national security state* avec le 11 septembre 2001 dans plusieurs textes, forums et médias.

En plus de notre critique de l'*Empire* de Hardt et de Negri, nous voulons également expliquer pourquoi nous n'employons pas le terme galvaudé d'empire américain dans son sens traditionnel d'empire moderne européen – c'est-à-dire comme une forme de régime politique centralisatrice engagée dans la conquête territoriale et exerçant une domination politique directe d'une ou plusieurs populations et contrôlant des territoires, ou encore dans son sens matérialiste historique pour caractériser les États-Unis depuis 1945 (King, 2006 : 163). Bien que l'on puisse disserter et débattre sur les velléités de puissance des États-Unis en rapport avec l'impérialisme, et nous allons nous y pencher brièvement dans le second chapitre, il demeure que la toute puissance américaine qu'on verra s'illustrer et s'affirmer à travers la rhétorique et la gouvernementalité de la sécurité nationale n'était pas un processus inéluctable. Nous insistons ce faisant sur

¹⁵ Nous élaborerons davantage cette utilisation dans le second chapitre, où nous discutons de la puissance stratégique globale américaine marquée par le spectre de l'empire, l'idéologie de la destinée manifeste et l'exceptionnalisme.

¹⁶ Hardt et Negri se défendent évidemment en disant avoir décrit un futur probable, en train de se mettre en place, mais qui ne serait pas encore concrétisé.

l'emploi de régime gouvernemental de sécurité nationale afin de bien signifier le moment spécifique dans l'évolution de la formation impériale américaine dans l'après-Deuxième Guerre mondiale. Cette évolution n'est en ce sens pas tant le fruit d'une politique intérieure en soif de puissance et de sécurité que le résultat du contexte spécifique vécu par l'État américain durant la Deuxième Guerre mondiale et son interprétation par les décideurs, particulièrement l'effet de l'attaque surprise de Pearl Harbor, qui a fait couler beaucoup d'encre et hante les esprits américains jusqu'à ce jour.

Si le monde est plus complexe aujourd'hui qu'il ne pouvait sembler l'être pour ceux qui voyaient le monde uniquement dans des termes bipolaires durant la guerre froide, la « guerre contre le terrorisme » – devenue la « guerre contre la terreur » (*War on Terror*) – menée par l'administration Bush en Afghanistan, en Irak et sur son propre territoire depuis septembre 2001 rappelle de plusieurs façons combien la pensée militarisée de la guerre froide et le recours à la force pour résoudre des enjeux qui apparaissent avant tout comme des problèmes sociaux et politiques sont des pratiques stratégiques profondément ancrées dans la gouvernamentalité américaine (Campbell, 1998; Cheeseman, 2005 : 82). Si on postule, comme le fait l'historien de la guerre froide Anders Stephanson, que loin d'avoir été un conflit inéluctable mettant aux prises les États-Unis et l'URSS, la guerre froide était d'abord un projet américain qui servait des intérêts de puissance nationale, il nous est possible d'affirmer qu'il en est de même pour la Guerre contre la terreur (Stephanson, 1998 : 64). Sans que cela ne nie une conflictualité ou une animosité entre des entités politiques et le gouvernement des États-Unis ou que cela ne suppose que les États-Unis aient d'une façon ou d'une autre invité les attaques du 11 septembre 2001, cela transporte le questionnement sur le terrain analytique et délaisse toute interrogation sur les justifications, les origines et les causes de ces deux « projets » en misant sur la transformation stratégique et sécuritaire des États-Unis que la Guerre contre la terreur leur permet d'opérer. Depuis la fin de la guerre froide, il leur avait été impossible de pouvoir capitaliser sur une catégorie de

menaces pour entraîner d'aussi importantes modifications à leur orientation de sécurité nationale. Le 11 septembre 2001 allait leur fournir cette opportunité. Il n'est donc pas surprenant que c'est à travers le script ayant conduit à la création des institutions du régime gouvernemental de sécurité nationale avec la *Loi sur la Sécurité nationale* de 1947 que les analystes et décideurs politiques américains aient entrepris de procéder à la plus grande réorganisation gouvernementale depuis 1947 pour faire face au contexte stratégique de l'après-11 septembre. Ils ont alors créé le département de la Sécurité intérieure pour réorienter la sécurité nationale vers la défense du territoire national (*homeland defense*).

Ce réflexe stratégique de pensée analogique dans la pensée de sécurité nationale américaine veut pallier l'insécurité et la vulnérabilité révélées par le 11 septembre 2001 en réaffirmant la solution ayant apparemment fait ses preuves à travers l'histoire des États-Unis, à savoir l'utilisation de la force militaire (Shapiro, 1997; Mahnken, 2003). Il met en lumière une incapacité à comprendre les particularités d'un nouveau contexte stratégique sans recourir à des pratiques établies. Depuis le 11 septembre 2001 notamment, on a fréquemment entendu qu'il ne fallait pas qu'un « nouveau Pearl Harbor » se produise. Il est intéressant de noter que le souvenir de Pearl Harbor est souvent réactivé pour justifier des mesures plus fortes en faveur de la sécurité nationale. La « mentalité de Pearl Harbor », qui appelle à la préparation militaire constante en vue de prévenir une attaque surprise, n'a ainsi jamais quitté le discours sécuritaire américain depuis 1945. Elle a toutefois été réactivée avec vigueur après le 11 septembre 2001, et d'autant plus avec la nouvelle stratégie de sécurité nationale de 2002. En ce sens, « the clear primacy of the “national security state” under the Bush Administration must be seen as a way of re-affirming the primacy of government, particularly of the executive and its centralized authority, in matters of state security » (Hozic, 2006 : 60). Le code opérationnel de la guerre froide a été de pousser la stratégie de l'endiguement jusqu'à sa limite, sur la prévention. Dans le cadre de la Guerre contre la terreur, la planification stratégique menée globalement par les États-Unis et la

discussion qui en découle constituent un mélange complice, quoique contradictoire, de sentiments géopolitiques et de postulats géoéconomiques qu'on retrouve dans la stratégie globale libérale sécuritaire américaine. *Dans cette thèse, nous nous efforçons de montrer comment le débat sur la sécurité nationale exprime encore aujourd'hui, dans le cadre de la Guerre contre la terreur, cette stratégie globale de domination libérale sécuritaire américaine inscrite dans un projet identitaire national globaliste, en l'illustrant à l'aide du cas de la stratégie militaire spatiale américaine.* En abordant l'enjeu de l'arsenalisation de l'Espace et de la préparation à la guerre spatiale au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale américain à travers la stratégie astropolitique de domination globale de l'Espace de l'administration Bush, nous allons, en outre, nous intéresser à l'affirmation, par les États-Unis, du pouvoir souverain (qui se veut) global dans l'Espace.

3.2 Le débat astropolitique américain sur la sécurisation et l'arsenalisation de l'Espace

En ce qui a trait à l'application du discours de sécurité nationale à l'enjeu de l'Espace comme espace que les États-Unis veulent sécuriser, arsenaliser et dominer, il faut dire d'emblée que cela s'inscrit à merveille dans le champ en pleine ébullition qu'est le débat politique international sur l'Espace (*international politics of outer space*)¹⁷. *L'originalité de cette étude réside dans le lien qu'elle établit entre le développement politique et historique du national security state dans la gouvernamentalité américaine*

¹⁷ Les travaux sur la politique internationale de l'Espace rassemblent notamment les Michael Sheehan, Raymond Duvall, Wade Huntley, Natalie Bormann, Jonathan Havercroft, Edythe Weeks, Miguel de Larrinaga, Jill Stuart, William Marshall et Dave Webb. À ces chercheurs, il faut évidemment ajouter les productions qui relèvent du champ plus orienté sur le politique (*policy-oriented*) qui s'intéresse au débat sur le *space power* et au débat politique international sur l'Espace. On doit ainsi mentionner la création en 2003 d'une revue professionnelle dédiée à cette question, *Astropolitics*, ainsi que les monographies et articles produits par les professionnels de la Défense américaine et des think tanks spécialisés sur la défense américaine que sont la RAND et le *National Institute for Public Policy*. En rafale, il est alors question des travaux de Everett Dolman (School of Advanced Airpower Studies, US Air Force), de John Klein (US Navy), de John Sheldon (Space Policy Institute, George Washington University), de Theresa Hitchens (Center for Defense Information), de James Clay Motz (Center for Nonproliferation Studies), de Steven Lambakis (National Institute for Public Policy), de Karl Mueller et Bob Preston (RAND), de Bruce DeBlois (US Air Force), de Peter Hays (US Air Force), de Michael Krepon (Henry L. Stimson Center) et de Benjamin Lambeth (RAND).

au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le contexte apparemment similaire à l'après-guerre qu'est l'après-11 septembre 2001 qui modifie certains paramètres-clés du *national security state* et son influence sur la pensée géopolitique américaine sur l'espace aérospatial. Hormis quelques rares études faites par des professionnels de la Défense des États-Unis, aucune étude n'a jusqu'ici procédé à une généalogie du *space power* américain et de la pensée astropolitique américaine sur l'arsenalisation de l'Espace et notamment sur la guerre spatiale (*space warfare*). L'un des apports significatifs de la thèse est de montrer comment l'interprétation des attentats du 11 septembre 2001 par les élites stratégiques américaines sur l'orientation de la politique militaire spatiale américaine est indissociable des transformations que subit le régime gouvernemental de sécurité nationale dans le contexte de la Guerre contre la terreur. Si on pense au régime gouvernemental de sécurité nationale et à la transformation des forces armées américaines, au rôle joué par l'appareil militaire et les élites de sécurité nationale dans la vie politique américaine, il faut penser à ce qui permet d'expliquer le maintien d'un arsenal militaire aussi imposant sur plus de soixante ans. En somme, nous illustrons comment la logique de la préparation militaire permanente propre au régime gouvernemental de sécurité nationale constitue un facteur à prendre en compte pour comprendre la production stratégique américaine et l'orientation stratégique des États-Unis¹⁸.

4. La logique analytique et empirique de l'étude : Les réflexions et résultats

4.1 La théorisation du *national security state*

Cette thèse comporte plusieurs inspirations. La plus lointaine lui vient de l'étude magistrale de Michael Hogan sur les balbutiements du *national security state* américain, *A Cross of Iron : Harry S. Truman and the Origins of the National Security State, 1945-1954*¹⁹. Hogan a écrit l'histoire de l'idée du *national security state* et du

¹⁸ À cela, il faudrait ajouter évidemment souligner l'influence parallèle du complexe militaro-industriel qui a été associé au régime gouvernemental de sécurité nationale et dont le président Eisenhower avait mis en garde la société américaine avant de quitter la présidence.

¹⁹ Comme cela arrive souvent dans ces circonstances, nous ne sommes tombés que récemment, dans les derniers moments de rédaction de la thèse, sur un ouvrage, *The Liberal Moment : Modernity, Security,*

discours qui l'a accompagné en replaçant son apparition dans le développement historique et politique de l'idée étatique des États-Unis qu'il voit, à juste titre, comme une *transformation radicale* : « [T]he national security discourse of the early Cold War continued a debate over the role of the state in American life that dates back to the founding of the Republic. [...] The national security discourse is part of that history, even though *it is more than just another round in an old debate* » (Hogan, 1998 : xi; c'est nous qui soulignons). Ce qui nous interpelle avec l'idée du *national security state*, c'est son effet sur la culture politique et sur l'identité étatique; c'est l'aspect radicalement nouveau – la rupture dans la gouvernamentalité américaine – que l'avènement du *national security state* impose à la vie politique américaine. Ce que nous considérons comme l'avènement d'un « régime gouvernemental de sécurité nationale ». L'idée de régime gouvernemental de sécurité nationale que nous développons dans cette thèse renvoie, par conséquent, à cette culture politique de la sécurité nationale qui allait forger les débats au sein de l'État américain. Nous avons retenu l'idée de régime, parce qu'elle comprend les individus, intellectuels comme praticiens, qui oeuvrent en dehors de l'État, dans des *think tanks* notamment, mais qui participent néanmoins à la gouvernamentalité de sécurité nationale.²⁰ En ce sens, la plus grande révolution de l'émergence du *national security state* n'est pas

and the Making of Postwar International Order, de Robert Latham (1997), qui nous aurait permis de passer plus rapidement, en raison de son traitement de la souveraineté étatique comme facteur de production d'ordre internationaux, à une compréhension de ce que nous nommons le régime gouvernemental de sécurité nationale. L'argument central de l'ouvrage s'avère d'ailleurs en accord avec plusieurs des idées soutenues ici, d'autant plus que de l'aveu de l'auteur même, son inspiration première est aussi l'œuvre de Michael Hogan sur l'après-guerre américain et la mise en place de l'État américain à travers les institutions du *national security state*.

²⁰ Un exemple probant de l'influence d'individus en marge de l'État mais inscrits dans le régime gouvernemental de sécurité nationale est donné par Melvyn Leffler, alors qu'il rapporte la récupération – et même la classification – par les planificateurs militaires (de ce qui allait devenir le Comité interarmes des chefs d'État-major) d'une étude de spécialistes des relations internationales, dont Harold Sprout et Arnold Wolfers, oeuvrant pour le compte de la *Brookings Institution* en 1945. D'écrire Leffler : « The ideas expressed in it accurately reflected U.S. strategic thinking in the early postwar years. So much excellent writing has been focused on the development of American air power that it is often overlooked that military officials and their civilian superiors in the Pentagon operated from assumptions that attributed primacy to geopolitical configurations of power and to warmaking capabilities » (Leffler, 1992 : 11).

institutionnelle : elle est dans les esprits, dans la culture politique, dans le discours et dans la matrice que le régime gouvernemental de sécurité nationale impose à la vie politique et sociale américaine. En quelque sorte, la sécurité nationale est devenue un mode de vie, une culture politique qui colorera les actions des États-Unis : on parlera ainsi du « *national security state as a way of life* ».

Cette thèse s'inscrit dans le prolongement de l'étude d'Hogan et en constitue une sorte d'application théorisée à la fois dans la longue durée et dans la contingence du développement politique des États-Unis. Dans un premier temps, elle s'intéresse à l'aspect *structurel*, avec le développement de l'appareil de sécurité nationale dans l'après-Deuxième Guerre mondiale, et, dans un second temps, à l'aspect *conjoncturel*, en ciblant les effets des attentats du 11 septembre 2001 qui ont amené la « découverte » par les dirigeants américains de la vulnérabilité du territoire national et qui ont provoqué une véritable révolution dans l'architecture sécuritaire. Nous nous servons ultimement de cette interprétation de la culture politique de l'État américain identifié comme un *national security state* en faisant la généalogie du discours astropolitique américain de l'arsenalisation de l'Espace et de la préparation à la guerre spatiale.

La thématique du *national security state* repose sur des analyses provenant de plusieurs champs : des Relations internationales²¹, de l'histoire politique, culturelle et diplomatique et de la géographie politique :

- Cette étude s'inscrit, en premier lieu, dans le sillon des travaux qui ont montré la spécificité de l'après-Deuxième Guerre mondiale dans l'histoire politique de l'État américain. Les travaux des historiens Michael Hogan (1998), Michael Sherry (1995) et John Fousek (2000) nous apparaissent centraux dans le traitement historique de la transformation étatique des États-Unis suite à la Deuxième Guerre mondiale. Ils nous permettent surtout de comprendre les bases idéologiques et identitaires du projet

²¹ L'expression « Relations internationales » avec une majuscule au premier terme est utilisée pour désigner le champ disciplinaire des « relations internationales ».

national qui ont orienté la conduite de sécurité nationale des États-Unis et militarisé leur politique étrangère depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

- En second lieu, les travaux des politologues David Campbell (1998) et Jutta Weldes (1999) nous apparaissent incontournables pour leurs analyses des représentations de l'identité étatique des États-Unis comme un *national security state* et pour leurs travaux reliant l'identité et la sécurité dans le contexte de la guerre froide. En suivant l'interprétation poststructuraliste de David Campbell, notre analyse questionnera les pratiques politiques du discours stratégique qui remettent en question la légitimité de l'État dans ses actions de politique étrangère. Campbell soutient que c'est par la « constante articulation du danger par la politique étrangère » que la condition d'existence de l'État *américain* est rendue possible (Campbell, 1998 : 8). La politique étrangère constitue ainsi une pratique centrale dans la production et la reproduction de l'identité nationale américaine. Cependant, autant allons-nous soutenir, à l'instar de David Campbell, que la guerre froide a été matricielle dans le développement politique des États-Unis comme superpuissance, autant la logique identitaire inhérente du processus dual de politique étrangère/Politique Étrangère²² décrit par Campbell ne pourrait être considérée comme étant intemporelle (Campbell, 1998 : 68-69). Campbell avance en effet que les pratiques de la politique étrangère américaine ne sont pas que restreintes à la guerre froide, alors que l'une des idées centrales de cette thèse stipule que le développement du régime gouvernemental de sécurité nationale et de la puissance stratégique globale américaine sont des produits de la guerre froide. Cela rejoint d'ailleurs davantage les idées de Weldes sur le processus cognitif au centre de la définition de la menace – les imaginaires sécuritaires des représentants étatiques – et

²² La première appellation, « politique étrangère » (avec des minuscules), est l'apanage exclusif de l'État et renvoie à la sphère traditionnelle de la politique étrangère. Cette pratique est à distinguer de la seconde appellation, en majuscules, qui fait référence de manière large aux pratiques de différenciation ou aux modes d'exclusion opérant à tous les niveaux (personnel, social, global, etc.) (Campbell, 1998 : 68). Elle correspond donc à l'interprétation qui s'est imposée dans la discipline des Relations internationales et dans les différents « textes » de la politique étrangère américaine pour produire et reproduire les relations entre *Soi* et *Autre* sur le plan international; elle est, en d'autres mots, une politique « *qui rend étrangère* » (Campbell, 1998 : 69 ; c'est nous qui soulignons).

sur la théorisation du processus de construction des intérêts nationaux américains dans le contexte du *national security state*.

- En dernier lieu, l'étude poursuit la lignée des travaux poststructuralistes en Relations internationales et en géographie politique qui ont porté sur la politique étrangère américaine, qui comprennent avant tout les travaux de Gearoid Ó Tuathail (1996), Simon Dalby (1990; 1997; 2002; 2006), James Der Derian (2003) et Michael Shapiro (1997). À ce sujet, notamment en raison du cadre géopolitique choisi pour mener l'analyse, les travaux des géographes politiques Gearóid Ó Tuathail, Simon Dalby et Matthew Sparke (2005) nous semblent particulièrement essentiels pour mieux comprendre le discours géopolitique libéral américain et le rapport entre l'espace et le politique en politique étrangère. Les travaux de géopolitique critique ont notamment procédé à une critique des catégories géopolitiques élémentaires qui servent aux théories des Relations internationales – les État-nations vus comme des entités fixes (Agnew, 1994) – et ont porté plus loin les interrogations sur les présupposés historiques et territoriaux qui alimentent nos catégories conceptuelles.

Cette recherche porte donc sur la constitution, la reproduction et les transformations du *national security state* américain de la guerre froide à la Guerre contre la terreur et de ses effets sur la vie sociopolitique américaine. Nous nous intéressons notamment à l'articulation de la stratégie discursive de construction identitaire de la puissance stratégique globale américaine en procédant à la généalogie du *space power* dans le discours stratégique américain en tant qu'espace à sécuriser et futur champ de bataille – ce que nous cherchons ultimement à critiquer en proposant une forme de résistance en revisitant le rapport américain à la technologie, dans la sphère militaire notamment. Se questionner sur la relation entre l'espace aérospatial, le discours stratégique et la puissance militaire pose donc les paramètres du débat sous l'angle discursif de la géopolitique.

4.2 Repenser la relation espace/sécurité/politique : pour un cadre géopolitique critique

La géopolitique renvoie directement à l'interaction entre l'espace et le politique. Comme l'explique le géographe Edward Soja, tout projet politique ou tout pan de la vie sociale est spatialisé. Le défi de cette étude, comme de toute analyse postmoderniste qui se réclame d'une géographie humaine critique, est de rendre consciente cette spatialisation : « We must be insistently aware of how space can be made to hide consequences from us, how relations of power and discipline are inscribed into the apparently innocent spatiality of social life, how human geographies become filled with politics and ideology » (Soja, 1989 : 6). Lorsqu'on ne peut discerner les traits d'une idéologie dans un espace, qu'on ne sent pas sa présence ou une quelconque politisation, c'est à ce moment qu'intervient la géopolitique critique.

Les géographes politiques ont bien fait ressortir que les espaces n'ont pas de référents politiques fixes et que la géographie est une pratique et une forme de connaissance qui produit l'espace, l'écrit, le décrit, l'inventorie, le sépare, le partage et le structure pour la conquête. C'est donc dire que la géographie est narrée et racontée par les peuples et les institutions qui se font la lutte pour s'approprier des territoires et des espaces pour pouvoir y inscrire leurs référents moraux, discursifs et politiques. « Viewed from the colonial frontier, geography is not just a battle of cartographic technologies and regimes of truth; it is also a contest between different ways of envisioning the world » (Ó Tuathail, 1996 : 15). Comme l'explique Gearoid Ó Tuathail, la géopolitique est une forme gouvernementalisée de la connaissance géographique qui a voulu ordonner, organiser et discipliner l'espace global vu pour une première fois comme un « espace fermé » au tournant du XX^e siècle, au plus fort de la rivalité entre les puissances impériales et coloniales européennes :

It [geopolitics] names not singularity but a multiplicity, an ensemble of heterogeneous intellectual efforts to think through the geographical dimensions and implications of the transformative effects of changing technologies of transportation, communications, and warfare on the accumulation and exercise of power in the new world order of "closed space" (Ó Tuathail, 1996 : 15).

Si le concept de « géopolitique » évoque aujourd'hui une pluralité d'enjeux qui concerne l'étude et l'analyse théorique des Relations internationales et de la géographie politique (Ó Tuathail, 2003), il n'en a pas toujours été ainsi. Déjà durant les années 1960, Ladis Kristof espérait la mise en place d'une sorte de dialogue où pourraient se rencontrer et interférer la géographie politique et les Relations internationales (Kristof, 1960). Il a toutefois fallu attendre que les politologues soient intéressés par l'analyse spatiale du politique pour qu'on puisse envisager ce dialogue. Avec la fin de la guerre froide et la remise en question du discours réaliste en Relations internationales, la coexistence de concepts géographiques et politiques s'est posée comme problème : il fallait ultimement que soit abordée la question de l'éducation géographique des politologues et de l'éducation politique des géographes. L'opportunité était offerte pour que soit entrepris un dialogue entre les Relations internationales et la géographie politique. Cette ouverture au dialogue a notamment été le résultat de travaux critiques ou dissidents dans ces deux champs du savoir (Ashley et Walker, 1990 et George et Campbell, 1990 en Relations internationales et Harvey, 1990 et Agnew et Ó Tuathail, 1992 en géographie politique) (Lapid, 1999 : 898). Dans la lignée des John Agnew et John O'Loughlin, de jeunes chercheurs en géographie politique, Gearóid Ó Tuathail et Simon Dalby notamment, ont critiqué la politique étrangère des États-Unis en adoptant un point de vue poststructuraliste. Cette nouvelle branche de la géographie politique, nommée « géopolitique critique », a, ce faisant, permis d'établir des liens avec les Relations internationales et est parvenue à intégrer les corpus des cours théoriques des Relations internationales (Ó Tuathail et Dalby, 1998 : 2)²³.

À défaut de pouvoir maîtriser le contenu des deux champs disciplinaires (l'étude des Relations internationales en science politique et en géographie), des emprunts réciproques limités peuvent certainement être considérés (Lapid, 1999; Lustick, 1999).

²³ En fait, ce champ a connu un essor incroyable depuis la publication de l'ouvrage *Critical Geopolitics* de Gearóid Ó Tuathail en 1996, un ouvrage résultant de sa thèse dirigée par John Agnew et qui faisait suite à l'article « Geopolitics and Discourse : Practical Geopolitical Reasoning in American Foreign Policy » qu'ils avaient tous deux écrit en 1992 et qui faisait état de cette nouvelle vision critique de la géopolitique.

Force est de constater qu'il devient d'ailleurs difficile de différencier les travaux qui en émanent d'avec les travaux produits par les auteurs poststructuralistes des Relations internationales, tellement les échanges sont rendus importants²⁴. Cet état de fait s'avère de bon augure pour faire avancer les Relations internationales, qui peuvent désormais compter sur des productions théoriques et empiriques comprenant une solide base de connaissance géographique. Les pratiques de recherche et les visages des deux disciplines s'en trouvent par conséquent modifiés, tout en demeurant des disciplines distinctes qui s'intéressent respectivement à des objets/sujets plus spécifiques (Lapid, 1999 : 899). La géopolitique critique s'est ainsi spécialement intéressée à trois aspects de la production de l'espace et des territoires : la production et la signification des frontières, la production d'Autres menaçants ainsi que la (re)production de l'identité (Albert, Jacobson et Lapid, 2001). Son agenda de recherche porte par conséquent sur des sujets qui sont peu étudiés par les auteurs plus conventionnels des Relations internationales, mais qui coïncident avec de nombreux travaux réflexifs des Relations internationales. Seront entre autres étudiés, les changements globaux environnementaux (Dalby, 2002) et l'élargissement de la sécurité nationale en raison des « nouvelles menaces » que sont la criminalité organisée transnationale, le sida, le terrorisme catastrophique, le narcotrafic et la cyberguerre (Ó Tuathail, Dalby et Routledge, 1998). En somme, cette nouvelle approche a permis de penser autrement la géographie politique, la géopolitique, les Relations internationales et l'étude de la politique étrangère américaine.

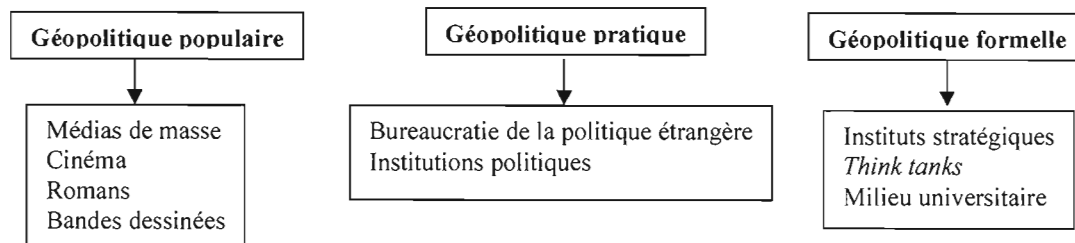
Parce qu'elle distingue différents niveaux de discours géopolitiques (voir la fig. 1), la géopolitique critique s'avère d'autant plus utile et justifie davantage le choix d'un tel cadre pour cette étude, qui s'intéresse autant à la production des représentants de l'État qu'à celle des universitaires, des chercheurs des *think tanks* et de ceux qu'on appelle les

²⁴ Soulignons au passage que certaines universités britanniques, par exemple l'Université de Newcastle Upon Tyne, comptent des départements où sont enseignés dans un seul département les études politiques, la géographie et la sociologie. De plus, il est intéressant de noter que le politologue David Campbell est maintenant un professeur de géographie politique et culturelle au département de géographie de l'Université de Durham.

« intellectuels de la défense »²⁵. Ainsi, dans une démarche géopolitique critique, le langage de la politique ne reflète pas simplement les problèmes et enjeux « réels » : il les constitue. Si la géopolitique a été au XX^e siècle une façon de penser en termes de politique de puissance, une approche géopolitique critique remet en question cette façon de penser la politique globale. Ainsi que le souligne Gearóid Ó Tuathail, la « Geopolitics is of the same ilk as political realism, distinguishing itself by its proclivity to find “geography” as a singularly important element in foreign policy conceptualization and practice » (Ó Tuathail, 1999 : 107). Il va plus loin en disant qu'elle n'est pas qu'intéressée par la politique de la puissance : « it is power politics » (Ó Tuathail, 1999 : 108). Comme la géopolitique traditionnelle, la géopolitique critique est une pratique (géo)politique en ce qu'elle représente un récit de la condition géopolitique contemporaine et cherche à influencer la/le politique. Dans un cadre géopolitique critique, la géopolitique devient une pratique politique, sociale et culturelle étudiée par ses représentations et pratiques qui produisent des espaces de la politique globale, plutôt qu'une réalité neutre, objective et manifeste de la politique globale. D'écrire Ó Tuathail : « Rather than being an objective recording of the realities of world power, geopolitics is an interpretative culture practice [that] [...] is not a narrow one confined to formal experts but a broad one shared by populations (popular geopolitics) and governments (practical geopolitics) » (Ó Tuathail, 2003 : 75).

²⁵ Gearóid Ó Tuathail critique l'apport des « intellectuels de la défense » que sont Edward Luttwak et Samuel Huntington dans la formulation de la politique étrangère des États-Unis (Ó Tuathail, 1996 : 230-49). Les intellectuels de la chose étatique et de la défense réfèrent à « a whole community of state bureaucrats, leaders, foreign-policy experts and advisors throughout the world who comment upon, influence and conduct the activities of statecraft » (Ó Tuathail et Agnew, 1992 : 193).

Fig. 1 La carte géopolitique du monde et les diverses pratiques géopolitiques



Source : (Ó Tuathail et Dalby, 1998 : 5).

Dans cette optique, pour étudier la géopolitique, on étudie comment le monde est pensé, décrit et écrit et comment ces récits constituent des discours (re)produisant la « réalité ». C'est pourquoi nous nous intéresserons, dans cette étude, à la production stratégique américaine liée à la sécurité nationale, aux élites qui sont chargées de penser la stratégie américaine (notamment dans le contexte de puissance globale américaine qui coïncide avec la mise en place du régime gouvernemental de sécurité nationale) et aux conditions de possibilité liées à la Guerre contre la terreur qui concernent le débat américain sur l'arsenalisation de l'Espace par les États-Unis. À l'instar de la présente thèse qui insiste sur l'importance de lire et d'étudier la production de géopolitique pratique et formelle²⁶, Stoler nous enjoint donc à « read not *the Nation* and *Le Monde diplomatique* but the *National Interest*, *military.com*, Department of Defense staff reports, the *Small Wars Journal*, and the literally thousands of online military publications that provide the training ground of national security policy makers and the military elite » (Stoler, 2006 : 98). En effet, avec le renouveau de la recherche et de la production sur la culture stratégique (Roussel, 2007), on est à même de constater

²⁶ La géopolitique formelle comprend la production des *think tanks* et les analyses universitaires, tandis que la géopolitique pratique comprend les discours présidentiels et les discours politiques officiels, les publications gouvernementales ou émanant d'organisations gouvernementales américaines qui forment la production stratégique des professionnels militaires de l'Espace de la communauté de défense des États-Unis (voir la figure 1).

combien cette pratique de la guerre froide a repris du service et combien elle rejoint la pratique centrale du *national security state* de la construction de l'*ennemi*.

Un tel appel à l'étude ethnographique des pratiques de gouvernance étatique et de sécurité a déjà été lancé dans le champ de la géopolitique critique. En effet, afin de comprendre la nouvelle géopolitique de la violence étatique et le futur de la guerre, Gearóid Ó Tuathail reconnaît que

Studying historical and near contemporary practical geopolitical reasoning is a difficult challenge for it requires near total immersion in the everyday world of foreign policy discourse and practice. Researchers need to become ethnographers of foreign policy behavior, yet without ever having direct access to the micro-world of their subjects. Detailed empirical reconstruction of the historical record of policy formulation and policy-making, without knowledge of crucial private meetings, key memos and other private archival material, is also a challenge (Ó Tuathail, 2002 : 603).

Lorsqu'on transpose cette logique gouvernementale de sécurité nationale au cas qui nous intéresse plus spécifiquement, celui de l'arsenalisation de l'Espace et de la stratégie militaire spatiale, pour comprendre la position des dirigeants américains et des élites politiques américaines quant à leur projet de stratégie militaire spatiale, il faut pouvoir reconstituer comment la menace a été interprétée, décrite, voire créée, par le truchement d'agents d'influence, eux-mêmes imprégnés d'une culture stratégique particulière qui a pu conditionner leur vision du monde et du rôle des États-Unis dans le monde. C'est ce que nous effectuons dans la dernière section de la thèse.

4.3 La politique étrangère et le processus de (re)construction identitaire nationale des États-Unis : le régime gouvernemental de sécurité nationale

Comme on peut s'y attendre, les documents de sécurité nationale portent sur les dangers et les menaces politiques et militaires. Dans ces documents, qui est sécurisé et de quoi/quoi est énoncé clairement, dans la mesure où ces informations doivent servir de base à une politique publique. Le raisonnement géopolitique à la base des stratégies sécuritaires et militaires américaines accepte ainsi une vision de la sécurité qui se définit par des représentations spatiales d'exclusion et des Autres menaçants extérieurs à un Soi (les États-Unis et la société américaine, dans une perspective où l'État et la société sont indissociables) : « Geopolitical discourse constructs worlds in terms of Self

and Others, in terms of cartographically specifiable sections of political space, and in terms of military threats » (Dalby, cité dans Devetak, 2001 : 194). Ce processus d'inclusion/exclusion de la (re)construction identitaire de l'État produit et reproduit les identités politiques. Dans cette entreprise d'inscription spatiale et de sécurisation des identités, la construction identitaire exclusive s'inscrit dans une codification morale des Sois et des Autres, où le Soi est jugé supérieur aux Autres. On peut penser ici à la façon dont les États-Unis consolident leur identité nationale en disant défendre la démocratie, la liberté et la civilisation face à des terroristes musulmans qui agiraient comme des barbares. Ainsi que l'explique Devetak, il est malheureux que dans certains cas, les processus de politique étrangère et de sécurité participent à la construction des identités politiques en ciblant obligatoirement des Autres menaçants (Devetak, 2005 : 178).

Mieux que quiconque, dans ses travaux sur l'identité nationale des États-Unis, David Campbell a montré comment le discours du danger devient la condition d'existence de l'État : les États ne sont jamais achevés en tant qu'entités. La problématisation du sujet et de son identité est sans contredit l'un des apports les plus intéressants du poststructuralisme en Relations internationales. La déconstruction discursive de l'identité entraîne l'exposition des relations de pouvoirs là où elles semblaient inexistantes (White, 1991a : 188). L'écriture de l'identité est en ce sens vue comme étant très politique et politisée : « The deconstruction of identity is not the deconstruction of politics; rather, it establishes as political the very terms through which identity is articulated » (Butler, 1990 : 148). Toute stabilisation de la signification identitaire (ce qu'est une femme, ce qu'est l'État, ce que sont les Relations internationales, etc.) devient arbitraire et artificielle, délimitant ainsi les espaces discursifs. Cette remise en question comporte une dimension politique dans la mesure où au sein de l'analyse discursive, le « politique » renvoie à une position de pouvoir dans un discours donné qui contrôle la légitimation de la signification. Le questionnement de l'identité renvoie à l'idée que la représentation de l'Autre permet la reproduction et le maintien de l'identité du Soi. Pour les poststructuralistes, l'identité

n'existe pas avant le processus de différenciation résultant du discours dominant et c'est ce qu'il s'agit de mettre en lumière :

Identity is therefore more than something that derives its meaning solely from being positioned in contradistinction to difference; identity is a condition that has depth, is multilayered, possesses texture, and comprises many dimensions. As such, identity is a condition for which there can be cataloged no single point of origin or myth of genesis; the manifold, diverse, and eclectic ingredients that comprise a settled identity cannot be reduced to any single spatial or temporal source. None of this diminishes the role of difference in the logic of identity. But it does suggest that we might consider all the characteristics, traits, or distinctions that are understood as difference to be unequal in their identity-effects. Moreover, this might also suggest that some of the dispositions we combine under the category of "difference" – especially insofar as that term is often used to refer to entries in a register of marginality, such as race, class, gender, and ethnicity – are basic to the construction of the discursive field on which the dichotomy of identity/difference is itself erected (Campbell, 1998 : 74).

En effet, si les poststructuralistes tendent vers la non-identité dans leur démarche, il ne s'agit pas pour eux d'atteindre un état fixe qui irait jusqu'à la négation du Soi. Puisque chaque changement de discours entraîne la création d'un Autre et de nouvelles marginalisations, et que la désignation identitaire n'est valable que dans un contexte historique et social donné et est située par le texte, l'atteinte de la non-identité devient un processus en perpétuel mouvement et en perpétuel recommencement. L'identité est ainsi produite par un acte performatif, c'est-à-dire qu'elle n'a pas de statut ontologique en dehors des pratiques et actes variés qui constituent sa « réalité » (Campbell, 1998 : 10).

Ce paradoxe, inhérent à l'existence de l'État comme sujet politique, fait que celui-ci doit constamment se reproduire. Campbell exprime ce paradoxe à travers le processus de la politique étrangère. La condition de possibilité de la politique étrangère dépend de la construction de la « nation comme un espace intérieur investi d'un sentiment d'être chez soi (*at-homeness*) » qu'on oppose à une espace extérieur vu comme étranger et menaçant (Kaplan, 2002b : 111). Dans l'opposition entre l'intérieur et l'étranger, ce qui est intérieur désigne la maison familiale et la nation. On oppose cette intériorité à tout ce qui est en-dehors des frontières conceptuelles et géographiques de la maison/nation (Kaplan, 2002b : 111). Or, il est important de noter que lorsqu'on se transporte dans le discours politique, ce n'est qu'en relation avec la politique étrangère que la notion de politique intérieure a un sens. C'est pourquoi les questions nationales ne sont jamais

dites comme étant intérieures alors qu'elles sont « intérieures », vu qu'elles se rapportent à la nation. Amy Kaplan note cependant qu'en contrastant ce qui est considéré comme la sphère familiale avec le domaine politique ou commercial, on se retrouve avec une division sexuelle du monde social, alors qu'en considérant la nation, l'identification de ce qui est intérieur ou étranger ne s'effectue pas selon un même biais de genre, hommes et femmes étant plutôt vus comme des alliés nationaux contre un étranger, le plus souvent construit sur une base raciale (Kaplan, 2002b : 112). Cela l'amène à dire que l'intériorité (*domesticity*) sert à unifier le domaine national et à générer une représentation de l'étranger pour que la nation puisse être imaginée comme la maison/chez soi. Une conception de ce qui est étranger (lire dangereux ou menaçant) est ainsi indispensable, car c'est ce qui permettra de pouvoir ériger des barrières qui protégeront la nation chez elle.

Dans cette optique, sécuriser l'identité nationale exige que l'on mette l'accent sur la nature inachevée et dangereuse du monde. Les discours du « danger » offrent dans cet esprit une nouvelle théologie de la vérité à propos de ce que « nous » sommes en mettant l'accent sur ce que « nous » ne sommes pas et ce que « nous » devons craindre. La politique étrangère américaine devient un processus d'écriture identitaire qui cherche à discipliner les composantes intérieures qui contesteraient l'identité nationale. Par exemple, les terroristes ne peuvent pas être considérés comme des Américains, même s'ils sont citoyens des États-Unis. Une clause du *Patriot Act* permet justement à l'État américain de pouvoir détenir indéfiniment et sans accusation, un individu soupçonné de terrorisme (Kaplan, 2005). Cette entreprise de sécurisation identitaire est le fait de pratiques exclusives qui lie des comportements domestiques/intérieurs à des menaces extérieures. Ce discours localise les menaces et les ennemis à l'extérieur de l'État pour consolider le tissu identitaire de l'intérieur (même s'ils ne sont pas physiquement hors de l'État). En fait, cela nous ramène à la domestication et rejoint en ce sens le processus de civilisation, où les caractères de ce qui est domestique sont opposés à ce qui est sauvage, étranger, à conquérir ou à apprivoiser. Le discours de

politique étrangère pourra alors domestiquer des éléments étrangers, ce qui ne signifiera pas nécessairement que ces éléments se trouvaient physiquement à l'extérieur de la nation, mais bien qu'ils étaient extérieurs à la nation, de la représentation qu'en fait du moins le discours dominant.

En reconsidérant la relation entre identité, sécurité et politique étrangère, on peut par conséquent repenser les liens effectués entre les sphères domestiques et étrangères pour identifier les sites de territorialisation et de matérialisation des menaces ou des éléments dangereux (Campbell, 2005 : 946). Par exemple, le véhicule sport utilitaire (le fameux « SUV », pour *Sports Utility Vehicle* et abrégé VUS en français) incarne à plusieurs niveaux des éléments faisant partie de la rhétorique identitaire nationale des États-Unis : en rappelant l'importance de l'automobile dans l'*American way of life*, en montrant les signes de la militarisation de la vie socioculturelle avec le Jeep des forces armées américaines durant la Deuxième Guerre mondiale, par sa publicité évoquant l'attitude d'exploration de nouvelles frontières et contrées sauvages qui nous ramène dans la période coloniale américaine, sans oublier sa mise en relation avec le besoin national énergétique en pétrole et son identification comme moyen de transport familial culturellement privilégié. Il est devenu un icône mettant parfaitement en relation l'identité de la nation et le besoin de sécurité aux États-Unis. Campbell conclut même que le VUS est devenu la matérialisation de l'attitude identitaire américaine envers la sécurité globale :

With its military genealogy and its claim to provide personal security through the externalization of danger, the SUV is itself a boundary-producing political performance inscribing new geopolitical borderlands at home and abroad through social relations of security, threat, and war. The SUV draws the understanding of security as sizeable enclosure into daily life, folds the foreign into the domestic, and links the inside to the outside, thereby simultaneously transgressing bounded domains while enacting the performative rebordering of American identity (Campbell, 2005 : 967).

Les discours de la sécurité nationale et, partant, les stratégies sécuritaires et militaires nationales, sont en ce sens d'importants vecteurs de production identitaire en servant la construction élitiste et dominante de l'identité américaine (Dalby, 1997). En effet,

the texts of foreign policy are replete with statements about the fulfillment of the republic, the fundamental purposes of the nation, God-given rights, moral codes, the principles of European

civilization, the fear of cultural and spiritual loss, and the responsibilities and duties thrust upon the gleaming example of America, In this sense, the texts that guided national security policy did more than simply offer strategic analyses of the “reality” they confronted : they actively concerned themselves with the scripting of a particular American identity (Campbell, 1998 : 31-32).

Le lien sécurité-identité qui découle de documents stratégiques comme les stratégies sécuritaires et militaires reflète davantage l’influence des constructions élitistes, étatiques et militarisées qu’une construction qui permettrait une conception plus ouverte. Comme le souligne Jan Jindy Pettman :

Identities are often imposed from the outside; and those in power can impose their own determinations of who belongs to the political and moral community and who does not. [...] A robust politics of identity can work toward more inclusive and emancipatory accounts of security, asking questions and seeking to learn from ordinary people’s experiences of identity and security (Pettman, 2005 : 174).

À l’heure de la Guerre contre la terreur, cela se trouve toutefois une entreprise plus difficile à mener, aux États-Unis par surcroît.

En reliant identité, politique étrangère et sécurité, les travaux poststructuralistes illustrent comment dire et écrire la sécurité n’est jamais un acte innocent mais un acte éminemment politique (Huysman, 1998). En ce sens, le discours réaliste en Relations internationales est loin d’être une évaluation objective des enjeux de sécurité et constitue un geste politique en faveur de la défense de l’État. Ce discours est davantage attentif à la régulation de l’ordre mondial par la force militaire et par les pratiques stratégiques qui délimitent les frontières internes et externes des acteurs souverains, les États. Ils s’intéressent alors moins au processus constitutif des États et des ordres mondiaux qu’à leur existence fonctionnelle, une existence qu’ils tiennent pour acquise et qu’ils réifient dans leur discours. Le discours réaliste réifie l’État et la nation se retrouve prisonnière de la représentation dominante qui en est faite. Parler de l’État comme d’une entité ontologique et lui donner une identité politique sans parler des pratiques qui le constituent est cependant très problématique (Weber, 1995 : 3; Edkins, Persram et Pin-Fat, 1999). Le processus d’identification de l’État et de la nation apparaît comme un processus négatif, puisqu’il est marqué par le sceau de l’exclusion, de la violence et de la marginalisation des minorités. Il faut mettre en exergue le

processus d'écriture de l'État en analysant les discours qui le construisent : « The modern state system is not based on some timeless principle of sovereignty, but on the production of a normative conception that links authority, territory, population (society, nation), and recognition in a unique way and in a particular place (the state) » (Biersteker et Weber, 1996 : 3). Avec la constitution d'un espace souverain par la création (discursive) du modèle westphalien des États-nations en 1648, la reconnaissance de la souveraineté étatique s'établit par la constatation de son absence, c'est-à-dire par la reconnaissance d'un espace extérieur à l'espace souverain. Coïncidant avec l'hypothèse de la modernité et de l'internationalisation progressive du modèle européen de l'État-nation aux XVIII^e et XIX^e siècles, la sécurité nationale (étatique) devient associée avec la souveraineté, ce qui permet du même coup d'affirmer que l'insécurité existe : elle se trouve à l'extérieur des limites souveraines (Bartelson, 1995 : 86). La sécurité intérieure est ainsi opposée à l'insécurité extérieure²⁷.

4.4 La révolution sécuritaire avec la doctrine de la prévention et la logique capacitaire

La stratégie de sécurité nationale de 2002 constitue le tournant majeur qui prend en compte l'évolution sécuritaire de l'après-11 septembre et qui définit la logique de la Guerre contre la terreur : en premier lieu, elle annonce la fin de l'ère de la dissuasion avec la doctrine de la préemption/prévention²⁸; en second lieu, elle permet d'amorcer

²⁷ Dans le discours réaliste, la souveraineté se trouve associée, sans même être discutée, à l'État territorial. Cette réification de l'État, conçu comme une identité présociale et ahistorique, est au cœur du discours réaliste, une position qui considère l'État souverain et la territorialité comme les « produits naturels » de l'anarchie internationale. Une telle conception va créer une dichotomie problématique entre souveraineté/anarchie, sécurité/insécurité, sphère intérieure/extérieure. La sécurité par la souveraineté devient non plus un choix politique, mais une nécessité de survie dans un ordre anarchique (Der Derian, 1993 : 99).

²⁸ Le droit de *préemption* et l'*attaque* ou l'*action préemptives* sont employés ici comme la traduction des termes anglais *preemption* et *preemptive*, tels qu'utilisés dans la littérature anglo-américaine en études de sécurité. Bien que ces concepts paraissent novateurs pour plusieurs observateurs, la « préemption » et la « prévention » renvoient directement à la stratégie nucléaire et au contexte politico-militaire de la guerre froide, laquelle est souvent appelée l'ère nucléaire. La *prévention* conduisait à stopper la croissance de la puissance militaire soviétique par des mesures audacieuses et calculées qui exploitaient l'avantage comparatif nucléaire américain, avant qu'une parité nucléaire ne survienne. La *guerre préventive* était

de façon accélérée le processus de transformation continue des forces armées américaines pour répondre aux contingences d'insécurité de la mondialisation et de la Guerre contre la terreur; et, en dernier lieu, elle introduit une conception révolutionnaire de la sécurité intérieure du territoire national (*homeland security*) qui modifie considérablement la stratégie de sécurité nationale et militaire des États-Unis, ainsi que leur rapport aux frontières nationales.

Dans une approche stratégique qui repose maintenant sur les capacités de destruction et de nuisance des ennemis, plutôt que sur les seules menaces (*capabilities-based vs. threat-based strategic doctrine*), la refonte de la doctrine stratégique américaine signifie qu'il n'est plus possible d'attendre que la menace se concrétise sur

ainsi basée sur une préoccupation à propos d'une modification de l'équilibre des puissances militaires. À l'inverse, la préemption met en relief l'idée de menace imminente. La *guerre préemptive* était donc liée à une modification spécifique et contingente : il devait y avoir des bases solides pour croire qu'une attaque nucléaire soviétique était imminente (Freedman, 1983 : 125-127). Dans la stratégie de sécurité nationale, prévention et préemption sont isolées du contexte de la guerre froide et sont réutilisées dans un nouvel environnement politico-militaire. Dans le discours de l'administration, on semble en être venu à croire que les deux expressions rendaient compte d'une même logique, puisque toutes deux mettent en relief une préparation à lancer en premier une attaque, nucléaire à l'origine :

- L'Administration Bush parle, dans son document de stratégie de sécurité nationale de 2002, d'*attaque préemptive*. La logique qui sous-tend l'idée de préemption telle qu'exprimée dans la stratégie de sécurité nationale est la suivante : « The United States has long maintained the option of preemptive actions to counter a sufficient threat to our national security » (SSN, 2002 : 15). Pour invoquer le droit à la préemption, elle soutient que la menace terroriste est aujourd'hui plus grande et que l'inaction ne peut être une option valable : « For centuries, international law recognized that nations need not suffer an attack before they can lawfully take action to defend themselves against forces that present an imminent danger of attack » (SSN, 2002 : 15).
- Elle utilise également le terme de *prévention*, comme si l'on pouvait l'interchanger sans problème avec le terme *préemption*. L'Administration Bush estime que les États-Unis doivent, lorsque cela est nécessaire, prendre des actions anticipées pour se défendre même s'il demeure une incertitude quant au lieu et au moment de l'attaque ennemie : « To forestall or prevent such hostile acts by our adversaries, the United States will, if necessary, act preemptively » (SSN, 2002 : 15).

Ce qui est vu ici par l'Administration Bush comme étant la *préemption* consiste plutôt en la *prévention*. La différence entre les deux termes (stratégies) résiderait, selon Robert Jervis, dans la durée. La *préemption* vise une attaque contre un adversaire qui s'apprête à frapper alors que la *prévention* est une action menée pour empêcher qu'une menace se concrétise. « Moving before the threat fully materializes is rational only if the government is quite certain that failing to do so will lead to a disastrous attack by an adversary » (Jervis, 2002 : 42). La préemption serait en outre utilisée dans un but d'autodéfense. Dans le cas de l'Irak de Saddam Hussein, pour laquelle la stratégie de sécurité nationale fut utilisée et rédigée, il est clair qu'il n'est nullement question de *guerre préemptive* mais bien de *guerre préventive*, les États-Unis agissant alors comme la puissance hégémonique défendant ses intérêts plutôt qu'en légitime défense contre un ennemi s'apprêtant à attaquer.

le territoire national, dont les frontières sont largement redéfinies pour épouser celles de la mondialisation (ce dont nous discutons en détails dans le cinquième chapitre) (Bédar, 2001 : 23). Le président Bush écrit ainsi dans la *National Security Strategy* que

Given the goals of rogue states and terrorists, the United States can no longer solely rely on a reactive posture as we have in the past. The inability to deter a potential attacker, the immediacy of today's threats, and the magnitude of potential harm that could be caused by our adversaries' choice of weapons, do not permit that option. We cannot let our enemies strike first (*SSN*, 2002 : 15).

La doctrine de la prévention rend ainsi caduque la logique de l'endiguement (*containment*), qui avait été le ciment stratégique de la guerre froide dans un contexte de confrontation nucléaire *imaginée* qui reposait sur la doctrine de la dissuasion nucléaire²⁹. Durant la guerre froide, les élites de sécurité nationales américaines avaient convaincu la population qu'elle était protégée par la dissuasion nucléaire : « Appearance and not reality, conviction and not fact, credibility and not performance were the critical desiderata of the strategy that linked civil defense, national morale, and national security » (Oakes, 1994 : 165). Si la stratégie de la dissuasion nucléaire avait permis cette défense active pour les États-Unis, les élites de sécurité nationale ont jugé que le contexte de l'après-11 septembre ne permettrait plus d'avoir une stratégie n'assurant pas une « protection réelle » (Oakes, 1994 : 167). Cette posture se veut d'emblée critique de la philosophie du contrôle des armements et du désarmement. Elle repose sur un principe-clé, celui de la suprématie militaire des États-Unis. Ceci leur permet de s'assurer d'une domination à long terme et de montrer un visage bienveillant à cette suprématie à travers le discours idéologique globaliste libéral, exprimé de façon extrême par le courant de pensée néoconservateur (McAlister, 2005). À cet égard, il s'avère beaucoup plus juste de voir l'unilatéralisme de l'administration Bush comme étant un moyen de défendre leur stratégie géopolitique

²⁹ Dans une étude très bien menée, *The Imaginary War : Civil Defense and American Cold War Culture* (1994), Guy Oakes expose l'importance cruciale de la relation entre l'idée de la défense civile (pas comme programme de défense mais comme *propagande* de défense) et comment les impératifs de la sécurité nationale ont été indispensables pour convaincre la population d'accepter les risques d'une guerre nucléaire et de *croire* que la sécurité nationale américaine pouvait *vraiment* être assurée. Le moral national en dépendait alors. Sans cette conviction, tout l'édifice sécuritaire de la stratégie de sécurité nationale de la guerre froide se serait écroulé.

libérale sécuritaire; c'est « a way of producing and securing that supremacy in the world full of potential power competitors, once power and supremacy are understood as being far more complex than just military » (Hozic, 2006 : 61).

4.5 La stratégie globale de domination libérale américaine

L'un des objectifs de cette thèse sera notamment de montrer comment une géopolitique libérale sécuritaire a pris forme au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale et a constitué les limites du débat politique dans lequel a été constamment établi l'équilibre entre les impératifs militaires et économiques qui ont fait la puissance globale des États-Unis depuis la Deuxième Guerre mondiale. Cela signifie, comme le rappelle John Agnew, qu'il faille repenser l'histoire de la mondialisation en tenant compte du rôle central de « courroie de transmission » joué par les dirigeants politiques et les élites économiques et financières des États-Unis (Agnew, 2005; Rosenberg, 2003; Smith, 2003, 2004). On a trop souvent vu des analyses qui minimisaient ou ne considéraient même pas le lien symbiotique entre la sécurité et l'économie centrale à la géopolitique de domination globale des États-Unis promue depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Les États-Unis ont effectivement été un rouage important et incontournable de la mondialisation et c'est dans cette optique que la stratégie géopolitique libérale sécuritaire des États-Unis doit être repensée :

It is in the context of globalisation—defined here simply as a process of enhanced global economic integration via the progressive liberalisation of trade, the deregulation of finance, the privatisation of assets, and the hollowing out of state activities—that this distinction in both a scholarly and a policy sense is undermined. It is in this context that the unilateral application of US power and the re-securitisation of US economic foreign policy is to be understood. US hegemony, therefore, has generally operated indirectly, ideationally, institutionally and at a distance (Beeson et Higgott, 2005 : 1174).

Nous montrons donc l'importance de considérer la puissance stratégique globale américaine dans la phase que nous qualifions de puissance globale des États-Unis, soit après la Deuxième Guerre mondiale. Nous avons associée de façon inextricable cette période avec le développement du régime gouvernemental de sécurité nationale. Il est indéniable que les États-Unis ont été les mieux arrimés technologiquement et

militairement pour mener la guerre de façon globale durant la guerre froide. La nouvelle conception de la sécurité nationale a alors fait des États-Unis une puissance militarisée de haute technologie et parée de façon permanente à mener la guerre (Sherry, 1995), et ils le sont encore bien davantage aujourd'hui. Il demeure néanmoins que les forces armées américaines et le régime gouvernemental de sécurité nationale américain ont été lents à s'adapter aux nouvelles réalités entraînées par la mondialisation. Un processus d'ajustement et de transformation de l'appareil militaro-sécuritaire américain était déjà en cours, en raison de la nécessité de s'adapter aux dynamiques imposées par la mondialisation. Toutefois, sous l'impulsion des néoconservateurs, le 11 septembre 2001 a représenté un catalyseur sur le plan politique pour procéder à cette transformation des forces armées américaines. Ces mêmes néoconservateurs cherchaient à promouvoir ces changements depuis longtemps déjà, le *Project for a New American Century* (PNAC) ayant même préparé un plan détaillé à cet effet, le document *Rebuilding America's Defenses* (PNAC : 2000). De plus, ce processus de transformation ne pouvait trouver de meilleur promoteur que le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, lui-même très près des cercles néoconservateurs et signataire de la Déclaration de principes du PNAC.

Dans cette thèse, nous discutons de la redéfinition des frontières du territoire national, une question centrale pour l'identité nationale des États-Unis, et de l'exercice du pouvoir global américain dans l'espace/Espace. L'ordre global, nous argumentons, repose sur le régime gouvernemental de sécurité nationale américain qui met en action une stratégie géopolitique libérale sécuritaire. Sa transformation profonde avec la politisation des événements du 11 septembre 2001 générée par l'insécurité nationale et la présence d'un terrorisme dé-territorialisé modifie la représentation du territoire américain dans le discours stratégique américain. Nous nous efforçons de comprendre la cartographie globale et la représentation des nouvelles frontières du territoire national américain dans le cadre de la Guerre contre la terreur.

De penser politiquement le global fait nécessairement appel à la « mythologie politique de l'ordre global » de Carl Schmitt. Nous devons être en mesure de pouvoir penser l'ordre global pour pouvoir penser le monde, pour pouvoir penser pouvoir le cartographier et, en outre, penser agir politiquement de façon globale (Dean, 2006 : 1). En septembre 2004, les Relations internationales ont commencé à revisiter Carl Schmitt sous l'œil de la géopolitique en explorant ses écrits sur la spatialité du droit international et l'émergence de l'ordre global libéral (Odysseos et Petito, 2006 : 2). Comme George Schwabb, le traducteur anglophone de *Concept of the Political* le soulève, il est malheureux que cette œuvre de Schmitt et son influence sur la pensée de Hans Morgenthau aient été le plus souvent passées sous silence (en raison de l'association de Schmitt au Parti nazi, probablement)³⁰.

Dans cette thèse, nous nous tournons vers Schmitt afin d'essayer, d'une part, de saisir la signification de la Guerre contre la terreur comme matrice complexe de l'action politique et stratégique et de la gouvernementalité américaine depuis le 11 septembre 2001. D'autre part, nous souhaitons mieux comprendre l'exercice du pouvoir souverain américain dans sa réponse aux événements du 11 septembre 2001 (Levinson, 2006 : 59). Nous allons par conséquent étudier la puissance géopolitique globale américaine en employant les écrits de Carl Schmitt comme *géopoliticien*, lesquels proviennent notamment de son ouvrage-maître *Nomos de la terre* (2001). Cela dit, comme nous le montrons tout au long de cette thèse, nous nous référons à Schmitt et à certaines de ces idées qui semblent avoir été mises en pratiques par de nombreux membres-clés de l'administration Bush (la distinction ami-ennemi notamment). Mais comme la pensée de Schmitt n'est pas notre principal objet d'étude, nous laissons à d'autres, comme Jean-Claude Monod, le soin de la critique en bonne et due forme de celle-ci (Monod, 2006). Ainsi que l'admet Jean-Claude Monod dans *Penser l'ennemi*,

³⁰ Pour une excellente analyse de cette influence, voir l'ouvrage de Martti Koskeniemi, *The Gentle Civilizer of Nations : The Rise and Fall of International Law 1870–1960* (2001), notamment son dernier chapitre intitulé « Out of Europe : Carl Schmitt, Hans Morgenthau, and the turn to “international relations” » (413-509).

affronter l'exception : Réflexions critiques sur l'actualité de Carl Schmitt (2006), un certain dédouanement qui tient lieu de mise en garde nous semble ici toutefois indispensable – en raison de la vie de Schmitt et de ses liens réels et prêtés avec le nazisme – tout comme le recours aux travaux de Schmitt et à la littérature schmittienne. Nous faisons donc nôtre l'interprétation et la réception critique de Monod de la résurgence des travaux de Schmitt dans l'analyse de la Guerre contre la terreur/guerre contre le terrorisme :

[L]'actualité post-11 Septembre, qui a produit, sans concertation aucune, la rumeur vite vérifiable que peu d'écrits seraient aussi prophétiques et éclairants face à la situation présente que *Le Nomos de la terre*, la *Théorie du partisan*, et les textes historiques ou constitutionnalistes consacrés à l'état d'exception (*La Dictature*, *Théologie politique*, *Théorie de la constitution*, et sur un mode plus circonstancié *Légalité et légitimité*, tout juste traduit aux États-Unis, tout comme la *Théologie politique* et la *Théorie du partisan*).

Bien des lecteurs occasionnels de Schmitt, souvent aux antipodes des options politiques et morales du juriste allemand, dans le monde entier — politistes, juristes, philosophes, spécialistes des relations internationales, acteurs des organisations non gouvernementales, citoyens inquiets —, ont dû constater, comme l'écrit William E. Scheuerman à propos de la *Théorie du partisan*, que « l'essai de Schmitt est d'une pertinence dérangeante (*disturbingly relevant*) pour le monde politique et juridique dans lequel nous nous trouvons, dans lequel le gouvernement américain a répondu au 11 Septembre en plaçant les terroristes supposés hors de la catégorie de la Constitution de Genève de "combattants légaux" et en dotant l'exécutif d'une incroyable batterie de pouvoirs discrétionnaires pour déterminer leur sort. [...]

« *Disturbingly relevant* » et « *when read critically* » : tout est là—la pertinence des analyses de Schmitt est troublante, dérangeante [...]; ce trouble tient en fait au mélange de sentiment que l'on éprouve à lire Schmitt : le lecteur est souvent frappé par la force et la capacité d'anticipation des analyses, mais insatisfait, non seulement en raison des options réactionnaires de l'auteur qui affluent souvent, mais aussi en raison de raisonnements trop elliptiques, de présupposés massifs, d'une mauvaise foi camouflée par le brio de l'expression. Tout cela rend indispensable une *lecture critique*, hors de laquelle, d'ailleurs, la question peut être posée, et l'a été, de savoir si les analyses schmittiennes ne serviraient pas plutôt à *légitimer* ce qu'il s'agit de contester radicalement.

Tel est sans doute le dernier, et plus profond trouble : Schmitt est un auteur qu'il est tentant d'utiliser à l'encontre de ses propres conclusions et valorisations, *et qui s'y prête* — l'histoire de sa réception nous le montrera amplement (Monod, 2006 : 11-13).

À l'instar de Monod, par conséquent, l'utilisation qui est faite des travaux de Schmitt dans cette thèse est pleinement consciente des problèmes inhérents aux présupposés de Schmitt et à ses inclinations politiques et théoriques (sa défense de l'État souverain notamment). En effet, toute utilisation des travaux de Schmitt doit se faire avec un examen critique et une conscience du contexte historique, politique et géographique de

l'écriture de Schmitt³¹. Il faut donc être certain d'avoir à l'esprit les préoccupations éthicopolitiques de Schmitt – conservateur réactionnaire très critique du libéralisme, défenseur du réalisme, de la souveraineté de l'État et de son monopole de l'usage légitime de la violence – avant de passer à « une reformulation explicite des conditions auxquelles ces emprunts peuvent être à la fois pertinents et dépourvus d'ambiguïtés » (Monod, 2006 : 15). Il nous apparaît en ce sens clair que les travaux de certains théoriciens critiques des Relations internationales – nous avons ici en tête Claudia Aradau et Andreas Behnke notamment – ont « péché » en versant dans une certaine apologie de la conception très fermée du politique de Schmitt (Aradau, 2004, 2006; Behnke, 2002, 2004, 2006).

Nous demeurons néanmoins convaincu, comme Martti Koskeniemi, que de s'arrêter sur la présence spectrale de sa pensée ou son influence sur la gouvernementalité de l'administration Bush dans l'après-11 septembre et la construction rhétorique de la Guerre contre la terreur s'avère incontournable :

Whatever Schmitt's political choices, readers have been struck by the expressive force of his critiques when applied to contemporary events : the war on terrorism as a morally inspired and unlimited "total war," in which the adversary is not treated as a "just enemy"; the obsolescence of traditional rules of warfare and recourse to novel technology – especially viewed as outlaws and enemies of humanity; Camp Delta in the Guantánamo naval base with its still over 500 prisoners from the Afghanistan war as a normless exception that reveals the nature of the new international political order of which the United States is the guardian – the source of the normative, itself unbound by it (Koskeniemi, 2004 : 493).

Dans la conception schmittienne de l'ordre global, les États-Unis succèdent à la Grande-Bretagne comme les porteurs et les bénéficiaires du « libéralisme universel » que le discours orienté sur la Société des Nations puis sur les Nations Unies met de l'avant (Dean, 2006 : 13). Et après 1945, il ne fait pas l'ombre d'un doute que les États-Unis agissent en gestionnaires de l'ordre global – en opposition avec l'URSS durant la guerre froide cependant, dans une lutte idéologique à finir. En somme, dans l'ordre

³¹ Il faut ainsi garder à l'esprit sa critique virulente des diktats et du Traité de Versailles faisant de l'Allemagne la grande responsable de la Première Guerre mondiale, sa critique de la République de Weimar, la montée du nazisme et les liens de Schmitt avec celui-ci avec la théorie de l'état d'exception/situation exceptionnelle (*Ausnahmezustand*), ainsi que la défaite de l'Allemagne dans la Deuxième Guerre mondiale.

global libéral américain établi depuis 1945, dans le nouveau *nomos* global (c'est-à-dire l'organisation spatiale géopolitique et juridique), pour employer le terme de Carl Schmitt, les États-Unis ont agi comme les décideurs de l'ordre politique et moral global.

James Morone a écrit sur les États-Unis et les Américains que « Defining “us” also designates “them” » (Morone, 2003 : 8). En ce sens, il faut s'arrêter 1) sur ce que les États-Unis disent représenter; 2) sur ce qu'ils sont comme État-nation/empire/hégémon et, surtout; 3) sur ce que ceux qui en assument la direction et les gouvernent veulent qu'ils deviennent et fassent. Si, comme l'explique Beatrice Hanssen, le langage du libéralisme porte en lui-même une hypocrisie et une violence, il nous faut reconnaître que dans sa version américaine, on doit critiquer sa violence géopolitique. À ce titre, il n'y a pas de meilleur exemple que celui de la Guerre contre la terreur, alors que cette violence passant par un libéralisme universel qui se dit salvateur, sous l'impulsion des idéologues néoconservateurs notamment, en vient à atteindre des sommets peu reluisants. La réponse globale militaire au terrorisme global que les États-Unis déploient au nom de la liberté en vient ultimement à vider la liberté de sa substance (Burke, 2005). Le deuxième chapitre de la première partie de la thèse nous amènera ainsi à nous positionner à l'intérieur des débats récents sur les États-Unis comme empire. Cela ne devra cependant pas nous faire perdre de vue que c'est l'affirmation de la souveraineté nationale américaine dans l'espace global à travers le discours de la sécurité nationale qui nous intéresse avant tout. En effet, en abordant la puissance globale des États-Unis, on parle surtout de leur souveraineté, car c'est ainsi que la légitimité s'établit dans leur culture politique, ainsi que la stabilité politique (Saada, 2006 : 43).

En considérant que cette étude sur la puissance stratégique globale américaine traite de la réaffirmation de la souveraineté nationale américaine et de l'expérience de la (re)construction étatique des États-Unis, elle s'intéresse, par conséquent, aux contradictions internes au projet identitaire d'expansion nationale américaine qui ont

vacillé au cours de l'histoire. Comme le rappelle l'historien de la culture politique et des idéologies américaines, Michael Hunt :

Nationalism can be a healthy force that stimulates cultural pride and social cohesion and reinforces democratic values. But for a great power nationalism also has a darker, more dangerous side, unleashing flashfloods of arrogance and aggressiveness that overflow into chauvinistic and rigid foreign policies. Policymakers will find themselves struggling in vain against an emotional public clamoring to project their sense of self onto the rest of the world (Hunt, 1987 : 3).

Cependant, si on en croit les plus récentes interprétations, notamment celle que Robert Kagan propose dans *A Dangerous Nation* (2006), plusieurs des débats qui demeurent d'actualité et qui puisent dans le cœur libéral américain en flirtant avec la pensée républicaine sont toujours présents. C'est dans cet esprit que ce que Kagan propose et nomme « libéralisme républicain » (Kagan, 2006) permet d'expliquer l'oscillation entre l'exceptionnalisme et la mission de civilisation globale libérale américaine (Adas, 2001 : 1694). Cela dit, force est de constater que depuis 1945, l'exceptionnalisme a nettement cédé le pas à « l'idéologie de la démocratie américaine comme gage de la puissance impériale », pour reprendre les mots d'Ellen Meiksins Wood (Wood, 2006), sans toutefois jamais déserrer. Sa présence, dont on peut retracer les signes, appartient aux mythes et au récit dominant de l'histoire nationale. Et malgré son absence réelle, sa présence discursive continue d'animer la conduite globale américaine et, à un certain point, il ne pourrait en être autrement étant donné son association inséparable au libéralisme américain.

4.6 Le régime gouvernemental de sécurité nationale et l'Espace comme espace de puissance globale

Depuis le lancement du satellite Spoutnik par l'Union soviétique en 1957, un événement-clé qui aura des répercussions considérables sur la politique spatiale et la stratégie globale américaines, l'ensemble des doctrines spatiales américaines adoptées par les administrations depuis Eisenhower ont fait de la supériorité spatiale un enjeu majeur de la sécurité nationale américaine. Pour reprendre Henri Lefebvre en discutant de l'appropriation de l'Espace par les États-Unis, il faut souligner que « [l]a *pratique spatiale* d'une société secrète son espace ; elle le pose et le suppose, dans une

interaction dialectique : elle le **produit** lentement et sûrement en le **dominant** et en se l'**appropriant** » (Lefebvre, 2000 [1974] : 48 ; en italiques dans l'original; c'est nous qui soulignons par les caractères gras). Et cette *pratique spatiale* de domination et d'appropriation, dans le cas des États-Unis, s'est surtout faite à travers la stratégie militaire et les responsabilités incombant à une puissance stratégique globale, ce qui a été assuré et assumé par le régime gouvernemental de sécurité nationale en place depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Cependant, malgré la domination certaine des États-Unis dans l'Espace depuis les cinquante dernières années, ils n'en sont pas encore à une appropriation (ce serait contraire au droit international de l'Espace, au Traité sur l'Espace notamment). Cependant, ils sont résolus dans leur intention de *contrôler* l'Espace et d'agir comme la puissance souveraine dans l'Espace.

Le 11 septembre 2001 a créé un espace pour l'action ; cependant, il a été utilisé par les gestionnaires du régime gouvernemental de sécurité nationale pour faire adopter certaines politiques ou procédures qu'ils savaient impopulaires et questionnables. C'est dans ce contexte qu'il y a tout lieu de se demander « Quand, pourquoi et comment les hommes politiques sont-ils prêts à saisir l'opportunité de l'impact émotionnel des attentats pour relancer des politiques mises à l'écart ou refusées précédemment ? » (Bigo, 2001). Avant les attentats du 11 septembre 2001, l'administration de George W. Bush avait peiné à faire adopter l'essentiel de son agenda concernant la transformation de l'appareil militaire américain, lequel misait avant tout sur la transformation de la doctrine stratégique des États-Unis en lien avec les impératifs de la « Révolution dans les affaires militaires », le retrait du Traité ABM et la défense antimissiles. Après le 11 septembre 2001, tout cela a semblé se faire comme par enchantement : le temps d'un instant, on a été ramené dans le temps par les élites de sécurité nationale qui ont pu recréer le contexte de la réponse automatique du *national security state* de la guerre froide – la mobilisation générale devant un ennemi détestable et une résolution à mener la guerre de façon permanente jusqu'à ce que l'ennemi soit vaincu. Ces élites ont par le fait même réussi le tour de force de sonner une fois pour toutes le glas de la guerre

froide en préconisant l'arsenalisation de l'Espace et la prévention militaire au nom du soi-disant échec de la dissuasion nucléaire – la doctrine symbolique de la guerre froide – qu'auraient révélé les attentats suicidaires du 11 septembre 2001. C'est dans cet esprit que nous abordons le débat politique sur la préparation à la guerre spatiale et sur l'arsenalisation de l'Espace que les États-Unis mettent en œuvre actuellement sous le leadership de l'administration de George W. Bush. Comme nous le verrons dans la dernière partie de cette thèse, il s'avère tout particulièrement intéressant de noter à quel point le 11 septembre 2001 sert de paravent pour appliquer la menace de l'État voyou ou du terrorisme à un nouvel espace, soit l'Espace.

Cette thèse est ainsi l'une des premières à mettre en relief le rôle fondamental des élites de sécurité nationale dans la structuration du débat astropolitique américain actuel sur la sécurisation et l'arsenalisation de l'Espace par les États-Unis (PSN, 2006). Elle le fait notamment en indiquant l'influence cruciale des intellectuels et idéologues néoconservateurs sur la politique étrangère de l'administration de George W. Bush (Fukuyama, 2006; Dalby 2006; Grondin 2006b; Daalder et Lindsay 2005; Halper et Clarke 2004 ; Dorrien, 2004). Elle illustre comment le régime gouvernemental de sécurité nationale a pu faire en sorte, en se servant de l'effet d'urgence et du caractère exceptionnel des événements du 11 septembre 2001 (Grondin, 2006c) ainsi que du sentiment patriotique d'union nationale qu'ils ont généré, de faire accepter un dossier litigieux comme le bouclier antimissile, de faire avancer un débat sur l'arsenalisation de l'Espace dans le sens voulu par les esprits les plus « faucons » et de procéder – enfin, diront les néoconservateurs – au retrait par les États-Unis du Traité ABM de 1972. Le rôle décisif joué par les idéologues néoconservateurs dans la promotion de l'arsenalisation de l'Espace et la préparation à la guerre spatiale réside donc dans le processus de formulation des politiques et c'est pourquoi il est essentiel de s'intéresser à la généalogie du *space power* dans la stratégie globale américaine (Grondin, 2006a).

4.7 Une géopolitique critique de l'Espace : une « astropolitique critique »

L'angle d'analyse géopolitique critique que nous privilégions dans cette thèse se rapproche ainsi de celui adopté par plusieurs auteurs qui inscrivent leur propos dans un cadre constructiviste critique, sinon poststructuraliste³². Ainsi, « tout phénomène doit être analysé en tenant compte de son contexte historique, social et politique [...], [et il] faut chercher derrière toute déclaration ce qu'elle pourrait occulter ». Cela signifie en outre que « les identités ne [peuvent] jamais être acceptées comme une donnée fixe se passant de toute explication » (Macleod et Voyer-Léger, 2004 : 74). Nous nous intéressons par conséquent aux processus rhétoriques et aux imaginaires sécuritaires (d)écrits, représentés et utilisés par les dirigeants et les analystes politiques pour tenter de (re)configurer les frontières de l'action légitime « au nom duquel » l'action est performée (Jackson, 2004 : 170).

Dans cet exercice de déconstruction géopolitique, en procédant à une analyse discursive de l'action étatique, nous nous arrêtons sur la question de l'agence³³ humaine, puisque les pratiques représentationnelles (c'est-à-dire les mots choisis pour représenter une situation et l'action à mener face à celle-ci) sont elles-mêmes des sources de pouvoir et sont donc aussi des enjeux bureaucratiques. L'analyste considère ainsi les modes de raisonnement et les pratiques représentationnelles qui produisent la définition des intérêts et des situations que se font les acteurs. En effet, les modes de raisonnement et les pratiques représentationnelles reflètent des relations sociales de

³² Ainsi que l'indique avec justesse David Campbell, il nous apparaît ici inutile et fastidieux de chercher à distinguer des approches qui empruntent à une littérature commune : « [constructivism] has also been deployed by critical scholars sometimes intellectually allied with poststructuralism. [...] To draw distinctions between poststructuralists and critical constructivists goes against an increasingly common tendency whereby the latter term often subsumes the former two (and thus manifests in its politics of naming). It is also a distinction which in the first instance is difficult to make and contentious to suggest, not least because much critical work combines in a productive way the different positions. Individual scholars can easily occupy multiple positions » (Campbell, 1998 : 222-223). C'est l'un des points essentiels mis en relief par le collectif dirigé par François Debrix, *Language, Agency, and Politics in a Constructed World* (2003; voir Pouliot, 2004).

³³ Contrairement à l'action, l'agence est déjà investie d'une volonté d'action sous l'effet de certaines règles. Ce sont ces règles qui détermineront l'agence, donc qui participent à l'action en question (Onuf, 1998 : 59).

pouvoir et sont sujettes à la contestation : comme l'indique Jutta Weldes, « indeed, struggles over representations are at the heart of policymaking » (Weldes, 1998 : 221). Autrement dit, le processus politique de prise de décision (*policymaking*) apparaît comme une lutte constante pour la définition des significations, pour réussir à définir les enjeux et leur signification. Dans le discours de l'intérêt national, les intérêts nationaux sont souvent considérés comme donnés, comme si tous les acteurs approchaient un problème ou une situation avec les mêmes intérêts et y donnaient la même réponse politique. Les intérêts, comme les objectifs et les identités, résultent cependant de processus complexes qu'il faut cerner (O'Meara, 2000). En effet, avant même qu'un dirigeant étatique ne prenne une décision et agisse « au nom de l'État », il est déjà engagé dans un processus d'interprétation en tentant de comprendre quelle est la situation à laquelle fait face l'État et comment il doit y répondre. Cela présuppose ainsi que les dirigeants étatiques, du moins ceux qui sont responsables de prendre la décision, disposent d'un langage commun qu'ils partagent entre eux *et* avec l'audience cible de l'action, celle qui doit considérer comme légitime l'action prise par ces dirigeants (Weldes, 1999 : 4). Dans le cas américain particulièrement, l'intérêt national devient le langage qui permet l'action étatique : c'est le langage interne de la décision en politique étrangère (Hollis et Smith, 1991 : 166).

Les politiques étrangères et de défense des États-Unis sont surtout le fait des élites de la sécurité nationale réparties dans des bureaucraties gouvernementales et dans des *think tanks* spécialisés. Puisque ces élites frayent avec les cercles du pouvoir politique, un débat public sur les intérêts nationaux a rarement lieu. L'aspect public de l'exercice n'est alors pas tant de vouloir discuter une position – par exemple, si l'on doit privilégier ou non la voie militaire pour gérer la « menace » irakienne – que de vendre le projet et le légitimer, la décision de faire la guerre ou non étant déjà prise. Ce sont donc le plus souvent les experts de la sécurité nationale qui parviennent à imposer leurs significations des enjeux et à les représenter dans les débats, ainsi que le souligne Jutta Weldes : « the foreign policy representations constructed by state officials gave prima

facie plausibility compared to other representations because these officials are themselves constituted as the legitimate voices of “the state” » (Weldes, 1998 : 221). En d’autres termes, qui obtient le droit de pouvoir définir ce qui constitue une menace – les armes de destruction massive que posséderait Saddam Hussein par exemple – possède *in extenso* l’autorité d’écrire les discours de sécurité légitimes et de conduire les politiques qui légitiment ces discours. Ce sont ces personnes qui ont le pouvoir de « sécuriser » une menace, de l’inscrire dans un discours sécuritaire en la délimitant et en la fixant. Ce sont elles qui ont ultimement eu l’autorité d’écrire les imaginaires sécuritaires.

Dans le cas qui nous intéresse dans cette thèse, c’est la dynamique propre au régime gouvernemental de sécurité nationale que nous voulons exposer pour en arriver à comprendre comment la stratégie militaire spatiale des États-Unis en vient à penser l’Espace comme champ de bataille et cherche à préparer la guerre spatiale. Nous avons souligné combien la géopolitique formelle et pratique sont centrales pour arriver à identifier le discours astropolitique américain dominant et reconstruire son processus de structuration par les élites de sécurité nationale. Suivant le cadre interprétatif de la géopolitique critique adopté dans cette thèse, il appert, par conséquent, tout à fait logique que nous mettions en place une « astropolitique critique » (*critical astropolitics*). Si nous mettons l’accent sur l’influence des élites de la sécurité nationale en parlant du discours de la sécurité nationale et du régime gouvernemental de la sécurité nationale, l’objectif premier de recherche n’est toutefois pas de montrer un lien de causalité mais d’exposer *les conditions de possibilité du débat sur l’arsenalisation de l’Espace et la préparation à la guerre spatiale*. Cette thèse explore en ce sens l’enjeu de la puissance militaire spatiale des États-Unis dans le cadre de la Guerre contre la terreur. Elle ne porte pas sur la géostratégie spatiale, bien qu’elle s’y intéresse. Si elle n’a aucune volonté d’expliquer le fonctionnement et les politiques des systèmes de défense antimissile, elle veut 1) replacer le *space power* et le débat sur l’arsenalisation de l’Espace dans le contexte de la stratégie globale américaine et

2) expliquer comment une éventualité déjà discutée dès les premiers moments de la guerre froide – la guerre spatiale (Franklin, 1988) – a pu réapparaître, et ce, sans grand éclat ni débat. À ce titre, une étude du Commandant de la Marine américaine John Klein intitulée *Space Warfare* (2006) vient justement d'être publiée et constitue la première du genre.

En s'arrêtant sur l'enjeu de l'espace exo-atmosphérique comme champ de bataille dans le discours géopolitique américain, nous revisitons donc le discours astropolitique américain sur l'arsenalisation de l'Espace en cherchant à repenser le politique là où le technologique a pris le dessus, tout en posant la possibilité d'une résistance technologique à la guerre spatiale. Nous questionnons surtout le discours stratégique américain qui pense la stratégie de puissance militaire spatiale et nous cherchons à comprendre ce qui entraîne les élites à se résigner ou à souhaiter une voie militaire dans l'Espace pour l'appareil militaire américain en ce début de XXI^e siècle. Dans cet esprit, nous voulons surtout mettre en relief comment certaines élites, par leur interprétation d'un contexte particulier (le 11 septembre 2001 et la réponse étatique américaine), ont structuré le discours astropolitique américain de façon à favoriser l'arsenalisation de l'Espace. En outre, nous mettons en relation la logique de réponse militaire propre au régime gouvernemental de sécurité nationale avec le débat sur la puissance militaire spatiale américaine en illustrant comment le tout reste relié à un discours et à des institutions qui fournissent les conditions de possibilité quant à l'évolution du débat astropolitique américain sur l'arsenalisation spatiale. C'est donc en considérant la stratégie américaine de domination globale du projet identitaire libéral sécuritaire que nous allons articuler l'évolution de ce débat américain dans le contexte de la Guerre contre la terreur. La vision de l'exercice de la puissance américaine faisant des États-Unis l'hégémon/empire global que véhicule l'idéologie néoconservatrice est d'ailleurs celle qui épouse le mieux la stratégie adoptée par les États-Unis de George W. Bush concernant l'Espace, car elle mise sur la nature *libérale* et bienveillante du leadership américain et sur le fait que les États-Unis ne doivent permettre l'émergence d'aucun

compétiteur stratégique. La même logique prévaut alors pour l'Espace, que les États-Unis veulent sécuriser, contrôler et dominer, afin de conserver leur liberté d'action stratégique.

5. Méthodologie de la recherche doctorale

Comment étudier le rôle politique des idées et de la société, ainsi que des relations sociales en s'intéressant au discours du pouvoir, celui produit par les élites de sécurité nationale du plus puissant État par surcroît? En quoi une approche interprétative et discursive géopolitique critique peut-elle constituer une critique politique et une intervention politique? Compte tenu de notre cadre géopolitique critique, nous nous intéressons au discours, où le discours n'est alors pas vu comme étant synonyme du langage et n'est pas non plus une simple représentation. Les discours sont compris comme des structures de pouvoir, des stratégies rhétoriques et des techniques de représentation de la réalité qui servent des objectifs politiques et des institutions particulières, afin de faire établir leur interprétation comme « la » vérité concernant des processus, des crises et des acteurs dans la politique mondiale³⁴. En parlant du discours de la sécurité nationale qu'utilisent tous ceux qui participent au régime gouvernemental de sécurité nationale, nous employons la compréhension poststructuraliste de la culture (politique) qui rend possible ce discours – une culture politique de sécurité nationale – et qui sert de contexte constitutif pour comprendre les significations données à certains phénomènes. Comme l'affirme Lene Hansen, de procéder en adoptant « *a non-causal epistemology does not imply an abandonment of theoretically rigorous frameworks, empirical analyses of "real world relevance," or systematic assessments of data and methodology* » (Hansen, 2006 : 5; en italiques dans l'original). Nous savons certes que cela peut prévenir des analyses plus tranchées, mais nous voulons surtout comprendre comment le régime gouvernemental de sécurité nationale qui repose sur une culture

³⁴ Les discours sont également des systèmes de reconstruction et de réhabilitation historiques, tout comme des gestes de pouvoir visant à représenter et stabiliser la signification du passé, du présent et du futur. C'est pourquoi, dans le langage foucaldien, on dit qu'ils constituent des régimes de vérité. Si le discours est rendu significatif par le langage, le discours ne se limite pas à lui, bien qu'il n'ait aucune signification en dehors d'un médium linguistique (Klein 1994 : note 55, p. 149).

politique de la sécurité nationale et qui est constamment constitué et reproduit par le discours de la sécurité nationale nous permet, malgré des transformations, de comprendre la vie politique et la production stratégique américaines. Nous voulons en arriver à comprendre le processus de sécurisation et de production stratégique d'un enjeu particulier contemporain – le débat astropolitique sur l'arsenalisation de l'Espace et la préparation à la guerre spatiale – en le reliant à la politique identitaire de sécurité nationale des États-Unis instaurée durant la guerre froide et marquée de façon importante par sa fin mais encore davantage par la Guerre contre la terreur actuellement menée par les États-Unis.

5.1 De la méthodologie

Si avant 2006, aucun guide méthodologique de recherche ne pouvait être utile comme référence pour des études poststructuralistes en Relations internationales et pour les études de sécurité notamment, la publication récente par Lene Hansen (2006) de *Security as Practice : Discourse Analysis and the Bosnian War* vient pallier ce manque, qui aspire à amorcer un « tournant méthodologique poststructuraliste » (Hansen, 2006 : xix). Elle soutient avec raison qu'il est grand temps que le poststructuralisme investisse le champ méthodologique qu'il a délaissé aux seuls rationalistes et constructivistes en Relations internationales. Elle permet ainsi de mettre en termes clairs les façons de faire une recherche poststructuraliste en prenant la méthodologie au sérieux où, dans une conception proprement poststructuraliste, la méthodologie devient « a way of communicating choices and strategies that all writing, deconstructivist and poststructuralist included, must make » (Hansen, 2006 : xix). Selon elle, cela permet d'échapper à une discussion où le déconstructionnisme derridien serait vu comme une non-méthode face au positivisme et au rationalisme, comme si les positions déconstructionnistes se faisaient dans un vide méthodologique, dans un espace exempt de stratégies, d'inclusions et d'exclusions.

Cette recherche doctorale procède à une méthode généalogique et une stratégie intertextuelle pour explorer le débat astropolitique américain sur la sécurisation et

l'arsenalisation de l'Espace et la préparation à la guerre spatiale produit par le régime gouvernemental de sécurité nationale américain. Il convient ici de présenter les stratégies de recherche employées pour mener cette étude.

5.1.1 L'intertextualité

La façon conventionnelle de concevoir un texte écrit présume que celui-ci consiste en un ensemble *unique* de significations (un *sens*) qui est issu de l'intention de l'auteur lui-même. Ainsi, la lecture d'un texte n'implique que la quête du sens inhérent au texte, un sens univoque contrôlé par l'intention présumée de son auteur. Le texte aurait des propriétés stables et les relations entre les mots qui forment les phrases seraient essentialisées et, partant, la même signification du texte en serait extraite par sa lecture, peu importe le lecteur. En concevant la lecture d'un texte comme un *événement* plutôt que comme une *entité* – comme un acte performatif – selon les poststructuralistes, on ne peut plus soutenir qu'un texte comporte une seule signification. La relation et la séparation entre sujet et objet de la connaissance, propres aux positivistes, ne tient plus : il n'y a plus de relation entre signifiant et signifié, mais bien des relations entre signifiants. Selon Stanley Fish (1980 : 1), les entités postulées – les réalités ontologiques – sont plutôt à la fois le texte *et* le lecteur, dont on a jusqu'alors présumé l'indépendance et la stabilité. Dans une perspective poststructuraliste, la signification est donc assumée par le lecteur plutôt qu'en étant simplement formulée dans le texte. C'est en ce sens qu'on parle de la « mort de l'auteur », car ce n'est pas l'auteur qui « parle » mais bien le texte, à travers celui qui le lit (l'écrit), en référant à d'autres textes. Cette conception consiste en l'*intertextualité*. La compréhension ontologique des poststructuralistes en Relations internationales est, par conséquent, *relationnelle*.

La démarche intertextuelle amène le lecteur à (re)lire le texte (c'est-à-dire à le réinterpréter en le lisant et le relisant, le texte n'ayant plus *une* seule lecture possible) en tenant compte de ses attentes et en réinterprétant les textes déjà lus en fonction du nouveau texte. L'intertextualité permet alors une infinité d'interprétations et de (re)lectures : « as relevant as sources are, the list of unknowable sources that inform a

reader's interpretation of a text is what makes intertextuality a powerful social and personal experience » (Quero, 2001 : 150). Cela signifie qu'il n'y a pas une façon correcte ou naturelle de lire un texte en Relations internationales (ou de chercher le *vrai* sens des grands classiques, par exemple), mais bien des façons qui sont produites individuellement et collectivement par des perspectives au sein de communautés épistémiques (c'est-à-dire des communautés formées d'un réseau d'individus partageant les mêmes croyances normatives et participant ensemble à la création et à la codification de connaissances légitimes établies sur la base d'un consensus qu'on dira « scientifique ») (Fish, 1980 : 16). Dans la lecture et l'interprétation, le lecteur/analyste fait parler les silences et expose la construction sociale et les significations délibérées du texte. Par cette lecture intertextuelle engagée, le lecteur/analyste *agit politiquement*.

5.1.2 La généalogie

La généalogie est une méthode d'analyse historique qui demande : comment en est-on arrivé là? Avec la généalogie, l'analyste tente de retracer l'histoire d'un aspect particulier du présent – la préparation à la guerre spatiale et l'arsenalisation de l'Espace dans le cas échéant – pour révéler les multiples réalités et chemins qui ont été évacués dans la production du savoir, de sujets, d'objets et de champs d'action. Il va sans dire que cette relecture s'ouvre à la critique et la contestation. En ce sens, le poststructuralisme s'intéresse plutôt *au processus de production* du sujet humain et des subjectivités. C'est en procédant à l'analyse discursive des textes sélectionnés qu'on peut ensuite poser un diagnostic selon les éléments qu'on a choisi de présenter pour étayer l'interprétation. On décentrera ainsi l'analyse du sujet et on le repositionnera à l'intérieur des discours qui l'ont produit dans un contexte donné. Le sujet a une certaine conception de son identité, qui lui permet d'agir politiquement et éthiquement. En fait, le sujet est désormais vu comme étant en partie *constitué* par des conditions extérieures à lui-même, qui échappent relativement à son contrôle et dont il n'a pas *nécessairement* conscience. On parlera par conséquent d'une contamination entre l'intérieur et l'extérieur (en sachant qu'il s'avère impossible de dresser les limites de la structure –

du sujet). Cela signifie que toute frontière identitaire comportera une part floue et indéterminée, et, surtout, indécidable³⁵.

5.2 La sélection des textes et la stratégie intertextuelle

En ce qui a trait à la sélection des textes, les sources utilisées comprennent autant des sources premières que secondaires. En fait, et comme l'explique Hansen dans son guide méthodologique, les sources secondaires peuvent elles-mêmes devenir des sources premières dans certains cas, lorsqu'il s'agit « key texts repeatedly quoted in official discourse or wider public debate or within intertextual model [...] as exemplars of academic discourse » (Hansen, 2006 : 83). Contrairement à ce qu'on lit ou entend souvent à propos des analyses discursives poststructuralistes, les études poststructuralistes ne rejettent aucunement la recherche empirique. L'empirique n'est pas l'empirisme et Hansen le rappelle avec justesse : « the writing of good discourse analysis of primary texts requires knowledge of the case in question, and knowledge comes, in part, from reading standard works on the history, processes, events, and debates constituting a foreign policy phenomenon » (Hansen, 2006 : 83).

Comme de raison, les sources premières constituent avant tout des documents produits par le gouvernement américain, par les administrations en poste autant que par des organisations de l'appareil bureaucratique américain, qu'il s'agisse de documents stratégiques, de communiqués, de *briefings* ou de discours officiels. On doit ici identifier les types de textes employés pour l'analyse : au-delà des analyses universitaires savantes, lesquelles constituent la majeure partie de la documentation examinée, les textes employés ici pour l'application empirique sont avant tout des

³⁵ La déconstruction, dans la pensée derridienne, pose les problèmes sous la forme paradoxale. Dans ce paradoxe, l'indécidabilité devient une propriété des éléments mêmes : on reconnaît la réalité d'un phénomène en passant d'une logique d'exclusion (soit/ou) à une logique de différenciation (à la fois/et). Le concept d'indécidabilité s'inscrit dans la décision et implique qu'une décision est toujours le résultat d'un processus de choix. Cela veut dire qu'une décision aurait toujours pu être autre : l'indécidabilité est donc nécessairement liée à la décidabilité. Sans que cela signifie qu'il y ait une impasse, le choix devant l'indécidable renvoie plutôt au fait qu'une décision doit toujours trancher entre diverses possibilités. Certains croient souvent que l'indécidabilité est un empêchement à la prise d'une position normative, mais cet état d'indécidabilité n'est en rien un frein à l'action et à la résistance. Il ne fait que reconnaître le dilemme posé par tout processus décisionnel.

productions de *think tanks*, des discours présidentiels et des discours politiques officiels, des publications gouvernementales ou émanant d'organisations gouvernementales américaines, des analyses médiatiques et des éditoriaux, des monographies et des articles spécialisés, ainsi que des communiqués, des résolutions et des déclarations ayant valeur de loi.

Une grande partie de la documentation de sources premières concerne donc la production stratégique sur le *space power* qui est faite par les professionnels de la Défense américaine. Pour ce faire, il faut d'abord circonscrire davantage ce qui tient lieu de discours astropolitique et identifier les élites de sécurité nationale qui participent au discours astropolitique américain : la géopolitique formelle comprend la production des *think tanks* et les analyses universitaires, tandis que la géopolitique pratique comprend les discours présidentiels et les discours politiques officiels, les publications gouvernementales ou émanant d'organisations gouvernementales américaines qui forment la production stratégique des professionnels militaires de l'Espace de la communauté de Défense des États-Unis. Nous nous appuyons notamment sur le journal des professionnels militaires de l'Espace – *High Frontier* – et sur les grands textes doctrinaux et de stratégie qui sont d'intérêt pour la guerre spatiale.

- D'une part, pour la géopolitique formelle, on retrouve les élites de sécurité nationale qui alimentent la puissance militaire spatiale au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale. Ce sont elles qui donnent un sens à la pensée militaire de l'Espace comme champ de bataille/espace arsenalisé et qui favorisent (in)volontairement l'arsenalisation de l'espace. D'un intérêt particulier pour la stratégie militaire spatiale sont les ouvrages suivants : John J. Klein, *Commander in the US Navy, Space Warfare* (2006), Everett Dolman, *Astropolitik* (2002a) et Steven Lambakis, *On the Edge of the Earth* (2001).
- D'autre part, dans la géopolitique pratique, on retrouve les professionnels de la puissance militaire spatiale, c'est-à-dire les militaires œuvrant dans l'appareil militaire américain et qui sont en charge de développer et de mettre en œuvre la

stratégie militaire spatiale américaine. Ce sont ces professionnels qui travaillent au développement opérationnel, stratégique, scientifique technologique et industriel de la puissance militaire spatiale. Ce sont surtout des officiers en poste affectés au *Joint Functional Component Command for Space* (JFCC SPACE) au sein du *Strategic Command*, un commandement unifié d'opérations qui intègre toutes les opérations de capacités globales de frappes stratégiques et les opérations militaires spatiales afin d'utiliser l'éventail des armements des États-Unis. C'est donc un commandement d'intégration interarmes qui coordonne tous les militaires professionnels de l'Espace qui servent dans l'*Air Force Space Command* ou dans divers autres commandements qui jouent un rôle dans l'appareil militaire astropolitique américain et qui sont dirigés par le *Strategic Command* : l'*U.S. Army Space and Missile Defense Command/U.S. Army Forces Strategic Command* (l'armée de Terre) et le *Naval Space Command* (la Marine). l'*U.S. Army Space and Missile Defense Command/U.S. Army Forces Strategic Command* (l'armée de Terre) et le *Naval Space Command* (la Marine). On retrouve leurs écrits et analyses dans les diverses publications des services armés, notamment l'*High Frontier : The Journal for Space & Missile Professionals*, l'*Air & Space Power Journal* et le *Joint Forces Quarterly*. Ce sont souvent des officiers diplômés en politique aérospatiale de l'École d'études supérieures en études spatiales de la Maxwell Air Force Base, laquelle fait partie de l'Université de l'armée de l'Air des États-Unis. La production intellectuelle et stratégique qui en émane constitue d'ailleurs la plus importante source d'information pour quiconque s'intéresse au discours astropolitique américain³⁶. Les thèses les plus méritoires se retrouvent d'ailleurs publiées par les

³⁶ En sachant que toute documentation émanant de la Défense des États-Unis – de leurs presses universitaires ou de leurs revues – contient toujours ce qu'on appelle un « disclaimer », c'est-à-dire une décharge, qui stipule que « les points de vue et les opinions exprimés ou implicites dans cette revue sont ceux des auteurs et ne devraient pas être interprétés comme portant la sanction officielle du département de la défense, de l'armée de l'air, du commandement de l'éducation et de la formation des forces aériennes, de l'*Air University*, ou d'autres agences ou départements du gouvernement des États-Unis », il n'en demeure pas moins qu'on peut donner une certaine valeur de « vérité » et d'orientation politique à ce qui y est dit. Cela l'est d'autant plus avec les membres de la Défense des États-Unis qui s'occupent des activités spatiales, alors que ce sont les experts et que ce sont eux qui ont le plus d'influence sur

Presses universitaires de l'armée de l'Air (*Air University Press*)³⁷. Également, le Collège de l'armée de l'Air publie les *Maxwell Papers*, une collection de travaux de recherche en cours qui ont trait aux développements actuels et futurs de la force aérienne et du département de la Défense des États-Unis.

En procédant à la généalogie de la puissance militaire spatiale, il faut, d'un côté, soi-même lire les sources premières traitées par les sources secondaires et faire une lecture critique des sources secondaires. D'un autre côté, il faut également s'intéresser au développement historique des concepts et des idées employés et les confronter aux textes analysés (Hansen, 2006 : 84). S'il est vrai qu'il peut être problématique de se fier surtout à des sources secondaires pour notre analyse, il faut être en mesure d'articuler la relation entre les différents niveaux de discours géopolitiques (formelle, pratique et populaire)³⁸, entre le discours officiel, le débat public élargi et le débat savant (Hansen, 2006 : 88). Étant donné que notre cadre géopolitique critique s'intéresse au discours astropolitique des élites de sécurité nationale et qu'on touche autant à la géopolitique formelle (c'est-à-dire la culture géopolitique qui englobe le débat géopolitique élargi aux professionnels de la chose étatique, aux analystes politiques et aux universitaires, ainsi qu'aux productions des *think tanks* et des instituts de défense et de stratégie) qu'à la géopolitique pratique (c'est-à-dire la pratique réelle de la stratégie géopolitique par les représentants officiels de l'État), il va de soi que beaucoup de sources secondaires sont comprises ici *comme* des sources premières. Cela dit, par l'analyse croisée de documents qui sont autant des sources premières que secondaires et par l'exercice de l'esprit critique et de la réflexivité, nous sommes en mesure de procéder à l'identification des discours dominants, des élites qui les énoncent, ainsi que de leur

l'orientation prise par les États-Unis en termes de systèmes d'armements spatiaux – bien qu'ils demeurent toujours dépendants de la direction politique. Si les auteurs parlent toujours en leur nom propre, il n'y a qu'une mince ligne entre les idées défendues par ces étudiants-officiers militaires et les positions officielles des États-Unis.

³⁷ On retrouve les thèses des étudiants diplômés sur le site suivant : http://aupress.maxwell.af.mil/Indexes/SAASS_by_title.htm.

³⁸ La géopolitique populaire est la culture géopolitique qu'on retrouve discutée, produite et représentée dans les médias de masse, le cinéma, les romans et les bandes dessinées (Ó Tuathail et Dalby, 1998 : 5).

capacité de structuration du débat astropolitique américain. L'étude a donc pour objectif d'exposer les liens entre le discours de la politique étrangère officielle et l'articulation politique des textes journalistiques, savants, et ceux qui relèvent de la culture populaire en faisant ressortir le lien savoir/pouvoir qui anime leur influence politique (Hansen, 2006 : 74).

Pour ce faire, il faut identifier les textes-clés, c'est-à-dire ceux qui sont lus par un large auditoire (pour avoir un rôle central dans les discours dominants) et qui ont l'autorité formelle de définir une position politique (pour le statut et le pouvoir). C'est seulement en procédant ainsi que nous pouvons en arriver à exposer comme certaines représentations et certaines métaphores ont pu s'imposer et comment un certain discours a pu prendre forme et dominer au point de devenir la politique militaire spatiale officielle ou celle qu'adoptera le gouvernement américain. En raison de leur position institutionnelle, les décideurs peuvent parler avec autorité d'enjeux de politique étrangère, mais cette autorité dépend surtout de leur accès à une certaine *connaissance*. La reconnaissance et l'exposition du lien savoir/pouvoir s'avèrent ainsi incontournables pour étudier la politique étrangère, encore plus lorsqu'il s'agit de la politique étrangère américaine. Le discours astropolitique américain existe surtout en raison d'experts, de scientifiques et d'élites politiques qui l'alimentent et qui parviennent à faire établir certaines formes de connaissance pour orienter le débat.

Le débat sur l'inévitabilité et la nécessité de l'arsenalisation de l'Espace et sur la préparation à la guerre spatiale est un exemple probant. Il s'agit pour l'analyste d'exposer le processus de structuration du discours astropolitique, de montrer comment le discours prend une certaine tangente et comment certaines questions en viennent à être considérées comme plus importantes que d'autres. Par conséquent, Lene Hansen a tout à fait raison d'affirmer qu'« [u]nderstanding official foreign policy discourse as situated within a wide discursive field opens up a theoretical and empirical research agenda that examines how foreign policy representations and representations articulated by oppositional political forces, the media, academe, and popular culture

reinforce or contest each other » (Hansen, 2006 : 7). L'étude de la politique étrangère impose de repérer les modes de reproduction, les pratiques représentationnelles et les formes de contestation que renferment les différents textes qui donnent corps à la politique étrangère, qu'il s'agisse de la doctrine officielle, d'analyses journalistiques ou de critiques culturelles (comme des films ou des documentaires). Comme l'explique encore une fois Hansen :

How key texts construct acceptable knowledge becomes an empirical question in need of analysis; it is not a matter of deciding upon a proper social science epistemology of as in the rationalist-constructivist-poststructuralist debate. [...] An intertextual understanding of foreign policy argues that texts build their arguments and authority through references to other texts : by making direct quotes or by adopting key concepts and catchphrases. In making links to older texts, new texts rely upon the status of the older, but this process of reading and linking also produces new meaning : references never reproduce the originals in a manner which is fully identical, but weave them into the present context and argument (Hansen, 2006 : 8).

En reliant les discours de politique étrangère que les textes énoncent, une stratégie intertextuelle et généalogique apparaît comme un exercice analytique valable, sérieux et essentiel. C'est particulièrement vrai dans le cas de la production stratégique américaine, où les analystes ont tendance à se référer aux auteurs du canon de la pensée stratégique – les Clausewitz, Jomini, Mahan, Douhet et Mitchell – pour asseoir leur autorité. Cet acte de référence constitue en lui-même une prétention au savoir/pouvoir qui consolide du coup ce lien. L'analyse intertextuelle et généalogique a donc pour objectif d'exposer ces procédés discursifs et rhétoriques et d'ouvrir des points de débat là où on semble avoir voulu le taire.

6. Construction de la thèse

6.1 L'argument en bref

Nous défendons donc la thèse que le discours stratégique américain actuel, dans le contexte de la Guerre contre la terreur et de la mondialisation néolibérale, connaît une transformation fondamentale depuis le développement du régime gouvernemental de sécurité nationale en 1947 : on veut dépasser le *national security state* pour tendre vers un *global security state*. Ce tournant dans le discours stratégique se traduit sur le plan institutionnel avec la création du département de la Sécurité intérieure, la révision des

commandements militaires américains comprenant la création d'un Commandement du Nord et l'affirmation de plus en plus globale et multispatale de la souveraineté nationale américaine (dans le cyberspace par exemple). Néanmoins, nous nous intéressons surtout à l'évolution du discours stratégique officiel (avec des documents comme la stratégie de sécurité nationale et la stratégie militaire nationale, etc.) ainsi qu'au discours stratégique défendu par les intellectuels de défense et les élites de la sécurité nationale. C'est donc la mentalité de sécurité nationale qui nous intéresse dans la gouvernamentalité américaine et son impact sur la vie politique américaine en général. Nous abordons plus précisément comment cela prend discursivement forme dans la représentation de l'Espace. Sans toutefois croire que ce tournant décisif soit en rupture totale avec le régime gouvernemental de sécurité nationale de la guerre froide, nous observons comment le discours stratégique américain reste pris dans la dynamique d'un imaginaire sécuritaire toujours tributaire de la guerre froide. En effet, malgré une apparente contradiction entre la poursuite de projets militaristes actuels qui puisent à un discours géopolitique néoconservateur et la poursuite de projets qui s'inscrivent dans une vision géoéconomique néolibérale globaliste, nous défendons la position que ces deux discours, qui sont partie prenante du discours stratégique américain de sécurité nationale, relèvent d'une même base idéologique et logique idéographique de la terreur et puisent dans le même imaginaire sécuritaire associé à la stratégie de domination globale néolibérale américaine.

6.2 La logique analytique

Cette thèse est construite en trois parties. D'abord, le *cadre analytique* (les chapitres 1 et 2) concerne les fondations et réflexions théoriques employées et invoquées pour comprendre les conditions de possibilité du processus américain d'arsenalisation spatiale et de préparation à la guerre spatiale. Il ancre également notre position interprétative pour analyser la problématique faisant des États-Unis une puissance stratégique globale marquée par le spectre de l'empire. Ensuite, le *régime gouvernemental de sécurité nationale* (les chapitres 3, 4 et 5) porte sur la

problématique principale où les États-Unis s'affirment de plus en plus comme un État de sécurité globale dans le cadre de la Guerre contre la terreur, laquelle fournit les conditions de possibilités pour expliquer l'étude de cas. Enfin, le *débat astropolitique* (les chapitres 6, 7 et 8) constitue l'étude de cas permettant d'explorer la transformation des États-Unis comme État de sécurité globale dans la Guerre contre la terreur.

6.2.1 *Le cadre analytique*

Cette première section de la thèse concerne le cadre d'analyse qui articule notre réflexion sur les États-Unis comme puissance stratégique globale dans le contexte de la Guerre contre la terreur. Dans le premier chapitre, nous insérons le débat sur la conduite des États-Unis comme puissance stratégique globale et sur son application dans la nouvelle stratégie astropolitique de domination globale dans le débat plus large des Relations internationales, en soulignant les apports et les limites de l'approche poststructuraliste privilégiée. Pour ce faire, nous nous inspirons des écrits du théoricien politique et juriste allemand Carl Schmitt afin d'essayer, d'une part, de saisir la signification de la Guerre contre la terreur comme matrice complexe de l'action politique et stratégique de la gouvernamentalité américaine depuis le 11 septembre 2001 et, d'autre part, de mieux comprendre la logique souveraine du pouvoir exécutif américain dans sa réponse aux événements du 11 septembre 2001. Dans le second chapitre, nous nous attaquons aux débats contemporains sur l'empire et l'impérialisme du point de vue de la République-puissance américaine. Cette discussion s'avère incontournable pour bien comprendre l'affirmation du régime gouvernemental de sécurité nationale au travers de la puissance stratégique globale américaine.

6.2.2 *Le régime gouvernemental de sécurité nationale*

Dans la seconde section de la thèse, nous posons notre regard sur les transformations du régime gouvernemental de sécurité nationale dans le cadre de la Guerre contre la terreur. Dans un premier temps, nous nous arrêtons, dans le troisième chapitre, sur le développement du régime gouvernemental de sécurité nationale au travers de la puissance stratégique globale américaine au sortir de la Deuxième Guerre mondiale et à

son adaptation au contexte de la Guerre contre la terreur. Dans un second temps, dans le quatrième chapitre, nous nous intéressons aux influences du discours néoconservateur sur la conduite du régime gouvernemental de sécurité nationale sous l'administration de George W. Bush. Ce faisant, nous espérons démystifier le néoconservatisme américain et son influence sur la politique étrangère de l'administration Bush. Nous nous interrogeons sur ses contributions au discours stratégique américain en montrant que les idées néoconservatrices ne sont pas aussi désincarnées en ce qui a trait à la formation impériale libérale des États-Unis et à la stratégie géopolitique néolibérale, contrairement à ce que certains analystes ont avancé. Nous nous intéressons ensuite de façon plus prosaïque au discours néoconservateur et à son projet d'une *Pax Americana*, c'est-à-dire la volonté de suprématie globale pour les États-Unis, une position s'insérant à merveille dans le projet identitaire national globaliste abordé dans la première section. Enfin, en prenant en compte leur rhétorique faisant des États-Unis un nouvel *Imperium* reposant sur la puissance militaire globale, nous mettons en relief l'impact des interventions néoconservatrices dans la production stratégique américaine pour la Guerre contre la terreur. Finalement, dans le cinquième chapitre, nous cherchons à illustrer le fonctionnement du régime gouvernemental de sécurité nationale. Pour ce faire, nous examinons la cartographie de la terreur de la puissance américaine en jetant un œil critique aux stratégies sécuritaires et militaires produites par les responsables de la politique de sécurité, de défense et étrangère dans l'après-11 septembre.

6.2.3 Le débat astropolitique

Dans la dernière section de la thèse, nous nous attaquons à la portée de cette stratégie de construction rhétorique identitaire d'un État de sécurité globale en misant sur la sécurisation et la territorialisation de la « dernière frontière » (*last frontier*), l'Espace, maintenant considéré comme faisant partie de l'espace géopolitique américain – du *nomos* global américain. Dans le sixième chapitre, nous abordons par conséquent l'évolution de la politique militaire spatiale des États-Unis dès ses débuts dans la guerre

froide comme « nouvelle frontière » (*new frontier*) pour ensuite mettre en relief le développement d'un discours géopolitique de l'Espace, c'est-à-dire un discours astropolitique, sous Clinton et Bush. Il s'agit de voir comment ce discours astropolitique participe à la conceptualisation de l'Espace comme une frontière nationale tout en l'articulant dans la stratégie discursive plus générale d'un État de sécurité globale et de la stratégie globale libérale sécuritaire américaine. Dans le septième chapitre, nous examinons de plus près la stratégie de domination globale et de contrôle spatial – l'*Astropolitik* – en explorant la pratique de souveraineté globale/impériale dans l'Espace que sous-tend l'objectif d'être les garants de la préservation de la « liberté de l'Espace ». Nous nous arrêtons ainsi sur la position des États-Unis dans leur stratégie militaire spatiale à la lumière de l'ouvrage *Le nomos de la terre* de Carl Schmitt, cela pour critiquer le discours du droit international et de rendre compte de l'attitude américaine envers le droit international de l'Espace. Dans le huitième chapitre, nous posons en outre les bases d'une position de résistance face à la technologisation de la réponse américaine d'arsenalisation de l'espace et de leur préparation à faire la guerre dans l'Espace. Nous entreprenons à cet effet une critique de la « religion américaine de la technologie » comme salut (et chute) des États-Unis comme État de sécurité globale/formation impériale libérale.

PARTIE A

LE CADRE D'ANALYSE

CHAPITRE 1

LE MOMENT SCHMITTIEN AMÉRICAIN AVEC LA GUERRE CONTRE LA TERREUR

L'exercice du pouvoir souverain américain dans un contexte sécuritaire « exceptionnel »

[T]he war on terror is not new but part of a permanent state of war by which the sovereignty of the most powerful state is reconstituted through the naming of terrorist foe and anti-terrorist friend.

- James Der Derian (2005 : 27).

It is not that the elite "believe in" a compact elite behind the scenes and a mass down below. It is not put in that language. It is just that the people are of necessity confused and must, like trusting children, place all the new world of foreign policy and strategy and executive action in the hands of the experts. It is just that everyone knows somebody has got to run the show, and that somebody usually does. Others do not really care anyway, and besides, they do not know how. So the gap between the two types gets wider.

- C. Wright Mills, *The Power Elite*

Dans ce premier chapitre du cadre analytique de la thèse, nous jetons les bases de notre réflexion. Nous insérons le débat sur la conduite des États-Unis comme puissance stratégique globale et sur son application dans la nouvelle stratégie astropolitique de domination globale dans le débat plus large des Relations internationales, en soulignant les apports et les limites de l'approche poststructuraliste privilégiée. Ce premier chapitre est divisé en sept sections. Dans les trois premières sections, nous prenons le soin de bien situer cette étude dans le champ disciplinaire des Relations internationales. Nous regardons ensuite comment la culture de la violence du champ nous permet de penser la puissance stratégique globale américaine. Enfin, nous abordons les raisons

nous amenant à vouloir/devoir aller au-delà des approches conventionnelles (néo)réalistes et libérales des Relations internationales pour mener à bien notre analyse. Dans les quatrième et cinquième sections, nous présentons le projet identitaire libéral sécuritaire américain et la culture politique du régime gouvernemental de sécurité nationale qui forment le contexte de possibilité à prendre en compte pour comprendre l'émergence d'un discours astropolitique américain préparant la guerre spatiale. Nous nous arrêtons ensuite à l'influence du discours néoconservateur sur le développement de la stratégie astropolitique américaine. Dans les deux dernières sections, nous nous penchons sur l'articulation de la stratégie globale américaine de domination globale au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale afin de bien comprendre la stratégie discursive de l'administration Bush dans l'établissement de sa Guerre contre la terreur. Finalement, nous nous questionnons sur le langage des stratégies sécuritaires et militaires comme préparation à la violence et à la guerre et nous nous arrêtons sur le rôle des élites de sécurité nationale et des intellectuels de la défense dans l'articulation de ces stratégies dans le contexte de la Guerre contre la terreur.

1. Situer l'étude dans la recherche en Relations internationales et ses apports

Il est de mise de situer nos travaux et d'évaluer les apports les plus significatifs que notre recherche compte réaliser. Cela implique inévitablement de comparer notre étude aux travaux qui ont constitué les plus grandes influences analytiques et disciplinaires sur celle-ci.

1.1 Une discipline dans tous ses débats

Les Relations internationales constituent depuis longtemps une discipline fermée. Au tournant des années 1990, elles connaissent une profonde crise identitaire caractérisée par une percée significative des approches interprétatives. Dans une volonté de favoriser un regard réflexif sur le champ, plusieurs chercheurs se mettent à lire, relire, étudier, questionner et déconstruire les objets traditionnels de la recherche en Relations internationales. La Théorie Critique se fait alors lentement une niche dans la discipline,

en marge des approches traditionnelles. Les approches critiques¹ (qui incluent à la fois les néo-gramsciens, les théoriciens de l'École de Francfort, les féministes et les poststructuralistes) ont ainsi amené certains esprits plus ouverts aux théories sociologiques à chercher à poser un regard réflexif sur le champ. Les Relations internationales entrent dans ce qu'on a appelé le « Troisième débat² ».

Pour les tenants des approches critiques, les années 1980 et la fin de la guerre froide avaient pourtant semblé sonner le glas du positivisme. On comprend donc que la remise en question de l'objet et des méthodes des Relations internationales ne s'est pas effectuée sans heurt et demeure encore, aux yeux de plusieurs critiques, largement insuffisante et au stade embryonnaire. Ces approches critiques permettront néanmoins d'élargir les espaces de pensée délimités jusque-là par les courants dominants. C'est dans ce contexte qu'on en vient à parler du poststructuralisme en Relations internationales, dont la géopolitique critique constitue une manifestation déployée en géographie politique. Il constitue un courant critique qui s'interroge sur la façon dont ont été constituées la connaissance, la vérité et les significations dans le champ disciplinaire connu comme les Relations internationales (Gregory, 1989 : xiii). Alors qu'il devrait être multidisciplinaire, étant aux confluents des études philosophiques, économiques, historiques, géographiques, sociologiques et politiques, le champ des Relations internationales a paradoxalement semblé vivre en vase clos, à l'écart des autres sciences humaines et sociales – hormis le moment behavioriste des années

¹ Les approches critiques représentent une constellation d'approches dont les traits caractéristiques sont souvent contradictoires. Dans cette thèse, pour marquer l'opposition aux positivistes, le terme « approches critiques » sera utilisé pour désigner les approches critiques en entier, à moins que ce ne soit spécifié autrement. À ce sujet, voir les textes de Richard Wyn Jones (2001 : 1-19) et de Chris Brown (2001 : 191-203).

² Il n'y a pas de consensus sur ce que représente le Troisième débat, encore moins sur le contenu du quatrième débat. Certains, comme Christian Reus-Smit (1996 et 1998) et Richard Price (1998), évoquent plutôt le tournant constructiviste comme une simple extension du troisième débat et non comme un quatrième débat. Ole Waever verrait le tournant constructivisme comme arrivant dans un cinquième débat : il n'en traite pas et ce qu'il voit comme le quatrième débat est plutôt généralement compris comme étant le Troisième débat (Waever, 1996 : 167). Comme le souligne Yosef Lapid, « *Are we still in the third debate or have we moved to a fourth or, perhaps even, a fifth debate?* » (Lapid, 2003 : 131). Pour les fins de cette thèse, nous retiendrons que le Troisième débat a été caractérisé par des débats épistémologiques entre positivistes et postpositivistes et que nous en subissons toujours les effets aujourd'hui.

1950 et 1960 – jusqu’à ce que le tournant néopositiviste amorcé par Kenneth Waltz en 1979 essuie la critique du théoricien néogramscien Robert Cox (1981) et ensuite celle de Richard Ashley (1984). Dans un des textes fondateurs de l’approche poststructuraliste en Relations internationales, Ashley se fait fort d’attaquer la « pauvreté du néoréalisme » de Kenneth Waltz en s’en prenant directement à son épistémologie positiviste qui ignore tout simplement le processus de représentation en prétendant que le chercheur en sciences sociales peut agir comme un observateur détaché de son objet d’étude et produire de la connaissance exempte de toute valeur. Dans une approche poststructuraliste, on critique la théorie présentée comme abstraction ahistorique : elle est une pratique politique ancrée dans une situation sociohistorique (c’est-à-dire que les concepts ont aussi une histoire et que les auteurs et leurs idées sont géographiquement, socialement, politiquement et historiquement situés) (Ashley, 1984 : 256-258).

Bien que nombre d’auteurs associés au poststructuralisme rejettent la possibilité d’une approche unitaire qui les identifierait à une théorie, ceux qui s’en réclament participent tous au discours théorique poststructuraliste en Relations internationales et ils se rejoignent ainsi par le type de questions qu’ils posent, tel que : comment la réalité est-elle construite ou racontée? Quelle est la ou les significations de cet événement? Qu’est-ce qui fait en sorte que cet événement est plus important qu’un autre? Ces questions entraînent des réponses, incomplètes, qui nécessitent toujours d’autres questions. Le poststructuralisme se veut donc surtout une attitude critique qui s’inscrit dans la dissidence face aux approches conventionnelles. En s’intéressant au rôle du langage et aux mots employés pour représenter le réel et construire discursivement le « monde réel », il tient lieu de projet subversif en cherchant à « défaire le sens » de certaines propositions et à en permettre à tout le moins la contestation. Il s’annonce, donc, surtout comme une « stratégie théorique » ou une « série de stratégies théoriques » (Newman, 2005 : 3), qui rejette tout cadre scientifique et qui s’ouvre à une pluralité de méthodes d’analyse et de modes de production du discours. Poursuivant

l'objectif de faire tomber les barrières disciplinaires, les poststructuralistes exploreront les limites construites socialement par les pratiques disciplinaires et que les chercheurs en Relations internationales se sont eux-mêmes imposées. Cela implique de ne pas chercher à maintenir la ligne frontalière entre la théorie politique et les Relations internationales, ou entre les Relations internationales et la géographie politique : « Poststructuralism does not ask where the boundary is or how the boundary is marked. Rather it asks, "How by way of what practices, by appeal to what cultural resources, and in the face of what resistances is this boundary imposed or ritualized?" » (Ó Tuathail, 1996 : 172).

L'approche poststructuraliste en Relations internationales cherche à montrer comment les barrières entre l'idéal et le réel, entre la théorie et la pratique, entre les mots et les choses sont plutôt floues. Elle s'efforce de cerner ce qui est considéré comme central et marginal dans un système de pensée particulier et cherche à discuter les pratiques qui produisent ce qui est considéré par les théoriciens conventionnels comme des propositions *neutres*. Les analyses poststructuralistes enquêtent sur la façon dont l'objet et le sujet (des) « relations internationales » sont constitués *dans et par* les discours et les textes de la politique globale. L'accent est mis sur la théorie comme élément impliquant des pratiques sociales et on la dépossède de son statut neutre et innocent pour l'inscrire dans la compréhension et la construction des relations de pouvoir (Youngs, 2000 : 211). Les théories conventionnelles font partie des processus historiques qui forgent le monde et nos façons de le saisir. Pour comprendre la puissance et les rapports de pouvoir, il faut voir comment les théories sont construites et comment les développements théoriques sont interreliés pour comprendre leur fonctionnement dans l'établissement des relations de pouvoir. L'obstacle majeur à l'entreprise poststructuraliste en Relations internationales est donc politique et met en lumière la relation savoir/pouvoir. Le poststructuralisme entreprend effectivement de s'attaquer aux façons établies de faire des « Relations internationales » en revisitant des ouvrages du « canon » et des interprétations apparemment « consensuelles », ce qui le met d'emblée sur la sellette. Assumant pleinement cette dissidence, les

poststructuralistes soutiennent que l'interprétation variera selon la perspective de l'analyste, qu'il n'y a pas de faits, rien que des interprétations. Dans une perspective poststructuraliste, la réalité « objective » n'existe donc pas : « “au-delà” de la portée du langage; elle est “toujours déjà” construite dans le langage, lequel est antérieur à notre connaissance du monde » (Spiegel, 1990 : 61). Elle prend la forme textuelle et n'acquiert de sens qu'à travers l'interprétation : le monde « réel » est constitué comme un texte, et on ne peut faire référence à cette « réalité » qu'à travers l'expérience interprétative. Les situations, les événements et les choses n'ont pas de sens *a priori* et n'ont pas non plus de sens fondamentalement « vrai ». Conséquemment, les notions de texte, de discours et de langage sont les éléments ontologiques de base de cette approche, car rien n'existe à l'extérieur de ceux-ci et tout devient alors question d'interprétation et de représentation.

Cette thèse inscrite dans le champ disciplinaire des Relations internationales n'a pas de « stratégie d'engagement » envers le courant dominant anglo-américain, le *mainstream*, qui rassemble les théoriciens conventionnels du champ pourtant très hétéroclite des Relations internationales (Jackson, 2001 : 111-12). Il a été montré à plusieurs reprises combien vaine était l'entreprise de vouloir faire le pont entre les approches positivistes et postpositivistes en ce qui a trait à leurs différences ontologiques et épistémologiques. C'est dans cet esprit que le constructiviste Alexander Wendt³ s'est lui-même octroyé la mission d'établir la voie moyenne (*via media*) entre les deux pôles théoriques des Relations internationales, le rationalisme⁴ et le

³ C'est ce qu'a fait Wendt avec un succès pour le moins mitigé, avec *Social Theory of International Relations*, où il voulait offrir une voie moyenne. Pour ce faire, Wendt a délibérément choisi de développer une approche analytique plutôt modérée, le « constructivisme naturaliste » (vu comme très orthodoxe par les approches critiques en raison de ses similarités avec les approches rationalistes traditionnelles). Sa théorie de la politique internationale incorpore alors le réalisme scientifique aux travaux en Relations internationales ainsi que certains questionnements des théories sociales et politiques – notamment l'interactionnisme symbolique de George Herbert Mead, la construction sociale de la réalité de Peter Berger et de Thomas Luckmann (1966) et la théorie de la structuration d'Anthony Giddens (1984) – dérivés de travaux en philosophie de la science et en sociologie de la connaissance.

⁴ Nous comprenons rationalisme comme un engagement général envers l'analyse de la vie sociale et politique en mettant en relief un calcul rationnel égoïste des unités d'un système (des individus, des

réflexivisme⁵. Cette audacieuse entreprise de fusion de positions méta-théoriques et théoriques (apparemment irréconciliables) au sein d'une théorie globale de la politique internationale laissera sceptiques les esprits les plus critiques du champ disciplinaire, mais semblera, en retour, satisfaire ses tenants les plus positivistes. Toutefois, il est clair que Wendt s'adressait avant tout aux théoriciens conventionnels des Relations internationales, même s'il voulait ouvrir le dialogue avec les perspectives critiques en proposant une théorie générale du politique dans les Relations internationales. Il n'est d'ailleurs pas surprenant que, selon l'un des tenants les plus influents du positivisme tel qu'il est pratiqué en Relations internationales américaines, Robert Keohane⁶, Wendt soit parvenu à s'implanter comme la *via media* des Relations internationales en comblant, *apparemment*, le fossé entre théories positivistes et postpositivistes : « [Wendt] has shown convincingly that one *does not have to swallow the contaminated epistemological water of postmodernism* in order to enjoy the heady ontological wine of constructivism » (Keohane, 2000 : 129; c'est nous qui soulignons). Venant d'un positiviste étranger à la majorité des travaux postpositivistes (parce que considérés « non scientifiques »), il semble prématuré de sa part de conclure à la constitution d'une voie moyenne en Relations internationales en la personne

groupes sociaux, des États) dans une explication des décisions particulières d'un acteur (Jackson, 2001 : 111).

⁵ Le réflexivisme consiste en le processus de réflexion sur l'entreprise de théorisation : « Metatheory is not an unproductive distraction from the real substance of the discipline, the theoretically informed analysis of empirical evidence. Rather, metatheory is the indispensable foundation of competent scholarly activity, and it is vital for ensuring the adequacy of the explanatory accounts developed » (Neufeld, 1994 : 12). En insistant sur la réflexivité théorique, Mark Neufeld met en relief le rôle de la raison dans sa forme pratique (*phronesis*). Celle-ci prend en compte les dimensions non empiriques et normatives des affaires humaines, comparativement aux rationalistes (ou aux positivistes) qui limitent la raison à l'*episteme*, où la connaissance est liée à l'observation empirique (qui serait alors dégagée de normativité, un leurre).

⁶ Robert Keohane est la figure de proue du néolibéralisme institutionnaliste tout comme l'est Kenneth Waltz pour les néoréalistes (il est notamment l'un des principaux tenants du pôle néolibéral dans le « fameux » débat néo-néo). Il est aussi le co-auteur (avec Sydney Verba et Gary King) de la « bible » positiviste de la recherche en science sociale (quoique principalement en science politique) aux États-Unis, *Designing Social Inquiry : Scientific Inference in Qualitative Research* (1994). L'ouvrage présente la méthodologie de recherche (*research design*) qui peut mener à la production d'inférences causales et de descriptions valides concernant la vie sociopolitique. La recherche est alors comprise et restreinte à la recherche scientifique et consiste en la production d'hypothèses devant être testées empiriquement pour conduire à la production de théories et de lois (King, Keohane et Verba, 1994 : 1-12, 32-33).

d'Alexander Wendt, surtout quand à l'autre bout du spectre, les critiques pensent tout à fait l'inverse (Smith, 2000; Kratochwil, 2000; Behnke, 2001). Devant cette réaction, la plus grande crainte des théoriciens critiques est de voir Wendt devenir la nouvelle orthodoxie dans les Relations internationales. Cela étant dit, face aux nombreux échos qui ont résulté de la parution de l'ouvrage *Social Theory of International Politics* (un clin d'œil au *Theory of International Politics* du néoraliste Kenneth Waltz, 1979), la question de la réussite de la voie moyenne de Wendt a été posée, et l'échec plus ou moins constaté (Lapid : 2003, 130)⁷.

Si les Relations internationales sont une discipline qui n'en finit plus de débats périodiques, le Troisième débat semble donc avoir laissé des traces plus difficiles à effacer, n'ayant fait qu'amorcer la réflexion ontologique sans pour autant conduire à un agenda de recherche défini. Les Relations internationales vivent aujourd'hui un bouillonnement intellectuel plus stimulant que jamais, mais loin de rapprocher les différences, ces débats cristallisent une marginalisation toujours grandissante des théoriciens et analystes critiques de la discipline. En ce sens, comme il l'a été souligné par Yosef Lapid, nous ne sommes pas encore sortis du Troisième débat. Les objectifs poursuivis d'explication par rapport à l'interprétation et la compréhension sont si divergents que les possibilités de dialogue s'avèrent le plus souvent peu fécondes⁸. En

⁷ Dans un *forum* consacré à la possibilité d'un dialogue et d'une synthèse en Relations Internationales (*International Studies Review*, vol. 5, n° 1 (mars 2003), p. 123-153), la plupart des théoriciens baignant davantage dans le postpositivisme ont répondu avec scepticisme devant l'entreprise de la synthèse, préférant chercher des espaces de dialogue et une pluralité de vues (Kratochwil, Lapid, Neumann et Smith). Les auteurs penchant plutôt vers le positivisme, comme Moravcsik, Harvey et Cobb, ont réaffirmé leur croyance en une possible synthèse théorique qui découlerait d'un test empirique des théories existantes. Pour sa part, Gunther Hellman croit nécessaire que les deux voies soient poursuivies, plutôt que la discipline reste enfermée dans des débats insolubles.

⁸ Le projet scientifique des théoriciens conventionnels diffère tellement du projet poststructuraliste qu'il s'avère impossible d'allier les deux sur une base ontologique, épistémologique et méthodologique communes. Les oppositions entre les poststructuralistes et les théoriciens conventionnels se situent au niveau des positions éthico-politiques. Aussi, pour que le dialogue ait lieu, il faudrait au minimum que le travail intellectuel des postmodernistes/poststructuralistes soit accepté comme valable dans le champ des Relations internationales et qu'il soit connu par les théoriciens positivistes. On se rappelle encore la position « rationaliste » de Robert Keohane contre les « réflexivistes » au milieu des années 1980, une position qui n'a pas vraiment bougé depuis, comme en fait foi le refus des Peter Katzenstein, Robert Keohane et Stephen Krasner de publier des textes poststructuralistes dans la revue *International Organization* (Katzenstein, Keohane et Krasner, 1998 : 678). Cela ne signifie pas que la notion d'agenda

s'affichant comme une pensée de la dissidence en Relations internationales, le poststructuralisme se démarque surtout sur le plan épistémologique. Il se veut d'emblée autoréflexif en se posant épistémologiquement comme une perspective culturelle du champ en mettant au grand jour la « démarche de construction » (*constructed-ness*) de plusieurs idées préconçues et tenues pour acquises. Cette naturalisation – c'est-à-dire la « normalité » construite de façon non réflexive du champ des Relations internationales à l'image d'une *certaine* conception des sciences naturelles – est l'un des principaux chevaux de bataille du poststructuralisme en Relations internationales. La réflexion poststructuraliste fait ressortir certaines composantes politiques des phénomènes et des objets que leur naturalisation a souvent cachées.

Dans ce contexte, inutile de dire que les dissensions entre la vision du champ défendue par les tenants du courant dominant et la critique poststructuraliste dont s'inspire cette thèse ont été nombreuses et peu fécondes. Pour plusieurs chercheurs américains, le poststructuralisme en Relations internationales demeure marginal et représente à la fois une erreur et l'inconnu qu'on ne veut surtout pas apprivoiser ni connaître. Cependant, la littérature poststructuraliste en Relations internationales connaît une floraison vraiment intéressante hors du contexte américain⁹. À cet égard, s'il s'avère plus facile pour certains, comme Darryl Jarvis, de discréditer les « dissidents » poststructuralistes en disant que « perspectivism and islands of theory

de recherche ne puisse pas être utilisée pour délimiter des études poststructuralistes (Campbell, 1998 : 215-16 et 277, note 35). Au contraire, plusieurs avenues sont possibles. Il est toutefois impératif de souligner que cela ne peut en aucun cas être un programme de recherche dans un sens lakatossien, c'est-à-dire d'un point de vue de la philosophie des sciences, et encore moins dans l'optique scientiste visant à développer des modèles progressistes de recherche comme le souhaitent les théoriciens conventionnels.

⁹ On peut ainsi consulter les travaux de Rob Walker, dont les analyses de la souveraineté et du lien entre la théorie politique et les Relations internationales sont très influents (Walker, 1990; 1993). Au-delà des auteurs incontournables, notamment Richard Ashley, James Der Derian, William Connolly, Michael Shapiro, Jim George et David Campbell, il faut désormais ajouter les Jenny Edkins, Maja Zehfuss, Bradley Klein, Michael Dillon, Jef Huysman, Steve Smith (à plusieurs égards), Simon Dalby, Gearóid Ó Tuathail, Roland Bleiker, Ronnie Lipschutz et Julian Reid. À cette liste, il faut également ajouter plusieurs féministes postmodernes en Relations internationales qui ont contribué de façon significative à la littérature poststructuraliste, dont Cynthia Weber et Christine Sylvester.

threatens to make International Relations the anything-goes discipline »¹⁰ (Jarvis 2000 : 88 ; en italiques dans l'original), un dialogue récent entre la théoricienne réaliste Jennifer Sterling-Folker et l'auteure poststructuraliste Rosemary Shinko donne à penser qu'un espace existe pour les poststructuralistes/postmodernistes en Relations internationales, à condition de vouloir se donner la peine : « Postmodernism, as discussed by Ashley and Walker, is not an anarchical stance where anything goes, but a process whereby difference can be expressed, negotiated and recognised within the disciplined effort of listening, questioning and speaking » (Sterling-Folker et Shinko, 2005 : 662-663).

1.2 Une démarche interprétative du discours stratégique américain

Le point de départ de notre recherche puise à même l'ouvrage-clé sur le poststructuralisme dans les Relations internationales dirigé par James Der Derian et Michael Shapiro, *International/Intertextual Relations : Postmodern Readings in World Politics*, et en suit les même prémisses :

we put poststructuralism to work, to write a [piece] that is theoretical (but not methodological), that is empirical (but not empiricist), that problematizes (but does not problem-solve) world politics. Some might find the product too textual, others too political : most, we hope, will find it useful in their everyday encounters with the textual politics of international politics (Der Derian et Shapiro, 1989 : xi).

L'opposition épistémologique de fond entre les positivistes et les postpositivistes porte sur la logique de l'explication versus la logique de la constitution. Cette distinction a été effectuée par Martin Hollis et Steve Smith dans leur ouvrage *Explaining and Understanding in International Relations* (1991) ; elle oppose, en d'autres mots, l'ethos de la critique politique (*political criticism ethos*) versus les rigueurs de la science

¹⁰ Un paradoxe encore plus intéressant à souligner est le fait que Darry Jarvis, qui a écrit une monographie et dirigé un ouvrage sur le postmodernisme en Relations internationales, conclut qu'on ne devrait lui reconnaître, *au mieux*, qu'un « apport historiographique », qu'on devrait limiter à une « note de bas de page » par surcroît ! (Jarvis 2000 : 202). À toutes fins utiles, cela semble une sous-estimation majeure de l'impact que les analyses poststructuralistes ont eu et continuent d'avoir en Relations Internationales.

sociale¹¹. Afin de jeter un éclairage sur les dissensions profondes et irréconciliables entre les deux camps, il faut parler de postulats ontopolitiques, un terme que David Campbell emprunte au théoricien politique William Connolly (Campbell, 1998 : 226-27). Ces postulats constituent des jugements sur la nature des réalités et sur les capacités cognitives de pouvoir les comprendre (Connolly, 1991). Elles concernent directement la position qu'on a sur la vision (et la nature) du monde (ontologie) et sur notre rôle/place à l'intérieur de celui-ci. Cela renvoie ainsi directement à la *mission statement*. Comme toute prise de position théorique, ces postulats ne peuvent être prouvés; ils ne peuvent qu'être vus à travers le prisme des postulats éthico-politiques qui guident notre action politique. Campbell l'exprime ainsi : « If different interpretative possibilities flow from different positions as a consequence of different ontopolitical assumptions – and because these assumptions cannot be secured by evidence, we are unable to say one is right and the other wrong – can we nonetheless choose among these interpretative possibilities and say one or other is better? Yes » (Campbell, 2001 : 445).

Pour des raisons que nous allons brièvement énoncer dans les paragraphes et les pages qui suivent, dans cette thèse, plutôt que de nous engager dans une démarche d'explication, la démarche analytique adoptée est interprétative (Finlayson, 2004 : 129-30 et 162, n. 2). Dans une logique d'interprétation, il est postulé que les mots et les discours ne sont jamais neutres. Cette attitude interprétative s'affirme en opposition au réalisme épistémique d'une approche moderniste qui privilégie une position sur une autre, donc qui pratique l'exclusion par la voix de la raison (George, 1994 : 161). L'épistémologie interprétative est bien résumée par David Campbell :

Contrary to the claims of epistemic realism, a poststructural approach maintains that because understanding involves rendering the unfamiliar in the terms of the familiar, interpretation is unavoidable and such that there is nothing outside discourse, even though there is a material world external to thought. Contrary to a narrativizing historiography, a post-structural approach employs a mode of historical representation which self-consciously adopts a perspective, a perspective grounded in the view that identity is always constituted in relationship to difference. Because of this,

¹¹ Les théories explicatives conçoivent le monde comme étant *extérieur* à la réalité décrite et les théories constitutives soutiennent que le fait de théoriser fait *partie intégrante* de la construction de la réalité (*theory as practice*).

poststructural approaches need to be understood as interventions in conventional understandings or established practices. And, contrary to the logic of explanation, a poststructural approach works with a logic of interpretation that acknowledges the improbability of cataloguing, calculating, and specifying the “real causes”, and concerns itself instead with considering the manifest political consequences of adopting one mode of representation over another (Campbell, 2006 : 217).

La représentation discursive n'est ainsi pas neutre : ce sont les individus qui sont en position de pouvoir qui ont l'autorité pour « produire » la connaissance. Dans ce contexte, le pouvoir est la connaissance et la capacité de produire celle considérée comme « vraie ». C'est pourquoi une approche poststructuraliste s'efforcera de montrer comment un discours donné cherche à construire et à forger un monde particulier.

Dans les théories des Relations internationales, le discours dominant est le « réalisme », l'hégémonie théorique, voire le « sens commun » du discours des Relations internationales. En effet, le réalisme apparaît comme le discours qui a réussi à s'imposer sur les autres comme étant le plus sensé, objectif et fidèle à la « réalité ». Il constitue dans cet esprit le discours de la politique de la puissance, tant sa compréhension de la puissance est indissociable de la politique de la puissance. C'est d'ailleurs pourquoi il n'est pas surprenant qu'on en vienne à présenter le poststructuralisme en Relations internationales comme l'« image miroir » du réalisme (Sterling-Folker et Shinko, 2005 : 662). En procédant à une lecture intertextuelle de textes réalistes, le poststructuralisme permettra ainsi à plusieurs autres interprétations d'un phénomène d'être produites et c'est cette lecture *et* le texte produit qui deviennent les éléments à considérer ontologiquement pour le poststructuralisme. Les auteurs réalistes auront tendance à partager une certaine interprétation de l'anarchie internationale, la voyant comme une force inhérente au système international – mais cela ne signifie pas qu'ils lui prêtent tous la même importance. L'entreprise de la critique ne peut donc pas être neutre; elle ne peut qu'établir quels sont les moyens politiques et rhétoriques qui forment le tissu interprétatif – le cadre comprenant les postulats – qui sera employé pour juger une interprétation (des faits, des intentions, des discours, des textes, etc.) (Fish, 1980 : 16). C'est dans cette ligne de pensée que, pour

les poststructuralistes, on dit que la critique est une action politique, car elle n'est plus démontrée mais argumentée dans un dialogue. Elle doit donc persuader.

Malgré une position épistémologique antifondationaliste, la « voix » d'un analyste poststructuraliste est inscrite et située dans un contexte spatio-temporel. En évoquant le « caractère situé » (*situatedness*) de la connaissance, l'analyste essaie de se positionner épistémologiquement et de contrecarrer une accusation selon laquelle il n'est pas conscient de sa propre subjectivité tout en essayant par le fait même de pouvoir parler avec une certaine autorité, même très limitée, à partir de cette position désignée. En effet, il est impératif de comprendre le caractère (politiquement, historiquement, socialement et culturellement) situé et donc *limité* et *partiel* de notre compréhension/reconstruction de la réalité sociale. Dans cette optique, l'épistémologie devient ainsi non pas le centre du questionnement philosophique, mais elle devient un exercice politique, où ce que nous savons et comment nous le savons dépendent des structures de pouvoir sous-jacentes d'un discours, d'où la pertinence d'un perspectivisme épistémologique (Maiguashca 2000 : 127). À titre de critiques, les poststructuralistes se veulent obligatoirement réflexifs, car ils savent qu'ils ne peuvent échapper eux-mêmes à la méta-critique (la critique de la critique) : « Even the most radically critical discourse easily slips into the form, the logic, and the implicit postulations of precisely what it seeks to contest, for it can never step completely outside of a heritage from which it must borrow its tools – its history, its language – in an attempt to destroy that heritage itself » (Kate Manzo citée dans Jarvis 2000 : 57).

En nous intéressant au discours géopolitique sur l'Espace, nous nous intéressons au discours de la puissance en ce qui a trait à l'utilisation de l'Espace comme espace stratégique commun. Comme le souligne Bradley Klein, le poststructuralisme « must certainly take seriously the realist tradition's emphasis upon power in world affairs, and there can be no escaping a sustained engagement with the primary texts that demarcate that tradition » (Klein, 1994 : 8). En disant que notre réflexion géopolitique se veut critique, l'appellation « critique » réfère au sens entendu par Robert W. Cox, pour qui une théorie est dite critique « in the sense that it stands apart from the prevailing order

of the world and asks how that order came about ». Pour Cox, la théorie sert toujours quelqu'un et une fin quelconque (Cox, 1996 : 87). Il différencie ainsi deux catégories de théories : les *problem-solving theories* et les théories critiques. Si les premières prennent l'ordre politique et social comme il est, les théories critiques misent sur un choix normatif pour un autre ordre social et politique, ce qui implique une part d'utopisme pour une représentation cohérente d'un ordre alternatif. C'est donc la question de l'action politique par la critique théorique et au-delà, dans la praxis politique, qui est mise en relief par Cox. C'est là que les théories critiques diffèrent le plus des *problem-solving theories* : « In this way critical theory can be a guide to strategic action for bringing about an alternative order, whereas problem-solving theory is a guide to tactical actions which, intended or unintended, sustain the existing order » (Cox, 1996 : 90). Ultimement, notre étude géopolitique/astropolitique critique aspire à ouvrir la voie à un traité d'interdiction des armes spatiales et, surtout, à intervenir pour contrer le projet américain de guerre spatiale.

1.3 La critique éthico-politique

L'action politique poststructuraliste passe par la critique politique (dans laquelle l'entreprise de théorisation fait partie du politique). La considération éthique est ainsi centrale dans le travail intellectuel des poststructuralistes :

[I]ts contribution is not to simply advocate one fixed position. This is not because it is incapable of endorsing or suggesting particular decisions in specific circumstances that should be pursued. Rather, an argument of this kind embodies an ethos that considers critique to be a form of intervention, carrying with it particular assumptions into an already established political formation in order to try open the space for alternatives » (Campbell, 1998 : 227).

C'est pourquoi il faut montrer, dans une perspective poststructuraliste, comment un discours réaliste cherche à construire et à forger un monde particulier :

For the prevailing view, the one that informs contemporary strategic studies, is that military strategy is about a real world that has an existence "out there" to which responsible leaders must fashion response. From this standpoint, to interpret strategy as a textual production is to deny the objective integrity of the enterprise. [...] [S]uch conventional wisdom is based upon a theory of language that is unreflective in its epistemological commitments. For language does not correspond to an external world of referents; rather, language constitutes, produces, and reproduces its own system of referents. Strategic language as well creates that to which it purports to be responding (Klein, 1989 : 99-100).

L'important est de « ask interesting questions that speak and listen to ongoing social and political struggles. In this sense, the task of social science is to give voice and

clarity to the multiple forces and social movements that help constitute international life. [...] In so doing, I believe it possible to keep the question open as to the socially constituted nature of practices and to allow for the analytical possibility of contestation and political transformation » (Klein, 1994 : 12). Pour les poststructuralistes, les discours sont compris comme des structures de pouvoir, des stratégies rhétoriques et des techniques de représentation de la réalité. Conçus ainsi, les discours servent des objectifs politiques et des institutions particulières, afin de faire établir leur interprétation comme étant « la » vérité concernant des processus, des crises et des acteurs dans la politique mondiale. Le discours ne signifie donc pas seulement un exposé public sous forme orale ou écrite d'un dirigeant politique. Il acquiert un sens élargi, celui d'une « broader matrix of social practices that gives meanings to the way that people understand themselves and their behavior » (George, 1994 : 29).

Les poststructuralistes ne nient pas le monde réel, mais ils ne croient pas qu'ils peuvent simplement étudier « la » réalité au singulier : leur attention porte sur des interprétations de réalités plurielles présentes sous la forme de textes. Par conséquent, s'engager de façon critique dans l'étude d'un discours, c'est s'engager dans la production et la reproduction de « réalités » et de conditions d'existence significatives, ainsi que prendre conscience de la construction sociale de la connaissance : « A discourse, then, is not a way of learning "about" something out there in the "real world"; it is rather a way of producing that something as real, as identifiable, classifiable, knowable, and therefore, meaningful. Discourse creates the conditions of knowing » (Bradley Klein, cité dans George, 1994 : 30). Parce que les discours sont des éléments ontologiques inscrits dans des textes,

[They] are amenable to such a reading because they stand as codifications of social practices and linguistically mediated understandings. But because all social practices necessarily rely upon a documented record as well as on repertoires of meaning and interpretation that are always made available through the medium of language, they are also susceptible to critical methods of inquiry that explore the construction of truths. The point of such an extension, from the narrowly textual to the explicitly practical, is to explore how webs of signification, representation and interpretation are spun and put to work (Klein, 1994 : 9-10).

Cela implique, en outre, de repenser le politique de façon élargie, en traitant comme « politique » des pratiques théoriques qui étaient dépolitisées et considérées comme apolitiques.

2. Les Relations internationales comme discipline guerrière et champ discursif de la violence : repenser la guerre et les espaces de guerre à travers la puissance globale

De plusieurs façons, il semble y avoir une disjonction croissante aujourd'hui entre ce que les chercheurs, les politiciens et les citoyens ont à dire sur la guerre et le rapport qu'ils entretiennent avec elle. La guerre d'aujourd'hui, la « guerre contre la terreur », n'est peut-être pas une guerre dans le sens classique du terme où deux entités politiques armées livrent bataille, mais les ressources de l'État américain et ses capacités de combat sont déployées comme si les États-Unis étaient sur le pied de guerre. D'ailleurs, lorsqu'on s'arrête sur les paroles de George W. Bush peu après les événements du 11 septembre 2001, il s'agit de l'esprit de la réponse qu'il a voulu émettre pour les États-Unis en disant que cela ne serait pas une guerre à laquelle les États-Unis sont habitués, même si la réponse des États-Unis mettrait en relief la force militaire (Wilmer, 2003 : 222). Le point crucial à comprendre est que les gens ordinaires pensent la guerre comme le dernier recours auquel leur État devrait se résigner pour résoudre une violence politique qui les afflige. Toutefois, depuis les années 1980, de nombreux chercheurs et politiciens américains ont utilisé le bagage conceptuel de la guerre pour chercher à régler des problèmes sociaux. C'est ainsi qu'on a pu voir la « guerre contre la pauvreté » et la « guerre contre la drogue », deux métaphores qui illustrent combien est problématique la construction de l'agence (c'est-à-dire « qui » pose les actions) et de la violence politique dans une rhétorique guerrière. Ainsi, la gouvernementalisation des guerres contre la pauvreté et la drogue reflète comment l'intention est de « défaire » un problème comme s'il était un ennemi. Pourquoi est-il si difficile pour les États-Unis de ne pas chercher à définir leur gouvernementalité autrement que par une logique guerrière/sécuritaire? Cette confusion conceptuelle indique combien est prédominante la préparation mentale guerrière chez les décideurs américains. Cela en dit long

également sur les « guerres froides de l'esprit », qui conditionnent les décideurs à une réponse automatique à la violence politique par la force militaire (Booth, 1998 : 31). Le dernier usage métaphorique en liste met en relief la construction rhétorique par les dirigeants étatiques des États-Unis du terrorisme et de sa terreur comme des défis militaires. Bien que cette situation conflictuelle les mette aux prises avec un acteur non-étatique qui puisse difficilement être identifié comme un agent de violence politique, les élites de la sécurité nationale américaines ont décidé d'élaborer des stratégies qui aspirent malgré tout à une victoire militaire. Ils engagent les ressources militaires de l'État afin « to defeat a politically organized human enemy in the form of a state or a collective actor aspiring to control a particular state » (Wilmer, 2003 : 221). La rhétorique de la Guerre contre la terreur entraîne en ce sens à la fois un rejet catégorique de la terreur que des Autres menaçants pourraient infliger aux Américains *et* une constante réactivation de la nécessité de leur faire la guerre. En effet, comme l'expose avec justesse François Debrix, la réponse américaine à la terreur relève plutôt d'un sentiment d'abjection : les États-Unis rejettent la terreur *tout* en étant fascinée par celle-ci (Debrix, 2005 : 1157). L'abjection les amène ainsi à s'aligner sur une menace ou une terreur qui leur semble impensable ou trop horrible, « as tempting as it is condemned » (Julia Kristeva, citée dans Debrix, 2005 : 1158).

La terminologie de la guerre pour traiter du terrorisme laisse aussi paraître « a certain power structure in the relations among discoursing subjects (as well as silenced subjects) » (Wilmer, 2003 : 242). Comme l'avance Franke Wilmer :

Our inability to use the language of war, political violence, and use of military force to debate, sort through, or interpret the events in Bosnia over four years either in terms of interests or ethics, and to formulate a policy to end an ongoing humanitarian crisis reflects the failure of episteme in IR. The language of IR discourse has done little more than reproduce narratives that naturalize communal rivalries and rationalize collective violence as inevitable, even if the names of the communal actors have changed within a series of successive metanarratives from city-states, to empires, to ("modern," or "Westphalia") states, to "nation"-states, and now ethnic groups (Wilmer, 2003 : 233).

Pour Michel Foucault, l'« *episteme* »¹² est relié à ce qu'on considère comme la connaissance disciplinaire d'une période historique et d'un espace donnés – c'est ce qu'on sait des Relations internationales durant cette période. On ne peut échapper au fait qu'une certaine culture de la violence alimente le champ des Relations internationales, de la politique globale et des études de sécurité. En effet, puisque l'étude des Relations internationales comme discipline a pris son envol aux États-Unis et en Grande-Bretagne grâce à l'étude des causes de la guerre (et de la paix), le discours des Relations internationales participe – inconsciemment pour plusieurs chercheurs – à la production et la reproduction des pratiques qui en ont faites une discipline de la guerre (Grondin, 2005).

Toutefois, si une étude généalogique du système savoir/pouvoir des discours guerriers en Relations internationales va au-delà de cette thèse, il nous incombe néanmoins de poser la question cruciale à propos de l'objectif premier de la production du savoir en Relations internationales. Si toute la discussion sur la guerre et la violence comme étant partie prenante des pratiques disciplinaires en Relations internationales paraît sans importance, il semble que les Relations internationales soient si fortement imprégnés de cette culture de la violence qu'on en est venu à se demander si cela n'était pas inévitable (Wilmer, 2003 : 225).

3. Au-delà de la littérature réaliste et libérale américaine sur la puissance américaine

Si on se tourne vers les approches néoréalistes ou néolibérales institutionnalistes américaines en Relations internationales, on peut voir qu'avant même le 11 septembre 2001, mais surtout depuis, les auteurs conventionnels néoréalistes et néolibéraux

¹² En grec, *episteme* signifie littéralement la science. Dans son sens foucauldien en science sociale, *episteme* est compris comme de la connaissance, précisément comme tous les discours d'une époque particulière. En fait, toute la science d'une période est reliée à son *episteme*. En analysant des discours en utilisant une méthode archéologique, Foucault est capable d'observer les discontinuités dans les conditions de la connaissance humaine. Dans la terminologie foucauldienne, tous les systèmes de pensée et de connaissance – les *epistemes* – opèrent comme des régimes de vérité qui sont gouvernés par des règles. Ces systèmes de connaissance opèrent en-deça de la conscience des sujets individuels et œuvrent comme des systèmes de pensée qui produisent des limites à l'intérieur d'un espace spatio-temporel. Voir notamment (Foucault, 1969).

institutionnalistes en Relations internationales ont écrit sur la gestion de la puissance américaine par l'administration Bush. On pourrait d'ailleurs penser que sur certains points, les néoréalistes défensifs¹³ prônant un certain équilibre des puissances couplé d'un multilatéralisme instrumental, sans oublier les néolibéraux institutionnalistes ouvertement multilatéralistes, soient des alliés de circonstance pour le cadre analytique de cette thèse en ce qui concerne la question de l'affirmation unilatérale de la puissance américaine ou de l'arsenalisation de l'Espace. En fait, il est clair que les tenants des théories de l'équilibre des puissances et les théoriciens institutionnalistes préfèrent voir les États-Unis diriger l'ordre global par le multilatéralisme. Plusieurs des auteurs conventionnels, notamment John Ikenberry¹⁴, Joseph Nye¹⁵, Stephen Walt¹⁶ et William

¹³ Dans le champ disciplinaire américain de la théorie des Relations internationales, le néoréalisme est l'approche la plus commune. La principale lacune de cette théorie est qu'elle ne peut être appliquée à l'analyse de la politique étrangère, car elle adopte un point de vue systémique : seule la structure du système international compte. Celle-ci est composée d'unités étatiques qui sont présumées identiques et qui sont définies par des caractéristiques exogènes, question de conserver une plus grande parcimonie théorique. Le néoréalisme ne s'intéresse pas aux caractéristiques internes des « unités » et seule importe la répartition de la puissance à travers l'échiquier international (Waltz, 1979 : 80-81). Voulant expliquer le comportement des États-Unis en politique internationale, Fareed Zakaria a entrepris de réintégrer l'État en ouvrant la « boîte noire » de l'État dans son cadre d'analyse – l'appareil étatique – en conservant néanmoins une considération systémique, à savoir la puissance relative, qui découle de la répartition et de la hiérarchisation de la puissance à l'échelle internationale. Il a ainsi élaboré une théorie de la politique étrangère dite réaliste étato-centrée en analysant l'affirmation de la puissance américaine au XX^e siècle. Critiquant le réalisme défensif, qui postule que les États ne sont intéressés que par leur sécurité et que c'est dans le but unique d'accroître cette dernière qu'ils cherchent à étendre leur puissance, Zakaria soutient au contraire, dans une perspective réaliste offensive, que les États-Unis ont, au cours du XX^e siècle, profité de nombreuses occasions pour accroître leur puissance relative face aux autres grandes puissances (Zakaria, 1992 : 192). Cette initiative connue désormais comme le réalisme néoclassique a été reprise par Randall Schweller (2003), Stephen Walt (2002; 2004), William Wohlforth (1999; 2002), Thomas Christensen (1996) et Michael Mastanduno (1999).

¹⁴ Commentant la conduite de l'administration de George W. Bush, Ikenberry a d'abord cru que le contexte de l'après le 11 septembre 2001 serait tout à fait favorable à une meilleure coopération entre les grandes puissances, ce qui fut temporairement le cas (Ikenberry, 2002a : 19-34). Toutefois, la conduite unilatéraliste de l'administration Bush dans sa politique étrangère (son retrait du Traité ABM de 1972, par exemple) et son obstination quant à une intervention militaire préventive en Irak ont entraîné Ikenberry à critiquer les visées impérialistes des États-Unis et à préconiser plutôt un retour à la stratégie globale ayant assuré la stabilité de l'ordre international libéral américain depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, à savoir une conjonction de l'approche réaliste de l'équilibre des puissances et de l'approche multilatéraliste libérale (Ikenberry, 2002b : 44-60).

¹⁵ À la fin de la Guerre froide, Joseph Nye, l'actuel doyen de la *Kennedy School of Government* de l'Université Harvard, publiait un ouvrage influent : *Bound to Lead : The Changing Nature of American Leadership*. Il s'interrogeait sur le *leadership* américain du système international et sur la nature de la puissance américaine. Il en distinguait deux formes : la puissance brute (*hard power*), qui désigne

Wohlforth¹⁷, pour ne nommer que ceux-là, se sont montrés très critiques de la politique étrangère de l'administration de George W. Bush et une majorité ont préconisé que les États-Unis devraient plutôt diriger le système international de concert avec les institutions internationales et les autres grandes puissances. Il va sans dire que ces débats interrogent la possibilité de maintenir ou non l'unipolarité systémique reposant sur la « superpuissance solitaire » américaine (Huntington, 1998). De plus, tous ces auteurs souscrivent à une vision scientiste, positiviste et empiriste des Relations internationales. Par conséquent, ils ne sont pas du tout engagés dans la logique interprétative et constitutive de cette thèse et ne sont pas d'un grand secours pour elle.

essentiellement la puissance militaire traditionnelle, et la puissance souple (*soft power*), qui met l'accent sur la séduction pour entraîner les autres à vouloir ce que vous voulez. C'est cette dernière facette de la puissance qui intéresse particulièrement Nye. La puissance souple préfère la cooptation à la coercition. Plus que l'art de persuader ou de convaincre les autres en argumentant, elle insiste sur le pouvoir d'attraction que l'on exerce sur les autres de façon à ce qu'ils en viennent à nous imiter (Nye, 2002-03 : 552). Une politique étrangère américaine qui veut à la fois utiliser ces deux composantes de la puissance (brute et souple) doit ainsi avoir le plus souvent une approche multilatéraliste. En effet, selon Nye, c'est l'influence des États-Unis sur les autres acteurs qui importe. Tout comme Ikenberry, Nye croit qu'il serait préférable pour les États-Unis de s'auto-restreindre et de s'asseoir sur leur puissance prépondérante pour assurer leur suprématie. Comme l'indique le sous-titre de son ouvrage après le 11 septembre 2001, *The Paradox of American Power: Why the World's Only Superpower Can't Go It Alone*, les États-Unis ne peuvent agir seuls sur la scène internationale, malgré leur superpuissance (Nye, 2002 : xiv-xvi et 38-39).

¹⁶ Selon Walt, on peut croire qu'un monde unipolaire sera viable tant et aussi longtemps que les États-Unis ne se feront pas plus menaçants. Walt souligne que la primauté des États-Unis depuis la fin de la guerre froide maximise leur influence et, par conséquent, leur puissance. Les États-Unis jouissent d'une plus grande liberté d'action et d'une plus grande influence pour gérer l'ordre international, lequel s'avère plus stable ce faisant (Walt, 2002a : 14). Selon Walt, les États-Unis devraient user de la force avec patience et dans un cadre multilatéral le plus souvent possible. En définitive, puisque l'influence sur les autres États est fondamentale pour les États-Unis, il voit comme négligeable le sacrifice des États-Unis de recourir aux institutions internationales dans l'affirmation de leur puissance : c'est une façon moins menaçante pour les autres États et, surtout, plus acceptable. Dans ses propres mots, « if the United States wants to exercise global leadership, it cannot simply compel; it must also *persuade* - and sometimes it will also need to *compromise* » (Walt, 2002a : 26).

¹⁷ Pour William Wohlforth, le maintien de l'unipolarité dépend de l'efficacité des dirigeants américains à gérer cette *pax americana* et à coopérer avec les autres États du système international (Wohlforth, 1999 : 37-39). Dans l'unipolarité, les capacités d'un État sont tellement grandes que l'on ne peut leur faire contrepoids (Wohlforth, 2002 : 103-04 et 117-118). Selon Wohlforth, pour assurer le maintien de leur primauté, les États-Unis doivent jouer selon les règles internationales, c'est-à-dire dans le respect du droit international et en privilégiant l'action multilatérale. Toutefois, ils doivent se réserver une porte de sortie pour défendre leurs intérêts nationaux en agissant unilatéralement, même si cela implique d'aller à l'encontre des institutions internationales. Il faut, à ce moment, que les dirigeants soient conscients des conséquences néfastes possibles et qu'ils présentent aux autres États cette situation comme une mesure d'exception.

Ils ne critiquent pas la position prédominante des États-Unis, mais seulement les écarts de conduite qui nuiraient à cette position de puissance relative¹⁸. Ils ne sont également pas tant intéressés à comprendre la constitution de cette puissance, qu'à savoir quoi en faire.

D'une part, les libéraux institutionnalistes veulent préserver l'ordre international et l'hégémonie libérale américaine. Par conséquent, les intérêts nationaux américains doivent le plus souvent coïncider avec les intérêts globaux de la communauté internationale. Les institutionnalistes préconisent, dans les faits, une auto-restriction stratégique des États-Unis, laquelle leur est permise sans grand sacrifice par l'utilisation des institutions internationales dans lesquelles ils occupent une place prépondérante (Ikenberry, 2000). Ils privilégient donc l'action multilatérale et recommandent aux États-Unis d'agir de concert avec les autres acteurs du système international pour assurer leur *leadership* du système international. D'autre part, les réalistes partisans d'un certain équilibre des puissances observent l'ordre international unipolaire hérité de la fin de la Guerre froide et s'interrogent sur le maintien de la primauté américaine. La plupart d'entre eux croient qu'il est possible de la maintenir si les États-Unis soutiennent *le plus souvent* possible le multilatéralisme. Ils privilégient ainsi le pouvoir d'influence des États-Unis sur les autres acteurs du système international plutôt que la démonstration de la puissance militaire des États-Unis. Ils sont en faveur d'une utilisation, même instrumentale, des institutions internationales par les États-Unis pour favoriser leurs intérêts nationaux. À l'instar des institutionnalistes, ils prônent une auto-restriction stratégique des États-Unis pour éviter la formation d'une coalition visant à leur faire contrepoids, c'est pourquoi ils soutiennent que les forces armées américaines

¹⁸ Gillian Youngs a bien expliqué comment la théorie internationale américaine conventionnelle est orientée vers la compréhension de la nature changeante des relations internationales en mettant l'accent sur la position des États-Unis au sein du système (Youngs, 2000 : 211). D'ailleurs, cela n'est pas étranger au fait que la discipline des Relations Internationales aux États-Unis a été grandement influencée par la prédominance globale des États-Unis au sein du système international depuis le début de la Deuxième Guerre mondiale (voir Smith, 2002; Hoffmann, 1977; Waever, 1998). Les développements dominants des théories des Relations Internationales depuis 1945 sont donc des expressions de l'expérience américaine autant qu'ils sont le reflet de leur compréhension ou de leur explication des relations internationales.

ne doivent être employées qu'en dernier recours. Faisant écho à Walt et Nye, William Wohlforth et Stephen Brooks affirment que « Washington also needs to be concerned about the level of resentment that an aggressive unilateral course would engender among its major allies. After all, *it is influence, not power, that is ultimately most valuable* » (Wohlforth et Brooks, 2002 : 32; c'est nous qui soulignons).

En ce qui concerne la question de l'arsenalisation spatiale et de la préparation à la guerre spatiale, les réalistes seraient sceptiques quant à la possibilité de coopération entre les puissances spatiales et débattraient sur le fait que cela contribuerait ou nuirait à la sécurité des États-Unis. Les néoréalistes auraient un débat à savoir si le projet d'arsenalisation spatiale est à même d'augmenter ou de diminuer la puissance relative des États-Unis dans l'ordre global et si cela serait susceptible de générer un rééquilibrage de la répartition de la puissance entre les grandes puissances. Pour leur part, les libéraux croiraient davantage à la possibilité d'une coopération dans la gestion de l'Espace tandis que les auteurs d'obédience constructiviste seraient plutôt intéressés à voir à quel point des normes partagées internationalement peuvent être identifiées pour renforcer un régime de désarmement dans l'Espace. En raison de l'approche résolument interprétative et postpositiviste de notre étude, ces approches explicatives ne seraient donc pas intéressées à comprendre et à expliquer pourquoi l'arsenalisation de l'Espace et la préparation à la guerre spatiale sont des projets américains en cours de développement et pourquoi cela survient maintenant. C'est pourquoi, dans notre généalogie du *space power* américain, nous en venons à une approche interprétative reposant sur la constitution de la culture politique du régime gouvernemental de sécurité nationale avec la mise en place des institutions du *national security state* et une construction identitaire marquée par la sécurité nationale durant la guerre froide. Pour ce faire, nous avons opté pour un cadre poststructuraliste nommé géopolitique critique.

4. Les responsabilités globales du *national security state*

Dans cette thèse, nous nous intéressons à la culture politique de la sécurité nationale américaine qui coïncide avec la phase de montée en puissance des États-Unis et la mise

en place d'une nouvelle gouvernamentalité avec les institutions du *national security state* et les responsabilités globales américaines après la Deuxième Guerre mondiale. L'objectif ici n'est pas de décrire les débats – et donc les divergences – qui ont marqué les débuts de la guerre froide dans l'appareil décisionnel américain au sein de la Maison-Blanche et du Congrès, mais bien de mettre en relief la culture politique que l'émergence du *national security state* allait entraîner et qui allait, comme l'a bien exposé David Campbell dans *Writing Security : United States Foreign Policy and the Politics of Identity*, caractériser l'identité nationale américaine par la suite :

Although the global inscription of danger in United States foreign policy was something that long preceded the Cold War (e.g. the strategies of 'manifest destiny' in the nineteenth century), it was in the post-WWII period, when numerous overseas obligations were constructed, that the identity of the United States became even more deeply implicated in the military capacity and external reach of the state. In this sense, the Cold War needs to be understood as a disciplinary strategy that was global in scope but national in design. As a result, the Cold War can be understood as an ensemble of political practices and interpretative dispositions associated with the (re)production of political identity (Campbell, 2000 : 227).

D'ajouter Michael Hogan, « the national security ideology framed the Cold War discourse in a system of symbolic representation that defined America's national identity by reference to the un-American "other," usually the Soviet Union, Nazi Germany, or some other totalitarian power » (Hogan, 1998 : 17). En parlant du *national security state*, on doit saisir la puissance discursive de l'idéologie de la sécurité nationale pour construire le langage et les institutions faisant de la guerre froide une « réalité » (Rosenberg, 1993 : 281), ce qui renvoie à un État préparé à la guerre permanente, à la « normalisation » de la guerre dans la vie politique et la gouvernamentalité américaines¹⁹. Cette institutionnalisation allait néanmoins se faire sans faire des États-Unis un État-garnison :

Although government would grow larger, taxes would go up, and budget deficits would become a matter of routine, none of these and other transformations would add up to the crushing regime symbolized in the metaphor of the garrison state. The outcome instead would be an American

¹⁹ Comme le souligne Campbell, dans cette conception identitaire des États-Unis comme *national security state*, cela s'explique par « an orientation towards difference in which those acting on behalf of an assumed but never fixed identity are tempted by the lure of otherness to interpret all dangers as fundamental threats which require the mobilization of a population » (Campbell, 2000 : 227).

national security state that was shaped as much by the country's democratic political culture as it was by the perceived military imperatives of the Cold War (Hogan, 1998 : 22).

Un article récent de David Jablonsky dans la revue *Parameters* du *U.S. Army War College* illustre à quel point l'après-11 septembre, avec le contexte de la Guerre contre la terreur, présente une situation qui n'est pas sans rappeler les débuts du *national security state*, encore moins sa fin :

In those early years of the Cold War, American leaders fashioned a grand strategic vision of the US role in the world, which while innovative in terms of changing concept of national security, did not outrun the experiences of the American people as the Soviet threat unfolded. US leaders face a similar challenge today as they seek to educate the public that the domestic terrorist threat to physical security should not be allowed to skew the American grand strategy of global engagement designed to further that core interest as well as those of economic prosperity and value promotion. [...] The new threat assures the continued existence if not growth of the national security state and will certainly cause increased centralization and intrusiveness of the US government. Nevertheless, the Cold War demonstrates that all this need not cause the rise of a garrison state or the diminishment of civil liberties (Jablonsky, 2003 : 18).

4.1 Le projet libéral sécuritaire identitaire américain

Les auteurs réalistes ont misé sur l'anarchie internationale comme facteur de régulation des rapports interétatiques ainsi que sur la nature bipolaire de l'ordre global pour rendre compte de la géopolitique américaine durant les débuts de la guerre froide (Bull, 1977), alors que les auteurs libéraux ont surtout misé sur les institutions internationales comme facteur de coopération pour contrer l'anarchie internationale (Ikenberry, 2000). Notre étude s'inscrit ainsi dans le sillon d'ouvrages comme celui de John Ikenberry et de Robert Latham, qui mise sur le rôle crucial joué par les États-Unis comme producteur d'un ordre global libéral. Robert Latham emploie d'autres mots pour référer à une réalité que nous avons nommée régime gouvernemental de sécurité nationale : il parle d'un « État externe ». Il y a dix ans, il écrivait ainsi que, comme nous avons pu le voir, les États-Unis maintiendraient leurs capacités organisées en réseaux d'une puissance militaire globale (Latham, 1997 : 197). Latham insiste sur le fait que les pratiques américaines de constructions d'institutions ont pu renforcer la souveraineté étatique en raison de leurs assises dans un ordre marqué par la tradition politique *libérale*, en faisant de l'État le site privilégié pour organiser les relations sociales. Les auteurs réalistes ne se sont pas arrêtés sur les institutions, sur le rôle de leader assumé

par les États-Unis dans la mise sur pied d'institutions nationales et internationales allant de pair avec un ordre libéral sécuritaire. Ils ont prêté attention uniquement à la puissance militaire américaine et à la présence d'une menace soviétique. Il ne fallait pas nier ces états de fait, mais il faut plutôt voir à quel point la puissance militaire joue un rôle crucial dans la gouvernementalité globale américaine après la Deuxième Guerre mondiale. Les capacités militaires américaines devaient non seulement sécuriser le monde libéral, mais elles ont été instituées par les responsables du régime gouvernemental de sécurité nationale en une pratique gouvernementale misant sur la puissance militaire américaine pour gérer les relations politiques au sein de l'ordre global (Latham, 1997 : 197).

La compréhension de l'État américain de Latham rend ainsi compte du déploiement d'agences et d'agents, ainsi que de l'activité organisée sur une base transterritoriale pour le compte du gouvernement des États-Unis, dans ce que Latham appelle « l'agence hégémonique » (Latham, 1997 : 68)²⁰. Cette position suivrait cependant davantage celle défendue par les auteurs néogramsciens, pour lesquels nous avons d'ailleurs beaucoup de sympathie (Cox, 1996; Gill, 1993; Rupert, 1995). Pour Latham, c'est l'expression « l'État externe » qui rend le mieux compte de la puissance hégémonique américaine²¹. Le point fort de l'analyse de Latham est de montrer qu'avec l'établissement de mesures et de programmes temporaires comme le Plan Marshall, les États-Unis ont pu agir de façon hégémonique *tout* en pouvant minimiser

²⁰ Cette logique suit celle transnationale que nous suggérait Stéphane Roussel. Nous le remercions pour son insistance à explorer davantage cette voie et son invitation à clarifier notre position en ce qui a trait au régime gouvernemental de sécurité nationale.

²¹ Cependant, il nous faut ici préciser pourquoi l'utilisation que nous faisons de l'expression *national security state* va beaucoup plus loin que celle qu'emploie Latham par exemple. Il en parle comme étant limitée aux institutions créées par le *National Security Act* de 1947 et il ne réfère pas à la politique identitaire comme nous le faisons. Il oppose d'ailleurs cette idée à celle d'un « État externe » (*external state*) pour parler du *national security state* comme « d'un État dans un État », une idée qui rejoint ceux qui voient le *national security state* comme l'équivalent des institutions créées par le *National Security Act* de 1947 (Comité interarmes des chefs d'État-major [JCS], Conseil de sécurité nationale [NSC], Département de la Défense [DoD] et Agence centrale du renseignement [CIA]) ou en pensant uniquement au Conseil de sécurité nationale, comme David Rothkopf, qui parle de ce comité comme étant le « committee in charge of running the world » (Rothkopf, 2005 : 3).

les critiques intérieures contre l'affirmation de la puissance stratégique globale américaine et leur rôle crucial dans la construction de l'ordre global libéral sécuritaire (Latham, 1997 : 69-70). C'est aussi ce qui a pu être utilisé par plusieurs comme une preuve de la nature anti-impérialiste américaine. Si nous voyons certes les bienfaits de cette conception, nous la rejetons néanmoins, parce qu'elle rend compte de la sécurité nationale américaine conçue comme la défense *à l'étranger* (abroad) des intérêts nationaux en minimisant combien cette pratique est aussi, dès le départ, autant interne. La distinction entre l'intérieur et l'extérieur n'est pas aussi facilement établie, notamment avec la conception américaine de la sécurité nationale (Leffler, 1984; 1992; 2004).

En parlant du projet libéral identitaire sécuritaire américain, nous ne sommes pas très loin de la position de Latham et son État externe. Il présente lui-même cette conception de l'État externe comme étant un outil heuristique qui permet de concevoir la projection globale de la puissance américaine et leur rôle de gestionnaires de l'ordre global libéral sécuritaire. Comme lui, nous sommes conscients que les décideurs, les membres du Congrès et les nouvelles élites ayant voix au chapitre dans les cercles décisionnels de la sécurité nationale n'avaient pas nécessairement conscience d'être des participants au régime gouvernemental de sécurité nationale (ou à la mise en place d'un État externe, pour employer les termes de Latham) (Latham, 1997 : 70). Comme Latham, nous voulons dépasser une conception de l'État américain qui soit wébérienne, centrée sur les seules élites dirigeantes et bureaucratiques. Nous voulons comprendre la projection globale de la puissance par les États-Unis en voulant dépasser une vision rationaliste décrivant une poursuite d'intérêts et une logique de puissance alimentées par des agents bureaucratiques (Latham, 1997 : 67). Il fait d'ailleurs bien de soulever qu'il ne fait pas de doute que l'objectif du régime gouvernemental de sécurité nationale – de ce qu'il appelle l'État externe – est de satisfaire les intérêts économiques et sécuritaires américains en conformité avec un ordre global dont ils sont l'architecte principal. Le projet identitaire libéral sécuritaire permet de rendre compte des débats

politiques intérieurs au régime gouvernemental de sécurité nationale – au Congrès par exemple – quant aux orientations à donner à la puissance américaine (Latham, 1997 : 70). Ce débat montre combien la politique identitaire est centrale à la construction des États-Unis dans la guerre froide. Dans le contexte de la Guerre contre la terreur, dans la nouvelle imagination géographique des politiciens du territoire national américain épousant le globe et celles proposées par les analystes de la sécurité, on voit les États-Unis se comporter et se concevoir de plus en plus comme un État de sécurité globale. On observe ainsi une politique d'intégration, qui se superpose aux pratiques identitaires d'exclusion de la guerre froide. On peut alors parler d'un concept stratégique d'intégration dans la nouvelle cartographie de la Guerre contre la terreur, où sécurité et économie sont liées (Bialasiewicz *et al.*, 2007). On remarque ce faisant la tension qui existe entre la volonté de sécuriser les frontières et le défi posé par les frontières (Kaplan, 2003 : 87). Cela a pour effet de dissoudre en partie la spatialisation de la politique de sécurité en intérieur/extérieur, les frontières éclatant devant ce qui est vu comme une menace globale dans le phénomène terroriste.

4.2 La culture politique du régime gouvernemental de sécurité nationale comme contexte de possibilité

Plutôt que d'être une étude détaillée de l'histoire du régime gouvernemental de sécurité nationale ou même de l'évolution du projet identitaire libéral sécuritaire, toutes choses étant égales par ailleurs, l'objectif analytique ici s'avère plutôt de rendre compte de la culture politique de la sécurité nationale qui agira comme contexte constitutif pour comprendre la stratégie astropolitique de préparation à la guerre spatiale. En effet, les poststructuralistes savent pertinemment qu'il n'y a aucun moyen de savoir, de voir, de connaître ce qui a été et n'a pas été acquis par la culture environnante dans laquelle l'individu a grandi. On ne peut réfléchir ou expérimenter le monde qu'à travers une forme culturelle : il est impossible de s'extirper de son contexte culturel interprétatif et expérimenter et décrire « la vie telle qu'elle est ». Il y a toujours une interprétation inhérente à toute connaissance, une médiation inévitable entre le « monde réel » et la façon d'en rendre compte, de le représenter. Dans une conception poststructuraliste, en

raison de la performativité du langage, dire c'est également faire. La culture devient un site relationnel où est débattue l'identité, au lieu d'être un phénomène substantif en soi. Cette conception de la culture, mise en relief par Roland Barthes, indique que la culture n'est pas seulement un contexte social qui permet certaines actions et décisions, mais c'est « a signifying part of the conditions of possibility for social being [...] the way in which culturalist arguments themselves secure the identity of subjects in whose name they speak » (Campbell 1998 : 221).

Nous avons retenu l'idée de régime gouvernemental de sécurité nationale, parce qu'elle comprend les individus, des intellectuels comme des praticiens, qui oeuvrent en dehors de l'État, dans des *think tanks*, mais qui participent néanmoins à cette culture politique de la sécurité nationale qui allait forger les débats au sein de l'État américain. La notion de régime gouvernemental de sécurité nationale se rapproche de l'expression « complexe militaro-intellectuel de la sécurité nationale » de l'historien Ron Rubin (2001). Au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale, la théorie et la pratique se confondent, alors que les élites sont des « observers of, and active participants in, defining the meaning of the Cold War. They contributed to portray the enemy that both reflected and fueled predominant ideological strains within the American body politic. As scholarly partners in the national security state, they were instrumental in defining and disseminating a Cold War culture » (Rubin, 2001 : 15). Cette culture politique de sécurité nationale qui anime *et rend possible* le régime gouvernemental de sécurité nationale est « a complex space where various representations and representatives of the national security state compete to draw the boundaries and dominate the murkier margins of international relations » (Der Derian, 1992 : 41). En effet, les agents du régime gouvernemental de sécurité nationale étatiques et ceux agissant au-delà du cadre étatique ne sont pas en-dehors de la culture politique de sécurité nationale et leurs idées et actions sont nécessairement influencées par les idées qui circulent à l'intérieur des paramètres de celle-ci : « In order to make

their arguments sensible, they must refer to concepts and values that have consonance for the population at large, if their support is to be assured » (Sharp, 2000 : 333).

Cette culture politique de sécurité nationale a pu être maintenue par la pratique politique et la gouvernementalité des décideurs autant que des intellectuels de la défense : « In the language of realist defence intellectuals, or “strategists”, policies were to be assessed in terms of the degree to which they maintained or furthered national security » (Barkawi, 1998 : 159-60). C’est ainsi que le discours de sécurité nationale est devenu le point de référence pour les justifications du gouvernement américain pour expliquer ses décisions de politique étrangère. Luiza Bialasiewicz *et al.* parlent de « scribes non-étatiques » (*non-state scribes*) qui seraient les intellectuels de la chose étatique d’aujourd’hui (*statecraft intellectuals*²²) (Bialasiewicz *et al.*, 2007 : 410). À ce titre, les néoconservateurs représentent une communauté de sécurité spécifique et restreinte. À travers les stratégies de sécurité de l’administration Bush, on est en mesure de voir les effets ontologiques et le contexte qui rendent possibles certaines performances comme l’arsenalisation spatiale. En effet, lorsqu’on met en relation les documents associés à des néoconservateurs et des proches de Dick Cheney et de Paul Wolfowitz, comme le fameux document du PNAC intitulé *Rebuilding America’s Defense*, ces effets deviennent apparents. Dans la compréhension du régime gouvernemental de sécurité nationale, il est crucial de voir comment des organisations et des individus oeuvrant dans des structures formelles de l’État et d’autres en dehors de l’État participent à la gouvernementalité de sécurité nationale et orientent la stratégie des États-Unis ou l’influencent dans un sens ou un autre. Comme nous l’avons dit, les responsables du régime gouvernemental de sécurité ne travaillent pas nécessairement pour l’État. Ces gens occupent une position qui n’est pas nécessairement une position de décideur, mais elle n’en est pas moins importante pour autant. Il faut s’intéresser à ces agents qui sévissent au-delà des cercles officiels de l’État, qui agissent comme éminences grises ou conseillers, et qui participent à la production et reproduction d’une

²² L’expression est de John Agnew et Gearóid Ó Tuathail (Ó Tuathail et Agnew, 1992 : 193).

culture géopolitique centrée sur la sécurité nationale et qui contribuent à la représentation et construction identitaire des États-Unis comme un *national security state*.

Ces gens naviguent souvent entre la pratique politique officielle et la recherche de politique appliquée, oeuvrant pour le compte de *think tanks*, comme le *Carnegie Endowment for International Peace* ou l'*American Enterprise Institute*. Comme le soulignent Luiza Bialasiewicz *et al.*, cela leur confère souvent une position de choix, leur permettant d'échapper aux rigueurs de la recherche universitaire (Bialasiewicz *et al.*, 2007 : 409). Il faut surtout voir comment leur influence vient à problématiser de façon souvent simplifiées les problèmes de l'État et à construire une représentation qui deviendra le récit dominant des intérêts nationaux américains. Ils ont un accès ouvert mais privilégié aux décideurs – nous pensons, par exemple, au néoconservateur Victor Davis Hanson, historien militaire de l'Antiquité, dont l'ouvrage *Autumn of War* (2001) est devenu le livre de chevet de Dick Cheney après le 11 septembre 2001. Il nous apparaît important de souligner combien la militarisation de la politique étrangère américaine exerce une poussée expansionniste sur la politique de sécurité nationale, que ce soit sur les plans institutionnel, économique, politique, idéologique ou technologique. Si les dirigeants et les différentes administrations sont importantes, la force du régime gouvernemental de sécurité nationale et sa reproduction constante dépend du rôle-clé joué par les élites de sécurité nationale, autant celles au service direct de l'État que celles qui oeuvrent dans le privé (Lucas, 2003, 2006). Ici, la notion d'« élites de sécurité nationale » revêt un sens beaucoup plus large que les simples agents oeuvrant au sein des « bureaucraties de sécurité nationale ». D'une certaine façon, on peut donc dire que, pour les dirigeants étatiques des États-Unis, la guerre froide a forcé la naissance d'un appareil de sécurité nationale qui a eu un impact sur les institutions sociétales et les milieux universitaires et de recherche politique appliquée.

La création des « centres de réflexion » (*think tanks*) stratégiques (par exemple, la *Rand Corporation* et la *Brookings Institution*) a ainsi mis en étroite collaboration des

praticiens politiques autant que des universitaires devenus conseillers politiques. Les États-Unis se sont dotés d'un discours professionnel civil sécuritaire – c'est-à-dire, d'une société civile de la défense et de la sécurité nationale – qui allait donner une place centrale aux études (traditionnelles) de sécurité. Ces élites sont formées d'individus souvent considérés comme des « spécialistes » de relations internationales qui gravitent autour du pouvoir politique à Washington, D.C. Aux États-Unis, la communauté universitaire des Relations internationales a, dans la pratique politique, une résonance qui n'a pas son égal ailleurs. Le débat politique se nourrit considérablement des idées de certains penseurs « vedettes » qui sont tout à fait susceptibles d'avoir une influence considérable sur la conduite de la politique étrangère²³. Il n'est d'ailleurs pas rare de voir des universitaires et des chercheurs des centres de réflexion, passer, au gré des administrations, de la recherche (politique appliquée ou théorique) à la pratique gouvernementale. Selon les périodes de leur vie professionnelle, ils sont professeurs d'université, chercheurs dans un centre de réflexion ou dans une fondation, représentants du gouvernement (des « officiels ») dans une administration (ou seulement conseillers d'un sénateur ou d'un représentant), diplomates ou bureaucrates dans des institutions internationales qui s'intéressent à la sécurité (l'OTAN, par exemple). Certains œuvrent même au sein de l'entreprise privée, dans des compagnies d'armement par exemple. C'est pourquoi ce n'est pas une exagération que de parler d'un complexe militaro-intellectuel de la sécurité nationale. Au demeurant, plusieurs intellectuels se trouveront désormais dans des zones floues, à l'intersection de la politique active, de la recherche spécialisée et de l'expertise-conseil, c'est pourquoi on les appellera des « intellectuels de la défense » ou des « intellectuels de la chose étatique » (*intellectuals of statecraft*). En effet, ils sont habiles avec les mots, parvenant à conjuguer des positions très empreintes de *Realpolitik* dans un discours libéral politiquement plus acceptable.

²³ Pour les défenseurs de cette approche de la connaissance politique, voir (Wallace, 1996 : 301-321). Pour des critiques sévères de cette position, voir (Smith, 1997 : 507-16; Booth, 1995 : 328-350).

Si cette étude examine le discours des élites de sécurité nationale, sa conception des élites est également moins restrictive que celle employée par Jutta Weldes dans *Constructing National Interests* (1999), qui se limitait au discours des dirigeants étatiques. C'est pourquoi nous avons élaboré le concept de régime gouvernemental de sécurité nationale. Nous allons ainsi inclure tous les agents, privés comme publics, qui ont un rôle direct et indirect à jouer dans l'articulation du discours de la sécurité nationale. Nous nous intéressons aux individus qui sont les professionnels de la sécurité nationale : ce sont les bureaucrates, les chercheurs « indépendants » (dans les *think tanks* autant que dans les universités) et les experts faisant des commentaires dans les médias (connus comme des « pundits », une expression indienne signifiant « experts »). Les élites de la sécurité nationale représentent la catégorie d'individus qui se trouvent dans les plus hautes sphères du pouvoir ou qui ont une voix influente au sein de celles-ci (Weldes, 1999 : 11). Ces élites sont les agents qui peuvent participer au débat politique sur les documents stratégiques, parce qu'ils possèdent une expertise, maîtrisent le langage et connaissent les enjeux qui sont débattus pour pouvoir intervenir de manière éclairée, un savoir/pouvoir qui leur est rendu possible par l'appartenance à cette élite, où le savoir donne accès au pouvoir et vice versa. Ce sont souvent ces agents qui ont l'autorité légitime pour transformer des enjeux et définir avec autorité les menaces internationales dans des discours sécuritaires dans lesquels s'engage l'État (Williams, 2003). Il faut donc prêter attention à ce que disent ces élites, savoir qui elles sont et quelles fonctions elles occupent dans le discours sur la sécurité nationale, car la sécurisation d'un enjeu devient parfois une sécurisation des opinions tenues par les décideurs et les professionnels de la sécurité (Bigo, 1995). Par conséquent, il va sans dire que nous allons privilégier le discours des professionnels de la Défense (des officiers et haut gradés militaires en poste qui travaillent sur la puissance militaire aérospatiale), celui des chercheurs et des analystes qui œuvrent dans ce que nous appellerons le régime gouvernemental de sécurité nationale (des universitaires, des

chercheurs œuvrant dans des *think tanks* plus secrets et influents, comme la RAND²⁴), ainsi que celui des décideurs.

5. Le discours néoconservateur et la stratégie astropolitique de la préparation à la guerre spatiale

Dans cette thèse, nous nous arrêtons sur le rôle joué par le groupe sélect connu comme les néoconservateurs afin de montrer à la fois la cartographie de la terreur déployée par l'appareil militaire américain depuis le 11 septembre 2001 et la stratégie militaire spatiale préparant la guerre spatiale. C'est ainsi qu'on notera l'importance de Robert Kagan, devenu influent au sein de l'administration Bush, comme dans la société politique américaine en général. La publication, en juin 2002, de son article « Power and Weakness » dans le journal de la politique étrangère *Policy Review* est notoire (l'ouvrage *Of Paradise and Power* en étant la continuité, 2004). Journaliste au *Washington Post*, praticien au sein du département d'État de 1984 à 1998 et employé dans des rôles plus ou moins influents sous les administrations Reagan et Bush père, Kagan un individu influent auprès du groupe décisionnel de la première administration Bush. Ses idées (développées avec Bill Kristol) de changement de régime, d'unilatéralisme américain et de doctrine de la préemption ont été reprises dans la stratégie de sécurité nationale de 2002 et pour l'opération militaire américaine *Liberté de l'Irak (Iraqi Freedom)*. Bien que ce ne soient pas eux qui prennent les décisions, il s'avère crucial de montrer le rôle joué par ces individus, qui font partie d'une élite œuvrant parfois dans l'ombre mais bel et bien impliqués dans le régime gouvernemental de sécurité nationale, même lorsqu'ils choisissent de rester en dehors de l'État.

²⁴ Dans l'univers idéologique fermé de la guerre froide, ce sont les spécialistes des études stratégiques qui sont devenus les experts de la sécurité, sinon les producteurs de l'insécurité, en étant considérés comme les détenteurs du pouvoir d'identifier les menaces et les moyens de les contrer (Edwards, 1996). À ce titre, le *think tank* militaire emblématique de la guerre froide aux États-Unis où œuvraient les stratèges nucléaires, tel le physicien Herman Khan (qu'on a vu parodié par Peter Sellers en Dr Folamour dans le film de Stanley Kubrick du même nom), est la *Rand Corporation* de Santa Monica en Californie, où la guerre thermonucléaire était pensée, préparée et modélisée (Amadae, 2003). Les analyses des études stratégiques représentent en ce sens le travail intellectuel de l'*establishment* de la défense et l'analyse proprement militaire d'un appareil étatique.

Cela dit, l'idée n'est pas du tout de nier la présence de débats au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale mais bien de faire ressortir que les débats se font à l'intérieur des paramètres établis et constamment redéfinis du régime gouvernemental de sécurité nationale. L'importance d'ouvrages racontant la vie politique de l'intérieur, comme *Running the World* de David Rothkopf (2005)²⁵, est de montrer que le comité restreint d'individus influents au sein du Conseil de sécurité nationale, c'est-à-dire les élites de sécurité nationale ayant un impact sur les décisions prises, partage une certaine culture et homogénéité. Bien que les élites changent selon les moments, les enjeux et les administrations, en insistant sur l'appellation générique des agents du régime gouvernemental de sécurité nationale, nous voulons insister sur la culture (géo)politique de sécurité nationale qui permet de donner un contexte constitutif aux pratiques et aux décisions politiques dans la formulation des stratégies sécuritaires. C'est dans l'objectif généalogique de comprendre l'évolution du discours astropolitique américain sur l'arsenalisation spatiale et la préparation à la guerre spatiale que nous nous sommes intéressés à la construction identitaire des États-Unis comme *national security state* durant la guerre froide et que nous avons développé le concept de régime gouvernemental de sécurité nationale.

Notre analyse pourrait gagner en précision si nous avions accès aux délibérations et aux négociations qui ont parsemé l'histoire du *space power* américain en ce qui a trait à l'arsenalisation de l'Espace. En raison, entre autres choses, de la classification secrète de la plupart des sources, nous ne *pouvons pas* et ne *voulons pas* reproduire le processus décisionnel et les luttes bureaucratiques qui ont permis à la stratégie militaire spatiale d'aller de l'avant vers la possibilité de voir l'Espace devenir un champ de bataille. L'actualité du projet nous limite dans notre capacité à faire une analyse exhaustive du processus bureaucratique misant sur les pratiques représentationnelles des agents de l'État à différents moments en ce qui concerne la stratégie militaire

²⁵ Nous remercions Dan O'Meara d'avoir porté à notre attention cet ouvrage fort utile sur l'histoire du Conseil de sécurité nationale des États-Unis faite à partir de l'intérieur.

spatiale américaine. Cela nous empêche ce faisant d'effectuer l'analyse du processus bureaucratique pour la préparation à la guerre spatiale comme l'a fait, par exemple, Jutta Weldes pour la crise des missiles de Cuba. Cela impose, de fait, une limite aux conclusions que nous produisons. Cependant, cherchant à proposer une interprétation permettant de comprendre la stratégie astropolitique américaine actuelle et la préparation à la guerre spatiale, nous avons néanmoins pu nous en remettre aux personnes-clés qui ont porté sur elles ce projet au sein de l'administration Bush. À travers une analyse discursive, on peut illustrer le travail et l'influence d'individus-clés en insistant sur la présence de conseillers ou d'idéologues associés au néoconservatisme au sein de l'administration Bush et sur leurs idées dans les principales stratégies. C'est pourquoi nous avons mis en relief comment les idées de William Kristol, de Robert Kagan et de Paul Wolfowitz ont pu contribuer à rendre possible une stratégie militaire spatiale américaine en influençant les Rumsfeld et Cheney pour aller de l'avant avec un projet de Politique Spatiale Nationale cherchant à préparer la guerre spatiale et à contrer l'arsenalisation de l'Espace en la favorisant.

6. La Guerre contre la terreur comme nouvelle stratégie globale du régime gouvernemental de sécurité nationale

Lorsqu'on se penche sur la Guerre contre la terreur menée par l'administration Bush, qui constitue notamment le schème d'interprétation qui rend possible la stratégie astropolitique américaine de préparation à la guerre spatiale, il convient de voir comment le régime gouvernemental de sécurité nationale s'exécute pour la vendre comme projet de « guerre » à la population américaine. On fait appel au sentiment d'abjection de la terreur – dans ce que nous pourrions appeler une géopolitique de l'abjection. Cette stratégie de publicisation, d'information et de persuasion – de vente – pour convaincre le citoyen du bien-fondé d'une telle entreprise s'effectuent dans la poursuite d'un discours déjà présent avant la Guerre contre la terreur, celui des États voyous, qui deviendra *acteurs voyous*. Pour bien comprendre la stratégie discursive de l'administration Bush dans l'établissement de sa Guerre contre la terreur, on doit s'arrêter sur trois moments ou éléments qui permettent au spectre des États voyous de

s'arrimer à la Guerre contre la terreur et ainsi devenir la nouvelle stratégie globale de l'administration Bush : 1) le besoin existentiel d'identifier un ennemi public; et 2) la construction de la relation d'inimitié envers le terroriste et l'acteur voyou qui fait de la Guerre contre la terreur une guerre juste (selon la théorie schmittienne); et 3) la militarisation de l'espace intérieur qui transforme le citoyen en citoyen-soldat en déployant une géopolitique de l'abjection. Ces processus fonctionnent de façon concertée, ce qui accroît certes leur efficacité.

6.1 Recherche ennemi désespérément²⁶

De manière concrète, cette conception Soi /Autre justifiant la protection d'un territoire américain unifié contre un ennemi extérieur se trouve désormais inscrite dans la gouvernementalité américaine avec la *National Strategy for Homeland Security* de juillet 2002. La présence d'un terrorisme global, (apparemment) dé-territorialisé et multiforme, qui doit néanmoins être conceptualisé et surtout situé malgré sa forme ambiguë, transforme la représentation du territoire américain dans le discours stratégique américain : le territoire national que l'État américain cherche à sécuriser face au reste de la planète possède désormais des frontières planétaires (dans ses représentations discursives). Il devient dès lors légitime pour l'État américain de mener une lutte globale contre le terrorisme s'il veut enrayer l'insécurité de la nation américaine. De dire Schmitt lui-même dans *La notion du politique* : « Les sommets de la grande politique sont les moments où il y a perception nette et concrète de l'ennemi en tant que tel » (Schmitt, 1992 : 113). Ainsi que l'explique Slavoj Žižek :

The lesson to be learnt here – from Carl Schmitt – is that the divide friend/enemy is never just the representation of a factual difference: the enemy is by definition, always – up to a point, at least – *invisible*; he looks like of us; he cannot be directly recognized – this is why the big problem and task of the political struggle is providing/constructing a recognizable *image* of the enemy. [...] In short, “enemy recognition” is always a *performative* procedure which, in contrast to deceptive appearances, brings to light/construct the enemy's “true face”. Schmitt refers here to the Kantian category of *Einbildungskraft*, the transcendental power of imagination : in order to recognize the enemy, conceptual subsumption under pre-existing categories is not enough; one has to “schematize” the logical figure of the Enemy, providing it with concrete tangible features which make it an appropriate target of hatred and struggle (Žižek, 2002 : 109-10).

²⁶ Emprunté au titre d'une note de recherche de Frédéric Ramel (2001).

Les attaques terroristes sur le sol national américain de septembre 2001 ont permis aux dirigeants américains de pouvoir identifier une menace précise, bien que diffuse, pour canaliser les efforts de guerre et renforcer la sécurité nationale. L'administration Bush a ainsi choisi de voir le terrorisme comme une forme de guerre.

Nous avons souligné que pour Schmitt, c'est en temps de guerre que la distinction entre ami et ennemi est essentielle. Dans une perspective schmittienne de la souveraineté, le détenteur du pouvoir souverain décide qui est un ami de la communauté politique et qui en est l'ennemi (à l'intérieur comme à l'extérieur) (Schmitt, 1988 : 15). Déjà intégrée à la Guerre contre la terreur avec le « vous êtes avec nous ou vous êtes contre nous », il devient intéressant de voir comment cette dialectique de l'ami-ennemi est utilisée dans les discours et particulièrement lorsqu'elle est accolée à la situation irakienne et aux relations des États-Unis vis-à-vis leurs alliés dans la lutte contre le terrorisme (dans la dernière portion de la thèse, nous nous intéressons à son application dans l'Espace). Ainsi, avec la lutte globale contre le terrorisme, les ennemis d'hier sont de nouveaux alliés, ou à tout le moins de nouveaux partenaires. En termes d'ennemis, Bush a d'abord identifié un « Axe du mal », une série d'États voyous représentant des foyers ou des commanditaires des réseaux terroristes. Les opérations *Liberté immuable* (*Enduring Freedom*) en Afghanistan et *Liberté de l'Irak* de 2002 et 2003 ont ainsi été des façons de porter la lutte globale contre le terrorisme hors du territoire national américain dans l'espoir de le sécuriser. Bien que les liens entre les réseaux terroristes et le régime de Saddam Hussein aient été plutôt ténus, voire inexistants, l'administration Bush a jugé que l'Irak dirigée par Saddam Hussein était un excellent prétexte pour amener la guerre contre le terrorisme sur un front extérieur. Elle concrétisait par le fait même son projet néoconservateur de « changement de régime » (*regime change*) afin de refaire le monde à l'image de l'Amérique, à tout le moins dans les endroits perçus comme des foyers du « terrorisme ». La rupture profonde dans la stratégie globale américaine engendrée par le 11 septembre 2001, par l'adoption d'une doctrine de la guerre préventive, a

cependant indiqué que les États-Unis de George W. Bush seront plus unilatéralistes. Au sein de l'administration Bush, la lecture néoconservatrice des événements du 11 septembre a ainsi permis à une ligne dure de se faire entendre et d'avoir une influence marquante quant à la conduite stratégique des États-Unis (Drury, 2005).

Notre thèse articulant l'affirmation globale de la puissance américaine avec la construction identitaire d'un État marqué par la mise en place des institutions du *national security state*, il devient pertinent non seulement de s'arrêter sur la pensée de Schmitt et sa conception de l'ennemi, mais aussi sur sa vision de l'ordre global, qu'il développe dans *Le nomos de la terre*. Parce qu'il nous permet d'adresser tout autant les questions de souveraineté que celles de légitimité et de légalité internationale, ce détour théorique devient non seulement pertinent pour critiquer les appels discursifs à l'humanité des administrations américaines et les prétentions à s'en porter garants dans la Guerre contre la terreur, mais aussi pour critiquer le libéralisme globaliste américain instauré depuis 1945 (Odysseos et Petito, 2006 : 3). L'ordre global n'est pas un ordre fixé par la loi; c'est un ordre géopolitique, un ordre façonné politiquement, par le pouvoir souverain. Pour Schmitt, l'ordre juridique est d'abord localisé, situé, ancré, et cette spatialisation donne aux règles leurs significations concrètes. Schmitt emploie alors la notion de *nomos* pour mieux refléter l'assise territoriale et la spatialité de tout ordre juridique. *Nomos* désigne un processus constituant, fondateur d'ordre et de localisation (*Ordnung und Ortung*) (Schmitt, 2001 : 47).

Cette conception schmittienne de l'ordre repose sur la guerre et le politique. En effet, pour Schmitt, il faut relier la signification proprement juridique du concept de guerre à sa dimension spatiale. Sa conception, qui est celle du droit des gens européen, le *Jus publicum Europaeum*, l'ordre global concret « européen-centrique » fondé sur l'État territorial souverain, aurait réussi non pas à « abolir la guerre, mais [à] [...] la restreindre et [...] la circonscrire, c'est-à-dire d'éviter la guerre d'anéantissement » (Schmitt, 2001 : 239). Pour lui, l'abolition de la guerre d'agression cimentée par le Pacte Briand-Kellogg a mené à la criminalisation de la guerre. L'État souverain qui

usait de la force pour conquérir un territoire devenait du coup « hors la loi » et ennemi de l'humanité. Il critique en ce sens l'universalisme vide du droit international engendré par le libéralisme universel de la Société des Nations et de l'ONU, parce qu'il commet l'erreur fondamentale d'avoir voulu abolir la guerre sans véritablement prendre conscience que sa réalisation était éminemment politique. En effet, à la guerre « loyale » et limitée du *Jus publicum Europaeum* succède la guerre totale du XX^e siècle, qui est, selon l'analyse schmittienne, la conséquence de la combinaison d'un ordre juridique global a-spatial produit par un pacifisme utopique venu de l'hémisphère occidental (anglo-américain)²⁷. Avec la réintroduction de la guerre juste et étant donné les progrès techniques en matière d'armes de destruction massives, il devient possible d'employer des armes qui peuvent anéantir l'ennemi, voire empêcher la possibilité même de faire la guerre, une guerre qui ne peut plus être conduite qu'au nom de l'humanité et de la paix (Schmitt, 2001 : 320). C'est ce qui effraie le plus Schmitt²⁸.

À plusieurs égards, il a été souligné que *Le nomos de la terre*, rédigé en 1950, représentait une vision présageant la toute-puissance américaine. Bien que Schmitt lui-même laisse sans réponse définitive la question d'un nouveau *nomos* de la terre, il n'en demeure pas moins que pour Schmitt, les États-Unis sont les porteurs de la vision d'un

²⁷ Bien qu'elle reconnaisse la prégnance d'une hégémonie libérale américaine depuis 1945, qui prend la forme d'une hégémonie impériale ou d'un empire américain aux yeux de plusieurs critiques sous la gouverne de George W. Bush, Louisa Odysseos n'est pas convaincue qu'on soit en présence d'un nouveau *nomos* après 1945. Elle affirme que l'« universalisme vide » (*spaceless universalism*) dont parle Schmitt demeure l'application la plus pertinente pour référer à l'absence d'une spatialité explicite qui prend une forme globale dans la politique globale (Odysseos, 2004 : 10) : « In terms of international law, if *nomos* is to be understood in this sense of apportioning and dividing the earth concretises each political epoch, the "spaceless universalism" of which Schmitt accuses the 20th century refers to the transformation of the word *nomos* "from a spatially concrete, constitutive act of order and orientation [...] into the mere enactment of acts in line with the *ought*" (Schmitt, *Nomos of the Earth*, 2003 : 78), in other words, into a normativism that hesitates to draw distinctions and enclosures and, which is, as a result, unable to limit war and enable peace » (Odysseos, 2004 : 11).

²⁸ Comme de raison, dans le dernier chapitre, où nous abordons la question de la résistance à la guerre spatiale et à l'arsenalisation de l'Espace, nous nous attaquons à cette critique, car nous ne croyons pas nécessaire la possibilité de pouvoir y faire la guerre. En ce sens, si Schmitt a raison de souligner que cela réintroduit un espace moral justifiant l'emploi d'armes et de tactiques inhumaines – on pense ici au bombardement stratégique de la Deuxième Guerre mondiale et à l'arme nucléaire – cela ne signifie pas pour autant qu'on le suive dans sa compréhension très étroite de la guerre et du politique, dans sa conception de l'ennemi juste notamment.

monde libéral unifié. D'écrire David Cumin : « L'universalisme américain apparaît alors comme le stade suprême de l'impérialisme américain » (Cumin, 2001). Schmitt voyait la guerre froide et le clivage Est/Ouest devenir le nouveau *nomos*, avec une prédominance certaine de l'Amérique. Avec la fin de la guerre froide et en raison des événements du 11 septembre, l'empire universel libéral américain ou l'ordre global contrôlé par les États-Unis que craignait Schmitt semble donc s'être concrétisé. En effet, depuis 1945, les États-Unis sont, sur la scène globale, cette puissance souveraine qui dicte le nouveau *nomos* global, bien que les États-Unis ne soient en aucun cas totalement ou vraiment dépositaires du pouvoir souverain dans l'espace global (ce n'est pas enchâssé dans une constitution; c'est une orientation géopolitique). Pour les critiques du libéralisme, pour les critiques schmittiennes notamment, à travers ce libéralisme universel, l'humanité a été faite reine sans avoir de souveraineté, de pouvoir ou de trône. Cela s'est particulièrement révélé dans l'incapacité de distinguer clairement les lignes d'amitié et d'inimitié, une évolution imputable à la rhétorique universaliste, dissimulant ses velléités de puissance. Et dans le contexte de la Guerre contre la terreur, cela prend un tout nouveau sens.

6.2 Le spectre des États voyous dans la Guerre contre la terreur

Loin de nous l'idée de vouloir présenter le contexte discursif de la Guerre contre la terreur comme étant une chose nouvelle, comme n'ayant pas elle-même une histoire. Toutefois, il semble admis que c'est sur la rhétorique des États-Unis de la lutte contre les acteurs voyous que cette obsession pour la terreur prendra forme. La Guerre contre la terreur est la *réponse* de l'État américain aux événements du 11 septembre 2001, dans une situation qui cherche, d'une part, à inscrire la terreur dans un contexte où l'impensable et l'intolérable sont devenus possibles – identifiés par les événements du 11 septembre 2001 – et, d'autre part, à rejeter violemment cette terreur. Il faut d'ailleurs prendre conscience combien la Guerre contre la terreur est une guerre qu'on a vendue au public américain. Cette opération de relations publiques s'est faite par l'entremise des experts (« pundits »), des analystes politiques invités à donner et à

forger des opinions dans des émissions d'affaires publiques, sur les chaînes d'information continue notamment (CNN et Fox News avant tout). Les interventions militaires en Afghanistan puis en Irak ont, par conséquent, été reliées au moment charnière, qui allait donner les conditions de possibilité de cette « géopolitique de l'abjection », à savoir le 11 septembre 2001, jour marqué par la terreur. En clamant sur tous les forums que le 11 septembre 2001 a amené la terreur sur le territoire national américain et que les États-Unis ne pouvaient s'en défaire qu'en faisant la guerre à la terreur, quand bien même ils répudieraient l'idée même de la Guerre contre la terreur, les analystes médiatiques, les leaders religieux et les universitaires n'ont en fait que radicaliser leur propre discours à saveur impérialiste (Debrix, 2005 : 1158; Dalby, 2006).

Dans la géopolitique de la terreur, le discours sur les États voyous fera ainsi place à l'Axe du Mal. En ce sens, Jacques Derrida a tout à fait raison de dire qu'avec le 11 septembre 2001, "[a]vec les deux tours du World Trade Center, s'est *visiblement* effondré tout le dispositif (logique, sémantique, rhétorique, juridique, politique) qui rendait utile et signifiante la dénonciation somme toute rassurante des États voyous » (Derrida, 2003 : 147; en italiques dans l'original). Il ne suffisait plus de parler du caractère voyou des États comme la Corée du Nord, l'Irak, la Syrie et l'Iran. Leur spectre demeure *néanmoins* présent, mais il semble cependant que les règles changent, que par la géopolitique de l'abjection, les États-Unis soient tenus d'agir comme des acteurs voyous également si cela participe de l'effort militaire et sécuritaire de la Guerre contre la terreur – d'être une exception à ce qu'ils préconisent. D'ailleurs, la logique de la rhétorique sur les États voyous répond à la loi du plus fort, et c'est en raison du pouvoir souverain des États que ce caractère voyou est potentiellement celui de tous les États, car il s'agit alors pour eux d'assurer leur souveraineté sans partage. Comme le prétend Jacques Derrida dans *Voyous* :

Dès qu'il y a souveraineté, il y a abus de pouvoir et *rogue State*. L'abus est la loi de l'usage, telle est la loi même, telle est la "logique" d'une souveraineté qui ne peut régner sans partage. Plus précisément, car elle n'y arrive jamais que de façon critique, précaire et instable, la souveraineté ne

peut que *tendre*, pour un temps limité, à régner sans partage. Elle ne peut que tendre à l'hégémonie impériale (Derrida, 2003 : 146 ; en italiques dans l'original).

Dans cette logique, les États-Unis étant les plus puissants du système global, ils sont aussi le plus voyou des États :

[C]es États-Unis qui disent se porter garants du droit international et qui prennent l'initiative de la guerre, des opérations de police ou de maintien de la paix parce qu'ils en ont la force, ces États-Unis et les États qui s'allient à eux dans ces actions, ils sont eux-mêmes, en tant que souverains, les premiers *rogue States* (Derrida, 2003 : 145).

Derrida fait bien de rappeler qu'un des sens de *voyou*, c'est bien d'être une attribution, une « accusation lancée non contre quelque chose de naturel mais contre une institution. C'est une *interprétation* et une *assignation*, en vérité toujours une *dénonciation*, une *plainte* ou une *accusation*, un *grief*, une *évaluation* et un *verdict*. En tant que tel il annonce, prépare et commence à justifier une sanction. L'État voyou doit être puni, contenu, mis hors d'État de nuire, au besoin par la force du droit et le droit de la force » (Derrida, 2003 : 116; c'est nous qui soulignons).

Il ne fait aucun doute non plus que la simple mention ou référence indirecte d'une relation d'inimitié dans un discours public a pour effet de conférer une intensité émotionnelle non négligeable qui sert de ralliement et de geste qui cherche à réduire au silence (*silencing move*) les critiques potentielles ou de rétrécir l'espace de résistance qui pourrait autrement s'exprimer plus librement en l'absence de cette utilisation symbolique de l'inimitié (Edelman, 1988 : 73). De jouer sur la peur aide le leadership, et cela, l'administration Bush l'a bien compris :

The language that becomes memorable is likely to promise security against a feared threat ("All we have to fear is fear itself") to express hostility toward a traditional enemy, to echo common hopes, or to demand sacrifices for the common good. [...] At the same time they establish a bond with their audiences by gratifying conscious and unconscious desires, and they promote policies that are consonant with prevailing ideologies (Edelman, 1988 : 53).

C'est pourquoi il s'avère si crucial d'invoquer les ennemis du passé dans le processus de construction d'un nouvel ennemi existentiel, surtout ceux dont l'humanité faisait cruellement défaut, d'où la référence fréquente à Adolf Hitler en parlant de Saddam Hussein. « Même s'il arrive que les ennemis politiques portent des coups réels et infligent des blessures qui n'ont rien d'imaginaire, ils sont souvent un atout entre les

maines de ceux qui les désignent comme tels. Parce que l'évocation d'un ennemi menaçant peut aider à s'assurer l'appui de ses cibles potentielles » (Murray Edelman, cité dans Bigo, 2001).

S'il ne faut pas oublier que l'inimitié demeure toujours dépendante de l'oeil qui la voit et la conçoit, il faut aussi savoir distinguer l'ennemi de l'adversaire :

Where an opponent is an enemy rather than an adversary, it is not the process but the character of the opponent that focuses attention. Enemies are characterized by an inherent trait or set of traits that marks them as evil, immoral, warped, or pathological and therefore a continuing threat regardless of what course of action they pursue [...] (Edelman, 1988 : 67).

On se sert donc de symboles pour mobiliser les troupes et pour convaincre du bien-fondé de la guerre. Par l'éducation et par la culture populaire, des slogans comme « Remember the Alamo » et « Remember Pearl Harbor », s'ils n'ont souvent peu à voir avec le contexte dans lequel ils sont réactivés, demeurent de puissants outils, parce qu'ils sont lourds de signification et appellent au patriotisme (Edelman, 1988 : 70). « To define the people one hurts as evil is to define oneself as *virtuous*. The narrative establishes the identities of enemy and victim-savior by defining the latter as emerging as emerging from an innocent past and as destined to help bring about a brighter future world cleansed of the contamination the enemy embodies » (Edelman, 1988 : 76; c'est nous qui soulignons). On n'aurait pu mieux décrire la dynamique de construction de l'inimitié des « croisés » de la Guerre contre la terreur dans leur lutte à finir contre les terroristes islamistes fondamentalistes dans la mouvance de la nébuleuse Al Qaida, dépeints comme barbares et inhumains.

Les actions des États-Unis menées au nom de l'humanité, de la liberté dans le monde et de la sécurité globale sont autant de signes de l'affirmation radicale d'un pouvoir souverain (dans le sens schmittien) qui tend à être global. La logique sécuritaire du territoire national et la doctrine militaire de la prévention sont, dans cette optique, des réflexes défensifs d'un État qui pense sa sécurité de façon globale. Comme l'explique Derrida, « Tous ces efforts pour identifier des États "terroristes" ou des États voyous sont des "rationalisations" destinées à dénier plus que l'angoisse absolue, la

panique ou la terreur devant le fait que la menace absolue ne peut plus procéder ou rester sous le contrôle de quelque État, de quelque forme étatique que ce soit » (Derrida, 2003 : 150). L'abjection de la terreur se superpose à la rhétorique de lutte contre les États et acteurs voyous, une pratique sécuritaire qui ne disparaît pas mais qui renforce le pouvoir exécutif de définir des ennemis.

6.3 La militarisation de l'espace citoyen dans la Guerre contre la terreur

La Guerre contre la terreur participe donc d'une entreprise consciente et délibérée du régime gouvernemental de sécurité nationale américain de militarisation de l'espace intérieur (*inner space*). Cet espace intérieur est « the very site where everyday sensations of what's "inside" and what's "outside," what's "them" and what's "us," what feels safe and what seems fatally frightening are culturally (re)produced or resisted; it is an intensely border-conscious border » (Orr, 2004 : 456). Orr en conclut ainsi que « [t]he militarization of inner space can be conceived, then, the *psychological organization of civil society for the production of violence*, an important feature of a broader – tense and contradictory – social process » (Orr, 2004 : 456; en italiques dans l'original). Une analyse discursive des discours de l'administration Bush permet de constater l'étendue des effets politiques résultant de la militarisation de la sphère psychologique, alors que l'espace intérieur a été militarisé par le discours sécuritaire de l'administration Bush et des réseaux public-privé d'information qui mettent l'accent sur la Guerre contre la terreur.

La transformation induite par le régime gouvernemental de sécurité nationale pour le citoyen-soldat est telle que l'espace privé du citoyen devient le champ de bataille : « With the real and the imaginary, the savage attack and the civil defense, survival and extermination, terror and television, war and its bureaucratic simulation, imploding around the heads of U.S. civilian-soldiers throughout the 1950s, what historical sense to make of this psychological battleground? » (Orr, 2004 : 472). Comme Orr l'explique sans détour:

The militarization of inner space that such a proclamation incites and enforces is part of a history of imaginary and real constructions of the ideal U.S. civilian-soldier. Full Spectrum Dominance and its ambition to link a hegemonic multi-dimensional U.S. military superiority with a global economic reach, can only be built within the psychological space of a population that produces the violence demanded by such a blind, visionary conjuring of the future. The so-called "war against terrorism" takes its place within a historical theater of cultural wars over de/militarized psychic zones (Orr, 2004 : 473).

Des efforts considérables de régulation de la vie des citoyens américains sont mis de l'avant par le régime gouvernemental de sécurité nationale. C'est en ce sens qu'Orr parle d'une militarisation de la vie psychologique des citoyens américains, par l'emploi de la peur comme stratégie de gouvernementalité de la société de sécurité (Orr, 2004 : 472).

Cette logique rejoint ce que Agamben (2002) décrit comme le processus de terrorisation étatique, où la sécurité devient le principe régissant le désordre et la principale activité de l'État pour établir sa légitimité politique aux yeux de ses sujets. Le terrorisme, la sécurité et l'État participent alors d'une même matrice de terreur, où l'État a besoin du terrorisme pour fonctionner, pour survivre. De dire Agamben : « A state which has security as its only task and source of legitimacy is a fragile organism; it can always be provoked by terrorism to turn itself terroristic » (Agamben, 2002). Cela suit de près ce qu'on peut voir s'effectuer dans le contexte de la Guerre contre la terreur, où le régime gouvernemental de sécurité nationale entretient une politique de la peur pour préparer la population à accepter certains risques de façon inhérente et à la sensibiliser à son sentiment d'impuissance et la contraindre à la soumission docile (Welch, 2006). La construction d'un ennemi innommable, indéfini et inhumain rend la manipulation psychologique d'autant plus pernicieuse et efficace. Dans cet esprit, l'emploi du mot terrorisme comporte de nombreux avantages pour entretenir une politique de la peur et une société du risque où le risque paraît difficilement calculable :

"Terrorism" became a name for the violence deployed by people at an enormous military disadvantage, outside the boundaries of a mutually agreed upon battlefield. "Terrorism" stages the theater of war, by force and of necessity, inside the realms of everyday life and everyday imagination and everyday fear. But the purportedly distinguishing features of "terrorism" – that civilians are the direct target of attack, and that the attacks are designed to create extreme fear and terror in the broader

population – are, as I have tried to show here, a routinely practiced, planned-for feature of 20th century warfare (Orr, 2004 : 478).

On demande au citoyen-soldat de nier le terroriste, qui finalement pourrait être lui-même, afin de lui faire accepter de nouvelles conditions d'insécurité :

“Terrorists” are a species of civilian-soldier who could not exist without the psychological and historical disavowal by other civilian soldiers who refuse to remember that the boundary between civilian and military, between lethal violence and everyday life, has been breached and is bleeding into almost every psyche, every 21st century civilian-soldier’s nightmare of domination or sweet dream of social justice. The boundary that the word ‘terrorist’ really draws is between some civilian-soldiers and certain other civilian-soldiers. Historically, it is often a racialized boundary, sedimented with histories of colonization, and material and symbolic exploitation. Currently in the U.S., it is a racialized name used against some civilian-soldiers by other civilian-soldiers who refuse recognition of their own historical and contemporary role in the military manufacture of everyday violence. It is a name used today to mobilize and militarize U.S. civilian psychology for the production of continued, intensified violence – often against other civilians. It is a word that promotes violence across unacknowledged borders, in the name of borders that don’t exist. It is a secret coded message sending covert psychological instructions through political and historical, ambiguous and bloody networks of violent fear (Orr, 2004 : 478).

Bien que cela ne soit pas évident pour les Américains eux-mêmes de se l’avouer, la reconnaissance de leur vulnérabilité aux menaces asymétriques les force, depuis le 11 septembre 2001, à accepter de vivre dans une insécurité inhabituelle, de vivre avec une certaine peur. Les néoconservateurs de l’administration Bush ont décidé d’exploiter cette peur et de l’entretenir pour servir leur agenda politique, un agenda que l’élection très contestée et ambiguë de 2000 leur permettait difficilement d’imposer.

6.4 Pour une dérégulation du terrorisme

La déclaration américaine d’une guerre contre le terrorisme, qui cherche en cela à s’autolégitimer, apparaît plutôt s’engager dans une pente dangereuse, où les gouvernements libéraux démocratiques risquent d’être surexposés au danger de trop réagir contre un ennemi inconnu. À l’heure du terrorisme global, les États-Unis – l’administration de George W. Bush – disent parler au nom de l’humanité. À travers une conception schmittienne, elle se définit comme l’humanité qui se défend contre un ennemi inconnu présenté comme inhumain, le terrorisme.

Dans un contexte exceptionnel, les dirigeants étatiques, l’administration Bush dans le cas échéant, ont le pouvoir d’identifier une menace et d’imposer des mesures de

détention sous le couvert de la sécurité sans avoir à être imputables devant leur population. On agit pour la sécurité de la population et on dit qu'il en sera ainsi tant que l'insécurité n'aura pas cessé. Ce faisant, les élites de la sécurité nationale et les représentants de l'État américain « sécurisent²⁹ » la menace terroriste. En l'inscrivant dans un cadre exceptionnaliste, ils intègrent cependant l'état de guerre à la vie politique américaine et le contexte d'insécurité qui y règne alors remet en cause la pertinence d'un État orienté sur la sécurité nationale.

On peut bien élaborer une nouvelle stratégie militaire nationale basée sur l'idée de prévention, mais si on en vient à accroître l'insécurité de la nation américaine, l'État américain faillit à son mandat démocratique. Ce sont là les dangers de la lecture américaine exceptionnaliste en réponse à la menace terroriste. Bien que les événements du 11 septembre 2001 constituent une tragédie humaine, rien ne justifie que l'on prenne en considération les scénarios les plus pessimistes et que l'on institutionnalise une gouvernance sécuritaire axée sur une volonté de sécurité absolue, sur une sécurité ontologique (c'est-à-dire une sécurité qu'il serait non seulement possible d'atteindre, mais qui serait un état permanent). En ce sens, la rhétorique de la lutte contre le terrorisme impose une préparation permanente à enclencher les mesures d'urgence et le discours de la sécurité nationale appelle à la mobilisation de toutes les ressources contre l'ennemi. On devrait, par conséquent, imposer des restrictions à l'exercice du pouvoir souverain. L'effet probant de la nouvelle stratégie de sécurité nationale américaine axée sur la menace terroriste globale et sur une doctrine militaire de prévention est de renforcer la souveraineté nationale des États-Unis sur le plan intérieur et international, avec des conséquences désastreuses pour le reste du monde. L'Irak en est un parfait

²⁹ Selon Ole Waever, Jaap de Wilde et Barry Buzan, le processus de sécurisation est vu comme une forme extrême de la politisation, alors que des enjeux sont d'abord politisés, puis vus par des décideurs dans une optique sécuritaire. Les décideurs ont ainsi le pouvoir de « sécuriser » une menace, de l'inscrire dans un discours sécuritaire. Désigner une question en vue d'assurer la sécurité aide à établir et reproduire les conditions qui permettent la présence de cette question dans le domaine sécuritaire. C'est en ce sens qu'on parle de construits discursifs, de sorte que les définitions et les pratiques de la sécurité émergent et changent selon les discours et les actions discursives pour reproduire les structures historiques et les sujets de l'État (Waever, Buzan et de Wilde, 1998).

exemple. L'idée n'est pas de nier la menace terroriste, mais de bien comprendre comment, dans la stratégie de sécurité nationale de l'administration Bush, le territoire national américain atteint des frontières planétaires et comment l'état d'urgence décrété par l'État américain a une portée globale.

Malheureusement, un discours sécuritaire qui emprunte toujours, six ans après les événements, la voie de l'exceptionnalisme schmittien va dans un sens contraire, ainsi que le rappelle Didier Bigo :

La sécurisation n'est jamais bonne en soi. La sécurité n'est pas une méta-valeur, primant sur les libertés. [...] mais il suffit d'analyser la sécurité comme un processus d'(in)sécurisation au sein d'un triptyque, afin de retrouver les « limites » de la sécurité. La protection à l'égard du danger et la protection des libertés et droits des individus doivent s'équilibrer au sens où la sécurisation d'un des pôles produit l'insécurisation de l'autre. Il existera toujours des sphères d'incertitude qui sont autant d'opportunités et de libertés possibles et l'objectif d'une société de sécurité maximale ne peut être fondé au sein d'une démocratie, même si certaines rhétoriques politiciennes oublient activement ce dilemme. D'ailleurs, personne n'ose aller jusqu'au bout du primat « permanent » de la sécurité et les hommes politiques évoquent toujours des circonstances exceptionnelles et un temps limité d'application des pratiques d'exception. Mais qu'en est-il ? La sécurité passe le plus souvent par une hyper activité législative (d'exception) avec la mise en place de mesures que l'on pense limitées dans le temps et qui, dit-on, disparaîtront avec l'élimination des causes du danger lorsque l'on aura gagné la guerre contre le terrorisme. Mais, – question dérangeante – est-ce que cela ne conduit pas insensiblement à une nord-irlandisation des sociétés occidentales et sommes-nous prêt à vivre dans un type de société soi-disant sécurisée mais aussi sécuritaire? (Bigo, 2002).

7. Le régime gouvernemental de sécurité nationale de la superpuissance (in)contestée dans la Guerre contre la terreur

On ne souligne jamais assez combien une des preuves de la force et de la complexité du régime gouvernemental de sécurité nationale reste dans l'impossibilité pour un décideur américain de pouvoir même penser proposer un questionnement de l'arsenal de défense des États-Unis, de proposer une réduction majeure des dépenses militaires ou encore de remettre en question le bien-fondé de la suprématie militaire comme gage de la puissance américaine. Point de salut des États-Unis en dehors de l'art militaire, pourrait-on dire, et cela n'a jamais été aussi vrai que depuis le 11 septembre 2001. Il ne fait aucun doute que la gestion de la chose militaire et l'appareil militaire de la sécurité nationale dans son fonctionnement même minent les bases démocratiques de l'État américain (Friedberg, 2000; Boggs, 2005) et que la planification militaire et la préparation constante à la guerre sont devenues des pratiques normales et permanentes

de la vie politique américaine (Sherry, 1995). Pour exposer comment le régime gouvernemental de sécurité nationale produit et reproduit la culture politique du *national security state*, même au sein de la Guerre contre la terreur, il faut comprendre en quoi consistent les stratégies sécuritaires et militaires qui permettent aux élites de s'affirmer comme agents du régime gouvernemental de sécurité nationale.

7.1 Le langage des stratégies sécuritaires et militaires

L'utilisation de la force signifie pour les gouvernements des États la planification de la défense, donc la planification et la doctrine d'emploi des forces armées, ce qu'on retrouve énoncé dans des stratégies militaires et sécuritaires. Ces dernières traitent des enjeux de guerre et de violence politique auxquels un acteur étatique peut faire face : elles mettent en œuvre des scénarios de possibles conflits futurs, identifient les menaces potentielles à la sécurité nationale et décrivent les moyens prévus pour les contrer. Elles sont également, et on le reconnaît généralement moins, des outils qui visent à réconforter la population visée. L'exemple probant est celui de la menace nucléaire durant la guerre froide et du fait qu'aucune mesure de défense, civile ou militaire, ne pouvait *dans les faits* assurer la défense de la population, fait reconnu mais non publicisé – inutile de rappeler ici les ridicules séances de formation dispensées par le gouvernement américain pour des exercices de préparation en cas d'attaque nucléaire, comme *Operation Alert* en 1955 (Orr, 2004 : 469-471).

Les stratégies sécuritaires et militaires sont des outils cartographiques qui appartiennent au domaine des discours géopolitiques associés à la planification militaire et sécuritaire. La géopolitique de la guerre froide devient, par exemple, une pratique discursive qui a produit une cartographie simplifiée de l'espace global en un monde bipolaire Occident capitaliste/URSS communiste et un Tiers-Monde non-aligné. Notre démarche analytique de géopolitique critique étant axée sur les discours, elle nous semble particulièrement bien convenir à l'analyse de ces documents stratégiques, puisque ceux-ci font partie intégrante du discours de politique étrangère d'un État, des États-Unis le cas échéant, et permettent de comprendre les significations associées aux

représentations et les catégories à travers lesquelles nous comprenons et représentons le monde (George, 1994 : 29). La « fiction », c'est-à-dire les menaces appréhendées et les défis identifiés qui constituent le cœur des scénarios de guerre et conflits de violence politique, représente ainsi les significations qui deviennent la « réalité » lorsque ces documents stratégiques sont utilisés comme guide d'action politique. Ce sont donc des contextualisations concrètes des réponses politiques et stratégiques des décideurs étatiques. Dès lors, ce qui est dit et écrit dans ces documents devient crucial, car c'est à travers eux que la violence politique et les menaces à la sécurité sont rendues intelligibles *par et pour* les dirigeants étatiques.

Règle générale, le personnel des forces armées et les fonctionnaires des ministères de la Défense et du Conseil de la sécurité nationale rédigent ces documents pour expliquer comment les forces armées seront organisées, outillées et entraînées pour accomplir leurs multiples missions. Notre contribution à l'étude des stratégies sécuritaires et militaires consiste ainsi à décoder la « nouvelle cartographie » (*re-mapping process*) du Pentagone qu'on retrouve dans les nombreux documents stratégiques produits après le 11 septembre 2001 et qui sont tributaires de la nouvelle stratégie de sécurité nationale déposée au Congrès en septembre 2002 (cela comprend par exemple la stratégie militaire nationale des États-Unis de mai 2004 pour mener la Guerre contre la terreur et la nouvelle stratégie de sécurité nationale de mars 2006 qui reprend les termes de celle de 2002). Étant des documents destinés à la fois au public américain et à la communauté internationale, les stratégies sécuritaires et militaires sont des instruments de politique étrangère qui font partie de la « politique » (c'est-à-dire en tant que programme) tout en étant partie du processus « politique » (c'est-à-dire en tant que débat politique partisan et institutionnel).

En prêtant attention au langage des stratégies sécuritaires et militaires, notre argumentation souscrit à une analyse foucaldienne qui cherche non pas à trouver « la » signification mais à réfléchir et à faire réfléchir sur certaines significations qui renvoient à la « réalité » telle que conçue par les auteurs des documents stratégiques.

Dire et écrire la sécurité n'est ainsi jamais un acte innocent mais un acte *éminemment* politique (Huysman, 1998 : 177-202); c'est pourquoi les études traditionnelles de sécurité sont loin d'être une évaluation objective des enjeux de sécurité et constituent plutôt un geste politique à la défense de l'État. D'un point de vue de la sociologie de la connaissance, les études traditionnelles de la sécurité (aussi connues comme les études stratégiques) fournissent une sorte de répertoire interprétatif qui permet aux acteurs les plus influents de ce système de pouvoir s'arroger des responsabilités « pour le bien du système international » (Klein, 1997 : 363). L'analyste poststructuraliste Bradley Klein va même dire que l'ordre mondial d'après-Deuxième Guerre mondiale a été construit à travers le prisme de la sécurité : elle est devenue une stratégie de puissance pour les sociétés libérales pour mener à bien à la fois la décolonisation et une hégémonie néolibérale occidentale, sous leadership américain, pour assurer un ordre mondial stable, sécurisé et plus interdépendant (Klein, 1997 : 362). Les études traditionnelles de sécurité ne sont donc pas des dispositions neutres sur l'équilibre des puissances et les rapports de force dans la politique mondiale, mais une prise de position sur le monde qui fait partie de la politique mondiale (Behnke, 1999 : 89-105). Pour ces « intellectuels de la défense », l'ordre mondial repose sur la puissance militaire et sur les interactions entre les unités politiques jugées les plus importantes que sont les États et les grandes puissances. Les considérations sécuritaires des États constituent, selon eux, les forces motrices et immuables de la politique mondiale (Klein, 1994 : 17-19), d'où l'allusion à une onto-théologie de la sécurité chez certains poststructuralistes (Der Derian, 1993 : 99). Ken Booth fait d'ailleurs remarquer combien « Realist-driven security studies continues to survive and flourish » (Booth, 2005 : 9), parce que ceux qui les pratiquent en retirent souvent un accès plus direct au pouvoir politique et leur savoir centré sur une vision mondiale militarisée de la sécurité devient *ipso facto* ainsi plus important que d'autres.

En parlant du langage des stratégies sécuritaires et militaires et des discours théoriques qui les ont traditionnellement analysés, on en vient à voir les études

traditionnelles de sécurité et les documents stratégiques comme des discours de la politique mondiale qui ont force de « réalité », alors que ce sont des évaluations des menaces et défis à la sécurité. Les politiques sécuritaires des États qui en découlent – et qu'on trouve sous la forme des stratégies sécuritaires et militaires – sont cependant des constructions sociales qui sont discursivement reproduites et qui ne peuvent faire l'économie d'une analyse (auto)réflexive. Elles ne sont évidemment pas contestées, c'est pourquoi il nous incombe, à titre d'analyste, de poser un regard sur la cartographie de la terreur de l'administration Bush et la géopolitique qui l'accompagne dans le cadre de la Guerre contre la terreur. C'est donc un leurre de croire que les stratégies sécuritaires et militaires n'ont pour finalité que de préparer l'État à faire face à des menaces qui viennent d'ailleurs (*out there*) : « Security [...] was always intended as a way of defending common ways of life. It was an inherently cultural practice that was always about more than just the deployment of weapons systems » (Klein, 1997 : 362). En fait, vu l'état de la réflexion sur les études critiques de sécurité et sur la sécurisation aujourd'hui, il convient de voir la sécurité comme étant elle-même contestée dans sa nature et sa conception. Elle existe en relation dialectique avec l'insécurité, par des pratiques sociales, langagières et représentationnelles qui la constituent. En fait, ainsi que l'indique Benjamin Muller : « As a result, security is not merely a material or objective "reality", such as the arms race during the Cold War, but is the outcome of social processes, or the sort of "interlocking system of knowledge, representation, [and] practices" » (Muller, 2004 : 282).

7.2 Les stratégies sécuritaires et militaires de la Guerre contre la terreur

Nous avons souligné que les stratégies sécuritaires et militaires trouvent leur raison d'être dans la préparation militaire et la planification de l'utilisation des forces armées d'un État (pour un éventail de missions, des opérations de combat à celles de maintien de la paix en passant par l'assistance civile dans des situations d'urgence et de désastre naturel). Dans le cas qui nous intéresse ici, nous examinons les stratégies de sécurité des États-Unis qui sont écrites pour gagner la Guerre contre la terreur, car elles font

partie de la géostratégie dans laquelle s'insère la stratégie astropolitique. Cela nous met d'emblée devant la question de la violence politique et de la force militaire comme des pratiques légitimes de l'État (les États-Unis) et du langage de la guerre dans le discours des Relations internationales. L'étude critique des stratégies sécuritaires et militaires des États-Unis dans le cadre de la Guerre contre la terreur doit donc nous faire prendre conscience que la conception non-réflexive de la violence et un discours étato-centré non-problématisé nous rendent politiquement complices des actions violentes et militaires des États-Unis et aident à normaliser un discours de la violence en Relations internationales lorsqu'il est question de lutter contre le terrorisme. En ce sens, James Der Derian a raison d'affirmer que « [T]he war on terror is not new but part of a permanent state of war by which the sovereignty of the most powerful state is reconstituted through the naming of terrorist foe and anti-terrorist friend » (Der Derian, 2005 : 27). En nous arrêtant sur la stratégie de sécurité nationale et la stratégie militaire nationale, nous trouvons important de souligner que cette critique vaut également pour le contexte de la Guerre contre la terreur, où on a pu constater avec tristesse un regain de vie des discours de géopolitique traditionnels. Si cela ne signifie pas que la stratégie globale américaine soit uniquement mue par des considérations de la politique de la puissance, il ne faut pas minimiser l'effet normatif de la « stratégisation de la politique globale » (*strategicalization of global politics*³⁰). Comment et par qui les stratégies sécuritaires et militaires sont transmises à la population importent. Si les élites de la sécurité nationale ont une influence réelle sur les décideurs, celle-ci prend vraiment toute son importance dans leur rôle de médiateur-acteur, notamment dans l'insertion de leurs idées dans la géopolitique populaire. C'est en partie ainsi que la sécurité nationale en vient à pénétrer les espaces du mode de vie américain. Et dans un contexte guerrier où on dit que l'important est de « gagner les cœurs et les esprits », cela devient essentiel

³⁰ L'expression est de Bradley Klein et a été par la suite reprise par Didier Bigo en français. En géographie politique, le terme de Klein a été transformé en *géostratégisation* par Gearóid Ó Tuathail. Il se rapproche toutefois davantage du terme « sécurisation » (*securitization*) développée par l'École de Copenhague : c'est « the making of a discursive claim that a particular foreign policy crisis or challenge has the locational and transcendent material national interests qualities that make it "strategic" » (Ó Tuathail, 2003 : 96).

et extrêmement politique. On parlera alors de la « diplomatie publique de sécurité nationale » et de la géopolitique populaire de la terreur.

7. 3 Les intellectuels de la terreur et la géopolitique populaire de la terreur

Un simple coup d'œil sur les sources d'information du grand public américain permet de constater comment celui-ci est aujourd'hui mobilisé pour lutter contre le terrorisme et la terreur. Cependant, dans le cadre de la Guerre contre la terreur, la révolution dans les technologies d'information et le rôle de plus en plus important des médias d'information dans nos vies avec la multiplication des chaînes d'information continue et l'Internet, il est plus difficile pour la population d'avoir un regard critique et informé de la géopolitique de la terreur menée par son gouvernement. C'est là que les faiseurs d'opinion – c'est-à-dire de nombreux chercheurs universitaires, des analystes politiques médiatiques, des chroniqueurs, certains politiciens et chefs militaires – tiennent un rôle-clé : ils participent à l'insertion de la « guerre contre la terreur » dans la vie politique normale en soulignant dans leurs analyses ponctuelles écrites, radiophoniques ou télévisées que cette guerre n'est pas comme les autres et qu'elle nécessite un certain apprivoisement de la terreur pour lutter contre elle. Pour eux, il va de soi que la Guerre contre la terreur nécessite une abjection de la terreur, une « géopolitique de l'abjection ». Ces « intellectuels de la défense » deviennent par conséquent des « maîtres de la terreur », qui servent de relais médiatique entre le gouvernement, les médias, les élites de la sécurité nationale et les citoyens (Debrix, 2005 : 1159). Ces discours idéologiques de la terreur, au dire de François Debrix, portent en eux les germes d'une préparation quasi-perpétuelle pour les citoyens américains à vivre avec la violence et la terreur (Debrix, 2005 : 1157). *In fine*, ces mêmes citoyens se retrouvent en quelque sorte les complices de leur État transformé soit en force constabulaire de l'ordre mondial sécuritaire³¹ soit en la puissance impérialiste ou hégémonique de la

³¹ Cette vision est la mieux exprimée par deux analystes très influents des cercles fermés et semi-fermés de la communauté de défense des États-Unis, à savoir Thomas P.M. Barnett et Colin S. Gray. Voir leurs ouvrages respectifs *The Pentagon's New Map : War and Peace in the Twenty-First Century* (2004) et *The Sheriff : America's Defense of the New World Order* (2004).

liberté, de la démocratie et de la civilisation (Mead, 2002; Fergusson, 2004). De nombreux livres ou articles, comme *The Pentagon's New Map*, l'article de Thomas P.M. Barnett ensuite devenu un ouvrage (que nous examinerons de plus près dans le cinquième chapitre), parlent de la Guerre contre la terreur. Ils constituent des « espaces de l'abjection américaine » en participant à la cartographie de la terreur que cherche à inscrire comme « normale » et globale la Guerre contre la terreur que les États-Unis mènent sous la férule de George W. Bush.

Les « intellectuels de la défense », par leurs discours géopolitiques qui parsèment la culture populaire, contribuent à une nouvelle culture sécuritaire qui inscrit le couplage sécurité/insécurité dans les pratiques de la vie quotidienne. Un discours vu comme du « réalisme de tabloïd », pour reprendre les termes du politologue François Debrix, est un discours géopolitique qui réaffirme la prééminence de la souveraineté territoriale et de la sécurité nationale en tentant d'alarmer le public, voire de l'effrayer, en recourant à des représentations souvent sensationnalistes des affaires internationales. Bien qu'il cohabite avec les discours réalistes plus formels des institutions politiques et de certains théoriciens universitaires, ce discours géopolitique populaire « is not to be interpreted as a uniform theoretical model. It is not a new theory of international politics. If anything, it is composed of fragments of realist geopolitics, American nationalist ideology, and cultural reactionism that are loosely put together to propagate shock effect in the public » (Debrix, 2003 : 161). Lorsque le spectre des événements du 11 septembre 2001 est discursivement mis en relation avec les échos de la situation sécuritaire en Irak ou qu'il est juxtaposé à des événements spectaculaires et traumatisants comme les attaques du train de banlieue du 11 mars 2004 de Madrid ou celles du métro de Londres du 7 juillet 2005, ces discours qui évoquent la terreur fournissent un contexte qui sied bien au discours sécuritaire de la Guerre contre la terreur de l'administration Bush. L'écriture de la politique mondiale dans la culture populaire – la géopolitique populaire – a son importance, car les élites politiques doivent parler d'images et d'histoires dans lesquelles se reconnaissent les citoyens, des

situations de leur vie quotidienne et de leur expérience nationale (Sharp, 2000 : 334). Il n'est ainsi pas surprenant que les politiciens utilisent des images et des métaphores qui sont déjà acceptées pour faire passer leurs arguments. Comme l'illustre Richard Devetak, les discours de sécurité nationale de l'administration Bush rappellent étrangement les récits gothiques d'Edgar Allan Poe : on parle de l'arène internationale comme une scène gothique parsemée de monstres et de fantômes (par ex., celui d'Adolf Hitler) et dont l'atmosphère ténébreuse met en relief des forces du mal indomptables et cruelles qui terrorisent la population humaine civilisée (Devetak, 2005a : 621). Ces forces monstrueuses à qui l'on prête symboliquement tous les maux (folie, irrationalité, violence, immoralité, etc.) sont ainsi générées discursivement pour alimenter la peur et la terreur dans les populations, afin de les préparer aux sacrifices que nécessite cette « guerre contre la terreur ».

Ces discours géopolitiques populaires paraissent « naturels », comme relevant du sens commun (comme la destinée manifeste), ce qui les fait passer inaperçus. En ce sens, la géopolitique populaire joue un rôle significatif dans la reproduction des valeurs et des croyances considérées comme « nationales », sans qu'elles ne soient vraiment préalablement discutées sur la place publique (Devetak, 2005a : 621). C'est ainsi que l'a fait le *Reader's Digest* pour la géopolitique de la guerre froide, servant à consolider l'identité nationale américaine de la guerre froide en intégrant des arguments géopolitiques dans les récits nationaux dominants (Sharp, 2000). Dans le cadre de la Guerre contre la terreur, l'action discursive de ces « intellectuels de la terreur », qui vise à maintenir un discours guerrier constant sur la scène publique, est présentée comme nécessaire pour maintenir le ralliement de la population derrière la stratégie de sécurité nationale du président face à la menace terroriste. En fait, ces « intellectuels de la terreur » fournissent les sous-entendus de la Guerre contre la terreur en articulant et en présentant les tenants et les aboutissants de cette guerre pour les Américains. Ils agissent tels des interprètes pour la population *et* pour les dirigeants politiques en présentant les enjeux militaires et symboliques de cette guerre. Ils situent les citoyens et

les dirigeants dans celle-ci en rappelant la mission de l'« Amérique » et les raisons de la solution violente militaire et en fournissant ses justifications morales (Debrix, 2005 : 1159-60). Bref, ce sont eux qui établissent, *pour la population*, la cartographie morale des États-Unis dans la Guerre contre la terreur et qui lui donnent une signification. Ce sont eux qui parlent aux Américains, pour les Américains également. Comme nous allons le voir dans le cinquième chapitre, nul n'a mieux accompli cela que Thomas P.M. Barnett, avec son *Pentagon's New Map*, étant invité sur de nombreuses tribunes, dont le *Wolf Blitzer Report* de la chaîne télévisée CNN.

Ce chapitre a posé les balises et les jalons du cadre analytique de cette thèse, qui se situe dans le champ disciplinaire des Relations internationales. Le prochain chapitre du cadre analytique porte plus précisément sur la conception de la puissance globale américaine et sur son affirmation globale depuis 1945.

CHAPITRE 2

COMPRENDRE LES ÉTATS-UNIS COMME PUISSANCE STRATÉGIQUE GLOBALE DANS LA GUERRE CONTRE LA TERREUR

L'affirmation identitaire du projet national de la puissance globale de la République-puissance libérale américaine marquée par le spectre de l'empire

The Cold war of the mind is exhibited when a confrontation between nations or states ceases to be simply a matter of a political clash of interests and instead takes on the character – the depth, the pervasiveness, the semi-permanence, the identity and the commitment – of an eschatological political culture.

- Ken Booth, *Cold Wars of the Mind* (1998 : 31).

Just as empire did not look imperial to most Americans, the militarized state did not look militaristic.

- Michael Sherry (1995 : 139).

Dans ce second chapitre de la thèse, nous jetons les bases de réflexion de notre étude en ce qui a trait à la compréhension des États-Unis comme puissance stratégique globale. Nous nous engageons dans les débats contemporains sur l'empire en faisant le point sur la puissance globale américaine. Avant d'en arriver à parler des États-Unis comme une puissance stratégique globale et d'élaborer plus longuement sur la logique de notre argumentation, nous croyons qu'il est indispensable de s'arrêter sur la montée en puissance des États-Unis dans les affaires internationales. Nous allons par conséquent exposer le contexte de constitution de la puissance des États-Unis comme État-nation et nous discuterons de leur rapport au concept d'empire et au libéralisme, ainsi que de l'impact que cela entraîne tant sur leur montée en puissance que sur l'exercice de celle-ci.

1. L'Amérique comme lieu – et comme État-nation

Le système moderne de divisions territoriales et de territorialisations a produit des États nationaux comme lieux principaux de l'organisation politique, économique et culturelle. Lorsqu'on considère les États-Unis comme une puissance globale, la carte qui les représente sur un territoire est nécessairement une approximation, une interprétation et une codification de la réalité. En effet, « [t]he undoubted success of the United States as a political-economic and cultural enterprise over the long term should not blind us to the limitations of the official story » (Agnew, 2002 : 3). Les États-Unis – souvent aussi désignés comme « l'Amérique » – en tant que représentation imaginaire du Soi renvoyant à un ensemble unifié et cohérent, reste une nation imaginée, qui n'existe que dans les textes et les discours de la vie sociale contemporaine : les habitants qui peuplent les États-Unis sont d'ailleurs des États-Uniens, non des Américains. Cet imaginaire américain, qu'on retrouve discursivement dans les forces sociales et les institutions politiques des États-Unis, continue malgré tout de fasciner. Comme le souligne Frederick Dolan dans ses « allégories sur l'Amérique » (d'après le titre de son ouvrage), cela veut dire qu'on ne peut ignorer combien la culture, les valeurs et le symbolisme de la réussite économique, politique et intellectuelle américaine attirent tout autant de gens opprimés dans le monde qui rêvent de liberté et d'une meilleure vie (Dolan, 1994). En effet, l'*American way of life* et le rêve américain sont encore des emblèmes qui rendent l'Amérique populaire à l'étranger, comme le rappelle avec justesse Jean Baudrillard :

Les États-Unis, c'est l'utopie réalisée. [...] La conviction idyllique des Américains d'être le centre du monde, la puissance suprême et le modèle absolu n'est pas fausse. Elle ne se fonde pas tant sur les ressources, les techniques et les armes, que sur le présupposé miraculeux d'une utopie incarnée, d'une société qui, avec une candeur qu'on peut juger insupportable, s'institue sur l'idée qu'elle est la réalisation de tout ce dont les autres ont rêvé justice, abondance, droit, richesse, liberté : elle le sait, elle y croit et finalement les autres y croient aussi (Baudrillard, 1986 : 76-77).

Qui plus est, depuis 1941, le globe, dans sa représentation cartographique totale, revêt un intérêt pour les États-Unis, parce qu'ils sont dotés d'une puissance dont les responsabilités et les intérêts sont *globaux*. C'est pourquoi, dans l'étude de la puissance

américaine et de sa redéfinition contemporaine dans la Guerre contre la terreur, on doit étudier autant les États-Unis dans leur contexte national (*at home*) que global (*abroad*). Or, pour ce faire, il faut cerner le discours dominant qu'on retrouve dans des récits qui racontent le parcours historique des États-Unis d'Amérique comme nation : « The national space of the United States is politically stabilized and homogenized through a dominant story, and how this story is then widely accepted as a true account of the ways things operate, irrespective of empirical observations to the contrary » (Agnew, 2002 : 3).

La cartographie pose la question des relations de pouvoir et, en fait, les liens savoir/pouvoir qu'implique la géographie, car la cartographie de la nation qui est produite avec des cartes qui représentent les États-Unis comme État/nation dans le monde « takes place on the often violently abstracted terrain of modern state space » (Sparke, 2005 : 13). La carte forge le monde qui la forge en retour; il s'agit là d'un processus social récursif qui fait en sorte que la pratique cartographique moderne est épistémologiquement indissociable de l'inscription de l'État/nation dans l'abstraction spatiale qui lui a donné corps et dans la description territoriale qui lui associe une identité nationale (Sparke, 2005 : 11-12). Il faut donc souligner les effets épistémologiques et concrets de la cartographie dans la production de l'espace abstrait, plus particulièrement dans les pratiques de planification, comme la planification de la défense des États-Unis. Cette dernière participe d'une vision néocolonialiste qui inscrit dans l'abstrait *et* dans la réalité concrète les frontières de l'État/nation et les limites de la projection de sa puissance entre des zones jugées civilisées et barbares, organisées et désorganisées, chaotiques et disciplinées (Sparke, 2005 : 10-11). Une compréhension relationnelle foucaldienne du pouvoir apparaît dès lors utile, voire indispensable, parce qu'elle permet de réinterpréter l'État autrement qu'un un acteur souverain particulier qu'on anthropomorphise. On peut ainsi concevoir l'État à travers les relations complexes et souvent conflictuelles, tout en considérant les pratiques d'inscription des espaces abstraits qui lui donnent corps et existence. En effet, si les gouvernements

américains se succèdent et changent, il reste des citoyens américains, une nation appelée Amérique et un État appelé États-Unis, même si les formes qu'ils prennent ne sont pas les mêmes (Ferguson, 1996 : 169).

Lorsqu'on regarde l'espace (comme espace sous le contrôle ou le commandement) des États-Unis dans l'ordre global d'aujourd'hui, c'est comme si nous regardions le territoire ou le peuple américains comme des observateurs externes. Cette approche verticale conçoit l'espace comme un lieu où une entité collective trouve une cohésion dans la conscience populaire en recourant à une image cartographiée et un récit ou une histoire qui représentent l'ensemble comme un « meaningful whole; it is as if powerful actors [were] imposing their control and stories on others » (Agnew, 2002 : 4). Cet espace demeure essentiel, comme l'explique l'historien américain de l'expérience de la frontière comme mythe Richard Slotkin, qui écrit que « so long as the nation-state remains the prevalent form of social organization, something like a national myth/ideology will be essential to its operation » (Slotkin, 1992 : 654).

Anne Norton nous dit : « America was constituted in the space between law and outlawry, between legitimacy and rebellion, between the immediacy of the spoken word and the endurance of the written text. America is a nation where "law is king," yet the Americans are also "a people who think lightly of the laws" » (Norton, 1993 : 139). On doit déchiffrer les tensions qui existent entre les États-Unis d'aujourd'hui avec la vision idéalisée des États-Unis comme la « première nouvelle nation » (Lipset, 1979), tel que l'on retrouve inscrit dans la Déclaration d'Indépendance et dans la Constitution¹. C'est cette force représentationnelle de la Constitution sur les Américains, du « territoire national comme texte », qui autorise les Américains à

¹ On ne peut pourrît comprendre les États-Unis en faisant abstraction des mythes fondateurs de la nation américaine. L'inconscient individuel et collectif des Américains est profondément marqué par la genèse de leur nation. Les États-Unis sont vus et dits comme étant la « première nouvelle nation », auteurs de la première constitution libérale; ils ont rejeté la construction nationale européenne pour s'implanter dans le nouveau monde en cherchant à s'ériger en société-modèle, en phare de la civilisation. Selon le pasteur puritain John Winthrop, arrivé en 1630, l'Amérique aurait été gardée vierge jusqu'à la Réforme pour que les hommes venus l'habiter puissent accomplir le projet providentiel (Adas, 2006).

comparer leur existence dans le monde comme « Américains » à leur existence idéalisée écrite pour l'éternité dans la Constitution :

Interpretation of the Constitution is thus an ambivalent communion, coupling the people and the text, the material and the ideal, aspiration and experience. In it the people recognize their ambivalent constitution between word and flesh. In it the people recall their authority. [...] Because it acknowledges the people as author of a text they know to have authored them, it invites them to recognize the dialectical nature of constitution. Because they are written into the text, as much in the name of the thing as in its content, it invites them to confirm that writing in the act and the acknowledgement of interpretation as a constitutional activity. It obliges them to be critical if they would be obedient, to comprehend the text if they are to be comprehended within it (Norton, 1993 : 136-38).

Au-delà de tout, en étudiant l'exceptionnalisme américain dans l'ordre global de l'après-Deuxième Guerre mondiale, depuis la fin de la guerre froide notamment, une des préoccupations de cette thèse est qu'on n'a pas à adhérer à celui-ci. Non seulement a-t-il été discrédité maintes fois par de nombreuses études rigoureuses, entre autres par les travaux historiques sur les débuts de la colonisation américaine, mais également par les travaux de théorie politique et les études du développement politique américain, même si un consensus n'a jamais été atteint dans chacun de ces champs du savoir (Chaplin 2003). Cela ne veut cependant pas dire que nous ne prenons pas en considération l'exceptionnalisme américain comme réalité discursive.

1.1 Au-delà des mythes fondateurs du libéralisme et de l'exceptionnalisme américains

La nation, pour reprendre l'expression du théoricien politique Benedict Anderson (1996), est une communauté imaginaire inventée par le biais de mythes, d'événements et d'autres images. Ces référents sont sélectionnés et embellis pour asseoir un espace discursif de communion, peu importe les inégalités et les divisions qu'il est possible de constater au sein de la société donnée. En l'absence de racines ethniques communes, de religion commune, voire de langage commun, le peuple américain a recours à des croyances et des idées partagées pour se penser collectivement en tant que nation. Le fait que l'identité nationale américaine soit fortement imprégnée de cette tradition d'exceptionnalisme s'est traduit sur le plan politique par l'instauration d'une véritable religion civile. Dès l'établissement des premiers colons puritains dirigés par le pasteur

puritain John Winthrop en 1630, depuis les débuts de la nation américaine, les habitants (qui sont devenus les Américains) se sont vus comme les citoyens de « la cité sur la colline ». En passant par l'idéalisme de Woodrow Wilson, l'« arsenal de la démocratie » de Franklin Roosevelt et la croisade reaganienne contre le communisme, l'idée d'une nation élue par Dieu pour être le « phare de la civilisation » (*One Nation Under God* est bien la devise nationale) a été véhiculée à travers la rhétorique de l'exceptionnalisme – et de son pendant direct, le libéralisme – américain.

Les États-Unis d'Amérique allaient être la nation qui ferait exception. Profondément influencée par la religion protestante, les États-Unis auraient pour « destinée manifeste »² d'éclairer l'univers et les autres nations du monde. Avec la Déclaration d'indépendance de 1776 et la Révolution américaine, l'esprit puritain s'est associé aux principes libéraux-démocratiques fondamentaux qu'on retrouvera ensuite dans la Constitution de 1787. Robert Kagan soutient que le nationalisme américain³ a llait prendre forme en suivant l'idéologie libérale républicaine que la Déclaration met en place :

² L'idée de destinée manifeste est du journaliste américain John O'Sullivan qui la décrivait dans la revue *Democratic Review* en 1845. Le Texas venait d'être annexé aux États-Unis et il exprimait alors la croyance en une mission providentielle pour les États-Unis, une croyance profondément ancrée dans l'inconscient collectif des hommes politiques et du peuple américain depuis les tous débuts de la colonisation de l'Amérique. Cette idée a acquis une telle force ensuite qu'elle est devenue une sorte de force motrice de l'histoire qui a façonné les relations internationales comme les progrès intérieurs des États-Unis, un paradigme qui a orienté la conduite des États-Unis sur la scène internationale tout au cours de leur histoire. De ce paradigme, deux interprétations de la destinée manifeste peuvent être énoncées : l'idée de « phare de la civilisation » qui doit donner l'exemple sur le continent nord-américain et celle de « peuple élu » qui doit mener une croisade mondiale pour propager les valeurs et principes américains. Ces deux idées sont associées à deux postures par rapport à la politique globale, l'isolationnisme et l'interventionnisme. Bien que dans l'historiographie traditionnelle, on ait fait de l'isolationnisme la caractéristique de la politique étrangère américaine de la période de la colonisation jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, parce que cela se réservait un rôle minimal joué par les États-Unis sur la scène politique extérieure, un rôle confiné à la zone continentale et des Amériques (ce qui ne tient évidemment pas compte des implications américaines en Asie à partir de 1890), il est indéniable que l'épithète isolationniste ne prend son sens qu'en opposition à l'interventionnisme, qui illustre mieux la conduite internationale des États-Unis depuis la Deuxième Guerre mondiale. L'interventionnisme prône effectivement un rôle plus important pour les États-Unis sur la scène internationale, dont nommément l'acceptation de leur rôle comme l'une des grandes puissances sinon la superpuissance du monde.

³ Nous allons plutôt parler du projet identitaire national américain étant donné l'absence de groupes et de mouvements autoproclamés et animés par des revendications nationalistes dans l'histoire nationale américaine.

the Declaration of Independence and the Revolution produced a different kind of nationalism, different from that of other nations, and different, too, from the type of British imperial nationalism to which Americans had paid their allegiance before the Revolution. Americans were now tied together not by common ancestry, common history, and common land but by common allegiance to the liberal republican ideology (Kagan, 2006 : 42).

Malgré une dissolution certaine de la tradition puritaine au sein de la société américaine au cours des XIX^e et XX^e siècles, l'exceptionnalisme reste présent sous sa forme « sécularisée » libérale. C'est cette dernière version qui correspond à l'idée véhiculée par les dirigeants politiques que les États-Unis sont une nation différente et à l'avant-garde qui a pour mission de promouvoir le libéralisme et de propager ses idéaux et ses valeurs démocratiques. Le récit de l'exceptionnalisme américain sous-entend ainsi une impression de supériorité morale inscrite dans une volonté de démocratie et de liberté pour les autres nations. La force discursive de cette idée se retrouve illustrée dans l'évocation d'un « empire bienveillant » (Kagan, 1998).

La particularité de cette idéologie libérale américaine – son exceptionnalisme – réside en l'absence d'un mouvement socialiste américain viable. L'analyste politique Seymour Martin Lipset a consacré une bonne partie de ses efforts de recherche à cerner les fondements idéologiques de l'exceptionnalisme américain. Intéressé avant tout à comprendre pourquoi le socialisme n'a jamais eu d'emprise aux États-Unis, Lipset soutient que l'exceptionnalisme américain est un concept à double tranchant (*double-edged*). Cela ne signifie pas que les États-Unis soient les meilleurs, mais bien qu'ils puissent être capables du meilleur comme du pire. Il part donc des travaux pionniers d'Alexis de Tocqueville sur l'exceptionnalisme américain pour affirmer que les Américains sont qualitativement différents des autres nations. À ce titre, tous les pays sont « exceptionnels ». Or, pour Lipset, et c'est là que le concept prend tout son sens, « The United States is exceptional in starting from a revolutionary event, in being the “first new nation,” the first colony, other than Iceland, to become independent. It has defined its raison d'être ideologically » (Lipset, 1996 : 18).⁴ L'exceptionnalisme correspond par conséquent au récit le plus fondamental à l'identité américaine et

⁴ Il est à noter que Lipset se trompe en négligeant le cas des Pays-Bas.

représente le mythe fondateur par excellence de la nation américaine (Marienstras, 1976). Il en exprime l'idéologie et renvoie à une croyance que le peuple américain possède une destinée particulière, différente des autres nations et résultant du choix de Dieu. Dans les mots de l'historien Walter MacDougall, les États-Unis constituent « la Terre promise, l'État croisé » (MacDougall, 1997). Être américain exprime alors un acte idéologique, voire religieux : dire l'exceptionnalisme américain revient à définir la religion civile américaine et à célébrer le libéralisme comme religion politique (Lipset, 1996 : 18).

En évoquant l'esprit de ce que nous venons d'appeler la religion civile et politique du libéralisme, à laquelle se rattache l'exceptionnalisme américain, Michael Kazin et Joseph McCartin écrivent, reprenant la formule de Michael Walzer⁵, qu'aux États-Unis, après la Guerre civile, la citoyenneté est devenue une religion et le projet identitaire national américain s'est fait *américanisme* suivant l'esprit de la destinée manifeste (Kazin et McCartin, 2006 : 4). L'américanisme, comme projet identitaire national américain, peut ainsi prendre le sens de « what is distinctive about the United States (and the colonies and territories that form it) and loyalty to that nation, rooted in a defense of its political ideals [...] – self-government, equal opportunity, freedom of speech and association, a belief in progress » (Kazin et McCartin, 2006 : 1). Il ne fait pas de doute que ce qui est vu comme l'américanisme se rapproche énormément de ce que nous appelons le libéralisme en tant que religion civile américaine. Depuis Tocqueville, autant les admirateurs que les critiques ont effectivement cherché à identifier la personnalité et l'idéologie de la nation américaine en regardant son développement politique (Kazin et McCartin, 2006 : 10). À travers le concept d'américanisme, on peut cependant vouloir dire plusieurs choses : un langage politique, le nationalisme américain, une idéologie, un ensemble de traditions. Il s'avère cependant assez évident, en raison de la puissance américaine dans le monde, que c'est

⁵ La formule de Walzer est « to make a religion out of citizenship ».

à travers l'évolution historique des États-Unis que cela semble le plus utile de regarder pour donner un sens à l'américanisme (Kazin et McCartin, 2006 : 12).

L'exceptionnalisme américain, ou l'américanisme, comme tout récit identitaire, ne peut en conséquence être compris que si on le replace dans son contexte culturel, en tenant compte des relations de pouvoir ainsi que de la création, de la transmission et de l'interprétation de sa signification. D'une expérience historique mythifiée, l'exceptionnalisme américain est devenu un étrange mélange de mysticisme religieux et de libéralisme politique, un mythe « moteur » qui a poussé à l'action. Même si aujourd'hui la rhétorique de l'exceptionnalisme n'origine pas de la même ferveur religieuse qui animait les premiers colons, il n'en reste pas moins que sa reprise dans les discours politiques et théoriques a entraîné un certain consensus idéologique au sein de la population, en plus d'instituer un mode narratif et émotif particulièrement puissant dans la production de l'identité. Les discours faisant appel à l'exceptionnalisme américain font ainsi beaucoup plus que raviver et/ou perpétuer un mythe fondateur : ils créent un sentiment d'appartenance et constituent une certaine identité nationale. L'idéologie libérale contenue dans le récit de l'exceptionnalisme oriente donc *de facto* le champ d'action politique des dirigeants tout comme elle explique le maintien d'une identité vue comme exceptionnelle (Hunt, 1987 : 13-18). L'exceptionnalisme renvoie à une idéologie inhérente au discours américain qui permet de maintenir en place une identité politique véhiculée comme étant supérieure à celle des autres nations. C'est ce qui permet d'expliquer, par exemple, pourquoi les dirigeants de l'État décident qu'il en incombe aux États-Unis de contrôler l'Espace « pour le bien de l'humanité ».

1.2 Pour en finir avec les débats sur l'Empire

En faisant allusion à la politique étrangère interventionniste des États-Unis sous George W. Bush et dans la poursuite de la compréhension de la portée de l'exceptionnalisme dans le projet identitaire libéral américain, il est tout à fait légitime et correct de se demander si les débats récents sur la question de l'empire n'ont pas épuisé les avenues

de recherche et de croire que ce devrait être une voie à délaissier, voire à abandonner. En effet, ce qui est vu, dans plusieurs discours populaires et savants, comme des projets impérialistes américains ressemblent davantage à des efforts de gestion de l'ordre global par les États-Unis qu'une tentative de gouverner politiquement le système international comme l'entité détentrice du pouvoir souverain global (Calhoun, Cooper et Moore, 2006 : 12). On sait que les professionnels de la science sociale et des sciences humaines alimentent considérablement le débat sur l'empire. Aux États-Unis, ils font partie de ce que nous avons appelé la géopolitique formelle, et cette influence se fait sentir avant tout dans les lieux comme les *think tanks*, des revues spécialisées comme *The National Interest* ou, encore, dans l'antre du pouvoir même, comme conseillers officiels ou occultes au Pentagone ou au Conseil de sécurité nationale (Saada, 2006 : 35). Si leur influence est d'abord liée au pouvoir politique, il ne faut pas négliger leur capacité de relais de l'information et de (dés)information. En effet, ils sévissent aussi (de plus en plus) dans la géopolitique populaire, en participant à des émissions de télévision à heure de grande écoute et à des émissions d'affaires publiques pour servir à titre d'« experts ».

L'extension métaphorique des États-Unis comme empire a pris une telle ampleur dans les débats contemporains sur la politique étrangère américaine qu'il est devenu difficile de continuer d'en nier la présence, même si c'est plus aux limites du concept traditionnel d'empire que les États-Unis correspondent (Stoler, 2006a : 127). Si certains refusent de voir cet empire ou de l'appeler par son nom, et lui préfèrent des expressions comme quasi-empire, c'est souvent en référence à des empires plus « vrais » et « visibles » comme l'auraient été les empires européens (Stoler, 2006a : 129). En ce sens, Ann Laura Stoler a certainement raison de dire que les définitions précises d'empire sont peu utiles et qu'il faut plutôt s'intéresser aux catégories que le pouvoir impérial met en scène pour vraiment pouvoir comparer, comme, par exemple, la prétention à des valeurs universelles – elle propose pour ce faire le concept de formation impériale, dont nous reparlerons plus loin dans le chapitre (Stoler,

2006b : 52). D'ajouter Craig Calhoun, Frederick Cooper et Kevin Moore : « Claims *not* to be an empire are also ideologically loaded, as are claims to being a different kind of empire from anybody else, something which [...] are common to many empires » (Calhoun, Cooper et Moore, 2006 : 3; en italiques dans l'original). D'ailleurs, le concept d'empire est un de ces concepts qu'ont dit « essentiellement contestés » (Connolly, 1993, 10-44; Gallie, 1956), comme d'autres concepts, celui de puissance par exemple. Ce sont des concepts dont l'emploi génère des débats irrésolubles qui ne peuvent être prouvés empiriquement en raison de présupposés ontologiques irréconciliables (qu'ils soient moraux, idéologiques, politiques, etc.) mais qui demeurent néanmoins utilisés par des interlocuteurs.

Qu'on utilise l'empire comme métaphore ou comme outil analytique, le débat actuel est lié à la tentative de compréhension de l'exercice de la puissance globale des États-Unis depuis George W. Bush. Que le terme soit approprié ou utile n'est pas l'élément le plus important, car qu'est-ce que cela peut-il bien changer de dire que les États-Unis sont un empire ou un hégémon global? C'est pourtant là que tout un débat s'est engagé, un débat qui a dégénéré sur les valeurs et l'identité américaines sur le fait d'être un empire ou non, sur la compatibilité entre l'empire et la démocratie libérale, sur la direction que devaient prendre les États-Unis (empire ou hégémonie). Ce débat a cependant, surtout, eu pour effet de faire oublier qu'*on ne remet pas* en question la suprématie américaine (Saada, 2006 : 36). Hors de tout doute, le bienfait de parler de l'empire est que cela impose de parler de la puissance, de ce qu'elle permet de faire et quelles sont ses limites (Connolly, 2006 : 22). À ce titre, Dan O'Meara se demande quelle peut bien être l'utilité de soulever la question de « l'impérialisme américain » pour mieux comprendre la situation de puissance globale des États-Unis et la politique étrangère américaine sous la férule de l'administration de George W. Bush. D'une part, O'Meara croit, avec raison, que des distinctions considérables existent entre les diverses administrations. D'autre part, il affirme aussi que « It seems to me that if the United States *is* an imperialist power bent on empire, it essentially makes little

difference who occupies the White House, whether the President lies about weapons of mass destruction, or even whether America illegally invades Iraq. These things are irrelevant because the “imperialist” character of the United States explains everything » (O’Meara, 2006 : 18). Il avance également, comme Stoler et Kaplan, que nous retirons peu de valeur analytique d’une analyse de l’empire américain comme un empire « informel » (O’Meara, 2006 : 4). Il écrit ainsi qu’

Anchored in concrete but bygone historical conjunctures, forms of rule and resistance, cultural practices, and economic and state policies, such concepts reflect particular epistemological strategies whose contemporary validity can most charitably be described as questionable. Thus, whether conceived as ‘informal’ or as decentred or ‘without an address’, notions of American ‘empire’ and US imperialism are, at best, little more than *weak historical analogies*. They may furnish moral comfort to both the proponents and opponents of current US policy, but they obfuscate more than they reveal, and are thus confusing and misleading categories through which to analyse the emerging global order, let alone act within it (O’Meara, 2006 : 18; en italiques dans l’original).

En ayant en tête ces critiques, il faut éviter de faire une distinction qui ne serait que sémantique : il nous faut expliquer pourquoi nous choisissons un terme et en rejetant un autre. Il faut pouvoir justifier l’utilisation du langage impérial pour parler des États-Unis. De dire l’historien George Steinmetz:

The *discourse* of empire is also part of the very object we need to analyze if we want to understand what modern empire is and how the United States relates to this category. Social theorists nowadays tend to agree that social life is inextricably a matter of discourse as well as material processes (of production, domination, exploitation, etc.). The depiction of the United States as an empire within some corners of academe and the foreign-policy establishment is not just an epiphenomenal counterpart to more substantial political developments; instead, it is a *performative* bid to make visible what was often historically hidden or euphemized as democracy, free trade, and human rights (Steinmetz, 2006 : 138).

Il faut d’ailleurs souligner que l’usage de l’empire dans le débat savant est autant politique qu’analytique, c’est pourquoi certains parlent même d’un débat politique sur la comparaison (*politics of comparison*) (Stoler, 2006c). Or, pour des raisons que nous expliquons en détails dans cette section, nous refusons de nous engager dans cette voie comparative, en sachant que l’on pourrait discréditer cette interprétation qui, refusant de se prêter au jeu de la comparaison avec les autres puissances impériales de l’histoire, donne l’impression de souscrire à une vision de l’empire américain comme étant exceptionnelle dans son évolution historique.

Premièrement, l'approche préconisée ici ne souscrit pas aux approches de politique comparée ou de la sociologie historique. Nous ne sommes pas engagés dans une entreprise cherchant une comparaison entre les États-Unis et les autres puissances impériales, surtout que chaque histoire impériale est unique en son genre. Bien qu'elle puisse donner une certaine profondeur historique au débat actuel, la question des origines historiques de l'empire américain – c'est-à-dire de savoir si l'empire américain remonte à la colonisation du continent ou à sa phase plus agressive de politique étrangère qui se manifeste à l'égard de l'Amérique latine tout au long du XIX^e siècle et qui culmine en 1898 dans la Guerre hispano-américaine – est un débat pour les historiens qui n'a que peu d'intérêt pour l'argument central de cette thèse. Nous ne nous intéressons pas non plus dans cette thèse à la dimension « territoriale » de l'empire américain dans son évolution historique, bien qu'elle soit d'un intérêt indéniable⁶. En ce sens, nous n'espérons pas clore un débat en refusant de nous prononcer sur la question à savoir si les États-Unis sont un empire ou non dans le sens historique de la forme de régime politique (voir Steinmetz, 2006)⁷. Deuxièmement, nous voulons, à l'instar de Dan O'Meara, affirmer l'importance fondamentale de la spécificité culturelle et politique des États-Unis comme entité politique dès leur naissance. Mais ce qui importe ultimement, c'est que ce nous faisons dire au concept d'« empire libéral américain » dans nos explorations de la puissance stratégique globale des États-Unis dans l'après-Deuxième Guerre mondiale. Cela prend d'ailleurs tout son sens dans la Guerre contre la terreur, alors que nous nous intéressons au discours

⁶ L'historienne Marilyn Young écrit ainsi : « If we define imperialism territorially, the acquisitive phase of America's imperialist career seems, at first glance, brief and by the standard of other empires quite modest. If we include military bases (which do after all occupy territory), the picture changes. Add to bases outright protectorates, satellite or client governments, and heavily dependent allies, and the tide of the Stars and Stripes runs very strongly indeed as the twentieth century progresses. If we include preponderant economic influence, there would be very few countries (apart from the socialist nations) outside the American empire » (Young 1973 : xii).

⁷ Une description plutôt élargie mais utile de l'empire est proposée par Craig Calhoun, Frederick Cooper et Kevin Moore : « a political unit that is large and expansionist (or with memories of an expansionist past), reproducing differentiation and inequality among people it incorporates. Empire could be a phase in a polity, for if incorporation ceased to entail differentiation, it could result in a relatively homogeneous polity that becomes nation-like and less empire-like. Uniformity could reflect assimilation, imposed or otherwise, or extermination » (Calhoun, Cooper et Moore, 2006 : 3).

néoconservateur – lequel emploie volontiers le concept pour référer aux États-Unis – et à son influence sur la politique étrangère de l’administration Bush et sur la stratégie astropolitique de contrôle hégémonique de l’Espace. Finalement, en gardant grand ouvert le champ des études américaines et en adoptant le concept développé par Ann Laura Stoler, nous parlons des États-Unis comme d’une formation impériale.

2. Pour un empire libéral américain

Comment doit-on interpréter la volonté de domination globale des États-Unis ? Comme l’expose le théoricien des théories réalistes offensives des relations internationales, John Mearsheimer, les États-Unis sont peut-être un hégémon qui poursuit un ordre global libéral, mais ils doivent le faire en employant des moyens anti-libéraux (Mearsheimer, 2001). L’idée d’un empire libéral ramène la question de ce que représente et signifie le libéralisme, dans sa version américaine, et quelles sont les tentatives récentes des États-Unis de refaire l’ordre mondial à leur volonté. C’est donc en reprenant certains des arguments de l’historien Charles Maier contre lui-même⁸ – parce qu’il a refusé de façon un peu cavalière de trancher une fois pour toutes sur cette question en raison des polémiques suscitées par le terme aux États-Unis (il parle de « quasi-empire ») – que nous persistons et signons avec le terme d’empire libéral américain, parce que c’est une épithète qui a une acceptation générale, malgré qu’elle ne fasse pas consensus quant à son contenu ou à ses limites⁹. En sachant que toute tentative de synthèse historique et/ou théorique d’histoire politique est toujours plus facilement ouverte aux critiques – alors qu’il s’avère inévitable de devoir laisser à l’écart de la vision dominante certains mouvements minoritaires ou dissidents – nous

⁸ Maier écrit ainsi : « the United States reveal many, but not all, of the traits – at least not yet – of the traits that have distinguished empires and that we can learn from exploring the analogues; and *I use the term from time to time in that spirit* » (Maier, 2006; 3; c’est nous qui soulignons).

⁹ Cette position se rapproche de celle de Desmond King. Bien qu’il récuse le terme d’empire pour les États-Unis, en disant que ce soit une position contraire aux valeurs du projet identitaire national américain, King affirme néanmoins que les États-Unis sont dotés de caractéristiques se rapprochant d’un empire (*empire-like*), qu’ils manifestent certains traits de construction d’un empire et que plusieurs des engagements globaux des États-Unis et de leurs interventions depuis 1945 évoquent une pensée impériale (King, 2006).

sommes néanmoins convaincu que de mettre en relief un héritage commun – le libéralisme républicain¹⁰ (ou libéralisme américain tout court ou encore américanisme) – permet de donner un sens directeur à notre analyse (Pasley, Robertson et Waldstreicher, 2004 : 7).

De manière surprenante, une étude récente qui vient nous aider dans cette entreprise analytique interprétative est celle du néoconservateur Robert Kagan qui, dans *A Dangerous Nation*, affirme sans détour que les États-Unis sont, dès leur naissance, un empire *libéral* : « By 1776 the ambitions driving Americans toward their future overwhelming global power were in place. Aspirations to greatness, visions of empire, and the belief in the exceptional freedoms enjoyed in the colonies all played a part in fomenting the War of Independence with Great Britain » (Kagan, 2006 : 78 et 38). Il parle, dès la Révolution américaine, de « l'universalisation de la politique étrangère américaine » et des États-Unis comme la « première république libérale », en tant que régime n'ayant plus à répondre à un monarque (Kagan, 2006 : 38 et 71). Il considère la Déclaration d'indépendance américaine comme le premier document de politique étrangère des États-Unis¹¹. Si Kagan conçoit le libéralisme américain comme rendant plus difficile l'établissement d'une politique étrangère planifiée et l'identification d'un impérialisme plus traditionnel – c'est-à-dire européen – il affirme que la politique étrangère américaine a toujours été expansionniste et que c'est ce que la Constitution

¹⁰ C'est aussi ce que Vibeke Schou Pedersen conçoit comme le paradoxe de la synthèse libérale-républicaine sécuritaire (Pedersen, 2003). Robert Kagan résume bien combien la vision libérale allait être *la vision américaine*, marquant la gouvernementalité de l'État américain dès le départ, car « individual Americans cared about more than money and security. Considerations of honor, ideology, and morality shaped American attitudes toward their place in the world as well. But American leaders could not chart a course in foreign affairs that failed to meet the demands of the people for individual opportunity and gain, even if they wished to do so. For this reason it was, and remains, hard to establish a clear separation between American domestic policy and what is usually considered "foreign policy." American actions abroad as well as at home were dictated to an unprecedented degree by the will of many thousands of interested individuals and groups under the influence of a liberal worldview, rather than by statesmen operating on a separate plane of geopolitical thought » (Kagan, 2006 : 77).

¹¹ Il écrit ainsi : « To win foreign support – and, above all, French support – in the war against Britain, the colonists needed to demonstrate their final and irrevocable commitment to fight for their independence. In practical terms, the Declaration provided the international legal basis for France to lend support if it chose. It declared America a sovereign nation, and with that sovereignty came the legal right and ability to form alliances and establish terms of trade with other nations » (Kagan, 2006 : 41).

reconnaît dès le départ, montrant une victoire des forces nationalistes sur les forces isolationnistes/localistes. En somme, pour Kagan, le débat entre les fédéralistes et les antifédéralistes au XVIII^e siècle est le même débat que celui qui anime l'histoire nationale américaine jusqu'à ce jour, à savoir un débat entre les tenants des États-Unis comme une république et comme un empire, entre l'isolationnisme et l'interventionnisme/l'internationalisme, entre l'Amérique comme exemple pour le monde et l'Amérique comme l'agent transformant activement le monde. C'est ce même débat que nous discutons en ayant en tête le régime gouvernemental de sécurité nationale des États-Unis après la Deuxième Guerre mondiale. Et, comme Kagan, « in the 1780s as later, the foreign policy dimension of the debate was inseparable from the argument over governance at home » (Kagan, 2006 : 70).

L'imagination libérale qui caractérise tant les États-Unis – et qu'on doit beaucoup à Louis Hartz dans les sciences sociales (Hartz, 1991) – rend compte des contradictions au sein de la république américaine, discréditant l'idée même d'empire (King, 2006). En effet, on sait que les Américains sont myopes devant ce que leur puissance représente et la pensée même d'un empire américain leur est difficilement concevable. Il y a en ce sens une « distance and mutual incomprehension between how most Americans think of themselves and how people around the world see America » (Purdy, cité dans Bishai, 2004 : 50). La réarticulation constante de l'idéal des États-Unis comme l'« empire de la liberté » ne laisse donc aucune place pour un empire américain, tant bien même il semble indiscutable¹². Cependant, si on vient à comprendre la puissance nationale américaine et le projet d'une république libérale américaine comme une *différente* forme d'impérialisme, il devient possible de

¹² L'un des récits américains majeurs de l'après-Deuxième Guerre mondiale qui sert le plus souvent d'explication pour l'internationalisme américain dit que les États-Unis seraient les héritiers de l'entreprise civilisationnelle occidentale (Kaplan, 1994 : 17). S'il était plutôt dominant dans la première moitié du XX^e siècle, pour des raisons évidentes (le mouvement de décolonisation, l'expérience de l'Holocauste et les problèmes récurrents au sein de la société américaine avec les minorités visibles, notamment les Afro-américains), ce récit de l'impulsion impérialiste et civilisatrice, même s'il est relativement passé sous silence après 1945, établit la politique étrangère américaine depuis la Deuxième Guerre mondiale en comparant les États-Unis aux autres puissances impériales de l'histoire.

confronter l'enjeu de l'hégémonie/empire sans avoir à faire face aux oppositions d'usage de la part des Américains eux-mêmes. Comme l'explique Linda Bishai : « [A]lthough American global dominance can sometimes look or feel like the classical empires of history, it is a different sort of empire because it is based on a noncoercive model and does not have territorial control as a goal. The American Empire, if one must use the term, is a liberal one undertaken for the sake of a greater good – that makes it different in a positive sense » (Bishai, 2004 : 51).

C'est dans l'adéquation entre l'universel et le particulier, entre l'exceptionnalisme et l'universalisme donc, que l'idée d'un empire libéral américain devient possible. En ce sens, comme nous l'avons soutenu jusqu'ici, il ne faut surtout pas croire que les récits de l'empire et de l'exceptionnalisme soient en opposition ; ils sont plutôt en étroite relation, imbriqués l'un dans l'autre. L'exceptionnalisme américain et l'image de la destinée manifeste sont en ce sens au cœur de toute compréhension de l'empire/impérialisme américain et ils en constituent autant de tensions, comme Amy Kaplan l'exprime si bien :

In a dramatic turn away from the disavowal of its own imperial history, the embrace of empire across the political spectrum celebrates and normalizes US global dominance as an inevitable process. The notion of the homeland, with its nativist connotations, works to protect a sense of domestic insularity, always under attack yet cordoned off from the threatening outside world. While mainstream discourse places the homeland and the empire in separate spheres ... isolationism and internationalism in US policy today are two sides of the same imperial coin (Kaplan, 2004 : 162).

Néanmoins, étant donné qu'il y a encore tant à écrire et qu'il y en aurait encore tant à écrire sur le « projet impérial libéral américain » dans le vécu et dans le quotidien, nous renvoyons aux travaux d'études américaines et aux travaux inspirés par la théorisation postcoloniale pour une production empirique sur l'empire libéral américain qui déplace au monde de l'histoire vécue le projet impérial américain dans les préoccupations quotidiennes des Américains (Kaplan et Pease, 1993; Stoler, 2006a). Cette recherche s'intéresse ainsi non pas à la vie au sein de l'empire mais à *ce qui crée les conditions de possibilité pour pouvoir parler d'un empire libéral américain et, surtout, à ce que les dirigeants de l'État américain en ont fait depuis 1945*. Cela étant dit, au demeurant,

The question may *not* be whether current representations of an omnipotent or defunct American empire help or hinder understanding the contemporary situation but rather why these representations surface in the form they do, what resonance they have — whether accurate or not. [...] Reassessing what we think we know about empire (its historical specificities, its after effects, its durabilities) entails reassessing what counts as evidence. Some of the “*lessons*” may stretch us to find new ways to demonstrate that imperial effects are intimately bound to who, where, and what we are asking. To enter the debate may be to relocate what counts as knowledge and its fields of force (Stoler, 2006a : 146).

C’est dans cet esprit que nous allons parler du projet identitaire américain dans la phase de puissance stratégique globale américaine en tant qu’État libéral sécuritaire.

2.1 Les États-Unis comme État-nation/empire (ou l’Empire comme l’*American way of life*)

Dans le langage théorique des Relations internationales, nous sommes tellement imprégnés d’un discours centré sur l’État-nation que nous avons souvent oublié de penser en dehors de cette catégorie politique, notamment dans le monde dit occidental. Sachant que cela puisse poser problème pour certains, l’un des postulats de cette thèse entreprend de penser l’évolution historique des États-Unis comme République-puissance en empruntant une voie différente, qui ne rejette ni l’empire ni l’État-nation mais les embrasse tous deux. Suivant l’invitation à s’intéresser à la spécificité des États-Unis dans leur formation politique et culturelle comme État-nation impérial lancée par Dan O’Meara, nous prenons soin de bien le situer dans l’espace, le temps et à l’intérieur d’un cadre théorique plus précis. Nous optons d’emblée, comme le fait, pour des raisons théoriques bien différentes¹³, Dan O’Meara, pour appréhender les

¹³ Pour des raisons ontologiques et épistémologiques, nous n’allons donc pas nous en tenir à une vision de l’impérialisme qui serait l’héritière des théories marxistes et léninistes de l’impérialisme. De ne pas s’immiscer plus à fond dans ce débat sur l’empire entre les différentes obédiences théoriques matérialistes historiques n’est ni une stratégie d’évitement ni une tentative de fermer le débat. Au contraire, nous voulons garder cet espace de débat ouvert à la relecture, à la critique et à d’autres interrogations, mais pour les besoins de la présente recherche, nous voulons éviter de nous empêtrer dans des débats aussi pointus qu’obtus en ce qui a trait au rôle du capitalisme dans la politique globale. Plusieurs historiens de la guerre froide et chercheurs en Relations internationales, qui ont notamment adopté une approche matérialiste historique, ont suggéré que de considérer les États-Unis comme un empire en utilisant la littérature sur la mondialisation fournirait de meilleures bases historiques et conceptuelles pour comprendre la puissance américaine et offrir certains éclairages sur le contexte général du présent discours impérial. Il est avancé que, d’une part, la combinaison de l’empire américain avec la mondialisation nous donnerait une version plus historicisée de la celle-ci, et notamment une qui ramènerait la puissance dans le calcul, plutôt que de limiter la mondialisation à un phénomène neutre ou naturel (Mabee, 2005 : 1363). D’autre part, il est soutenu que cela nous donnerait également une

États-Unis comme étant dès le départ un État-nation/empire. Ce faisant, c'est *comme si* le processus de construction historique des États-Unis alliait un processus concomitant de construction nationale et impériale qui lui est bien particulier, d'où la prégnance de l'idée de destinée manifeste et de l'exceptionnalisme américain¹⁴. Nous affirmons donc que les formes d'impérialisme et les pratiques impériales à la maison et à l'étranger doivent être vues comme étant des processus enlacés et interreliés de constructions d'empire et de nation (*empire-building* et *nation-building*).

Sans croire que nous sortons tout à fait des sentiers battus ici en défendant une telle position, alors que la spécialiste des études américaines Amy Kaplan interroge ce « terrain impérial » depuis un certain temps déjà¹⁵, nous préférons de loin aborder le cas des États-Unis en presumant qu'ils ont toujours été porteurs d'un certain projet impérial qui a été contesté par de nombreuses franges de la société américaine. Cette position nous amène ainsi à souscrire à une grille de lecture qui place l'impérialisme américain au cœur de la vie américaine et du projet identitaire américain, une position qui, à bien des égards, n'est pas sans rappeler les travaux de l'historien William Appleman Williams, qui pensait l'« *empire as a way of life* ». Pour Williams, l'empire américain était le produit d'un processus dynamique consistant en « activities dominated by economically, politically, and psychologically by a superior power » tout en étant simultanément un « territoire » lorsqu'on cite la « static description of the empire at any moment » (Williams 1980 : 5).

meilleure conception de la posture des États-Unis dans l'ordre global contemporain et possiblement une base de comparaison avec le passé. Pour peu qu'il apparaisse salubre, cet argument de sociologie historique voulant confronter le discours des États-Unis comme empire avec le discours des Relations internationales doit ultimement être rejeté. En vérité, comparer les États-Unis avec d'autres empires ne doit pas nous faire oublier les particularités contextuelles du capitalisme global et de la mondialisation. Une autre chose à laquelle il faut être sensible en procédant de cette façon est que le rôle de producteur et de gestion d'un ordre global assumé par les États-Unis dans l'hégémonie globale néolibérale doit être mis en relief. Il semble donc admis que des relations serrées peuvent être décodées du lien entre mondialisation, sécurité et hégémonie/empire qui caractérise la puissance globale américaine actuelle. En ce sens, la politique identitaire des États-Unis pourrait atténuer la portée de l'analyse historique comparée centrée sur l'empire.

¹⁴ C'est notamment ce que prétend Amy Kaplan dans son *Anarchy of Empire* (2002 : 15).

¹⁵ Elle le fait surtout depuis l'ouvrage co-dirigé avec Donald Pease, *Cultures of United States Imperialism*, publié en 1993 aux presses de l'Université Duke.

Dans cette optique, l'empire est imbriqué dans le tissu culturel de la vie américaine¹⁶. Il ne fait aucun doute que cette position s'insère parfaitement dans notre cadre géopolitique critique et rejoint les propos de David Campbell sur la constitution des États-Unis comme État, comme simulacre d'une communauté politique aux frontières morales en constante redéfinition. Cette entreprise de construction nationale/impériale américaine avance que les États-Unis ont toujours été une entité postimpériale qu'on peut étudier à travers le destin d'un « empire de la liberté » pris dans ses aventures coloniales et néocoloniales¹⁷. Dans les études américaines, et dans les champs inspirés par les approches postcoloniales, on parle d'empires et « d'espace impériaux comme des zones de contact et des sites de rencontre » (Kaplan, 2002:14). Reprenant les travaux de Ann Laura Stoler et de Frederick Cooper (1994), Kaplan explique comment les relations de pouvoir impériales doivent être lues autant comme des relations violentes que des « tensions impériales », où des relations de « conflit, negotiation, discipline, and fantasy [...] together reshape the colonized word the imperial metropolis. These engagements [...] occur within political and social structures of power and domination that both form and are transformed by these colonial encounters » (Kaplan, 2002 : 14). L'empire comme mode de vie américaine raconte des histoires de peuples qui ont été dominés comme « étrangers » et de sujets américains qui en ont bénéficié, lui ont été assujettis ou lui ont résisté. L'impérialisme vu à travers des lunettes postcoloniales postule en effet que ce qui est affaire

¹⁶ Cette voie qui conçoit les États-Unis comme un État-nation/empire a été négligée, voire carrément rejetée, au sein du champ disciplinaire américain des Relations internationales, en raison notamment de sa discussion plutôt libérale (dans le sens de tolérant) des États-Unis comme empire. Cela explique d'ailleurs l'absence de l'étude de l'empire dans les Relations internationales américaines.

¹⁷ Ainsi que plusieurs études historiques en histoire diplomatique et sociale des États-Unis des débuts de la colonisation des États-Unis (*Early America*) et postcoloniales l'ont argumenté, l'absence des États-Unis dans plusieurs études sur l'impérialisme a fait des États-Unis un projet national exceptionnaliste plutôt que de mettre en relation les projets de construction impériale et nationale. En effet, il s'avère important d'exposer comment les pratiques coloniales américaines mises en oeuvre dans leur propre expansion continentale ont été exportées à l'étranger (les Philippines notamment) et ont joué un rôle central dans l'exploration de nouvelles frontières et de nouvelles limites (Go et Foster, 2002). Les pratiques coloniales et impériales américaines liées à la « chasse aux Indiens » sur le sol nord-américain enseignent beaucoup sur les pratiques américaines de conquête impériale et d'expansion de la frontière à l'intérieur et au-delà des frontières géopolitiques des États-Unis (Kramer, 2005, 2006).

d'économie et de politique étrangère est déjà mieux rendu par des relations internationales et transnationales qui reproduisent ailleurs des conflits intérieurs. C'est pourquoi nous empruntons beaucoup aux travaux d'Amy Kaplan et réservons l'usage du terme « empire américain » pour mettre en relation l'exercice de la souveraineté nationale d'un empire que sont l'entité politique connue comme les États-Unis d'Amérique, une entité politique dont les frontières sont en constante expansion globale : « The American Empire has long followed a double impetus to construct boundaries and patrol all movement across them and to break down those borders through the desire for *unfettered expansion* » (Kaplan 2002 : 15; c'est nous qui soulignons).

Nous sommes également en accord avec Kaplan pour cerner la représentation des États-Unis comme un État-nation/empire comportant un rapport trouble et avec le projet identitaire national : « I am interested in how dominant representations of national identity at home are informed and deformed by the anarchic encounters of empire, even as those same representations displace and disavow imperialism as something remote to US nationhood » (Kaplan, 2002 : 16)¹⁸. En étudiant les formes d'impérialisme et les pratiques impériales américaines, il est possible de comprendre et d'exposer « how putatively domestic conflicts are not simply contained at home but how they both emerge in response to international struggles and spill over national

¹⁸ Elle écrit ainsi : « When turning to the “imperial moment of 1898”, it must not be to look at the myth of the Western frontier experience, but “to highlight the relation of imperialism abroad to the assault on Reconstruction at home, and the way some African Americans seized war abroad as an opportunity to claim citizenship in an imperial nation. Thus I am interested in tracing not only the ways in which imperial relations abroad were rendered through the lenses of black/white relations at home, but the way these two arenas were intermeshed » (Kaplan 2002 : 18). L'assise théorique de Kaplan pour ce qu'elle appelle « l'anarchie de l'empire » provient de sa réinterprétation du travail pionnier de W.E.B. Du Bois sur l'impérialisme et la race, dans lequel il a critiqué le colonialisme et l'exploitation raciale qui l'accompagnait. Le terme est emprunté à un poème de Du Bois qui « suggests the breakdown or defiance of the monolithic system of order that empire aspires to impose on the world, an order reliant on clear divisions between metropolis and colony, colonizer and colonized, national and international spaces, the domestic and the foreign » (Kaplan, 2002 : 13). La force analytique de son « anarchie de l'empire » réside dans sa compréhension de l'impérialisme américain à travers son histoire, qui montre à quel point l'anarchie a été « integral and constitutive part of empire, central to the representation of US imperialism in dispersed locations and at different historical moments » (Kaplan, 2002 : 13).

boundaries to be re-enacted, challenged, or transformed » (Kaplan, 1994 : 16). Nous abondons aussi dans le même sens que Kaplan dans l'utilisation des thèses d'Edward Saïd sur l'impérialisme et la culture, qu'elle adapte en faisant de l'interprétation saïdienne de la culture un site qui produit et reproduit l'État-nation à la maison et dans les colonies¹⁹ : « the history of US imperialism, where colonialism and anticolonialism, nation-building and empire-building joined together in geographic dominion over Native Americans, and where slavery and immigration brought people subject to imperialism to settle inside national borders » (Kaplan, 2002 : 15). Cette méthode a pour effet de faire tomber « boundaries between here and there, between inside and outside, and the incoherence as much as the coherence that the anarchy of empire brings to the making of US culture » (Kaplan, 2002 : 15).

Si nous devons procéder à l'analyse historique comparée des formes impérialistes américaines dans différents contextes spatio-temporels et géographiques, nous pourrions faire ressortir un fil conducteur sur lequel elles reposent, à savoir la tradition idéologique du libéralisme américain qui est centrale à la culture politique américaine. C'est pourquoi il nous apparaît essentiel de nous intéresser au projet identitaire national américain rendu « exceptionnaliste » par son ancrage dans l'idéologie libérale (à saveur américaine, ne l'oublions pas). Cette démarche est d'autant plus intéressante qu'elle permet de confronter à la fois l'État-nation et l'empire américain au discours de l'exceptionnalisme et de la destinée manifeste comme mythes fondateurs de l'histoire nationale américaine. Cela permet de poser les États-Unis comme un État-modèle et comme un empire distinct face au reste du monde, sans toutefois reprendre et souscrire à la thèse de l'exceptionnalisme américain. En effet, cette disposition théorique permet de lui redonner sa résonance dans le temps et dans l'espace, comme projet indéfini à parfaire et à reproduire dans l'espace global : « A key paradox informs the ideology of American Exceptionalism : it defines America's radical difference from other nations

¹⁹ On se rappellera que l'interprétation de Saïd ne pouvait, en l'état, s'appliquer aux États-Unis étant donné qu'il mettait l'accent sur une distance géographique et conceptuelle entre le pouvoir impérial et les colonies.

as something that goes beyond the separateness and uniqueness of its own particular heritage and culture. Rather, its exceptional nature lies in its explanatory status as the apotheosis of the nation-form itself and as a model for the rest of the world » (Kaplan, 2002 : 16). Cette pensée exceptionnaliste est possiblement due en grande partie à ce récit téléologique « that encompassed the history of the rise of the United States from an oppressed colony in its own right to its newly claimed positions as a global power » (Adas 2005 : 160). Peu importe qu'elle soit juste dans sa représentation des pratiques impérialistes et (néo)coloniales des États-Unis, ce récit dominant nous aide à comprendre comment la mission de civilisation a pris la forme d'une idéologie de la modernisation et a visé la libération du reste de l'humanité durant les moments forts de la guerre froide (Adas 2006 : 6) et pourquoi ce fut si long avant qu'on soit capable de parler à nouveau de l'impérialisme américain dans l'espace public américain.

2.2 Sur les États-Unis comme empire/formation impériale

L'approche préconisée ici pour parler d'un empire américain le fait donc d'une façon à la fois prudente et originale en appréhendant les États-Unis sous la forme d'une *formation impériale*²⁰. Nous empruntons ainsi à Ann Laura Stoler son traitement de la question impériale dans le cas des États-Unis :

What if the notion of empire as a steady state (that may "rise or fall") is replaced with a notion of imperial formations as supremely mobile polities of dislocation, dependent not on stable populations so much as on highly moveable ones, on systemic recruitments and "transfers" of colonial agents, on native military, on a redistribution of peoples and resources, on relocations and dispersions, on contiguous and overseas territories? What if we begin not with a model of empire based on fixed, imperial cartographies but with one dependent on shifting categories and moving parts whose designated borders at any one time were not necessarily the force fields in which they operated or the limits of them? (Stoler, 2006a : 137-138).

Les formations impériales sont rarement limitées territorialement et elles sont mieux comprises comme une forme de pouvoir mobile s'appuyant sur la souveraineté pour produire des exceptions, créer et déplacer des zones d'exclusion où les droits sont

²⁰ Pour le restant de la thèse, à moins d'indications contraires ou de l'utilisation volontaire du terme « formation impériale », chaque fois que nous emploierons les expressions « empire américain » ou « impérialisme américain », ce sera fait dans l'esprit entendu par Stoler comme une formation impériale et que nous avons explicité ici.

partiellement suspendus, entretenir les ambiguïtés territoriales et redéfinir les catégories légales et d'appartenance (Stoler, 2006a : 128). En fait, « Imperial formations have never been “steady states” in any sense of the phrase. They are not securely bounded and are not firmly entrenched, neither regular nor well regulated. Imperial formations are just what the term suggests, *states of becoming rather than being*, macropolities in constant formation » (Stoler, 2006a : 135-136; c'est nous qui soulignons). Ann Laura Stoler parle de formations impériales comme des États d'exception et il y a tout lieu de dire que cela convient parfaitement aux États-Unis. En effet, si les « discourses of exceptionalism are part of the discursive apparatus of empires themselves », ce qui rejoint ce que nous avons soutenu précédemment, elle en rajoute en disant que si « imperial states by definition operate as states *of* exception that vigilantly produce exceptions to their principles and exceptions to their laws », alors, « the United States is not an aberrant empire but a quintessential one, a consummate producer of excepted populations, excepted spaces, and its own exception from international and domestic law » (Stoler, 2006a : 140-141; en italiques dans l'original).

En ayant en tête les États-Unis, Stoler soutient qu'on peut parler de macro-communautés politiques qui gouvernent en déployant des technologies de pouvoir qui reposent sur des seuils variables (plus ou moins élevés) en ce qui a trait à l'autonomie territoriale des entités à l'intérieur de leur spectre d'action. Cela permet ainsi d'avoir une architecture impériale plus claire ou plus sombre, oscillant entre le visible et l'invisible, où la souveraineté permet de pouvoir intervenir de façon plus complète et selon des critères variables afin d'occuper, de sanctionner ou de déposséder (Stoler, 2006a : 141). Il s'avère assez évident que cette compréhension du pouvoir souverain est apparente à la souveraineté et l'état d'exception dans un sens schmittien et qu'Agamben a théorisé de façon plus contemporaine en parlant des espaces d'exception créés par le pouvoir souverain. Ce pouvoir souverain peut également gérer, produire et distribuer ce qu'il a appelé des zones d'ambiguïté, une notion qui sied à merveille pour rendre compte du pouvoir impérial américain pouvant décider des zones

où les lois sont suspendues ou non (Schmitt, 1996; Agamben, 1998 et 2003). Par son concept de formation impériale, Stoler nous permet donc de mieux rendre compte de la dynamique de la puissance des États-Unis et du régime de gouvernementalité de sécurité nationale qui peut employer divers degrés de souveraineté pour agir.

On doit par conséquent en venir à s'intéresser aux agents de l'Empire, à ceux qui participent à la gouvernementalité américaine et qui exercent le pouvoir impérial. On se rend alors compte que les États-Unis ont vraiment tiré profit de l'idéologie devenue mythe fondateur de la construction nationale américaine que sont l'exceptionnalisme et son corollaire de la destinée manifeste :

It is often assumed that agents of empire were intent only to clarify borders, establish "order," and reduce the zones of ambiguity. I hold that they were as frequently committed to the opposite : agents of imperial rule have invested in, exploited, and demonstrated strong stakes in the proliferation of geopolitical ambiguities. The observation invites a reviewing of claims that the United States is not really an empire because it has been "uninterested" in having colonies, that colonial America ended with the American Revolution, or that reference to "the colonial" or "empire" reduces to a scholarly affectation. These terms signaling the unclarified sovereignties of U.S. imperial breadth – unincorporated territories, trusteeships, protectorates, "possessions" – are not the blurred edges of what more "authentic," nonvirtual, visible empires look like but variants on them. Puerto Rico, "inside and outside the constitution," and Guantánamo – "both belonging to but not part of the United States" – are both characteristic of American empire itself. The United States has mastered this art of governance, but again, uncertain domains of jurisdiction and ad hoc exemptions from the law on the basis of race and cultural difference are guiding and defining principles of imperial formations (Stoler, 2006a : 139-140).

2.3 L'exceptionnalisme manifeste comme impérialisme américain

Lorsqu'on évoque l'exceptionnalisme et la Destinée manifeste, on parle de deux idées-forces qui sont institutionnalisées dans la culture politique américaine, l'étant à un point tel qu'elles n'ont put être détachées des récits de la construction de l'identité nationale américaine. Comme l'expose l'historien diplomatique Anders Stephanson dans son étude *Manifest Destiny* (1995), l'idée de destinée manifeste s'est presque imposée à la société américaine, exprimant comment les États-Unis allaient comprendre leur rapport au reste du monde : « Not a mere rationalization, it appeared in the guise of common sense » (Stephanson, 1995 : xiv). Stephanson explique que dans plusieurs récits dominants de l'imaginaire national américain, les États-Unis semblent empreints d'une philosophie de l'histoire qui prête à l'expérience américaine des qualités

« régénératives » pour « l'Humanité dans son ensemble » (Stephanson 1995 : xi). Bien qu'elle n'ait jamais été une doctrine stratégique (Greenberg, 2005 : 20), la destinée manifeste s'est ancrée dans le discours libéral américain et s'est superposée à l'idéologie républicaine, qui allait aussi s'inscrire dans une certaine variante du libéralisme. Dans cet esprit, plusieurs auteurs, Niny Baym et Amy Greenberg entre autres, affirment que « the expansionist ideology of American Manifest Destiny [...] transformed republicanism into imperialism » (Baym, cité dans Greenberg, 2005 : 16). Il y a plusieurs bonnes raisons de croire que la puissance rhétorique et symbolique de la destinée manifeste comme idéologie a fait en sorte, par sa nature plutôt malléable, allant de la société-phare à la société-croisée, de pouvoir faire dévier certaines critiques d'impérialisme par une construction identitaire américaine que l'exceptionnalisme a réussi à inculquer en publicisant l'idée de l'expansionnisme américain comme progrès pour l'humanité et comme destin providentiel (Greenberg, 2005 : 19-20).

De raviver leur passé impérial est donc une tâche ardue pour les Américains, parce qu'elle s'inscrit, dès le départ, en porte-à-faux avec une autre idée devenue idéologie et mythe, celle de l'exceptionnalisme américain. Les États-Unis auraient alors, selon le récit dominant de l'exceptionnalisme, réussi le tour de force d'échapper à l'impérialisme tout en participant à l'entreprise coloniale, prétextant être l'« empire de la liberté » qui œuvrait pour libérer, et non subjuguier, d'autres peuples²¹. À l'instar d'Amy Kaplan (2002), en reprenant ici les mots de Robert Gregg, nous affirmons que « exceptionalism is, in many respects, an imperial formulation » (Gregg, cité dans Greenberg, 2005 : 18, n. 2; c'est nous qui soulignons). En mêlant ainsi l'exceptionnalisme américain – généralement employé pour rejeter le fait impérial américain – à l'impérialisme américain²², on est en mesure de conjuguer

²¹ Carl Schmitt a illustré de façon convaincante combien problématique était cette position, faisant du gouvernement des États-Unis l'instance décidant de la légalité des peuples et des gouvernements légitimes ayant droit à l'autodétermination ou à être libérés (voir Schmitt, 2001 : 304).

²² C'est cependant dans son ouvrage *The Anarchy of Empire in the Making of US Culture*, publié en 2002, qu'elle se consacre de façon systématique à l'étude de la culture impériale au tournant des années

l'*exceptionnalisme américain* comme un impérialisme libéral. En effet, même dans l'impérialisme, les États-Unis se verraient comme exceptionnels :

Because it had had a unique nonfeudal and nonmonarchical history, Americans were endowed with a political wisdom and a *liberal character unmatched by any other*. Thus, only the United States would be able to construct a "wise and beneficent [*sic*] governmental authority over a rude people" and offer its imperial subjects an "impulse and guidance toward the attainment of a higher form of life and larger liberty." Woodrow Wilson added that while imperialism and its civilizing mission was inevitable, the United States was to play a special role in this process : "a leading part" in civilizing the world²³. Since the United States had had the privilege of cultivating a perfect liberal democracy, it alone had the "peculiar duty to moderate the process [of imperialism] in the interests of liberty; to impart to the peoples thus driven out upon the road of change [...] our principles of self-help; teach them order and self-control; impart to them [...] the drill and habit of law and obedience."

The exceptionalist paradigm for America's empire was thus born. The United States would join its European counterparts in forming a presumable enlightened empire, but its imperial mission was distinct. Rather than ruling overseas colonies for centuries as the British had been doing, and rather than ruling in a "reckless" and "tyrannical" manner, the United States would use colonialism as a mechanism for spreading *the gospel of American liberal democracy* (Go, 2006 : 206; c'est nous qui soulignons)²⁴.

Julian Go relève ici l'emprise, symbolique à tout le moins, de l'idéologie de la destinée manifeste et de l'exceptionnisme américain sur la conduite des États-Unis au tournant du XX^e siècle : « The new empire may or may not have been an expression of America's manifest destiny, but at the very least it was a logical necessity » (Go, 2006 : 204). Go choisit d'ailleurs de conjuguer les deux pendants de la même mission impériale libérale américaine en parlant d'un « exceptionnalisme manifeste »²⁵. Parlant

1890, au moment de la phase dite impérialiste classique des États-Unis, question de « contrer le déni de l'empire qui structure le discours sur l'Exceptionnalisme américain » (Kaplan, 2002 : 17).

²³ Comme nous soulignons ailleurs dans cette thèse, ce n'est uniquement qu'avec l'affirmation de leur puissance stratégique globale, sous l'impulsion de l'identité nationale marquée par le *National Security State*, que les États-Unis vont vraiment s'acquitter de cette tâche impériale (appelée autrement, il va sans dire) de « défendre le monde libre ».

²⁴ Go parle des États-Unis comme d'un « empire colonial formel » en ce qui a trait à leur pratique de gouvernance par tutelle mise en place dans leur colonie des Philippines après la guerre hispano-américaine (Go, 2002, 2006). Il parle ainsi d'un « colonialisme administratif » exercé par les États-Unis dans cet empire colonial outer-mer, qui devaient diriger un peuple étranger et éloigné géographiquement de la puissance impériale. Il y a tout lieu de se demander pourquoi il faudrait distinguer ce qu'on appelle l'expansionnisme agressif défini par l'acquisition de nouveaux territoires sur l'espace continental nord-américain par l'emploi de la force militaire (Greenberg, 2005 : 14) de ce qu'on appelle le colonialisme à l'européenne pratiqué par les États-Unis aux Philippines.

²⁵ « L'exceptionnalisme manifeste » est une expression que nous empruntons à Go et que nous retenons pour référer à l'idée mythique poussant le nationalisme expansionniste américain à travers son histoire, où les idées interreliées et inséparables de destinée manifeste et d'exceptionnalisme sont conjuguées (voir Stephanson, 1995 notamment).

sans détour d'un « exceptionnalisme impérial américain », il expose avec aplomb combien cette idée d'exceptionnalisme manifeste s'est alliée au projet identitaire national expansionniste américain et allait de pair avec le projet d'un empire dans une version *libérale* américaine : « With the birth of America's imperial exceptionnalism in 1898 came the first articulation of "empire lite" » (Go, 2006 : 207)²⁶.

2.4 La question impériale aux premières heures du projet identitaire national expansionniste américain

Carl Schmitt rappelait que la reconnaissance des États-Unis comme grande puissance date de la doctrine Monroe (Schmitt, 2001 : 191). C'est ce qui aurait fait dire à Schmitt qu'avec la doctrine de Monroe, les États-Unis voudraient se doter, comme « tout empire, [...] d'une sphère de souveraineté spatiale au-delà de ses frontières » (Schmitt, cité dans Steinmetz, 2006 : 147)²⁷. Les États-Unis parviennent ainsi à exercer une influence politique et économique sur des pays et des régions où sont situés leurs bases militaires sans pour autant avoir un contrôle direct (ce n'est pas du colonialisme) ou souverain sur les populations ou ces territoires (Steinmetz, 2006 : 147). Schmitt semble concevoir l'impérialisme américain autant au moment de l'expansion continentale – ce qu'il voit comme son affirmation en politique intérieure (en opposition à sa discussion de son affirmation en politique extérieure – qu'au moment de l'expansion commerciale vers l'Asie après la « fin de la frontière », en 1890 (Schmitt, 2001 : 290). On a d'ailleurs peut-être sous-estimé la portée de l'application géopolitique de la doctrine de Monroe, alors que c'est à ce moment précis que l'« hémisphère occidental » cesse

²⁶ On notera ici les parallèles entre la position de l'impérialisme progressiste défendue par Bernard Moses et Woodrow Wilson analysée par Go, qui l'appelle plutôt « impérialisme exceptionnaliste », et la position des intellectuels néoconservateurs réclamant des changements de régime et vantant les États-Unis comme un empire bienveillant durant la première administration de George W. Bush. On y reconnaît volontiers les objectifs de démocratisation du monde et l'usage « bienveillant » de la puissance américaine pour libérer des peuples opprimés (Go, 2006 : 207).

²⁷ Cette idée schmittienne est d'ailleurs bien résumée par l'historien George Steinmetz : « U.S. empire since 1945 has not been oriented toward laying claim to territory but rather to a total "domination of sea and air" in the interest of a freer movement of capital, commodities, and people and the stabilization of the conditions within the Nomos » (Steinmetz, 2006 : 147; voir Schmitt, 2003 : 281-283).

d'être compris dans son sens d'espace *continental*²⁸. L'espace américain cesse alors de s'arrêter au *territoire étatique* et « les frontières de l'Amérique s'étendent jusque sur les mers » (Schmitt, 2001 : 280). Les frontières invisibles de la sphère d'influence américaine (« l'hémisphère occidental ») étaient donc déjà annoncées avec la doctrine de Monroe, comme l'a jugé Carl Schmitt dans *Nomos de la Terre* : « La délimitation d'un hémisphère occidental comporte déjà une remise en question polémique de l'ordre spatial spécifiquement européen en tant qu'ordre global » (Schmitt, 2001 : 191; voir aussi p. 281). C'est d'une importance capitale, comme le souligne Schmitt, car c'est avec la doctrine Monroe qu'apparaît une « perspective globale qui se présente depuis l'ouest » et qui ne soit plus européocentrique (Schmitt, 2001 : 278)²⁹.

L'application de la doctrine de Monroe annonce, pour Carl Schmitt, le début d'un nouveau nomos dans l'hémisphère occidental, qui sera en gestation en suivant la montée en puissance des États-Unis et de leur affirmation globale de cette puissance. Voyant le contexte de la Deuxième Guerre mondiale et des nouvelles dimensions de la guerre aérienne modifier sensiblement le développement d'une conscience planétaire³⁰, le nouveau nomos, global celui-là, se supplée aux deux guerres mondiales et est centré

²⁸ Schmitt écrit : « L'élargissement et le déplacement vers la mer qui se produisent désormais rendent la notion d'hémisphère occidental encore plus abstraite au sens d'une surface vide. [...] Bien sûr, c'est précisément ce caractère de pure et simple surface qui tend à abolir le contraste entre mer et terre, et à promouvoir une nouvelle structure spatiale dès que s'y ajoute l'espace aérien comme dimension nouvelle » (Schmitt, 2001 : 280). Dans le cadre de cette thèse, nous explorons notamment le changement qui se produit lorsqu'on ajoute la dimension de l'Espace exo-atmosphérique et la volonté des États-Unis d'en gérer l'ordre et l'accès comme sur les mers, d'en être les maîtres suprêmes.

²⁹ Schmitt écrira que c'est avec la politique étrangère américaine impérialiste (c'est le terme employé par Schmitt) de la *porte ouverte* vers l'Asie au tournant du XX^e siècle que survient le mouvement « géographique global » (Schmitt, 2001 : 289-290).

³⁰ Sur l'exceptionnalisme manifeste, Schmitt écrit que « La prétention de l'Amérique d'être le monde nouveau, non corrompu, a été émise au XIX^e siècle, après qu'on eut pris conscience d'une image globale de la terre » (Schmitt, 2001 : 291-292). Cependant, ce n'est pas clair du tout que l'exceptionnalisme et la destinée manifeste que Schmitt voit s'affirmer au XIX^e siècle n'est pas déjà présente dans la culture politique américaine; en fait, nous avons soutenu le contraire jusqu'ici, en soulignant combien la volonté d'être le nouveau monde était ancrée profondément dans la pensée puritaine des colons anglais venus s'établir au XVII^e siècle avec le pasteur John Winthrop.

sur les États-Unis et sur l'universalisme libéral de leur hégémonie à l'intérieur d'un registre discursif sur les droits humains et l'humanité³¹.

2.5 L'après-1945 comme phase globale de l'empire américain

L'histoire de l'empire américain parcourt les récits historiques des États-Unis et est indissociable de l'histoire de l'identité nationale par l'exceptionnalisme américain comme discours impérial américain. Toutefois, pour les besoins de cette thèse, parce que nous nous intéressons au contexte particulier de la transformation de l'État américain après 1945 avec le développement du régime gouvernemental de sécurité nationale, nous nous restreignons à la phase globale de l'empire américain, c'est-à-dire à la puissance américaine affirmée et *assumée* dans l'espace global pour la première fois et pour de bon à titre de puissance stratégique globale. Nous nous en tenons à une compréhension de l'empire américain qui respecte un peu l'esprit des États-Unis comme la « république impériale » de l'après-Deuxième Guerre mondiale théorisée par Raymond Aron, cette période qu'il appelle la « prééminence planétaire », alors que les États-Unis acceptent « le fardeau impérial avec autant de résolution que la “destinée manifeste” au siècle précédent » (Aron, 1983 : 636). Cette phase de la puissance globale américaine correspond de façon cruciale avec la mise en place d'un *national security state* et de la guerre froide et s'avère d'autant plus fondamentale qu'elle marquera jusqu'à ce jour la construction identitaire nationale américaine (Campbell, 1998). Dans une position qui place l'ordre mondial depuis 1945 dans une analyse procédant à une « saisie simultanée, du système interétatique et du marché mondial, l'un et l'autre formant de concert “l'impérialisme américain” ou “l'ordre impérialiste” avec pour centre les États-Unis » (Aron, 1983 : 641), l'approche préconisée par Aron, sans souscrire à une thèse facile d'un impérialisme américain qui aurait découlé d'un dessein rationnel de voir les interventions militaires américaines, comme celle de Corée, comme étant mues par une volonté d'étendre le libre échange établi avec

³¹ Le problème est qu'il n'y a pas de démarcation *spatiale* contre un *extérieur*, uniquement une distinction morale à l'intérieur des États, dont les États-Unis, et entre eux (Steinmetz, 2006 : 301, n. 11). C'est pourquoi Schmitt parlait d'un universalisme sans espace.

l'Europe occidentale ailleurs, prétend néanmoins que les États-Unis ont mené une action *impériale*. Il la définit comme « [une] action qui ne tend pas exclusivement à la défense des intérêts nationaux, étroitement conçus; l'État dominant s'efforce de maintenir l'équilibre, l'ordre du système tout entier *comme* s'il en assumait consciemment la responsabilité » (Aron, 1983 : 640; c'est nous qui soulignons). C'est cette compréhension de la puissance stratégique globale américaine que nous retenons ici – et que nous appliquerons dans la dernière portion de la thèse au rôle des États-Unis dans la gestion et la production de l'Espace.

Nous nous intéressons à la transformation subie et effectuée par l'État américain avec l'expérience de la Deuxième Guerre mondiale. Le changement constitutionnel le plus significatif pour les États-Unis survient d'ailleurs avec la notion et l'idéologie de la sécurité nationale. En effet, comme nous le soutenons ici, à l'instar de Frederick Dolan,

the Act's [1947 National Security Act] implementation transformed the character of the executive branch by powerfully expanding the limited military authority granted the executive in the original Constitution. The president's status as commander of the armed forces is significantly altered when, as with the Cold War and its institutionalization through the National Security Act, the threats calling for military alertness and intervention tend to be continuous rather episodic or extraordinary and when they predominantly involve subtle subversion rather than obviously demarcated lines of battle and engagement (Dolan, 1994 : 60).

L'aspect particulier de cette transformation constitutionnelle, comme la période qui caractérise la vie politique américaine depuis le 11 septembre 2001, est qu'elle a été rendue possible par « les fantaisies publiques et l'hystérie ». De dire Dolan en s'inspirant du romancier John Le Carré, « the Cold War was a “looking glass war” in which the enemy one fought was to an unusual degree an unverifiable creature of one's own imagination. The antagonists of the Cold War could certainly never be certain that the enemy was not one of their own, reflected back to them in an uncanny register » (Dolan, 1994 : 61). Cette transformation entraînera une nouvelle gouvernamentalité et une bureaucratisation de l'État américain marquées par l'appareil militaire et par la militarisation de la vie quotidienne (O'Meara, 2006 : 14 ; Katznelson, 2002; Sparrow,

2002). En fait, au sortir du second conflit mondial, les États-Unis entrent dans leur phase de puissance globale et on peut dire qu'à partir de ce moment, leur stratégie globale en sera une de suprématie globale qui donnera à plusieurs l'impression qu'ils soient un empire disséminé dans l'espace global via des bases militaires américaines (Leffler, 1984, 1992 ; Johnson, 2000 et 2004).

Comme O'Meara l'a bien fait ressortir, hormis les travaux des géopoliticiens critiques et certaines analyses faites par Michael Hardt et Antonio Negri et leurs émules, peu de travaux se sont penchés sur la question de la convergence entre la puissance globale américaine, sa localisation spatio-temporelle et son exercice dans l'espace global et dans une multiplicité d'espaces dans le contexte de la mondialisation néolibérale (O'Meara, 2006 : 15). Sur ce même point, nous renvoyons également à John Agnew, qui, malgré qu'il développe lui-même une excellente critique de la notion d'empire dans son ouvrage *Hegemony* et préfère parler des États-Unis comme d'une puissance *hégémonique*, avance surtout qu'il faut revoir les façons de penser le pouvoir politique et le rôle des États-Unis dans le système mondial actuel et d'expliquer leur rôle fondamental dans la mondialisation néolibérale. En s'arrêtant aux différents modes de spatialité de la puissance politique, Agnew explique la puissance politique des États-Unis dans leur pouvoir de régulation et de gestion de l'ordre global, un pouvoir qui s'établit d'abord et avant tout à travers l'idéologie libérale américaine selon lui. Dans un discours similaire mais qui accepte cependant l'étiquette d'« empire américain », le géographe Neil Smith insiste aussi sur la convergence entre la puissance américaine et la mondialisation néolibérale dans le dernier cent ans pour référer à l'exercice de la puissance globale américaine (Smith, 2003 et 2004). Il faut bien distinguer que cette puissance globale américaine ne repose pas sur une administration coloniale mais bien sur une gouvernementalité qui reprend une idée d'empire (comme domination politique et identification d'un centre), sans pour autant qu'il y ait un contrôle souverain. Dans le contexte de la mondialisation néolibérale, on pourrait ainsi reprendre l'idée développée par George Steinmetz du « rayonnement impérial » pour référer aux influences non

délibérées à l'extérieur des frontières nationales de l'empire – comme lorsqu'on parle des États-Unis comme « le centre global de gravité pour une myriade de processus qui se passent au-delà de leurs frontières » (comme le tournage de films, le développement de l'Internet, etc.) (Steinmetz, 2006 : 143). Ainsi donc, malgré que nous nous inspirions des travaux d'Amy Kaplan sur les États-Unis, nous rejetons partiellement l'acceptation qu'elle fait de l'« Empire » d'Hardt et Negri en référant à « un régime de gouvernance décentralisé et déterritorialisé qui incorpore l'espace global tout entier à l'intérieur de ses frontières ouvertes et en expansion » (Kaplan, 2002 : 15.). *A contrario*, nous soutenons que l'analyse de la puissance stratégique globale des États-Unis doit partir de ceux-ci comme centre incontournable de l'ordre global – même si c'est très clairement un centre polymorphe, bâti sur une hiérarchie de réseaux de puissance. C'est pourquoi le concept de formation impériale développé par Stoler pour parler des États-Unis comme empire nous permet de rendre compte des pratiques d'un État cherchant, à travers son régime gouvernemental de sécurité nationale, à assumer son pouvoir souverain. Pour autant problématiques qu'elles soient, l'utilisation et la compréhension de la souveraineté par la puissance stratégique globale prédominante demeurent des éléments essentiels à décortiquer pour en arriver à saisir les éléments de continuité et de rupture qui sous-tendent la stratégie géopolitique libérale sécuritaire américaine dans l'ordre global depuis 1945, un ordre dans lequel ils ne sont pas tout puissants mais dont les règles et les normes sont de leur ressort.

3. L'empire libéral américain – ou la géopolitique libérale sécuritaire

Dans cette thèse, afin de mieux comprendre comment la politique identitaire exerce une influence sur le processus de gouvernementalité et sur la stratégie astropolitique américaine qui en vient à penser la guerre spatiale, nous nous penchons donc sur le projet identitaire national libéral américain. Cela est entendu comme une formule épousant un libéralisme universel, comme l'expose Linda Bishai lorsqu'elle évoque les contradictions et les dynamiques de l'empire libéral américain :

Hence, the Liberal Empire rests on a supreme irony – American liberalism must attack difference in order to preserve its universal liberal identity. American liberalism in particular resolves the inherent

tension between liberalism's emphasis on the individual and its need to define the 'we' by seeing the rest of the world as potential Americans. This resolution results in a bizarre contradiction – *universal nationalism* – the driving force behind the American liberal empire (Bishai, 2004 : 52).

C'est en s'affirmant à travers le libéralisme que la nation américaine s'est cimentée :

Liberalism has become the common sense of the American people, a set of principles unconsciously adhered to, a set of conventions so deeply held that they appear (when they appear at all) to be no more than common sense. The capacity of liberalism to transform itself in America from ideology to common sense is the proof – as it is the means – of its constitutional power (Norton, 1993 : 1).

Le libéralisme américain a certes évolué comme la « peculiar fusion of providential and republican ideology that took place after the Revolution » et s'est révélé comme la religion civile et politique qui anime le récit dominant de la destinée manifeste, dans lequel le libéralisme devient « a manner of interpreting the time and space of "America" » (Stephanson, 1995 : 5). On assiste ainsi à l'unification d'une conception séculière et sacrée de la liberté, qui prend une allure de mission providentielle et de croisade morale qui identifie l'« Amérique » et qui guide son action dans le monde.

C'est en pensant au discours idéologique libéral américain qui a acquis le statut de symbole universel pour ses valeurs et son système démocratique que plusieurs citoyens américains n'ont pas nécessairement vu d'un mauvais œil la vision nouvelle d'un empire libéral américain : « When a liberal democracy attains global military dominance, the argument goes, this is potentially a positive development for world order. This is the kind of Empire that people might even actively want to join, since along with its cultural freedoms and openness come access to great wealth and security — this is a 'voluntary empire' » (Bishai, 2004 : 50). C'est dans l'idée même d'une sorte de « contrat social » que l'idéologie du libéralisme américain s'ancre et assume que si cette vision pouvait être étendue à tout le globe, cela ne serait pas nécessairement une mauvaise chose. Cet impérialisme libéral et cette hégémonie du libéralisme américain indiquent à quel point est ancrée

the presumption that liberal values are self-evidently true underscores the possibility that other societies could be more like America in practice given the proper incentives or tutelage. Hence the familiar spectacle of American presidents making appearances in foreign countries and pressing those countries to enact such liberal social institutions as a free market economy, the separation of church and state, and increased freedom of the press. While non-Americans resent such actions, in the United States, they are usually seen as the simple reaffirmation of things that Americans *know* to be true.

America imagines the rest of the world as somehow, at base, just like America – if not for the distortion produced by ideology, corrupt regimes, and the historical effects of culture (Jackson et Nexon, 2003 : 146).

L'ère post-11 septembre a permis de revigorer le discours de sécurité nationale avec la rhétorique de la destinée manifeste et le sens américain de mission de démocratisation du monde. Révélée de façon plus importante par les variantes néoconservatrices du projet identitaire national et de l'idéologie libérale, la Guerre contre la terreur a été alimentée par une base identitaire extrêmement patriotique qui croit vraiment que l'Amérique est investie d'une mission providentielle et doit mener une croisade morale pour la démocratie (McCartney, 2004 : 400). La politique étrangère s'avère ainsi souvent utilisée pour amalgamer les États-Unis et le monde dans le discours qui vise la protection de la démocratie libérale et de la liberté (Jackson et Nexon, 2003 : 146). Il est toutefois connu que de mêler les valeurs libérales et une prétention d'une mission mondiale divine aux entreprises de politique étrangère des États-Unis entraîne son lot de contradictions, que nous ne pouvons pas régler ici. Cela exprime l'emprise du projet identitaire national américain et c'est vraiment à travers la relation dialectique de l'exceptionnalisme/universalisme et de « la cité sur la colline »/État croisé que prend forme le leadership global américain et trouve sa justification : c'est là que le projet identitaire national américain est révélé comme une « ideological construction of the nation that insists on the global relevance of the American project » (McCartney, 2004 : 401). Si certains vont rejeter l'épithète d'empire libéral et se résigner à employer celle d'hégémonie (Agnew, 2005), il n'en demeure pas moins que cela dénote plusieurs facettes du projet identitaire national libéral américain à l'œuvre dans le régime gouvernemental de sécurité nationale (Sparke, 2005 : 281; Doyle, 2005 : 39). C'est d'ailleurs dans cette optique que la stratégie globale libérale sécuritaire tente de refaire le monde à l'image de l'Amérique tout en disant agir pour ses intérêts nationaux, comme si les intérêts nationaux américains étaient des intérêts globaux. La Guerre contre la terreur menée au nom de la liberté et de la civilisation n'en est qu'une extension et épouse la même logique : « To say that by attacking the United States the terrorists attacked the world is to suggest that

America *is* the world – or, at least, is what the rest of the world aspires to become » (Edwards, 2004 : 157). La Guerre contre la terreur devient alors un projet de construction nationale qui a pris la forme d'un « Leviathan global » sans avoir de « contrat social » avec les peuples du monde (Barnett, 2004 : 369-70).

Il faut néanmoins reconnaître que tout le brouhaha autour du débat sur l'empire et l'hégémonie n'aurait pas vu le jour n'eût été de la forte influence néoconservatrice sur l'administration Bush (ce que nous verrons dans le quatrième chapitre). Ce sont eux qui ont ramené le trope de l'empire sur la table, en rêvant à l'Amérique comme la « nouvelle Rome », se faisant les chantres de la *Pax Americana* au XXI^e siècle. C'est pourquoi pour parler d'empire dans le discours stratégique américain – quand bien même on refuse théoriquement et/ou empiriquement le terme lui-même pour parler des États-Unis, – on se doit d'évoquer les « fantaisies néoconservatrices d'empire » (Schrecker, 2004 : 1-24), dans un trope où liberté et sécurité cohabitent. L'idée d'un empire de la liberté en est, par conséquent, venue à équivaloir un « empire de la sécurité » (Hurrell, 2004 : 153), comme le soulève l'américaniste Kousar Azam :

The ethos of enlightenment that went into the foundational principles of the USA and promised mankind “an empire of liberty” is seldom reflected in US policies. The fractured discourses of American exceptionalism do not even promise that empire. On the contrary, the USA evokes the chimera of the return of empire that threatens to negate the notion of liberty and destroy in the process the very idea of sovereignty that makes liberty the basis of all civilized existence (Azam, 2004 : 170).

4. De la souveraineté nationale des États-Unis par la sécurité, pour la liberté

Comme nous l'avons souligné tout au long de chapitre, il apparaît très évident aujourd'hui que le débat sur l'empire n'est pas le plus fécond, le terme étant tellement contesté et détesté. On peut penser aussi que la question de savoir si les États-Unis sont un empire ou non n'est pas si intéressante. Ce qui importe vraiment, c'est ce que nous faisons dire aux actions des États-Unis comme puissance stratégique globale et aux représentations de la puissance américaine à travers l'étiquette d'empire ou de puissance impérialiste. Or, lorsqu'on le caractérise, qu'on l'insère à une conception de l'exercice de la puissance globale des États-Unis, nous croyons que le terme conserve une valeur analytique certaine, si ce n'est qu'il s'offre lui-même comme terrain de

lutton. Ann Laura Stoler écrit ainsi que les États-Unis sont « hantés par l'Empire » (2006). Dans un ouvrage qu'elle a dirigé et qui est intitulé *Haunted by Empire*³², elle affirme haut et fort l'importance de considérer l'histoire du temps présent dans son héritage colonial qui n'est pas aussi révolu qu'on voudrait bien le (faire) croire et que le spectre de l'empire plane sur les États-Unis : « how empire haunts the everyday, the familiar, strange, and unarticulated ways in which empire has appeared and disappeared from the intimate and public spaces of U.S. history; how relations of empire crash through and then recede from easy purview, sunder families, and storm the sequestered spaces of institutions and the landscapes of people's lives » (Stoler [avec David Bond], 2006c : 101). C'est d'ailleurs pourquoi le géographe politique Derek Gregory n'hésite pas à parler du « présent colonial » pour rendre compte de l'implication anglo-américaine au Moyen-Orient, en Irak, en Afghanistan et en Palestine (Gregory, 2004).

Dans cet esprit, c'est en s'intéressant aux pratiques impériales comme étant parties prenantes de la vie quotidienne américaine – ce qui explique la difficulté de souligner la présence (ou le spectre) de l'empire dans celle-ci – qu'on peut donner une certaine utilité analytique et empirique au terme d'« empire américain ». Les dynamiques impériales de la puissance étatique américaine tirées de différents contextes historiques sont-elles ancrées dans un même projet identitaire national? C'est notre conviction profonde que cette évolution a pu se faire en raison du développement particulier de l'idéologie libérale aux États-Unis et dans son mariage circonstanciel mais consubstantiel à l'exceptionnalisme américain. Il nous apparaît ainsi particulièrement crucial que c'est dans l'imagination libérale américaine que réside une partie importante des réponses expliquant les pratiques de silence concernant la race, le

³² Cette entreprise constitue en quelque sorte son incursion dans l'étude de l'empire et du colonialisme américains dans une perspective comparée, elle qui est une réputée chercheuse spécialiste des colonialismes européens.

racisme, le colonialisme et l'empire dans le champ disciplinaire des Relations internationales aux États-Unis après 1945³³.

³³ On a peu fait état ou on ne s'est souvent même pas rendu compte dans le champ disciplinaire des Relations internationales aux États-Unis que des rencontres impériales a surgi une immigration considérable pour les États-Unis et que la politique étrangère américaine a joué un rôle central dans cette entreprise néocoloniale (Doty, 1998). Roxanne Lynn Doty a pu montrer dans une étude pionnière, *Imperial Encounters*, le malaise des chercheurs américains en Relations internationales pour la période 1898-1945 à évoquer cet épisode qui a vraiment insufflé au projet identitaire national américain une vigueur et l'a orienté selon les lignes tracées par l'impérialisme et le colonialisme. C'est fondamental de relier les catégories internes du genre, de la race et de l'ethnicité aux dynamiques globales de la construction impériale, parce que l'impérialisme (comme processus politique et économique) ne peut être séparé des relations sociales et des discours sur la race, le genre, l'ethnicité et la classe au sein de la nation. En ce sens, l'impérialisme américain a été accompli d'une façon telle que la race, la culture et la nation soient vues comme unifiées, comme si les frontières étaient toutes les mêmes. Les connections entre race/ethnicité et l'appartenance nationale doivent être comprises comme des « relations d'intérieur/extérieur » qui ont lieu dans les espaces de la culture et de la nation, dans une politique de la différence (Lopez 2004). Nous croyons par conséquent qu'il faudrait repenser le développement de la discipline des Relations internationales aux États-Unis à la lumière de ce régime gouvernemental de sécurité nationale, dans une conception foucauldienne du lien savoir/pouvoir qui voit le développement du champ disciplinaire des Relations internationales aux États-Unis comme étant partie prenante du projet colonialiste américain, particulièrement après 1945, alors que les Relations internationales sont devenues leur site subalterne (certains parlant même de l'« empire américain des Relations internationales », une idée bien mise en valeur dans l'interprétation postcoloniale de Leong Yew (2004) intitulée *The Disjunctive Empire of International Relations*), où ils ont pu aller de l'avant en pensant que l'héritage colonialiste et de la suprématie blanche dans les affaires stratégiques pourraient être passés sous silence (à travers l'étude des « *area studies* notamment ») (voir Robert Vitalis, 2000, 2006a et 2006b). Les « *area studies* » consistent en l'étude universitaire des zones jugées critiques pour la sécurité nationale américaine, les « États affaiblis » d'aujourd'hui et les « pays sous-développés » durant la guerre froide (Stoler (avec David Bond), 2006c : 96). Dans son chapitre « Birth of a Discipline » (Vitalis, 2006a : 159-182), qui réécrit l'histoire disciplinaire des Relations internationales aux États-Unis, Robert Vitalis explique à quel point le lien entre développement, colonialisme et politique étrangère a été présent dès les origines de la « science politique » américaine. En effet, au début du XX^e siècle, sur un fond de darwinisme social, alors que la science politique et les Relations internationales ne sont encore que des idées avant d'être des disciplines en bonne et due forme, des considérations racialistes de « développement » pour des peuples « arriérés » se trouvent en parallèle, voire au cœur même, du projet civilisationnel de l'impérialisme progressiste américain promu par le président Theodore Roosevelt (Williams, 1980; Go, 2003; Kramer, 2006; Kaplan, 2005). À cette époque, la distinction entre l'intérieur et l'extérieur de l'espace compris comme national n'est pas tant fait sur la base territoriale que sur la base biologique (Vitalis, 2002 : 14). Le problème racial et raciste américain était sous-jacent et devait être mis en relation avec le contexte global (Horne, 2003 : 45). Les anthropologues, les spécialistes des sciences sociales de l'époque, relient ainsi la race au niveau de développement et de prospérité/pauvreté et en font un objet de recherche majeur avec le numéro inaugural de 1910 de la revue *Journal of Race Development*. L'approche pragmatique et scientiste par résolution de problèmes qu'on connaît aux Relations internationales américaines en tirent d'ailleurs là ses origines. En effet, le *Journal of Race Development* verra son nom changer en 1919 pour devenir le *Journal of International Relations* pour ensuite adopter celui de *Foreign Affairs*, le journal publié sous la supervision du prestigieux et toujours très influent *think tank* de la ville de New York, le *Council on Foreign Relations* (Vitalis, 2002 : 13;

Afin de fournir des éléments de réponse pour les arguments centraux de la thèse, la discussion sur les États-Unis et l'empire est intéressante et utile dans la mesure où cela nous permet d'aborder l'exercice de la puissance globale américaine et l'affirmation de la souveraineté américaine dans l'espace global depuis que les États-Unis se sont constitués un régime gouvernemental de sécurité nationale ayant une portée d'action globale. En ce sens, il est essentiel de comprendre comment l'affirmation de la puissance globale américaine passe par un discours libéral (américain) et que la souveraineté nationale des États-Unis est défendue au nom d'une défense globale d'un libéralisme universel. Sachant cela, nous abondons dans le même sens que Stoler, qui enjoint les détracteurs des analyses faisant des États-Unis un empire ou ceux évoquant un « nouvel » empire/impérialisme américain à dépasser une recherche d'une définition satisfaisante, consensuelle et incontestée du concept d'empire :

Some move to definitional precision about what counts as an empire and imperial intervention. Others move to an abandonment of the very terms. Those of us impatient with the retreat to definitional debates would still hold firmly that the force of imperial macropolitics is lodged in and exercised through the ambiguously opaque and *creative* terms of these vocabularies themselves. [...] Expansion and conquest, intervention and force should not be overlooked because they lack easy recognition and are called by other names (Stoler [avec David Bond], 2006c : 94; en italiques dans l'original).

Nous avons souligné l'importance de considérer la conception de la puissance américaine et de théoriser l'État américain dans la phase que nous qualifierions de puissance globale des États-Unis après la Deuxième Guerre mondiale – une période que nous avons associée de façon inextricable avec le développement du *national security state*. Notre position est donc soucieuse de l'analyse des luttes idéologiques et politiques qui ont marqué l'évolution de la gouvernamentalité impériale américaine de l'État américain depuis la Deuxième Guerre mondiale, notamment des spécificités et des pratiques liées à la formation culturelle et politique de la mise en place du régime gouvernemental de sécurité nationale (O'Meara, 2006 : 12). C'est ce que nous entreprenons d'examiner dans la seconde section de la thèse. Évidemment, pour des raisons évidentes d'espace, nous allons nous en tenir à prendre acte de la

Vitalis 2005). En fait, cette institution allait devenir le fer-de-lance de la pensée atlantiste de l'internationalisme libéral américain associé aux idées wilsoniennes (Parmar, 1995, 1999, 2002a, 2004c).

transformation fondamentale de l'État américain comme puissance stratégique globale avec l'impulsion de la culture politique de la sécurité nationale, ce que le prochain chapitre cherche à faire. De cette façon, nous voulons bien mettre en relief que ce qui nous intéresse par-dessus tout n'est pas tant l'impérialisme américain que l'affirmation du pouvoir souverain et du projet identitaire libéral sécuritaire américain, et c'est à travers le régime gouvernemental de sécurité nationale que cela se diffuse, se gère et se manifeste. En considérant, par analogie, l'impact de la Guerre contre la terreur dans le fonctionnement des États-Unis comme régime gouvernemental de sécurité nationale comme étant similaire à celle de la guerre froide, nous devons évaluer, suivant certaines des idées explorées dans ces deux chapitres du cadre d'analyse, ce que la donne d'une sécurité intérieure (*homeland security*) change pour la formation impériale des États-Unis en ce début de XXI^e siècle et pour la conception des frontières nationales. C'est dans cet esprit que nous pourrions entamer une discussion autour du concept d'« État de sécurité globale » pour rendre compte de la stratégie de construction identitaire américaine dans le cadre de la Guerre contre la terreur. La discussion prend alors une saveur d'autant plus originale qu'elle nous sert de cadre d'analyse pour arriver à mieux comprendre, dans la dernière section de la thèse, ce qui sous-tend la stratégie astropolitique américaine de contrôle hégémonique libéral sous l'administration de George W. Bush.

PARTIE B

LE RÉGIME GOUVERNEMENTAL DE SÉCURITÉ NATIONALE

CHAPITRE 3

LE DÉVELOPPEMENT POLITIQUE DU RÉGIME GOUVERNEMENTAL DE SÉCURITÉ NATIONALE

Le discours stratégique américain au sein du *national security state* par excellence

National security was a political decision in search of a theoretical foundation.

- Bill McSweeney (1999 : 45).

Thus the idea of the homeland works by generating a profound sense of insecurity, not only because of the threat of terrorism, but because the homeland, too, proves a fundamentally uncanny place, haunted by prior and future losses, invasions, abandonment. The uncanny, after all, in Freud is a translation of *unheimlich*, the “unhomely.” The homeland is haunted by all the unfamiliar yet strangely familiar foreign specters that threaten to turn it into its opposite.

- Amy Kaplan (2003 : 89).

Quel est l'effet d'une pensée stratégique orientée sur la vie politique d'un État ? Si l'on parle de sécurité nationale américaine comme si cela faisait partie du cours normal des choses, il faut savoir que c'est une dynamique encore récente. Le concept de sécurité nationale est un fondement de la politique extérieure américaine depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Il s'agit d'ailleurs d'un des arguments centraux de cette thèse, que nous étayons à travers la notion de régime gouvernemental de sécurité nationale. En fait, dans le développement disciplinaire des Relations internationales, l'idée de sécurité nationale et la réflexion plus importante sur la sécurité ont surtout cheminé en suivant l'engagement américain dans les affaires internationales à la sortie du second conflit mondial, et la signification élargie donnée à « sécurité nationale »

pour remplacer l'idée de « défense nationale » en a été très largement tributaire (Rosenberg 1993; McSweeney 1999; Stoett 1999; Grondin 2003, 2004)¹.

Au sortir de cette guerre, l'administration du président Harry Truman voulait s'assurer d'être parée à défendre les intérêts nationaux américains, même en temps de paix. Dans les années 1945-47, l'intention était de mettre en place un système de sécurité nationale qui pourrait contrer la menace soviétique sans que cela ne remette en cause les droits individuels, les libertés civiles et les principes démocratiques garantis par la Constitution américaine. Or, il ne faut jamais oublier la base de ce qui allait mener au régime gouvernemental de sécurité nationale, le subterfuge originel si l'on veut, que la doctrine de l'endiguement a permis : le postulat que l'Union soviétique devait et voulait s'étendre globalement comme empire. Les dirigeants américains de l'administration Truman en sont ainsi venus à lier l'Union soviétique de Staline à l'Allemagne nazie, à se voir comme les « leaders du monde libre » contre le totalitarisme, associé à l'Union soviétique. C'est ce qui a permis les conditions d'expansion des États-Unis comme puissance stratégique globale à travers le capitalisme industriel (Stephanson, 1995 : 123-124; Rupert, 1995). La doctrine de l'endiguement a ainsi défini les États-Unis durant toute la guerre froide, a permis la militarisation et la portée globale de l'action stratégique des États-Unis, politique, économique et militaire. C'est pourquoi il s'agit alors de décortiquer la vision globale libérale – la géopolitique libérale sécuritaire – sous-tendue par la culture du *national security state*.

Si la lutte anticomuniste est antérieure à la guerre froide, s'étant développée progressivement dans les années 1920 (Kennan, 1947), elle connaît une vigueur sans précédent avec l'éclatement de la guerre froide. Comme nous l'avons soutenu jusqu'ici,

¹ Cette vision de la sécurité nationale correspond d'ailleurs à l'émergence du discours réaliste en Relations internationales tel qu'il prend forme aux États-Unis sous l'impulsion d'Hans Morgenthau, où l'*intérêt national* est associé à la sécurité territoriale de l'État (Morgenthau, 1960 : 562; Weldes 1999; Stoett 1999 : 17). L'État devient alors le référent par excellence de la sécurité nationale et, partant, des théories conventionnelles en Relations internationales. Cette domination devient autant théorique (chez les théoriciens et intellectuels du champ universitaire) que politique (chez les décideurs).

en 1945, les États-Unis n'étaient pas encore constitués en *national security state*. En fait, ainsi que le reconnaît l'historien diplomatique Anders Stephanson, à ce moment, « Washington was in that regard a regime anomalously engaged in a global conflict *but without firm footing in the domestic structure* » (Stephanson, 1995 : 124; c'est nous qui soulignons). C'est à travers la mise en place du régime gouvernemental de sécurité nationale, avec les élites civiles qui allaient s'y greffer, dans le secteur privé comme public, que l'identité des États-Unis allait se consolider en un *national security state*, à travers l'identification d'une menace claire *maligne* (l'URSS comme « force satanique »), à combattre à l'aide d'un savoir-faire technologique, industriel, militaire, économique et scientifique (le complexe militaro-industriale-intellectuel) (Stephanson, 1995 : 124). Les origines du *national security state* émergeaient alors, le *National Security Act* de 1947 et les amendements de 1949 constituant l'acte de naissance officiel du régime gouvernemental de sécurité nationale avec la création des institutions suivantes : le département de la Défense, le Comité des chefs d'État-major interarmes (*Joint Chiefs of Staff*), le Conseil de Sécurité Nationale (*National Security Council*) et l'Agence centrale du renseignement (*Central Intelligence Agency*). S'il s'avère évident que d'autres facteurs géopolitiques et géoéconomiques ont joué un rôle dans ce processus de transformation fondamentale des États-Unis, il faut reconnaître que le régime gouvernemental de sécurité nationale américain allait se stabiliser avec « the emergence of military-industrial complex devoted to perpetual growth (and hence also to the idea of a perpetual threat) » (Stephanson, 1995 : 124). La lutte contre le communisme sera donc le ciment idéologique permettant au *national security state* d'être aussi prédominant, alors qu'il devenait plus préoccupant et *important* d'assurer une stabilité et la sécurité dans l'ordre global.

Rapidement, comme c'est le cas aujourd'hui avec la sécurité intérieure et le projet de création d'un Département dédié à cette fin, la crainte de plusieurs membres de la classe politique, de l'élite intellectuelle et de la presse a été d'assister à l'érection d'un

État-garnison et à la militarisation de la vie américaine². Dès le début des années 1940, en raison des programmes du New Deal et de l'État-Providence naissant, de nombreux Américains craignaient en effet un État fédéral dont les pouvoirs allaient s'accroissant. C'est donc au prix d'un équilibre entre les courants anti-étatistes et étatistes que l'État de sécurité nationale a vu le jour, sur une toile de fond guerrière qui aidait sa cause (Friedberg, 2000 : 350-51). Les Américains étant généralement craintifs d'un gouvernement fort, la fragmentation de la bureaucratie – une nouvelle bureaucratie de sécurité nationale – a traditionnellement pu les servir de rempart contre les excès de la branche exécutive (Porter 2005 : xi). Une logique similaire pourrait s'appliquer actuellement pour la discussion d'un « *Homeland Security State* », alors que les orientations sécuritaires préconisées par l'administration Bush après les attentats du 11 septembre 2001 présentent des enjeux similaires à ceux de la politique développée par le Président Truman au début de la guerre froide. Après tout,

The emergence of the American “security state”, and the concomitant influence of what Eisenhower famously described as the “military-industrial complex”, remains a powerful force in US policy-making and has influenced the development and relative strength of America’s own domestic political institutions and relationships. The emergence of the “war on terror” has already had a similarly transformative impact on the structure of domestic institutions in the US (Beeson, 2004 : 7).

C'est dans cet esprit que nous entreprenons maintenant de discuter de la réorganisation gouvernementale et de son effet sur la gouvernamentalité américaine axée sur la sécurité nationale depuis la Deuxième Guerre mondiale. Dans ce chapitre, nous explorons, tout d'abord, le développement politique de ce régime gouvernemental de sécurité nationale américain au cours de la guerre froide. Nous nous intéressons par la suite au débat politique qui prévaut au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale et à l'articulation des idées et des idéologies dans la stratégie géopolitique libérale sécuritaire américaine.

² Harold Lasswell est probablement le plus illustre et l'un des chefs de file de cette faction de la population craignant un État-garnison (voir Lasswell, 1940-1941 : 455-68; Hogan, 1998).

1. Les États-Unis comme *national security state* après la Deuxième Guerre mondiale

Cette thèse s'intéresse au développement politique américain en voulant jeter les bases d'une théorisation de l'État américain comme étant un régime gouvernemental de sécurité nationale, de la guerre froide à la Guerre contre la terreur. Les États-Unis se disent depuis longtemps engagés dans la défense de la démocratie et des libertés. Par conséquent, il s'est retrouvé rapidement pris entre deux eaux : 1) défendre et diffuser la démocratie libérale et 2) subvenir à ses besoins matériels et satisfaire ses intérêts égoïstes nationaux. La présente étude désire explorer le contexte de la stratégie de domination globale américaine établie depuis 1945 au moyen d'une géopolitique libérale sécuritaire pour assurer la puissance globale américaine. On s'efforce particulièrement de comprendre comment cette volonté est véhiculée à travers un discours idéologique libéral globaliste. En considérant l'adaptation sécuritaire des États-Unis à la mondialisation dont ils ont eux-mêmes été un moteur central, on veut comprendre comment cette volonté de domination globale prend forme concernant l'Espace dans le contexte de la Guerre contre la terreur et de la transformation de l'appareil militaire américain. Nous voulons montrer l'influence du régime gouvernemental de la sécurité nationale sur la réponse aux événements déstabilisateurs donnée par l'État qui dépend de ce régime. Ce régime vit grâce à un discours qui gère la menace au quotidien comme au long terme et qui doit préparer la guerre de façon permanente dans la gouvernamentalité américaine : c'est ce que représente le régime gouvernemental de sécurité nationale. La possibilité de pouvoir faire la guerre doit être pensée et planifiée, ce qui exige l'établissement de forces armées régulières permanentes et adaptées aux contextes sécuritaires présents et futurs.

1.1 La militarisation de la vie politique américaine

Si on peut prétendre pouvoir faire fi des changements occasionnés par l'érection du *national security state* et préférer mettre l'accent sur d'autres aspects plus porteurs comme l'impact du mouvement pour les droits civiques des années 1950 et 1960, qui

va changer la face des États-Unis sur le plan international à tout le moins (Dudziak, 2002; von Eschen, 1997; Plummer, 2003 et 1996), il s'avère pourtant impossible de négliger l'effet structurant de l'idéologie et du discours de la sécurité nationale sur la gouvernamentalité américaine et la réorganisation de l'État américain. Il faut voir à quel point certaines actions vont entraîner des changements profonds, comme l'introduction du système d'analyse de la RAND dans la bureaucratie de la Défense au début des années 1960, sous l'impulsion de Robert McNamara, et son extension dans l'appareil gouvernemental en entier ensuite (Amadae, 2003 : cf. 59-65)³. Hors de tout doute, au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale, l'organisation militaire aura des répercussions considérables sur la vie américaine (Carroll 2006; Desportes 2002; Hogan 1998; Yergin 1980).

Avec l'érection institutionnelle du *national security state* et de son corollaire qu'est le complexe militaro-industriel, il appert dès lors indéniable qu'on assiste à la militarisation de la politique étrangère américaine. Qui dit militarisation de la politique étrangère américaine implique donc nécessairement les élites civiles au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale des États-Unis qui seront chargées de gérer le nouvel appareil bureaucratique, de participer à la gouvernance de la vie

³ L'excellent chapitre sur la gestion du *National Security State* de l'étude colossale de S. M. Amadae (2003), *Rationalizing Capitalist Democracy*, est révélateur quant à l'empreinte de la culture de la sécurité nationale sur la vie gouvernementale et sociétale en montrant combien ont été influents les analystes des premières heures de la RAND, spécialisés sur la stratégie nucléaire, la théorie des jeux et ayant développé ni plus ni moins le champ de la *public policy* aux États-Unis et la théorie du choix rationnelle, ce qui a donné, selon les termes d'Amadae, le libéralisme du choix rationnel proprement américain. Amadae expose ainsi comment cette théorisation au sein du *National Security State* s'appliquait d'abord au processus décisionnel en matière d'affaires militaires et de sécurité nationale et répondait d'une volonté de lier « science » et « rationalisme » – intellectuellement ancrée dans les théories de la modernisation (Latham, 2000; Gilman, 2003) – dans un combat politico-idéologique contre le marxisme et le communisme soviétique, et ce, afin de *défendre* la démocratie américaine. Évidemment, la logique même du *National Security State* présuppose un ennemi, une menace et, partant, une défense contre celui-ci ou celle-ci. La simple rumeur de cette menace justifiait l'architecture nouvelle pour y répondre, la gérer et la combattre. Si on parle de « rumeurs d'un ennemi », pour faire écho à Ron Robin, c'est que l'élaboration de programmes, de services et de personnels dédiés à la « sécurité nationale » ont rendu nécessaire cet amalgame de connaissances disparates et de codes culturels où se mêlaient préjugés et évaluations plus crédibles, afin « transformer un adversaire éloigné en un danger immédiat et clairement identifiable » (Robin, 2001 : 3).

socioéconomique et politique aux États-Unis et de préparer l'État américain à gérer l'ordre global (Brands, 1994). Afin de comprendre la portée de ce processus, on ne peut faire mieux que de commencer par la magistrale étude sur l'élite au pouvoir du sociologue témoin et observateur des premières heures de la mise en place de cet État, C. Wright Mills. Dans *The Power Elite*, Mills démontre qu'il n'y a pas de doute qu'avec l'apparition du *national security state*, les élites les plus importantes seront celles qui s'intéresseront à l'activité militaire; elles seront les rouages essentiels et les agents produisant, reproduisant et légitimant l'État américain (Mills, 1956 : 276-278). L'État créé et en pleine expansion est un État militaire, sécuritaire et policier, qui grandit en termes de personnel militaire et dont l'idéologie est teintée de la logique de la sécurité nationale en guise de justification. C'est pourquoi Mills avance qu'on peut observer l'émergence de cet État à travers « l'unité et la forme de cette élite au pouvoir en terme d'ascension militaire » (Mills, 1956 : 277).

L'ordre militaire qui était restreint en raison des craintes de l'État garnison et des milices des États, héritage de la guerre civile, sera désormais un organe bureaucratique imposant qui a des répercussions sur la vie politique et économique de la nation (Hooks, 1990 : 360). L'appareil militaire créé est sans précédent, comptant aujourd'hui sur plus de 700 bases à travers le monde et sur un budget annuel dépassant les 400 milliards de dollars. En effet, d'avancer Mills, dans les années suivant la fin de la Deuxième Guerre mondiale, on est loin d'une époque où l'on pouvait distinguer un ordre militaire d'un ordre économique : « There is a political economy linked, in a thousand ways, with military institutions and decisions. [...] [T]here is an ever-increasing interlocking of economic, military, and political structures » (Mills, 1956 : 8). Cette évolution est centrale pour comprendre les spécificités du régime gouvernemental de sécurité nationale⁴. Ce nouveau pouvoir constitue effectivement un

⁴ Suivant les travaux de Charles Tilly sur la construction de l'État par la guerre (*statemaking and warmaking*), Gregory Hooks et Gregory McLauchlan avancent que c'est la construction du Pentagone qui entraîne une planification de la défense constante – ce qui stimule d'autant le complexe militaro-industriel – qui constituerait « the most striking episode of state building in the nation's history » (Hooks

véritable complexe institutionnel gouvernementalisé par une logique sécuritaire et il est à la fois complice et tributaire d'une architecture permanente de défense à laquelle est mêlée une industrie militaire. C'est pourquoi le président Eisenhower l'a appelé le « complexe militaro-industriel ». Étant donné cette institutionnalisation de la sécurité nationale dans une économie politique marquée par la culture de la peur et du secret et la paranoïa, les États-Unis s'avèrent presque irrémédiablement marqués par une capacité de destruction, une fascination psychique pour l'idée de la sécurité nationale et un appareil gouvernemental grandiose qui modifie la relation des citoyens avec leurs gouvernants et leur gouvernement (Mills, 1956 : 19-25). Si on résume la culture politique de la guerre froide à trois grands traits caractéristiques, on obtient donc : 1) la menace constante de la guerre nucléaire; 2) la préoccupation constante avec la sécurité nationale; et 3) la vision bipolaire du monde et *simplifiée* des réalités du monde (Boyer, 2001 : 1). Cette culture politique de la paranoïa et de l'hystérie qui a marqué la guerre froide a pu s'imposer, parce qu'elle avait des médias lui permettant d'être diffusée et invoquée avant d'être intériorisée au point de paraître absente :

[F]rom the giddy days of the first and through the most morbid moments of the Second Cold War, the popular culture, journalism, and academic study of international intrigue has been an important intertext of power and play in world politics. This intertext represents a field of ideological contestation where national security strategies, with their end-games of impossibly real wars of mass annihilation can be played and replayed for mass consumption as a simulation of war in which states compete, interests clash, and spy counters spy, all in significant fun (Der Derian, 1992 : 41).

La militarisation – et la guerre comme pratique sociale normale – en viennent ce faisant à définir l'identité étatique américaine (Campbell, 1998 ; Weldes, 1999), voire à

et McLauchlan, 1992 : 757). C'est aussi l'idée défendue par James Carroll (2006). Ailleurs, développant une théorie du complexe militaro-industriel centrée sur l'État basée sur la théorie sociologique de Charles Tilly et raffinant la position de Mills, Gregory Hooks, en se concentrant sur la construction et l'institutionnalisation du Pentagone comme structure gouvernementale, insiste sur le fait qu'il s'agit plus d'un « processus de construction étatique » (*state-building*) que d'une transformation au niveau des élites (Hooks, 1990 : 364-365). Nous soutenons en revanche que c'est un processus qui compte à la fois sur des élites *tout* en participant à un processus de construction étatique dans la plus grande matrice gouvernementale que sera le régime gouvernemental de sécurité nationale. Ainsi, si Hooks et McLauchlan font bien de reconnaître que les bureaucraties militaires sont souvent isolées et peuvent vaquer à leurs occupations sans être affectées, notamment dans le processus d'acquisition de nouveaux systèmes d'armements, le Pentagone réussissant, il est vrai, à se constituer une sorte de niche qui lui sera cruciale pour la planification militaire en étant plus à l'écart des contraintes gouvernementales, il est toutefois clair qu'il ne sera jamais la seule institution de sécurité nationale impliquée dans le processus.

pénétrer le tissu social pour faire partie du paysage politique américain, la société civile étant elle-même aux prises avec le processus de normalisation et de production de la violence. En effet, quand on pense que le Pentagone est le plus gros employeur des États-Unis, qu'on considère son budget colossal et que les institutions de la sécurité nationale sont allées croissantes en importance, on ne peut pas penser aux États-Unis en dehors de cette vie *par* la sécurité nationale et *pour* la sécurité nationale :

National Security assumed permanent and paramount importance in American Life, so that much of the nation's treasure was devoted to it, its armed forces spread over much of the globe, and its science and industry were profoundly reoriented. [...] [W]ar defined much of the American imagination [...] to the point that Americans routinely declared "war" on all sorts of things that did not involve physical combat at all. Thus, militarization reshaped *every* realm of American life – politics and foreign policy, economics and technology, culture and social relations – making America a profoundly different nation (Sherry, 1995 : x).

Dans toute analyse, poststructuraliste par surcroît, l'emploi des termes et le choix des mots importent. Si nous allons référer parfois à la militarisation de la vie politique américaine dans cette thèse, nous n'allons pas lui donner tout à fait le même sens que Sherry lui accorde. Dans *The Shadow of War : The United States Since the 1930s* (1995), Michael Sherry décrit la transformation politique structurelle de la vie américaine instituée par le *national security state* comme étant sa « militarisation », un processus qu'il impute plutôt aux actions de Franklin Delano Roosevelt qu'à celles de l'administration Truman. S'il est juste que c'est sous la férule de Franklin Delano Roosevelt que le *national security state* prend forme comme discours (Rosenberg, 1993; Sherry, 1995; Schrecker, 1998), la *Loi sur la sécurité sociale de 1935* ayant familiarisé les Américains avec le nouveau concept de la « sécurité sociale » (Neocleous, 2006), force est néanmoins de constater que l'institutionnalisation sera complétée par l'administration Truman et que des débats déterminants auront lieu entre 1945 et 1947 – après la mort de Roosevelt donc – quant à l'emprise du *national security state* sur la vie politique américaine (Hogan, 1998; Yergin, 1980 ; Bell, 2004). Ce que Sherry nomme la militarisation de la vie politique américaine s'avère une métaphore pour l'ensemble des programmes fédéraux et des bureaucraties mis en place pour l'entreprise guerrière ayant résulté de la Deuxième Guerre mondiale. Le sens

conféré par Sherry à militarisation est donc davantage réservé à son utilisation métaphorique dans le langage employé par les présidents pour imprégner une situation politique de leur leadership et de la nécessité de recourir à une action nationale pour y faire face (Sherry, 1995 : XXX)⁵. Ce qu'il conçoit comme la militarisation concerne néanmoins le cœur de ce que nous comprenons comme le *national security state* et que nous étendons au-delà du gouvernement avec le régime gouvernemental de sécurité nationale.

Notre thèse parle de la culture politique de sécurité nationale et du *national security state*, qu'on résume au régime gouvernemental de sécurité nationale et qui appelle à une préparation militaire permanente. Nous parlons ainsi de la culture politique du *national security state* qui caractérisera la gouvernamentalité américaine à partir de 1945. Cette nouvelle culture cimentera les besoins d'affirmation globale des États-Unis en matière de sécurité et de puissance économique. L'essence du *national security state* allait ainsi reposer sur le débat politique récurrent et structurel sur la recherche d'un équilibre entre sécurité et économie dans une perspective nationale appliquée globalement. Cette caractéristique est demeurée cruciale jusqu'à ce jour. Son esprit est d'ailleurs bien résumé par Sherry :

Preparedness would help nourish the scientific infrastructure needed for economic expansion, strengthen ties between the corporate and the political elites, and defend access to the markets and materials deemed necessary for continued economic growth. And preparedness could stimulate gross domestic investment at a time when other forms of government spending were anathema to powerful interests (Sherry, 1977 : 236).

En effet, ce n'est pas tant les hauts faits d'arme militaires ou l'emploi réel de la force militaire que l'insertion de la terminologie militaire et de l'expression « guerre » dans la gestion des affaires étatiques, dans la gouvernamentalité américaine et dans l'art de gouverner que Sherry remarque. Par conséquent, sans du tout nier la force analytique

⁵ Cela n'est d'ailleurs pas surprenant que la métaphore guerrière soit employée dans la rhétorique présidentielle, car, symboliquement, les forces armées (l'armée de Terre, les Fusiliers marins, la Marine et l'armée de l'Air) sont « aux États-Unis la seule institution à être pensée et décrite comme "nationale", par opposition aux administrations « fédérales », y compris le gouvernement » (de Durand, 2005 : 24).

qu'il donne à la militarisation⁶, nous lui préférons néanmoins le terme de régime gouvernemental de sécurité nationale et, donc, l'idée de *national security state* pour rendre compte à la fois de la puissance des États-Unis depuis la Deuxième Guerre mondiale, de leur identité étatique, ainsi que de leurs actions globales. D'abord, s'il est admis que le concept de sécurité nationale doit être contextualisé et utilisé avec précaution, qu'il est flou et ambigu (Wolfers, 1962) au point de devenir, pour reprendre les mots de l'historienne Emily Rosenberg, un « semiotic black hole, sucking in all meanings » (Rosenberg, 1993 : 283-84), il n'en demeure pas moins central pour comprendre la politique américaine depuis la guerre froide. S'il a été initialement plutôt confiné aux pouvoirs militaire, industriel et scientifique, le concept a évolué au fil du temps et ce qu'il a perdu en précision, il l'a gagné en force rhétorique, puisqu'il en est venu à englober un plus grand nombre d'enjeux et de menaces à l'État et à la nation. Il a sans l'ombre d'un doute discipliné la vie américaine. Il s'agit d'un concept incontournable, sinon le concept central, pour étudier de façon critique la vie politique américaine depuis 1945, tant dans sa politique étrangère qu'intérieure (en prenant pour acquis que les deux sphères aux frontières poreuses et presque indissociables sont inséparables).

⁶ Bien qu'il connaisse le terme de « *national security state* », Sherry ne le retient pas, et ce, pour deux raisons : de un, parce qu'il conçoit l'État américain dans une vision statique et réductrice qui se limite au gouvernement fédéral et à l'exécutif (et aux institutions formelles créées) durant la guerre froide. Il constate ainsi que « the federal government never became a "national security state" with the singlemindedness that term implies, for it was too chronically in disarray and too challenged by other tasks to give national security sole priority » (Sherry, 1995 : xi). Il ne veut également pas retenir le terme de « sécurité nationale » pour le flou conceptuel qu'il contient et parce que c'est « un artéfact construit artificiellement durant la période d'étude [la guerre froide] » et que cela ne rend pas compte de la partialité et de l'étendue de la militarisation (Sherry, 1995 : xi). Ironiquement, il en vient à définir la militarisation comme un processus historique qui vient rejoindre plusieurs des idées qui s'appliquent à ce que nous appelons le *national security state* : « Militarization can be defined as "the contradictory and tense social process in which civil society organizes itself for the production of violence". I use the term more broadly to refer to the process by which war and national security became consuming anxieties and provided the memories, models, and metaphors that shaped broad areas of national life » (Sherry, 1995 : xi).

1.2 L'héritage culturel du *national security state* et le mythe de Pearl Harbor

Le *national security state* a symbolisé les origines de la guerre froide. Cette évolution n'est en ce sens pas tant le fruit d'une politique intérieure en soif de puissance et de sécurité que le résultat de la Deuxième Guerre mondiale, de l'attaque surprise de Pearl Harbor, qui fera couler beaucoup d'encre et hantera les esprits américains jusqu'à ce jour, ainsi que de la lutte armée menée contre l'Allemagne nazie et le Japon militariste. C'est d'ailleurs ce qu'en dit l'apologiste de l'empire américain du jour, Robert Kaplan, qui écrit : « Despite building the Panama Canal – one of those rare, conscious feats of empire building, accomplished by President Theodore Roosevelt – it was also not inevitable that America should have become a preeminent global power. What would the United States have become without Adolf Hitler and Hideki Tojo? » (Kaplan, 2005 : 7).

De parler du nouveau contexte stratégique induit par la menace globale terroriste ou de dire qu'il faille repenser les façons de faire la sécurité ne signifie pas nécessairement qu'il s'agit d'implanter une « nouvelle pensée », loin de là. On n'aura de cesse de rappeler l'importance de s'arrêter au contexte constitutif du discours, à ce qui crée les conditions de possibilité d'un phénomène dans la prise d'une décision politique. En effet, « because invoking security is a political act and the discourses that construct dangers and endangered subjects are far from natural or neutral reflections of an independent reality, how the larger social and political contexts within such discourses are invoked should also be given analytical attention » (Dalby, 2002 : xxi). Pour les États-Unis en particulier, il convient de souligner que la pensée sécuritaire de l'après-11 septembre prend bien davantage la forme d'un retour à une pensée du passé, tournée vers des pratiques sécuritaires de la guerre froide. En fait, lorsqu'on s'y arrête sérieusement, on est à même de remarquer que plusieurs pratiques sont plus en continuité qu'en rupture avec des pratiques établies de la guerre froide. Il est ainsi peu étonnant de voir à quel point il est redevenu courant de parler de sécurité et de défense sur la scène publique et d'avoir non pas l'après-guerre froide en tête mais bien

davantage l'expérience de la guerre froide et de la Deuxième Guerre mondiale, c'est-à-dire des situations où les enjeux semblaient plus clairement définis et les menaces plus facilement identifiées. À ce propos, si David Campbell a tout à fait raison de dire que la guerre froide était « as a disciplinary strategy that was global in scope but national in design » (Campbell, 1998 : 227), on peut en dire tout autant de la Guerre contre la terreur aujourd'hui. Cependant, il s'avère néanmoins évident que le processus met en relief une transformation du discours sécuritaire, alors que la sécurité nationale prend de nouvelles significations. La Guerre contre la terreur devient un effort de re-sécuriser le territoire national, ce qui a pour effet de réactiver sans autocritique la violence du régime gouvernemental de sécurité nationale. On peut d'ailleurs dire que la façon de réagir aux événements du 11 septembre 2001 qu'a adopté le régime gouvernemental de sécurité nationale américain n'aurait pu être *que* la réponse militaire que sa culture rend possible, sur fond de patriotisme exalté. Car il s'agit bien d'une préparation à la guerre permanente que le régime gouvernemental de sécurité nationale met en scène dans l'organisation et la gestion de la vie américaine. La gouvernance « démocratique » sécuritaire prétextant un contexte exceptionnel et la Guerre contre la terreur pour répondre au 11 septembre 2001 n'en sont que les prolongements logiques : « For a society committed to armed struggle, there is little distinction between military and civilian life. "The cause" becomes everything, justifying extraordinary measures, demanding larger-than-life sacrifices. Ordinary life is recruited into the ruthless binary that frames the struggle [...]. There is no room for a loyal opposition; to question is to betray » (Milner, Krishna, and Ferguson, 2001). C'est dans cet esprit qu'on a dit que la culture politique américaine et le discours de sécurité nationale ont associé rapidement le 11 septembre 2001 à l'attaque japonaise sur Pearl Harbor. Ce n'est donc pas surprenant que la peur d'un « Pearl Harbor spatial » soit si souvent mentionnée en ce qui concerne les développements du projet militaire spatial. Cynthia Weber soutient ainsi que la métaphore de Pearl Harbor sert rhétoriquement, dans le discours politique américain, à « fournir à l'Amérique un sens historique du destin, du devoir moral et de l'agence héroïque en faisant du passé glorieux le présent » (Weber 2003 : 178). Neal

Milner, Sankaran Krishna et Kathy Ferguson ont en ce sens bien raison de rétorquer que les

the Pearl Harbor analogies that were so popular after the initial September 11 attack pull our mental maps toward the reassuring promise of a clear enemy, a workable military solution, and, best of all, a total victory. The Bush administration's unwillingness to negotiate, to accept anything less than total victory, suggests that the World War II model of universal triumph vs. complete surrender still operates in U.S. policy (Milner, Krishna, and Ferguson, 2001).

Cette guerre sera matricielle pour les États-Unis en tant que puissance stratégique globale, mais également quant à sa psyché collective et son imaginaire collectif⁷. À ce

⁷ Il ne fait aucun doute que c'est la nouvelle menace structurante construite par les gestionnaires américains de la peur et du risque qui sert sans réel débat à légitimer les actions d'une puissance « impériale démocratique » américaine, qui ne fait vraiment, il faut le reconnaître, que pousser à son paroxysme une logique présente depuis longtemps, et notamment dès les lendemains de la Seconde Guerre mondiale. L'appel aux héros de la Deuxième Guerre mondiale, qui avaient combattu pour une cause « juste » et « noble », n'est pas une action innocente et cette rhétorique colore les actions de l'administration Bush depuis les lendemains des attaques de septembre 2001. Le récit patriotique veut que ce soit à travers la guerre que les États-Unis se sont régénérés, que la « nation » qui avait « perdu son innocence » avec l'attaque sur Pearl Harbor allait révéler sa valeur et sa gloire toute puissante. D'ailleurs, en repensant à cette bande annonce du film *Pearl Harbor* de Jerry Bruckheimer et de Michael Bay, qui a été diffusée au moins un an avant sa sortie en 2001, on est transporté dans l'état d'esprit de la marche à la guerre, on est dans une trame narrative qui nous prépare à la chose guerrière et au sentiment patriotique. À la fin de la bande annonce, apparaît à l'écran, en sous-titres, la phrase : « it was the end of innocence and the dawn of a nation's greatest glory ». Cela ne saurait être plus clair. En nous intéressant de plus près à cette bande annonce, nous pouvons remarquer à quel point elle joue un rôle politique de mobilisation nationale aux États-Unis dans le début tumultueux de l'administration de George W. Bush, élu dans un contexte très contesté. Dans la bande annonce, nous entendons, derrière les images qui nous montrent la vie quotidienne calme et paisible sur la base de Pearl Harbor (des pilotes de chasse qui s'entraînent, des infirmières et des femmes étendant du linge et faisant la lessive), la voix du président Franklin Delano Roosevelt. Ces images seront brisées par la tragédie qu'est la guerre, « non désirée », comme le 11 septembre 2001 l'a été, une tragédie qui vient ôter à une nation son innocence (mais jamais sa prétention à cette innocence). FDR dit ainsi : « How long is America going to pretend that the world is not at war? From Berlin, Rome, and Tokyo, we have been described as a nation of weaklings and playboys, who hire British or Russian or Chinese soldiers to do our fighting for us. We've been trained to think that we are invincible. But our people think Hitler and his Nazi thugs are Europe's problem. We have to do more. Does anyone think that victory is possible without facing danger? At times like these we all need to be reminded of who we truly are – that we will not give up. December 7th, 1941. A date which will live in infamy. The United States of America was suddenly and deliberately attacked by the empire of Japan. We are at war. Tell that to the soldiers who today are hitting hard in the far waters of the Pacific. Tell that to the boys in the flying fortresses. Tell that to the Marines » (FDR, 1942). Ces images mêlées au discours militariste, vibrant et patriotique du président avaient été peaufinées et dédiées à une audience américaine. Quand on repense au moment de sa sortie, le 25 mai 2001 – avant le 11 septembre 2001 donc – et qu'on repense à la suite des événements, on ne peut s'empêcher de se dire « Quelle coïncidence ! ». En sachant que le film a ensuite connu un succès bœuf pour sa sortie DVD (un marché très lucratif désormais) à Noël 2001, on peut certes croire que le climat de sacrifice, de sens de l'honneur et d'héroïsme que ce film cherche à véhiculer a joué un rôle mobilisateur central au sein de la nation américaine dans la Guerre contre la terreur déclarée par l'Administration Bush.

nouveau *national security state* est dialectiquement relié le souvenir de Pearl Harbor. L'impact idéologique dans la gouvernamentalité américaine du *national security state* est le développement d'une mentalité voyant le danger comme étant constamment présent dans la vie politique américaine et qui entraîne l'acceptation d'une préparation militaire constante pour que les États-Unis puissent répondre au contexte stratégique global et assumer leurs nouvelles responsabilités de puissance globale⁸.

Il n'y a aucun doute que les mots « Pearl Harbor » orientent la réponse de sécurité nationale des États-Unis depuis les débuts de la Deuxième Guerre mondiale et ont été le catalyseur de la réorganisation gouvernementale monumentale survenue dans les premiers moments de la guerre froide. On pourrait sans hésitation affirmer que la gouvernamentalité américaine de la guerre froide est tributaire de la force psychique de cet incident. Le 11 septembre 2001 allait en quelque sorte constituer le moment de la « vulnérabilité retrouvée ». De plusieurs façons, un parallèle a été établi entre « Pearl Harbor » et les événements du 11 septembre 2001, autant parmi les dirigeants politiques que dans la population, alors que les Américains ont le sentiment d'avoir été victimes d'un « nouveau Pearl Harbor ». En effet, le 11 septembre 2001 a été construit par la gouvernamentalité américaine comme une opportunité nationaliste et souverainiste de réaffirmer le *national security state*, celui-là même créé en réaction à Pearl Harbor : « After September 11, the Pearl Harbor frame emerged immediately and reverberated for days and months to remind Americans that war is the appropriate response to the attack » (May, 2003 : 41). La stratégie rhétorique sous-tendant ce parallèle analogique est loin d'être innocente et joue par conséquent un rôle fondamental dans la volonté de réaffirmer le pouvoir souverain des États-Unis. L'administration Bush n'a toutefois pas laissé place à notre imagination, alors qu'elle s'est chargée d'inscrire son action dans le spectre de Pearl Harbor pour faire face à une « nouvelle » menace « maléfique » avec le terrorisme global islamiste fondamentaliste.

⁸ La meilleure étude sur la mentalité de la sécurité nationale et sur son institutionnalisation dans la gouvernamentalité étatique des États-Unis est de celle de Michael J. Hogan, *A Cross of Iron : Harry S. Truman and the Origins of the National Security State, 1945-1954* (1998).

La même rhétorique allait servir pour la stratégie astropolitique – avant même que ne surviennent les attentats du 11 septembre 2001 (Space Commission, 2001). Dans son ouvrage *Gunfighter Nation : The Myth of the Frontier in Twentieth Century America*, l'historien Richard Slotkin donne l'exemple de Pearl Harbor pour expliquer comment la seule évocation de ces mots réfère à une série de faits historiques qui sont sous-entendus mais non détaillés et renvoie du coup à l'ensemble des traditions interprétatives de l'événement (Slotkin, 1992 : 6). C'est ainsi que l'attaque du 7 décembre 1941 de la base de Pearl Harbor et tous les éléments s'y rattachant deviennent condensés dans la seule expression « Pearl Harbor », sans qu'on ait besoin de les préciser. Le contenu historique s'en trouve dilué, au point de devenir un cliché. Des comparaisons peuvent alors plus facilement s'établir, ainsi que des liens entre des événements qui, historiquement, n'en ont aucun : affirmer, par exemple, que les attentats du 11 septembre 2001 ont été un « deuxième Pearl Harbor » cherche à associer à l'événement une certaine affectivité qui peut servir de fondement à l'action. Ce mécanisme psychique de défense, cette association affective de peur et de résolution investie dans la référence à Pearl Harbor, est avant tout corollaire de l'esprit du *national security state* créé après la Deuxième Guerre mondiale. Le mécanisme de réponse militaire est l'une des caractéristiques essentielles de cette mentalité.

Lorsqu'on parle du spectre de la guerre froide et de l'héritage du *national security state* sur la gouvernamentalité étatique américaine, c'est donc avant tout à cette mentalité du danger toujours présent dans le discours de politique étrangère et à la mémoire de Pearl Harbor qu'on réfère⁹. La terreur dans laquelle les États-Unis ont été plongés après le 11 septembre 2001, si elle ne pouvait être éradiquée, devait être investie d'un sentiment patriotique optimiste qui montrait une issue victorieuse possible. Le récit de Pearl Harbor qui a servi la mobilisation de la population

⁹ Une analyse magistrale de l'utilisation du cadre historique de Pearl Harbor dans les pratiques culturelles américaine est celle de l'historienne Emily S. Rosenberg *A Date Which Will Live : Pearl Harbor in American Memory* (2003).

américaine durant la Deuxième Guerre mondiale est ainsi inscrit dans une rhétorique similaire qui donne accès à une

moral grammar that will promise it not security, but a US-led discourse of securitisation; not closure, but the possibility of enclosure of its enemy and of its resecured domestic space; not a baseless, premature fatherhood for this war-torn world, but a domestically grounded, proper fatherly role in a post-war world. All this was promised by the moral grammar of the Second World War (Weber, 2002 : 146-47).

La trame narrative du 11 septembre/Pearl Harbor transforme donc la subjectivité américaine en un Soi vaillant, glorieux et héroïque qui doit agir dans ce monde dont l'ordre a été redessiné après avoir été la victime d'une agression. Et ce n'est pas une erreur de penser que la filiation établie entre le combat contre le totalitarisme et contre le terrorisme global d'inspiration islamiste puise aux mêmes racines militaristes de la démocratie libérale américaine. Il demeure néanmoins problématique qu'on ne puisse pas vraiment chercher à revoir le fonctionnement de cet appareil gouvernemental sécuritaire conçu pour un contexte révolu, d'autant plus qu'on pourrait croire que le consensus politique réuni autour d'une menace ne tient plus :

Coupling fears of Soviet ambitions, of a repeat of Pearl Harbor, and of nuclear war, these institutions formed the heart of a semipermanent military mobilization to support the policies of containment militarism. If this context is no longer applicable, the case that the national security state is not an appropriate mode for social organization in the future is in many ways compelling. If security is premised on violence, as security-dilemma and national-security literatures suggest (albeit often reluctantly), perhaps the necessity of rethinking global politics requires abandoning the term and the conceptual strictures that go with it (Dalby, 1997 : 21).

1.3 Le régime gouvernemental de sécurité nationale et l'ennemi commun

Certains ont parlé du moment particulier de l'après-Deuxième Guerre mondiale comme le « moment libéral » (Latham, 1997) qui a rapidement fait place à ce qui est appelé par plusieurs comme le « libéralisme de la guerre froide ». Ce dernier a été consacré par l'implantation de l'appareil de sécurité nationale qui a mis fin aux projets plus progressistes liés au *New Deal* de Franklin Roosevelt d'un État-Providence plus généreux en terme de filet de sécurité sociale et plus présent dans la vie politique des citoyens – c'est ce qui a mis fin au projet de *Fair Deal* de Truman qui voulait

poursuivre le projet de social-démocratie amorcé par Roosevelt (Neocleous, 2006)¹⁰. Comme l'indique Jonathan Bell, ce libéralisme de la guerre froide est partie intégrante du régime gouvernemental de sécurité nationale et va d'emblée avec l'équilibre politique recherché en ce qui concerne l'objectif de domination globale américaine :

The foundations of Cold War liberalism were completed with the establishment of the Central Intelligence Agency and the National Security apparatus to use American state power to combat the geopolitical expansion of unfriendly states overseas. Although many Republicans remained wary of enlarging state capacity for national security purposes, it was a policy far more easily sold on Capitol Hill than most of Truman's domestic program, and would soon help form a bipartisan alliance of Cold Warriors pulling the Truman administration toward the use of state power for perceived anti-totalitarian ends (Bell, 2004 : 78).

Une fois le régime gouvernemental de sécurité nationale bien constitué avec son ancrage dans le projet identitaire national sécuritaire associé au libéralisme de la guerre froide et souvent résumé à l'américanisme, la guerre froide est venue solidifier les conditions de possibilité d'une stratégie géopolitique bipartisane et consensuelle : « That new global conflict recast Americanism as the antithesis of Communism and identified the national creed as the last best hope of a world threatened by totalitarianism and yearning for freedom » (Kazin et McCartin, 2006 : 6). Comme l'explique le néoconservateur Robert Kagan dans *Of Paradise and Power*, deux des piliers de la légitimité du leadership global des États-Unis durant la guerre froide étaient : 1) la menace stratégique commune (à ce qu'on a appelé le « monde libre » et que Kagan appelle maintenant la partie de l'humanité partageant les principes américains de démocratie libérale) représentée par l'URSS; et son corollaire, 2) la menace idéologique commune totalitaire, aussi associée avant tout à l'URSS (c'est pourquoi les États-Unis se sont dits les « leaders du monde libre ») (Kagan, 2003 : 109-111). Or, il appert que malgré la fin de la guerre froide et la disparition de l'« ennemi traditionnel » soviétique, les mesures et les moyens d'assurer la sécurité nationale des États-Unis n'ont pas été repensés (Stuart, 2003), ce qui implique que la

¹⁰ C'est ce qui est vu par plusieurs, dont Jonathan Bell (2004) et Aaron Friedberg (2000), comme la résurgence de la frange anti-étatiste au sein de la culture politique américaine, notamment chez les élites.

logique de l'État de sécurité nationale reste toujours dominante¹¹. D'une certaine façon, cela pourrait aussi s'expliquer par le fait que le régime gouvernemental de sécurité nationale a pu se maintenir en place en étant en mesure de toujours reproduire les conditions de sa possibilité – l'identification d'une menace et l'inimitié existentielle envers l'agence vectrice de cette menace pour justifier la préparation militaire, sécuritaire et policière contre elle :

The academic co-production of this critical rumor was informed by numerous intellectual developments that were not directly or exclusively related to the military industrial-complex. The national security state was far from being a seamless, monolithic operation, and there was never a unitary militarization of academia. The academic construction of the enemy was powered as much by internal intellectual developments as by the impingement of external political forces (Robin, 2001 : 5).

En d'autres mots, cela établit, pour ceux qui en douteraient (encore), que la construction de l'ennemi ne s'est jamais faite par la seule considération des questions liées traditionnellement à la sécurité nationale (à la représentation que s'en faisaient les agents sociaux du moins). Ainsi, les dirigeants américains recourent aujourd'hui au discours de la guerre froide – au discours de la sécurité nationale – pour lutter contre le terrorisme : le discours sécuritaire d'un Autre jugé barbare contre qui il faut se protéger et qui justifie l'imposition de mesures allant à l'encontre des libertés civiles individuelles. Aux côtés du terrorisme transnational, Saddam Hussein est ainsi devenu le nouveau Satan à combattre. Maintenant que Saddam Hussein n'est plus, la présence de la terreur dans des réseaux obscurs qui se réclament de la nébuleuse islamiste d'Al Qaida permet à cette Guerre contre la terreur de se pérenniser.

2. Le régime gouvernemental de sécurité nationale et le projet identitaire libéral sécuritaire

Ce qui nous intéresse avant tout avec l'idée du *national security state*, c'est de voir l'effet sur la culture politique et sur l'identité étatique que le régime gouvernemental de sécurité nationale impose à la vie politique américaine, de la guerre froide à la Guerre

¹¹ Bien que cela signifie que l'expression qui a vu son apparition, celle de « monde libre », n'ait plus du tout la même résonance aujourd'hui, il n'est pas encore possible d'identifier ce qui a pu le remplacer, l'islam radical ne pouvant pas vraiment se suppléer au communisme comme menace à la démocratie libérale (Kagan, 2003 : 111).

contre la terreur. Nous nous arrêtons sur le discours et la matrice que le régime de gouvernementalité du *national security state* impose à la vie politique et sociale américaine et au comportement de l'État. Cette mentalité est effectivement désormais partie intégrante de la politique identitaire des États-Unis et ils semblent difficilement pouvoir s'en défaire. Il est entendu que la sécurité nationale ne signifie pas que la protection de la vie des citoyens et de la préservation de l'État et de son territoire : dans la gouvernementalité américaine, elle constitue *avant tout* « a construction rationalizing and justifying the extension of power – political, military, economic, and cultural – beyond the boundaries of the nation » (Kennedy et Lucas, 2005 : 329, n. 4). En effet, comme l'explique Laura McEnaney dans son étude de l'idée de défense civile durant la guerre froide, « with the end of the war [la Deuxième Guerre mondiale] and the rise of the U.S. national security state, the “ambient militarism” of Cold War U.S. culture translated the very meaning of national security into a “perception, a state of mind” – a profoundly psychological state in which the civilian psyche became a difficult but pervasive variable in military planning » (Laura McEnaney, citée dans Orr, 2004 : 457).

Nous devons donc nous arrêter sur les rouages essentiels de ce régime gouvernemental de sécurité nationale qui nous permettent de comprendre sa portée : d'une part, la militarisation de la vie politique qu'il induit et, d'autre part, le besoin existentiel d'une relation d'inimitié abstraite et réactivée constamment, laquelle est constitutive de l'identité nationale du pouvoir souverain de l'État pour agir dans l'espace global. Nous nous intéressons au comment et aux conditions de possibilité ayant fait en sorte de prolonger au-delà de la Deuxième Guerre mondiale l'idée d'une préparation militaire permanente inspirée de l'expérience de la « guerre totale ». Il apparaît d'emblée évident que la machine de guerre et industrielle y sont pour beaucoup, mais nous voulons plutôt explorer la portée de ce que nous avons appelé le régime gouvernemental de sécurité nationale. Cependant, il s'avère essentiel d'expliquer d'abord comment le discours de la sécurité nationale parvient à prendre forme et à

s'implanter au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale et comment le débat politique s'y articule.

2.1 La stratégie géopolitique libérale sécuritaire

Il est connu que les élites politiques américaines, sous la direction de Roosevelt, se sont demandé, avant même la fin de la Deuxième Guerre mondiale, comment repenser l'organisation de la puissance américaine dans l'arène global une fois la guerre terminée. Ces élites dirigeantes – étatiques, financières, militaires et industrielles – allaient former un discours de la sécurité nationale et donner une vie à l'État américain au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale en partageant une certaine vision hégémonique de la puissance américaine, une vision qui trouve sa cohérence dans le discours géopolitique libéral sécuritaire (Sparke, 2005). Il ne faut cependant pas penser que les élites de sécurité nationale étaient toutes reliées, se connaissaient toutes, partageaient toutes les mêmes idées et avaient la même vision du rôle des États-Unis dans les affaires mondiales (Hodgson, 1973 : 4)¹². Au sein du *national security state*

¹² Un chercheur, Godfrey Hodgson, s'est d'ailleurs posé la question à savoir « s'il y a déjà eu un establishment de la politique étrangère américaine? » (Hodgson, 1973 : 4). Selon ses dires :

- cet establishment n'était pas l'équivalent du *Council on Foreign Relations*;
- ce n'était pas uniquement la classe supérieure (*upper class*), car plusieurs « good old boys » de classe inférieure en ont fait partie, notamment en raison du fameux « GI Bill » de l'après-guerre qui a donné un accès aux études supérieures à plusieurs vétérans – même si les connections familiales et les descendance nanties et l'éducation dans une université de type *Ivy League* avaient certes un rôle à jouer pour réussir à appartenir cet establishment;
- et cela, c'est sans compter l'expérience de la guerre, de la Deuxième Guerre mondiale et de celle de Corée notamment, qui allaient permettre à plusieurs individus de se faire valoir, de se faire connaître et de joindre les rangs de l'establishment sélect de la politique étrangère.

Parce qu'une définition est toujours utile, même incomplète et problématique, nous retenons celle que propose Godfrey Hodgson : l'establishment n'est défini « ni par la sociologie ni par l'éducation, encore moins par la généalogie », mais « par une histoire, une politique, une aspiration, un instinct et une technique » (Hodgson, 1973 : 8). L'establishment, qu'on pourrait également appeler la « communauté stratégique », souscrit donc généralement à des attentes, des croyances, des identités et des doctrines (Saurette, 2006 : 513). Pour reprendre Hodgson, cette histoire, c'est celle liée à la participation active à de l'expérience de la Deuxième Guerre mondiale comme phase de constitution de la superpuissance américaine; cette politique, c'est celle de la sécurité nationale qui est associée à la lutte anticomuniste et à l'endiguement comme doctrine stratégique; cette aspiration, c'est celle de voir les États-Unis comme la première puissance hégémonique globale; cet instinct, c'est celui de la suspicion, de la culture du secret et de la recherche constante de l'ennemi; et cette technique, c'est celle inculquée par le régime gouvernemental de sécurité nationale.

américain, il y a des liens entre les élites de sécurité nationale, les universités, les institutions privées de recherche que sont les *think tanks*, ainsi que les plus grandes corporations américaines. Avec le *national security state*, on assiste à une militarisation de la science en temps de paix, où les développements scientifiques et technologiques font partie de la vie militarisée américaine : tous participent ce faisant au régime gouvernemental de sécurité nationale (Mills, 1956 : 216-217; Dolan, 1994 : 70). La culture politique de la sécurité nationale en vient alors à colorer des pans entiers de la vie sociétale américaine, étant même devenue la culture politique dominante – souvent pernicieuse – qui agit comme trame de fond des actions globales des États-Unis, de la guerre froide à aujourd’hui. On doit alors parler de l’organisation des activités en réseau qui se fera sous la direction de l’État américain – des élites étatiques – et au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale afin de pouvoir développer une vision unifiée et rationalisée de la projection de puissance des États-Unis. Il faut donc s’arrêter sur l’articulation des intérêts américains dans le discours sécuritaire pour évaluer la relation entre l’action, les paroles et la pensée des élites stratégiques américaines.

Au milieu des années 1950, le débat public américain en politique étrangère s’était réduit considérablement par rapport à ce qu’il avait été entre 1945 et 1947 et ce que Fousek a appelé l’« idéologie de la guerre froide » – définie comme « une idéologie du globalisme nationaliste américain » (Fousek, 2000 : 186-187). Cette idéologie reposait elle-même sur la métaphore de la guerre froide qui présentait le monde divisé en un système bipolaire qui alimentait la fonction métaphorique du discours libéral américain faisant des États-Unis les leaders du « monde libre » (*free world*). Au dire de Fousek, cette métaphore a été structurante dans le discours de la politique étrangère dans l’après-Deuxième Guerre mondiale (Fousek, 2000 : 130). Dans les débuts du *national security state*, ce discours de sécurité nationale s’est allié au projet identitaire national libéral sécuritaire et à un patriotisme de bon aloi qu’on a canalisé à travers l’idéologie libérale anticommuniste et un globalisme libéral. Que le discours de la sécurité nationale se fasse le promoteur de ce projet identitaire libéral sécuritaire où les intérêts

sécuritaires américains ont été pensés en fonction de l'espace global n'est pas une hérésie perpétrée par les élites de sécurité nationale¹³ (Fousek, 2000 : 65); c'est ce qui permet de comprendre comment des factions idéologiquement éloignées sur le spectre du libéralisme allaient évoluer au sein du même régime gouvernemental de sécurité nationale et adopter des comportements similaires. Le nécessaire équilibre du régime gouvernemental de sécurité nationale, qui repose sur la peur et sur les luttes idéologiques, fonctionne ainsi en rassemblant en son sein des factions de gauche comme de droite : l'une craint le capitalisme consumériste et l'autre, le communisme (Dolan, 1994 : 75). La matrice opérationnelle de ce régime gouvernemental de sécurité nationale – le besoin existentiel d'une menace structurante pour (re)générer la construction du Soi par rapport à un Autre menaçant – s'inscrit d'emblée dans le récit identitaire de l'exceptionnalisme américain et de la destinée manifeste, c'est-à-dire l'exceptionnalisme manifeste comme nous l'avons réarticulé précédemment :

So the United States became the “leader of the free world,” mobilizing and directing the forces of freedom against what Ronald Reagan would later call the Empire of Evil. That this Manichean vision of good and evil in perpetual combat resonated among the public not only because of the persuasiveness of the totalitarian story but also because of an underlying, new sense of vulnerability that had originated with Pearl Harbor (Stephanson, 1995 : 124).

Selon Jutta Weldes, ce processus de contestation idéologique allait permettre à la « vision du monde de la sécurité nationale » (*national security worldview*) des États-Unis de rendre compte de la compréhension dominante des intérêts nationaux américains et d'expliquer les pratiques globalistes, interventionnistes et militaristes de la politique étrangère américaine depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale (Weldes, 1993 : 16).

2.2 La culture stratégique du *national security state* et les imaginaires sécuritaires américains

L'identité – le processus de (re)construction identitaire – s'avère une composante fondamentale et incontournable à prendre en compte dans une analyse discursive de l'action étatique (Jackson, 2004 : 189). Comme l'écrit Roxanne Doty, « National

¹³ Pour en savoir davantage à ce sujet, lisez l'excellent ouvrage de John Fousek, *To Lead the Free World : American Nationalism & the Cultural Roots of the Cold War* (2000).

identity is never a finished product; it is always in the process of being constructed and reconstructed » (Doty, 1996 : 123). C'est pourquoi l'identité des États-Unis est ici comprise comme un processus pensé en des termes relationnels. Dans ce contexte, il devient difficile pour des individus de penser en s'extirpant de leur contexte culturel, encore moins de leur culture organisationnelle. L'utilisation rhétorique de l'identité nationale et sa représentation dans les discours de l'action étatique seront en partie tributaires de la culture stratégique américaine. L'idée de culture stratégique s'avère effectivement un élément d'analyse utile. En effet, la culture stratégique dans laquelle évolue un agent au sein de l'appareil gouvernemental américain façonne les modes de raisonnement étatique américains. La culture stratégique d'une nation est un produit de son histoire, de sa géographie, de l'idéologie et de la politique (Murray et Grimsley, 1994). Elle représente, en outre, l'ensemble des attitudes, habitudes, traditions, valeurs et modes de comportement des voix les plus influentes de la nation, soit l'élite politique, l'*establishment* militaire et/ou l'opinion publique en ce qui a trait à la résolution de problèmes par la menace et/ou l'utilisation de la force (Booth, 1990 : 121). Il ne s'agit pas d'un mécanisme structuré, ni de la « cause » de la conduite stratégique, mais d'un ensemble de contraintes propres à la culture d'une société qui conditionnent la « production » de sa stratégie et qui fournit le contexte dans lequel elle s'inscrit (Klein, 1988 : 139). Les décideurs ont un rôle primordial dans la production et la reproduction de la culture stratégique, puisqu'ils ont le pouvoir d'occulter certaines traditions (Colson, 1992). En ce sens, la culture stratégique n'est pas une donnée objective, mais un processus construit socialement qui peut être modifié par les décideurs politiques comme par les analystes (Gray, 1994 : 591).

On comprend donc que si les imaginaires sécuritaires préexistent les agents étatiques, les agents construisent des significations qui sont elles-mêmes extraites des répertoires de significations issus d'un imaginaire sécuritaire donné, d'une culture stratégique prévalente (Weldes, 1999 : 12). Et s'il y a un imaginaire sécuritaire qui a profondément marqué les États-Unis, c'est bien celui qui sous-tend l'idée de constituer

un *national security state* (Grondin, 2003). Comme nous l'avons préalablement expliqué, l'émergence de l'identité de l'État américain comme *national security state* coïncide avec l'apparition de la superpuissance américaine après 1945 et correspond à l'appareil d'État caractérisé par l'instauration des institutions de sécurité nationale qui ont marqué les premiers temps de la guerre froide. Dans cette thèse, nous développons cette idée davantage dans le cadre d'un régime gouvernemental de sécurité nationale, en incluant notamment le réseau public-privé¹⁴ qui participe à cette gouvernementalité de sécurité nationale et qui permettent sa production et sa reproduction constante (Laville et Wilford, 2006).

Il apparaît donc essentiel de distinguer la *politique déclaratoire*, donc le discours public officiel et la diplomatie publique qui l'articule, de l'*examen de la réalité* (construite discursivement) de ces politiques. Dans cet esprit, si une pratique de puissance stratégique globale (ou impériale) déjà en vigueur dans la première moitié du XX^e siècle, à savoir l'intervention militaire dans la « chasse-gardée » qu'était l'Amérique latine, avec la mise en place du régime gouvernemental de sécurité nationale, elle s'est vue renforcée par une *Realpolitik* rendant les États-Unis complices de gouvernements fantoches et de dictatures de droites dans plusieurs endroits du « Tiers-Monde ». La déclaration de Truman de mars 1947 et l'adoption d'une politique d'endiguement du communisme allait présenter la politique globale américaine comme les porte-étendards de la liberté. L'érection du *national security state* allait être justifiée au nom de la défense de la liberté et de la démocratie afin de lutter contre le messianisme soviétique. Comme l'explique David Schmitz :

Reaching back to the republican ideology of the American Revolution, Manifest Destiny, and notions of American exceptionalism, policymakers asserted that it was the duty and destiny of the United States to assume the burden of world leadership in order to defend liberty and the nation against communism, just as it had done in defeating Nazi Germany and imperial Japan (Schmitz, 2006 : 2).

¹⁴ Notre étude se distingue des récents travaux d'historiens qui se concentrent sur l'étude des rapports privé-public et de la propagande dans les débuts du *national security state* américaine par l'attention particulière donnée à la culture politique comme schème d'interprétation en misant sur son caractère constitutif et sur sa repolitisation.

L'idéologie libérale anticommuniste – ou l'idéologie libérale de la guerre froide – a inscrit en son cœur une nouvelle conception de la sécurité nationale qui allait faire des États-Unis une puissance militarisée de haute technologie et parée de façon permanente à mener la guerre (Sherry, 1995); la responsabilité globale américaine accompagnait sa nouvelle puissance stratégique globale.

2.3 Le débat politique pour en arriver à une stratégie géopolitique libérale sécuritaire

Pourquoi est-il important de souligner l'impact de l'impératif sécuritaire et de la recherche de la sécurité au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale? Comme l'explique Jenny Edkins en parlant du processus de sécurisation, le discours sur l'ordre social centré sur l'État tient son existence à l'état de non-perfection de l'État et à la « fantaisie » de la souveraineté (Edkins, 2002 : 74). Pour Jacques Lacan, « le signifiant maître est ce qui assure l'unité du sujet avec le savoir » ; la souveraineté devient ici, dans un langage lacanien, le « signifiant maître » pour la sécurité nationale. Ces signifiants servent à la constitution des sujets et ne sont pas uniquement descriptifs. Si on parle des États-Unis comme un *national security state* et que le discours dominant identifie les États-Unis comme les « leaders du monde libre » (Fousek, 2000), c'est que la *sécurité nationale* et la *démocratie libérale* sont vus comme étant mis en danger de survie, d'où l'invocation du discours sécuritaire (Edkins, 2002 : 74). La recherche de la sécurité et la portée discursive de la sécurité nationale sont ainsi associée à un état d'insécurité qu'on présente comme étant non sécurisé uniquement en raison d'une menace structurelle identifiée, comme si en l'absence de cette menace, la sécurité était possible. Les sujets – les États-Unis existant à travers le discours du régime gouvernemental de sécurité nationale – sont ainsi produits par les discours sécuritaires et sont d'emblée des sujets de la sécurité (Edkins, 2002 : 75).

Par conséquent, quand nous parlons du *national security state*, nous avons en tête une théorisation de l'État américain qui le montre comme un centre polymorphe, qui épouse les traits d'un réseau qui coordonne les relations et les institutions et qui prend

en charge l'activité sécuritaire de l'État sur le territoire national autant que dans l'espace global (Schrecker, 1998). Pour référer à l'exercice de la puissance stratégique globale de l'État américain depuis 1945, nous nous en tenons donc à l'idée du régime gouvernemental de sécurité nationale, qui permet de rendre compte des activités de tous les agents, directs et indirects, du *national security state*¹⁵. Le débat politique au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale depuis 1945 rend compte des efforts de conciliation entre la militarisation et la globalisation de la politique étrangère des États-Unis et de l'équilibre à atteindre dans les considérations économiques et sécuritaires d'une stratégie militaire (Hogan, 1998 : 465 et 474). C'est le sempiternel débat sur ce qui doit primer, la sécurité ou l'économie, la puissance militaire ou économique, la géopolitique ou la géoéconomie. Au-delà de tout, ce débat récurrent illustre parfaitement l'apparente contradiction, *qui n'est en fait pas une*, entre les visions géopolitiques libérales globalistes (qui misent davantage sur la mondialisation du capital et de l'économie et les institutions internationales) et néoconservatrices/nationalistes (qui mettent davantage l'accent sur la puissance militaire relative et le pouvoir d'influence des États-Unis sur la scène mondiale) qui ont animé les débats politiques de la stratégie globale américaine depuis 1945. Ce sont les deux côtés d'une même médaille, à savoir la volonté de domination globale libérale américaine, qui a penché d'un côté ou d'un autre selon les circonstances et les acteurs du moment (Grondin, 2005). Le consensus atteint n'est pas tant un consensus idéologique *liberal* (dans son sens américain de « progressiste », souvent vu comme péjoratif, notamment dans la bouche des conservateurs) qu'un consensus politique sur une vision géopolitique libérale sécuritaire animée et constamment réactivée par le régime gouvernemental de sécurité nationale.

¹⁵ Comme nous l'avons signifié dans le premier chapitre, en dépit de la popularité des thèses sur l'empire/l'impérialisme américain depuis 2001 (Bacevich, 2002, 2003; Grondin, 2005a; Reid, 2005; Mabee, 2005; Stokes, 2005; Maier, 2006), nous comprenons les États-Unis comme un État-nation/empire, comme une formation impériale et nous nous arrêtons au régime gouvernemental de sécurité nationale comme son premier moment d'affirmation globale de la puissance stratégique américaine.

En ce sens, il nous faut repenser la stratégie géopolitique libérale sécuritaire américaine instaurée depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale comme l'affirmation globale du projet identitaire national américain – et que certains nommé « nationalisme globaliste » (Fousek, 2000) ou américanisme (Kazin, 2006). En voyant l'administration Bush mettre au point une stratégie de sécurité nationale qui puise de façon substantielle dans le projet identitaire libéral sécuritaire américain, donc dans l'idéologie libérale américaine dans laquelle l'action des États-Unis s'inscrit depuis la guerre froide à la Guerre contre la terreur, on est plus à même de saisir comment est produite cette stratégie géopolitique qui consiste à créer un ordre économique et politique libéral favorable aux États-Unis à l'échelle mondiale et qui sous-tend une volonté de domination globale. Durant la guerre froide, la présence de l'Autre vu comme un danger et une menace fut fondamentale pour que l'Américain puisse se définir par rapport à lui. L'« empire du mal » était tout désigné et être Américain à ce moment signifiait d'être pour le libéralisme démocratique, la liberté et contre le communisme; agir en ce sens signifiait qu'on agissait dans les intérêts de la nation (Weldes, 1999). La guerre froide a donc fait en sorte que le peuple américain s'associe à son gouvernement pour former son identité nationale. La fin de celle-ci ne pouvait, par conséquent, que diminuer ou altérer cette dynamique; à tout le moins, elle impliquait un questionnement sur la dynamique identitaire constamment reproduite. Si le questionnement a été lent à se faire, le plus grand test à ce consensus dit de la guerre froide viendra lorsqu'il sera question de penser la signification de la fin de la guerre froide.

Pour les néoconservateurs, la réponse – toute prête – a pu être imposée après le 11 septembre 2001, et c'est dans l'adaptation du régime gouvernemental de sécurité nationale à ce nouveau contexte de la mondialisation qu'on peut déceler certains éléments de réponse. On pourra alors mieux voir comment la vision néoconservatrice qui met de l'avant la préemption/prévention militaire a été vue par plusieurs

observateurs comme un « renouveau impérialiste américain »¹⁶ en proposant l'impérialisme démocratique – une image déjà renforcée par la rhétorique reaganienne de l'URSS comme l'Empire du Mal et dont on retrouve les traces dans l'Axe du Mal décrété par George W. Bush¹⁷. Les événements du 11 septembre 2001 apparaissent alors comme une conséquence de cette tentative d'adaptation et la réponse qui en sera faite par l'État américain sera porteuse de réflexions. En trame de fond de cette thèse, nous engageons la représentation de la puissance américaine véhiculée par les néoconservateurs, parce qu'ils ont été très influents dans l'articulation de la politique étrangère de l'administration Bush et également parce que c'est en réaction à leurs idées que la plupart des critiques ont été formulées. Nous allons néanmoins nous y pencher plus en détails dans le quatrième chapitre, en prenant soin de resituer l'avènement des néoconservateurs à l'intérieur du régime gouvernemental de sécurité nationale.

3. Conclusion

Si les États-Unis sont la « communauté imaginée » par excellence (Campbell, 1998 : 146), et que le régime gouvernemental de sécurité nationale définit autant l'identité nationale des États-Unis, au point de dire que les États-Unis sont la communauté de sécurité imaginée ou le *national security state* par excellence, il ne fait aucun doute qu'ils sont en contrepartie le *national insecurity state* par excellence (Eisendrath, 2000). En ce qui concerne la gouvernementalité de sécurité nationale, les institutions ont permis de perpétuer et de donner vie à une idéologie et un discours et d'entretenir une culture politique. C'est ainsi que peut s'expliquer l'institutionnalisation du *national security state* au sein de la gouvernementalité américaine : « the typical

¹⁶ C'est ce qu'on comprend ici comme la cartographie impériale associée au discours néoconservateur très influent dans le débat politique américain et auprès de l'Administration Bush en particulier et que nous mettons en relief dans le quatrième chapitre.

¹⁷ Il a été soulevé par plusieurs analystes à quel point cette façon de faire est analogue à celle de Ronald Reagan. Dans une étude récente (2006), John Arquilla revoie l'héritage reaganien en politique étrangère à l'aune de la Guerre contre la terreur en s'efforçant de montrer l'étendue de l'empreinte reaganienne (*the Reagan imprint*).

institutional unit has become enlarged, has become administrative, and, in the power of its decisions, has become centralized. Behind these developments there is a fabulous technology, for as institutions, they have incorporated this technology and guide it, even as it shapes and paces their developments » (Mills, 1956 : 7). La logique du *national security state* veut qu'il entretienne et réorganise la société civile américaine en encourageant les insécurités et les peurs qui permettent au régime gouvernemental de sécurité nationale de montrer sa pertinence. Cette peur est l'élément essentiel sur lequel l'État peut jouer pour gouverner. Elle est surtout vécue comme étant une menace externe à l'identité du Soi et c'est pourquoi les (bons) citoyens américains s'en remettent à leur État (au régime gouvernemental de sécurité nationale) pour qu'il éradique cette menace. Ultimement, la culture politique de la guerre froide¹⁸ – la culture de la sécurité nationale – rendant possible une telle conduite passive et disciplinée face au pouvoir étatique, à la base du régime gouvernemental de sécurité nationale se dresse donc une paranoïa, et le débat politique qu'il anime reproduit une paranoïa dans la société et la vie politique américaines. La culture idéologique qu'impose le régime gouvernemental de sécurité nationale transforme « the entire US social symbolic system into the alter image of a collectively anticipated spectacle of disaster » (Donald Pease, résumé dans Neocleous, 2006b : 380).

¹⁸ Cette culture de la guerre froide – qu'on peut sans aucun doute dire qu'elle est demeurée présente jusqu'à ce jour, étant même ravivée par le contexte de la Guerre contre la terreur – est décrite comme une anxiété qui se propage dans le discours politique et dans les textes de la géopolitique populaire, à travers le journalisme, le cinéma, la télévision, la littérature et le discours gouvernemental (Dolan, 1994 : 69).

CHAPITRE 4

LA LUTTE GLOBALE CONTRE LE TERRORISME COMME PAX AMERICANA

Une lecture critique du discours néoconservateur sur la puissance américaine et de son influence sur l'administration de George W. Bush

The salvation of the West must come, if it is to come, from the United States. The salvation of the United States, if it is to come, must come from the Republican Party. The salvation of the Republican Party, if it is to come, must come from the conservative party within it.

- Harry Jaffa, (cité, dans Norton, 2004 : 8)

Au début de la présidence de George W. Bush, plusieurs observateurs de la vie politique américaine étaient sous l'impression d'assister à un « nouvel unilatéralisme » de la part des États-Unis qui contrastait avec le multilatéralisme allégué aux administrations de Bill Clinton. En effet, plusieurs actions posées par l'administration de George W. Bush, dont le retrait d'engagements internationaux (le Protocole de Kyoto, la Cour pénale internationale, la Convention sur les armes biologiques, etc.), l'augmentation massive des budgets de la défense et la relance du projet de système de défense antimissile, ont choqué tant elles semblaient le reflet d'une attitude cavalière. Cela, d'autant plus que le contexte d'accession à la présidence de Bush s'était fait sur une trame de fond de crise politique nationale. Certains craignaient que cela présage un nouveau penchant néoconservateur au sein de l'appareil exécutif gouvernemental américain, surtout avec la présence dominante de personnalités reconnues pour leurs positions (néo)conservatrices, tels que Dick Cheney, Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz.

Les convergences entre le discours néoconservateur et la conduite stratégique de l'administration Bush ont redéfini la puissance américaine, ou plus précisément, sa *représentation*. Le 11 septembre 2001 allait devenir la caution morale de cette nouvelle vision de la puissance américaine véhiculée à travers l'exercice de la puissance militaire et le désir de sécurité nationale et de suprématie globale¹. Pour l'administration Bush, le 11 septembre 2001 est interprété comme entraînant nécessairement un virage majeur par rapport au passé immédiat quant à la nature des menaces à la sécurité nationale américaine et les défis posés à la puissance américaine. Le XXI^e siècle est jugé plus dangereux et utilisé comme légitimation pour modifier radicalement la doctrine stratégique-militaire et augmenter de façon considérable les capacités de défense des États-Unis².

Purger le 11 septembre 2001 de l'exceptionnalisme qu'on lui prête, dans les discours américains notamment, nous apparaît dans ce contexte indispensable pour l'analyse critique³. Le discours est une activité sociale autant qu'une activité intellectuelle : dans une analyse qui tient compte du contexte discursif de la pensée, la notion de discours permet d'échapper à une dichotomie souvent effectuée entre un « événement » (un phénomène social) et une idée (un phénomène intellectuel). Dans ce contexte, une idée qui insérée dans un discours constitue un « événement » au même titre « qu'une balle tirée dans une guerre ou l'invention d'une machine » (Hollinger, 1985 : 149). Pourquoi alors s'intéresser au discours néoconservateur américain ? Est-ce que cela peut nous aider à mieux comprendre la vie politique globale actuelle et la politique étrangère

¹ Cela semble d'autant plus évident avec le lien avec les idées défendues dans le *Rebuilding America's Defense* du PNAC de 2000, qui stipulait que la transformation des forces armées américaines nécessiterait « some catastrophic and catalyzing event – like a new Pearl Harbor » (PNAC, 2000 : 51).

² Christian Reus-Smit expose bien, dans l'ensemble de son ouvrage, l'extraordinaire influence dont jouissent les néoconservateurs dans l'administration Bush (Reus-Smit, 2004 : 74-75).

³ Certains iront même jusqu'à dire que l'administration de George W. Bush a fait sienne cet événement et qu'elle en a familiarisé son symbolisme pour en faire, malgré nous, le site d'une mémoire collective « amnésique ». À cet effet, peut-être Maja Zehfuss a-t-elle raison de prétendre qu'il faut en arriver à « oublier » (et non nier) le 11 septembre pour mieux comprendre son impact sur la vie politique globale : « If the memory of September 11 is so overpowering that we agree to have our own lives overturned, our freedoms *vis-à-vis* the state undermined, our values mocked by our own states' policies, then I think we should forget September 11 » (Zehfuss, 2003 : 526).

américaine? Si nous répondons sans hésiter par l'affirmative à la seconde question, il convient d'étayer les réponses aux premières interrogations. D'emblée, pour des raisons très politiques, il nous apparaît important de discuter et de critiquer les choix politiques pris par l'administration Bush en montrant combien l'influence de l'idéologie néoconservatrice a pu se manifester dans ses pratiques étatiques. En ce sens, les contributions des néoconservateurs au discours de la sécurité nationale des États-Unis ne sont pas des idées désincarnées et ne doivent pas être sous-estimées. Leur rhétorique faisant des États-Unis un nouvel *Imperium* romain reposant sur la puissance militaire globale n'est pas sans importance, puisque c'est à travers cette image que sera interprétée la situation de puissance des États-Unis par les analystes et décideurs politiques de l'appareil exécutif américain⁴. C'est pourquoi nous espérons démystifier le néoconservatisme américain et son influence sur la politique étrangère de l'administration Bush.

Bien que nous ayons déjà signifié notre position sur la conception des États-Unis comme formation impériale dans le second chapitre afin de mieux comprendre les États-Unis en tant que puissance stratégique globale, il nous apparaît impératif de souligner ici que notre argument ne souscrit pas à une vision qui réaffirme un « nouvel » impérialisme américain. Nous nous intéressons au discours néoconservateur américain, un discours présent autant dans le milieu politique, médiatique qu'universitaire, afin de comprendre le contexte d'émergence d'un discours sur le

⁴ L'exemple le plus significatif d'une telle pratique est d'ailleurs donné par une étude privée commandée par le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld dès son arrivée au Pentagone. Produite par deux membres associés à des cercles néoconservateurs, Bernard Lewis et Newt Gingrich, l'étude avait pour mandat d'indiquer ce qu'une puissance stratégique globale comme les États-Unis pouvait apprendre des expériences impériales du passé, notamment romaine, mongole, chinoise et macédonienne. La conclusion principale de l'étude est assez révélatrice : « Without strong political and economic institutions, the Mongols, and the Macedonians could not maintain extensive empires. What made the Roman Empire great was not just its military power but its "franchise of empire". What made the Chinese Empire great was not just its military power but the immense power and might of its culture. [...] If we can take any lesson from history it is this : For the United States to sustain predominance it must remain militarily dominant, but it must also maintain its pre-eminence across other pillars of power » (les extraits de l'étude sont cités dans Sparke, 2005 : 272; les extraits sont eux-mêmes des citations provenant de l'ouvrage de Dana Priest, *The Mission : Waging War and Keeping Peace with America's Military*, New York, Norton, 2003).

« nouvel » impérialisme américain. Comme l'exprime Bryan Mabee, « The most obvious reason for the upsurge in imperial talk is the radical change in the agenda of US foreign policy, and the context of the US as sole superpower » (Mabee, 2004 : 1363). Dans ce chapitre, nous défendons ainsi l'idée centrale d'une radicalisation idéologique dans l'affirmation du pouvoir souverain des États-Unis dans le contexte de la lutte globale contre le terrorisme sous l'impulsion du discours néoconservateur (O'Loughlin, 2005 : 91). C'est seulement en exposant son argumentaire sur le « renouveau » ou l'apologie impérialiste que nous pouvons saisir que cette influence n'était ni fortuite ni inéluctable quant à l'orientation de la politique étrangère américaine, étant inscrite dans le discours géopolitique libéral américain tel que véhiculé par le régime gouvernemental de sécurité nationale depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Cela nous permet d'ailleurs de voir comment les États-Unis, sous l'administration Bush et l'influence d'une certaine élite néoconservatrice, vont agir de plus en plus comme un État de sécurité globale. Évidemment, cela sera vrai dans la mesure où ils penseront la sécurité nationale américaine de façon globale, où la sécurité des États-Unis sera garantie par la sécurisation du globe.

C'est d'ailleurs pourquoi le discours néoconservateur aura un certain succès et apparaîtra acceptable pour les Américains après le 11 septembre 2001. Le présent chapitre entreprend donc de revisiter la représentation de la puissance globale américaine véhiculée par le discours néoconservateur contemporain en cherchant à rendre compte de l'impact politique réel et symbolique du discours néoconservateur sur la politique étrangère de la première administration de George W. Bush, sur la formulation de la stratégie de sécurité nationale. Dans un premier temps, nous tâchons de relever et de critiquer l'exceptionnalisme schmittien de la Guerre contre la terreur menée par l'administration Bush. Dans un second temps, nous prenons bien soin d'asseoir l'influence néoconservatrice au sein de l'administration Bush et dans l'affirmation identitaire – l'américanisme – de cette puissance globale américaine qui se manifeste tantôt sous une forme impériale, tantôt sous l'épithète hégémonique. Le

chapitre ne s'intéresse pas tant aux racines profondes du néoconservatisme dans la pensée politique américaine ou dans les fondations théoriques du réalisme en Relations internationales qu'à l'insertion du néoconservatisme dans le projet identitaire libéral américain. Dans un troisième temps, il sera question de l'impact politique réel du discours néoconservateur sur la politique étrangère, lequel vise à illustrer et à contextualiser l'influence de l'idéologie néoconservatrice dans la réorientation de la stratégie globale américaine⁵. Dans un dernier temps, notre interrogation concernant la portée symbolique du discours néoconservateur cherchera à exposer comment la représentation de ce dernier des États-Unis comme un empire démocratique est imbriquée dans la lutte globale contre le terrorisme menée par l'administration Bush. Une fois cette étape franchie, nous serons en mesure de pouvoir, dans le chapitre suivant, d'exposer comment les États-Unis se comportent de plus en plus en un État de sécurité globale dans le déploiement de leur stratégie globale dans la Guerre contre la terreur, en misant sur la « cartographie impériale » liée à la géopolitique de la terreur et sur la redéfinition des frontières nationales américaines à l'heure du terrorisme global.

1. L'exceptionnalisme schmittien et la dictature démocratique sécuritaire

Dans les premiers mois suivant les événements du 11 septembre 2001, on a pu penser que l'heure n'était pas à la réflexion, encore moins à la dissidence ou à la résistance politiques, quant aux moyens justifiés pour répondre à la « nouvelle » menace terroriste et, surtout, aux conséquences de la gouvernance sécuritaire américaine sur la vie politique américaine. Force est de constater qu'après six ans, il est plus que temps de critiquer une gouvernance américaine inscrite sous le signe de la sécurité et qui a renforcé comme jamais auparavant une souveraineté apparemment mise à mal par un discours triomphaliste mondialiste (Schrecker, 2004 : 1-24). La force structurante du discours de la sécurité nationale qui sous-tend la lutte globale contre le terrorisme pose

⁵ Par ailleurs, si Michael Williams a tout à fait raison de souligner que les bases du néoconservatisme ont été peu étudiées dans les théories des Relations internationales, pour des raisons évidentes d'espace, À ce sujet, voyez plutôt le texte « What is the National Interest? The Neoconservative Challenge in IR Theory » de Michael Williams (2005) et « Leo Strauss, Neoconservatism and US Foreign Policy : Esoteric Nihilism and the Bush Doctrine » de Jim George (2005).

donc un sérieux problème à la vie « normale » démocratique des États-Unis (par rapport à l'exceptionnalité de la situation post-11 septembre, une exceptionnalité attribuée par l'administration Bush).

Dans une étude portant sur le langage américain de l'antiterrorisme dans les années 1980, Alfred Fortin montrait, au moyen d'une analyse textuelle, l'importance du discours stratégique dans la culture politique américaine en indiquant que l'intrusion de ce langage dans les discours politiques avait pour objectif de justifier l'emploi de la force policière et/ou militaire par l'État (Fortin, 1989 : 189). Notre intervention⁶ s'inscrit dans la même logique que sa constatation alarmiste du pouvoir disciplinaire et contrôlant du discours antiterroriste dans le discours stratégique américain, car « it is in this critical reading of the "ordering of normalization" and the constituting activity of discourse itself" where we will be most likely to locate the workings of power » (Fortin, 1989 : 190). Nous nous arrêtons ici sur la lecture américaine de la menace terroriste et sur les effets institutionnels politiques et symboliques de l'exceptionnalisme de la lutte globale contre le terrorisme que l'administration Bush a mis de l'avant en réponse aux événements de septembre 2001. Nous dénonçons avant tout la normalisation d'une stratégie globale axée uniquement sur une lutte globale contre le terrorisme, surtout si elle fait de la sécurité ontologique (l'atteinte d'une sécurité totale, comme si elle était un bien qu'on peut posséder) de la nation américaine son gage de réussite. Nous défendons l'idée que l'interprétation faite par l'administration Bush des événements du 11 septembre 2001 sous le prisme d'une menace terroriste existentielle qu'il faut à tout prix combattre par la force militaire et policière où qu'elle se trouve, et ce, dans un contexte relevant d'un état d'exception schmittien, renforce considérablement le pouvoir souverain des États-Unis, sur leur territoire comme à l'étranger.

⁶ L'intervention politique est une forme d'action et elle demeure tout autant fidèle à un esprit critique qui appelle à la résistance au discours dominant. Dans une perspective qui s'inspire du poststructuralisme, nous croyons effectivement que l'action politique peut se faire – dans une conception plus large de la praxis politique – efficacement par la critique théorique politique.

1.1 La Guerre contre la terreur et le spectre de Carl Schmitt

Le 20 septembre 2001, le président Bush disait :

Our enemy is a radical network of terrorists, and every government that supports them. Our war on terror begins with al Qaeda, but it does not end there. It will not end until every terrorist group of global reach has been found, stopped and defeated. [...] From this day forward, any nation that continues to harbor or support terrorism will be regarded by the U.S. as a hostile regime (Bush, 20 septembre 2001).

Il ne faut pas comprendre la Guerre contre la terreur comme étant uniquement la guerre contre le terrorisme et la guerre contre l'Irak; c'est beaucoup plus que cela. Elle comprend l'ensemble des pratiques sécuritaires, de contrôle, d'exclusion, de discipline, de surveillance et, surtout, de violence qui s'en réclament :

the "war on terror" is a more complex discursive and institutional formation than these theories have been able to account for, configured by practices that are neither exclusively nor predominantly military, a specific imbrication of continuity and discontinuity. From Guantánamo Bay to biometrics and increased surveillance, or from extraordinary rendition to the categorization of terrorist suspects as enemy combatants, the "war on terror" has regimented a whole series of practices that do not fall under the description of war (Aradau et Van Munster, 2007 : 90).

La Guerre contre la terreur s'affirme ainsi comme une nouvelle forme de gouvernementalité de la sécurité; c'est une nouvelle guerre, sans fin, de portée globale, sans ennemi vraiment territorialisé et qui contrevient à tout ce qui avait marqué l'histoire :

On n'a plus dorénavant affaire ni à une guerre internationale classique, parce qu'aucun État ne l'a déclarée ni ne s'y engage en tant que tel contre les États-Unis, ni, là où aucun État-nation n'y est présent en tant que tel, à une guerre civile, ni même à une "guerre des partisans" (selon cet intéressant concept de Schmitt) puisqu'il ne s'agit plus de résistance à une occupation territoriale, de guerre révolutionnaire ou de guerre d'indépendance pour libérer un État colonisé et en fonder un autre. Pour ces mêmes raisons, on jugera sans pertinence le concept de terrorisme, qui a toujours été justement associé à des « guerres révolutionnaires », à des « guerres d'indépendance » ou à des guerres de partisans » dont l'État a toujours été l'enjeu, l'horizon et le terrain (Derrida, 2003 : 150).

En choisissant la rhétorique de la métaphore d'une « Guerre contre la terreur », l'administration Bush emploie un discours qui insiste sur l'exceptionnalité de la violence des attentats du 11 septembre 2001, ce qui sous-tend un schème de pensée qui justifierait l'application de mesures tout autant exceptionnelles. La Guerre contre la terreur justifie alors le recours à des pratiques en principe contraires aux principes démocratiques (par exemple, le profilage ethno-racial visant les personnes arabes et/ou

musulmanes; la détention indéterminée, à Guantánamo, d'individus soupçonnés de terrorisme sans qu'ils ne soient inculpés). Cette vision exceptionnaliste schmittienne du pouvoir souverain intègre la violence exceptionnelle qui l'accompagne dans un ordre normatif. Plutôt que d'assurer l'existence d'une violence pure et anémique, c'est-à-dire une violence existant en dehors du droit comme le soutient Walter Benjamin, les travaux de Schmitt sur l'exceptionnalisme et la souveraineté réinscrivent la violence dans un pouvoir souverain qui suspend le droit. Si la décision se révèle comme étant le lien entre la souveraineté et l'état d'exception et que la souveraineté constitue le lieu de la décision suprême, l'état d'exception est alors, selon Schmitt, l'expression la plus pure du politique. Et c'est en temps de guerre, où la distinction entre ami et ennemi est essentielle, que l'état d'exception est manifeste (Schmitt, cité dans Gross, 2000 : 1831).

Pour Schmitt, le fondement du politique réside dans « la distinction de l'ami et de l'ennemi » et le politique trouve sa signification dans la décision personnelle du souverain (cf. *La notion du politique* de Schmitt). Identifié comme un conservateur radical de la République de Weimar (1921-1933) en se montrant comme un féroce critique de la démocratie libérale (Muller, 1994 : 131-132; Herf, 1994 : 161-195; et McCormick, 1997 : 121-156), Schmitt a soutenu que l'État libéral se trouve pris au dépourvu face à l'idée d'un possible état d'exception (ayant en tête ici la République de Weimar face à la montée du nazisme hitlérien), qui nécessite une décision politique obligatoirement subjective et polémique (Freund, 2003 : 446). L'état d'exception et d'urgence deviennent ainsi le contexte de la décision et du pouvoir souverain. Pour Schmitt, le souverain peut décider de l'exceptionnalité de la situation, ce qui garantit son ancrage dans l'ordre juridique, même si la décision du souverain signifie l'annulation de la norme (Agamben, 2003 : 57-61). L'état d'exception apparaît ainsi comme une zone d'anomie dans le corpus du droit, comme le lieu où une norme est rendue possible par la suspension de son application (par une exception); ultimement, c'est l'espace où la norme et sa réalisation sont le plus en opposition. Comme l'a

mentionné Stoler, c'est là aussi le propre du pouvoir souverain d'une formation impériale comme les États-Unis.

En parlant d'une forme de gouvernement inscrite dans un contexte qui frôle la dictature, la théorie de l'exceptionnalisme de Schmitt évoque un ordre politique légitime. En ce sens, c'est un lieu où le droit est suspendu mais qui « est toujours quelque chose de différent de l'anarchie et du chaos, et, au sens juridique, [où] il existe encore en lui un ordre, même si ce n'est pas un ordre juridique » (Schmitt, cité dans Agamben, 2003 : 58). Le danger de l'exceptionnalisme est que l'état de guerre ne devienne permanent et que l'état d'exception constitue la nouvelle normalité. Si l'exception devient la règle, la machine politique et juridique ne peut plus fonctionner et l'exceptionnalisme se doit d'être critiqué. La souveraineté est ainsi vue par Schmitt comme une notion limite (Schmitt, 1985 : 15). Le pouvoir souverain est pris comme préexistant et c'est en lui que réside le pouvoir d'identifier la menace, de déclarer la guerre et d'exprimer l'inimitié envers une autre collectivité. La sécurité nationale apparaît alors comme un moyen privilégié de légitimer politiquement les actions de l'État. Dans une logique rappelant la guerre froide mais dans un monde désormais globalisé, la souveraineté étatique s'avère inextricablement liée à la recherche de la sécurité nationale et participe du même processus artificiel de création de Soi/Autre, d'inclusion/exclusion, d'ami/ennemi et d'intérieur/international qui produit et reproduit l'espace définissant les limites de la souveraineté et de la sécurité – donc celles de l'insécurité.

La lutte globale contre le terrorisme justifie des mesures d'exception, légitimant le recours à des pratiques en principe contraires aux principes démocratiques. La lutte antiterroriste américaine induit ce faisant de profondes transformations, utilisant la vision catastrophe comme caution absolue pour la voie militaire sur la scène internationale et une politique exceptionnaliste sur le plan intérieur (avec des mesures législatives comme le *Patriot Act*). La doctrine de l'exceptionnalisme pose donc la question des mesures légitimes qui peuvent être prises pour assurer le pouvoir

souverain dans un contexte exceptionnel. Il s'agit de discuter des mesures devant préserver ou restaurer un ordre normatif et politique qui est temporairement suspendu. Le « dictateur souverain » de Schmitt se voit alors conféré des pouvoirs d'urgence illimités, des pouvoirs qui contrôlent et deviennent la norme (Gross, 2000 : 1846). Ces appréhensions ont été récurrentes depuis la Deuxième Guerre mondiale, avec l'apparition du concept de sécurité nationale dans les discours politiques américains et la crainte de voir l'érection d'un État-garnison aux États-Unis avec le régime gouvernemental de sécurité nationale (Grondin, 2003; Lasswell, 1940-41).

1.2 L'exceptionnalisme de la Guerre contre la terreur

Un retour à l'état d'exception schmittien s'avère donc nécessaire pour saisir toute l'ambiguïté de la situation américaine vécue depuis le 11 septembre 2001. Il va sans dire ici qu'elle n'est pas décrétée juridiquement, comme ce fut le cas de l'Allemagne nazie. Nous parlons de la situation exceptionnelle comme découlant de la politisation de ces événements par l'administration Bush. Depuis le 11 septembre 2001, sous la gouverne de George W. Bush, et sous l'influence des néoconservateurs, on n'a pas hésité à procéder à l'identification d'une nouvelle menace « existentielle » – le terrorisme global – et d'un nouvel ennemi – l'islam fondamentaliste (de Zayas, 2004 : 105-06 et 116) – qui affirme plus que jamais cette division Soi/Autre. L'exceptionnalisme de cette situation a été consacré par la déclaration conjointe du Congrès du 15 septembre 2001 (S.J.Res.23), qui donnait au président une très grande liberté d'action : « the President is authorized to use all necessary and appropriate force against those nations, organizations, or persons he determines planned, authorized, committed, or aided the terrorist attacks that occurred on September 11, 2001, or harbored such organizations or persons, in order to prevent any future acts of international terrorism against the United States by such nations, organizations or persons⁷ ». Ainsi que le souligne Jef Huysman, l'exceptionnalité ne découle non pas du

⁷ Pour voir le texte de la résolution conjointe du Congrès (S.J.Res.23), consulter le site du Congrès : thomas.gov.

contexte exceptionnel des événements du 11 septembre mais bien de la politisation de ces événements comme étant une « condition exceptionnelle justifiant des politiques exceptionnelles » (Huysman, 2004 : 2). Cela en appelle directement à l'unilatéralisme, à la doctrine militaire de préemption et à la rhétorique ami-ennemi de l'administration américaine de George W. Bush (Specter, 2004 : 2). Par conséquent, c'est la politisation de l'insécurité et non la mondialisation de la violence informelle et des réseaux terroristes qui restitue l'exceptionnalisme comme doctrine légitime de la souveraineté.

1.3 La Guerre contre la terreur comme guerre juste schmittienne

L'influence du décisionnisme de Carl Schmitt sur les néoconservateurs⁸ de l'administration Bush apparaît ainsi fondamentale, surtout dans une perspective qui justifie la mise en place de la doctrine de la guerre préventive. L'administration Bush a, de fait, préféré appréhender le problème du terrorisme dans une vision opposant le libéralisme au nihilisme, la civilisation à la barbarie. Dans ce discours, il est clair que le terrorisme d'inspiration fondamentaliste islamiste ne peut qu'être compris que comme une idéologie fermée avec laquelle on ne peut se compromettre ou même dialoguer. Les terroristes sont alors insérés dans une rhétorique d'inimitié existentielle qui les construit comme des ennemis du libéralisme (universel, dans un langage schmittien), que représenteraient les États-Unis avant tout. Après tout, depuis 1945, ils se sont arrogé le titre de défenseurs du « monde libre » (Fousek, 2002). C'est dans ce sens que de retourner à Carl Schmitt – à sa critique de la guerre juste tout particulièrement – s'avère un passage obligé pour décortiquer le processus d'identification de l'ami/ennemi, notamment quand cet ennemi n'a pas de visage et qu'on veut faire participer le citoyen-soldat à cette Guerre contre la terreur.

⁸ Beaucoup de néoconservateurs s'identifient eux-mêmes comme tels. Ils sont, entre autres, Paul Wolfowitz, John Ashcroft, Robert Kagan, William et Irving Kristol, Seymour Martin Lipset, Daniel Bell, Samuel Huntington. Ce sont des disciples qui ont été les étudiants de Leo Strauss et d'Allan Bloom à l'Université de Chicago. Pour une excellente présentation de ce courant idéologique américain, lire l'étude d'Anne Norton, *Leo Strauss and the Politics of American Empire* (2004) et celle de Shadia Drury, *The Political Ideas of Leo Strauss* (2005).

Dans le *Nomos de la terre*, on en revient à cette conception juridique et formaliste de la guerre et de l'ennemi juste. Pour Schmitt, de pouvoir distinguer la guerre et la paix est essentiel, et pour cela, il faut pouvoir distinguer clairement des amis et des ennemis. Le problème est que la Guerre contre la terreur est justement une guerre présentée comme une guerre juste, comme une cause juste. Elle déshumanise et présente ainsi l'ennemi comme inhumain et barbare, et le criminalise. Louisa Odysseos rappelle ainsi avec raison les périls liés à la Guerre contre la terreur qui délégitimise la résistance à l'action faite pour l'humanité (par les États-Unis et leur coalition de volontaires) (Odysseos, 2004). Le *nomos* global en tant que puissance géopolitique américaine a toutefois pour effet de déposséder le concept d'ennemi juste (*justus hosti*) de sa pertinence et de « criminaliser tout ennemi et tous les ennemis qui se dresseraient contre la puissance souveraine américaine (Aravamudan, 2005 : 234). Il est effectivement primordial pour Schmitt de distinguer l'ennemi juste (*justus hosti*) de l'ennemi privé (*inimicus*) jugé comme criminel. Dans sa théorie du partisan, Schmitt distinguait le partisan *tellurique* du partisan idéologique (Schmitt, 1992; Behnke, 2002; Sheuerman, 2006; Gros, 2006 : 99-100). Le premier était prêt à défendre sa terre natale contre une occupation étrangère alors que le dernier établit une distinction entre ses concitoyens et les autres, qu'il dépeint comme injustes, méchants. À son extrême, le partisan idéologique parle de son ennemi dans l'absolu, en établissant une barrière morale – lui représente le Bien, l'Autre, le Mal – et c'est ce que Schmitt retient comme étant l'expression d'une « hostilité absolue » (Gros, 2006 : 99). C'est dans cette optique que la guerre que le partisan déclenche – qui prend le plus souvent l'allure d'une guerre civile – est une guerre d'anéantissement de l'ennemi. Ce sont les guerres que Schmitt redoute le plus. Contrairement aux guerres de conquête, dans ces guerres d'anéantissement, une montée aux extrêmes se révèle inévitable et il n'y a guère de place pour le compromis. En fait, il n'y en a pas, comme l'expose Gros dans son interprétation schmittienne : « [l]e caractère absolu et moral du but de guerre rend la neutralité ou la modération impossibles. Le neutre est un traître et le modéré un

complice » (Gros, 2006 : 100). Même l'ami et l'allié s'en trouvent redéfinis dans un absolu, la haine de l'Autre devant être portée de l'avant et rejetée sur lui :

Dès qu'il s'agit de choisir à l'intérieur de sa propre communauté quels seront ses alliés ou ses ennemis définitifs, on ne se rend supportable à soi-même cette hostilité impossible qu'en la transformant en haine. C'est à ce seul prix qu'on n'est pas inhumain à ses propres yeux : en diabolisant l'ennemi, en le rejetant au-delà d'une frontière, celle qui sépare le Bien du Mal. Figure de l'ennemi absolu. C'est ma propre haine que je ne pardonne pas à l'ennemi. C'est pour cela que je le détruirai avec la dernière extrémité : il est coupable de ma haine à son endroit, responsable d'avoir allumé dans mon cœur ce feu qui me brûle et le détruit (Gros, 2006 : 100).

Le plus grand problème de la domination politique et militaire globale américaine est de conférer aux États-Unis, par leur supériorité technologique des armements, une capacité de définir leur action comme étant juste dans tout conflit (Gros, 2006 : 100). C'est justement dans ce contexte que l'impensable peut se produire (le 11 septembre 2001 étant désigné comme la preuve de cet impensable concrétisé) et qu'on veut penser la possibilité de l'impensable comme justification pour anéantir un ennemi, qui n'est alors plus humain ni juste (dans le sens schmittien). L'Autre ne peut plus être accepté, « assimilated, or accommodated, let alone tolerated : the friend/enemy distinction is not [sic] taking place with a *justus hostis* but rather between good and evil, human and inhuman » (Odysseos, 2004 : 21).

Schmitt dénonce les guerres punitives, à savoir les guerres justes, parce que ces guerres reposent sur une conception de l'ennemi où ce dernier n'est pas reconnu comme égal. Schmitt défend une vision de l'ordre guerrier européen qui repose sur une vision romantique de la guerre, où une certaine élégance et un protocole sont respectés. Schmitt est alors enfermé dans un certain formalisme juridique, où on parle de la guerre en employant des termes comme « formules de politesse », « échanges de bons procédés », « règles de loyauté » et où, finalement, la souffrance, le carnage et la violence sont presque absents des récits (Gros, 2006 : 212). La guerre juste est donc pour lui nécessairement une aberration, un dérapage, car l'ennemi se voit donner un statut de criminel, non de guerrier, et il est de mise de l'anéantir et de le maltraiter (Gros, 2006 : 183) :

La justice de la guerre, lorsqu'elle est rapportée à la *justa causa*, comporte toujours à l'état latent une amorce de discrimination de l'adversaire injuste, et donc l'élimination de la guerre comme institution juridique. La guerre devient alors bien vite une simple action pénale, elle prend un caractère punitif [...]; l'ennemi devient simple criminel, et le reste, à savoir la privation des droits de l'adversaire et le pillage de ses biens, c'est-à-dire la destruction du concept d'ennemi qui formellement présuppose toujours un *justis hostis*, s'ensuit pratiquement tout seul (Schmitt, 2001 : 123).

En présence d'un *justis hostis*, où l'ennemi est considéré l'égal, en droits, du belligérant, Schmitt y « voit la garantie d'une guerre limitée et plus humaine », plus tolérable, car une certaine relation juridique encadre la guerre:

La guerre devient dès lors une guerre en forme, et cela uniquement parce qu'elle devient une guerre entre États européens comme tels, clairement délimités quant à leur surface, un conflit entre des unités spatiales figurées comme des *personae publicae* qui forment la famille européenne sur le sol européen commun et qui sont là en mesure de se reconnaître mutuellement comme *justi hostes*. La guerre peut devenir ainsi quelque chose d'analogue à un duel. [...] Les deux parties se reconnaissent comme États. Par là même il devient possible de distinguer entre l'ennemi et le criminel. La notion d'ennemi devient susceptible de prendre une forme juridique (Schmitt, 2001 : 143).

Frédéric Gros exprime cette conception schmittienne de la guerre comme une « guerre loyale », où elle est mise en opposition à la guerre de juste cause (Gros, 2006 : 192). La thèse défendue par Schmitt dans son *Nomos de la terre* est que « toute guerre qui se veut, qui se proclame juste considère son ennemi comme inférieur et le disqualifie d'emblée. Elle oppose la justice à l'iniquité, le bien au mal, un État propre à un "État voyou" » (Gros, 2006 : 205). La figure de l'ennemi juste, du *justus hostis* est la vision de l'ennemi de la modernité européenne des Traités de Westphalie à la Grande Guerre. Dans la Guerre contre la terreur, on est cependant bien loin de l'ennemi juste, de la guerre loyale et de règles communes respectées par les belligérants, surtout quand certains sont compris comme des combattants ennemis. Il n'est pas question d'*hostis* (ennemi public) mais d'*inimicus* (ennemi particulier). Aux yeux de Schmitt, « la guerre politique serait moins anéantissante qu'une guerre au nom de l'humanité »; la théorie schmittienne de la construction juridique de l'ennemi juste confirme justement qu'« il ne saurait y avoir de *haine* entre ennemis publics, mais une hostilité conventionnelle et raisonnable » (Gros, 2006 : 206, n. 1 et 260).

2. Les périls de l'idéalisme néoconservateur au sein du projet identitaire libéral américain

Nous venons de nous pencher sur l'exercice exceptionnaliste du pouvoir souverain américain mené par l'administration Bush dans le cadre de la Guerre contre la terreur après le 11 septembre 2001. Dans cette section, nous mettons en relief la mouvance néoconservatrice au sein de l'administration Bush. D'emblée, nous allons soutenir dans cette thèse que ce qui est présenté comme des incompatibilités idéologiques entre des factions conservatrices et progressistes sont en fait des différends et des divergences qui sont débattus au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale et qui se superposent à une base idéologique américaine libérale. Et, c'est bien là le problème, comme l'explique récemment Alain Laurent en critiquant l'emploi fait par de nombreux analystes, commentateurs, essayistes tel que Monique Canto-Sperber (2003) du terme libéralisme en lui donnant le sens qu'il a en anglais et qui y ajoute une connotation de gauche, où libéral est équivalent au « sens américain actuel », c'est-à-dire qu'il signifie « démocrate et de gauche » et qu'il correspond au libéralisme du New Deal (Laurent, 2006 : 16). Il est vrai que le terme a, sur les plans sémantique et idéologico-politique, acquis une connotation gauchiste à partir des années 1930 aux États-Unis.

Dans ce contexte américain contemporain, au sens d'engagement en faveur de la liberté politique et de la tolérance, on a ajouté au terme les valeurs de l'État-Providence, donc de l'interventionnisme étatique plus fort – en sachant évidemment que cet État-Providence sera toujours minimal par rapport aux autres États occidentaux – dans la sphère du social dans un souci de redistribution de la richesse et de plus grande justice sociale, c'est pourquoi on classe désormais les « *liberals* » à gauche de l'échiquier politique. Ce *liberalism* a ainsi été associé aux administrations de Franklin Delano Roosevelt, de Harry Truman, de John F. Kennedy et de Lyndon Johnson, avant de devenir les proies de courants conservateurs reaganiens les associant au « Big Government » et les dépeignant comme ayant sacrifié les principes de la liberté et de l'égalité individuelles à la défense plutôt socialiste de l'égalité *réelle*. Les *liberals*

seraient « au mieux de naïfs quasi-socialistes déguisés en amis de la liberté, et au pire des gauchistes (“leftists”) acharnés à détruire l’héritage des *Founding Fathers* » (Laurent, 2006 : 10). Ce que les critiques conservatrices des « *liberals* » ne reconnaissent cependant pas, c’est que ce libéralisme du New Deal a très rapidement été modifié en un *libéralisme de la guerre froide*.

C’est pourquoi, comme nous l’avons mentionné dans le second chapitre, on doit parler d’une stratégie géopolitique libérale au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale qui lie sécurité nationale et démocratie libérale et qui est véhiculée à travers le discours de la sécurité nationale. Elle est devenue l’« idéologie de la guerre froide » tellement elle en est venue à définir la culture politique et la vie publique aux États-Unis (Fousek, 2000 : 186-187). On la verra ici comme l’idéologie libérale du projet identitaire américain et elle rejoint en ce sens l’idée d’américanisme dont il a été question précédemment⁹. Waddell expose d’ailleurs bien comment les faiblesses de l’État-Providence américain sont attribuables aux forces du *national security state*, ce qui a mis en place ce que lui appelle un « paradigme de gouvernance restrictive » et que nous appelons le « régime gouvernemental de sécurité nationale » (Waddell, 2001a).

C’est dans cet esprit que pour comprendre le néoconservatisme et pour en expliquer la résonance actuelle dans la société américaine, il nous faut revisiter les traditions politiques et géopolitiques dans lesquelles il s’ancre pour ensuite y revenir. Il nous faut à cet effet parler d’anticommunisme et retourner au « libéralisme de la guerre froide ». Le pouvoir des États-Unis de régulation de l’ordre mondial s’établit avant tout à travers l’idéologie libérale, une variante américaine du libéralisme politique et économique (Laurent, 2006). On parle autant de l’État-Providence comme idée au sein des États modernes que de son développement particulier aux États-Unis durant le *New Deal*. Cela concerne ainsi directement l’héritage wilsonien dans les affaires internationales au XX^e siècle, ce qui pourra se faire grâce à l’action de FDR (Neocleous, 2006). Dans le développement politique américain, le *liberalism* fait suite au progressisme, mais il s’en

⁹ Fousek parle quant à lui de nationalisme globaliste.

éloignera dès 1945. Avec la fin du *New Deal* qui annonce la fin de l'esprit de la réforme social-démocrate et la présence d'un ennemi communiste, le libéralisme est apparu comme une réponse de compromis, c'est-à-dire comme une réponse centriste face aux totalitarismes. C'est dans cette ligne de pensée que nous en sommes venus à parler du « libéralisme de la guerre froide ». Son développement est étroitement lié, voire il est matriciel, au régime gouvernemental de sécurité nationale. Si on parle du libéralisme anticommuniste de la guerre froide – donc d'un libéralisme de la ligne dure – et du néoconservatisme au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale, c'est parce que le débat sur la politique étrangère au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale durant la guerre froide, marqué par la lutte anticommuniste (donc, par la présence structurelle d'un ennemi à combattre), est (toujours) au centre des préoccupations des néoconservateurs dans le cadre de la Guerre contre la terreur.

Toute discussion du néoconservatisme américain pose en elle-même les questions de l'expansionnisme américain et de l'*américanisme*, de la base idéologique libérale américaine et de la constitution de la République-puissance américaine en un État-nation/empire. En réinterprétant le néoconservatisme au sein du bassin idéologique qui le rend intelligible, à savoir le libéralisme américain, on est plus à même de prendre la mesure et de comprendre le discours qui a pris forme autour d'un « nouvel » empire/impérialisme américain sous George W. Bush. Le premier exercice nous convie alors à situer le discours néoconservateur dans son contexte et à en apprécier son influence politique dans les pôles décisionnels politiques américains.

Lorsqu'on parle de l'idéologie néoconservatrice et du discours néoconservateur, il ne faut pas croire qu'il existe *une* vision, *une* position néoconservatrice¹⁰. Il est ainsi plus approprié d'évoquer un courant de pensées néoconservatrices plutôt qu'*une* pensée néoconservatrice. À l'instar de celui qu'on identifie souvent comme le « parrain »

¹⁰ Une étude assez exhaustive de la « pensée néoconservatrice » est celle *The Neoconservative Vision : From the Cold War to the Culture Wars* (Gerson, 1996a). De plus, l'anthologie de Mark Gerson offre une bonne incursion dans la pensée néoconservatrice en termes de politique intérieure et économique (Gerson, 1996b).

du néoconservatisme, Irving Kristol, à défaut de trouver mieux, le terme « persuasion néoconservatrice » ou « sensibilité néoconservatrice » demeure le plus juste pour référer au mode de pensée néoconservateur. Pour reprendre l'expression d'une autre tête d'affiche du néoconservatisme, Norman Podhoretz, une « tendance » serait un terme plus juste pour qualifier l'ensemble de la pensée néoconservatrice, puisqu'il n'y a jamais eu une volonté d'avoir une « organisation centrale » qui assumerait la direction d'un « mouvement » néoconservateur (Stelzer, 2004 : 4). En effet, il n'existerait pas en soi de « mouvement néoconservateur », si on comprend par cela un groupe d'individus partageant *un* objectif commun. En d'autres mots, il s'avère un véritable défi d'obtenir un consensus entre plusieurs individus associés à la persuasion néoconservatrice, même sur ce que le néoconservatisme représente¹¹.

Cela étant dit, il demeure possible de dresser un portrait général (il va sans dire réducteur et simplificateur) de ce qu'on comprend comme le néoconservatisme américain (Norton, 2004 : 176-80):

- 1- Les néoconservateurs revendiquent un pouvoir exécutif très fort : ils sont en faveur d'un État, d'un gouvernement et d'un leader forts et veulent que la force militaire serve la politique étrangère de façon robuste.
- 2- Les néoconservateurs sont populistes dans la rhétorique et corporatistes dans la stratégie : ils s'intéressent aux petits entrepreneurs et propriétaires ainsi qu'aux travailleurs, tout en voulant que les grandes corporations et les individus les plus riches soient exempts d'impôts afin que soit stimulée l'économie (ils acceptent la régulation par le marché du néolibéralisme).
- 3- Les néoconservateurs encouragent la ferveur religieuse et préconisent les valeurs traditionnelles et la famille, où les hommes sont les maîtres d'œuvre de la vie publique et les femmes sont confinées à la maison pour s'occuper de l'éducation des enfants et de l'entretien ménager. Ils sont ainsi opposés à l'élite intellectuelle et économique (parce que jugée trop libérale et matérialiste) et aux artistes (parce que jugés trop décadents).

¹¹ En effet, si, comme le néoconservateur de la première génération Michael Novak le soutient, « un néoconservateur est une personne qui a grandi dans la gauche et qui a été déçue par les idées et l'esprit de la gauche », ce qui implique donc une conversion idéologique, il ne peut en être ainsi des néoconservateurs de la seconde génération, qui n'ont toujours été que des néoconservateurs (Michael Novak, cité dans Dorrien, 1993 : 7).

2.1 Le discours néoconservateur de la guerre froide

L'étiquette « néoconservatisme » n'apparaît qu'en 1976 et elle se veut une insulte délibérée. Elle est attribuée au leader socialiste Michael Harrington, auteur de l'ouvrage emblématique de la « guerre à la pauvreté » *The Other America : Poverty in the United States*, publié en 1962. Elle vise un groupe restreint de gauchistes convertis en conservateurs, un groupe rassemblant des noms comme Irving Kristol et sa femme Gertrude Himmelfarb, Daniel Bell, Nathan Glazer, Daniel Patrick Moynihan et Midge Decter, ainsi que quelques autres comparses intellectuels comme James Q. Wilson et Seymour Martin Lipset. Dans la présentation de la pensée néoconservatrice, on procède souvent en termes de générations. Ce que peu de gens savent, c'est que les néoconservateurs des premières heures, dits de la première génération, sont d'anciens membres du parti *Social Democrats, USA*. Ils étaient une frange trotskyste et antistaliniste du *City College of New York* dans les années 1930 (Goldberg, 2000). L'expérience de la Deuxième Guerre mondiale et le contexte de la guerre froide, caractérisé selon eux par une lutte anticomuniste, allaient cependant leur dicter une position idéologique plus conservatrice face à la gauche prévalant dans les milieux universitaires et journalistiques à ce moment¹². Se joindront à cette première génération de ceux qu'on identifiera plus tard comme des néoconservateurs Norman Podhoretz, fondateur de la revue *Commentary*, ainsi que plusieurs de ses auteurs, notamment Jeane Kirkpatrick, Samuel Huntington, William Bennett, Ben Wattenberg et Joshua Muravchik. Ils allaient critiquer la « nouvelle gauche » marxiste, progressiste, protestataire et contestataire de la *Beat Generation* et de la contre-culture, lui préférant un discours appelant à une plus haute rigueur morale et un plus grand patriotisme devant l'ennemi idéologique communiste¹³. Avec la « victoire » sur le communisme orchestrée par l'administration Reagan et son escalade militaire, ces

¹² Pour une présentation détaillée des deux générations, voir la note de recherche « L'idéologie néoconservatrice et la politique étrangère américaine sous George W. Bush » de Jean-Frédéric Légaré-Tremblay (2005).

¹³ Pour une étude voyant les années 1960 comme celles de la « déchéance morale et des excès » ayant entraîné une « révolution culturelle », consulter (Kimball, 2000 : 4-5).

« néoconservateurs » étaient sous l'impression qu'avec la disparition de ce qui les avait soudé – l'ennemi communiste et une certaine vision morale pour la société américaine – s'achevait par le fait même le néoconservatisme. De l'avis de plusieurs d'entre eux, le néoconservatisme était limité au contexte de la guerre froide (Dorrien, 1993 : 170).

2.2. Le discours néoconservateur de l'après-guerre froide

C'est en référence à l'héritage reaganien que la deuxième « génération » de néoconservateurs allait voir le jour. Comme Reagan, « [l]es néoconservateurs de la seconde génération réitèrent l'importance de la morale et de l'idéologie dans les relations internationales et la politique étrangère américaine. C'est en effet sous l'angle idéologique qu'ils interprètent les conflits auxquels font face les États-Unis » (Légaré-Tremblay, 2005 : 17). Les néoconservateurs de l'après-guerre froide se réclament de Reagan, car ils lui donnent le crédit de la victoire sur la « menace » communiste soviétique par une augmentation très forte des budgets de la défense, une clarté morale en politique étrangère et un refus de limiter l'exercice de la puissance américaine pour se plier aux contraintes intérieures (Kristol et Kagan, 1996 : 19). Appelant ouvertement à une nouvelle croisade morale pour la démocratie, il n'est, par conséquent, pas fortuit qu'on réfère aux néoconservateurs comme des « néo-reaganiens » (Dorrien, 2003 : 126).

2.3 L'idéalisme néoconservateur

De tous les changements politiques globaux survenus suite à la chute du communisme, la formulation d'une nouvelle stratégie sécuritaire cohérente a été l'un des plus centraux, quoique parmi les plus élusifs à établir. Si les années 1990 ont semblé être marquées par la promotion d'un nouvel ordre mondial reposant sur le libéralisme commercial, force est de constater qu'avec l'élection de George W. Bush, et plus particulièrement après les événements de septembre 2001, on assiste à un changement d'orientation stratégique d'ordre qualitatif, caractérisé par une certaine radicalisation idéologique du leadership américain. Cela concerne directement l'influence des

néoconservateurs dans la conduite de la sécurité nationale américaine. Comme l'explique Mark Beeson :

Even if Daalder and Lindsay are correct to claim that Cheney and Rumsfeld are “assertive nationalists” rather than neocons, and that their actions have been informed more by realpolitik than ideology, the salient point is that their actions have been congruent with and influenced by neocon views about grand strategy and the appropriate use of American power (Beeson, 2004 : 14; voir également Hurst, 2005 : 75-96).

Les critiques ont tellement fusé de toutes parts depuis l'élection de George W. Bush, souvent avec raison, qu'il s'avère important de savoir ce que le néoconservatisme est et ce qu'il n'est pas. Lorsqu'on pense aux néoconservateurs aujourd'hui, on a immédiatement en tête une image de l'administration Bush et des idéologues, comme Paul Wolfowitz et Richard Perle, rendus célèbres par la doctrine de sécurité nationale de prévention et la guerre en Irak déclenchée par les États-Unis dans l'espoir de renverser le régime dictatorial de Saddam Hussein. Ce devait être une partie de plaisir, un geste de libération annonçant le nouveau visage démocratique du Proche-Orient, voire l'élément-pivot d'une véritable « révolution démocratique globale », pour reprendre les mots employés par le président Bush lui-même, comme réponse à la menace terroriste globale¹⁴. Or, comme tous le savent, il n'en fut rien.

En effet, dans l'ordre global de l'après-11 septembre, la mention même des néoconservateurs renvoie à des idées de grandeur et d'empire et, surtout, à l'échec du changement de régime en Irak avec l'offensive militaire dirigée par les États-Unis en mars 2003. Si plusieurs sont d'avis que le néoconservatisme américain était le fait d'une minorité et que son influence sur la politique internationale des États-Unis a été

¹⁴ En effet, dès novembre 2003, Bush parlait d'une « révolution démocratique globale » en faisant allusion à l'entreprise américaine de transformer le Moyen-Orient *via* l'Irak : « Iraqi democracy will succeed – and that success will send forth the news, from Damascus to Teheran – that freedom can be the future of every nation. The establishment of a free Iraq at the heart of the Middle East will be a watershed event in the *global democratic revolution* » (c'est nous qui soulignons) (Bush, 2003). Un an et demi plus tard, le 12 avril 2005, en s'exprimant devant des soldats de Fort Hood, au Texas, Bush réitérait sa confiance en réaffirmant que l'invasion américaine en Irak et l'organisation subséquente d'élections confirmaient l'amorce de cette « révolution démocratique mondiale » : « As the Iraq democracy succeeds, that success is sending a message from Beirut to Tehran that freedom can be the future of every nation. The establishment of a free Iraq at the heart of the Middle East will be a crushing defeat to the forces of tyranny and terror, and a watershed event in the *global democratic revolution* » (Bush, 2005; c'est nous qui soulignons).

conjoncturelle et constitue un moment plus qu'un tournant, il demeure que l'étude de la situation du néoconservatisme dans l'arène politique américain n'est pas aussi tranchée et que le néoconservatisme aura laissé une empreinte significative.

Ceux qu'on appelle aujourd'hui les néoconservateurs ont déjà été connus comme les « penseurs fous » (*crazies*) (Krugman, 2006), un terme employé au sein de la Maison-Blanche dans les années 1980 pour référer aux penseurs et idéologues qui, sous les administrations de Reagan et de Bush père, croyaient que les États-Unis devaient refaire le monde selon leurs désirs en menant une série de « petites guerres splendides », un terme employé par John Hay pour qualifier les guerres contre l'Espagne de 1898 pour Cuba, Porto Rico et les Philippines. Cette position a été discréditée pour son idéalisme et son aventurisme et les idées défendues par les « penseurs fous » ont été rejetées par les establishments, prudents, de chaque parti (démocrate et républicain) et n'ont surtout pas eu l'oreille du président Bush père lors de la Guerre du Golfe de 1991.

De la guerre froide à l'après-guerre froide à la Guerre contre la terreur, le néoconservatisme a bel et bien été un courant d'idées rassemblant plusieurs individus, sans représenter un courant de politique étrangère ou une vision unique. Lorsqu'on se penche sur le discours néoconservateur depuis la fin de la guerre froide, on remarque toutefois qu'il est allé croissant au fur et à mesure que les années 1990 ont passé (Beeson, 2004 : 10-19). Malgré que les néoconservateurs soient influents au sein des cercles républicains depuis la présidence de Ronald Reagan, ils ne sont pas la seule option idéologique conservatrice. Nonobstant, comme nous le savons, après le 11 septembre 2001, le président Bush a préféré donner une voix à l'idéalisme des néoconservateurs plutôt qu'aux positions plus prudentes des conservateurs et des progressistes. Dans un éditorial publié l'été dernier dans les pages du *New York Times*, Paul Krugman écrit :

Would the current crisis [de l'été 2006] on the Israel-Lebanon border have happened even if the Bush administration had actually concentrated on fighting terrorism, rather than using 9/11 as an excuse to pursue the crazies' agenda? Nobody knows. But it's clear that the United States would have more

options, more ability to influence the situation, if Mr. Bush hadn't squandered both the nation's credibility and its military might on his war of choice (Krugman, 2006 : A19).

On peut en ce sens bel et bien parler de « fantaisies dangereuses » lorsqu'on aborde les idées que renferment l'agenda des néoconservateurs américains – notamment à travers le trope impérial – mais il n'en demeure pas moins que le néoconservatisme américain s'est inscrit dans le discours libéral et dans le projet identitaire libéral sécuritaire globaliste américain.

2.4 La tension jeffersonienne du libéralisme américain

Si le néoconservatisme a été perçu par certains comme une sorte d'hérésie par rapport aux traditions établies en politique étrangère, le néoconservatisme devenant le nouveau nom du Mal, s'il en fut un, nous croyons qu'il faille plutôt voir les néoconservateurs comme des héritiers des penseurs libéraux classiques dans le sens du libéralisme politique et de la théorie politique. En d'autres mots, les néoconservateurs d'aujourd'hui – et leurs adversaires, les *liberals* – sont des héritiers des premiers libéraux américains autant que des républicanistes du XVIII^e siècle qui ont formé le projet identitaire libéral américain.

Contrairement aux mythes, les États-Unis ne sont pas nés libres, riches et modernes. Malgré tout, dans une histoire qui promeut la glorification individuelle et la liberté, en célébrant les pères fondateurs comme maîtres d'œuvre du modèle américain d'ambition individuelle de réalisation autonome, le libéralisme américain est né et allait, pour les citoyens américains, pouvoir servir de modèle de développement universel de l'humanité. Le libéralisme a donc fait son entrée aux États-Unis sans jamais vraiment être critiqué. Regroupant un ensemble d'idées associées à Adam Smith et John Locke, et contrairement à l'Europe où le libéralisme a toujours été associé à une idéologie politique et a été incarné par des partis politiques, aux États-Unis, il est devenu une sorte de *description de la réalité*. En tant que théorie sociale, le libéralisme a une telle emprise sur la société américaine qu'il en a forgé la conscience historique au point d'habiter tout le discours public. L'histoire nationale des États-Unis d'Amérique sera

d'ailleurs vue à travers le prisme du libéralisme, étant présentée comme une histoire progressiste reposant sur l'esprit scientifique et la liberté politique, et dont le développement politique est incarné par les institutions (la Constitution, le Congrès, la présidence et la Cour Suprême). Ce qui a certes contribué à cet état de fait est que c'est dans le quart de siècle allant de la Déclaration d'Indépendance à l'élection de Thomas Jefferson que les idées centrales du libéralisme ont été formulées : qu'il en ressort de la nature humaine de rechercher la liberté; que l'autogouvernement émane du contrôle individuel; que l'humain cherche à satisfaire ses intérêts et besoins selon un calcul rationnel; que le libre choix est un droit qui appartient à chaque individu en matière de mariage, religion, de politique électorale; que la loi règne sur les citoyens tant que ses statuts sont conformes à la loi naturelle protégeant la vie, la liberté et la propriété privée; et que l'histoire de l'humanité progresse avec la libération de l'individu par le développement du savoir scientifique. Les préceptes du libéralisme lockéen ont effectivement inspiré les auteurs des *Federalist Papers* et les hommes d'État américains se sont faits les praticiens du libéralisme économique d'Adam Smith, l'économie devenant un moteur de motivation naturelle et une sorte d'arbitre morale (Appleby, 1992 : 1-3). Dans une société profondément marquée par l'esprit scientifique, technologique et entrepreneurial, on voit donc apparaître avec le développement du darwinisme social du XIX^e siècle l'idée du « self-made man » (Nye, 2002).

Le libéralisme présumé des États-Unis, dans l'historiographie autant que dans la culture politique nationale, a longtemps permis à ce même libéralisme d'être ahistorisé, dépouillé de ses racines coloniales, capitalistes et inspirées des Lumières. Déjà au XVIII^e siècle, les débats entre les libéraux et les conservateurs, entre ceux qu'on a vus comme les progressistes et les républicanistes en d'autres mots, ont fait rage sur le maintien de traditions aristocratiques et de structures hiérarchiques rappelant davantage l'Ancien Monde, l'Europe et la Grande-Bretagne, que le Nouveau Monde. Le problème, c'est que les penseurs libéraux ont souvent fait en sorte d'aller de l'avant en

niant leurs propres racines, en proposant un succès américain ahistorique. Comme l'explique l'historienne Joyce Appleby, « If a classical republicanism imbued with traditional notions of political authority dominated colonial thinking, where are the roots of that liberalism which flowered so quickly after independence? [...] The roots of liberal social thought did not lie in past politics or classical theories of government, but rather can be traced to the first writings on the free market economy » (1978: 937 et 940). (Appleby, 1992 : 8). Le libéralisme est ainsi devenu une *idéologie nationale*. Il ne faut cependant pas perdre de vue combien le républicanisme a toutefois été associé au libéralisme et combien on les confond souvent; l'héritage du libéralisme américain est ainsi porteur du spectre républicain¹⁵. Cela suit d'ailleurs en tous points la position du néoconservateur Robert Kagan dans ce qu'il appelle « l'idéologie libérale américaine » (qu'il qualifie d'ailleurs de « libéralisme républicain » par moments) :

For the leaders and citizens of the new republic, in fact, the nation's foreign policy and its liberal "ideology" were in many respects indistinguishable. The overarching aim of American foreign policy was not merely to protect the nation and its people but also to preserve and protect its unique institutions and its unprecedented liberties – a purpose that by itself influenced the nature and direction of its foreign relations and that distinguished it from other eighteenth-century nations with different forms of government and political economy. American foreign policy was shaped by American liberalism in another way as well Liberalism in the eighteenth century, and for the next two hundred years, was the main engine of American expansion (Kagan, 2006 : 72).

Cette dualité entre le républicanisme et le libéralisme est comprise comme la tension jeffersonnienne par Joyce Appleby et constitue un aspect qui a profondément marqué le projet identitaire libéral (dominant) américain, ce qu'on pourrait appeler l'*américanisme*¹⁶. Sachant cela, on saisit mieux la portée des mots de l'historien

¹⁵ On remarquera que c'est dans la guerre culturelle opposant les néoconservateurs et la droite politique aux progressistes/liberals que le terme « américanisme » a refait surface et a été récupéré intellectuellement par les néoconservateurs et politiquement par Ronald Reagan lors de sa présidence. C'est d'ailleurs peu surprenant que les néoconservateurs aient eu des affinités si fortes avec Reagan.

¹⁶ Pour certains, on parlera par moments plus de républicanisme que de libéralisme, mais ce sera toujours un discours sur l'américanisme. Voir l'excellent texte d'Alan McPherson qui critique les volontés de plusieurs critiques américains et non américains de réinvestir les termes « américanisme » et « anti-américanisme » selon une position montrant combien ce débat tient sur un fond de lutte entre des idéaux, des illusions et des promesses que les pères fondateurs autant que les contemporains, Américains et non-Américains, ont prêté aux États-Unis comme projet politique national (McPherson, 2006).

Richard Hofstadter lorsqu'il écrit que « [i]t has been our fate as a nation not to have ideologies but to be one » (Richard Hofstadter, cité dans Lipset, 1996 : 18).

Pour sa part, le philosophe politique Jacques Rancière exprime la tension jeffersonnienne du libéralisme américain comme la présence d'un double discours sur la démocratie qui dénote une crise de la démocratie, et c'est souvent à travers l'expérience américaine que ce double discours est exprimé : « Les mêmes critiques qui dénoncent sans relâche cette Amérique démocratique d'où nous viendrait tout le mal du respect des différences, du droit des minorités et de l'*affirmative action* sapant notre universalisme républicain sont les premiers à applaudir quand la même Amérique entreprend de répandre sa démocratie à travers le monde par la force des armes » (Rancière, 2005 : 9). En effet, critiquant la haine de la démocratie, Rancière indique comment les

arguments qui soutiennent les campagnes militaires destinées à l'essor mondial de la démocratie révèlent le paradoxe que recèle aujourd'hui l'usage dominant de ce mot. La démocratie y paraît avoir deux adversaires. D'un côté elle s'oppose à un ennemi clairement identifié, le gouvernement de l'arbitraire, le gouvernement sans limite que l'on appelle selon les temps tyrannie, dictature ou totalitarisme. Mais cette opposition évidente en recouvre une autre, plus intime. Le bon gouvernement démocratique est celui qui est capable de maîtriser un mal qui s'appelle tout simplement vie démocratique (Rancière, 2005 : 13).

Le rapport étroit entre libéralisme, démocratie et nationalisme a rendu possible la notion d'américanisme et exprime les fondements de l'identité nationale que le discours dominant présente comme étant le devoir de chaque Américain de non seulement accepter, mais de défendre avec patriotisme. C'est dans ce contexte qu'on doit ainsi comprendre l'action des néoconservateurs à vouloir se prétendre les dépositaires authentiques de l'américanisme.

Dans notre analyse, en stricte continuité avec ce que nous avons déjà avancé en rapport à l'étude de Robert Kagan sur l'histoire des États-Unis comme « nation dangereuse », nous suivons davantage l'interprétation de l'histoire intellectuelle américaine développée par Joyce Appleby, qui prétend que le libéralisme (lockéen) rend mieux compte de l'évolution idéologique et politique aux États-Unis à partir de

1760, que celle de Robert Shalhope (1972, 2006), spécialiste du républicanisme, qui prétend que ce soit davantage un républicanisme machiavélien (Gibson, 2000). Le républicanisme, tel que théorisé par Gordon Wood dans *The Creation of the American Republic, 1776-1787* (1969) et Bernard Bailyn dans son classique *The Ideological Origins of the American Revolution* (1967), a permis de pouvoir se dresser en dehors de l'imagination libérale et de réintégrer l'appui colonial pour un ordre politique républicain au moment de l'Indépendance. La position que nous avons adoptée ici reprend également celle de James Kloppenberg, dont Shalhope a lui-même salué l'initiative analytique. Nous allons comprendre dans l'américanisme à la fois les deux traditions (libéralisme et républicanisme), bien que nous allions référer davantage à l'héritage libéral dans cette thèse en parlant d'américanisme et que nous allons accepter le terme de Kagan de *libéralisme républicain*. Kloppenberg affirme ainsi qu'il faille aller au-delà de ce dialogue interminable qui demande de choisir entre le libéralisme et le républicanisme et qu'il faut plutôt les voir comme étant toutes deux présentes et interpénétrées dans la culture politique américaine, là où se trouve aussi d'autres traditions intellectuelles plus ou moins influentes (Kloppenber, 1987 : 11). On pourra voir le milieu intellectuel politique américain comme étant formé de « traditions multiples » (Smith, 1993). Ensemble, elles forment un américanisme qui embrasse l'héritage libéral autant que républicain et c'est dans ce mode d'analyse plus intégratif que nous allons comprendre l'américanisme comme le projet identitaire américain d'ordre libéral sécuritaire.

Les néoconservateurs américains exposent en effet avec brio le cœur du problème du double discours sur la démocratie, étant parmi les plus grands défenseurs de cette démocratie du Bien contre le Mal. C'est aussi ce qui les amène à défendre un double standard pour les États-Unis, comme c'est le cas pour le contrôle des armements (Kagan, 2003). On interprète souvent le néoconservatisme comme étant un errement, un égarement de la politique étrangère américaine, alors que les États-Unis auraient bifurqué de « leur » mission originelle. À cela, les néoconservateurs répondent

cependant qu'ils sont les porteurs de la vision américaine, *mais une vision nationale adaptée au contexte de la puissance globale*. Dans cet esprit, ils sont l'expression radicale d'un courant qui a toujours été présent au sein de l'élite de la nation américaine, une frange républicaine ne craignant pas d'embrasser l'impérialisme comme un projet grandiose *tout en demeurant libéral*. C'est aussi dans cette veine qu'ils sont également les plus grands défenseurs d'un exceptionnalisme américain, en croyant fortement en l'idée que le monde se porterait mieux s'il était refait à l'image de l'Amérique. Les néoconservateurs donnent donc dans un idéalisme qui les amène à voir dans le libéralisme démocratique américain le gage de l'expérience nationale par excellence et la mieux achevée.

Pour plusieurs, il y a une réelle lutte entre qui sera apte à défendre le mieux l'*Amérique* (et c'est bien de la *nation* dont il est alors question dans les discours américains) dans la Guerre contre la terreur. Le néoconservatisme insiste sur une mission globale des États-Unis et sur l'identité nationale américaine. Francis Fukuyama a cherché à aller au-delà de la thèse de la fin de l'idéologie en défendant le libéralisme *comme une idéologie*, où la théorie de la modernisation des années 1950 est actualisée et revampée, en conservant sa « vision d'un monde plus sain, riche, égal et démocratique » (Gilman, 2003b : 276). En fait, plusieurs néoconservateurs sont des théoriciens déçus de la modernisation (Gilman, 2003b : 258). Ils priment les valeurs centrales de la modernité du rationalisme et de l'autorité scientifique. L'ordre devient un bien essentiel à atteindre. Leurs actions visent ainsi à maintenir, voire à réaffirmer, l'ordre social et politique, américain comme global. À en croire les néoconservateurs Kagan et Kristol aujourd'hui (Kagan et Kristol, 2000), le problème des États-Unis n'est pas qu'ils en ont trop fait, mais bien qu'ils n'en ont pas assez fait ! Pour les néoconservateurs, on ne doit pas chercher à s'excuser des ratés des États-Unis : les États-Unis sont du côté du Bien et c'est pourquoi les néoconservateurs répondent à leurs détracteurs, qui leur disent que l'Irak est un borbier qui n'était pas lié au terrorisme, en s'enfonçant davantage dans leurs fantaisies d'omnipotence. Pour les

néoconservateurs, les valeurs associées à la masculinité, à la virilité et au courage sont à chérir et à mettre de l'avant et c'est pourquoi ils ont adressé des reproches à l'administration Bush d'avoir failli en mettant les États-Unis dans une position de faiblesse et traitent Bush de couard ou de poltron. Pour eux, après l'Irak, dont ils ont critiqué la stratégie de reconstruction, si l'administration Bush était sérieuse dans son identification de l'Axe du Mal en janvier 2002, les États-Unis doivent aussi régler le sort de l'Iran et de la Corée du Nord et planifier le renversement de leurs régimes « voyous ». En prônant du *nation-building* et des renversements de régime, les néoconservateurs sont en quelque sorte les théoriciens de la modernisation d'aujourd'hui (Latham, 2000).

2.5 Les racines libérales du néoconservatisme américain

Qui dit théorie de la modernisation invoque nécessairement le contexte du régime gouvernemental de sécurité nationale et, partant, la guerre froide. En effet, il est d'emblée question des responsabilités et des volontés de puissance globale des États-Unis, lesquelles nous ramènent au débat politique particulier à l'intérieur de ce que Huntington appelle le *credo* américain alliant exceptionnalisme, libéralisme et défense et diffusion de la démocratie (Huntington, 1997). On est donc amené à regarder de plus près la notion de libéralisme, valeur américaine par excellence dans le sens de l'exceptionnalisme américain et vision honnie dans un autre lorsqu'associée avec social-démocratie. Par conséquent, l'une des premières difficultés à laquelle on est confronté lorsqu'on parle du libéralisme dans le contexte américain est de ne pas se méprendre sur la signification des termes. En effet, le qualificatif « libéral » a, depuis les années 1930, une connotation péjorative dans la bouche des analystes politiques conservateurs. Il faut d'emblée signifier ici que libéralisme dans le sens *liberal*, tel qu'il était utilisé par la droite évangéliste et qui a pour fin de représenter la gauche destructrice des valeurs familiales, religieuses et sociales. On peut en effet parler, comme le fait l'essayiste français spécialiste du libéralisme, Alain Laurent, d'un « sens gauchi du label “liberalism” aux États-Unis » (Laurent, 2006 : 18). En fait, « *liberal* »

signifie « progressiste » qu'on oppose alors à *conservateur*. Par un élargissement sémantique, la notion de libéralisme renvoie alors autant à la tradition philosophique libérale classique qu'à la version américaine de libéralisme progressiste (qui s'apparente à la social-démocratie et à une pensée gauchiste), formant ainsi un seul et même tronc commun. D'une part, on peut comprendre la critique de penseurs européens notamment, qui disent qu'on doit composer avec cette solution confuse et dérangeante en raison de l'emploi des deux variantes assez opposées et qu'il s'agit d'un procédé est fallacieux qui devrait être précisé à chaque utilisation. Comme l'explique Alain Laurent, le libéralisme en perd alors en précision et son emploi s'en trouve discriminé d'autant : « bien que l'un et l'autre s'inscrivent dans la même tradition démocratique du respect de la liberté politique, ils diffèrent trop quant à leurs conceptions de la régulation économique, de la place et la nature de l'État, et des droits de l'individu souverain pour que cela ne soit pas une infinie source de confusion et d'appauvrissement conceptuel » (Laurent, 2006 : 236). Celui qui y perdra au change est celui qui continuera d'utiliser impunément le label libéral/libéralisme dans le contexte américain sans lui associer son héritage philosophique.

Nonobstant, la pratique discursive de libéralisme dans son sens gauchisant aux États-Unis en *liberalism* est telle que les volontés de Laurent paraissent vaines et, d'autre part, comme nous l'expliquons ici, la relation symbiotique entre libéralisme et américanisme est telle qu'il est difficile d'en faire autrement. Dans ce cas, on peut dire que la religion civile libérale américaine rassemble, au-delà des divergences, les courants dominants américains – autant les conservateurs et les néoconservateurs républicains de l'administration Bush que les franges « progressistes » – en une même base idéologique depuis leur tout début. Ils s'inscrivent effectivement tous dans une culture politique dominante qui cherche à préserver et promouvoir des valeurs comme la liberté individuelle, la démocratie et le capitalisme de libre marché. C'est cette même base qui a fourni les conditions de possibilité des notions d'exceptionnalisme et de destinée manifeste au sein d'une vision nationale libérale et républicaine (Pedersen,

2003). Toutes choses étant égales par ailleurs, c'est donc la conception d'un certain exceptionnalisme américain qui unit les différentes inclinations politiques américaines au sein des élites politiques. Et comme nous l'avons fait ressortir dans notre premier chapitre, cet exceptionnalisme américain est donc partie prenante de la formation impériale américaine. C'est d'ailleurs ce qui nous permet d'ancrer ceux qui critiquent la politique étrangère de l'administration Bush comme étant une dérive impériale et les tenants d'une position théorique institutionnaliste libérale qui soutiennent qu'avant Bush, les États-Unis auraient assumé une puissance hégémonique libérale dans l'ordre global sans verser dans l'impérialisme¹⁷.

Par conséquent, il ne faut jamais perdre de vue que les idées sont toujours ardemment débattues dans le milieu politique américain et que ce qu'on présente comme uniforme et monolithique ne l'est jamais. L'idéologie libérale américaine oriente le champ d'action politique des dirigeants et lui impose une unité artificielle. Dans les faits, il demeure toujours un certain rapport de forces au sein du forum politique américain entre les néoconservateurs, les conservateurs, les modérés et les progressistes. Ce sont les circonstances qui feront en sorte qu'une position l'emportera sur l'autre à une époque donnée. C'est pourquoi il y a tout lieu de distinguer des moments et des variantes de ce « libéralisme » américain. Aujourd'hui, on peut remarquer la présence de l'idéologie héritée de la guerre froide qui anime autant les Démocrates vus comme *progressistes* et les républicains, vus comme *conservateurs*. Tous deux à la fois s'inspirent des acquis de l'État-Providence du New Deal et s'en sont éloignés. D'ailleurs, cet éloignement avait déjà commencé durant la guerre froide, avec les impératifs de la mise en place de l'État de sécurité nationale (Waddell, 2001a). Ce qu'on connaît comme le *libéralisme de la guerre froide* est donc davantage une

¹⁷ Cette position est notamment celle de John Ikenberry, mais elle rejoint également la position de plusieurs auteurs réalistes défensifs comme Stephen Walt et Charles Kupchan et de réalistes offensifs comme John Mearsheimer, William Wohlforth et Fareed Zakaria. Que plusieurs de ces auteurs aient rejeté la politique internationale de Bush, par rapport à l'Irak notamment, ne les souscrit pas moins à leur acceptation d'une position de suprématie globale pour les États-Unis qui soit bienveillante parce que *libérale*.

vision étriquée du progressisme du New Deal alliée à une pensée réaliste axée sur l'endiguement et la dissuasion dans un contexte de conflit bipolaire. Cette vision, comme nous l'avons avancé en introduction, allait coïncider avec l'érection du régime gouvernemental de sécurité nationale lié aux institutions du *national security state* et allait s'inscrire dans « l'imaginaire sécuritaire de la sécurité nationale » (Weldes, 1999 : 8-10). Le processus cognitif au centre de la définition de la menace, l'imaginaire sécuritaire, n'est rien d'autre qu'une « construction de significations et de relations sociales bien établies à partir desquelles est créée une représentation du monde des relations sociales ». C'est à travers cet imaginaire sécuritaire, lequel préexiste les représentants étatiques et auquel la guerre froide est axiomatiquement intégrée, que le consensus idéologique de la guerre froide a été rendu possible. Avec la fin de la guerre froide, ce « consensus idéologique » n'était toutefois plus nécessaire (Weldes, 1999 : 10, 121-23). Cet imaginaire sécuritaire allait toutefois être crucial pour comprendre la politique identitaire américaine et la représentation des États-Unis par les élites de la sécurité nationale comme étant un État libéral, sécuritaire et démocratique. Si on parle de libéralisme de la guerre froide tributaire de l'imagination de sécurité nationale animant le régime gouvernemental de sécurité nationale aujourd'hui, c'est parce qu'une plus grande unité de pensée caractérise les élites politiques américaines qu'on pourrait bien le croire. De plus, autant les républicains que les démocrates s'inspirent de la guerre froide, des années de présidence d'Harry Truman et de Dwight Eisenhower. Les besoins de consensus qui accompagnent la vie politique du régime gouvernemental de sécurité nationale depuis la Deuxième Guerre mondiale ont effectivement exigé une certaine vision *nationale*, sur lequel repose le projet identitaire libéral américain qu'on peut nommer *américanisme* (Lind, 2006). Lorsqu'on analyse l'insertion du régime gouvernemental de sécurité nationale dans le développement politique des États-Unis et du rôle-clé joué par la nouvelle catégorie d'élites connues à travers le discours sur la sécurité nationale, on est au cœur d'un débat constant sur la meilleure défense des États-Unis comme projet identitaire

expansionniste. Il est donc question d'un discours très fort sur l'identité nationale depuis longtemps.

Question de mieux comprendre l'attitude des néoconservateurs et le fait qu'on ait pris coutume d'opposer le néoconservatisme au libéralisme (alors qu'il faudrait dire *liberalism*, une distinction que l'anglais ne permet pas), il faut mettre en relief ce que Laurent présente comme un détournement, une perversion sinon une confiscation de l'étiquette par les *liberals* (Laurent, 2006 : 192-193). Cependant, l'erreur d'association est surtout importante pour les conservateurs, car, comme nous allons le montrons plus loin dans ce chapitre, les néoconservateurs sont souvent d'ex-*liberals* ou d'ex-marxistes qui se sont convertis à une version plus ou moins classique du conservatisme et, donc, du libéralisme – et qui se sont réunis dans une opposition virulente au communisme soviétique. Encore une fois, si Alain Laurent a tout à fait raison de souligner combien il existe un écart théorique entre l'utilisation courante du terme « *liberalism* » aux États-Unis par les auteurs anglo-américains et la compréhension traditionnelle de la philosophie politique de la pensée libérale¹⁸, suivant une pratique aronienne reprise par Laurent, il convient de distinguer libéral et libéralisme dans ce chapitre en prenant l'un et l'autre comme étant différents dans leur présentation anglophone (américaine surtout) en italiques (*liberal(s)*, *liberalism*). Cette distinction entre les mots employés est fondamentale, car on retrouvera plusieurs erreurs d'association¹⁹.

2.6 Le libéralisme de la ligne dure de l'américanisme au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale

¹⁸ Il n'est aucunement question ici d'entrer en dialogue avec Alain Laurent et de s'interroger sur les raisons de l'apparition de cette nouvelle idéologie « libérale » dans le champ politique et intellectuel américain au XX^e siècle, qu'on pourrait nommer, à l'instar de Laurent, comme étant le « *modern liberalism* américain ». À ceux qui veulent s'y pencher plus sérieusement, nous vous enjoignons à lire l'ouvrage-clé de Laurent sur la question, *Le libéralisme américain : Histoire d'un détournement* (2006).

¹⁹ Par exemple, on associera Arthur Schlesinger au libéralisme et au *liberalism*, pour ses écrits et pour son travail dans l'administration de John F. Kennedy. C'est là une erreur, surtout lorsqu'on s'arrête sur ses écrits et sur sa volonté de former un *middle liberalism* ou *anticommunist liberalism*. On ne peut pas se tromper à ce moment et le présenter comme représentant le *liberalism* qui se situe à gauche même du parti démocrate et qui caractérise les *liberals* dans les années 1930 et 1940 et qui désigne les milieux progressistes américains politiquement démocrates et communistes et intellectuellement marxistes (Laurent, 2006 : 71).

S'il est donc vrai que la tension entre les compréhensions du libéralisme aux États-Unis réside dans la compréhension donnée à ce que représente la liberté et l'égalité, il s'avère clair que cette bifurcation et cette dénaturation du sens historique du libéralisme en en faisant, *aux États-Unis*, une sorte d'équivalence de la social-démocratie, pose problème, et que les *liberals* auraient dû se réserver à « progressistes » (Laurent, 2006 : 238). Mais aux États-Unis, le mot liberté a une telle prégnance qu'on peut comprendre la récupération de libéralisme pour lui donner un tout nouveau sens. Cette situation s'explique aisément en rapport avec la montée internationale du communisme dans les années 1920 et 1930, mais notamment en Russie, devenue l'URSS. Aux États-Unis, le poids des traditions et des symboles, ont donc fait en sorte de rendre le communisme de mauvais aloi. Si certains *liberals* ont pu flirter avec le communisme, avec le déclenchement de la guerre froide, durant les premiers quinze ans, la croisade anticommuniste *liberal* et libérale s'est faite si forte et l'idéologie anticommuniste libérale s'est tellement immiscée dans les sphères politiques que de nombreux enjeux sociaux et culturels – des problèmes politiques ni plus ni moins – ont été vus à travers cette seule lunette de « l'ennemi (communiste) » (Dudziak, 1988 : 65). C'est d'ailleurs la culture de la sécurité nationale qui permettra l'émergence du maccarthysme, une attitude qui consiste en une délation et une persécution de tous ceux qui sont soupçonnés d'avoir des sympathies pour les communistes (Schrecker, 1998; Whitfield, 1995).

Avec le maccarthysme, le régime gouvernemental de sécurité nationale cherche à se débarrasser de l'ennemi « intérieur » et conçoit le danger comme étant potentiellement toujours présent, alors que des agents dormants attendraient le moment propice pour violer la propriété privée. Ainsi, on prête à l'ennemi une intentionnalité politique et malveillante en l'associant à des notions de complot, de conspiration, d'allégeance, de loyauté, de trahison, de sabotage, de subversion et d'infiltration, de dénonciation et d'espionnage (Viltard, 2001). Ces expressions sont inlassablement mobilisées pour évoquer *l'ennemi intérieur*, qui « est alors manifestement inactif, sa passivité

[devenant] l'indice de ses menées souterraines pour saper les fondements de la société » (Ceyhan, 2001). La constitution et la transformation de l'ordre social par le discours de la sécurité nationale a ce faisant une influence considérable sur la société américaine : « For many Americans, the “security” threat became not only the obvious one of external attack, but also a subtler internal one, in which shadowy, sinister forces were seen as threatening the social order, undermining personal stability, and upsetting familiar assumptions » (Boyer, 2001 : 7). Cette conception de l'ennemi intérieur rend compte du fait qu'au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale, si on prépare le corps politique de l'État et consolide son identité en le protégeant d'une menace extérieure (une attaque militaire nommée), il n'en demeure pas moins qu'il faut aussi craindre la menace *subversive*, qui s'attaquerait au corps politique de la nation par la contamination, tel un virus²⁰. Le mouvement sera tellement excessif qu'il plongera dans une sorte de paranoïa collective, communément appelée le « péril rouge »²¹ (*red scare*), qui sera une véritable « chasse aux sorcières » visant à débusquer les communistes. La métaphore de l'ennemi agissant depuis l'intérieur réifie en ce sens une construction organique de la société (et de l'État), et c'est ainsi que l'idée de subversion et de contamination prêtées au communisme seront aussi associées à d'autres « maux » de la société, comme l'homosexualité. Le *national security state* cherchant à stabiliser l'ordre social²², le contrôle sexuel et le maintien des divisions de classe participent ainsi directement au processus de sécurisation qui anime la lutte

²⁰ Il faut alors voir comment un discours épidémiologique est mêlé au discours anticommuniste, une permanence langagière où l'ennemi intérieur est construit à travers des métaphores de nature médico-chirurgicale (Périès, 2001).

²¹ L'expression est la traduction acceptée dans la littérature française. Dan O'Meara nous fait toutefois remarquer que l'expression correcte devrait plutôt être « peur des rouges ».

²² L'historien Paul Boyer dresse une analyse intéressante des travaux de Talcott Parsons en pleine guerre froide, en indiquant combien l'approche fonctionnaliste de la société y étant décrite s'adaptait à une société conformiste et conservatrice, correspondant au contexte discursif dominant associé aux années 1950 et rappelant le maccarthysme et les valeurs qui y étaient associées. Ce qui est notamment digne de mention, et qui indique l'emprise du régime gouvernemental de sécurité nationale sur la société américaine, est la vision faisant la promotion de la stabilité et cherchant à éviter les risques : « This preoccupation with conformity as a strategy for achieving “security” in a social sense represented a cultural analogue to the Cold War's obsession with security in the strategic and military sense. Risk-taking was out; a cautious, defensive posture of guarding against the unexpected was in – at home no less than abroad » (Boyer, 2001 : 9).

anticommuniste, qui doit occulter toutes les autres préoccupations. Comme l'affirme l'historienne Ellen Schrecker, « For, above all, it was the adoption of an anti-communist agenda by the federal government that brought the rest of the nation into the crusade », alors qu'en peu de temps, une majorité d'Américains ont accepté, au nom de la sécurité nationale, des mesures contraires aux libertés individuelles et à la Constitution en croyant que la survie des États-Unis était en jeu (Schrecker, 1998 : xiv).

2.7 La nation en péril, en passant du rouge au rose

Dans la phase de montée en puissance des États-Unis au tournant du siècle, on avait déjà vu, avec Theodore Roosevelt, comment des convictions basées sur le genre et la masculinité ont joué pour définir les contours de la culture politique américaine, la masculinité devenant un trope de la pensée et de la vie impériale dans la politique étrangère américaine. La masculinité était donc certainement un enjeu de sécurité nationale, c'est pourquoi les élites qui produiront et reproduiront le régime gouvernemental de sécurité nationale de la guerre froide s'efforceront de présenter une image toujours forte et masculine des États-Unis. Dans son ouvrage *The Vital Center : The Politics of Freedom*, publié en 1949, Arthur Schlesinger proposait une version du libéralisme adaptée à l'après-Deuxième Guerre mondiale et à la lutte anticommuniste notamment. Le « centre vital », c'est ainsi qu'il appelle le *libéralisme anticommuniste*, constitue un « large intellectual movement » (Arthur Schlesinger, cité dans Feldstein, 2000 : 62). Il n'y avait pas de consensus sur le rôle des États-Unis comme puissance globale, mais l'État américain se donnait un devoir de sécurité pour le bien-être de sa population. Cette représentation de l'État américain marqué par le sceau de la sécurité était associée à un « normative masculine ideal that emerged in scholarly and political narratives presumed that men who lacked financial resources could not support their families – economically or emotionally – were weak and irresponsible » (Feldstein, 2000 : 67). Avec les ressources abondantes de l'État-Providence et le désir de sécurité, le régime gouvernemental de sécurité nationale a fait en sorte de chercher à promouvoir des visions de masculinité à travers le discours sur la

sécurité sociale et a voulu discipliner les femmes et leurs corps dans leurs maisons (Feldstein, 2000 : 67). En effet, dans *The Vital Center*, Schlesinger parlait peu de la race ou du genre, ou même encore de la sécurité sociale; ce qui importait, ce qui était « vital », c'était de promouvoir des idéaux de citoyenneté et d'État « suffisamment forts, actifs, voire même agressifs lorsque nécessaire, tout en étant caractérisés par une unité et une restriction, un rejet des extrêmes et la coopération » (Feldstein, 2000 : 81). Dans la lignée de Reinhold Niebuhr, Schlesinger voulait développer un libéralisme « vigoureux » qui « insufflerait une nouvelle virilité à la vie publique » (Schlesinger, cité dans Feldstein, 2000 : 81). Ces préoccupations ne sont certainement pas lointaines aux préoccupations des néoconservateurs d'aujourd'hui. D'ailleurs, lorsqu'on y regarde de plus près, les ressemblances plus que les dissonances ressortent, c'est pourquoi on doit s'arrêter sur le libéralisme de la guerre froide pour bien voir comme un certain discours dominant a pu s'établir et défendre une certaine image des États-Unis comme un *national security state*. Deux analyses récentes produites par des historiens sociaux et culturels de la politique étrangère des États-Unis – les études *Imperial Brotherhood* de Robert Dean (2001) et *Lavender Scare* de David Johnson (2004) – indiquent à quel point on fait erreur de s'arrêter au maccarthysme et d'ériger l'anticommunisme comme une force unifiée pour justifier l'expansion du *national security state*. Il faut plutôt revoir les bases idéologiques basées sur des biais de genre, de race et de classe, notamment sur celles du genre pour comprendre les mentalités des décideurs des années fortes de la guerre froide, des administrations Truman à Johnson.

Dans son étude *Imperial Brotherhood*, l'historien Robert Dean s'intéresse donc particulièrement aux élites de sécurité nationale des administrations Truman et Eisenhower, en s'arrêtant aux codes de genre, qui ont relié les hommes de l'establishment qu'il appelle la « confrérie impériale » (*imperial brotherhood*) – une confrérie blanche d'hommes de la classe supérieure. La mentalité du régime gouvernemental de sécurité nationale, dans ses débuts, s'expliquerait par cette confrérie impériale, cette culture d'élite fermée et formée aux mêmes codes culturels et aux

façons de se comporter socialement pour que les hommes d'État puissent assurer leur masculinité. Le résultat probant est la mise en place d'une véritable idéologie de la masculinité au sein de l'establishment de la politique étrangère du régime gouvernemental de sécurité nationale. On voue un culte aux qualités athlétiques, à la virilité, au service public, au service militaire volontaire et à la loyauté à sa communauté, comme l'a fait Theodore Roosevelt au tournant du XX^e siècle, dont on s'inspire d'ailleurs considérablement, et comme le font d'ailleurs les néoconservateurs. Cette confrérie s'établit par une éducation faite dans des écoles privées pour des élites, où on entretient la camaraderie entre les garçons. Cela se poursuit ensuite dans les fraternités des universités d'*Ivy League* et des clubs privés métropolitains, et surtout, avec l'expérience du service militaire durant la Deuxième Guerre mondiale. Cette expérience communale les conditionne ensuite à être en faveur de la force militaire et à se réclamer un pouvoir politique pour eux-mêmes, comme membres d'une certaine classe appelée à diriger. Dean montre que cette idéologie de la masculinité est associée à un patriotisme exacerbé après la guerre et a été un élément-clé dans l'expansion de la puissance américaine, alors qu'il fallait valoriser la ligne dure (*toughness*) pour honorer l'idéologie de la masculinité inculquée aux membres des élites de la politique étrangère depuis leur jeunesse (Cuordileone, 2005; Johnson, 2004; Stein, 2005; Baxter, 2005). Dean nous offre donc son analyse des hommes, du contexte décisionnel, mais surtout des individus comme être humains acculturés et dont les vies personnelles ne peuvent être coupées de leurs vies professionnelles, en nous expliquant comment des considérations de genre ont influencé les dirigeants qui ont pris les décisions ayant entraîné l'intervention militaire au Vietnam. Il s'avère manifeste, comme nous le verrons plus loin, que des parallèles ressortent entre cette confrérie impériale des débuts du régime gouvernemental de sécurité nationale et les néoconservateurs qui gravitent autour des milieux et les présidents républicains depuis les années 1970, notamment ceux près de l'administration de George W. Bush.

Le communisme, plus que la perversion morale, a clairement été une menace plus grande dans les années 1950, mais il faut reconnaître que cette menace a été interprétée à travers une conception influencée par des considérations de genre, où le personnel, l'international et les luttes politiques partisans et de classe ont pu servir à consolider cette menace. Il faut également prendre conscience du « péril rose » (*Lavender Scare*), à savoir la « McCarthy-era purge of homosexuals in the State Department and other government agencies » (Dean, 2001 : 7). Le *péril rose*²³ réfère à la « peur que les homosexuels posent une menace à la sécurité nationale et aient dû être systématiquement être éliminés du gouvernement fédéral », une purge gouvernementale qui a débuté vers la fin des années 1940 et qui est devenue un enjeu public majeur en 1950. Le *péril rose* – on parlait des roses (*pinks*) pour identifier les « pervers sexuels », à une époque où l'homosexualité est encore définie comme une maladie mentale – pose un défi aux analyses basées sur le maccarthysme, l'anticommunisme, le *national security state* et le péril rouge, car on n'en parle généralement pas ou très peu, alors que le gouvernement américain sera *lui-même* l'agent responsable de cette purge. L'idée de contamination associée au communisme dans le maccarthysme est donc poussée à son paroxysme avec le *péril rose*. On fait un lien entre la vie privée et publique, entre la politique intérieure et extérieure, entre les dangers politiques et les dangers sexuels, où on se rend compte que la sexualité est un champ de bataille politique. Ainsi que l'explique Randolph Baxter : « If a potentially irrational masculinity ideology led to both the Red and Lavender Scares, we are forced to admit that a seemingly effective “national security” may inflame cultural forces which leave many victims in their wake and which may not even guarantee true security » (Baxter, 2005 : 546-547). Le *péril rose* s'inscrit dans un contexte qui donne un avant-goût de la guerre culturelle des années 1970 amorcée par les néoconservateurs

²³ Les expressions « *pink* » et « *pinko* » servaient aussi à qualifier plus largement et péjorativement les individus aux idées gauchistes.

face aux *liberals*, les forces progressistes²⁴. Le *péril rose* a ainsi été mis en place dans le contexte du maccarthysme, de la peur de l'autre, d'une crainte d'un déclin moral des États-Unis face à l'Union soviétique et d'une nouvelle classe puissante de bureaucrates de la sécurité nationale, souvent très éduquée et cosmopolite (comme le sont les néoconservateurs d'aujourd'hui), qui en fera une cible facile pour des critiques populistes et conservatrices. Cette purge prend forme sur une lutte de classe entre des politiciens populistes du Mid-West et les élites de la politique étrangère de l'administration Truman, formée d'hommes éduqués dans les universités d'*Ivy League*. Les populistes s'en prennent aux éduqués et aux internationalistes en critiquant en cela leur masculinité. La perte de la Chine et le début de la guerre de la Corée allaient d'ailleurs être interprétées comme un signe de féminité et de faiblesse de l'administration Truman. Cette action très partisane des républicains et des membres du Congrès visait l'administration Truman, qui répondra à ces attaques en voulant se montrer plus virile et machiste que jamais. Cela aura pour effet direct de revigorer l'anticommunisme au point qu'on ne pourra plus défendre rien d'autre qu'un anticommunisme de la ligne dure pour ne pas paraître faible. Pour les guerriers froids, paraître homosexuel était la pire chose qui pouvait arriver à un homme, car on lui prêtait alors une personnalité de « femme », mais c'était aussi la pire chose qui pouvait arriver à la nation, car étant alors vu comme une femme, il ne pouvait plus se battre ou avoir des qualités de combattant et laissait du coup tomber sa nation. Le *péril rose* affecte ainsi la politique étrangère, car les dirigeants des États-Unis veulent se montrer virils et machistes dans leur performance publique politique pour mieux asseoir leur légitimité politique; ils ne veulent surtout pas paraître comme s'ils pliaient ou étaient conciliants vis-à-vis de l'Union soviétique, ce qui présenterait leur sexualité comme suspecte et nuirait à leur carrière.

²⁴ Dean relève néanmoins un effet politique positif au *péril rose* : la mobilisation des homosexuels de la communauté de Washington, D.C., qui feront des marches reliées au mouvement des droits civiques. Il faudra toutefois attendre 1975 pour la Commission de la fonction publique (*Civil Service Commission*) évacue la référence à une conduite immorale de la liste des éléments pouvant être utilisés pour refuser l'emploi au sein du gouvernement (Dean, 2001 : 85).

Dans le cadre du régime gouvernemental de sécurité nationale, il est donc évident qu'on fait le lien entre le corps des hommes et le corps de la nation, qu'on prête à l'État des traits masculins et à la nation des traits féminins. En fait, le *national security state* nécessite une relation de subordination et d'obéissance en échange de la protection. La nation – représentée comme la femme – est vue comme se déferant par adoration pour l'État – vu comme l'homme – qui lui apporte sa sécurité. Le *national security state* apparaît comme un « protection racket » pour les citoyens (Tilly, 1985), mais encore plus pour les femmes, qu'on veut confiner au rôle de mères et de femmes au foyer qui auraient apparemment besoin de leur image de « chevalier protecteur », l'image de l'homme courageux et vertueux qui s'élève pour protéger sa famille des menaces du monde extérieur (Peterson, 1992). Le *péril rose* va donc justifier l'expansion du *national security state* en lui donnant une personnalité très masculiniste, virile et puissante²⁵. À ce propos, le *national security state* de l'après-11 septembre emploie clairement le langage de la protection masculiniste (Young, 2002; Shepherd, 2004). C'est donc dire que le militarisme y est pour beaucoup dans le culte de la masculinité au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale et, à ce titre, le *péril rose* n'est certes pas étranger au contexte constitutif du régime gouvernemental de sécurité nationale. En étudiant la rhétorique du genre dans la politique étrangère américaine afin de montrer comment le *péril rose* a été un épisode qui fut une sorte de test culturel de testostérone pour les décideurs, on voit combien l'homophobie et l'idéologie de la masculinité dominant le discours de la sécurité nationale depuis 1945. Cela a fait en sorte qu'on a souvent, bien que cela soit moins vrai aujourd'hui même si le risque est toujours là, présenté les partisans de la paix et les groupes pacifistes comme des êtres féminisés et faibles, qui ne sont pas de bons patriotes et/ou qui sont anti-Américains. On pourrait d'ailleurs voir là un des traits structurels du régime gouvernemental de

²⁵ Dans le régime gouvernemental de sécurité nationale, les élites stratégiques emploient, comme l'a mis en relief Carol Cohn (1987), un langage très masculiniste et influencé par le genre – sans vraiment toujours le réaliser – lorsqu'ils parlent, par exemple, des missiles *qui pénètrent* le territoire ennemi. En fait, tout le langage guerrier et de la stratégie nucléaire se prête notamment à des analyses discursives assez intéressantes.

sécurité nationale lorsqu'on remarque combien il est toujours aussi difficile pour les présidents ou les politiciens démocrates, souvent plus progressistes, de présenter une position anti-guerre face aux conservateurs va-t-en-guerres²⁶. Cela expliquerait aussi pourquoi il fut plus pour les néoconservateurs de s'illustrer dans le régime gouvernemental de sécurité nationale après le 11 septembre 2001 sans que leurs idées ne paraissent en rupture totale avec le passé.

3. Les néoconservateurs et l'administration Bush

C'est donc en situant historiquement le développement de l'idéologie néoconservatrice américaine et en interrogeant la force de son discours en tant que régime discursif de vérité qu'on peut saisir l'importance de discours qui a donné une signification fondamentale à la fin de la guerre froide et à la Guerre contre la terreur chez les élites politiques américaines. Ainsi, encore plus que la constatation de cette influence, il importe d'en comprendre les impacts concrets, autant sur le plan politique que sur le plan discursif, sur la compréhension des événements du 11 septembre et des actions américaines qui s'en sont ensuivies.

3.1 L'influence néoconservatrice sur la politique étrangère de l'administration Bush

Il a été écrit à maintes reprises que la doctrine stratégique de la prévention contenue dans la *National Security Strategy of the United States* de 2002 était une posture radicale en comparaison avec la doctrine de sécurité nationale mise en pratique depuis le début de la guerre froide, à savoir l'endiguement. S'il est vrai que les deux administrations de Bill Clinton avaient flirté avec l'idée et que l'option a toujours été théoriquement envisagée durant la guerre froide en raison du contexte de la stratégie nucléaire, ce sont les analystes, praticiens et penseurs néoconservateurs présents dans plusieurs *think tanks* qui ont le plus moussé cette idée dans le débat public (notamment

²⁶ Si Johnson a pu se faire élire en 1964 dans un raz-de-marée contre Barry Goldwater, c'est surtout qu'il avait pu se montrer fort et qu'il avait réussi à le dépeindre comme « le » fou qui pourrait déclencher la troisième guerre mondiale en utilisant l'arme nucléaire de façon irrationnelle (et c'est l'année de sortie du film de Stanley Kubrick *Dr. Strangelove*, ne l'oublions pas, moins de deux ans seulement après la Crise des missiles de Cuba).

l'*American Enterprise Institute* et le *Project for a New American Century*), qui l'ont institutionnalisée dans une stratégie de sécurité et ont entraîné sa mise en pratique. En fait, comme le souligne le théoricien réaliste Robert Gilpin, « This objective of achieving global dominance, first expressed during the presidency of Ronald Reagan, was made explicit in what became known at that time as the "Cheney-Wolfowitz Doctrine" » (Gilpin, 2005 : 15). On retrouve les idées maîtresses de cette doctrine – l'idée de prévention militaire et la volonté d'employer la supériorité militaire pour prévenir l'émergence d'un compétiteur stratégique – dès 1992 dans le document secret de planification stratégique *Defense Planning Guidance* préparé par Paul Wolfowitz et Lewis Libby sous la supervision de Dick Cheney, alors secrétaire à la Défense de George H.W. Bush. La doctrine Cheney-Wolfowitz va surtout prendre du galon publiquement sous l'impulsion des analystes politiques Robert Kagan et William Kristol qui, dans un article-clé publié en 1996 dans la revue *Foreign Affairs*, « Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy », vont élaborer leur vision néo-reaganienne en ce qui a trait au rôle des États-Unis dans l'ordre mondial.

Pour diffuser leurs idées, les néoconservateurs ont surtout investi les médias de masse comme les journaux et les magazines (notamment l'influent *The Weekly Standard* fondé par William Kristol ou encore *The American Enterprise*, publié par le *think tank American Enterprise Institute*) plutôt que de s'adonner à des débats théoriques de haute voltige dans le champ de la politique globale (Williams, 2005 : 307). Ils vont ainsi régulièrement publier des articles dans des revues semi professionnelles orientées sur l'analyse des politiques comme *Foreign Affairs*, *Foreign Policy*, ainsi que dans *The Public Interest* (pour la politique intérieure) et *The National Interest* (pour la politique étrangère américaine), toutes deux fondées par Irving Kristol en 1965 et 1985 respectivement. Dans la nouvelle génération de néoconservateurs, il y a ceux qui préfèrent participer à la réflexion intellectuelle et faire part de leurs analyses politiques dans les médias et publications diverses comme le faisaient les néocons de la première génération (qui publiaient dans *Commentary* et dans *The Public Interest* par

exemple) et il y a les praticiens disposés à l'action politique, des politiciens idéologues qui adhèrent à plusieurs des idées associées au néoconservatisme et/ou qui fraient avec les cercles néoconservateurs (en fait, il y a même ceux qui sont à la fois prêts à faire les deux, comme Richard Perle et Paul Wolfowitz)²⁷.

À l'avant-scène de ces néo-reaganiens/néoconservateurs, on retrouve William Kristol (le fils d'Irving) et Robert Kagan, mais également Richard Perle, Paul Wolfowitz, Elliott Abrams, Max Boot, David Brooks, Eliot Cohen, Francis Fukuyama, Douglas Feith, Lewis Libby, Abram Shulsky, Michael Ledeen, John Bolton, David Frum, Lawrence Kaplan, Frederick Kagan, Donald Kagan et Gary Schmidt. Si le néoconservateur Max Boot a raison de souligner que dans l'échelon supérieur de l'administration Bush, les néoconservateurs brillent par leur absence, à la lecture de ces noms, il apparaît malgré tout un truisme de dire que les néoconservateurs ont été influents dans la conduite de l'administration Bush après le 11 septembre 2001²⁸. Et bien sûr, cela ne signifie pas pour autant que toutes ses décisions aient été teintées du pinceau néoconservateur (par exemple, face à la Chine ou à la Corée du Nord, où les néoconservateurs prônent plutôt la ligne dure). L'une des raisons du succès des néoconservateurs pouvant expliquer leur influence réside dans leur présence au sein de plusieurs réseaux sociaux et politiques. Les néoconservateurs sont présents dans plusieurs institutions de la vie américaine. Leur force réside cependant dans leur présence au sein d'un des principaux leviers de la puissance américaine : le complexe

²⁷ Dans un ouvrage paru en 2006, Francis Fukuyama y va de son analyse de l'héritage du mouvement néoconservateur américain, dont il est issu et qu'il renie désormais. Selon ses dires, on devrait laisser tomber l'étiquette en raison de son association avec la politique étrangère américaine de l'administration Bush – de ses échecs surtout.

²⁸ Sans être exhaustive, cette liste de néoconservateurs ayant servi durant la première administration de George W. Bush comprend respectivement : Paul Wolfowitz (secrétaire adjoint à la Défense), Douglas Feith (sous-secrétaire à la Défense pour les politiques), Lewis Libby (chef du personnel de Dick Cheney et assistant du vice-président pour les affaires de sécurité nationale), Elliott Abrams (assistant spécial du président et directeur senior sur les affaires du Proche-Orient et d'Afrique du Nord sur le Conseil de la Sécurité nationale), Abram Shulsky (directeur du Bureau des plans spéciaux du Pentagone), John Bolton (sous-secrétaire d'État pour la maîtrise des armements et la sécurité internationale et éventuellement représentant aux Nations unies), David Frum (*speechwriter* de Bush en 2001-2002; il est l'auteur du fameux discours sur l'état de l'Union qui a popularisé l'« Axe du mal »), Richard Perle (président et membre du Comité consultatif de la politique de Défense) (Boot, 2005 : 45).

militaro-industriel. Lorsqu'on regarde de plus près le parcours de plusieurs néoconservateurs, on les retrouve mêlés aux principales industries d'armements (pensons à Richard Perle notamment, qui était président du Comité consultatif de la politique de Défense). Lorsqu'on se rend compte que l'action d'un *think tank* lui permet d'agir autant sur le milieu politique que médiatique, on en vient à comprendre pourquoi certains individus auront réussi à se constituer une crédibilité parmi les cercles politiques. On peut alors mieux voir comment sont tissés les liens personnels au sein du complexe militaro-industriel et de l'administration Bush et comment ils ont joué à certains moments-clés dans l'après-11 septembre. Nous avons en tête ici notamment Paul Wolfowitz et Bill Kristol.

3.2 Le libéralisme au cœur de l'américanisme – et du régime gouvernemental de sécurité nationale

Il ne faut pas se leurrer, la guerre culturelle entre les franges conservatrices et progressistes a été remportée par les conservateurs, qui dominent désormais le paysage politique américain. Les événements du 11 septembre 2001 auront à cet effet donné l'occasion aux néoconservateurs d'énoncer/mettre en pratique le rôle qu'ils voyaient les États-Unis jouer sur la scène politique mondiale selon leurs idéaux guerriers, surtout lorsqu'ils inscrivent leur propos dans le discours du libéralisme américain. Dans « The Rehabilitation of the Cold-War Liberal » (2006a) et dans *The Good Fight: Why Liberals – and Only Liberals – Can Win the War on Terror and Make America Great Again* (2006b), Peter Beinart, rédacteur en chef de l'hebdomadaire/bimensuel *The New Republic*, avance que les démocrates sont encore pris à essayer de convaincre les électeurs qu'ils peuvent faire un meilleur travail que le parti de George W. Bush en matière de sécurité nationale. Seulement, leur grande lacune serait que les électeurs ne connaissent pas la vision démocrate de la sécurité nationale et que les propos des candidats démocrates depuis le 11 septembre 2001 indiquent, selon lui, un manque de cohérence et une incompréhension des implications de ces événements, ce serait « because they have not found their usable past. [...] Before Democrats can conquer their ideological weakness, they must first conquer their ideological amnesia » (Beinart

2006a). En retrouvant l'idéologie qui avait leur force dans les premières heures de la guerre froide, les démocrates seraient, croit-il, en meilleure posture. Or, ce qu'il faut souligner, c'est que ce passé n'est pas tant un passé *démocrate* qu'un passé marqué par l'instauration d'une nouvelle gouvernamentalité de sécurité nationale. Cette gouvernementalisation allait au-delà des partis politiques et notamment parce qu'elle s'est établie à même le fond idéologique libéral et s'est joutée aux traits de la pensée républicaine (l'idéologie, pas le parti).

Pour Beinart, le problème des démocrates est qu'ils n'ont pas de personnage charismatique comme l'a été Ronald Reagan pour les républicains sur qui s'appuyer comme héritage. Depuis la guerre du Vietnam, les deux seuls présidents démocrates ont été Jimmy Carter et Bill Clinton, et les deux ont été sévèrement critiqués par les républicains pour leur piètre performance en politique étrangère (que ce soit justifié ou non). La présidence du premier a été si catastrophique aux yeux des observateurs politiques que Carter avait été incapable de se faire réélire et, même chez les démocrates, l'héritage de Carter n'est pas l'avenue la plus judicieuse pour contre-attaquer les républicains. Et Clinton a été la tête de turc des républicains, des néoconservateurs, qui lui ont reproché de ne pas avoir mis de l'avant une doctrine de sécurité nationale qui soit adaptée au contexte de l'après-guerre froide, qui soit assez « musclée ».

Ainsi donc, parce qu'ils n'ont pas de figure iconoclastique comme Reagan, les démocrates se trouveraient prisonniers de la rhétorique républicaine axée sur un ordre mondial manichéen que « seuls » eux peuvent discerner et gérer. Comme l'explique Beinart, cela n'a pas toujours été le cas des démocrates :

But before Vietnam, and the disappointment and confusion it spawned, liberals did have a clear story of their own. In the late 1940's and 1950's, intellectuals like Reinhold Niebuhr and policymakers like George F. Kennan described America's cold-war struggle differently from their conservative counterparts : as a struggle not merely for democracy but for economic opportunity as well, in the belief that the former required the latter to survive. Even more important, they described America itself differently. Americans may fight evil, they argued, but that does not make us inherently good. And paradoxically, that very recognition makes national greatness possible. Knowing that we, too, can be corrupted by power, we seek the constraints that empires refuse. And knowing that democracy

is something we pursue rather than something we embody, we advance it not merely by exhorting others but by battling the evil in ourselves. The irony of American exceptionalism is that by acknowledging our common fallibility, we inspire the world (Beinart 2006a).

S'il est clair qu'une différence de style distingue les républicains, disciples de Ronald Reagan, des démocrates, il n'en demeure pas moins que les démocrates sont, comme les républicains, prisonniers du débat politique animé par le régime gouvernemental de sécurité nationale et doivent affirmer leur souscription à la thèse de l'exceptionnalisme américain. C'est ce qui les unit par le fait même au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale. Il est clair pour Francis Fukuyama, et pour nous, que les principes-clés défendus par le néoconservatisme ont été développés au milieu du XX^e siècle, qu'ils font partie des traditions américaines et qu'ils sont l'héritage de la guerre froide. Ils sont en cela très associés au régime gouvernemental de sécurité nationale, lequel repose aussi sur une vision consensuelle qui affirme que les États-Unis représentent une puissance stratégique globale (hégémonique et/ou impériale) et qu'ils doivent gérer l'ordre global.

Comme nous l'avons mentionné, bien que plusieurs aient cherché à dépeindre les néoconservateurs comme des « fous », il ne faut pas oublier qu'ils rejoignent l'idéalisme des esprits jugés plus internationalistes et libéraux comme Joseph Nye (2004), en étant convaincus que les États-Unis ont, dans le passé, agi avec circonspection et sont allés au-delà de leurs intérêts nationaux pour fournir à l'humanité des « biens publics globaux ». Cette idée repose sur l'hégémonie bienveillante, laquelle repose elle-même sur une croyance en l'exceptionnalisme américain. La différence, significative néanmoins, réside dans le rapport à l'utilisation de la force : « The neo-conservative vision of world order is based on unrivalled American military might and a cultivated belief in American exceptionalism » (Ikenberry, 2004 : 8). C'est ainsi que les critiques de la politique étrangère de l'administration Bush ont ciblé son unilatéralisme, qu'on a caractérisé d'attitude impériale, et que cela semblait mettre à mal l'hégémonie bienveillante exercée par les États-Unis depuis la Deuxième Guerre

mondiale²⁹. À ce titre, les néoconservateurs ont été les plus fervents partisans d'un exercice agressif de la puissance, militaire notamment, dans les endroits jugés stratégiques. C'est peut-être ce qui a fait la force des néoconservateurs dans l'immédiat après-11 septembre, d'avoir une mission globale en tête pour l'Amérique et une idée précise du projet national qu'elle devrait suivre. C'est d'ailleurs pourquoi il faut savoir distinguer les néoconservateurs des conservateurs:

Almost all conservatives believe that American power can be a force for good, and they are unashamed about the aggressive use of that power in defense of national interests. The difference is over limits. Neoconservatives appear to believe U.S. military power can be wielded in almost any situation to produce exactly the results they desire, and that it is appropriate to wield it even in interventions with only an attenuated connection to U.S. national interest. As Bill Kristol and Robert Kagan wrote in *Foreign Affairs* in 1996, since "America has the capacity to contain or destroy many of the world's monsters", failing to do so is to endorse "a policy of cowardice and dishonor". (Lowry, 2005 : 35-36).

Pour les néoconservateurs néo-reaganiens comme le sont Bill Kristol et Robert Kagan, « it is precisely because American foreign policy is infused with an unusually high degree of morality that other nations find they have less to fear from its otherwise daunting power » (Kristol et Kagan, 2000 : 22). La stratégie de sécurité nationale de 2002 a en effet doté les États-Unis d'un droit d'intervention militaire pour assurer leur sécurité, prétextant que les États-Unis soient qualitativement différents des autres pays et qu'on puisse leur faire confiance dans l'utilisation de leur puissance militaire contrairement à d'autres puissances militaires. Le problème est évidemment que tous ne sont pas aussi convaincus des bonnes intentions américaines, au Moyen-Orient entre autres, et la réaction antiaméricaine à la réponse antiterroriste des États-Unis n'était pas la réaction « habituelle » d'une « gauche antiaméricaine et altermondialiste ». Également, bien que plusieurs citoyens américains aient donné leur appui aux actions de leur gouvernement dans l'immédiat après-11 septembre, il ne fallait pas croire que

²⁹ Selon l'interprétation de plusieurs libéraux institutionnalistes, John Ikenberry notamment, l'hégémonie libérale américaine – que ces auteurs opposent toujours à impérialisme comme nous le savons – a été rendu possible, d'une part, par le nécessaire recours aux institutions internationales par les États-Unis pour favoriser la stabilité de l'ordre international – ce qui constitue dans l'esprit d'Ikenberry une sorte d'autorestriction stratégique de leur part – et, d'autre part, sur le fait qu'elle permettent aux États-Unis d'exercer une plus grande influence sur les autres grandes puissances et acteurs du système mondial (Ikenberry, 2000).

cet appui allait perdurer. De plus, et de façon encore plus fondamentale, si plusieurs néoconservateurs n'éprouvaient aucune difficulté à parler d'un impérialisme et d'un empire américains, ce n'est pas là l'attitude générale qu'on retrouve au sein de la population américaine au cours de son histoire. Et Fukuyama en est de ceux-là, affirmant que l'Amérique n'est pas une nation impériale (Fukuyama, 2006 : 113). Fukuyama affirme que la tradition d'exceptionnalisme remonte aux débuts de la colonisation des États-Unis et fut réaffirmée avec vigueur par le discours d'adieu (*Farewell Address*) de George Washington, alors qu'il décrivait combien la république était née vertueuse et serait contaminée si elle devait adopter les pratiques diplomatiques européennes. Lui-même issu du néoconservatisme, Fukuyama croit qu'il faudrait abandonner le terme tellement les écrits de Kagan et Kristol ont teinté le néoconservatisme contemporain (dans la perception globale des gens du moins) et ont été irrémédiablement associés à l'administration de George W. Bush et à ce qu'elle représente de négatif qu'il « serait futile d'essayer de sauver le label ». Il se demande, et c'est tout à fait légitime, s'il est encore un néoconservateur, ou si les principes défendus par les néoconservateurs pour justifier la guerre en Irak n'ont pas été des détournements du néoconservatisme. Fukuyama préfère ainsi réfléchir sur l'héritage du néoconservatisme pour définir une nouvelle voie qu'il dit « wilsonienne réaliste », à défaut de trouver mieux, pour orienter la relation des États-Unis avec le reste du monde (Fukuyama, 2006). Comme nous l'avons mentionné à maintes reprises, c'est à travers la cartographie impériale que l'héritage néoconservateur s'exprimera surtout

4. Pour un *Imperium* américain

Si les événements du 11 septembre 2001 n'ont pas causé le changement de mentalité dans la planification stratégique de sécurité nationale, ils ont rapidement été identifiés par les néoconservateurs comme les symptômes par excellence d'une politique étrangère américaine inadaptée aux réalités de la puissance de l'après-guerre froide. Eux qui cherchaient à réaffirmer l'hégémonie américaine depuis la fin de la guerre froide, plutôt que de désengager les États-Unis de l'entreprise visant à forger le monde

pour qu'il soit sûr pour les intérêts américains, comme l'aurait fait, selon eux, l'administration Clinton, il était maintenant temps de capitaliser sur les « dividendes de la paix » que la chute du communisme et la « fin de l'histoire » avaient permis avec la fin de la guerre froide. L'internationalisme libéral et le multilatéralisme préconisés par Clinton devaient donc faire place au « nouvel unilatéralisme » dans un ordre mondial que les États-Unis allaient non seulement diriger mais *dominer* sans permettre la montée de compétiteurs stratégiques. L'ambition d'une domination militaire globale a ainsi été énoncée dans la *National Security Strategy of the United States* déposée le 20 septembre 2002 (SSN, 2002 : 15), un document qui exprime la quintessence de l'idéologie néoconservatrice selon le néoconservateur Max Boot (2005 : 46). Cependant, comme l'ont souligné Stefan Halper et Jonathan Clarke, il ne suffit pas d'affirmer que « certain long-held neo-conservative desires articulated before that date lined up with U.S. strategy after that date. This merely *suggests* that the neo-cons played a key-role in shaping U.S. foreign policy. To demonstrate conclusively that the neo-cons *drove* the U.S. shift in policy, there must be evidence that they acted on the opportunity presented by 9/11 » (Halper et Clarke, 2004 : 149; en italiques dans l'original). Cela est facilité lorsque l'un des leurs, le néoconservateur Irwin Stelzer, souligne que

there is no mistaking the influence of neocon thought on American foreign policy. These intellectuals did undoubtedly cause a sea of change in American foreign policy – from post-Cold War consensus back to the Founding Fathers and Teddy Roosevelt, or forward into unexplored territory, depending on your point of view. [...] It is no stretch to say that the views of the U.S. government, laid out with typical clarity by Condoleezza Rice, are a linear descendant of a "Defense Planning Guidance" (DPG) prepared in 1992 by Paul Wolfowitz, then Under Secretary of Defense for Policy in a Pentagon in which Dick Cheney held the job of Secretary of Defense (Stelzer, 2005 : 16).

C'est donc au travers de Dick Cheney, Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz qu'une bonne partie de l'agenda des néoconservateurs allait être adoptée par l'administration Bush et allait orienter la guerre contre le terrorisme qui a suivi les attentats. Ils ont agi en entrepreneurs politiques habiles et ont pu définir les termes du débat politique, ce qui a entraîné les États-Unis sur la voie d'une conduite « impérialiste démocratique » (O'Loughlin, 2005 : 105).

4.1 Quand guerre contre le terrorisme rime avec croisade démocratique

Une analyse discursive de la politique étrangère de l'administration Bush permet de constater l'étendue des effets politiques résultant de la mise en pratique des idéaux néoconservateurs, intégrés de manière parfois ouverte, parfois tacite. Dans la pensée néoconservatrice, il n'y a pas lieu de s'inquiéter des actions étatiques de l'État américain qui aspire à démocratiser le Moyen-Orient, car « American leadership is good both for America and for the world³⁰ ». C'est là l'objectif néoconservateur par excellence d'un « empire vertueux », qui ne veut pas simplement que l'Amérique soit un modèle pour le monde, mais que le monde soit à l'image de l'Amérique (Ryn, 2003 : 8-9). En effet, la métaphore de la guerre globale contre le terrorisme menée au nom de la liberté et de la civilisation revient à « say that by attacking the United States the terrorists attacked the world is to suggest that America is the world – or, at least, is what the rest of the world aspires to become » (Edwards, 2004 : 157). L'Amérique est en ce sens devenue un symbole universel pour ses valeurs et son système démocratique. C'est dans cet esprit que Bush a déclaré que les États-Unis devaient « rid the world of evil-doers' in "this crusade, this war on terrorism" » (Bush, cité dans Norton, 2004 : 176). En renvoyant à une rhétorique vantant la civilisation face au barbarisme, le Bien contre le Mal et la sécurité face à la terreur, la lutte globale contre le terrorisme semble avoir procuré aux faucons néoconservateurs de l'administration Bush l'occasion de mettre en branle leur plan de domination globale pour construire un « nouveau siècle américain », un empire « bénin » américain³¹.

S'il peut sembler surprenant pour certains que les néoconservateurs se réclament de Woodrow Wilson, comme le fait Fukuyama, de leur propre aveu, sous George W. Bush, les États-Unis ne font que poursuivre la stratégie de sécurité nationale américaine

³⁰ C'est là le slogan de la *Project for a New American Century*. Il s'agit d'une organisation non gouvernementale créée en 1997. Elle comptait parmi ses membres plusieurs des membres néoconservateurs de l'administration Bush actuelle, notamment Paul Wolfowitz, Donald Rumsfeld et Dick Cheney, et des analystes influents comme Robert Kagan et William Kristol.

³¹ Ce n'est pas pour rien que l'une des organisations importantes du néoconservatisme se nomme *Project for a New American Century*.

établie dans l'après-Deuxième Guerre mondiale, c'est-à-dire diffuser la démocratie dans le monde – ce qui fait écho au fameux discours de Woodrow Wilson du 2 avril 1917 devant le Congrès, discours qui visait à déclarer la guerre à l'Allemagne et lancer les États-Unis dans la Première Guerre mondiale pour « rendre le monde sûr pour la démocratie » (*make the world safe for democracy*)³². Les néoconservateurs semblent croire que les États-Unis puissent en quelque sorte agir *comme* si l'État américain était le Machiavel ou le Bismarck de l'ordre mondial en ordonnant par la diplomatie et par la force un système apparemment désordonné par la nouvelle menace terroriste globale. Les critiques de ce « nouvel impérialisme » s'en prennent justement à cette affirmation globale – et souvent unilatérale – de la souveraineté américaine et à l'apparente complaisance des idéologues et praticiens néoconservateurs face à la perception de plusieurs observateurs que les États-Unis constituent un empire libéral et démocratique.

L'utilisation de l'histoire pour renforcer la légitimité d'un ordre social et pour donner raison à ses politiques en recourant à des analogies qui ont représenté des succès est un geste habile et central au discours néoconservateur. Cette stratégie rhétorique constitue une pratique discursive efficace mais pernicieuse, parce qu'elle pose l'histoire en une vérité qui serait accessible aux décideurs et aux analystes (Wood, 2003 : 244). C'est ce que font les penseurs néoconservateurs les plus influents, Robert Kagan et William Kristol, qui ont voulu miser sur la personne de Theodore Roosevelt, figure emblématique de l'impérialisme progressiste et du pragmatisme américains au tournant du XX^e siècle pour (r)établir une filiation entre le projet d'une république démocratique et l'impérialisme américain :

³² Ainsi que le souligne Ellen Wood, ce sont surtout les conditions dans lesquelles les États-Unis évoluent qui ont changé et non les principes directeurs de la stratégie. Bien que l'administration Bush ait fait preuve d'un fort penchant unilatéraliste, il est surtout question d'une continuité en ce qui a trait à l'objectif central de la politique étrangère américaine d'établir l'hégémonie sur un système global d'États plus ou moins souverains et dans laquelle une supériorité militaire écrasante apparaît comme un moyen et une fin pour y parvenir. Le tournant de la doctrine Bush est qu'elle pousse à ses extrêmes une vision stratégique établie depuis longtemps. Plutôt que de s'appliquer uniquement au monde communiste, la menace s'applique désormais à la planète entière, c'est pourquoi les stratèges américains revendiquent une domination globale, même si elle risque de générer des ressentiments et des contestations anti-impérialistes (Wood, 2003 : 157-163).

Roosevelt implored Americans to look beyond the immediate needs of their daily lives and embrace as a nation a higher purpose in the world. He aspired to greatness for America, and he believed that a nation could only be great if it accepted its responsibilities to advance civilization and improve the world's condition. [...] "Warlike intervention by the civilized powers", he insisted, "would contribute directly to the peace of the world" (Kristol et Kagan, 2000 : 22-23).

La doctrine de l'impérialisme progressiste de Roosevelt a servi de base idéologique à sa défense de l'adéquation naturelle entre l'impérialisme et les traditions démocratiques américaines (Slotkin, 1994 : 179), ce que cherchent à réitérer Kagan et Kristol :

Honor and greatness used to be understood as worthy goals of American foreign policy. In insisting that the national interest" extended beyond material security and prosperity, and in summoning Americans to seek honor as a nation, Roosevelt echoed the views of the American Founders. [...] But it has been a long time since any of their leaders asked them to care, or made an appeal to the elevated patriotism that joins interest and justice, and that has characterized the American republic from its beginning (Kristol et Kagan, 2000 : 23-24).

Pour les néoconservateurs, l'impérialisme (vu de façon plutôt esthétique) est la contrepartie politique et culturelle de l'idéologie du libre marché (Robin, 2004 : 290). En d'autres termes, si les néoconservateurs ne sont certes pas réfractaires au capitalisme et acceptent en partie l'usufruit du néolibéralisme américain, ils ne croient pas que le capitalisme soit l'« accomplissement par excellence de la civilisation humaine, d'où leur dénonciation de l'administration Clinton. Leur vision est plus exaltée. Ils aspirent à la grandeur épique de Rome, à l'*éthos* du guerrier païen – ou du croisé moral – plutôt qu'au bourgeois confortable » (Robin, 2004 : 276), c'est pourquoi ils parlent sans circonspection d'une *Pax Americana*, c'est-à-dire d'une domination globale américaine (c'est le terme employé par le document de création du PNAC; Drury, 2005 : xxix). Depuis la fin de la guerre froide, ce sont ces voix néoconservatrices qui ont réclamé un *imperium* pour les États-Unis. Elles croient que la puissance américaine peut rendre le monde meilleur et qu'un empire américain pourrait faire l'Histoire (Robin, 2004 : 277). En ce sens, le 11 septembre 2001 leur apparaît comme l'opportunité rêvée de contrer ce qu'ils ont cru être le triomphalisme mercantile des années Clinton (sans abandonner la volonté de dominer l'économie globale et les États qui l'administrent) (Harvey, 2003 : 82-83). Si cet impérialisme dispose d'une puissance militaire inégalée, celle-ci doit surtout *pouvoir* servir en tout temps selon les

circonstances. En d'autres mots, l'action militaire doit paraître possible sans nécessairement être utilisée systématiquement.

4.2 L'*imperium* des néoconservateurs

Dans la pensée néoconservatrice de plusieurs membres-clés de l'administration Bush, la supériorité militaire américaine est jugée garante de la stabilité de l'ordre mondial et est présentée comme la condition essentielle au maintien de la *Pax Americana* globale (Gray, 2004 : 55). Le paradoxe de cet impérialisme est toutefois que la puissance militaire n'est plus là pour conquérir un territoire, défaire des rivaux, dominer physiquement les routes commerciales ou s'étendre territorialement, comme c'était le cas de la Rome impériale³³. Malgré le glissement sémantique qui accompagne le script du spectre de la gloire (et de la chute) de la Rome impériale dans l'« empire américain » des néoconservateurs, il n'en reste pas moins que le terme d'« empire » reste embarrassant pour l'administration Bush actuelle, qui se défend bien d'avoir des intentions impériales (Dorrien, 2004). Pourtant, de dire Irwin Stelzer, ces néoconservateurs plus agressifs qu'Ivo Daalder et James Lindsay voient comme des « democratic imperialists » sont vraiment persuadés que « a military powerful American must play what can reasonably be described as an imperial role if there is to be a new, peaceful world order. Many neocons – the so-called “democratic imperialist” wing – regret America’s unwillingness to adopt an explicitly imperialist role » (Stelzer, 2005 : 18).

Quoi qu'en pensent certains analystes qui cherchent à atténuer l'importance de l'influence néoconservatrice dans la première administration de George W. Bush, les fantasmes d'empire de ses protagonistes n'en n'ont pas moins été concrétisés (Tertrais, 2004 : 16-17). De dire Irving Kristol:

What's the point of being the greatest, most powerful nation in the world and not having an imperial role? It's unheard of in human history. The most powerful nation always had an imperial role. [...] I

³³ L'analogie avec l'empire romain demeure ainsi très forte (n'oublions pas que les membres de l'administration Bush se sont eux-mêmes nommés les Vulcains, en l'honneur du dieu romain du feu, du travail des métaux et de la forge) (Mann, 2003 : x).

think it would be natural for the United States . . . to play a far more dominant role in world affairs. Not what we're doing now but to command and to give orders as to what is to be done. People need that. There are many parts of the world – Africa in particular – where an authority willing to use troops can make a very good difference, a healthy difference (Irving Kristol, cité dans Robin, 2004 : 275).

Pour les néoconservateurs, une politique étrangère reposant uniquement sur le pouvoir du consensus idéologique (c'est-à-dire une conception de l'hégémonie dans son sens gramscien) est donc insuffisamment préparée pour affronter les « dures réalités » de la politique internationale :

The challenge for the neo-conservatives was to frame the administration's objectives in terms that justified war. It needed something more than a list of reasons why the world would be better off without someone [Saddam Hussein]. Enter the "discursive representation of reality." [...] The neo-conservatives responded with skill and speed to fashion and sustain a domestic and international environment filled with insecurity. They championed the logical solution as a new world order where the United States would lead other nations toward the ultimate ideal of freedom and security. This discourse, reflecting the authority of the highest reaches of government, enshrined a referential framework in which official interpretations, however far-fetched, received the benefit of the doubt to the exclusion of other more moderate responses (Halper et Clarke, 2004 : 206-07).

Qui plus est, pour les idéologues néoconservateurs, comme Paul Wolfowitz, Lewis Libby, Richard Perle et Robert Kagan et Irving et William Kristol, le temps était maintenant venu pour les États-Unis de projeter leur puissance au moyen d'un empire libéral bienveillant qui diffuserait la démocratie plutôt que l'accès au libre marché. Ils revendiquaient « an America that was genuinely imperial...not only because they believed it would make the world better, but because they wanted to see the United States make the world » (Robin, 2004 : 284).

Présentée comme l'héritière idéologique de Reagan, l'administration Bush suit effectivement de près les recommandations et les lignes directrices des analyses néo-reaganiennes de William Kristol et Robert Kagan (Kristol et Kagan, 1996 : 28). C'est à travers leur plume et leur influence que les républicains et les néoconservateurs ont déversé leur fiel contre le multilatéralisme de Clinton et ont préconisé une politique de changements de régime pour les États menaçant la puissance globale américaine (Dorrien, 2004). Force est d'admettre que leurs conseils ont été entendus. Ainsi, la doctrine Bush de prévention militaire, de déposition et de remplacement de régimes, ainsi que la politique de réinvestissement musclée en matière de défense sont

clairement inspirées des documents néoconservateurs, comme les deux travaux produits par le *Project for a New American Century* en 2000³⁴. Le premier document, intitulé *Rebuilding America's Defences*, a été rédigé par Donald Kagan, Gary Schmitt et Thomas Donnelly. Le second, intitulé *Present Dangers : Crisis and Opportunity in American Foreign and Defence Policy*, a été dirigé par William Kristol et Robert Kagan. C'est lorsqu'on se penche sérieusement sur leur contenu et qu'on les compare à la doctrine Bush qu'on saisit à quel point le lien analytique entre les néoconservateurs et l'administration Bush est profond. Le texte pour la refonte des forces armées américaines (*Rebuilding America's Defences*) renoue d'ailleurs avec le *Defense Planning Guidance* de 1992. En ce sens, la doctrine Bush inscrite dans la stratégie de sécurité nationale de septembre 2002 reprend dans son intégralité quelques-uns des points centraux de ces documents, faisant donc fi des années Clinton. Ce n'est ainsi pas une exagération de dire qu'il « is clear that the NSS [national security strategy] is a neoconservative text » (O'Loughlin, 2005 : 108). Ce qu'il faut se demander toutefois, c'est comment cela a pu être possible.

Comme l'explique Ben O'Loughlin, le langage de la stratégie de sécurité nationale a été inscrit, en des termes plus familiers, dans le plus large projet internationaliste wilsonien de démocratie libérale défendu par les États-Unis depuis 1945 sur la scène internationale, afin que le public puisse mieux s'y retrouver (*ou se méprendre*) :

American exceptionalism, timeless principles, the path of action – of war against a morally degenerate enemy – to maintain virtue at home, and the notion of national greatness : all are neoconservative notions, and, but for the fact that the document makes the rulers' purposes explicit to the masses, it is Straussian in particular. Specifically, in its radical, unashamed promise to universalize American values it is democratic imperialist (O'Loughlin, 2005 : 108).

Le procédé discursif employé ici est connu comme le « noble mensonge » straussien³⁵. Il est (apparemment) rendu nécessaire parce que les « sages » ne peuvent faire confiance au peuple. Pour Strauss comme pour Schmitt, la présence d'un ennemi est

³⁴ Une analyse très fine de ces liens est faite par Simon Dalby (2006).

³⁵ Il se résume à l'idée que « The masses are incapable of dealing either with the wisdom held by the intellectuals or the strategies implemented by the statesmen, and so government must operate behind a veil of secrecy, tell "noble lies" and sustain national myths to rally its people » (O'Loughlin, 2005 : 93).

centrale au fonctionnement de la démocratie libérale, même si cela doit mener à ce que l'État trompe la population et que les élites manipulent ou forgent la réalité pour convaincre la population, en créant un ennemi par exemple (Drury, 2005 : xi, xxii-xxiii). Il se trouve – malheureusement – que cette idée d'inimitié et de déception délibérée sont centrales au régime gouvernemental de sécurité nationale (pensons aux fameux *Dossiers du Pentagone* et au processus décisionnel de l'exécutif américain en lien avec la Guerre du Vietnam). C'est pourquoi Drury croit que pour bien comprendre la vision des hommes les plus puissants au sein de l'administration de George W. Bush, il faut bien connaître quelle était la vision politique de Strauss, car ce sont ces « sages », pour employer le langage de Strauss, qui ont pu « éduquer » George W. Bush (Drury, 2005 : xii, xvi).

Dans son ouvrage, *The Political Ideas of Leo Strauss*, d'abord publié en 1988, Shadia Drury, réputée spécialiste de la pensée et des idées politiques de Leo Strauss, voulait montrer à quel point « Strauss was a sworn enemy of freedom and democracy who believed that the best form of government is the absolute but covert rule of a “wise” elite independent of law » (Drury, 2005 : ix). Dans la nouvelle introduction du livre, datant de 2005 et intitulée « Straussians in Power : Secrecy, Lies, and Endless War », une introduction qu'elle a précipitée en raison des liens ténus entre les idées politiques (et non la pensée politique) de Leo Strauss et la politique étrangère américaine de George W. Bush, elle dit effectivement que « [h]ighly publicized Straussians were among the most prominent neoconservatives who engineered the aggressive foreign policy that has had monumental ramifications for American and for the world » (Drury, 2005 : x). Comme de raison, elle explique que c'est en la personne de Paul Wolfowitz – étudiant de Leo Strauss à l'Université de Chicago puis d'Allan Bloom à l'Université Cornell (lui-même étudiant illustre de Strauss), l'auteur du livre *The Closing of the American Mind*, dans lequel il se sert des idées straussiennes pour discréditer la culture américaine – que réside la personnalité la plus influente au sein du Pentagone. À ses côtés, se trouve aussi Abram Shulsky, directeur du Bureau des Plans

spéciaux du Secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, qui a été un étudiant de Strauss et à qui on a confié la tâche de trouver les sources de renseignement pour monter le dossier des États-Unis pour justifier l'invasion militaire en Irak. L'autre personnalité influente n'a pas siégé au sein de l'administration Bush, mais elle n'en a pas moins été très influente, et il s'agit de William Kristol, rédacteur en chef du *Weekly Standard* et expert attitré de plusieurs réseaux de télévision, dont *Fox News*. Quand on pense que à qui sont ces gens comme Kristol, bien qu'ils n'aient pas tenu nécessairement un rôle officiel, parce qu'ils ont toujours frayed et sont des amis très rapprochés des dirigeants de l'administration Bush (de Rumsfeld, de Cheney et de Wolfowitz), on est en mesure de saisir plusieurs des éléments qui ont rendu possible la Guerre contre la terreur, les révisions importantes des documents stratégiques et l'entreprise militaire en Irak.

Ironie du sort, c'est Bill Kristol lui-même qui exprime le mieux l'influence des néoconservateurs dans la doctrine Bush et dans la conduite stratégique des États-Unis sous George W. Bush :

"We at the *Weekly Standard* and the Project for the New American Century—and many other people, Wolfowitz way back in 1992—had articulated chunks and parts of what later became the Bush Doctrine," he observed. "Certainly there was a lot out there that could be stitched together into the Bush Doctrine. But certainly, even people like me were kind of amazed by the speed and decisiveness with which the Bush administration, post-9/11, moved to pull these different arguments together (William Kristol, cité dans Dorrien, 2004).

En somme, si le 11 septembre 2001 a forcé les Américains à reconnaître leur vulnérabilité face aux menaces asymétriques, les néoconservateurs de l'administration Bush ont décidé d'exploiter cette peur et de l'entretenir pour servir leur agenda politique, un agenda que l'élection très contestée et ambiguë de 2000 leur permettait pourtant difficilement d'imposer.

4.3 De la critique de l'empire néoconservateur

En analysant les discours sur le « nouvel impérialisme » de l'administration Bush (comme expression consacrée à la représentation de la volonté de puissance des États-Unis), un large consensus paraît exister au sein des approches qui ont critiqué la conduite de sécurité nationale des États-Unis quant à l'objectif central clairement défini dans la *National Security Strategy of the United States* de 2002, à savoir la recherche d'une domination militaire globale sur tous les autres acteurs du monde. L'administration Bush voudrait ainsi saisir le momentum créé par le 11 septembre 2001 pour augmenter sa suprématie militaire, afin de faire pencher la répartition globale de la puissance économique et politique en sa faveur (Callinicos, 2004 : 126). Le discours récent de cette florissante littérature qui met en exergue un « renouveau impérial ou impérialiste » de la part des États-Unis périodise l'Empire/impérialisme américain en le situant historiquement par rapport à la fin de la guerre froide ou aux événements du 11 septembre 2001, voire par rapport à l'élection de l'administration Bush et à l'orientation idéologique néoconservatrice de ses membres-clés (Stokes, 2005 : 220). On peut aisément comprendre ce qui anime cette littérature, notamment ce qui est perçu par les uns comme l'aventurisme militaire américain en Irak et par les autres comme une entreprise de démocratisation du Moyen-Orient (Stokes, 2005 : 217). Nous avons déjà souligné combien il s'avère très problématique de caractériser de « néo-impérial » ou « néo-impérialiste » l'ordre mondial actuel sans au préalable historiciser (et évaluer) la conduite de l'État américain comme empire sur la longue durée, comme nous l'avons fait dans le second chapitre de la thèse.

Si le discours néo-impérialiste qui se veut critique de l'unilatéralisme et du militarisme prêtés à l'administration Bush rend plus acceptable la thèse d'un impérialisme américain à l'allure plus bénigne et pacifique mis en place dans l'après-Deuxième Guerre mondiale par les dirigeants américains, dans les faits, les politiques étrangères américaines continuent de nier l'empire américain, même si la « réalité » de

la puissance américaine semble indiquer le contraire³⁶. Sinon, cela ferait de la lutte anticomuniste la motivation principale, voire unique, de la stratégie globale américaine durant la guerre froide, comme si on pouvait faire table rase de l'engagement très solide et central de l'État américain dans la régulation et la reproduction d'un ordre global libéral³⁷. Il n'a pourtant échappé à aucun décideur américain qu'au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis jouissaient d'une puissance politique, militaire et économique sans égale et qu'ils allaient être responsables, comme première puissance de l'Occident, du maintien d'un système économique ouvert à la libre circulation du capital (cela irait de pair avec la lutte anticomuniste), tout en se faisant les porte-étendards de la démocratie libérale. Ce qui indispose les critiques de l'administration Bush qui participent au discours néo-impérialiste, c'est qu'en s'en prenant à la défense plus étroite des intérêts nationaux américains qui s'appuie sur la force militaire, c'est un peu comme si la stratégie impérialiste américaine instaurée depuis la Deuxième Guerre mondiale était davantage consensuelle ou tacitement acceptée (Mabee, 2005 : 1362). En ce sens, Doug Stokes a fort raison de souligner que l'intervention en Irak constitue le « *most national moment of the American empire* », car il risque de miner sa légitimité (son apparence) acquise dans l'institutionnalisation d'une conduite d'orientation multilatérale (Stokes, 2005 : 232-233).

Si reconnaître une contestation de la puissance globale américaine ou de l'impérialisme américain est facile, en identifier les manifestations et le sens de

³⁶ Selon William Appleman Williams, au plus fort de la guerre froide, l'affirmation voulant « qu'il n'y a pas d'Empire américain » était justement une des questions historiographiques les plus controversées mais néanmoins centrales aux États-Unis.

³⁷ Dans la gouvernamentalité américaine, hormis quelques nationalistes isolationnistes défenseurs d'une Amérique-forteresse, peu ont critiqué le fait que les États-Unis aient tenu le rôle de balancier de l'ordre mondial depuis 1945. Ce script dominant de la guerre froide a perduré grâce au consensus idéologique « obligé » d'union nationale devant l'« ennemi soviétique ». Cela ne signifie pas du tout qu'il y avait un réel consensus et qu'il n'y avait pas de débats féroces entre les conseillers et décideurs américains quant à l'orientation stratégique à prendre, bien au contraire. Cela signifie plutôt que les représentations du contexte de la guerre froide et la construction de la menace soviétique (nucléaire, politique, économique et idéologique) imposaient *une* position pour l'État américain.

manière critique s'avère une tâche beaucoup plus complexe, la critique d'antiaméricanisme planant toujours. Ce point mérite d'être soulevé, plus particulièrement lorsqu'il est question de la notion « d'empire » (ou non) américain. Par exemple, lorsque Jean-François Revel écrit sur l'« obsession antiaméricaine », il emprisonne et associe toute analyse critique de la puissance américaine après le 11 septembre 2001 dans le discours antiaméricain; tout questionnement sur « le droit d'analyser les motifs » de la catastrophe du 11 septembre 2001 participe à la « déchéance intellectuelle » et répondrait du même « besoin psychologique profond chez les désinformateurs et chez ceux qui croient » (Revel, 2003 : 25-26). Ainsi écrit-il :

Ne fallait-il pas s'interroger sur les causes profondes, les "racines" du mal qui avait poussé les terroristes à leur action destructrice ? Les États-Unis ne portaient-ils pas une part de responsabilité dans leur propre malheur ? [...] Un pas supplémentaire fut rapidement fait dans la direction de cette déchéance intellectuelle que je signale, lorsque se mirent à fleurir les déclarations sommant les États-Unis de ne pas déclencher une guerre dont toute la planète souffrirait. Ainsi donc, [...] c'était cette Amérique même qui devenait l'agresseur ! Pourquoi ? Parce qu'elle entreprendrait de se défendre et d'éradiquer le terrorisme (Revel, 2003 : 24-26).

Si poser la question d'une quelconque part de responsabilité de la politique américaine dans l'« affrontement » sur le(s) sens du 11 septembre 2001 est pour Revel un acte antiaméricain en soi, alors, au même titre qu'il affirme que tout « livre sur les États-Unis est en quelque manière condamné à être un livre consacré à la désinformation sur les États-Unis » (Revel, 2003 : 26), toute analyse – comme celles-ci – impliquant l'existence d'un empire américain se commet dans l'antiaméricanisme. C'est là, selon nous, une critique qui répond davantage à un désir idéologique et politique de défendre le libéralisme face à toutes autres obédiences idéologiques, Revel amalgamant le libéralisme aux États-Unis et à l'Amérique³⁸. De plus, la réflexion critique sur l'américanisme et sur l'Amérique peut se faire et se fait, sans pour autant sombrer dans l'opprobre de façon discutable (Fabbrini, 2004 : 79-94).

³⁸ Revel écrit : « La fonction principale de l'antiaméricanisme était, elle est encore aujourd'hui, de noircir le libéralisme dans son incarnation suprême » (Revel, 2003 : 30).

5. Conclusion

Le présent chapitre a voulu illustrer la radicalisation idéologique dans l'affirmation du pouvoir souverain des États-Unis dans le contexte de la lutte globale contre le terrorisme sous la première administration de George W. Bush. Nous nous sommes intéressés à l'exercice du pouvoir souverain et dictatorial schmittien dans un contexte exceptionnaliste afin de comprendre la Guerre contre la terreur menée par l'administration Bush comme une pratique gouvernementalisée au sein la vie politique américaine. Nous tâchons plus précisément d'illustrer l'influence néoconservatrice cruciale et de mettre en relief leur rôle-clé au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale dans le contexte de la crise générée par les attentats du 11 septembre 2001. Nous avons pu voir comment le discours géopolitique de l'administration Bush concernant la lutte globale contre le terrorisme et l'interventionnisme militaire américain a rapidement été interprété par de nombreux analystes, journalistes, citoyens et chercheurs universitaires comme le signe d'un nouvel impérialisme américain, où l'hégémonie aurait fait place à l'empire (Sparke, 2005 : 240). En lien avec ce que nous soutenons dans cette thèse, nous avons cru bon de souligner que l'hégémonie était déjà partie prenante de la formation impériale des États-Unis. En montrant que ce « [i]t was, after all, not just their ideological outlook that the neoconservatives brought to office, but the political capacity to make it the new Washington consensus [...] that took the form of placing neoconservatives in key offices of authority » (Sparke, 2005 : 264-65), cette étude voulait exposer à quel point une vision géopolitique et stratégique simpliste de la construction d'un empire américain calqué sur la Rome antique repose sur une conception nettement exagérée de la puissance et de la domination globales des États-Unis. Nous croyions également fondamental d'illustrer le rôle-clé joué par le trope impérial néoconservateur dans la lutte globale contre le terrorisme menée par l'administration Bush, notamment lorsqu'il est vu à travers l'offensive militaire en Irak et la période actuelle de reconstruction.

Malgré qu'il semble parfois plus facile de penser la politique étrangère américaine comme étant le résultat des décisions rationnelles d'un seul individu ou encore le fruit d'actions concertées d'une élite politique au pouvoir, il n'en reste pas moins que la réalité est beaucoup plus complexe. Non seulement faut-il considérer les individus en poste, mais il importe également de s'attarder sur leurs valeurs et les idées qui les guident et les influencent dans l'orientation de leurs politiques. En ce sens, nul ne saurait ignorer ou rester coi devant l'influence du néoconservatisme dans la vie politique américaine durant la présidence de George W. Bush. Si la réaffirmation de la puissance globale américaine depuis le 11 septembre 2001 en a certes surpris plusieurs, elle n'en est pas moins assise sur des fondements idéologiques particuliers bien enracinés dans la culture politique américaine depuis au moins les années quatre-vingts, eux-mêmes s'inscrivant dans la culture politique du régime gouvernemental de sécurité nationale. Il s'avère donc pertinent de questionner la part jouée par les conseillers néoconservateurs sans que cela ne soit pour autant présomptueux d'associer l'idéologie néoconservatrice à l'administration Bush actuelle. En effet, les néoconservateurs (ceux qui s'identifient comme tels) militent pour un patriotisme défendu avec zèle, une suprématie militaire et une politique étrangère expansionniste et interventionniste qui participera à la reconstruction d'un ordre global démocratique. Qu'ils soient néoconservateurs déclarés ou pas, certains praticiens qui servent l'administration Bush (comme Rumfeld et Cheney par exemple) doivent néanmoins être interprétés comme faisant partie de la tendance néoconservatrice par leurs actions. Leurs liens privilégiés avec certains idéologues néoconservateurs les y collent de toute façon.

En resituant les néoconservateurs à l'intérieur de la religion civile et politique libérale et du projet identitaire libéral américain au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale, nous nous sommes tâchés d'exposer à quel point les néoconservateurs n'étaient pas aussi « révolutionnaires » ou « radicaux » qu'on a bien voulu le (faire) croire. Nous avons ainsi voulu mettre en exergue l'impact politique réel du discours néoconservateur sur la politique étrangère en montrant combien la présence

de l'image des États-Unis comme la nouvelle Rome impériale dans le discours des élites de la sécurité nationale comporte des dangers, car si elle ne demeure qu'*une représentation* faussée de l'étendue de la puissance américaine inspirée par l'idéalisme des néoconservateurs, elle a eu des retombées politiques majeures. L'image des États-Unis comme le nouvel Empire romain véhiculée par le discours néoconservateur au sein des élites de la sécurité nationale américaine n'est, en ce sens, pas triviale. Ainsi que l'indique Slavoj Žižek, « *The problem with today's USA is not that it is a new global empire, but that it is not : in other words, while pretending to be, it continues to act as a nation-state, ruthlessly pursuing its own interests* » (Žižek, 2004 : 19; en italiques dans l'original). Il va sans dire que l'impact symbolique que nous voulions faire ressortir dans la représentation de la puissance américaine sous la première administration Bush est l'image des États-Unis comme *Imperium*.

En voulant expliquer la conjonction du poids politique des néoconservateurs dans la politique étrangère de l'administration Bush avec le déploiement d'une telle rhétorique symbolique, nous voulions favoriser une compréhension des effets structurants du discours néoconservateur sur les politiques américaines qui ont suivi les attentats du 11 septembre 2001. Nous voulions donc questionner la portée réelle et symbolique du discours néoconservateur dans la redéfinition et le redéploiement de la puissance souveraine des États-Unis dans la cadre de la lutte globale contre le terrorisme par la défense d'un projet impérial.

Dans le prochain chapitre, nous nous concentrons sur l'effet probant de la Guerre contre la terreur et d'une stratégie de sécurité nationale axée sur une menace terroriste globale en procédant à une critique de la cartographie de la terreur de la puissance américaine produite par le régime gouvernemental de sécurité nationale. Cette étape s'avère centrale pour explorer la stratégie américaine de construction identitaire d'un État de sécurité globale. Nous nous penchons donc sur la reterritorialisation et la

redéfinition des frontières du territoire national américain dans le cadre de la Guerre contre la terreur.

CHAPITRE 5

LES NOUVELLES FRONTIÈRES GLOBALES DU TERRITOIRE NATIONAL

La stratégie de construction identitaire d'un État de sécurité globale dans le cadre de la Guerre contre la terreur

To say that the problem is “war” presumes a shared understanding of the meaning of that word and a certain power structure in the relations among discoursing subjects (as well as silenced subjects). To speak as if it is the same problem across time and space, that Thucydides’ wars, the Thirty Years and Hundred Years Wars, anti-colonial wars, 20th century world wars, and the war in ex-Yugoslavia are represented by a word that turns them into the same problem ignores the differences in the historical, cultural, and social contexts in which these experiences occurred.

- Franke Wilmer (2003 : 242).

Dans le chapitre précédent, il était question de l’influence réelle et symbolique des idéologues néoconservateurs sur la représentation de la puissance américaine et du rôle que devraient jouer les États-Unis dans la politique globale. Nous avons ainsi insisté sur l’insertion de leurs actions dans les paramètres établis par la culture géopolitique du régime gouvernemental de sécurité nationale et avons fait ressortir leur impact sur la réorientation de la stratégie globale américaine. Ultimement, nous avons interrogé la portée symbolique du discours néoconservateur dans leur représentation des États-Unis comme un empire démocratique, dans leur défense d’une *Pax Americana* associée à la Guerre contre la Terreur menée par l’administration Bush.

Dans ce chapitre, qui cherche à inscrire l’influence du projet identitaire libéral expansionniste dans la gouvernamentalité américaine, nous nous intéressons à la cartographie de la terreur de la puissance américaine – à la « géo-graphie » de la

puissance, c'est-à-dire à l'écriture de la puissance américaine sur la représentation territoriale – produite dans ses stratégies sécuritaires et militaires par les responsables de la politique de sécurité, de défense et étrangère dans l'après-11 septembre. Nous devons cependant d'abord prendre acte de la révolution sécuritaire qui prend forme avec la sanctuarisation du territoire national américain après le 11 septembre 2001 et nous interroger sur l'insertion d'un discours centré sur l'*homeland security*, sur la sécurité de la mère-patrie, expression mal traduite en « sécurité intérieure ». Dans la poursuite des explorations analytiques abordées dans le second chapitre, nous cherchons à voir ce que cette nouvelle donne d'une sécurité intérieure change pour la formation impériale des États-Unis en ce début de XXI^e siècle en ce qui concerne le rapport entre la sécurité, les frontières et le territoire national. En mettant l'accent sur les représentations cartographiques de la terreur, ce chapitre s'efforce de montrer comment certains discours géopolitiques apparemment contradictoires de la stratégie globale libérale américaine¹ (les néoconservateurs et les globalistes libéraux) relèvent d'une même base idéologique et logique idéographique de la terreur. D'une part, en liant les transformations induites par le contexte de la Guerre contre la terreur sur la préparation de la stratégie militaire nationale à l'héritage culturel du *national security state* américain sur sa production stratégique (Weldes, 1999 : 11), nous nous interrogeons sur les effets sur la politique identitaire des États-Unis qu'entraîne la territorialisation de la menace terroriste globale et la nouvelle cartographie des menaces, notamment sur la conception d'un État de sécurité globale. D'autre part, afin de nous aider à décoder la planification stratégique des États-Unis dans le cadre de la Guerre contre la terreur, nous nous servons du best-seller de l'ex-professeur de *US Naval War College* Thomas Barnett, *The Pentagon's New Map*² (Barnett, 2003),

¹ La géoéconomie ou la vision géoéconomique porte sur la relation entre l'espace, la puissance et l'économie. En tant que vision géopolitique, elle est une lutte pour une position au sein de l'économie mondiale, une politique de la puissance économique où l'objectif est d'acquérir de la puissance sur le plan économique aux dépens des autres acteurs de l'économie mondiale (voir Luttwak, 1995 : 399-424 et Lorot, 2002).

² La suite a donné lieu à un ouvrage du même nom déjà best-seller (Barnett, 2004). Depuis, une suite à cet ouvrage est même parue : *Blueprint for Action : A Future Worth Creating* (2005).

comme outil discursif permettant d'apprécier les discours géopolitiques ayant guidé la nouvelle cartographie du Pentagone. Nous posons un regard critique vis-à-vis des pratiques cartographiques de l'administration Bush à travers le régime discursif de la « guerre contre la terreur » en les réinscrivant dans le contexte de la mondialisation néolibérale. En nous arrêtant sur la rhétorique des stratégies sécuritaires et militaires de la stratégie globale libérale sécuritaire des États-Unis dans la Guerre contre la terreur, nous réfléchissons sur la portée de la mondialisation accrue de l'économie et de la sécurité sur la construction identitaire des États-Unis en un État de sécurité globale. Nous analysons comment le régime gouvernemental de sécurité nationale a géré les impératifs globaux de sécurité des États-Unis. C'est d'ailleurs en retraçant ce contexte discursif lié au régime gouvernemental de sécurité nationale qu'on sera en mesure de comprendre le débat astropolitique américain dans la dernière portion de la thèse, lequel constitue un aspect du débat sur la sécurité nationale et répond de la stratégie géopolitique libérale sécuritaire.

1. La cartographie de l'État et la graphie de la nation qui recherche un nouvel ennemi

Dans une perspective géopolitique critique, la stratégie politico-militaire est conçue comme un projet politique et social beaucoup plus large qu'on veut bien le faire croire. Au dire de Bradley Klein, ce projet est un « network of linguistically saturated social practices about the violent making and remaking of the modern world » (Klein, 1994 : 139). Comment ce monde est constitué textuellement dans ce contexte relève d'une pratique centrale aux stratégies sécuritaires et militaires, à savoir la cartographie. La cartographie est une représentation territoriale sous la forme d'une carte mentale ou illustrée. La carte produite est nécessairement une approximation, une interprétation et une codification de la « réalité ». Dans la pratique militaire, les cartes ont toujours été des outils indispensables, car elles permettent de représenter l'espace-bataille, le terrain d'une ou des cibles et le déploiement et le mouvement de ses troupes et des troupes ennemies. Pour l'usage qu'en font les stratégies sécuritaires et militaires, la cartographie investit le territoire d'influence ou d'intérêt d'une ou plusieurs

significations pour celui qui le produit. Dans le cas des États-Unis, depuis la Deuxième Guerre mondiale, la sécurité nationale a été pensée en des termes globaux, c'est pourquoi c'est le globe dans sa représentation cartographique totale qui importe. Comme l'expliquent Gilles Deleuze et Felix Guattari (1972), la « nouvelle cartographie » (*remapping*) est une forme de territorialisation qui s'inscrit inexorablement dans une logique de codification, où on dé-territorialise et re-territorialise un même territoire en l'investissant de nouvelles significations (Ferguson, 1996 : 168).

Durant la guerre froide, le globe était cartographié à travers une grille idéologique entre la pensée totalitaire communiste soviétique et le « monde libre ». Avant le 11 septembre 2001, durant toute la période de l'après-guerre froide, dans les pratiques gouvernementales américaines, on était à la recherche d'un nouvel ennemi structurel et existentiel. L'état d'être de l'État américain de la guerre froide était celui de la crise, d'être un État qui *promet* la sécurité, qui cherche l'ordre et qui fait d'une menace unique la justification autosuffisante d'avoir un œil fixé sur le monde entier. Cela met donc en scène un sujet – le régime gouvernemental de sécurité nationale américain – qui cherche à *connaître* le monde et à en faire son objet de représentation afin de garantir « une vue objective du monde ». Il veut voir et maîtriser l'espace global et être en mesure de pénétrer toutes les cloisons (Dolan, 1994 : 64-65). Dans cette volonté de sécurité nationale, où le globe est rattaché à l'État (de sécurité), le régime gouvernemental de sécurité nationale fonctionne comme un « régime technologique planétaire » qui cherche à constituer une représentation globale de la « réalité » et de l'identité américaine dans l'espoir de produire une cartographie globale permettant d'agir partout. Le discours stratégique dominant américain est positionné comme le gardien de l'identité nationale, qui identifie les menaces et qui gère les relations avec les amis comme les ennemis. Les organisations gouvernementales américaines sont ainsi orientées autour de l'accomplissement de cette tâche dans un régime gouvernemental de sécurité nationale. Sans une menace structurelle comme le

communisme soviétique, le régime gouvernemental de sécurité nationale se trouve alors dans l'obligation de se constituer une nouvelle géopolitique pour comprendre l'environnement dans lequel les États-Unis évoluent. En sachant que la pratique identitaire de voir l'Autre comme un ennemi potentiel n'est pas unique à la guerre froide dans la gouvernamentalité américaine (comme l'a montré David Campbell dans sa généalogie de l'identité nationale américaine à travers le *national security state*; Campbell, 1998), dans l'après-guerre froide, en voyant réapparaître des scripts de la guerre froide, on comprend ainsi que « the remapping of alterity by contemporary bureaucratic and academic discourses are a simplification and denial of plurality of newly established territories » (Ferguson, 1996 : 188). Après la guerre froide, les politiciens et décideurs américains cherchaient un nouveau raisonnement géopolitique qui leur permettrait de comprendre le « nouvel ordre mondial ». Avec le 11 septembre 2001, les responsables de la défense et de la politique étrangère américaine ont finalement « trouvé » que la menace terroriste globale était tellement importante qu'elle justifiait une révolution en matière de sécurité – orientée autour de la protection du territoire national – et une réponse militaire préventive plutôt que réactive. Cela obligeait également une nouvelle cartographie globale pour remplacer celle de la guerre froide et, donc, la production de nouveaux documents stratégiques. Dans cette entreprise centrée sur la sécurité intérieure et sur le territoire national, la gouvernamentalité américaine subit des modifications appréciables, tant dans la reterritorialisation des frontières nationales que dans la production stratégique. Il convient d'ailleurs de s'arrêter sur la nature et la portée de cette révolution sécuritaire dans la gouvernamentalité de sécurité nationale qui accompagne la sanctuarisation du territoire national. Cependant, ce serait une erreur de voir le processus global d'expansion du projet identitaire national en œuvre depuis le 11 septembre 2001 et qui prend forme avec la sanctuarisation du territoire national comme un repli stratégique des États-Unis. En effet, il serait plus juste de comprendre cette réorientation de la sécurité vers le territoire national en une (re)découverte de la dimension territoriale en matière de défense, dans une optique où les sacro-saints intérêts nationaux sont *globaux*

– ce qui signifie que le territoire national comporte désormais des ramifications globales.

2. La révolution sécuritaire dans la gouvernamentalité de sécurité nationale avec la sanctuarisation du territoire national américain

Ce fut donc un réveil brutal que celui des Américains le matin du 11 septembre 2001. Leur territoire national (*homeland*) était touché en son cœur, une éventualité qui n'avait jamais vraiment été envisagée³, malgré les avertissements des experts qui se faisaient de plus en plus nombreux (notamment les recommandations de la Commission sur la sécurité nationale au XXI^e siècle). Aux États-Unis, la sécurité intérieure (référée ici comme la « *homeland security* ») était déjà pensée par plusieurs experts et professionnels de la sécurité comme devant faire l'objet d'une considération sérieuse face aux menaces dites asymétriques (le terrorisme et les États voyous possédant des armes de destruction massive); elle est dès lors devenue la préoccupation de l'heure pour plusieurs individus et représentants étatiques qui prenaient leur sécurité pour acquise. C'est donc en trame de fond de ce nouveau discours entourant la sécurité intérieure, l'*homeland security*, que la mal-nommée « Guerre contre la terreur » a été déclenchée par l'administration de George W. Bush et qu'on a assisté à la « sanctuarisation du territoire national américain » (Grondin et Gagnon, 2002).

2.1 La sanctuarisation du territoire national américain

Force est de constater que le 11 septembre 2001 a exercé sur la conscience collective américaine une véritable catharsis, une libération de leur inconscient sociologique (Marrou, 1975 : 263), alors que la perception des Américains face au rôle du gouvernement en est sortie profondément altérée. Pour une nation où le gouvernement

³ Comme l'a indiqué Carl Schmitt dans *Nomos de la terre* et plus récemment James Carroll dans *House of War* (2006), la Deuxième Guerre mondiale a montré que la dimension aérienne de l'activité militaire changeait la défense territoriale. La notion de sanctuaire national devenait alors plus difficile, voire impossible à maintenir. Avec l'arrivée des missiles balistiques intercontinentaux par la suite, cette invulnérabilité stratégique était clairement révolue. Or, ce qui fait qu'on ait cru le territoire protégé aux États-Unis, c'est la confiance mise en la doctrine de la dissuasion et en l'arsenal nucléaire américain garantissant une force de seconde frappe dévastatrice contre n'importe quel adversaire assez « irrationnel » pour se risquer.

est traditionnellement vu comme un mal nécessaire qu'il faut craindre et contraindre, le 11 septembre 2001 crée un momentum pour les réformes tant attendues, qui pourront redonner au public sa confiance en les institutions publiques. On n'entend presque plus parler du discours contre le « *big government* » :

it may signal an acceptance, and expectation, that the federal government will become more active, spend more money, and widen the scope of its functions. [...] September 11 changed this view of the public sector. The attacks reminded us that there are basic functions of state — the protection of personal safety, the maintenance of social and economic order — that remain profoundly important. [...] The attacks quickly produced an effect that reformers would have thought not practically unattainable a few months before (Moynihan et Roberts, 2002 : 132).

Par conséquent, il faut explorer l'impact du 11 septembre 2001 sur la gouvernamentalité américaine qu'introduit la stratégie de sécurité intérieure.

Le moteur de cette transformation est certes la perception d'insécurité due au traumatisme psychologique, étant donné la vision apocalyptique du 11 septembre 2001 qui a, via les médias de masse, transformé les spectateurs en survivants. En ce sens, l'emprunt au lexique des armements nucléaires de l'expression « ground zero », qui réfère à l'idée de destruction de la civilisation, pour identifier le site où étaient autrefois érigées les tours jumelles du World Trade Center est révélateur (Barkun, 2002 : 19). Même si, dans les faits, ce ne sont que quelques milliers de personnes qui ont péri, la population s'est elle aussi sentie attaquée. Hannah Arendt a dit, il y a de cela plus de trente ans, que les populations civiles ne pourraient plus être protégées par les forces armées modernes en raison de l'invention des armes de destruction massive qui pouvaient être utilisées sans avertissement (Barkun, 2002 : 19). Aussi, peu de gens ont prévu l'utilisation d'avions de ligne comme missiles, ce qui donne malheureusement raison à Arendt. En revanche, il faut malgré tout préparer des plans de contingence, même si l'on doute de leur efficacité; ils revêtent, à tout le moins, une importance symbolique aux yeux du public, qui doit se sentir rassuré et en sécurité. Il s'agit d'ailleurs là d'un des traits caractéristiques de la nouvelle idéologie de la sécurité intérieure, qui insiste sur la mise en place d'un véritable complexe industriel de la sécurité intérieure (*homeland security-industrial complex*) (Welch, 2006 : 93), où le

gouvernement agit de concert avec la population et les militaires pour indiquer que le gouvernement fait quelque chose pour assurer la protection des citoyens (Beresford, 2004 : 9-10).

Bien que l'incidence du 11 septembre 2001 ait révélé l'impréparation des institutions américaines à assurer la sécurité intérieure, tous ne croient pas que cela justifie qu'on prenne en considération les scénarios les plus pessimistes, encore moins que l'on réponde aux événements du 11 septembre 2001 en échaufaudant une nouvelle architecture de sécurité impliquant une réorganisation majeure dans la gouvernance⁴. Le défi est donc de faire une estimation des risques probables et, surtout, acceptables. La prise de conscience que nous vivons dans une société du risque est que le risque de sécurité doit être *géré* (Beck ; Albert ; Bigo, 1998 ; Welch, 2006; Rasmussen, 2006 et 2007 ; Aradau et Munster, 2007). En tant que gouvernance sécuritaire, cette révolution stratégique axée sur la sécurité intérieure est vouée à l'échec. D'une part, une nouvelle attaque terroriste sur le territoire national surviendra. C'est à ce moment que la confiance renouvelée du public dans le gouvernement sera éprouvée. D'autre part, la leçon retenue par les stratèges américains étant que désormais tout est possible, le terrorisme global continuera de recevoir trop d'attention par rapport à d'autres enjeux reliés à la sécurité intérieure, avec des conséquences désastreuses⁵. Il ne faudrait

⁴ L'un des plus fervents critiques de la stratégie de sécurité intérieure, Michael Barkun, évoque trois facteurs pour étayer son point de vue : 1) l'absence d'un ennemi désigné dans les dix dernières années, c'est-à-dire depuis la fin de l'URSS; 2) rien ne permet de prouver que les mesures pour la sécurité intérieure mèneront à une plus grande sécurité, même si elles en donneront l'impression; et 3) les changements proposés sont motivés par une crainte des armes de destruction massive, des armes difficiles d'obtention, de maintien et d'emploi (Barkun, 2002 : 26-27). Barkun soutient qu'une socialisation au danger est un processus par lequel doit nécessairement passer la société américaine. Pour lui, rechercher une sécurité absolue s'avère donc une quête illusoire : l'on fait face à un danger immédiat qui commanderait une réponse radicale et draconienne (viser l'élimination de la menace terroriste sur le sol américain) qui est malheureusement vouée à échouer.

⁵ On n'a qu'à penser à l'échec du premier test du nouveau département de la Sécurité intérieure dans la gestion chaotique de la crise provoquée par l'ouragan Katrina dans la ville de la Nouvelle-Orléans à l'été 2005. Les ratés et l'impréparation étaient prévus par les autorités locales et de l'État de la Louisiane, Voir à ce sujet l'excellent reportage « The Storm », de l'émission *Frontline*, sur PBS, diffusée en octobre 2005 et disponible en ligne à <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/storm/view/>. Ainsi, la préparation institutionnelle de la gestion des crises demeure fondamentale :

cependant pas que le « spectre du terrorisme catastrophique », lequel a entraîné de profondes réflexions sur la nature et la structure de la gouvernance aux États-Unis », en vienne à se pérenniser au détriment d'enjeux plus préoccupants comme les changements climatiques globaux (Carter, 2001-02 : 10).

2.2 La généalogie de la sécurité intérieure comme pratique normalisée

Alors que les lendemains du 11 septembre 2001 ont consacré le terme d'*homeland security*, le concept de défense du territoire national (*homeland defense*) était utilisé depuis quelques années par les stratèges du Département de la Défense. Dans sa généalogie de la sécurité intérieure américaine comme nouvelle idéologie sécuritaire, Annette Beresford affirme que l'expression est employée pour la première fois dans un document du Comité sénatorial sur les forces armées en 1995 avant d'être employé à nouveau en 1997 dans le *Rapport de l'Atelier sur la défense nationale* (*Report of the National Defense Panel*), lequel rassemblait plusieurs experts et professionnels de la défense et de la sécurité aux États-Unis. Son introduction dans quelques textes officiels de la planification stratégique américaine indiquait l'importance que revêtirait la défense du territoire national pour la sécurité nationale au XXI^e siècle⁶. L'expression « *homeland security* » est ensuite employée dans les trois rapports de 1999, 2000 et 2001 de la Commission américaine sur la sécurité nationale au XXI^e siècle présidée par les sénateurs Gary Hart et Warren B. Rudman⁷. C'est une commission bipartisane créée

And we must prepare for the unpredictable. Our preoccupation with routine operations may have dulled our attention to the importance of planning for rare but catastrophic events. In quieter times, the capacity to handle the unpredictable — that is, organizational readiness — may look to some observers like wastefulness, or proof of organizational inertia. [...] But crisis quickly reveals problems in readiness (Moynihan et Roberts, 2002 : 135).

⁶ Déjà dans le sommaire, à la page ii, il était écrit que « One of the salient features of U.S. security in 2010–2020 will be a much larger role for homeland defense than exists today » (Odeen *et al.*, 1997 : ii).

⁷ Les trois rapports et l'addendum, qui sont respectivement intitulés (I) « New World Coming : American Security in the 21st Century » (15 septembre 1999), (II) « Seeking a National Strategy : A Concert for Preserving Security and Promoting Freedom » (15 avril 2000), (III) « Road Map for National Security : Imperative for Change » (15 février 2001) et (IV) l'addendum *Roadmap for National Security Change : Addendum on Implementation* (15 avril 2001) sont disponibles sur le site de la Commission aux adresses suivantes : (I) <http://www.nssg.gov/NWR_A.pdf>, (II) <<http://www.nssg.gov/PhaseII.pdf>>, (III) <<http://www.nssg.gov/PhaseIIIFR.pdf>> (IV) <http://www.nssg.gov/addendum/Implementation_Plans.pdf>.

en 1998 par le président Bill Clinton qui avait comme mandat d'étudier le système américain de sécurité nationale et ses politiques et de proposer les réformes nécessaires pour un appareil de sécurité adapté à l'environnement stratégique du XXI^e siècle. La commission a surtout fait parler d'elle parce qu'elle a établi les bases de la sécurité intérieure à travers deux grandes missions : la défense du territoire national et le soutien civil. La définition actuelle de la sécurité intérieure est ainsi l'héritière des conclusions de cette commission. Il aura fallu que le 11 septembre 2001 survienne pour que les recommandations de la commission soient écoutées et récupérées par les décideurs (par ex., la création d'un département de la Sécurité intérieure) et, enfin, attendre les conclusions et les recommandations de la Commission sur le 11 septembre pour que certaines autres soient mises en place (par ex., la plus grande centralisation du système américain du renseignement).

Beresford reconnaît la prégnance de l'idée de la sécurité intérieure comme *idéologie* par le fait que les institutions, les pratiques et le discours de la sécurité intérieure, en réponse aux événements du 11 septembre 2001, ont été acceptés par la population et font désormais partie du langage de la gouvernance sécuritaire (Beresford, 2004). Elle avance effectivement que la sécurité intérieure a d'abord été une manifestation immanente d'idéologie, puis une manifestation matérielle présente dans les lois et les agences cherchant à la légitimer et, enfin, une manifestation spontanée acceptée par le peuple américain comme relevant du sens commun⁸.

⁸ Il est vrai qu'on observe un regain de confiance des Américains en leur gouvernement dans les jours et les mois suivants les attaques sur New York et Washington qui renforce l'idée de l'adoption nationale d'une gouvernance sécuritaire pour les États-Unis. Comme Patrick Moynihan et Alasdair Roberts le soulignent : « The events of Fall 2001 have changed the context and priorities for reform. Faith in government has suddenly rebounded, and fiscal constraints have been loosened. [...] The critical importance of interagency and intergovernmental collaboration has been emphasized. This is not a complete turnabout in reform priorities. Nevertheless, the new security agenda seems likely to be less hesitant about asserting a role for government, and on preferring direct public provision; more careful about balancing client satisfaction with enforcement functions; and attentive to the challenges of coordination » (Moynihan et Roberts, 2002 : 130).

2.3 La domopolitique de la sécurité comme *homeland security*

Afin de dégager l'aspect vraiment novateur de la sécurité intérieure en ce qui concerne l'émergence d'une nouvelle gouvernance sécuritaire, il nous appert intéressant d'utiliser le terme de « domopolitique de la sécurité » pour référer à la nouvelle gouvernementalité américaine résultant du 11 septembre 2001. La notion de *domopolitique* renferme l'idée que l'État doit être gouverné comme une maison, d'où l'allusion à l'*homeland security*. C'est un terme qui peut très bien être employé comme cadre analytique pour appréhender la gouvernance de la sécurité aujourd'hui telle qu'elle se fait aux États-Unis, en renvoyant au complexe des programmes, des politiques, des pratiques, des subjectivités et des identités qui sont associées à la sécurité intérieure.

Domopolitique vient du latin *domus*, qui signifie « maison » ou « chez soi ». Cela renvoie l'identification du territoire national comme étant apparenté à la famille, à un lieu, à un sanctuaire ou un refuge, où la maison est *le* lieu auquel on appartient et où on se sent en sûreté, c'est pourquoi on cherchera à le protéger. Ceux qui ne sont pas de *notre* « maison », de notre « patrie », seront ainsi invités et notre maison sera vue comme un endroit que ces « étrangers » voudraient posséder. William Walters explique ainsi que la domopolitique participe du jeu de la dialectique de sécurité/insécurité, où l'Autre est vu comme Autre, dans une logique dichotomique connue du « Nous vs. Eux » (Walters, 2004 : 241). Ce processus de la domopolitique de la sécurité cerne les forces et les entités qui menacent l'intégrité de la maison, de l'État-nation territorial et du territoire national. Et dans une conception du territoire national qui voit ses frontières dépasser le cadre traditionnel de l'État territorial, la domopolitique dépasse le cadre étatique et c'est « the globe as its strategic field of intervention, then the homeland becomes the home front, one amongst many sites in a multifaceted struggle » (Walters, 2004 : 242). La domopolitique de la sécurité désigne alors l'ensemble des relations qui associent le nouvel espace qui se dessine entre l'État, le territoire, la citoyenneté et l'identité. En même temps où l'État américain pense sa sécurité en

voulant sécuriser l'espace global, il procède à une pratique sécuritaire visant à faire du territoire national américain un sanctuaire. Ce sanctuaire a cependant des frontières extra-territoriales lorsqu'il est question de sa sécurité. C'est dans le contexte de la lutte globale contre le terrorisme que les dirigeants et les gestionnaires du régime gouvernemental de sécurité nationale vont penser les États-Unis comme un État dicté par la sécurité nationale qui épouse de plus en plus les formes d'un État de sécurité globale.

2.4 Comment le discours sur l'*homeland security* change la donne du régime gouvernemental de sécurité nationale

Il faut cependant se demander comment le discours sur la sécurité intérieure s'est intégré à la gouvernementalité de l'État américain. Quelle peut donc être l'utilité d'utiliser un concept comme celui d'*homeland* en voulant penser la sécurité nationale? « [D]oes it indicate a transformative moment for American nationalism, even though it is being represented as a return to some fundamental notion of patriotism, love of country, and the desire to protect it? » (Kaplan, 2003 : 85). Le désir de re-sécuriser le territoire national constitue une réarticulation du débat politique sur les frontières, une pratique qui tente de réaffirmer les frontières nationales du corps politique et de l'État-nation américain. Le résultat manifeste est que le *national security state* est de « retour » de plus bel, alors que le terrorisme est devenu l'ennemi universel et qu'un langage de protection domine le discours sécuritaire dans un contexte où la peur canalise les pratiques politiques et sociétales américaines. Les attaques terroristes sont utilisées comme catalyseur dans cette politique qui puise dans la politique identitaire américaine de l'expérience de la « frontière » pour redessiner les nouvelles frontières du territoire national américain. Ces nouvelles frontières ne sont cependant pas uniquement de nouvelles frontières territoriales, mais bien des frontières mouvantes qui visent à sécuriser le territoire national – dans cette optique, tous les corps seront disciplinés dans l'espace couvert par les frontières du territoire national, dans un espace qui tend à s'étendre au globe de plus en plus.

En présentant les États-Unis comme une formation impériale, Ann Laura Stoler rappelle l'importance de repenser la puissance américaine autrement qu'à travers un discours d'un « nouvel » empire américain et de plutôt s'arrêter sur la signification politique d'une sécurité centrée sur la maison, sur la nation, sur le territoire national, sur la mère-patrie, sur ce qui est vu comme *intérieur*, ainsi que sur les pratiques de gouvernance impériale au sein des structures intimes du *national security state* :

We would do well to attend to that effort, to critically trace out the imperial modalities of that exertion, to cultivate a sensitivity to the ways in which U.S. empire leans into the everyday, evoking a specter of danger in our iconic images of home. [...] Progressive scholars are concerned to rethink the parameters of the new empire, but I am not convinced we know the inhabited space — the weathered sites, the material deposits, and the social etymologies — of ones that have long been there (Stoler (avec David Bond), 2006c : 103).

Stoler avance par conséquent qu'il faut imaginer les « ethnologies critiques de l'empire en gestation », parce que dans la lutte contre le terrorisme et la Guerre contre la terreur, « the ethnographic has become strategic military terrain » et le site d'un intérêt particulier en ce qui a trait à la redéfinition des frontières impériales des États-Unis et de la spatialisation nouvelle des zones de guerre et de paix (Stoler (avec David Bond), 2006c : 98).

La pratique stratégique américaine vise ainsi une meilleure connaissance de cet ennemi au sein de la Guerre contre la terreur. Il était d'ailleurs révélateur que le Pentagone présente le film *The Battle of Algiers* à ses experts civils et ses officiers militaires en 2003, afin de les préparer à la guerre urbaine en Irak. On ne peut alors plus voir les pratiques impériales américaines qui ont été mises en application à Abu Ghraib d'une façon aussi désintéressée :

These are not new intimacies of empire. Rather, they are ones that should help us think differently about empire's zones of exception that spill outside the spaces cordoned off as holding pens by barbed wire.

Such insights should lead us not only to Guantánamo and Abu Ghraib, but straight to the Department of Homeland Security. Perhaps what is most striking about the DHS is what the vastly reworked organization of knowledge that it orders and maintains allows it to do. Within its domain are now a staggering range of activities, organizations, and programs *not* covertly tied to it : some have been there for some time (Stoler (avec David Bond), 2006c : 102).

C'est dans cet esprit qu'il faut chercher à même le fonctionnement du régime gouvernemental de sécurité nationale pour essayer de voir et de comprendre ce que le discours sur l'*homeland security* et la création du département de la Sécurité intérieure changent à la donne impériale analysée via le régime gouvernemental de sécurité nationale. Les pratiques de la politique étrangère et de la sécurité intérieure font en sorte de donner au pouvoir souverain américain une capacité de production des espaces intérieurs et extérieurs, des espaces d'exception et d'exclusion notamment. Amy Kaplan soulève donc la bonne interrogation en se demandant quelles sont les raisons politiques d'employer le terme « homeland security »⁹ :

What is the relation between contracting the borders around the territorial homeland and waging a highly mobile and deterritorialized war against terrorism by a nation, which has announced its unilateral right to launch overt and covert attacks across any sovereign borders, regardless of whose homeland or of international law?

[...] The conception of homeland security goes hand in hand with a more flexible multifront mobile role for the armed forces abroad, as one department of a globalized police force. Advocates of homeland security argue for the need for more government, military, and intelligence coordination, for the armed forces to be involved in this country as well, and for the government through surveillance and policing to intrude into more areas of civil life at home. [...] *Although homeland security may strive to cordon off the nation as a domestic space from external foreign threats, it is actually about breaking down the boundaries between inside and outside, about seeing the homeland in a state of constant emergency from threats within and without.* In these policy circles, homeland defense constitutes a subcategory of homeland security. The homeland is not like the home front, for which war is a metaphor, but homeland security depends on a radical insecurity, *where the home itself serves as the battleground.* If every facet of civilian life is subject to terrorist attack, if a commercial airliner can be turned into a deadly bomb, then every facet of domestic life—in the double sense of the word as private and national—must be both protected and mobilized against these threats. Homeland security calls for vast new intrusions of government, military, and intelligence forces, not just to secure the homeland from external threats, but to become an integral part of the workings of home, a home in a continual state of emergency (Kaplan, 2003 : 89-90; c'est nous qui soulignons).

⁹ Kaplan est bien consciente que toutes ces réflexions n'ont pas dirigé les décisions : « I am not suggesting that policymakers have these multiple meanings in mind when they conspiratorially chose the word *homeland*. Rather, I am suggesting that the choice of the word puts into play a history of multiple meanings, connotations, and associations that work, on the one hand, to convey a sense of unity, security, and stability, but more profoundly, on the other hand, work to generate forms of radical insecurity by proliferating threats of the foreign lurking within and without national borders. The notion of the homeland draws on comforting images of a deeply rooted past to legitimate modern forms of imperial power » (Kaplan, 2003 : 90).

3. La production stratégique américaine et la révolution sécuritaire

Dans la révolution sécuritaire imposée par le 11 septembre 2001, l'élimination virtuelle de tous les risques étant impossible, tout comme la quête d'une sécurité absolue, il y a tout lieu de se questionner sur l'émergence d'une domopolitique de la sécurité qui vient se superposer à une gouvernamentalité déjà passablement axée sur la sécurité. Ce constat contraste évidemment avec la stratégie développée par l'administration Bush, qui veut être capable d'assurer sa défense avant tout. Il ne fait aucun doute que le 11 septembre 2001 s'avère une date charnière dans la conduite globale de la politique américaine, et ce, en raison surtout de la nouvelle donne sécuritaire qu'elle décide d'utiliser afin de planifier et d'élaborer une véritable révolution en matière de sécurité nationale. D'emblée, le gouvernement américain entreprend d'échafauder une nouvelle architecture de sécurité et de défense qui puisse prévenir et répondre aux menaces asymétriques introduites par le 11 septembre 2001 et pallier le sentiment d'insécurité des Américains. Avant même la mise en place de la nouvelle stratégie de sécurité nationale de 2002, l'administration Bush produit donc sa toute première stratégie nationale de sécurité intérieure (*national strategy for homeland security*). Comme nous l'avons mentionné dans les chapitres précédents, en raison du parallèle avec le contexte de l'après-Deuxième Guerre mondiale et vu que nous sommes toujours en présence du même régime gouvernemental de sécurité nationale, une réponse similaire allait être mise de l'avant, en réaction à cette préoccupation nouvelle pour la sécurité intérieure. Le contexte se révélait d'ailleurs propice à une réforme gouvernementale majeure, étant donné les recommandations en ce sens faites par la Commission sur la sécurité nationale au XXI^e siècle. Les premiers jalons de la stratégie de sécurité intérieure sont donc posés lorsqu'est mise sur pied la nouvelle agence fédérale chargée de la sécurité intérieure des États-Unis, le Bureau de la sécurité intérieure (*Office of Homeland Security*), à qui fera suite un département de la Sécurité intérieure, ainsi qu'un organe de conseil, le Conseil de la sécurité intérieure (*Homeland Security Council*).

À prime abord, il peut paraître surprenant que la protection du territoire national américain n'ait jamais été la priorité des forces armées américaines. Il convient ici d'expliquer cette particularité américaine. En théorie, ce qu'on conçoit comme étant la « sécurité intérieure » correspond à la vision traditionnelle de la sécurité nationale, qui a été définie comme la protection contre des attaques extérieures¹⁰. Si la protection du territoire national – la sécurité nationale traditionnelle – a toujours été considérée comme étant de la plus haute importance (Sarkesian, 1995 : 7), la nouveauté qu'introduit la période post-11 septembre réside dans la façon de l'assurer et de la concevoir. La stratégie de sécurité nationale demeure associée à une défense avancée (*forward defense*) des intérêts nationaux américains : la sécurité nationale continue d'être d'abord assurée de l'extérieur. Une stratégie pour la sécurité intérieure est donc apparue nécessaire pour l'administration du président George W. Bush. Si la priorité à la sécurité intérieure est désormais donnée aux forces américaines, leurs missions en cette matière restent toutefois à préciser, ainsi que les implications de cette nouvelle préoccupation sur la politique de sécurité nationale (Grondin, 2003). L'une des idées maîtresses sous-tendant la nouvelle orientation sécuritaire des États-Unis stipule que

¹⁰ Les visions traditionnelles définissent la sécurité nationale de façon étroite, la limitant à la protection d'intérêts politiques et économiques pour éviter que soit menacées les valeurs fondamentales et la vitalité de l'État et de sa population. Cette définition est toutefois insuffisante, car elle évacue complètement les dimensions psychologiques, sociales et diplomatiques. On doit au politologue Arnold Wolfers d'avoir mis en exergue les deux pôles de la sécurité nationale : le côté objectif, dont la composante est dite physique et le côté subjectif, qui concerne la composante psychologique (Wolfers, 1962 : 147-165). La dimension objective renvoie à « the absence of threat to acquired values », ce qui comprend la continuation de l'indépendance nationale, la préservation du mode de vie américain, des processus et libertés démocratiques et des autres principes chers aux Américains. La dimension subjective concerne « the absence of fear that the values will be attacked » (Crabb, Jr. et Mulcahy, 1991 : 4-5). Ces deux dimensions sont présentes dans la compréhension réaliste du concept de sécurité nationale. Or, cette conception ne considère pas du tout la dialectique sécurité/insécurité, laquelle est cruciale pour comprendre la sécurité comme un processus relationnel plutôt qu'un état et pour revoir la sécurité pensée à travers l'État. Ce n'est qu'avec Barry Buzan, en 1983, qu'un questionnement se fera sur le fait que la population ne doive pas vivre dans un état d'insécurité. Il sera le premier mettre en cause l'État comme source de sécurité et comme production d'insécurité pour l'individu en le présentant comme étant à la fois le protecteur et une menace aux valeurs personnelles et politiques d'une société libérale (Buzan 1983 : 20-21). Le sempiternel problème du concept de la sécurité nationale s'avère alors de renvoyer à cette dualité de sens, ce qui signifie qu'il faille que les citoyens de ces sociétés apprennent à vivre avec cette contradiction dans les termes : avec la sécurité nationale, la menace à l'État est à sa souveraineté alors que la menace à la société est à son identité.

l'avènement d'une stratégie de la sécurité intérieure facilite le développement d'une stratégie de sécurité nationale mieux intégrée et permet une défense tous azimuts du territoire national tout en s'occupant des acteurs non étatiques (les organisations terroristes) et les États les abritant (Etchevarria, 2002). Le but de toute politique de sécurité nationale résidant dans la protection des valeurs nationales, ce que l'historien américain Melvyn Leffler nomme les valeurs nationales centrales (*domestic core values*) (Leffler, 1991 : 202-203), il appert donc essentiel de transposer en éléments concrets (des intérêts) les valeurs à protéger et de les relier à des situations spécifiques si la sécurité nationale doit servir de base à une politique (Kaufman, McKitnick et Leney, 1985 : 5-7). Les documents de stratégie de sécurité nationale émis épisodiquement par les diverses administrations américaines constituent l'élaboration de la stratégie nationale pour créer un environnement militaire global favorable aux intérêts nationaux américains, ce qui comprend l'établissement de lignes directrices visant à prévenir et empêcher l'utilisation de la force par des puissances antagonistes ou des adversaires potentiels des États-Unis qui nuiraient à la capacité des États-Unis d'assurer leurs intérêts nationaux (Sarkesian, 1995 : 6-7). Il est ainsi primordial de comprendre que la sécurité nationale revêt une signification contextuelle, contingente ; elle n'est pas une condition statique qui existe dans un *vacuum*, même si c'est ce que laisse croire son utilisation discursive comme source de légitimité à l'action dans la bouche des représentants étatiques et des stratèges.

La stratégie de sécurité intérieure espère quant à elle empêcher de nouvelles attaques et par le fait même contribuer à l'engagement global ininterrompu des États-Unis. Les stratégies de sécurité intérieure et de sécurité nationale sont donc deux documents complémentaires procurant des lignes directrices aux agences et aux départements (SNSI, 2002 : 5). De toute évidence, il faut par contre que les stratèges et les planificateurs de la défense en viennent à penser la sécurité intérieure et la sécurité nationale comme une seule activité intégrée. Il y a effectivement lieu de s'interroger sur la pertinence du concept de sécurité intérieure alors que le concept de sécurité nationale

se voulait suffisamment inclusif ou élitif. Ce nouveau concept ne se veut pas concurrent mais plutôt complémentaire à la sécurité nationale, bien que les enjeux de la sécurité intérieure s'ajoutent au jeu politique et bureaucratique de la sécurité dans l'appareil gouvernement américain, ce qui veut dire une compétition pour du capital politique, des ressources budgétaires et un espace public reconnu (Walters, 2004 : 244). Cette dimension n'est d'ailleurs pas à négliger, comme l'a bien démontré Jutta Weldes (1998). C'est en ce sens que nous parlons d'une conception élargie de la sécurité nationale américaine, où par l'élargissement des frontières nationales de la sécurité intérieure, la sécurité intérieure et la sécurité nationale deviennent *presque* des équivalences à la sécurité globale dans l'après-11 septembre. Il a été compris par plusieurs observateurs, au départ, que la stratégie de sécurité intérieure s'apparente à un repli stratégique de la part des États-Unis, voire à un nouvel isolationnisme. Or, comme nous l'avons expliqué jusqu'ici, penser la sécurité intérieure implique, pour les États-Unis, une nouvelle conception de la sécurité et une nouvelle conception des frontières du territoire national en ce qui a trait à la sécurité. C'est dans cet esprit que nous en venons à parler de la stratégie nationale pour la sécurité intérieure en concertation avec la stratégie de sécurité nationale et la stratégie militaire nationale. Deux raisons expliquent qu'on s'y arrête avant de présenter la stratégie de sécurité nationale et la stratégie militaire nationale; de un, elle est officiellement déployée avant les deux autres (en juillet 2002), et, de deux, elle est une innovation qui entraîne la refonte des deux autres stratégies.

3.1 La stratégie nationale pour la sécurité intérieure

Qu'en est-il vraiment, donc, de la stratégie nationale pour la sécurité intérieure? Comment s'insère-t-elle dans la production stratégique sécuritaire américaine? La vision de la sécurité intérieure consiste en une conceptualisation d'une défense multifacette, une défense capable de répondre à (presque) toutes les menaces et tous les scénarios envisageables. Ainsi donc, la sécurité intérieure peut être définie comme la préparation, la dissuasion, la préemption/prévention, la défense et la réponse aux

diverses menaces et agressions dirigées contre le territoire américain, sa souveraineté, sa population, et ses infrastructures¹¹. La nouvelle vision sécuritaire axée sur la sécurité intérieure comprend, de manière succincte, sept objectifs¹². Elle se divise en deux grandes catégories : les opérations préventives et les opérations réactives. Du côté des actions préventives, notons tout d'abord la *détection*. C'est une tâche qui comprend le contrôle et la surveillance permanente des menaces planant sur le territoire américain. Pour éviter des attaques, le gouvernement américain met en place des missions de *prévention*. Il s'agit ici d'éviter d'éventuelles actions ennemies en suscitant la peur de représailles chez les acteurs belliqueux; cela s'inscrit dans une volonté de dissuasion afin de prévenir l'agression des intérêts américains. Vient ensuite le cœur de cette vision sécuritaire, c'est-à-dire la *protection* des frontières, des infrastructures et des citoyens des États-Unis par les diverses opérations de sécurité. Juxtaposée à la protection se trouve l'*interdiction*, qui consiste à démanteler les sources potentielles de menaces avant qu'elles ne se concrétisent. Il demeure effectivement toujours possible qu'une attaque déjoue l'architecture de sécurité mise en place et touche le territoire américain. À cet instant, il faut passer aux mesures réactives. L'*endiguement* est la première de ces tâches. Elle consiste en la mise en œuvre de mesures qui freinent les dégâts par l'organisation adéquate des services de secours. Ensuite vient l'*attribution*, une tâche essentielle quant à la réponse qui se dessinera : c'est l'étape de la recherche et de l'identification des responsables des agressions potentielles, ainsi que du choix des sanctions à leur imposer. La dernière réaction consiste en l'*analyse* et l'*intervention* : il

¹¹ Plusieurs définitions existent pour rendre compte des réalités concernées par la sécurité intérieure et la défense du territoire national. Bien qu'aucune ne fasse vraiment autorité, les définitions les plus utilisées sont celles de la Maison-Blanche et du Département de la Défense (Tomisek, 2002). La définition de la *défense du territoire national* qui demeure la plus pertinente est celle qui fut proposée au départ par le Département de la Défense. Elle réfère strictement à « The protection of U.S. territory, sovereignty, domestic population, and critical infrastructure against external threats and aggression ». Cela concerne ainsi uniquement la dimension militaire de la sécurité intérieure. Pour la sécurité intérieure, la définition officielle de la Maison-Blanche est « concerted national effort to prevent terrorist attacks within the United States, reduce America's vulnerability to terrorism, and minimize the damage and recover from attacks that do occur ».

¹² Consulter le site du Anser Institute for Homeland Security : <<http://www.homelanddefense.org/bulletin/definitions.htm>>.

s'agit précisément de l'étude des moyens employés par les agresseurs afin de déterminer les mesures appropriées pour répondre efficacement. C'est ainsi que s'échafaude la nouvelle conception de la sécurité intérieure des États-Unis.

3.1.1 *La défense du territoire national*

La défense du territoire national vise la protection du territoire, de la population et des infrastructures critiques des États-Unis contre des menaces internes ou externes. Ses objectifs visent à combattre et à contrer à l'avance les menaces opérées par des acteurs internes ou externes, à supporter les autorités civiles en temps de crises et à assurer les activités nationales cruciales. D'un point de vue strictement militaire, la défense du territoire national cherche à marier toutes les méthodes de défense traditionnelles, afin de parer à toutes les éventualités. Cela consiste en une stratégie basée sur des moyens militaires conventionnels échafaudés sur les principes de la Révolution dans les affaires militaires, sur une défense contre les armes nucléaires, bactériologiques, chimiques et radiologiques incorporant le contre-terrorisme intérieur, sur l'établissement de contingents d'action ayant pour mandat de mener des opérations de réaction rapide et ponctuelles et sur les différentes opérations de paix. En outre, l'objectif global de cette stratégie est de faire du territoire national un sanctuaire sécuritaire.

Dans le concept de défense du territoire national, nous pouvons dénoter cinq missions distinctes : 1) la défense antimissile, qui constituerait la première forme de défense au cœur de la défense du territoire national; 2) l'incorporation de mécanismes permettant d'assurer la continuité des activités gouvernementales advenant une attaque décapitant les autorités; 3) la mise en place de mécanismes analogues pour assurer la poursuite ininterrompue des opérations militaires en cas d'agression; 4) la protection des frontières et des côtes contre la pénétration d'armes nucléaires, bactériologiques, chimiques et radiologiques; et, finalement, 5) la préparation du support civil (pompiers, policiers, médecins, etc.) dans le cas d'attaques perpétrées sur des cibles civiles avec des armes nucléaires, bactériologiques, chimiques et radiologiques.

3.1.2 *Le support civil*

La composante la plus originale de la sécurité intérieure se situe au niveau du rôle des institutions et des organisations civiles. C'est là aussi que se trouvent les principaux défis, au niveau des obstacles bureaucratiques et organisationnels, comme l'échec de la gestion de crise pour l'ouragan Katrina à la Nouvelle-Orléans l'a montré à plusieurs niveaux. Étant donné que les nouvelles menaces visent d'abord et avant tout les populations, il est important qu'un effort de défense supplémentaire soit concentré sur les activités civiles. En fait, la défense du territoire national exige un accroissement de la participation des citoyens dans la protection des États-Unis, notamment les premiers intervenants (*first responders*), qui sont généralement affectés à la sécurisation des infrastructures critiques.

Le support civil touche plusieurs aspects organisationnels de la société. Il s'agit surtout de préparer tous les secteurs publics et privés américains à prévenir d'éventuelles attaques et à réagir adéquatement à celles-ci. Les mesures à établir sont diverses et nécessitent une sensibilisation et une coordination des divers acteurs des différents réseaux complexes concernés par les infrastructures critiques. Le spectre d'action est très large, ce qui rend la participation de la défense civile d'autant plus essentielle : il est question, par exemple, de la gestion et du contrôle de l'immigration et des mouvements migratoires, de la défense contre des attaques bioterroristes sur les ressources agroalimentaires, de la protection des structures informatiques contre la cyberguerre, des opérations de décontamination, des réactions du personnel médical advenant le cas d'une attaque nucléaire, de la mobilisation adéquate du personnel lié à la distribution de l'énergie électrique, etc. À la lumière du spectre d'actions que cela implique pour la gouvernamentalité américaine, il s'avère important de voir comment cela s'insère en concertation avec la stratégie de sécurité nationale et la stratégie militaire nationale.

3.2 La production stratégique de sécurité nationale à l'aune de la sécurité intérieure

L'espace diplomatico-stratégique et l'analyse géopolitique constituent l'espace discursif habituel d'un « livre blanc » de la Défense, donc des stratégies sécuritaires et militaires. Pour employer un jargon plus militaire, la stratégie de sécurité nationale et la stratégie militaire nationale sont deux documents qui peuvent être considérés comme « le » livre blanc de la Défense des États-Unis, même s'ils ne sont pas officiellement désignés comme tel. Généralement, on conçoit les livres blancs comme des « broad descriptions of international trends [...] [articulating] policy frameworks and conceptualizations of the more abstract variety » (Stairs, 2004). Ils fournissent des paramètres d'action pour les décideurs et indiquent à la population nationale comme internationale ce que le « gouvernement fait » et « a l'intention de faire » en matière de défense et de sécurité nationale. Dans le cas des États-Unis, étant donné le statut de superpuissance des États-Unis, il faut centrer l'analyse sur la stratégie globale américaine, sur les jeux entre grandes puissances et sur les défis et menaces à l'horizon dans l'environnement (géo)stratégique mondial. Il est donc dit que la stratégie sécuritaire globale des États-Unis doit désormais davantage tenir compte des particularités des menaces asymétriques : les acteurs transnationaux et non étatiques seraient trop nombreux pour être laissés de côté, même dans une analyse diplomatico-stratégique traditionnelle. Alors que le pendant politique de la sécurité nationale est dévolu à la stratégie de sécurité nationale (*SSN*, 2002), son pendant militaire trouve son expression concrète dans la stratégie militaire nationale (*SMN*, 2004). La stratégie de sécurité nationale révèle une évaluation politico-stratégique de l'environnement mondial au sein duquel les États-Unis évoluent et constitue la stratégie globale qu'ils entendent épouser pour assurer la défense de leurs intérêts.¹³ Dans le cas la stratégie

¹³ La stratégie de sécurité nationale est placée sous la responsabilité du conseiller pour la Sécurité nationale du président, bien que ce soit ce dernier qui en a la responsabilité ultime (le président dirige le Conseil de Sécurité nationale, lequel fait partie, depuis l'amendement de 1949 à la *Loi sur la sécurité nationale* de 1947, du Bureau exécutif du président). Le Président du Comité interarmes des Chefs d'État-major est quant à lui responsable d'articuler la stratégie militaire nationale et de développer la doctrine militaire qui sous-tend les objectifs de la stratégie de sécurité nationale.

militaire nationale, on réfère à la doctrine d'emploi des capacités militaires et au développement d'une vision militaire pour la transformation des forces armées, afin qu'elles puissent mener à bien leurs missions futures.

Or, qu'est-ce que la nouvelle stratégie de sécurité nationale et la stratégie militaire nationale comportent qui les rendent si « révolutionnaires »? De façon surprenante, c'est le constat des dirigeants étatiques que la doctrine stratégique qui a assuré nationale des États-Unis durant la guerre froide et l'après-guerre froide aurait failli avec les attentats du 11 septembre. En effet, au plus fort de la guerre froide, le NSC-68 avait inscrit, dans un document de planification stratégique secret¹⁴, une dangereuse arrogance quant à la stratégie : la croyance qu'un arsenal suffisamment imposant et nucléaire serait un excellent dissuasif en temps de paix et un gage du succès et de la victoire en temps de guerre (Gray, 1994 : 594-98). Les attaques du 11 septembre 2001 ont amené les États-Unis à faire de la défense et de la sécurité de leur territoire national – et c'est là une surprise réelle – *leur* priorité. Pour ce faire, ils élaboreront une doctrine stratégique qui aura pour objectif d'empêcher les menaces d'atteindre ou de se concrétiser sur leur territoire national. La sécurité du territoire national est dès lors pensée dans un schéma global, où les frontières sont pensées de façon élargie et vont au-delà des limites territoriales nationales.

3.2.1 La stratégie de sécurité nationale de 2002

La nouvelle menace structurante est vue comme asymétrique et s'incarne dans le terrorisme global d'inspiration islamiste. Pour les États-Unis, cette mondialisation des menaces et des risques implique une réponse globale et des moyens qui sont multifacettes et multidimensionnels, ce qui oblige que soit revue la triade défense-dissuasion-coercition de la stratégie nucléaire. La nouvelle stratégie sécuritaire doit par conséquent être axée sur les dimensions de préemption et de prévention qui passent d'abord par la défense du territoire national, ce qui s'effectue à partir de l'étranger –

¹⁴ Il s'agit de la décision n° 68 du Conseil de Sécurité nationale ou NSC (mieux connue sous l'étiquette NSC-68). Le document datant de 1950 est resté secret jusqu'en 1975.

considéré comme la première ligne de défense – en augmentant le nombre d’installations militaires permanentes et temporaires. Cette stratégie, qui vise d’abord la sécurité intérieure (qu’on retrouve expliquée dans la stratégie nationale pour la sécurité intérieure), exige que les États-Unis interviennent militairement de façon préventive contre des États jugés voyous ou des acteurs terroristes. En outre, la nouvelle vision sécuritaire consiste en une stratégie de domination absolue qui prévient la montée d’une puissance qui contesterait le *statu quo* de la domination militaire globale américaine et qui restreint les capacités de nuisance des acteurs terroristes misant sur l’asymétrie. On décrit la transformation de l’approche stratégique en disant que les États-Unis passent d’une préparation militaire fondée sur les menaces à une fondée sur les capacités de destruction et de nuisance des ennemis (*capabilities-based vs. threat-based strategic doctrine*). La doctrine de la prévention indique donc qu’il n’est plus possible ou acceptable d’attendre que la menace se concrétise sur le territoire national et qu’il faut plutôt être proactif et chercher à contrecarrer les adversaires en fonction de leurs capacités. Dans une lecture réaliste des Relations internationales, on pourrait dire qu’on passe ici du réalisme défensif fondé sur la menace (cf. Kenneth Waltz, 1979) au réalisme offensif fondé sur les capacités (cf. John Mearsheimer, 2001). Cela dit, la stratégie de sécurité nationale de 2002 s’inscrit aussi dans la continuité, en réaffirmant la géopolitique libérale sécuritaire établie depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, avec la défense de la démocratie et du libéralisme commercial à l’échelle globale.

3.2.2 La stratégie militaire nationale de 2004

Avec la stratégie militaire nationale, on retrouve les principes d’emploi des forces armées pour atteindre les objectifs nationaux définis par la stratégie de sécurité nationale. La dernière stratégie militaire nationale datait de 1997. Elle avait comme principaux objectifs militaires nationaux de promouvoir la stabilité et d’écarter les agressions. La plus récente stratégie militaire nationale a été déposée en mai 2004, malgré qu’une version préliminaire officieuse de cette nouvelle stratégie militaire

nationale circulait dans les cercles de la Défense américaine depuis 2002. Ainsi, sans que les objectifs stratégiques visés dans celle de 1997 soient complètement désuets, la nouvelle tient compte du contexte stratégique de la lutte globale contre le terrorisme. La stratégie de sécurité nationale de 2002, axée sur l'idée de prévention/préemption, fournit en ce sens un nouveau cadre politique pour la stratégie militaire nationale¹⁵. Ensemble, ces deux documents fournissent le contexte stratégique global pour lequel les capacités militaires et les autres instruments nationaux de la puissance des États-Unis doivent être employés (*SMN* : 2). Les trois priorités de la stratégie militaire nationale sont de remporter la guerre contre le terrorisme, d'améliorer les capacités interarmes des quatre services armés dans des opérations conjointes de combat (avec d'autres agences gouvernementales et acteurs internationaux) et de transformer leurs forces armées (*SMN* : viii).

Si les objectifs militaires de la stratégie militaire nationale de 1997 parlaient de *Shape* (forger), *Respond* (répondre) et *Prepare* (préparer) (pour *Shape world conditions*, *Respond to threats* et *Prepare for the future*), la nouvelle stratégie militaire nationale parle plutôt de *Protect* (protéger), *Prevent* (prévenir) et *Prevail* (prévaloir) (pour *Protect the United States*, *Prevent conflict and surprise attacks* et *Prevail against adversaries*). Cela signifie, dans l'ordre, de créer une force active de défense qui œuvre d'abord à partir de l'étranger (*SMN* : 2); d'agir avant, durant et après les crises pour prévenir des conflits et, si nécessaire, d'agir de façon « préemptive » (lire préventive) pour contrer les menaces aux intérêts américains ou à ceux de leurs alliés avant même qu'elles ne se soient concrétisées (*SMN* : 2); et finalement, d'appliquer les capacités militaires en concertation avec les autres instruments de la puissance des États-Unis

¹⁵ Il faut souligner ici qu'un autre document, rédigé par le secrétaire à la Défense, la *Stratégie de défense nationale des États-Unis* de mars 2005, sert désormais de jonction gouvernementale entre la stratégie de sécurité nationale de la Maison-Blanche (le volet diplomatico-politique) et la stratégie militaire nationale du Pentagone (le volet purement militaire). Elle est, en quelque sorte, le volet civilo-militaire de la stratégie militaire nationale. Cette nouveauté s'explique vraisemblablement par des raisons liées à la personnalité du secrétaire à la Défense actuel de George W. Bush, Donald Rumsfeld, qui s'est impliqué plus que n'importe quel secrétaire à la Défense depuis la période de l'escalade américaine de la guerre du Vietnam (c'est-à-dire depuis Robert McNamara), dans la gestion personnelle des forces armées et dans la planification et l'organisation institutionnelle de la Défense.

pour créer les conditions d'une victoire et d'une paix durable (*SMN* : 3). Les trois « concepts stratégiques » qui orientent l'application de la stratégie militaire nationale, en temps de paix comme en temps de guerre, sont l'agilité, le caractère décisif des interventions armées (*decisiveness*) et l'intégration interarmes (*SMN* : 7). Étant donné l'infrastructure militaire mise en place depuis 1945 (Johnson, 2004) et leur présence militaire quasi-globale, cela signifie que les États-Unis doivent pouvoir projeter leur force ou que leurs capacités puissent être mobilisées et déployées rapidement pour intervenir n'importe où dans le monde : 1) L'agilité stratégique doit permettre en tout temps de répondre à un environnement sécuritaire incertain, de conduire plusieurs missions de plusieurs types simultanément, et ce, dans des régions géographiques séparées; 2) Le caractère décisif de la force armée doit permettre de surpasser et de renverser n'importe quel adversaire en rassemblant les forces nécessaires pour obtenir des résultats militaires décisifs; 3) L'intégration doit permettre aux forces armées américaines de pouvoir compter sur une intégration interarmes et une concertation des instruments de la puissance nationale avec la puissance militaire, ainsi que sur une coordination avec les instruments militaires d'autres acteurs internationaux afin de fournir un effort militaire unifié et que les opérations militaires soient synchronisées.

En somme, ce que nous révèle cet énoncé de politique de défense, c'est que l'instrument militaire des États-Unis doit être conçu pour que les forces armées soient en mesure de servir maintenant pour les tâches qu'on leur impose et être prêtes à affronter les environnements et réalités stratégiques futurs. En poursuivant la transformation des forces armées américaines, l'objectif de la domination militaire tous azimuts (*full spectrum dominance*) – c'est-à-dire « the ability to control any situation or defeat any adversary across the range of military operations » (*SMN*, 2004 : viii) – contenue dans la stratégie militaire nationale de 1997 non seulement demeure, mais il est fait central. La confiance placée en cet objectif garantit en outre que sur le plan militaire traditionnel, les États-Unis sont et resteront les plus dominants:

Today the US easily achieves what will be the most contested area of a RMA battlefield : full-spectrum dominance. In so-called asymmetrical encounters with non-RMA enemies the focus is on the actual engagements, which will be treated almost as an afterthought in a pure RMA battle. And as this will be the case in future battles, the ability to ensure full-spectrum dominance by the US armed forces makes the outcome of the campaign itself a foregone conclusion (Rasmussen, 2007 : 62).

4. Comprendre la nouvelle cartographie du Pentagone dans la stratégie globale américaine dans la Guerre contre la terreur

Avant d'en venir à l'étude de cas sur le discours astropolitique américain concernant l'arsenalisation de l'Espace et la préparation à la guerre spatiale sous George W. Bush, il convient donc de se tourner vers la décodification de la nouvelle cartographie du Pentagone et de la nouvelle stratégie globale des États-Unis, c'est-à-dire de voir la grille d'action stratégique qui sous-tend les actions militaires des États-Unis dans la Guerre contre la terreur. Pour ce faire, nous nous servons de l'ouvrage *The Pentagon's New Map* de Thomas P.M. Barnett, et ce, pour deux raisons essentielles : d'une part, il permet de porter la discussion au-delà de la stratégie de sécurité nationale et la stratégie militaire nationale en engageant plus directement la stratégie globale libérale américaine et, d'autre part, à titre d'analyste militaire, de conseiller civil à l'intérieur du Bureau du secrétaire à la Défense (en tant qu'Assistant aux futurs stratégiques du Bureau de la transformation des forces), ainsi qu'ex- professeur d'études stratégiques au *U.S. Naval War College*¹⁶, il est de plein droit un intellectuel de la défense et fait partie des élites de sécurité nationale des États-Unis. Grâce à son article d'*Esquire* sur la nouvelle cartographie du Pentagone, ensuite transformé en ouvrage, il a acquis une influence considérable sur la Guerre contre la terreur menée par les États-Unis dans la géopolitique populaire. D'ailleurs, sa cartographie de la terreur nous fournit une excellente base discursive comme point d'entrée pour critiquer la stratégie globale américaine dans la Guerre contre la terreur et la nouvelle cartographie mise en œuvre par le Pentagone. Son intention est de fournir l'orientation stratégique que devraient adopter les États-Unis dans leur Guerre contre la terreur de façon à accroître la mondialisation néolibérale et de pouvoir assurer la stabilité internationale.

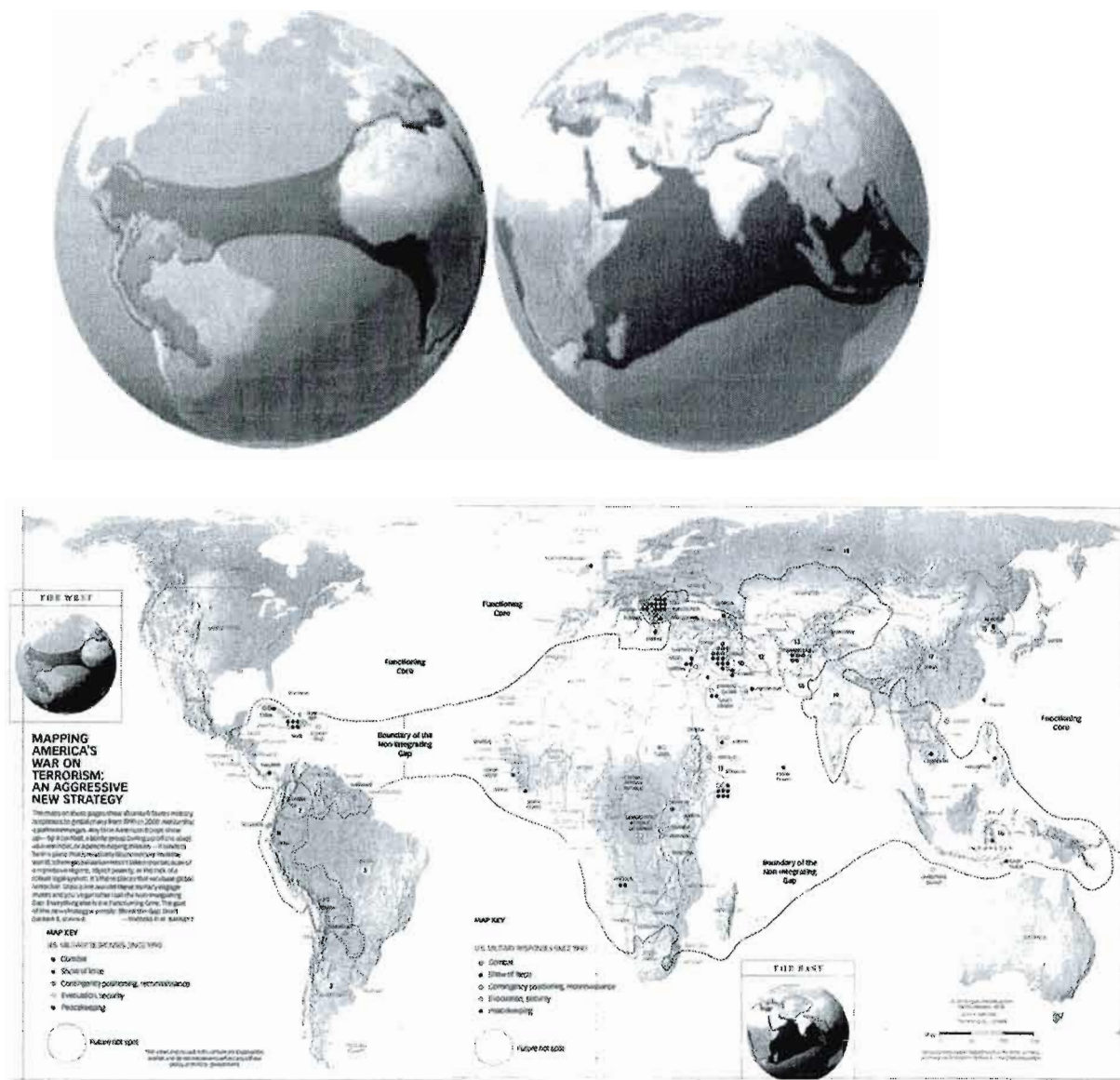
¹⁶ Il a démissionné au début de l'année 2005.

4.1 *The Pentagon's New Map* et la nouvelle cartographie du Pentagone dans la Guerre contre la terreur

À plusieurs égards, la nouvelle cartographie du monde qu'on peut déceler à travers la stratégie militaire nationale et l'ouvrage de *The Pentagon's New Map* de Thomas Barnett est évocatrice de la politique identitaire des États-Unis que nous étayons dans cette thèse à travers l'idée d'un État de sécurité globale. Par la cartographie, Barnett procède à la reterritorialisation du monde et de l'État-nation que sont les États-Unis d'Amérique en reconstruisant l'espace qu'ils occupent et en donnant une nouvelle signification à ce qu'ils voient comme les frontières d'influence de leur stratégie globale dans la mondialisation avec la Guerre contre la terreur. En redessinant le monde sur une division entre un Noyau fonctionnel de la mondialisation et un Fossé non intégré à celle-ci, Barnett procède à une « reterritorialisation idéographique » (voir la Figure 1) (Barnett, 2004 : 173). Il voit l'environnement global dans une relation dialectique entre la sécurité et la mondialisation; c'est pourquoi c'est en relation avec la mondialisation que Barnett cartographie la stratégie globale des États-Unis. Le Noyau fonctionnel comprend les États qui acceptent (*et* proposent, devrait-on dire) les règles sécuritaires qu'implique la mondialisation, alors que le Fossé renvoie aux États qui ne les acceptent pas (Barnett, 2004 : 27). Si le Noyau fonctionnel est facile à situer (ce sont les pays qui fonctionnent « sans problème » dans la mondialisation), le Fossé non intégré est, selon ses dires, le « trou dans la couche d'ozone » de la mondialisation, où la connectivité avec la communauté internationale et l'économie globale est absente ou ténue (Barnett, 2004 : 4). Le Fossé non intégré renvoie ainsi à tous ces endroits qui sont largement déconnectés de l'économie globale et des règles qui assurent sa stabilité et qui peinent ou ont échoué à s'intégrer dans celle-ci : le Bassin des Caraïbes, l'Afrique, les Balkans, le Caucase, l'Asie centrale, le Moyen-Orient, l'Asie du Sud-Ouest et une grande partie de l'Asie du Sud-Est (Barnett, 2004 : 4-8). Dans une représentation cartographique très simplifiée, il explique que la mondialisation fonctionne selon les quatre règles ou flux suivants : 1) la circulation des populations et des individus qui vont du Fossé au Noyau; 2) la circulation des ressources énergétiques du Fossé au

Nouveau Noyau (des pays qui se sont démocratisés et industrialisés récemment, souvent d'anciens pays du Tiers-Monde qui connaissent un essor économique important); 3) la circulation du capital du vieux Noyau au Nouveau Noyau (des anciennes puissances capitalistes aux nouvelles, par exemple de la Grande-Bretagne vers le Brésil); et 4) l'exportation de la sécurité que seule l'Amérique peut fournir au Fossé.

Fig. 2 Le Noyau fonctionnel (Functioning core) et le Fossé non intégré (Non-integrated gap)



Source : Disponible [en ligne] : <<http://www.thomaspmbarnett.com/published/pentagonsnewmap.htm>>.

On peut certes constater, dans sa cartographie, la résurgence d'une tendance visant à séparer les peuples et les individus sur une base de civilisés/barbares à travers le prisme d'une géopolitique libérale (voir notamment Salter, 2002), où les terroristes sont disposés sur la carte du monde en tant qu'êtres barbares, dans des régions jugées sauvages ou non civilisées, comme les États-Unis l'ont fait dans leur période colonisatrice à l'égard des peuples autochtones habitant l'Amérique du Nord. Dans l'histoire des États-Unis, on parle de la « Frontière » en ayant également en tête la « Conquête de l'Ouest », deux expressions qui réfèrent au processus de colonisation américain envers les populations autochtones habitant l'Amérique du Nord. On évoque la fin de la Conquête, donc du processus de colonisation, pour parler de la fin de la Frontière, tel qu'annoncé en 1890 par le Bureau du recensement américain¹⁷. Cependant, si au départ, on voyait la Frontière comme un front se déplaçant vers l'ouest et qui aurait séparé les colons des autochtones, on considère aujourd'hui la Frontière comme un « espace mouvant, une zone intermédiaire de contacts sans délimitations nettes » (Ndiaye, 2003 : 84, n. 18). En effet, « the relations of U.S. identity to its construction of otherness is strong, especially because of the constant foregrounding of America as a postulated, idealized space rather than as a historical grounded one, and because of its special status as a nation of constantly shifting boundaries » (Ferguson, 1996; 167). La logique (néo)colonialiste de la cartographie des États-Unis dans la Guerre contre la terreur fait montre d'une lecture imprégnée d'une histoire nationale renforcée par le mythe de la frontière : Barnett appréhende les efforts déployés par les États-Unis pour réussir à étendre une mondialisation néolibérale sur toute la surface du globe comme il interprète la conquête du territoire national par les

¹⁷ C'est notamment l'interprétation classique de l'historien Frederick Jackson Turner, pour qui le mythe de la Frontière constitue un élément formateur majeur de l'identité américaine (Frederick Jackson Turner, « The Significance of the Frontier in American History », communication présentée à la réunion annuelle de l'*American Historical Association*, à Chicago, le 12 juillet 1893; en français, voir Turner, 1963). Comme la capacité de créer et de faire perdurer les mythes réside dans l'usage de métaphores, le mythe de la Frontière, auquel le récit de la « Conquête de l'Ouest » est associé, constitue l'un des plus puissants et des plus durables de l'histoire des États-Unis tant il est constamment repris et réactivé dans les discours politiques, les médias de masse et, particulièrement, les films hollywoodiens (Slotkin, 1992 : 6, 8-9).

colons américains sur les populations autochtones d'Amérique du Nord. Il reproduit en ce sens ce que nous avons appelé l'exceptionnalisme manifeste qui est central au projet identitaire libéral des États-Unis comme formation impériale dans laquelle les États-Unis sont érigés en phare de la civilisation qui doit montrer l'exemple et diffuser la démocratie libérale dans le monde (Stephanson, 1995 et McDougall, 1997). Comme c'est le cas pour une majorité d'Américains, il ne fait aucun doute pour lui que les États-Unis sont investis d'une mission providentielle et que les forces armées peuvent aider la cause démocratique dans le monde. Il se demande ainsi ce qui fait que les pays du *Fossé non intégré* « continue to demand attention from U.S. military forces » (Thomas Barnett, cité dans Sparke, 2005 : 278) et ce qui fait en sorte que les stratèges du Pentagone craignent le Fossé. Il répond que ce sont des « countries that are having trouble with globalization » (Thomas Barnett, cité dans Sparke, 2005 : 278). D'une part, ce questionnement présuppose qu'il est du ressort des États-Unis de régler les situations d'instabilité politiques et/ou économiques du monde (celles dans lesquelles les dirigeants des États-Unis décident de le faire); il présuppose également que cela doive être fait par la voie militaire; et, enfin, il présuppose que la mondialisation néolibérale est une bonne chose en soi, sans que cela ne puisse ni ne doive être au minimum discuté. D'autre part, la position de Barnett est un plaidoyer sans équivoque pour la géopolitique libérale expansionniste américaine à travers la sécurisation des États-Unis comme les leaders du monde libre, c'est-à-dire à travers leur construction identitaire marquée par l'imaginaire de la sécurité nationale.

Barnett écrit ainsi que durant l'après-guerre froide, le Pentagone aurait été intéressé à se désengager du reste du monde, tant ses stratèges voyaient l'environnement stratégique comme étant chaotique et ingérable (Barnett, 2004 : 194). Au sein du Pentagone, on n'avait pas saisi les implications de la mondialisation néolibérale dirigée par les États-Unis. Barnett présente donc les années d'après-guerre froide comme des années de perdition et d'égarement sur le plan de la vision et de la planification

stratégiques¹⁸. Pour lui, « l'opposé de fonctionner dans la mondialisation » est « la déconnectivité » (*disconnectedness*) (Barnett, 2004 : 132). Chez les stratèges, il y avait une réelle crainte que la mondialisation puisse déstabiliser les économies et les systèmes politiques des pays occidentaux et puissants du *Noyau*. Les stratèges du Pentagone voient la guerre dans un contexte de guerre alors que lui veut la voir dans « the contexte of everything else », en faisant ressortir « the essential connectivity between war and peace that defines globalization's advance » (Barnett, 2004 : 7). Selon lui, les États-Unis ou le Pentagone ne peuvent tout faire pour le Fossé. Il croit ainsi que le Pentagone se trompe, car il cherche à guérir plutôt que prévenir, à rétablir l'ordre plutôt qu'à essayer de mettre en place un monde juste. Pour Barnett, il faut que le Noyau dans son entier, dirigé par le secteur privé, permette la connectivité économique, car c'est par une relation symbiotique entre l'économie et la sécurité que le Noyau et le Fossé pourraient parvenir à faire disparaître le Fossé : « Our security strategies and the language we use to enunciate them must reflect this larger understanding of how the Core and the Gap inevitably come together out of enlightened self-interest » (Barnett, 2004 : 190).

Avec Barnett, on voit la cohabitation de la vision géoéconomique libérale globaliste centrée sur le libre marché et la puissance économique avec la vision géopolitique néoconservatrice misant sur l'ordre et la puissance militaire. Ainsi, le commerce est vu à travers le discours sécuritaire et les États-Unis mènent une croisade démocratique et sécuritaire dans le Fossé. Par ses idées, il espère donc faire le pont entre l'économie et la sécurité, alors que « c'est la déconnectivité qui définit le danger » (Barnett, 2004 : 8). Il croit d'ailleurs que la mondialisation néolibérale, si profitable aux États-Unis, est acceptée par les autres pays du Noyau, car ils voient les États-Unis leur « exporter la sécurité ». En fait, Barnett va plus loin, car il transforme les États-Unis en un État de

¹⁸ Pour une présentation étayée de la cartographie « impériale » des États-Unis, voir le texte « The Pentagon's New Imperial Cartography : Tabloid Realism and the War on Terror » présenté par Simon Dalby en mars 2005 à la réunion annuelle de l'International Studies Association, à Honolulu : [disponible en ligne] <<http://www.carleton.ca/~sdalby/papers/DalbyISA2005paper.pdf>>.

sécurité globale et les voit comme ceux qui doivent tracer et cartographier les frontières de la mondialisation. Sa cartographie du monde en un Noyau et un Fossé sert la cause des États-Unis qui voient leur géopolitique de la terreur minimisée face à la non intégration du Fossé dans le Noyau. Il dote ainsi les États-Unis d'un droit à l'intervention militaire dans le Fossé « in the name of global security » (Sparke, 2005 : 280). À mesure que le Fossé s'amenuisera, la sécurité globale du système sera garantie par l'État-administrateur que devraient être, selon lui, les États-Unis. Cela sera possible parce que

when we see countries moving toward the acceptance of globalization's economic rule sets, we should expect to see commensurate acceptance of an emerging global security rule set – in effect, agreement on why, under what conditions, war makes sense. Where this global security rule set spreads and finds mass acceptance, the threat – by definition – will diminish (Barnett, 2004 : 26).

Pour Barnett, la sécurité nationale des États-Unis va inexorablement de pair avec la mondialisation économique néolibérale¹⁹.

4.2 La cartographie impériale américaine

Lorsqu'on compare les idées de Barnett avec plusieurs des idées contenues dans les stratégies sécuritaires et militaires américaines, on note des ressemblances frappantes. La stratégie de sécurité nationale de 2002 de l'administration Bush énonce sans détour que l'objectif central des États-Unis est de garantir « political and economic freedom, peaceful relations with other states, and respect for human dignity » et que cela « help make the world not just safer but better » (SSN, 2002 : 1). Elle dit aussi que « market economies, not command-and-control economies with the heavy hand of government, are the best way to promote prosperity and reduce poverty » et qu'« [a] strong world

¹⁹ S'il demeure qu'il est un phénomène assez récent que la politique étrangère économique soit articulée à travers le langage sécuritaire, il ne faut pas croire pour autant que la mondialisation économique n'a pas été envisagée dans un rapport dialectique avec la sécurité nationale américaine auparavant. Il faut ainsi prendre en compte le contexte de la guerre froide avant de poser un jugement définitif. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à se pencher sur les débats des premières heures de la guerre froide au sein des institutions de sécurité nationale du gouvernement américain quant à la préparation militaire et économique de la nation (voir Hogan, 1998 : 119-314). Il demeure cependant un fait avéré que la mondialisation économique n'est que depuis peu considérée comme un problème sécuritaire par la gouvernamentalité étatique des États-Unis (Higgott, 2004 : 147-75).

economy enhances our national security by advancing prosperity and freedom in the rest of the world » (SSN, 2002 : 17). L'administration Bush dit vouloir augmenter de 50% le montant de l'assistance économique américaine aux pays en développement et d'« [o]pen societies to commerce and investment », où il est toutefois entendu que « most money for development must come from trade, domestic capital, and foreign investment » (SSN, 2002 : 21-22). Une vision géoéconomique néolibérale ne peut être plus claire et les rapprochements avec la géopolitique libérale sécuritaire de Barnett sont indéniables. En fait, la stratégie de sécurité nationale indique clairement « that one cannot understand the contemporary security practices of the United States without carefully analysing its relationship to the production of a neoliberal economic world order » (Varadarajan, 2004 : 329). Il apparaît alors indispensable de voir la projection de la puissance des États-Unis en mettant en lien l'exceptionnalisme manifeste (lire *l'impérialisme*) qui les caractérise et la mondialisation néolibérale qui leur a permis de constituer et de consolider leur puissance stratégique globale dans les affaires mondiales. Dans cette thèse, nous nous efforçons donc de montrer comment le débat sur la sécurité nationale exprime encore aujourd'hui, dans le cadre de la Guerre contre la terreur, cette géopolitique libérale sécuritaire. La toute dernière stratégie de sécurité nationale de 2006 souligne d'ailleurs combien l'administration Bush est engagée dans une stratégie géopolitique globale libérale sécuritaire qui vise à lier sécurité, économie et développement :

In recent years, the world has witnessed the growing importance of a set of opportunities and challenges that were addressed indirectly in National Security Strategy 2002 : the national security implications of globalization [...]. Globalization has also helped the advance of democracy by extending the marketplace of ideas and the ideals of liberty. These new flows of trade, investment, information, and technology are transforming national security. Globalization has exposed us to new challenges and changed the way old challenges touch our interests and values, while also greatly enhancing our capacity to respond (SSN, 2006 : 47).

Contrairement à plusieurs thèses déclinistes, marxistes notamment, qui affirmaient le déclin de l'hégémonie américaine dans les années 1970 après le choc pétrolier et la fin du système monétaire de Bretton-Woods, il faut donc plutôt voir comment les forces de la mondialisation néolibérale ont permis à l'impérialisme informel américain de

demeurer, voire de se renforcer (Sparke, 2005 : 311). En ce sens, toute action américaine qualifiée d'impérialiste doit être vue à travers les lunettes du projet identitaire libéral expansionniste sécuritaire américain au préalable (Doyle, 2005 : 39).

On a vu, dans le dernier chapitre, que les néoconservateurs – et la politique étrangère de l'administration Bush *a fortiori* – ont entretenu la vision des États-Unis comme la nouvelle Rome impériale. Cela a également été perçu, par de nombreux analystes marxistes, comme Leo Panitch et Doug Stokes, comme un « renouveau impérialiste » américain (Bender, 2006)²⁰. Ce qu'on comprend ici comme la cartographie impériale américaine – analysée à travers la représentation de Barnett – est associée au discours néoconservateur très influent dans le débat politique américain et auprès de l'administration Bush en particulier. Nous retenons ce faisant l'appellation impériale²¹ pour désigner la cartographie associée à la vision plus réaliste agressive et nationaliste des néoconservateurs, surtout qu'eux-mêmes acceptent l'idée impériale et parce que cela rejoint l'objectif de diffusion globale du libéralisme américain. De plus, cette représentation de la conduite de la sécurité nationale des États-Unis comme étant impériale a notamment été renforcée par la doctrine militaire de préemption/prévention, laquelle procure, selon plusieurs, aux États-Unis une force de dissuasion plus importante que la force de dissuasion traditionnelle pour contraindre les États voyous à

²⁰ L'ouvrage d'histoire comparée de l'historien de la Rome antique de Peter Bender est éclairant ici pour ce que comparaison grossière étaye en termes de limites analytiques entre ces deux « empires » : « L'*imperium romanum* était un empire mondial qui savait où son monde s'arrêtait. [...] Depuis Franklin Roosevelt, les présidents américains ont étendu le pouvoir de l'Amérique à tous les continents, mais les frontières de ce pouvoir, quoique jamais tracées, ont toujours existé et existent toujours. [...] Comme l'*imperium* romain, l'*empire* américain ne peut donc englober qu'une partie du monde. Dans un cas comme dans l'autre, cependant, la prétention à l'universalité a subsisté, et, si elle ne détermine pas la politique au jour le jour, elle peut être mobilisée pour des fins de galvanisation ou de légitimation. [...] Les États-Unis disposent d'une puissance à l'échelle de la planète qu'aucun autre pays n'a jamais eue jusqu'ici. Mais la puissance n'est pas le pouvoir, et le monde d'aujourd'hui est trop grand pour obéir à un seul. [...] De même que la République romaine n'a pas survécu aux trop grands efforts qu'exigeait son empire mondial, de même l'Amérique doit prendre garde à ce que sa puissance ne l'amène à se perdre dans le monde. Jusqu'à présent, et il y a là une certaine cohérence, les États-Unis se sont contentés d'un *informal empire*. C'est vraisemblablement la seule forme sous laquelle un empire peut subsister aujourd'hui » (Bender, 2006 : 307-308, 326-327).

²¹ Simon Dalby fait d'ailleurs à merveille la critique de la position de Barnett sur l'empire, notamment en le reliant aux idées défendues dans *Empire* et *Multitude* par Michael Hardt et Antonio Negri (2000 et 2004) (Dalby, 2005 : 6).

agir selon leur bon vouloir, car il y aura toujours la crainte d'une possible intervention. Par conséquent, l'argumentation de Barnett a pour effet de légitimer la Guerre contre la terreur menée par les États-Unis – la cartographie impériale – au nom du maintien de l'ordre global libéral sous le leadership américain. C'est dans cet esprit qu'il faut inscrire la nouvelle cartographie de la terreur du Pentagone dans un ordre mondialisé. Il n'y a plus de « Tiers »-Monde, seulement un « Fossé non intégré » appelé à disparaître. Dans la terminologie cartographique du Pentagone, ce Fossé devient cependant un « Arc d'instabilité ». La Stratégie militaire nationale de 2004 mentionne dès ses débuts que « [t]here exists an "arc of instability" stretching from the Western Hemisphere, through Africa and the Middle East and extending to Asia. There are areas in this arc that serve as breeding grounds for threats to our interests » (*SMN*, 2004 : 5). S'il n'est pas contre l'idée de l'arc d'instabilité en tant que théorie opérationnelle, il s'oppose à l'utilisation discursive qu'en fait le Pentagone, car elle donne raison à plusieurs critiques des États-Unis.

Ainsi donc, s'il ne faut pas voir Barnett comme « le » stratège du Pentagone, ses idées sont bel et bien devenues celles du Pentagone, dans la géopolitique formelle (dans les cercles décisionnels américains) comme dans la géopolitique populaire (dans la population américaine en général). Comme il l'écrit lui-même :

But seeing the concept get further reduced to just the Arc of Instability and all these negative connotations that phrase conjures around the world... well that just drives me nuts.

You might think I am just being picky or sensitive about the phrase. After all, it probably doesn't appear anywhere outside the Pentagon, right? Wrong. In October of 2003, *U.S. News & World Report* ran a cover story called "Global Cops : Inside the Pentagon's New Plan to Police the World's Most Dangerous Places." Inside was a two-page map that reproduced my Non-Integrating Gap exactly as it was drawn for the *Esquire* article. I was listed in the credits – good for my ego. But the phrase arching across the familiar shape read "Arc of Instability" (Barnett, 2004 : 183).

C'est comme si les États-Unis n'avaient fait la guerre en Irak que pour le pétrole, comme si « America is only interested in getting what it wants, not what the Gap as a whole really needs. As usual, the Pentagon focuses just on the bad to be prevented or eliminated, not the good to be generated in its place. That's what you get when you think of war strictly within the context of war, instead of considering it within the

context of everything else » (Barnett, 2004 : 185). Il est cependant conscient que « all grand strategy is ultimately reductionist: you take this gigantically complex world and reduce it down to a few key concepts and principles to guide your foreign policy » (Barnett, 2004 : 183).

Cette divergence que Barnett perçoit entre la stratégie de sécurité nationale et la stratégie militaire nationale censée la supporter, entre la cartographie et la stratégie globales qu'il propose et ce qu'il voit le Pentagone en retenir, est partie intégrante du débat politique au sein de l'État de sécurité nationale que sont les États-Unis depuis 1945. Ce débat rend compte des efforts de conciliation entre la militarisation et la globalisation de la politique étrangère des États-Unis et de l'équilibre à atteindre dans les considérations économiques et sécuritaires d'une stratégie militaire (Hogan, 1998 : 465 et 474). C'est là le propre de la stratégie géopolitique libérale sécuritaire proposée au sein du projet identitaire américain dans la phase de puissance globale américaine; cette géopolitique libérale sécuritaire sera, par la suite, constamment réaffirmée par le régime gouvernemental de sécurité nationale, animant le sempiternel débat sur ce qui doit primer, la sécurité ou l'économie, la puissance militaire ou économique, la géopolitique ou la géoéconomie. Au-delà de tout, ce débat récurrent illustre parfaitement l'apparente contradiction, qui n'est en fait pas une, entre les visions géopolitiques libérales globalistes (qui misent davantage sur la mondialisation du capital et de l'économie et les institutions internationales) et réalistes (qui mettent davantage l'accent sur la puissance militaire relative et le pouvoir d'influence des États-Unis sur la scène mondiale) qui ont animé les débats politiques de la stratégie globale américaine depuis 1945. Ce sont ni plus les deux côtés d'une même médaille, à savoir la volonté de domination globale libérale américaine, qui a penché d'un côté ou d'un autre selon les circonstances et les acteurs du moment.

Cette géopolitique libérale sécuritaire est donc servie par une posture militaire préventive, par la primauté militaire des États-Unis, par une mondialisation néolibérale qu'ils dominent, ainsi que par un ordre global que les néoconservateurs et une majorité

des élites de sécurité nationale veulent voir les États-Unis dominer à titre de gestionnaires (Sparke, 2005 : 277). La position de Barnett ne se veut en ce sens pas très éloignée de la position de la souveraineté schmittienne d'un Robert Kagan, qui soutient que la réalité politique impose aux États-Unis de mettre en jeu la puissance, quitte à violer certaines normes : ce double standard américain – enjoindre les autres États à respecter les règles du droit international tout en se réservant le droit de les transgresser pour assurer la stabilité de l'ordre international – s'avère une nécessité systémique (Kagan, 2004 : 113-143). Comme Barnett, le néoconservateur Kagan est pour la promotion d'un ordre international compatible avec les valeurs et les intérêts des États-Unis – donc un ordre libéral – et la défense contre les obstacles immédiats à la constitution de cet ordre (Kagan, 2002-2003 : 136). Tous deux acceptent l'exceptionnalisme américain et souscrivent à une stratégie globale libérale sécuritaire. Avec une géopolitique libérale sécuritaire, on voit ainsi la vision géoéconomique néolibérale d'une liberté d'entreprise et de marché associée à une vision géopolitique expansionniste pour produire un ordre global qui comprend la défense et la diffusion de la démocratie, la protection des libertés individuelles et de commercer ; c'est là le projet identitaire américain libéral qui prend forme après 1945 avec l'imaginaire de la sécurité nationale. Barnett associera ainsi le destin de la mondialisation comme projet économique et politique et comme développement historique avec le destin des États-Unis :

America serves as the ideological wellspring for globalization. These *United States* still stands as its first concrete experiences. We are the only country in the world purposely built around the ideals that animate globalization's advance : freedom of choice, freedom of movement, freedom of expression. We are connectivity personified. Globalization is this country's gift to history – the most perfectly flawed projection of the American Dream onto the global landscape. [...] In short, *we the people* needs to become *we the planet* (Barnett 2004 : 50; original emphasis).

4.3 De l'État de sécurité nationale à l'État de sécurité globale?

Lorsqu'on s'arrête à l'esprit et à la rhétorique employée dans le régime discursif de l'administration Bush dans sa politique étrangère après le 11 septembre 2001 et dans sa stratégie de sécurité nationale et sa stratégie militaire nationale notamment, on peut voir

une vision de la stratégie globale américaine qui s'inscrit dans une « general discursive strategy that demarcates a civilised American way of life from the foreign and deadly intersection of “envy” and “pathology” » (Loeppky, 2004 : 87) et qui met en relief une compréhension dichotomique de la terreur terroriste en termes de civilisation/barbarie, eux/nous et bien/mal. On décèle une volonté de faire des États-Unis un État de sécurité globale, qui serait en charge de la sécurité de *l'humanité*, alors qu'on parle d'une victoire totale sur le mal absolu, ce qui ne pourrait théoriquement survenir que si les États-Unis avaient le contrôle absolu de la planète et pouvaient en assurer la sécurité (Der Derian, 2003 : 25; Dalby, 1998 : 303). C'est pourquoi un cadre géopolitique critique nous invite à repenser les pratiques des cartographes comme Barnett et aller « where the signs say not to : the edge of the map » (Der Derian, 1998 : 262).

Cela va plus loin lorsqu'on s'arrête sur la priorité donnée par la stratégie de sécurité nationale envers la sécurité intérieure, alors que la conception du territoire national, avec la menace terroriste globale, atteint, discursivement du moins, des proportions planétaires : « the American homeland is the planet »²². Sachant que les États-Unis recherchent explicitement une « domination tous azimuts » en ce qui a trait aux opérations militaires et à la maîtrise des espace-batailles (*full spectrum dominance across the range of military operations*) (SMN : 3), lorsqu'on consulte le Plan de commandement unifié d'octobre 2002 (qui a redessiné et réorganisé les commandements de combat et fonctionnels des forces armées des États-Unis), on saisit pleinement ce que cela peut signifier²³. Si aujourd'hui, la cartographie globale des zones à protéger pour assurer la sécurité nationale ne cadre pas avec les capacités nationales, en sachant que les États-Unis ont historiquement eu tendance à avoir une foi quasi-aveugle en la technologie dans leur entreprise de construction nationale (*nation-*

²² Comme nous l'avons souligné en introduction, dans le rapport de la Commission du 11 septembre, il est écrit : « In this sense, 9/11 has taught us that terrorism against American interests “over there” should be regarded just as we regard terrorism against America “over here.” In this same sense, the American homeland is the planet » (9/11 Commission, 2004 : 362).

²³ Le Plan de commandement unifié est disponible [en ligne] sur le site du département de la Défense des États-Unis : <<http://www.defenselink.mil/specials/unified/>>.

building) et que la supériorité technologique et la croyance en celle-ci ont été des éléments déterminants dans leur expansionnisme étatique, les États-Unis déploieront, comme ils l'ont fait auparavant dans l'histoire, les moyens technologiques pour pallier la situation (Adas, 2006 : 6).

En devenant un État de sécurité globale, les dirigeants du régime gouvernemental de sécurité nationale croient que les États-Unis auront la maîtrise stratégique des espaces communs que sont les eaux internationales, l'espace aérien, l'espace aérospatial et le cyberspace, tout en pouvant assurer la maîtrise des lignes de communication globale et un accès sécurisé aux zones stratégiques (*SMN* : 1). Pour plusieurs, la discussion autour de l'espace global et de la sécurité globale signifie qu'on parle d'enjeux *globaux*, qui affectent l'ensemble de la planète. En fait, souvent, le discours pour la sécurité globale dissimule une prétention de parler *pour* la planète et l'humanité, dans le discours stratégique américain notamment. Dans le contexte de la stratégie astropolitique, il est cependant davantage question d'une position très locale – une préoccupation américaine (Dalby, 1998 : 301). Comme l'explique Simon Dalby, la représentation du globe dans cette version très étriquée sert plutôt de faire-valoir pour se donner une légitimité universelle, l'emploi du terme global servant à représenter « l'environnement global » dans un contexte discursif où « “global” suggests the problem is a matter of wider responsibility » (Dalby, 1998 : 304). Les politiques vendues par la rhétorique de la sécurité globale – surtout dans l'Espace – sont vues comme des moyens de se donner une base morale supérieure universelle pour agir (Dalby, 1998 : 307). Il faut se demander c'est le globe et la sécurité *de qui* que le discours de la sécurité globale cherche à préserver, surtout que traditionnellement, on avait associé l'épithète à la fin de la guerre comme danger pour les humains. Dans cette logique qui pense l'espace global comme une grande communauté humaine, on passe de la sécurité nationale à la sécurité globale – en ne laissant pas tomber la souveraineté, cependant. Cela pose évidemment la question des moyens et des sacrifices que les États-Unis sont prêts à accepter et que leur population acceptera en retour. C'est une question qui se posait

déjà à propos des institutions du *national security state* dans les premières années de la guerre froide et sur laquelle un consensus était impossible²⁴. Avec l'amélioration des technologies de surveillance à l'échelle globale, on en est ainsi venu à une vision de la sécurité du globe dans sa prétention à la connaissance objective par le fait de voir le globe et de le représenter. La construction identitaire des États-Unis comme un État de sécurité globale pose en ce sens les mêmes problèmes, mais de façon beaucoup plus importante.

Si cela semble encore lointain ou futuriste, il n'en demeure pas moins que ces volontés se trouvent dans les stratégies sécuritaires et militaires actuelles des États-Unis et dans la nouvelle cartographie du Pentagone – comme on a pu l'explorer ici à travers celle de de Barnett. Ce dernier parle effectivement des États-Unis comme les gestionnaires du système mondial à l'image d'un gestionnaire de réseaux informatiques (Barnett, 2004: 310). Selon lui, cette idée des États-Unis comme État de sécurité globale se traduit par une transformation des forces armées des États-Unis en une sorte de force policière et de maintien de la paix pour le système global lorsqu'elles agiront dans le Noyau (*Sys Admin force*) et en un État-Leviathan lorsqu'elles agiront dans le Fossé non intégré pour mener la Guerre contre la terreur et des opérations de combat afin d'accomplir la mondialisation néolibérale qui connectera tout le globe (Barnett, 2004 : 369-370). De combler le « déficit sécuritaire » en l'exportant aux pays du Fossé amènerait la paix et la prospérité mondiale dont la mondialisation serait porteuse (selon les stratégies sécuritaires et militaires des États-Unis et Barnett, il va sans dire). La liberté de tous viendrait donc de la sécurité globale qu'apporteraient les États-Unis si

²⁴ En 1949, un débat entre Edwin Nourse et Leon Keyserling au sein du Conseil économique du président (*Council of Economic advisers*) a porté sur les limites à imposer aux dépenses militaires consacrées à la sécurité nationale pour soutenir les responsabilités globales des États-Unis pour ne pas s'aliéner l'appui de la population et s'assurer de ne pas nuire à l'économie et à la productivité nationales. Pour Keyserling, la considération d'un sacrifice national et de l'appui de la population importait peu tant que l'économie nationale allait bien. Pour Nourse, les dirigeants devaient expliquer les sacrifices nationaux à faire pour le bien de la sécurité nationale et cela voulait dire que « they should not ask for more than people were able to give or place unreasonable demands on the country's economic and political system » (Hogan, 1998 : 279).

leurs dirigeants et stratèges en venaient à comprendre le lien central entre l'économie et la sécurité dans la mondialisation néolibérale dirigée par les États-Unis.

5. Conclusion : La géopolitique libérale sécuritaire et la stratégie globale américaine dans la Guerre contre la terreur

À l'apogée de la guerre froide, avec le NCS-68, la défense nationale américaine cessait d'être définie en des termes purement militaires visant à assurer la sécurité physique des Américains pour défendre et promouvoir les valeurs et les intérêts américains (Weigley, 1973 : xix). Si la fin de la guerre froide n'a pas amené la création d'un équivalent au NSC-68 pour orienter la politique de sécurité nationale, les événements du 11 septembre 2001 ont fourni cette opportunité. La stratégie de sécurité nationale de 2002 et la stratégie militaire nationale de 2004 ont ainsi permis aux stratèges américains de capitaliser sur une nouvelle menace structurante, le terrorisme global d'inspiration islamiste, pour renouveler leur discours sécuritaire d'un Autre de qui il faut se protéger et qui justifie l'imposition de mesures de protection de l'ordre politique et de ses institutions qui vont à l'encontre des libertés civiles individuelles. On voit cependant l'image des États-Unis comme un « *national security state* » être remplacée de plus en plus par celle faisant des États-Unis un État de sécurité globale. Hier, c'était les communistes soviétiques, aujourd'hui, ce sont les terroristes islamiques qui gravitent autour de la nébuleuse d'Al Qaïda.

Dans ce chapitre, nous avons pour objectif de décoder la cartographie du Pentagone associée à la Guerre contre la terreur menée par les États-Unis afin de pouvoir en arriver à comprendre dans la dernière portion de la thèse, comment la stratégie astropolitique américaine allait être modifiée par le contexte de la Guerre contre la terreur au point de préparer la guerre spatiale. Par conséquent, nous avons, en premier lieu, exposé la naturalisation de la réalité politique des cartes géopolitiques servant à l'action militaire et stratégique américaine depuis la Deuxième Guerre mondiale (Behnke, 1999 : 90). En appliquant cette stratégie à la pensée de sécurité nationale américaine de l'après-11 septembre, notre approche voulait s'interroger sur la

façon dont les États-Unis gèrent le terrorisme global en menant leur Guerre contre la terreur et sur son impact sur leur politique identitaire. Nous avons ainsi exploré les effets d'une mentalité de sécurité nationale dans la gouvernementalité étatique des États-Unis avec la nouvelle cartographie bâtie autour de la menace terroriste globale en mettant en exergue l'émergence d'une conception identitaire centrée sur un État de sécurité globale. En second lieu, nous voulions rendre compte de la révolution sécuritaire centrée sur le territoire nationale induite par les attentats du 11 septembre 2001 dans la gouvernementalité américaine, ainsi que de l'insertion de la doctrine de l'*homeland security* sur la production stratégique sécuritaire américaine dans le cadre de la Guerre contre la terreur. En dernier lieu, question de nous aider à décoder la planification stratégique des États-Unis dans le cadre de la Guerre contre la terreur, nous nous sommes servis du best-seller de l'ex-professeur du *US Naval War College* Thomas Barnett, *The Pentagon's New Map*. Si nous avons mis autant l'accent sur ce livre, c'est d'abord parce qu'il a eu une popularité impressionnante, autant dans la géopolitique formelle (les élites de la sécurité nationale américaines) que dans la géopolitique populaire (la population américaine). Ensuite, la cartographie globale de l'ordre mondialisé qu'il propose pour les États-Unis et ses idées défendues sont si nationalistes et font preuve d'une telle foi en la destinée manifeste des États-Unis d'être les gestionnaires du système économique et sécuritaire global qu'il nous apparaissait indispensable d'engager *The Pentagon's New Map* pour décoder la nouvelle stratégie globale américaine de la Guerre contre la terreur, tant les parallèles entre son analyse et la conduite actuelle des États-Unis sont nombreux. Enfin, étant donné la vision si réductrice des complexités et de la violence dans lesquels vivent les humains des pays et populations du Fossé non intégré et de la complaisance exprimée vis-à-vis les actions violentes des pays du Noyau, des États-Unis notamment, nous devons nous arrêter sur la défense de la guerre comme relation sociale normale et comme solution aux problèmes de ce monde promue par les stratégies sécuritaires et militaires de l'administration Bush (Dalby, 2005 : 13). À cette fin, *The Pentagon's New Map* a été

un précieux outil discursif pour mieux faire ressortir les discours géopolitiques ayant guidé la nouvelle cartographie du Pentagone.

Somme toute, en mettant en exergue le discours géopolitique libéral sécuritaire ancré dans un régime discursif de l'abjection de la terreur, c'est-à-dire de la *Guerre* contre la terreur, nous voulions démontrer comment la planification de la Guerre contre la terreur menée globalement par les États-Unis et la discussion qui en découle constituent un mélange complice, quoique contradictoire, de sentiments géopolitiques et de postulats géoéconomiques, des contradictions rendues intelligibles en tant que contradictions de l'impérialisme comme exceptionnalisme manifeste américain toujours tiraillé entre l'emploi de la force militaire et la promotion d'un capitalisme mondialisé et interdépendant (Sparke, 2005 : 283). Au-delà de tout, c'est en articulant les similitudes entre les stratégies sécuritaires et militaires de la Guerre contre la terreur des États-Unis et *The Pentagon's New Map* qu'il nous a été possible d'en venir à nous demander, à l'instar de James Der Derian, « what's a full-spectrum dominance of the battle space? » (Der Derian, 2003 : 20). À quoi cela peut-il bien servir lorsque la majeure partie de l'humanité vit toujours les affres du néocolonialisme, non pas parce qu'elle ne veut pas s'intégrer à la mondialisation en tant que telle, mais parce que la mondialisation *néolibérale*, moussée par les actions d'individus et d'agents venant du Noyau et du Fossé, l'a contrainte à vivre en marge et à ne même pas avoir le minimum pour survivre. Le salut de l'humanité censé venir de la mondialisation accrue de l'économie et de la sécurité que la « guerre contre la terreur » permet aux États-Unis de revigorer donne sans contredit une saveur mièvre à la sécurité globale que promet la stratégie globale des États-Unis.

Dans l'ordre mondialisé et dans l'après-11 septembre, les États-Unis, en tant que régime gouvernemental de sécurité nationale pensant désormais son action au nom de la sécurité globale, ne sont pas tant l'empire de la liberté de Jefferson que le producteur (d'une certaine idée) de la sécurité globale, où liberté rime avec sécurité : « If America

as a teleology of freedom is one metanarrative constitutive of the American state, so is its function as a *provider of security* – one that is, however, *perpetually insecure* » (Burke, 2005 : 327; c'est nous qui soulignons). Dans ce discours, les États-Unis ne « peuvent » échapper à « leur » identité ni se dérober de « leur » responsabilité d'être les « leaders du monde libre », ou en d'autres mots, les gardiens de la liberté et de la démocratie à l'échelle globale qui peuvent agir comme les souverains globaux par défaut. Le discours qui insiste sur la préservation de la souveraineté de l'État pour assurer la sécurité nationale américaine en employant le langage de la *sécurité globale* a besoin de cet état d'insécurité – et cette sécurité sera toujours à venir, incomplète, une promesse qui ne peut être remplie. Les actions des États-Unis seront donc légitimées du fait qu'elles sont posées au nom de la défense globale de la liberté et de l'humanité.

Cette vision, qui épouse les traits de la cartographie de la terreur menée par l'administration Bush, prend dans l'Espace tout son sens, alors que l'Espace comme espace à sécuriser réfère à un espace extérieur, *assurément* dangereux. La dernière portion de la thèse s'attaque justement à retracer et à comprendre le changement opéré par une influence néoconservatrice dans la construction des États-Unis comme un État de sécurité globale, comme un empire à l'action globale, dont les frontières nationales atteignent le globe en ce qui a trait à sa sécurité dans un contexte de Guerre contre la terreur. En questionnant l'utilité d'un discours sécuritaire axé sur la sécurité intérieure et en se demandant quelles sont les conceptions de la « Politique Étrangère » (dans le sens entendu par Campbell) que le concept d'*homeland* suggère (Kaplan, 2003 : 86)²⁵, la nouvelle stratégie astropolitique de domination globale de l'Espace s'avère, par conséquent, un excellent cas pour examiner l'adaptation du régime gouvernemental de

²⁵ Comme l'écrit Amy Kaplan: « The notion of domestic policy makes sense only in opposition to foreign policy, and, uncoupled from the foreign, national issues are never labeled domestic. The idea of foreign policy depends on the sense of the nation as a domestic space imbued with a sense of "at-homeness," in contrast to an external world perceived as alien and threatening. Reciprocally, a sense of the foreign is necessary to erect the boundaries that enclose the nation as home. Another question, then, is, in reimagining America as the homeland, what conceptions of the foreign are implicitly evoked? What is the opposite of homeland? Foreign lands? Exile? Diaspora? Terrorism? » (Kaplan, 2003 : 86).

sécurité nationale américain au contexte de la Guerre contre la terreur.

PARTIE C

LE DÉBAT ASTROPOLITIQUE AMÉRICAIN

CHAPITRE 6

GÉNÉALOGIE DE LA PUISSANCE MILITAIRE SPATIALE DANS LE DISCOURS STRATÉGIQUE AMÉRICAIN SUR L'ARSENALISATION DE L'ESPACE ET LA PRÉPARATION À LA GUERRE SPATIALE

***L'Astropolitik* comme stratégie de domination globale dans la Guerre contre la terreur**

If we do not expend the thought, the effort, and the money required, then another and more progressive nation will. It will dominate space and it will dominate the world.

- Lt Gen James H. Doolittle

The United States should grab this vital territory now, when there's no real competition for it. Once we're there, we can make sure the entry cost for anybody else wanting to achieve space control is too high. Whoever takes space will dominate Earth.

- Everett C. Dolman

L'une des raisons pour s'intéresser au cas de l'Espace, c'est que, du propre aveu de plusieurs membres du régime gouvernemental de sécurité nationale américain, « la puissance spatiale représente l'avantage asymétrique décisif de l'Amérique » (Teets, 2006) et il ne fait plus de doute, surtout depuis l'administration Bush et le règne de Rumsfeld comme secrétaire à la Défense, que le programme spatial américain est un des points centraux de la stratégie de sécurité nationale des États-Unis. Comme l'affirme l'un des anciens hauts responsables de l'approvisionnement en ressources militaires spatiales dans la première administration de George W. Bush, Peter Teets¹,

¹ Ancien Agent exécutif du département de la Défense, Peter Teets élaborait, coordonnait et intégrait les plans et les programmes portant sur les systèmes spatiaux, ainsi que tous les principaux programmes de

dans l'édition d'août 2006 de la revue *Air & Space Power Journal* de la Communauté de la Défense des États-Unis : « Les systèmes spatiaux sont inextricablement incorporés à la structure de sécurité nationale des États-Unis » (Teets, 2006). Pour les élites astropolitiques, il semble ainsi que la question de l'arsenalisation de l'Espace ne soit plus problématique et soit consensuelle au sein de la machine de guerre américaine, comme le laisse entendre cet éditorial du *Air & Space Power Journal* de l'été 2007 :

Le débat sur l'utilisation des armes spatiales est largement entamé et rares sont aujourd'hui les responsables américains qui se posent encore des questions sur l'apport du spatial en matière de défense et notamment dans la lutte contre le terrorisme. L'espace fait désormais partie intégrante de la panoplie du combattant américain. L'utilisation des moyens spatiaux, et le développement d'armes « spatiales » sont de fait intégrés dans la stratégie de défense des États-Unis (Éditorial, 2006).

C'est également ce qu'affirme Theresa Hitchens, du *think tank Center for Defense Information* :

Many American military and political leaders are convinced that, given the dissemination of technology, warfare in space is unavoidable, and that it is thus necessary for the United States to be prepared to conduct and win wars in space. "I believe that weapons will go into space. It's a question of time. And we need to be at the forefront of that", Pete Teets, undersecretary of the Air Force and director of the National Reconnaissance Office, told a 6 March 2002 conference in Washington. While Teets, who is now the Pentagon's lead official for procurement of space programmes, was careful to say that no policy decision to put weapons in space has yet been made, his views reflect a consensus among top Air Force leaders—and indeed, among military officials across the board. Again, the prevailing wisdom in all branches of the services is that "conflict in space is inevitable" (Hitchens, 2003 : 18).

En toute logique de continuité avec ce que nous avons soutenu jusqu'ici, il nous faut évidemment revoir cette « naturalisation » de la stratégie militaire spatiale américaine qui s'insérerait sans heurt aucun dans la stratégie de sécurité nationale de domination globale américaine. Nous sommes évidemment intéressés à rendre compte du contexte particulier de la culture du régime gouvernemental de sécurité nationale comme contexte constitutif des conditions de possibilité de l'arsenalisation de l'Espace et de la préparation à la guerre spatiale comme allant dans le « cours normal » des choses. Pour

défense spatiale du département de la Défense. Sous-secrétaire de l'armée de l'Air en 2002 et directeur du Bureau de la reconnaissance officielle, ce qui en faisait le responsable de l'acquisition et de l'exploitation de tous les systèmes de reconnaissance et de renseignement américains basés dans l'espace, il est aussi un ancien Président et directeur de l'exploitation de la société Lockheed Martin Corporation, position qu'il occupa de 1997 à 1999 – ce qui rappelle l'importance du complexe militaro-industriel dans le régime gouvernemental de sécurité nationale, notamment pour ce qui a trait à l'Espace (Teets, 2006).

ce faire, nous retraçons les origines du *space power* américain aux premières heures de la guerre froide avant de procéder à la généalogie de la puissance militaire spatiale américaine qui conçoit l'Espace comme champ de bataille et qui prépare l'arsenalisation de l'Espace. Dans ce chapitre, nous examinons de plus près les parallèles entre la politique spatiale nationale actuelle et la suprématie navale mahannienne en réarticulant la question de la liberté de l'Espace à travers l'analogie avec la liberté des mers. L'objectif poursuivi ici n'est pas, nous le rappelons, de défendre la stratégie militaire spatiale américaine de contrôle et de domination unilatérale de l'Espace, mais bien d'exposer la logique discursive et le contenu de la géopolitique américaine dans l'Espace en élaborant une « astropolitique critique ». Nous mettons en relation la logique de réponse militaire propre au régime gouvernemental de sécurité nationale avec le débat sur la puissance militaire spatiale américaine. Nous illustrons comment la logique est reliée à un discours et à des institutions qui fournissent les conditions de possibilité permettant d'expliquer l'évolution du débat astropolitique américain sur l'arsenalisation spatiale. C'est donc en considérant la stratégie globale américaine de domination globale libérale sécuritaire que nous allons articuler l'évolution de ce débat américain dans le contexte de la Guerre contre la terreur.

1. Les origines du *space power*

1.1 De la Rand au Spoutnik

En voulant comprendre l'apparition du *space power* dans la stratégie globale américaine, il faut retourner aux débuts de la guerre froide et à l'instance cruciale qu'est la *Rand Corporation*. La *Rand Corporation* est certainement l'institution archétypique de la guerre froide. Elle a en effet joué un rôle politique et stratégique central, dans la planification stratégique notamment². Pour nous qui nous intéressons à

² Outre la recherche sur la puissance militaire spatiale au sein du *Project Air Force*, la RAND s'est surtout fait connaître pour son travail de science comportementaliste appliquée et liée aux théories de la modernisation par l'analyse de systèmes. C'est ainsi qu'elle a créé le système PPBS, à savoir le « *planning, programming and budgeting system* » qui a servi au « Whiz Kid » du secrétaire à la Défense

l'élaboration de la stratégie militaire spatiale américaine, laquelle suit de près le développement de la stratégie militaire aérienne (Schmitt, 2001; Carroll, 2006) et de la stratégie nucléaire (Freedman, 1983; Payne, 1999), il s'avère évident que cette institution a joué un rôle-clé dans ses premiers balbutiements. Bien que nous ayons spécifié d'entrée de jeu dans l'Introduction que cette thèse ne s'intéressait pas aux rôles politico-idéologico-culturels des *think tanks* aux États-Unis, elle les prend néanmoins en compte parce qu'ils se sont révélés des rouages importants du régime gouvernemental de sécurité nationale américain. Il va également sans dire que certains *think tanks* le sont davantage que d'autres. Aussi, nous ne cherchons aucunement ici à prouver l'influence des *think tanks* sur la politique étrangère ou encore à les étudier de façon comparée. Notre ambition se restreint à une volonté d'illustrer l'influence – non quantifiable – de certains *think tanks* dans le débat astropolitique américain par leur participation au régime gouvernemental de sécurité nationale, non pas d'établir un lien de causalité précis. De toute façon, comme l'explique Don Abelson dans *Do Think Tanks Matter ? Assessing the Impact of Public Policy Institutes*, il est difficile de déterminer dans quelle mesure les *think tanks* ont influencé l'opinion publique et la politique du gouvernement (Abelson, 2002).

1.2 La RAND et le *space power*, une relation durable

Le projet de création de la RAND est mis en branle en décembre 1945 et c'est en mars 1946 que la RAND voit le jour en tant que division quasi-indépendante au sein de la compagnie d'aéronautique Douglas (*Douglas Aircraft Company*). On peut effectivement dire que c'est une relation quasi-naturelle qui a fait de la RAND un des rouages importants du développement du *space power*. C'est le 14 mai 1948, à Santa

sous John F. Kennedy et Lyndon B. Johnson, Robert McNamara, pour la désastreuse campagne de bombardement stratégique au Vietnam, mais qui est surtout devenu le standard au sein du gouvernement fédéral en 1965. Deux excellentes études sur la question sont celles de Ron Robin (2001), *The Making of the Cold War Enemy : Culture and Politics in the Military-Intellectual Complex*, et de S.M. Amadae (2003), *Rationalizing Capitalist Democracy : The Cold War Origins of Rational Choice Liberalism*. Dans son étude s'intéressant aux relations entre le développement de la pensée de théorie du choix rationnel et les impératifs du *national security state*, Amadae montre combien la *Rand Corporation* a été un agent-clé de la sécurité nationale et a réorganisé la gouvernamentalité américaine libérale à travers une approche rationaliste (Amadae, 2003 : 27).

Monica en Californie, où était basée la compagnie Douglas, que la RAND devient une organisation à but non-lucratif indépendante.

La RAND est vraiment la première entreprise du genre appelée *think tank* (il y avait d'autres organisations qu'on appellera souvent des *think tanks* qui existaient déjà, le *Council on Foreign Relations* et le *Carnegie Endowment for Peace*, mais c'est avec la RAND qu'apparaît le néologisme désignant ces organisations³). En effet, son travail consiste en la production d'idées et d'analyses, c'est pourquoi on parlera de « laboratoires » ou de « réservoirs d'idées ». Son nom provient de la contraction de l'expression « *research and development* » ou « *R and D* » et son leitmotiv officiel est de « poursuivre et de promouvoir des entreprises scientifiques, éducationnelles et charitables pour le bien-être public et la sécurité des États-Unis » (RAND, page de l'historique; c'est nous qui soulignons). La « blague » veut que RAND signifie « Research And No Development » (Campbell, 2004 : 54). C'est notamment au niveau des idées liées à l'avancement et au développement des technologies que la RAND s'illustre, et elle s'avérera prolifique dans ce domaine. On lui doit d'ailleurs, grâce à l'analyste ingénieur Paul Baran, l'origine de la technologie qui est derrière la création d'Internet (Edwards, 1996; Campbell, 2004 : 57-59). Dans le Project RAND (1946-1976) et maintenant le *Project Air Force* (1976 à aujourd'hui), la RAND a voulu – et au sein de l'appareil de sécurité nationale américain, on a voulu la voir jouer ce rôle – participer au développement de la puissance spatiale militaire américaine : « Who could have predicted, for example, that our research would help lay the foundation for the U.S. space program and for e-mail and the Internet? » (Donald Rumsfeld, Jim Thomson et Brent Bradley in RAND, 1996 : 5).

Il ne faut jamais oublier non plus que c'est à la RAND que sera dessinée et élaborée la stratégie nucléaire américaine et le développement des missiles balistiques intercontinentaux, sous la supervision d'Albert Wohlstetter et de Bruno Augenstein. Le

³ Valerie Campbell souligne que le terme a été utilisé en Grande-Bretagne durant la Deuxième Guerre mondiale et que c'est pour l'appliquer à la mission confiée à la RAND qu'on emploie ce mot aux États-Unis pour la première fois (Campbell, 2004 : 50).

lien a ainsi toujours été clair pour la RAND quant au pouvoir des idées pour structurer la réalité, notamment sur le plan technologique (Campbell, 2004 : 52). C'est d'ailleurs ce que laisse entendre le « partenariat de confiance » exposé dans le livre (issu de la RAND) sur les 50 ans (1946-1996) du *Project Air Force*, « What the founders put in place with Project RAND, and what the Air Force has sustained for the past 50 years, is an institution capable of affecting the fundamental thinking of the Air Force itself—in logistics, acquisition, force employment, strategic policy, cost analysis » (Campbell, 2004 : 8). Pour ceux qui douteraient des liens privilégiés existant entre la Communauté de défense des États-Unis, le gouvernement américain et la RAND, il suffit de faire remarquer qu'en 2005, celui qui présidait ce qu'on pourrait appeler son Conseil d'administration (le *Board of Trustees*), n'était nul autre que le secrétaire à la Défense d'alors des États-Unis, Donald Rumsfeld⁴. Il est peu connu cependant que les premiers travaux de la RAND concernent le développement américain de l'exploration spatiale et son potentiel militaire:

The organization's very first report, "Preliminary Design of an Experimental World-Circling Spaceship," was issued in May of 1946, within months of RAND's creation. It set an immediate precedent, serving as a model of how orchestrated ideas could forcefully shape the development of technology in several different areas. The report was a detailed engineering feasibility study for a proposed satellite. It spelled out why such a vehicle should be developed : Space was the future; the Air Force should consider space its natural habitat; space offered tremendous advantages in reconnaissance, communications, and weather forecasting. It noted that technologies for launching into space, conducting activities in space, and deorbiting were within reach (Campbell, 52).

D'ailleurs, lorsqu'on sait l'importance du lancement de Spoutnik sur l'État américain, il est révélateur de voir combien le premier rapport de la RAND avait visé juste:

"Preliminary Design for a World-Circling Spaceship" was so direct and clear that it jump-started the minds of those within the Air Force who would, in the crucial years to come, push a host of space initiatives through the natural resistance that radical and expensive proposals engender. In a follow-up paper, the RAND analyst James Lipp remarked : "Since mastery of the elements is a reliable index of material progress, the nation which first makes significant achievements in space travel will be acknowledged as the world leader in both military and scientific techniques. To visualize the impact on the world, one can imagine the consternation and admiration that would be felt here if the United States were to discover suddenly that some other nation had already put up a successful satellite." This is, of course, what happened a decade later, when the Soviet Union launched its Sputnik

⁴ On retrouve la liste des membres actuels à l'adresse suivante : www.rand.org/about/organization/randtrustees.html.

satellites. Fortunately, RAND's first report had provoked the developments that let the United States respond quickly after the Soviet Union's initial success in space (Campbell, 2004 : 53).

On pourrait d'ailleurs penser que la culture de la sécurité nationale dont nous avons parlé plus tôt, qui mise sur la préparation militaire permanente et qui nécessite la présence d'un ennemi et une imagination constante des menaces possibles et inimaginables, y est pour quelque chose. Eu égard à la volonté d'influencer la stratégie militaire spatiale, tout en étant indépendante, la RAND a le beau jeu pour pouvoir influencer sur le discours astropolitique américain. Elle a l'avantage de pouvoir travailler en dehors des arcanes du pouvoir gouvernemental (ce qu'on considère de façon usuelle comme le « *thinking out of the box* ») tout en étant impliquée directement dans le processus de réflexion et de production stratégique et politique de la puissance militaire spatiale. Il n'est donc pas du tout innocent que l'US Air Force se tourne, encore aujourd'hui, vers la RAND pour des expertises et des solutions (Rand *Project Air Force, Annual Report 2005*, p. 3)⁵.

1.3 La culture des *think tanks* de sécurité nationale et le débat (secret) astropolitique américain

Nous avons mentionné, dans l'Introduction, que ce qui tient lieu de discours astropolitique américain est constitué par les élites de sécurité nationale qui participent au régime gouvernemental de sécurité nationale et par les professionnels de la puissance militaire spatiale, c'est-à-dire les militaires qui œuvrent dans l'appareil militaire américain et qui sont en charge de développer et de mettre en œuvre la politique spatiale américaine. Ceux qui œuvrent dans les institutions du *national*

⁵ Comme le stipule le dernier rapport annuel du Rand *Project Air Force*, son mandat demeure toujours aussi clair en ce sens : « For nearly 60 years, decisionmakers in the public and private sectors have turned to the RAND Corporation for objective analysis and effective solutions that address the challenges facing the nation and the world. The mission of RAND Project AIR FORCE (PAF), a division of the RAND Corporation and the Air Force's federally funded research and development center for studies and analysis, is to conduct an integrated program of objective, independent analysis on issues of enduring concern to Air Force leaders. PAF addresses far-reaching and interrelated questions : What will be the role of air and space power in the future security environment? How should the force be modernized to meet changing operational demands? What should be the size and characteristics of the workforce? How can that workforce be most effectively recruited, trained, and retained? How should sustainment, acquisition, and infrastructure be streamlined to control costs? » (Rand *Project Air Force, Annual Report 2005*, p. iii).

security state américain et dans les *thinks tanks* intéressés aux questions de défense et de sécurité sont les agents du régime gouvernemental de sécurité nationale qui sont amenés à articuler le débat politique sur l'arsenalisation de l'Espace et sur la préparation à la guerre spatiale. Ce débat se fait surtout dans les méandres secrets du régime gouvernemental de sécurité nationale – alors que le débat public, un espace multispatial, converge surtout dans les médias télévisés⁶ – et sert plus souvent qu'autrement à rallier la population au projet afin de la rassurer plus qu'à l'informer.

C'est à ce niveau que les *think tanks* jouent un rôle crucial, alors qu'ils ont à la fois accès au régime gouvernemental de sécurité nationale – ils participent au débat astropolitique – et en sont la courroie de transmission pour la publicité du projet auprès de la population. Il est clair que cette publicité n'est pas désintéressée et n'est pas nécessairement au service du public américain (elle peut l'être, comme le fait Theresa Hitchens du *Center for Defense Information*) ; elle est plutôt au service de l'État américain. Nous avons souligné que nous voulons montrer l'influence des élites et du discours de la sécurité nationale, qu'on retrouve en partie dans les *think tanks*, mais en ne voulant pas montrer nécessairement une causalité, ni dépeindre un portrait d'une situation qui apparaît déjà comme irréversible. La logique même du régime gouvernemental de sécurité nationale comme matrice fait en sorte qu'une certaine culture sécuritaire rend possible une catégorie de réponses et en occulte d'autres. Les

⁶ Une exception notable, dont nous ne pouvons pas vraiment évaluer l'influence, est le blogue *Spacedebate.org* qu'on retrouve sur la Toile. Il a pour objectif de stimuler le débat sur l'arsenalisation de l'Espace (dans l'objectif avoué de la favoriser). Le blogue est situé au <http://www.spacedebate.org> et, comme son gestionnaire et auteur, Greg Schnippel, l'a voulu, il répond d'un « effort to expand the debate on the weaponization of space through a collaborative wiki-like tool for structured debate on a topic. The project is modeled after Wikipedia, but instead of focusing on developing an encyclopedia it invites users to help edit and expand an 'argument tree' that reflects the various positions in the debate over U.S. military space policy. Users can browse the argument tree or an extensive database of resources, including links to relevant news articles, authoritative quotes, and a comprehensive bibliography of sources ». Il faut d'ailleurs souligner que Schnippel est lui-même un représentant typique de ce qu'on peut appeler la grande communauté des élites de sécurité nationale et du complexe-militaro-industriel, alors qu'il est détenteur d'une maîtrise professionnelle de la *School of Advanced International Studies* (SAIS) de l'Université Johns Hopkins en Relations internationales et études stratégiques et vit à Washington, DC. Il travaille comme analyste sur le contrôle des armements pour le compte d'une industrie militaire.

think tanks ont donc le pouvoir de structurer le débat, de faire accepter – ou de faire rejeter par gouvernement américain – l’arsenalisation de l’espace. C’est aussi pourquoi il est important de s’arrêter à leur production.

Il faut savoir comment les idées sont amenées, font leur chemin dans l’appareil politique et deviennent des projets dans lesquels on investit des sommes importantes d’argent. Ce n’est pas l’objet principal de cette thèse de retracer ce processus politique, surtout qu’il est difficile d’avoir accès à un grand nombre de ces sources, jugées comme relevant de la sécurité nationale, étant classifiées, inconnues ou non disponibles. Nonobstant, nous voulons mettre en relief comment les *think tanks* peuvent contribuer de façon non négligeable au débat stratégique. C’est vraiment un « marché d’idées » et ils ont accès à des élites politiques secrètes et peuvent faire un lien entre le public, le gouvernement et les élites de sécurité. Les stratèges et autres professionnels de la sécurité ont ainsi pu « construire » les menaces et structurer les relations amies-ennemies en étant considérés par les détenteurs du pouvoir politique comme les détenteurs du savoir sur les sources d’insécurité.

À cet égard, ainsi qu’il l’a été soulevé à plusieurs reprises, l’influence néoconservatrice sur les stratégies sécuritaires américaines de l’administration Bush est indéniable et cela l’est d’autant plus en ce qui a trait à la puissance militaire spatiale. Le document stratégique de réforme des forces armées produit en 2000 par l’organisation néoconservatrice *Project for the New American Century* (PNAC) intitulé *Rebuilding America’s Defense* a non seulement servi de bleus (*blueprint*) pour la stratégie de sécurité nationale de 2002, mais il a également largement influencé les conclusions et les recommandations de la Commission sur l’Espace dirigée par Rumsfeld en 2001. La nouvelle politique spatiale nationale met d’ailleurs en application la plupart de ses recommandations. Les conclusions et les recommandations du document du PNAC évoquaient la puissance militaire spatiale comme un objectif clair et fondamental de la stratégie de sécurité nationale, notamment parce que « the emergence of Space as a key theater of war” would make the “control of Space [...] an essential element of

[US] military strategy » (PNAC 2000 : 13, 55). Pour les néoconservateurs, aucune autre voie que l'arsenalisation de l'Espace n'est possible : "[O]ver the longer term, maintaining control of Space will inevitably require the application of force both in Space and from Space, including but not limited to antimissile defenses and defensive systems capable of protecting US and allied satellites [...]" (PNAC, cité dans Huntley, 2005 : 73). Le rôle décisif joué par les idéologues néoconservateurs dans la promotion de l'arsenalisation de l'Espace réside donc dans le processus de formulation des politiques et c'est pourquoi il est essentiel de s'intéresser à la généalogie du *space power* dans la stratégie globale américaine (Grondin, 2006a).

2. Généalogie de la stratégie militaire spatiale américaine

La généalogie de la stratégie militaire spatiale nous ramène à l'ère de la guerre nucléaire et au contrôle des armements, ainsi qu'aux traités régissant l'Espace comme espace militarisé mais non arsenalisé. L'Espace est, aux yeux du droit international, toujours considéré comme un espace et un territoire communs et il épouse en ce sens la réglementation appliquée à l'espace maritime. Si l'Espace est militarisé depuis la guerre froide, jusqu'à tout récemment, il avait été possible de le maintenir comme un espace exempt d'armements et comme un espace à préserver d'une confrontation militaire directe en raison du traité bilatéral sur les systèmes de défense antimissile de 1972 (*Antiballistic Missile Treaty Treaty* ou Traité ABM de 1972) signé par les États-Unis et la défunte URSS (reconduit par la Russie et les ex-républiques indépendantes soviétiques)⁷. À ce titre, l'importance de ce traité qui a permis un équilibre stratégique

⁷ Comme nous avons l'indiqué précédemment, dans cette généalogie du *space power* américain, il est inutile de s'arrêter sur les différents projets de défense antimissiles, parce qu'ils ont justement été pendant longtemps des projets en développements (ils ne sont encore pas tout à fait opérationnels, d'ailleurs). Les projets ont été nombreux au cours des années, depuis l'avènement du Spoutnik (Zajec, 2007). On notera au passage : le programme défensif « Nike Zeus », en 1957, qui prévoyait des intercepteurs de longue portée à charge nucléaire qui seraient en mesure de détruire en vol les missiles visant les États-Unis. Kennedy cherchera à perfectionner les missiles balistiques intercontinentaux et explorera la voie de la défense antimissile. Sous Johnson, un programme nommé « Sentinel » compte installer des silos de missiles intercepteurs autour des villes américaines afin de protéger les grands centres urbains. Le projet avortera en raison d'une protestation populaire. Viendra ensuite le projet « Safeguard » sous Ford, qui consistait en un programme de défense des sites de lancement de missiles intercontinentaux et qui sera

jusqu'à son abrogation en 2002 doit être soulignée. Il est toutefois clair, comme nous l'avons mis en relief dans cette thèse, que la logique de l'administration Bush pour assurer la non arsenalisation spatiale en faisant des États-Unis l'agent qui arsenalise l'Espace est inspirée par la logique reaganienne de la défense contre la menace nucléaire. Le projet d'Initiative de défense stratégique (IDS) de Ronald Reagan voulait en effet prévenir une guerre nucléaire en dotant les États-Unis d'une capacité de défense⁸ (Arquilla, 2006: 221). Évidemment, ce projet de recherche est demeuré en développement toutes ces années et c'est dans son sillon que, sous l'activisme de Donald Rumsfeld dans les années 1990, on a pu aller de l'avant avec une stratégie astropolitique privilégiant l'arsenalisation spatiale *dans le but de contrer l'arsenalisation spatiale*. Toutefois, l'annonce du retrait par les États-Unis du Traité ABM de 1972 en décembre 2001, son abrogation officielle en juin 2002, l'annonce du déploiement officiel d'un système de défense antimissile en décembre 2002 et la nouvelle *Politique Spatiale Nationale* des États-Unis (*National Space Policy*) décrétée par George W. Bush le 31 août 2006 donnent toutes à penser que les États-Unis, au

abandonné – fait à noter que le secrétaire à la Défense d'alors était nul autre que Donald Rumsfeld. Inutile de dire que c'est avec l'IDS de Reagan que la question d'une capacité de défense antimissile globale apparaît. Ses ambitions seront toutefois rapidement réduites et le projet est abandonné en 1991. On procédera ensuite à des projets de défense antimissile de théâtre. On met l'accent sur une capacité de défense opérationnelle sur le terrain qui pourrait intercepter des vecteurs de courte portée lancés par des États « voyous » (l'exemple classique est celui des missiles Scuds irakiens lancés sur Israël durant la Guerre du Golfe de 1991). Clinton modifiera le projet en créant l'Organisation de la défense antimissile balistique, chargée de continuer le développement des défenses antimissile de théâtre. C'est cependant sous la pression de la commission parlementaire présidée par Donald Rumsfeld, répondant aux volontés du Congrès républicain, que le projet de défense antimissile national refait surface. Dans le rapport de juillet 1998, on fait notamment état de la menace prochaine d'un missile nord-coréen qui pourrait éventuellement (dans un délai de cinq ans) toucher le sol américain et la menace d'un missile balistique est désormais évaluée en fonction des capacités des acteurs plutôt que de leurs intentions. À peine un mois après le dépôt du rapport de la Commission Rumsfeld, en août 1998, la Corée du Nord procédait au lancement d'un missile balistique de type Taepo Dong 1. L'engin survola le Japon et s'abîma dans l'océan Pacifique. Il va sans dire que cet essai a touché une corde sensible dans la classe politique américaine et a donné de l'eau au moulin pour ceux en faveur d'un bouclier antimissile. C'est en réponse à ces événements que le Congrès a proposé le *National Missile Defense Act* en 1999 qui prévoyait le déploiement, « as soon as is technologically possible an effective National Missile Defense system capable of defending the territory of the United States against limited ballistic missile attack (whether accidental, unauthorized, or deliberate) ».

⁸ De dire John Arquilla, Ronald Reagan voyait la défense antimissile comme un moyen plus éthique que la logique du MAD en cas d'échec de la dissuasion (Arquilla, 2006 : 216).

nom de leurs impératifs de sécurité nationale et de la « sécurité globale », sont en train d'arsenaliser l'Espace.

2.1 La géostratégie de l'Espace - des océans à l'Espace

L'objectif ici est non seulement de théoriser le projet identitaire américain de puissance stratégique globale à travers leur stratégie astropolitique de domination de l'Espace pour préserver la liberté de l'Espace mais de le décrire. Nous avons dit que la démarche analytique adoptée dans cette thèse suivait une stratégie généalogique, alors que nous voulons savoir comment les États-Unis en sont arrivés à penser la guerre spatiale et à vouloir arsenaliser l'Espace pour ne pas qu'il soit arsenalisé. Ainsi que l'indique avec justesse Torbjorn Knutsen, quand on théorise, on spéculé avec une intention de comprendre ou d'expliquer, et c'est pourquoi on ne demande pas d'une interprétation théorique ou d'une théorie si elle est vraie ou fausse, parce qu'elle est nécessairement une « abstract, conjunctural, or speculative representation of reality » (Knutsen, 1997 : 1). Nous le faisons ce faisant en employant l'idée du *Nomos de la terre* de Carl Schmitt, que nous avons présentée dans le cadre analytique. Pour qu'une théorie éclaire une situation, elle doit aider à expliquer pourquoi certains événements ou phénomènes ont été rendus possibles dans un contexte spatio-temporel précis. Il nous faut donc essayer de voir comment apparaît, d'une part, la pensée géostratégique américaine du global, et, d'autre part, le concept de liberté de l'Espace. Ces deux exercices généalogiques nous imposent ainsi de revisiter le concept de *liberté des mers* et la géostratégie navale qui sert d'inspiration pour la guerre spatiale.

Si aujourd'hui, comme l'a relevé Paul Virilio, on a assisté à la fin de l'espace, où le matériel et le temporel se rencontrent, on doit insister sur la dimension moins souvent invoquée du « global » comme étant la spatialité et la matérialité du globe, du globe comme représentant la planète dans sa forme (Connery, 2001 : 173). Ce caractère géospatial du globe, sa conception en un objet de représentation, demeure un projet néanmoins contesté. Comme l'exprime Connery : « something of the globe remains in the global, that the spatial categories through which the globe has been thought

continue to shape the still inchoate imaginary of the global » (Connery, 2001 : 174). Connery retourne ainsi au *Nomos de la terre* de Schmitt pour aborder la relation entre la géospacialité et la pensée, afin de penser philosophiquement la matérialité et la spatialité de la terre.

La coutume d'avoir appréhendé l'espace en s'inspirant de la stratégie de la suprématie navale découle de deux considérations. D'une part, le statut juridique de l'espace exo-atmosphérique est considéré comme un espace commun (*global commons*) et il est vu comme semblable au statut de la haute mer : il est donc ouvert à tous et personne ne peut se l'approprier. Le concept de « liberté de l'Espace » est d'ailleurs lui-même inspiré de la « liberté des mers ». En ce sens, comme l'explique James Fergusson, « la différence [juridique]⁹ entre l'espace extra-atmosphérique et l'espace aérien souverain est semblable à la différence [juridique]¹⁰ entre la haute mer et les eaux territoriales souveraines » (Fergusson, 2000 : 45). D'autre part, l'analogie navale se voit renforcée par l'expression « *spacefaring nations* », qui désigne, dans la littérature de langue anglaise, les États qui explorent et exploitent l'Espace. Cette expression est directement inspirée de « *seafaring nations* » qui, elle, désigne les nations maritimes (Fergusson, 2000 : 45). C'est dans cet esprit que les textes de stratégie militaire spatiale s'inspirent d'abord et avant tout des stratégies navales de Mahan et de Corbett.

Cette remarque n'est pas anodine, car dans la littérature sur la puissance militaire aérospatiale américaine, un parallèle majeur est effectué avec la domination maritime des États-Unis alors qu'on tente de transposer les mêmes raisonnements pour l'Espace que pour les mers. On fait notamment le parallèle avec la conquête des mers à la fin du XIX et le développement d'une marine de guerre de première main qui va avec la prise en charge du canal de Panama. On en appelle directement à Alfred Mahan comme théoricien de la stratégie maritime pour développer la pensée militaire spatiale. En

⁹ Dans la traduction faite par la *Revue militaire canadienne*, on a utilisé « légale » en lieu et place de juridique.

¹⁰ *Idem.*

suivant la conception schmittienne du *Nomos de la terre* (2001), et la conception de l'espace produit par la guerre, il n'est pas surprenant que la stratégie militaire spatiale parte de la stratégie militaire maritime, de l'influence de la pensée stratégique de Mahan, qui a servi de justification pour la montée en puissance des États-Unis et leur volonté de puissance globale (Mendieta, 2006 : 217).

2.2 De la suprématie maritime à la suprématie spatiale

L'Angleterre avait fixé le *nomos* de la terre à partir de la mer – par une prise de mer – et la globalité va prendre forme en filigrane de l'opposition entre les espaces terrestres et maritimes. Pour Schmitt, l'apparition d'un *nomos* global est liée au destin de la liberté des mers, car dans le droit des gens européens, « la mer reste en dehors de tout ordre spatial spécifiquement étatique. Elle n'est ni territoire étatique, ni espace colonial, ni susceptible d'occupation. Elle est libre de toute forme d'autorité spatiale étatique » (Schmitt, 2001 : 171). La liberté spatiale des mers établie par l'Angleterre par sa prise de la mer libre est cruciale, car elle est non étatique. Dans un moment fort de la piraterie maritime, entre le XV^e et le XVII^e siècles, les marins anglais ont fait en sorte de favoriser une liberté des mers qui effaçaient les distinctions entre public et privé, entre États et particuliers, qui mettait en place aussi une liberté du commerce maritime (Schmitt, 2001 : 173-174). C'est donc avec l'ouverture des océans qu'apparaît une opposition entre les ordres spatiaux terrestres et maritimes et « que la première vision globale de la terre fut née » (Schmitt, 2001 : 59).

Il faut cependant noter que Schmitt ne suit pas la position d'un bien commun, d'un *res omnium*, d'un usage commun à tous, mais une conception hobbesienne de la liberté : la liberté des mers est la liberté qui existe dans l'état de nature de Hobbes, car « c'est un signe de l'état de nature que tout appartienne à tous » et que le plus fort risque de préserver la liberté en disant agir au nom du droit de tous. Il parle de la « guerre de livres de cent ans »¹¹ sur la liberté des mers déclenchée au milieu du XVI^e

¹¹ L'expression est d'Ernest Nys et est reprise par Schmitt.

siècle. Le problème spatial de la mer est d'être à la fois un théâtre de guerre et un havre de paix, un espace où la guerre et la paix entrent en collision. Schmitt s'intéresse ainsi au « *sens originel et élémentaire* de la liberté des mers » (Schmitt, 2001 : 179 ; c'est nous qui soulignons), c'est-à-dire qu'il s'appuie sur « la très ancienne, originelle et élémentaire conviction que le droit et la paix ne trouvent jamais à se fixer que sur terre ». Et pour Schmitt, aux origines, la liberté élémentaire signifie l'absence de propriété ou de droit, et c'est cette liberté élémentaire qu'il accole aux océans mondiaux (Schmitt, 2001 : 175). Elle stipule que « la mer est inaccessible au droit et à l'ordre humain et [qu'elle] reste un espace où l'on mesure librement ses forces » (Schmitt, 2001 : 181). Cette position n'est ni plus ni moins une reconnaissance de la mer comme un état de nature, comme l'espace international où on peut voir un champ de bataille prendre forme et où la loi du plus fort prévaut. Cette position sur la liberté des mers demeurera jusqu'à la paix d'Utrecht de 1713, qui va reconnaître une certaine limitation souveraine, où on verra une appropriation souveraine de la mer de trois milles marins de zone côtière, faisant alors de la haute mer une zone exempte de l'ordre spatial étatique de la terre ferme (Schmitt, 2001 : 181). Cette limitation exigera en outre des États d'avoir un certain contrôle sur les navires de leurs sujets (ce qui durera jusqu'à la guerre sous-marine de la Grande Guerre).

Bien qu'on associe le concept de liberté des mers à Grotius et qu'on ait associé à son écrit – *Mare Liberum*, rédigé en 1604 – une nouvelle phase de la liberté des mers, Schmitt croit qu'il faille plutôt accoler le nom de Sir Philipp Meadows lorsqu'on en veut penser la liberté des mers dans son sens élémentaire et originel servant à la puissance. Dans son ouvrage *Observations Concerning the Dominion and Sovereignty of the Seas* paru en 1689, il aurait été le premier à avoir « compris » (selon Schmitt) que la puissance britannique passait par une domination des océans mondiaux reposant sur le principe de la liberté des mers (Schmitt, 2001 : 179). Pour Schmitt, si on parle de la liberté des mers, c'est que le vrai problème est celui de la question de la liberté de pouvoir mener une guerre sur mer. La liberté de l'Espace reprend cette même logique.

C'est lors du passage futur président Theodore Roosevelt (1901-1909), alors qu'il agit à titre de secrétaire de la Marine, que les États-Unis vont faire de la puissance maritime une priorité. C'est ensuite sous sa férule comme président que les États-Unis deviennent la deuxième puissance navale du monde, laissant la première position à la Grande-Bretagne (Nouailhat, 1997 : 47). Mais ce n'est pas par hasard que Roosevelt en vient à promouvoir l'idée d'une forte marine de guerre. En 1897, un ouvrage portant sur l'importance d'une flotte guerrière pour protéger les voies commerciales est publié aux États-Unis par l'Amiral Alfred T. Mahan¹². En tant que disciple et inspirateur de Mahan, Roosevelt comprend que les États-Unis doivent soutenir leurs intérêts commerciaux et, comme les principales liaisons commerciales se font par voie maritime, les États-Unis n'ont d'autre choix que d'être disposés à défendre militairement leur marine marchande.

La Doctrine Monroe, écrite par John Quincy Adams pour le président Monroe en 1823, avait pour objectif d'empêcher la Russie, la France et la Grande-Bretagne à ne pas chercher à remplacer l'Espagne en Amérique latine. Cette zone était considérée comme appartenant à la sphère d'influence américaine et les États-Unis voulaient éviter l'établissement d'un équilibre des puissances dans la zone des Amériques. Avant le « corollaire Roosevelt » de 1904, la Doctrine Monroe n'a ainsi pas été vaillamment défendue par les États-Unis et elle n'a vraiment été utilisée qu'avec la guerre hispano-américaine de 1898. Dès lors, cet hémisphère devient « l'affaire » des Américains, leur chasse gardée, puisqu'ils allaient désormais se voir en mesure de défendre « leur » territoire. En conséquence, lorsqu'on se tourne vers le regard sur l'Espace aujourd'hui, la question de l'appropriation de l'Espace par les États-Unis – son *américanisation* – apparaît comme centrale. En effet, il ne fait pas de doute pour Stephen Lambakis que les États-Unis doivent produire l'équivalent d'une doctrine Monroe dans l'Espace (Lambakis, 2001 : 264-5, 275). À l'ère de l'Espace, alors que les États-Unis travaillent

¹² L'ouvrage est bel et bien publié en 1897 et constitue une collection d'essais, dont le premier chapitre « The United States Looking Outward », publié dans la revue *Atlantic Monthly*, a été écrit en 1890 et c'est ce chapitre qui a eu un retentissement majeur.

à la mise en place d'un bouclier antimissile pour assurer leur protection « régionale » et, en prenant compte de la politique spatiale nationale actuelle (PSN, 2006), il semble également qu'ils soient prêts à lui adjoindre une sorte de ce « corollaire Roosevelt » pour l'Espace. Il semble d'ailleurs que cela soit sans équivoque, alors les États-Unis veulent s'assurer, comme pour les mers, de contrôler l'accès à l'Espace, comme la section préliminaire (*background section*) de la politique spatiale nationale l'affirme sans détour : « Freedom of action in space is *as important* to the United States as air power and sea power » (PSN, 2006; c'est nous qui soulignons). Qui plus est, cette politique spatiale nationale inscrit comme principes fondamentaux que :

The United States considers space capabilities – including the ground and space segments and supporting links – vital to its national interests. Consistent with this policy, the United States will : preserve its rights, capabilities, and freedom of action in space; dissuade or deter others from either impeding those rights or developing capabilities intended to do so; take those actions necessary to protect its space capabilities; respond to interference; and *deny, if necessary, adversaries the use of space capabilities hostile to U.S. national interests* (PSN, 2006; c'est nous qui soulignons).

C'est donc à travers la pensée de l'océan, à travers sa cartographie, qu'on a pensé globalement et géostratiquement. La pensée des espaces communs est liée à la pensée des océans dans une conception du pouvoir comme tentative de contrôle. C'est aussi à travers l'océan qu'on pense l'international pour la première fois, même si cette conception est une conception européenne hégémonique (Connery, 2001 : 177). Le traité de Grotius s'avère ainsi une discussion sur le droit de la guerre et d'appropriation, dans lequel il développe ses idées qui feront époque et seront les jalons du principe de la liberté des mers toujours en vigueur pour régir les mers (Grotius, cité dans Connery, 2001 : 178). C'est dans cette œuvre que Grotius a pu faire triompher la cause néerlandaise en vendant l'idée que les mers appartenaient à l'humanité, car, d'après le droit naturel, il est dit que la mer autant que l'air appartiennent en commun à l'humanité. Ce n'est pas l'idée de liberté hobbesienne défendue par Schmitt cependant. C'est la vision de l'océan comme espace libre – dans un sens capitaliste et mercantiliste – que le global prend forme pour la première fois : « The space of the international, a truly global space, did not exist, then, solely as an abstraction, above the demarcated and boundaried space of the nations » (Connery, 2001 : 179). C'est donc avec la

géostratégie, à travers l'espoir de posséder le contrôle stratégique de l'océan, que l'espace global se développe. C'est à travers l'étude de la puissance navale britannique que la pensée du global prendra forme pour les États-Unis, sous la plume de l'amiral Alfred Mahan. Au XIX^e siècle, l'émergence de nouvelles puissances maritimes pour venir contester la suprématie maritime britannique et Mahan voit l'océan comme le pilier d'une géopolitique globale que devrait suivre les États-Unis à travers la puissance militaire. Sur le plan géostratégique, les États-Unis ont pensé globalement dès Mahan, par la suprématie maritime. Les États-Unis allaient s'affirmer par une puissance navale leur permettant une présence globale, mais *surtout* ils allaient pouvoir projeter leur puissance militaire. Pour Mahan, les États-Unis devaient *maîtriser* et avoir le dessus sur les mers (*command of the ocean*). Dans cette conception, l'océan est vu comme un espace global dont le contrôle total est en jeu. C'est pourquoi Connery, comme le soutiendra plus tard Schmitt¹³, voit la vision géopolitique de Mahan comme étant aussi centrale au projet identitaire impérial américain (Connery, 2001 : 183-186), les États-Unis devant s'assurer du contrôle des lignes commerciales.¹⁴

La vision mahanienne allait être la base conceptuelle pour l'affirmation des États-Unis comme puissance stratégique globale, reposant sur une machine de guerre industrielle et aspirant à une domination toujours plus grande. Avec le développement identitaire des États-Unis en État centré sur la sécurité nationale pensée dans l'espace global, on s'arrête sur le développement de la puissance aérienne. L'espace devient toutefois vraiment global lorsqu'on en vient à parler de la puissance militaire spatiale. Pour Schmitt, si on parle de la liberté des mers, c'est que le vrai problème est celui de

¹³ Pour Schmitt, la doctrine de Monroe est une pratique du droit international régional de l'hémisphère occidental que les États-Unis parviennent à modifier par l'affirmation d'un pouvoir souverain dans une certaine région extra-territoriale (l'Amérique latine). La conception du *nomos* de Schmitt suivra cette conception mahanienne à travers sa distinction entre l'appropriation territoriale et le droit de la mer reposant sur l'idée de la liberté des mers. Pour Schmitt, il ne fait aucun doute que c'est l'expansion européenne des grandes explorations du XVI^e et XVII^e siècles qui mèneront à la découverte de l'Amérique qu'une conscience globale prendra lentement forme.

¹⁴ Connery souligne que Walter Lafeber et Fareed Zakaria ont aussi bien fait de rappeler le rôle crucial de Mahan dans l'impérialisme américain (Connery, 2001 : 183, n. 26).

la question de la liberté de pouvoir mener une guerre sur mer. La liberté de l'Espace reprend cette même logique.

3. Le principe de liberté de l'Espace au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale

Pour discuter de la logique et exposer les bases de notre critique du discours américain d'arsenalisation de l'Espace et de la préparation à la guerre spatiale, un détour utile, voire nécessaire, est de repenser la conquête de l'Espace et le lancement du Spoutnik par les Soviétiques qui a eu l'équivalent de la surprise de l'attaque sur Pearl Harbor chez les dirigeants américains. Ce principe de la liberté de l'Espace a été décrété par Eisenhower et a été honoré par tous ses successeurs.

C'est donc avec le lancement du satellite Spoutnik par l'Union soviétique en 1957 que commence la stratégie militaire spatiale américaine. C'est un événement-clé qui aura des répercussions considérables sur la politique spatiale et la stratégie globale américaines, alors que l'ensemble des doctrines spatiales américaines adoptées par les administrations depuis Eisenhower ont fait de la supériorité spatiale un enjeu majeur de la sécurité nationale américaine. D'ailleurs, il ne faut jamais perdre de vue que le discours des États-Unis sur l'astropolitique parlera dès 1958 d'une action pour « le bienfait de l'humanité ». Dans ce chapitre, nous mettons en relief le rôle fondamental des élites de sécurité nationale dans la structuration du débat astropolitique américain actuel sur la sécurisation et l'arsenalisation de l'Espace par les États-Unis (PSN, 2006). Nous voulons ainsi illustrer comment le régime gouvernemental de sécurité nationale a pu faire en sorte, en se servant de l'effet d'urgence et du caractère exceptionnel des événements du 11 septembre 2001 (Grondin, 2006c), ainsi que du sentiment patriotique d'union nationale qu'ils ont généré, de faire accepter un dossier litigieux comme le bouclier antimissile. Ils ont aussi pu faire avancer un débat sur l'arsenalisation de l'Espace dans le sens voulu par les esprits les plus « faucons » et procéder – enfin, diront les néoconservateurs – au retrait par les États-Unis du Traité ABM de 1972. En ayant retracé le contexte discursif lié au régime gouvernemental de sécurité nationale et

notamment l'influence néoconservatrice sur la politique étrangère de l'administration Bush dans la section précédente, nous sommes maintenant en mesure de pouvoir essayer de comprendre l'orientation particulière par le débat astropolitique américain, lequel constitue un aspect du débat sur la sécurité nationale et répond de la stratégie géopolitique de domination globale qui sous-tend le libéralisme américain. La vision de l'exercice de la puissance américaine faisant des États-Unis un souverain ou un hégémon global ou un *Imperium* que véhicule l'idéologie néoconservatrice est d'ailleurs celle qui épouse le mieux la stratégie adoptée par les États-Unis de George W. Bush concernant l'Espace (ce qu'on décrira comme l'*Astropolitik*), car elle mise sur la nature libérale et bienveillante du leadership américain et sur le fait que les États-Unis ne doivent permettre l'émergence d'aucun compétiteur stratégique. La même logique prévaut alors pour l'Espace, que les États-Unis veulent sécuriser, contrôler et dominer, afin de conserver leur liberté d'action stratégique.

3.1 La géopolitique libérale de domination de l'Espace pour assurer la liberté de l'Espace

Bien que le discours astropolitique américain comporte plusieurs points de vue différents, qui vont de ceux qui voient l'Espace comme un sanctuaire à préserver de la guerre et des armements (par exemple, Michael Krepon) à ceux qui voient l'arsenalisation de l'Espace comme étant inévitable (par exemple, Steven Lambakis et Everett Dolman), il n'en demeure pas moins que tous les analystes américains partagent une vision qui voit l'État américain comme l'acteur dominant l'Espace. Tous conçoivent l'Espace comme un espace physique et stratégique que les États-Unis doivent territorialiser, occuper et maîtriser comme ils le font pour la puissance aérienne et la puissance maritime afin de projeter leur puissance militaire. Ainsi donc, qu'on lise *On the Edge of Earth : The Future of American Space Power* de Steven Lambakis¹⁵ ou encore *Astropolitik : Classical Geopolitics in the Space Age* d'Everett Dolman, on

¹⁵ Lambakis est un analyste spécialisé dans les affaires internationales et la sécurité nationale qui travaille sur le *space power*, au National Institute for Public Policy de Fairfax en Virginie, un *think tank* intéressé aux questions de défense et aux affaires de sécurité nationale.

retrouve des postulats similaires qui dépeignent la stratégie de puissance militaire spatiale américaine comme cherchant avant tout à protéger la liberté de l'Espace – parce que les États-Unis y jouissent d'une domination incontestée; c'est un principe profondément établi dans la gouvernamentalité étatique américaine et qui demeure un élément jugé critique de la stratégie de sécurité nationale.

En fait, on pourrait dire que le discours astropolitique américain pourrait être divisé en deux groupes « familiers » en Relations internationales, les réalistes et les libéraux, où la principale différence réside dans la croyance sur l'inévitabilité de l'arsenalisation de l'Espace. D'un côté, il y a la vision pessimiste qui voit inévitablement l'Espace comme le futur champ de bataille; c'est la position réaliste. De l'autre côté, on retrouve la position optimiste, celle du globalisme libéral, qui voit les États-Unis dominer l'Espace comme ils le font déjà actuellement, sans qu'ils ne doivent l'arsenaliser pour continuer de le dominer. En vérité, il existe une troisième voie, qui croit pouvoir allier les deux : une vision idéaliste et réaliste. Cette vision est nulle autre que la vision néoconservatrice, dont les représentants les plus illustres sont William Kristol et Robert Kagan (2004; 2006 ; ensemble, 2000, 2004). Cette vision soutient que l'Espace deviendra un jour un champ de bataille et recommande ainsi que les États-Unis prennent les commandes de l'arsenalisation de l'Espace, en croyant que les États-Unis puissent prévenir d'autres États de les y défier. L'idée prétend ni plus ni moins que les États-Unis agissent et agiraient comme les gardiens de la liberté de l'Espace – en se constituant en un puissant arsenal spatial – et les autres acteurs pourraient leur confier cette responsabilité en raison de la *nature libérale* de leur hégémonie (Dolman, 2002b). Dans la sphère doctrinale, cette vision astropolitique néoconservatrice est celle d'Everett Dolman¹⁶. Il nomme sa stratégie l'*Astropolitik* pour faire référence à

¹⁶ Everett Carl Dolman est professeur agrégé d'études militaires comparées à la School of Advanced Air and Space Studies (SAASS) de l'armée de l'Air des États-Unis, à la Maxwell Air Force Base en Alabama. Il a été identifié comme le premier théoricien du *space power* de l'Université militaire américaine. Il a débuté sa carrière comme analyste du renseignement à la National Security Agency avant d'être transféré au sein du US Space Command en 1986. Il a aussi co-fondé la revue professionnelle

l'héritage géopolitique classique de la *Realpolitik* de Halford Mackinder et de Nicholas Spykman mais appliqué à l'Espace. Il a d'ailleurs une « belle » formule pour illustrer l'objectif de l'*Astropolitik* : « Who controls Low-Earth Orbit controls near-Earth space. Who controls near-Earth space dominates Terra. Who dominates Terra determines the destiny of humankind » (Dolman 2002a : 8).

Pour aborder la géostratégie américaine de l'Espace, nous abordons donc le discours astropolitique américain qui est connue comme l'*Astropolitik*, que nous devons à Everett Dolman. Ainsi qu'il l'exprime sans détour, « *Astropolitik*, like *Realpolitik*, is hardnosed and pragmatic, it is not pretty or uplifting or a joyous sermon for the masses. But neither is it evil. Its benevolence or malevolence will become apparent only as it is applied, and by whom » (Dolman 2002 : 4). Dans son ouvrage du même nom, Dolman explique que l'astropolitique consiste, en théorie comme dans la pratique, en une géopolitique de l'Espace et concerne « the study of the relationship between outer space terrain and technology and the development of political and military policy and strategy » (Dolman, 2002a : 15). La stratégie de Dolman est, par conséquent, utilisée dans cette thèse comme le cadre typique de l'administration Bush quant à l'Espace. Cela se justifie amplement par le fait que Dolman est considéré comme le théoricien de premier plan du *space power* dans la communauté universitaire de la Défense des États-Unis et que son ouvrage a vraiment marqué la recherche et orienté la production stratégique sur la stratégie militaire aérospatiale américaine. On parle d'ailleurs de Dolman comme le « Mahan de l'Espace »¹⁷.

3.2 L'*Astropolitik* comme politique de la puissance spatiale

L'*Astropolitik* envisage pour les États-Unis une suprématie spatiale et le contrôle de l'Espace – un terme qui s'apparente à la « supériorité spatiale ». Sa vision de la puissance militaire spatiale fait donc écho aux paramètres de la puissance maritime, et

Astropolitics : The International Journal of Space Power and Policy, dont il a été l'éditeur jusqu'à cette année.

¹⁷ Fraser Macdonald confirme d'ailleurs la portée significative de l'ouvrage de Dolman (Macdonald, 2007).

de la même façon que l'amiral Mahan avait pu imposer ses idées dans la pensée stratégique américaine pour le contrôle des mers, il en appelle aux dirigeants américains à assurer le contrôle hégémonique de l'Espace en contrepartie à l'Espace comme champ de bataille (Miller, 2002 : 37). Les États-Unis agissant comme un hégémon global, ils permettraient ce faisant à d'autres États et acteurs privés d'exploiter l'Espace pour des usages pacifiques et de commerce et feraient tout en leur pouvoir pour que l'Espace soit exempté d'acteurs cherchant à l'utiliser de façon hostile. Pour Dolman, les États-Unis expriment de façon manifeste l'idée des États-Unis comme le pouvoir souverain global (dans le sens schmittien) bienveillant dans l'Espace – celui qui peut faire exception – et à qui les autres acteurs peuvent faire confiance, étant donné, selon lui, la nature libérale du régime politique américain : « If the United States were willing to deploy and use a military space force that maintained effective control of space, and did so in a way that was perceived as tough, non-arbitrary, and efficient, other states would quickly realize that they had no need to develop space forces » (Dolman, 2002a : 158-59). Pour Dolman, la capacité des États-Unis de pouvoir gérer l'accès à l'Espace pour tous « makes the possibility of large-scale space war or military space races less likely, not more. Why would a state expend the effort to compete in space with a power that that the extraordinary advantage of holding securely the highest ground at the top of the gravity well ? » (Dolman, 2002a : 159).

Farouche partisan de l'Espace comme la « prochaine destinée manifeste » des États-Unis, Dolman soutient que « The United States should grab this vital territory now, when there's no real competition for it. Once we're there, we can make sure the entry cost for anybody else wanting to achieve Space control is too high. Whoever takes Space will dominate Earth » (Dolman, cité dans Miller, 2002 : 37). Un tel grand dessein repose en outre sur sa confiance en la mission providentielle des États-Unis, notamment dans l'Espace :

As the Great liberal democracy of its time, the United States is preferentially endowed to guide the whole of humanity into Space, to policy any misuse of that realm, and to ensure an equitable division of its spoils. But if the United States were to abandon its egalitarian values, corrupted by its own

power, and follow a path of aggressive expansion into the cosmos using the riches gained to dominate the peoples of the Earth, what then? Does the benign era of *Pax Americana* end? Perhaps, but the likelihood of that outcome depends on one's current view of the benevolence of US hegemony and the future role of ongoing globalism (Dolman 2002a : 181).

À lire Dolman, on ne peut pas faire autrement que de penser aux propos de Ann Laura Stoler sur les formes de souveraineté que peut exercer une formation impériale comme les États-Unis lorsqu'elle dit que « imperial states by definition operate as states of exception that vigilantly produce exceptions to their principles and exceptions to their laws » (Stoler, 2006a : 140). À ce sujet, Dolman est même on ne peut plus clair, dans la mesure où il recommande le retrait immédiat des États-Unis du Traité de l'Espace et soutient qu'ils devraient établir une sorte de principe de « souveraineté de libre marché dans l'Espace » (Dolman, 2002a : 157). Bien que Dolman rejette la soumission des États-Unis au règne du droit – en voulant son exception donc – il semble voir les États-Unis agir comme le souverain au-dessus de l'ordre juridique, comme le souverain pouvant assurer le maintien du régime légal tout en pouvant s'en détacher. En fait, parce qu'il recommande que les États-Unis s'approprient l'Espace, Dolman défend une position qui semble en parfaite ligne avec une vision schmittienne. Il voit l'Espace comme une extension du territoire américain, mais il ne voit pas les États-Unis assumer la souveraineté sur l'espace global terrestre. Or, la position de Dolman se trouve également en profonde contradiction avec la théorie schmittienne, car si les États-Unis contrôlent l'Espace, il affirme que d'autres ne chercheront pas à les y défier, notamment en raison de la nature *libérale* du régime politique américain, ce qui rendrait selon lui la guerre spatiale impossible. Une telle position apparaît naïve dans la mesure où elle croit possible de pouvoir enrayer la politique et la guerre en niant le *fait politique*, voire sa *possibilité*. Cette critique n'est pas sans rappeler – et il en sera question dans le prochain chapitre – la critique du libéralisme universel de Schmitt, dont on peut retrouver ici l'esprit dans la bouche d'Anders Stephanson, qui dit que c'est là

The same contradiction as liberal political theory in general : it assumed that if one channeled conflict between interests into a reasonable domain of norms and laws on the one hand, and allowed the autonomous processes of economic rationality free play on the other, then politics in the sense of

antagonistic conflict would disappear. The political theory of liberalism is in that sense a theory of *depoliticization*, which is why it always ends up using illiberal, political means or criminalization when the irreconcilable returns (Stephanson, 1995 : 120).

Les liens entre une telle posture, la stratégie de sécurité nationale de 2002 et la stratégie militaire nationale de 2004 qui appelle à la domination militaire tous azimuts (*full spectrum dominance*) sont évidents. L'élément surprenant est toutefois que la politique spatiale nationale de l'administration Bush est de loin aussi radicalement idéaliste que les positions de Dolman : elle stipule que les États-Unis doivent agir vite et se préparer à mener la guerre dans l'Espace dans le but justement *de ne pas* faire la guerre dans l'Espace. La stratégie géopolitique libérale de l'administration de George W. Bush appliquée à la puissance militaire spatiale s'inscrit en ce sens directement dans la stratégie globale américaine qui a cherché à assurer aux États-Unis une domination globale depuis la Deuxième Guerre mondiale en s'appuyant sur l'hégémonie néolibérale (Adas 2006; Sparke 2005; Duong 2002; Rupert 1995; Cox 1981). Cela entraîne par conséquent les États-Unis sur la voie de l'arsenalisation spatiale, selon une logique réaliste défensive complètement insensée qui nous rappelle avec effroi que la guerre froide n'est pas qu'une relique et que sa pensée est encore très présente dans la communauté stratégique américaine, à travers la bouche de Donald Rumsfeld notamment : « Our goal is not to bring war into Space, but rather to defend against those who would » (Rumsfeld, cité dans Waldrop 2005 [2002] : 39). Les attaques sur le territoire national américain en 2001 et la reconnaissance que la dissuasion n'était plus une stratégie fiable, efficace et insurmontable ont convaincu l'administration de George W. Bush qu'il était maintenant temps de s'approprier « the high ground once and for all. Control of near Earth space is control of Earth itself » (Gray, 2005 : 33). Comme nous l'avons souligné, cela rejoint la stratégie de l'*Astropolitik* d'Everett Dolman, pour qui « the lack of a hostile space power at the present is *more damaging* to US space interests than having aggressive, competing military space programs with which to cope. [...] In time, US control of low-Earth orbit could be viewed as a *global asset* and a *public good* » (Dolman, 2002a : 156; c'est nous qui soulignons).

3.3 La territorialisation et l'américanisation de l'Espace dans les discours astropolitiques américains

En liant la nouvelle cartographie du Pentagone pour la Guerre contre la terreur avec la production stratégique astropolitique des États-Unis, on peut mieux saisir comment le discours américain de la domination spatiale intègre la stratégie globale libérale instaurée depuis 1945. En étudiant la production stratégique des analystes astropolitiques, on peut conclure qu'ils considèrent l'Espace comme un objet à sécuriser et un endroit à territorialiser – à *privatiser* donc. En sachant qu'il est coutume d'évoquer l'expérience particulière de la frontière dans l'histoire politique américaine, l'Espace devient la « dernière frontière », la « frontière sans fin » ou la « nouvelle frontière ». Il apparaît au-delà de tout comme une frontière vierge, un endroit inexploré : c'est un « environnement naturellement hostile » qui pourrait ainsi être vu comme l'état de nature hobbesien concrétisé (Lord 2005 : 4).

Dans le contexte de la Guerre contre la terreur, où le discours stratégique conçoit la menace globale terroriste comme étant toujours possible, il semble qu'il ne peut y avoir d'exception pour l'Espace. Cette déterritorialisation et reterritorialisation¹⁸ de l'Espace par les États-Unis qui survient *maintenant* est donc liée à la Guerre contre la terreur, même si elle demeure surtout partie intégrante de la géostratégie américaine en apparaissant comme une nécessité des opérations militaires : les États-Unis cherchent à sécuriser l'espace orbital pour répondre aux besoins de protection de l'information, de détection et des activités de surveillance qui sont centrales pour repérer les terroristes. Les États-Unis vont donc sécuriser l'Espace – et *ipso facto* arsenaliser l'Espace – en répondant à la logique préventive de l'après-11 septembre : avant que des Autres ou des éléments menaçants puissent exister dans l'Espace, la représentation des dangers centrale à la politique étrangère américaine et à l'identité étatique en vient à faire de l'Espace un espace *américain* et, partant, à rendre vraiment *globales* les frontières du territoire national.

¹⁸ Pour Gilles Deleuze et Felix Guattari, on dé-territorialise et re-territorialise un même territoire en l'investissant de nouvelles significations (Deleuze et Guattari, cités dans Ferguson, 1996 : 168).

En s'arrêtant au *Report of the Commission to Assess United States National Security Space Management and Organization*¹⁹, c'est-à-dire la Commission sur la gestion de l'Espace dans la stratégie de sécurité nationale de 2001 dirigée par Donald Rumsfeld, on se rend aussitôt compte que la lecture qui viendra dans la Guerre contre la terreur est déjà en place avant même les attentats de septembre 2001. En effet, on discute déjà de la menace posée par un groupe terroriste ou un État voyou qui pourrait tenter de s'en prendre aux capacités spatiales des États-Unis ou à celles de leurs alliés, sur lesquels dépendent économiquement et militairement les États-Unis dans leur stratégie de sécurité nationale. Dans leur stratégie militaire nationale de 2004, pour répondre aux besoins de la lutte globale contre le terrorisme et aux efforts de contre-prolifération de la stratégie nationale pour combattre les armes de destruction massive, les États-Unis réaffirment ainsi avec véhémence leur volonté de constituer une grille d'information globale et d'atteindre une domination militaire tous azimuts (*SMN*, 2004 : viii). Les États-Unis veulent donc prévenir toute menace de voir le jour dans l'Espace et protéger leurs activités spatiales et celles de leurs alliés.

C'est dans cette optique que le débat si enflammé sur le bouclier antimissile qu'avait connu l'administration de Bill Clinton et le Congrès républicain durant le second mandat de Clinton – débat qui avait repris de plus bel durant les sept premiers mois de présidence de George W. Bush en générant une nouvelle levée de boucliers (on ne saurait mieux dire) – s'estompera dans les semaines suivant les attentats du 11 septembre 2001, l'administration Bush ayant alors presque le champ libre. Ainsi, si la non-arsenalisation de l'Espace durant la guerre froide peut s'expliquer par la dissuasion mutuelle assurée découlant de la stratégie nucléaire des deux superpuissances qui avait mené au Traité bilatéral ABM de 1972, lequel enchâssait qu'aucun système national de défense antimissile ne devait être autorisé, son abrogation annoncée en décembre 2001 par l'administration Bush (qui sera effective six mois plus tard)²⁰ a rendu possible

¹⁹ Ci-après nommé le *Rapport de la Commission sur l'Espace*.

²⁰ Depuis 1999, les États-Unis, sous la férule de Bill Clinton, avaient annoncé qu'ils allaient déployer un système national de défense antimissile dès que la technologie le permettrait (pour la petite histoire, il

l'avènement de systèmes de défense antimissile. Si la métaphore du bouclier comme protecteur est facile à saisir, dans le contexte de l'après-11 septembre et de la stratégie de sécurité nationale de septembre 2002, cette idée acquiert toutefois une autre dimension lorsqu'elle est insérée dans une doctrine militaire de prévention. En effet, le bouclier consiste en une disposition de combat *et* de protection, où il sert de mesure de défense pour éviter de brandir l'épée et protéger le corps politique de la nation (Bigo, 2006 : 90). Didier Bigo nous explique, en puisant dans les racines étymologiques du mot « protéger » où *Tegere*, qui signifie « de couvrir, de cacher ou d'abriter », est lié à « Pro » devenant alors « *Pro-Tegere* », qui signifie couvrir au-dessus, en abritant quelqu'un à l'aide d'un bouclier et en le préservant d'un danger. Cette conception de la protection suppose une relation à la fois active et défensive, car, protégé, l'un peut passer à l'attaque sans risque d'être tué (Bigo, 2006 : 91). Bigo avance par conséquent que cette idée défensive transforme l'*attaque préventive en une protection*. Mis en relation avec la nouvelle stratégie de sécurité nationale de 2002 (réaffirmée par celle de mars 2006), la doctrine de la guerre préventive répond de cette logique même de protection dont parle Bigo.

Lorsqu'on se penche sur le discours astropolitique américain, on se rend vite compte que la vision du rôle des États-Unis dans l'Espace épouse l'idée des États-Unis qui agissent comme le pouvoir souverain global *de facto*, comme un *global security state* – ce que la doctrine stratégique de la prévention sous-tend sans détour. La directive présidentielle de sécurité nationale du 31 août 2006 rendue publique le 6 octobre 2006 par le Bureau de la Science et de la Technologie de la Maison-Blanche révèle que la nouvelle *Politique Spatiale Nationale* des États-Unis (*National Space Policy*, ci-après référée comme PSN) décidée par George W. Bush « établit la politique nationale qui gouverne la conduite des activités spatiales américaines » et a préséance sur la *Politique Spatiale Nationale* qu'avait formulé l'administration de Bill Clinton le 14

faut néanmoins souligner que cette mesure de l'administration Clinton pourrait être lue comme un non-soutien implicite au projet, la décision de réellement le déployer étant reportée à plus tard).

septembre 1996 avec la directive décisionnelle présidentielle *NSC-49/NSTC-8*. Elle est sans équivoque dans son appui aux lignes tracées par les documents officiels antérieurs à l'administration Bush en ce qui a trait à la puissance militaire spatiale.

3.4 La sécurisation de l'Espace

La territorialisation et l'américanisation de l'Espace supposent donc sa *sécurisation*. En Relations internationales, nous sommes habitués de comprendre la sécurisation dans son association à l'exceptionnalisme schmittien, en raison des travaux de l'École de Copenhague et d'Ole Waever notamment, pour qui la sécurisation en appelle au sentiment d'urgence, à l'action immédiate, à l'instinct de survie afin de justifier le recours à des mesures et des pratiques exceptionnelles (qui tendent, comme de raison, à se pérenniser). Or, pour évoquer la sécurisation de l'Espace par les États-Unis, nous penchons davantage pour une compréhension de la sécurisation qui épouse la pensée de Didier Bigo sur la question. Pour Bigo, la sécurisation n'est pas que du domaine de l'exception, bien qu'elle y soit étroitement reliée; il faut plutôt s'arrêter sur les pratiques et les routines des professionnels de la sécurité/insécurité qui agissent en véritables gestionnaires de la peur, du danger et de l'inquiétude (Bigo, 1998, 2001, 2004). C'est donc dans la « routinisation » de la sécurisation que nous voyons le débat politique sur la stratégie militaire spatiale prendre forme et sur l'arsenalisation de l'Espace se faire. Et cela ne signifie pas pour autant que les menaces à la sécurité n'existent pas en soi, mais qu'elles sont toujours dépendantes des agents qui les construisent comme telles dans un discours; et ce processus d'interprétation demeure toujours influencé par les structures organisationnelles (Edelman, 1988 : 85).

4. Critique de la stratégie astropolitique américaine dans la Guerre contre la terreur

Le discours américain sur l'arsenalisation de l'Espace et la guerre spatiale donne un sens aux actions entreprises par les États-Unis dans l'ordre global dans le contexte de la Guerre contre la terreur. Il n'y a pas de géopolitique plus globale que l'astropolitique américaine pensée en géostratégie. C'est pourquoi de s'intéresser aux pratiques étatiques gouvernementales de la géopolitique globale implique de chercher à comprendre les cartographies problématiques de territoires et les conceptions d'inimitiés qui renforcent la violence étatique.

4.1 Quand la géopolitique critique devient une astropolitique critique

Nous avons dit combien il était important de s'intéresser au « terrain militaro-stratégique » et aux agents du pouvoir impérial américain investis dans la pratique gouvernementale de redéfinition des limites et des frontières entre « l'homeland », l'intérieur, l'étranger, ainsi que des zones de guerre et de paix, surtout avec le soi-disant « retour » du *national security state* (Stoler, 2006c : 98). Cette étape est cruciale pour quiconque veut comprendre les nouvelles pratiques étatiques d'une géopolitique violente et le futur de l'activité guerrière.

Pour repenser les frontières de l'espace global – la « globalité » (Fredriksson 2006) – pour théoriser la relation entre l'Espace et le politique, on doit repenser le lien entre un État territorial et un espace politique (Dalby 2005 : 417). Au moyen d'une approche de l'astropolitique critique, il est possible de démontrer comme le discours astropolitique américain dominant est en mesure de structurer la stratégie militaire spatiale américaine pour la préparation à la guerre spatiale. Il va sans dire que le lien savoir/pouvoir est évident ici, les élites astropolitiques américaines étant surtout des scientifiques, des élites politiques et des experts. C'est pourquoi il est plus important de mettre l'accent sur les pratiques gouvernementales qu'accomplissent les élites de la communauté de défense des États-Unis.

Pourquoi est-il important de mettre l'accent sur les penseurs astropolitiques et les professionnels militaires de l'Espace ? Parce que ce sont eux qui fournissent les incitatifs, définissent les besoins et produisent le discours sur l'inévitabilité de l'Espace et la guerre spatiale. Ce sont aussi les *experts* militaires et les professionnels de la guerre. Enfin, ils sont au fait de la dimension géostratégique de la guerre spatiale et ont définitivement pris le leadership dans cet espace commun – sans compter que le complexe militaro-industriel n'est jamais loin derrière, notamment l'industrie aérospatiale. Le discours dominant des élites astropolitiques américaines construit ainsi la menace dans l'Espace comme étant l'acteur voyou (étatique ou une organisation terroriste) et la préparation à la guerre spatiale n'est alors que l'expression du bon sens après le 11 septembre 2001.

Ainsi que l'explique l'un de ces professionnels de l'Espace :

We cannot continue to wait for our adversaries to drive the train and field capabilities before considering crisis action planning. This is how we will prevail : not by reaction to events, after being surprised by adversary actions, then having to explain to the American people that we did not foresee such things, but rather by embracing the reality of enemies who will use their full set of capabilities to win in future conflicts against us (Reiss, 2007 : 48).

Pour plusieurs non-initiés des cercles décisionnels, comme les membres des médias, les citoyens américains et ceux du reste du monde, lorsqu'on en vient à discuter de la politique internationale de l'Espace, notamment eu égard à la stratégie astropolitique américaine de contrôle spatial, plusieurs y voient là un retour à la guerre froide et la possibilité d'une nouvelle course aux armements. D'autres, comme Steven Lambakis (2001 : 278-286), sont convaincus que les États-Unis ayant une avance technologique considérable – sans compter les coûts faramineux que cela requiert – ils peuvent penser que les projets américains d'arsenalisation de l'Espace dissuaderont les autres de chercher à leur répondre (par crainte de représailles) et que cela s'avère ni plus ni moins vain pour eux de tenter pareille entreprise. C'est là l'argument classique du « bandwagoning » défendu par le néoréaliste Stephen Walt, qui parlait de l'alignement avec la superpuissance pour éviter d'être menacé (Walt, 1987). Évidemment, on ne peut présumer de rien en ce qui a trait à l'attitude qu'adopteraient les autres puissances,

la Russie et la Chine, mais si on en croit les premières réactions russes et chinoises, il semble admis que des pratiques évoquant la guerre froide sont au menu.

De fait, l'Espace pourrait être le lieu d'une nouvelle « guerre froide » avec la Chine ou la Russie, comme le mentionne un analyste astropolitique américain : « After China's successful test of a direct ascent anti-satellite (ASAT) weapon in January 2007, there should be no failure of imagination in foreseeing threats to US interests in space » (Berkowitz, 2007 : 13). Un épisode encore plus récent impliquant la Russie l'illustre également. C'était le cas notamment le 11 avril 2007, lorsque trois rapports du *Guardian* ont évoqué l'idée que la Russie puisse emboîter le pas d'une nouvelle guerre froide à propos de la défense antimissile américaine installée en Europe de l'Est (Harding, 2007). Les propos du président Poutine de la 43e Conférence de Munich sur la politique sécuritaire du 10 février 2007 en indiquaient déjà le ton. Poutine veut voir la Russie réaffirmer son influence face à une hégémonie unipolaire américaine. Il a ainsi clairement exprimé ses craintes d'une « Guerre des étoiles » en pensant aux politiques américaines de préparation de la guerre spatiale :

it is impossible to sanction the appearance of new, destabilising high-tech weapons. Needless to say it refers to measures to prevent a new area of confrontation, especially in outer space. Star wars is no longer a fantasy – it is a reality. In the middle of the 1980s our American partners were already able to intercept their own satellite.

In Russia's opinion, the militarisation of outer space could have unpredictable consequences for the international community, and provoke nothing less than the beginning of a nuclear era. And we have come forward more than once with initiatives designed to prevent the use of weapons in outer space.

Today I would like to tell you that we have prepared a project for an agreement on the prevention of deploying weapons in outer space. And in the near future it will be sent to our partners as an official proposal. Let's work on this together (Putin, 2007).

Ces deux exemples illustrent combien le discours sur la guerre spatiale est directement relié à un discours de la violence et rend compte de l'impact brutal de la gouvernamentalité américaine depuis 1945 en ce qui a trait à la gestion de l'ordre global par la force militaire.

4.2 Le débat astropolitique sur le contrôle de l'Espace et le salut par la technologie

En considérant l'Espace comme un espace commun, le principe de liberté de l'Espace dure aussi longtemps qu'on ne veut pas aller plus loin – ce que les guerriers de l'Espace américains recommandent, en préparant la guerre spatiale et en arsenalisant l'Espace pour éviter toute guerre spatiale et maintenir la non-arsenalisation de l'Espace. Leur position est bien résumée par le rapporteur britannique Alan Meale lors de l'Assemblée interparlementaire européenne de sécurité et de défense, au cours de la 52^e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale tenue le 21 juin 2006 :

l'actuel statut hégémonique des États-Unis les oblige à prendre la responsabilité d'armer l'Espace. Bien entendu, ils s'opposent farouchement à toutes les mesures qui restreindraient la liberté des États-Unis à utiliser leurs armes en orbite quand ils le jugent nécessaire. [...]

Selon eux [que Meale appelle les faucons de l'Espace], l'Espace est un support qui convient parfaitement pour réaliser une projection globale de puissance et pour exercer son contrôle. Ils pensent que les États-Unis, forts de leur avantage technologique et économique actuel sur des adversaires stratégiques comme l'UE, la Russie et la Chine, devraient maintenant saisir l'occasion pour dominer l'Espace. En renonçant à son arsenalisation, ils encourageraient les autres pays à en prendre l'initiative dès qu'ils auraient rattrapé le niveau de capacités technologiques des États-Unis (Meale, 2006 : 16).

Plusieurs raisons pourraient ainsi motiver un État à développer des « capabilities to control, if not dominate or claim ownership over, space orbits » (Lambakis, 2001 : 86; en italiques dans l'original). Pour en être sûr, on n'a qu'à consulter les documents politiques sur l'Espace produits par le United States Space Command (maintenant fusionné au Strategic Command), à savoir le *Vision for 2020* et le *Long Range Plan*, ou encore le Rapport de la Commission sur l'Espace et la nouvelle politique spatiale nationale, qui sert de cadre général pour les activités spatiales américaines. Tous ces documents dépeignent la militarisation de l'Espace comme une progression historique naturelle (Stares, 1985) et semblent convaincus que la militarisation de l'Espace entraînera nécessairement l'arsenalisation de l'Espace (Huntley 2005 : 70), étant donné que les conflits sont présentés comme étant inscrits dans la nature humaine et que l'Espace n'est qu'un nouveau médium de la stratégie militaire.

La *Vision for 2020* indique que « there will be a critical need to control the Space medium to ensure US dominance on future battlefields. Robust capabilities to ensure

Space superiority must be developed – just as they have been for land, sea, and air. [...] Included in that planning should be the prospects for Space defense and even Space warfare » (USSPACECOM, 1998 : 7). Dans le même esprit, le Rapport de la Commission sur l'Espace soutient que « we know from history that every medium—air, land and sea—has seen conflict. Reality indicates that Space will be no different. Given this virtual certainty, the US must develop the means both to deter and to defend against hostile acts in and from Space. This will require superior Space capabilities » (Space Commission, 2001 : x). L'Espace est conçu comme étant « more than a place. It is a set of opportunities, a new dimension of warfare, a final frontier [...]. By 2025 it is very likely that Space will be to the air as air is to cavalry today » (*US Air Force 2025*, cité dans Huntley, 2005 : 75). Et avec le Rapport de la Commission sur l'Espace, les États-Unis sont mis en garde contre un « Pearl Harbor dans l'Espace » (2001 : xiii) et les recommandations sont formulées d'une façon telle qu'on ne laisse planer aucun doute que les États-Unis choisiraient la voie de l'arsenalisation de l'Espace si la sécurité nationale l'exigeait (Logsdon, 2003). Sachant cela, il n'est certes pas innocent que la nouvelle politique spatiale nationale souligne combien l'Espace est vital pour les États-Unis et combien la sécurité nationale spatiale est élevée dans l'échelle des priorités nationales (PSN, 2006).

Pour des guerriers de l'Espace comme Dolman et Lambakis, l'arsenalisation de l'Espace se révèle toutefois comme n'étant pas uniquement reliée à la sécurité mais également au maintien d'une industrie aérospatiale et d'une défense fortes. Le technologique prend alors le dessus sur le politique chez les professionnels de la Défense. En considérant le 11 septembre 2001 et la Guerre contre la terreur, ces guerriers de l'Espace sont persuadés qu'un « Pearl Harbor de l'Espace » est une possibilité réelle et c'est pourquoi la logique sécuritaire qui sous-tend toute leur démarche analytique se trouve intimement liée à la technologie militaire. De souligner Lambakis :

We should never take anything having to do with Space (especially access to Space or freedom to operate in Space) for granted, and we should never unnecessarily limit our options. Dominance provides our leadership and our commanders' options in life or death situations. To not use the best and the latest in weaponry because our enemy does not have it or because it will not allow a fair fight is foolish. Where we are not military dominant and take our security for granted, there we are at risk of a future "September 11" (Lambakis 2003 : 82).

Cette position de foi aveugle envers la technologie, laquelle est fortement ancrée dans la culture stratégique et politique américaines²¹ (Noble, 1999; Nye, 2003; Desportes, 2002), est vertement critiquée par le théoricien de la guerre postmoderne Chris Hables Gray (1997) :

the faith that the U.S. government and others show in technology is disturbing. They don't care that what they want is deemed impossible now; they assume that eventually *anything* will be technologically possible. [...] If the Star Wars system was really meant as a defensive system only (which is impossible in military terms, but one can pretend), it would trying to use an impossible technology to solve a horrible problem that was brought into being by technology in the first place. But, because the actual goal is just to make the next step in the militarization of space a reality, it is a political goal being met by an impossible technology. The political goal is to make space the point from which the rest of the world can be dominated by various weapons, including those of mass destruction (Gray, 2005 : 34).

En somme, le discours astropolitique américain est peut-être avancé dans son développement et a atteint une certaine vie par lui-même, mais un fait demeure indiscutable : le débat sur l'arsenalisation de l'Espace n'a pas été publiquement exposé dans la société américaine et il a encore moins été discuté. Aussi, si on considère comment ce débat a été circonscrit et appréhendé dans les cercles décisionnels américains, on est forcé de conclure que nous n'en sommes pas encore au stade d'un Espace arsenalisé et qu'on devrait tout tenter pour maintenir la situation ainsi (ce que nous entreprenons dans le dernier chapitre de la thèse au terme d'une réflexion éthico-politique). Lorsqu'on évalue où se situent les décideurs politiques quant à l'Espace, on se rend néanmoins compte, en consultant la stratégie de sécurité nationale, la stratégie militaire nationale et la politique spatiale nationale, que le politique semble suivre le militaire, bien que le seuil de l'arsenalisation n'ait pas été énoncé dans les documents doctrinaux de l'armée de l'Air et de la Marine. On prend conscience que le politique

²¹ Nous développons ce point dans le dernier chapitre de la thèse.

prendra cette voie si cela s'avère vraiment nécessaire pour assurer la sécurité nationale et la sécurité intérieure, ce qui semble pour l'instant plus que probable.

Dans le prochain chapitre, nous nous intéressons respectivement à la préparation à la guerre spatiale et à son insertion dans la stratégie globale libérale américaine dans le contexte de la Guerre contre la terreur. Il est, en outre, question de l'exercice du pouvoir souverain des États-Unis dans l'ordre global. Dans le huitième chapitre, nous abordons également la position de l'administration Bush en ce qui a trait au droit international de l'Espace pour justifier le traitement exceptionnel pour les États-Unis dans le régime spatial.

CHAPITRE 7

SÉCURISER LA « LIBERTÉ DE L'ESPACE » ET PRÉPARER LA GUERRE SPATIALE POUR ACCOMPLIR LA SUPRÉMATIE AMÉRICAINE DANS L'ESPACE

L'intégration de l'Espace dans la stratégie militaire américaine

« Aujourd'hui il est par ailleurs déjà concevable que l'air absorbe la mer et peut-être même aussi la terre, et que les hommes transforment leur planète en une combinaison de dépôts de matières premières et de porte-avions » (Schmitt, 2001 : 55).

- Carl Schmitt, *Nomos of the Earth*

Some may say that in recent years the topic of Space warfare has received more attention than it deserves. One day it will get our attention the hard way.

- Lt Col G.W. Rinehart

De nos jours, notre imaginaire spatial est tellement habité par la science fiction, par les *Star Wars*, *Star Trek* et autres films et émissions télévisées du genre, que nous en sommes venus à croire en l'avènement prochain de la guerre spatiale, à des conflits armés entre humains se passant dans l'espace uniquement dans des fictions. Comme l'exprime Jutta Weldes, les productions de la culture populaire que sont les textes (films, romans, nouvelles et émissions télévisées) de science-fiction ne sont pas de simples « fenêtres sur le monde » qui existent « en dehors » de la politique globale, mais bien des pratiques de la culture populaire impliquées dans la production et la reproduction du monde réel social et culturel. Elles le sont au même titre que les pratiques théoriques de la politique globale, et cela est d'autant plus vrai en ce qui

concerne la question de la guerre spatiale et de l'arsenalisation de l'Espace (Weldes 2003 : 12). D'ailleurs, il n'est pas du tout innocent que le projet de bouclier antimissile – qui avait déjà été un projet politique dans les années 1960 et 1970 sous les administrations Johnson et Ford – ait reçu le surnom de « Star Wars/la Guerre des étoiles » en référence au film culte de George Lucas de 1977 lorsqu'il a été présenté dans l'Initiative de défense stratégique de Ronald Reagan.

Il n'échappera à personne que la logique stratégique de la prévention de l'administration Bush vient de l'héritage de Ronald Reagan, qui a refusé la stratégie reposant sur la dissuasion pour épouser celle de la défense en ce qui a trait à l'arme nucléaire. Il jugeait effectivement plus éthique un système de défense antimissile – son fameux projet d'Initiative de défense stratégique – qu'une logique de destruction mutuelle assurée (*Mutual Assured Destruction* ou MAD) et croyait qu'il fallait plutôt réduire les armements stratégiques afin d'éviter une guerre nucléaire, qui ne pouvait faire de gagnant selon lui (Arquilla, 2006 : 215-221). C'est également pourquoi il voyait sa politique de réarmement conventionnel massif comme le gage d'une plus grande stabilité et comme un engagement constructif envers l'ordre global en préconisant une politique coercitive envers des États jugés tyranniques (qu'on dirait aujourd'hui « voyous »). Reagan voulait les amener à se réformer sans passer par des actions violentes (pas que l'administration Reagan ait elle-même prêché l'exemple, par ex., l'invasion de la Grenade). C'est la différence principale avec l'administration de George W. Bush, car, au dire de John Arquilla, la clé de la stratégie reaganienne était d'employer la domination militaire américaine comme gage de dissuasion et de coercition, non pas comme un « agent du changement » (Arquilla, 2006 : 221). Évidemment, diront les néo-reaganiens, c'était avant que l'« impensable » ne survienne... Suivant la stratégie dessinée par Reagan, les stratèges américains sont d'avis que la dissuasion, un terme consacré par la guerre froide et qui avait fait de l'équilibre de la terreur le corollaire de la parité stratégique nucléaire, devait faire place

à la défense. Avec la mise à mort du Traité ABM de 1972, on sort de la logique de MAD.

La plupart des gens n'ont aucune idée de l'avancement des projets sur la guerre spatiale, ni même de quoi il en retourne lorsqu'on parle d'«arsenalisation de l'Espace». Certains pensent que c'est déjà fait accompli et d'autres n'en ont aucune idée. Ce qui saute aux yeux par contre, c'est que les États-Unis luttent contre eux-mêmes, comme nous le verrons dans le prochain chapitre, alors que l'arsenalisation de l'Espace est une menace réelle pour l'humanité – et ne devrait surtout pas être une guerre pensée pour *défendre* l'humanité comme le revendiquent les astropoliticiens américains. Dans le contexte plus global de la «Guerre contre la terreur» de l'administration de George W. Bush, les tentatives – le plus souvent effectuées dans le plus grand secret – des élites stratégiques américaines de privatisation et de développement de l'Espace par le truchement de la stratégie militaire spatiale (*US space power*) sont corollaires de la refonte des frontières globales de leur territoire national et de leur réorientation sécuritaire dans l'après-11 septembre. Les objectifs défendus par les États-Unis pour défendre leur politique spatiale nationale – la préservation du principe de «liberté de l'Espace» (*freedom of space*), le contrôle spatial (*space control*) et leur liberté d'action dans l'Espace (*freedom of action in space*) – sont au cœur de leur projet identitaire libéral sécuritaire et s'inscrivent dans leur volonté d'agir comme les garants de la sécurité globale.

Dans le chapitre précédent, nous avons abordé la sécurisation et la territorialisation de la «dernière frontière» et nous nous sommes intéressés à une généalogie du *space power* américain pour voir comment ce discours astropolitique participe à la conceptualisation de l'Espace comme une frontière nationale tout en l'articulant dans la stratégie discursive plus générale d'un État de sécurité globale et de la stratégie globale américaine dans le cadre de la Guerre contre la terreur. Dans ce septième chapitre, nous examinons de plus près l'insertion de la géostratégie spatiale dans la machine de guerre américaine en explorant l'idée de la préparation à la guerre spatiale.

1. Vers la guerre spatiale

L'Espace est maintenant pensé comme l'ultime sphère de confrontation, comme le lieu du prochain théâtre de guerre, c'est pourquoi les États-Unis veulent coloniser et maîtriser ce territoire et cet espace comme une dimension géostratégique. L'Espace est surtout vu comme étant libre de technologie militaire offensive et les États-Unis se préparent militairement, hanté par le spectre de Pearl Harbor et du 11 septembre 2001, pour ne pas se faire prendre en défaut par une entité sur le plan de la technologie militaire. Comme l'écrit le Commandant de la Marine, John Klein, la guerre spatiale a lieu « in the context of general military operations » (Klein 2006 : 6) et prend en compte la transformation de la nature de la guerre. Le contexte actuel de la machine de guerre américaine montre les États-Unis agissant dans la réécriture de l'espace global où les frontières de la mondialisation coïncident avec leur suprématie militaire et leur présence militaire globale (Barnett, 2003, 2004; Ek, 2000; Boggs, 2005). La géostratégie est la pensée militaire – et l'écriture de la *géo*-politique – du comment l'espace global est conçu en termes de planification et de cartographie militaires, où le régime gouvernemental de sécurité nationale réécrit l'espace global selon la dé/reterritorialisation des menaces et des risques *globaux* (Ó Tuathail, 1999 : 120).

1.1 La préfabrication stratégique du futur

Dans le contexte de la Guerre contre la terreur, s'il ne faut pas se surprendre de l'accent mis sur la préparation militaire pour les guerres futures et sur la volonté de vouloir agir *dans le présent* sur le futur, alors qu'on conçoit l'échec de la préparation sécuritaire aux événements du 11 septembre 2001 comme un « échec de l'imagination »¹, on peut mieux comprendre l'avènement d'une doctrine de guerre préventive et d'une stratégie militaire nationale misant sur la domination militaire tous azimuts. La Commission sur le 11 septembre recommande ainsi l'institutionnalisation de l'imagination au sein du

¹ C'est l'un des principaux échecs identifiés dans le Rapport de la Commission sur le 11 septembre : « We believe the 9/11 attacks revealed four kinds of failures : in imagination, policy, capabilities, and management » (9/11 commission, 2004 : 339).

régime gouvernemental de sécurité nationale – ce qui est finalement censé être déjà là et qui l’est déjà, en fait, le problème étant plus une question de limites qu’un problème d’imagination, comme nous pourrions le voir avec le cas de la guerre spatiale dans ce chapitre. Cela pose évidemment un défi considérable au régime gouvernemental de sécurité nationale en raison de la culture bureaucratique : « It is therefore crucial to find a way of routinizing, even bureaucratizing, the exercise of imagination. Doing so requires more than finding an expert who can imagine that aircraft could be used as weapons » (9/11 Commission, 2004 : 344).

On dit souvent que les forces armées sont toujours prêtes à combattre la dernière guerre passée, mais il semble que dans le contexte de la Révolution dans les affaires militaires et de la Guerre contre la terreur par surcroît, que cela ne soit plus suffisant, étant donné qu’on sait d’emblée qu’on a à faire avec un futur « incertain »². Mikkel Vedby Rasmussen conçoit ainsi la « présence du futur » comme l’élément central de planification militaire au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale américain (Rasmussen, 2007 : 65).

Since the first Gulf War, the US armed forces have evaluated their performance not only to learn what they did right and what could be improved, but also *to ascertain whether the deployment of new weapons or strategies has provided a glimpse of the wars of the future*. The utility of a weapons system is thus evaluated not only, perhaps not even primarily, on its performance in the actual conflicts of the day; technology is also evaluated in terms of whether it fits the image of the wars of tomorrow (Rasmussen, 2007 : 65; c’est nous qui soulignons).

La nouvelle vision stratégique de la défense basée sur les capacités des adversaires plutôt que sur les menaces met en œuvre cette idée afin de non seulement se préparer

² Tout futur est, logiquement, toujours incertain – autrement, ce n’est plus un futur mais un « passé » ; c’est pourquoi le futur est *nécessairement* ouvert (à d’autres futurs, sinon, à une infinité de possibles futurs). Il semble cependant que le discours stratégique et sécuritaire de l’après-11 septembre ait cru bon de rendre cela clair, et ce, afin de justifier des investissements massifs dans des projets sécuritaires, militaires et policiers. Cette idée a trouvé son application la plus maladroite, paranoïaque mais symboliquement également la plus importante dans la bouche de Donald Rumsfeld, qui a parlé d’« *unknown unknowns* » (des « inconnus inconnus ») : « Reports that say that something hasn’t happened are always interesting to me, because as we know, there are known knowns; there are things we know we know. We also know there are known unknowns; that is to say we know there are some things we do not know. But there are also unknown unknowns – the ones we don’t know we don’t know. And if one looks throughout the history of our country and other free countries, it is the latter category that tend [sic] to be the difficult ones » (Rumsfeld, 2002).

militairement pour le futur mais de pouvoir agir *sur* lui. Depuis le 11 septembre 2001, cette logique est d'autant plus poussée à son paroxysme dans la préparation du futur, alors que les planificateurs de la défense doivent « penser l'impensable » – et surtout comment le prévenir. La machine de guerre américaine essaie depuis longtemps de contrer l'impensable en le pensant, en imaginant l'inimaginable; c'est un impératif technologique nécessaire pour être en mesure (d'avoir l'impression) de gérer l'incertitude et les scénarios les plus noirs (*worst-case scenarios*) (Der Derian, 1998 : 265). La domination militaire tous azimuts répond de la même logique.

La préparation à la guerre spatiale, l'arsenalisation de l'Espace et la dépendance croissante de l'appareil militaire américain envers ses capacités spatiales sont parties prenantes de ce processus de transformation des forces armées américaines (le nom désormais consacré à l'état de révolution permanente et accélérée dans les affaires militaires dans laquelle sont engagés les États-Unis, une appellation imputable à Donald Rumsfeld lors de son mandat comme secrétaire à la Défense). La guerre spatiale apparaît dans ce cas comme la guerre du futur par excellence (voir l'essai rédigé à cet effet par le professionnel « guerrier de l'Espace » de la Défense américaine, Michael Reiss, 2006). En ce sens, comme nous l'avons soutenu jusqu'ici comme l'un des arguments principaux de cette thèse, il ne faut pas se surprendre de voir les États-Unis préparer la guerre spatiale, tant les élites de sécurité nationale sont ancrées dans une logique de planification de la défense et de préparation militaire permanente depuis l'après-Deuxième Guerre mondiale avec le régime gouvernemental de sécurité nationale et que la menace identifiée est de prévenir un Pearl Harbor spatial.

À ce titre, la simple mention d'une bataille dans l'Espace peut faire sourire les incrédules, effrayer les pessimistes et intriguer ceux pour qui la science fiction n'est toujours *que* de la fiction. Or, l'appellation commune du projet de Reagan de bouclier antimissile en « *Star Wars* » (*La guerre des étoiles*), en référence explicite au film de

George Lucas de 1977 est ici révélatrice³. Comme le rappelle Mikkel Vedby Rasmussen, citant lui-même un rapport de la RAND à cet effet⁴,

Science fiction is about gazing beyond the technological frontier and describes a possible future that will come into being if one or more technological innovations are made. It is this ability to imagine what the future might bring which becomes an essential part of strategy at the moment one accepts that technology is going to change war-making capabilities. Only by imagining what the future of battle might be is it possible to implement an RMA [Revolution in Military Affairs]; therefore a RAND report argues that "military institutions must be willing to develop a *vision* of how war may change in the future, or they are incapable of developing RMAs" (Rasmussen, 2007 : 66; en italiques dans l'original).

S'il est impossible de savoir qu'on pourra prévaloir dans un conflit, il s'avère plutôt clair que dans le contexte actuel de la quête de la domination militaire tous azimuts dans leur façon de faire la guerre, les États-Unis sont prédominants. Il va sans dire qu'en considérant la politique internationale de l'Espace, la stratégie astropolitique américaine de domination globale dans l'Espace devient d'autant plus cruciale à considérer et à critiquer. Dans cet esprit, en sachant que les États-Unis jouissent déjà d'une supériorité militaire spatiale écrasante, en considérant le cas hypothétique d'une guerre spatiale, tout porte à croire que la domination américaine serait aussi grande. En sachant qu'aucune autre puissance spatiale ou même aucune nation explorant l'Espace (*space-faring nations*) n'a d'intentions ou ne possède encore les capacités de pouvoir livrer bataille aux États-Unis dans l'Espace (Hitchens, 2003), il s'avère vraiment dommage que le spectre de Pearl Harbor et du 11 septembre 2001 soient utilisés pour mousser l'idée d'une préparation à la guerre spatiale. En gardant active cette image de l'échec de l'imagination comme justification pour se préparer au pire en évoquant sans cesse le Pearl Harbor spatial, c'est ainsi que l'on continue de croire que les menaces

³ Ce l'est d'autant plus lorsqu'on apprend que, dès le lendemain de l'annonce du 23 mars 1983 de Ronald Reagan sur le projet d'Initiative de défense stratégique, le personnel diplomatique soviétique ne sachant vraiment trop comment y réagir, entreprit de distribuer massivement des copies du film de Lucas afin qu'il soit visionné par l'ensemble de leur personnel diplomatique. Cette anecdote assez loufoque quoique savoureuse nous fut rapportée par Iain Bolton, enseignant à l'University of South Carolina, à Charlotte, SC, spécialiste du programme spatial militaire américain dans les années 1960. Il se la fit lui-même raconter par un ex-diplomate soviétique maintenant devenu spécialiste des affaires militaires spatiales dans un *think tank* de Washington.

⁴ Le rapport est de Richard O. Hundley et s'intitule *Past Revolutions, Future Transformations : What Can the History of Revolutions in Military Affairs Tell Us about Transforming the US Military?* (1999).

peuvent venir de partout et frapper à tout moment, et que l'état de guerre et d'alerte est normalisé :

Nous devons continuer à protéger les Américains et les intérêts américains des armées hostiles et des menaces stratégiques, ainsi que des nouvelles menaces émergentes créées par des acteurs non étatiques – en particulier celles que posent des terroristes organisés à l'échelle planétaire et qui peuvent être éphémères et pratiquement invisibles. Ces nouvelles menaces – de moins grande ampleur et éparpillées dans le monde entier – peuvent se manifester en tout lieu et à tout moment (Teets, 2006).

Or, pour les spécialistes du *space power*, il ne fait aucun doute que les États-Unis devraient prévoir le pire et s'y préparer : « Le défi auquel nous devons faire face consiste à modeler un avenir qui garantira que c'est sur notre potentiel spatial que s'appuieront nos succès de demain » (Teets, 2006).

1. 2 La guerre spatiale, impensable? Inimaginable?

La guerre spatiale devient l'impensable dans le contexte de la planification militaire et est justifiée par le besoin de penser l'impensable dans un monde post-11 septembre. Pour contrer l'incertitude du futur, la simulation doit ainsi se ré-imaginer le passé, mais elle demeure néanmoins prisonnière de l'ouverture radicale du futur, imprévisible par nature (Der Derian, 1998 : 272-273). On peut en venir à une meilleure technologie, à une (impression d'une) meilleure connaissance objective de l'espace global – du globe – via les images captées par les satellites. On peut croire que, par la simulation, cette plus grande capacité représentationnelle et cette plus grande capacité de capture d'images conduira à une plus grande prédiction, connaissance et prévision, mais on ne peut enrayer l'*accident*. Suivant Paul Virilio, James Der Derian se demande ainsi si on peut y échapper ou si on ne concourt pas à le créer : « In the technological drive to map the future – to deter known threats through their simulation – are we unknowingly constructing new, more, catastrophic dangers? Conversely, will the “new” only be construed, and feared, as the unmapped event? » (Der Derian, 1998 : 273). L'idée n'est pas de ne pas penser l'impensable, mais de ne pas succomber nécessairement à agir sur l'impensable. Ce n'est donc pas tant l'actualisation d'une menace mais son imagination qui sous-tend la peur. Parlant du déséquilibre de la terreur et de la technologisation de

la guerre, Virilio voit dans l'automatisation obligée de la guerre le résultat indirect – un *accident*⁵ – des pressions exercées par les technologies avancées sur l'humanité (Virilio, 1996 : 182). Cela ne signifie pas qu'il y voit là un déterminisme technologique, mais il remarque plutôt que pour les gestionnaires de la puissance américaine notamment le rapport à la technologie est déresponsabilisé. C'est probablement dans la sphère militaire spatiale que cela prend le plus de sens, où la guerre « retourne à son essence » en s'infiltrant dans l'appareil décisionnel américain et où la guerre est menée à distance. Dans le régime gouvernemental de sécurité nationale, sa possibilité est toujours présente et c'est dans ce sens que Virilio parle de la « guerre pure » qui aurait été déclarée « avec la dissuasion, à l'intérieur du champ des connaissances, au cœur des conceptions militaro-industrielles et scientifiques » (Virilio, 1996 : 183-148).

On accepte maintenant de voir les conséquences d'une attaque nucléaire sur les États-Unis et le fait de pouvoir y survivre (Masco, 2006), comme ça l'est dans l'émission 24 dans sa sixième saison. Contrairement à *Dr. Strangelove*, où on laissait le spectateur imaginer l'inimaginable et qu'on avait préféré ne pas montrer l'effet du « Ground Zero », aujourd'hui, effet sans doute résultant du 11 septembre 2001, on s'oblige à montrer l'impensable et l'inimaginable. Il faut donc se demander ce qui se cache derrière la rhétorique de l'impensable ou de l'inimaginable, sinon on accepte la dépolitisation et on ne peut plus s'interroger sur l'impensable. Comme nous met toutefois en garde Jenny Edkins, d'appeler un phénomène « impensable » ou « unimaginable » relève d'une stratégie de dépolitisation, même inconsciente. L'impensable ne peut ainsi plus être dit et « we are excused from further enquiry » (Edkins, 2003 : 176). Si on considère que la planification de sécurité nationale et des

⁵ Pour Virilio, l'accident est fondamental comme phénomène, notamment dans son rapport à la technologie. Comme il le dit lui-même dans une entrevue donnée à James Der Derian : « It is the intellectual scapegoat of the technological; accident is diagnostic of technology. To invent the train is to invent derailment; to invent the ship is to invent the shipwreck. The ship that sinks says much more to me about technology than the ship that floats! Today the question of the accident arises with new technologies, like the image of the stock market crash on Wall Street » (Paul Virilio, cité dans Der Derian, 1998 : 20). Ce n'est pas différent dans l'Espace.

stratégies de la défense repose d'abord sur la construction des scénarios noirs, des scénarios les plus pessimistes et donc de penser l'inimaginable, et qu'on cherche à s'y préparer, il n'en reste pas moins qu'on ne peut jamais s'y préparer vraiment, encore moins pouvoir se défendre contre toutes les menaces. C'était évidemment un leurre que la défense civile contre une attaque nucléaire mettait en œuvre durant la guerre froide aux États-Unis. Aujourd'hui, les dirigeants ne prétendent plus qu'ils protégeront la population contre des attaques, ils veulent carrément empêcher ces attaques de se concrétiser.

La culture du régime gouvernemental de sécurité nationale va nécessairement contre ces restrictions, encore plus depuis le 11 septembre 2001. L'horreur du 11 septembre 2001 sert, par conséquent, de caution morale et la stratégie de sécurité nationale de 2002 devient le texte « légal » qui déculpabilise et exonère pour penser l'impensable. Comme on le sait, le régime gouvernemental de sécurité nationale a besoin d'une menace (imminente) pour agir alors qu'il ne peut publiciser la menace ou attendre qu'elle se matérialise. C'est dans ce contexte qu'on en vient à parler de préemption et de prévention pour en arriver à faire plus qu'imaginer l'inimaginable – et à donner l'impression de faire quelque chose.

1.3 De la préemption à la prémédiation

En général, le public américain ne croit pas à la potentialité ou à la réalité de la guerre spatiale, un peu comme il ne croyait pas vraiment pas à la possibilité réelle d'une attaque nucléaire sur le sol américain durant la guerre froide. Les attaques terroristes sur le territoire américain le 11 septembre 2001 ont néanmoins convaincu les dirigeants que tout était désormais possible. Dans le contexte de la Guerre contre la terreur, le régime gouvernemental de sécurité nationale peut préparer la population à une peur et à une réalité et l'aider à gérer la peur et les risques. L'une des stratégies employées est ce qu'on peut appeler la « prémédiation ». Comme l'écrit Marieke de Goede : « Richard Grusin coins the term “premediation” for the way in which newsmedia and cultural industries map out “as many of the possible worlds, or possible paths, as the future

could be imagined to take” » (Richard Grusin, cité dans de Goede, 2007 : 1). En articulant plusieurs mondes et futures possible, la prémédiation offre une capacité de fantaisie pour gérer et contrôler le futur incertain (de Goede, 2007 : 13). La prémédiation n’est pas à propos du futur, mais à propos de scénarios plausibles sur lesquels on peut agir (et générer des ressources), afin de permettre des actions dans le présent pour prévenir un futur. C’est là le lien entre la prémédiation et la préemption. De dire Marieke de Goede : « it is not about the future, but about actionable scenarios, about enabling actions in the present » (de Goede, 2007 : conférence). Chaque fois qu’on parle de la préemption, on doit cependant se rappeler que les traces de la stratégie nucléaire sont présentes, même en son absence (dans le sens métaphysique derridien). Mais avec le discours sur la préemption, on en vient à (faire) oublier la présence des armes nucléaires. On succombe aussi à l’effet de la rhétorique de l’administration Bush, alors que la préemption est « supposément » légale, en raison d’un droit à la légitime défense en cas d’attaque *imminente*, et que la prévention est clairement illégale. Quel est donc l’effet de mêler la préemption avec la sécurité ? La sécurité peut seulement fonctionner si rien ne se produit et n’est publicisé. Mais avec la prémédiation, on peut agir sur des menaces sans qu’elles ne se concrétisent, mais on doit publiciser ces menaces et les façons de les contrer.

Le régime gouvernemental de sécurité nationale publicise ainsi l’efficacité en agissant sur des futurs possibles qui pourraient arriver ou ne pas arriver du tout. Si on pense au 11 septembre 2001, ce n’est pas tant un échec de l’imagination qu’une dissonance cognitive, alors que les scénarios avaient été imaginés. Ce qui compte, c’est d’être écouté – qu’une action gouvernementale soit prise et qu’un programme soit déployé. Si une action ne peut être vendue au public, et en raison des coûts engendrés, il y a des limites aux risques acceptables et à ce qu’on peut accepter de sacrifier pour du « possible ». C’est en ce sens que la prémédiation n’est pas réelle, mais elle joue sur le réel et devient le *réel*. Comme le soulève de Goede :

premediation is performative. The imagination of some scenarios over others, the visualisation of some futures and not others, entails profoundly political work that enables and constrains political decision-making in the present. This does not mean that the disastrous imagined futures will inevitably play out. But it does mean that imagining some futures and not others has a profound ability to enable action in the present, including juridical action. [...] Perhaps even more than *fostering* imagination, premediation *limits* our imagination and the uncountable ways the uncertain future *could have* played out (de Goede, 2007 : 14).

C'est pourquoi les futurs imaginés doivent avoir une certaine plausibilité et une résonance dans des imaginaires préexistants pour qu'ils conduisent à des actions sécuritaires» (de Goede, 2007 : 2). En produisant de nouveaux scénarios de menaces – comme la présence d'un ennemi dans l'Espace qui déclencherait une guerre spatiale – on passe de l'imagination préemptive à la prémédiation puis à la prémédiation préemptive. S'il ne faudrait pas oublier que penser la guerre spatiale et l'imaginer, ce n'est pas *la faire*; en revanche, lorsqu'on agit sur des futurs possibles, on agit dans le réel sur des menaces irréelles.

1.4 Le regard des professionnels de la guerre spatiale

Ayant opté pour un cadre astropolitique critique, nous avons souligné combien la géopolitique formelle et pratique sont centrales pour arriver à identifier le discours astropolitique américain dominant et reconstruire son processus de structuration par les élites de sécurité nationale. Dans le chapitre précédent, nous nous sommes intéressés à la géopolitique formelle et pratique, mais il convient ici de s'arrêter aux points de vue des professionnels de l'Espace du département de la Défense. En effet, si le contenu déclaratoire des documents doctrinaux concernant la recherche et le développement des systèmes d'armement de l'Espace avait force de vérité, l'arsenalisation de l'Espace et l'objectif américain du contrôle de l'Espace ne feraient aucun doute. Nous nous intéressons ce faisant à des articles publiés dans la revue professionnelle *High Frontier*, le journal professionnel de l'US Air Force Space Command et dans l'ouvrage *Space Warfare* de John Klein.⁶ Ces articles sont représentatifs des vues de la communauté de l'Espace de la Défense des États-Unis et sont d'un intérêt indéniable pour discuter cette

⁶ La revue contient deux sections intitulées « Space Professional Update » et « Warfighter Focus » qui concernent l'information pertinente pour les professionnels de l'Espace de la guerre spatiale.

question. Ce qui est particulièrement utile, c'est un article sur la « réalité » de la guerre spatiale comme future guerre rédigée par le Major Robert J. Reiss, de l'US Air Force. De son propre aveu :

The purpose of this article is to generate serious discussion among all members of the military Space community to consider a change in mindset concerning our collective outlook on how we impact our Nation's warfighting ability and dependence upon Space superiority in future conflicts. As Space professionals, it is our duty to honestly assess the critical role we have in the overall National Security construct (Reiss, 2007 : 46).

D'emblée, on ne peut nier que la machine de guerre spatiale est presque déjà en place lorsqu'on considère à quel point les opérations militaires des États-Unis sont dépendants de leurs capacités spatiales. Jackie Orr souligne ainsi que

The battles for which the U.S. Space [commands] [are] prepared are not futuristic science fiction scenarios. As the command center responsible for the protection and proliferation of military and commercial satellites, and for the rejuvenated National Missile Defense program, the [Joint Functional Component Command for Space within the Strategic Command] is already a key player in the conduct of U.S. war. Satellite mediated infotech warfare has arrived. The militarized use of space-based satellites to provide real-time flows of information and imagery debuted the U.S. invasion of Panama in 1989, developed in the 1990s during the U.S.-led war against Iraq and in the killing fields of Kosovo, and is today an integral component of U.S. military activity in Afghanistan and Iraq (Orr, 2004 : 453).

En plus des discussions sur la guerre spatiale, il semble toutefois juste de souligner que la guerre spatiale est là pour rester, en sachant combien de fonds ont déjà été consentis par la machine de guerre américaine pour le système de défense antimissile, à savoir plus de 100 milliards de dollars (O'Hanlon, 2006).

Tout d'abord, il y a une professionnalisation du personnel militaire spatial. Ainsi, les combattants de l'Espace ont les outils nécessaires à leur disposition, qu'on pense aux revues professionnelles, aux programmes de développement des professionnels de l'Armée et de la Marine, à l'École des opérations spatiales (SOPSC, pour *Space Operations School*), l'intégration des éléments spatiaux et des opérations d'information dans les exercices conjoints menés par le *505th Command and Control Wing* (Reiss, 2007 : 48). Ensuite, un autre élément convaincant indiquant que la guerre spatiale n'est plus tout à fait une fiction est le fait que le commandant de la Marine John Klein

recommande la création d'un Collège pour la guerre spatiale (*Space War College*) selon le modèle des collèges des autres services armés. Klein affirme ainsi qu'

an action like [establishing a Space War College] would indicate to the professional military community that Space warfare is a subject that deserves separate and dedicated strategic study [and] [...] it is believed that establishing such a war college is the only method – short of establishing a separate service – by which warfighters and policymakers will recognize that more thought and effort should be expended to protect our nation's interests and security in Space" (Klein, 2006 : 151-152).

Dans un compte rendu du livre de Klein, Brent Ziarnick soulève le point intéressant qu'on pourrait même dire qu'un tel college existe presque déjà, le *National Security Space Institute* : « [i]t is unclear whether Klein does not consider this close enough to the Space War College to merit an acknowledgement or was not aware of it at the time of writing, though one suspects the latter » (Ziarnick, 2006 : 68).

Il faut ici par contre souligner à quel point le contexte de la Guerre contre la terreur a servi la cause de la guerre spatiale. Effectivement, ce qui s'est passé le 11 septembre 2001 sert de justification pour toute mesure offensive ou défensive dans l'Espace, car « it is also possible for a madman, religious fanatic, or terrorist to be beyond deterrence. Consequently, while deterrence could contribute to the survivability of US Space systems, it would be imprudent to rely upon deterrence alone as the means to achieve mission protection » (Berkowitz, 2007 : 15). Si la puissance militaire spatiale et la militarisation de l'Espace sont des projets en cours depuis longtemps, Marc Berkowitz rappelle avec justesse que depuis l'incident du Spoutnik, alors que le président Dwight Eisenhower avait promulgué la première politique spatiale américaine, tous les présidents ont réaffirmé le principe de la liberté de l'Espace depuis (Berkowitz, 2007 : 13). Il croit que les États-Unis pourraient être mis au défi et même peut-être perdre leur droit de passage sans interférence dans l'Espace d'ici quelques années et recommande que les élites de sécurité nationale prennent des dispositions pour préserver la liberté de l'Espace (Berkowitz, 2007 : 13).

On peut dire, que d'une certaine façon, ces professionnels de l'Espace n'ont pas entièrement tort de croire que l'accès à l'Espace pour leurs adversaires réduit l'avantage asymétrique des États-Unis (Reiss, 2007 : 47). Toutefois, la « menace »

n'est sûrement pas aussi grande qu'ils le prétendent : « By assuming away potential adversarial capabilities, we risk placing our future superiority, *even our very survival, in grave peril* » (Reiss, 2007 : 47; c'est nous qui soulignons).

Pour des gens comme Berkowitz, toute discussion sur la guerre spatiale est futile, car pour lui, « the pertinent issue is war or peace – not war or peace in Space. Whether or not an adversary could be dissuaded from fighting in Space and deterrence could function to protect Space systems will depend upon the stakes of the conflict and the enemy's assessment of the risks of escalation » (Berkowitz, 2007 : 14). C'est néanmoins Reiss qui rend le mieux compte de la situation actuelle de la guerre spatiale comme la guerre du futur pour laquelle il semblerait que les États-Unis doivent se préparer :

“war” in Space has not happened to date, or not one we recognize as “war”. We may think or believe we know what a Space war would look like, but we do not. Will we recognize it when it does occur or will someone assume or dismiss it simply because it does not “fit the model”? Just because an event or tactic did not originate from our think tanks or we never war-gamed it that particular way does not indicate whether anyone else thought of it or plans to attack us in such a manner. It is not in the realm of the impossible (Reiss, 2007 : 48).

De la même façon, Berkowitz craint que « [i]t may not be a choice for US policy-makers to decide whether or not Space will be made a battlefield; *that decision could be made by an adversary* » (Berkowitz, 2007 : 13; c'est nous qui soulignons).

Si nous devons suivre leur conseil, les forces armées américaines devraient s'entraîner, faire des exercices et des simulations pour des « Space equal[s] or superior foe[s] » – alors que dans l'Espace, les États-Unis sont *de loin* les plus puissants militairement et technologiquement (Reiss, 2007 : 49). Reiss recommande néanmoins des entraînements plus complets *pour* la guerre spatiale :

To fully integrate the diversity of Space and information operation (IO), we must add a new third way : the joint force (purple) will meet not only the apparent red but also gray (commercial), orange (terror/guerilla groups and hostile countries), white w/red stripe (neutral country hiding/hosting hostile groups), light blue (ally nation, not quite w/US) among other categories. This shift in mindset by adding more actors will push us closer to the reality we already face and the environment we will operate in future wars (Reiss, 2007 : 46-47).

Il semble toutefois que la simulation qui permettrait une expérience « près de la réalité » ne serait que peu crédible, c'est le moins que l'on puisse dire. C'est surtout lorsque la rhétorique militariste de la guerre spatiale est mêlée à des sentiments de patriotisme, de virilité et de fierté que le plaidoyer pour la guerre spatiale est à son plus faible niveau. Il tombe alors dans le panneau de combattre la terreur par la terreur (Debrix, 2005), ce qui amène incidemment une plus grande insécurité – et c'est à ce moment qu'il est au diapason avec la rhétorique générale de l'administration Bush dans sa Guerre contre la terreur. Les citations suivantes le mettent d'ailleurs bien en relief :

- Surprise attack in Space is a real possibility and it must be recognized that an enemy may attempt a clandestine or covert attack. [...] Given that the offense is probably the stronger form of warfare in Space and absolute survivability is impossible, the potential contributions of active defense measures for Space mission protection also must be considered (Berkowitz, 2007 : 15).
- Given that doing nothing in the face of enemy aggression in Space is not an attractive option, and diplomatic demarches and economic sanctions may not achieve the desired results, national security planners must be prepared in advance with a range of options for the impending contingency of responding to hostile interference with US interests in Space (Berkowitz, 2007 : 17).
- The idea that America cannot afford to fight for its right of passage through space because it has the most to lose if the medium becomes a battlefield is specious. Policy-makers should be willing to take risks of escalation to respond appropriately to an enemy's campaign to interfere with our space operations (Berkowitz, 2007 : 17).

On ne peut faire abstraction du fait que la menace d'un « Pearl Harbor spatial » identifié dans la *Rapport de la Commission sur l'Espace* est la seule menace qu'ils peuvent identifier – pas dans la forme ni dans le contenu – et qu'ils assument que le pays ne pourrait se remettre de nouvelles attaques, ce qui justifie des mesures draconiennes comme la guerre spatiale. En bref, ce que les penseurs astropolitiques et les guerriers de l'Espace voient comme la « réalité » de la guerre spatiale est une réalité dans le même genre que la guerre nucléaire a été une réalité de la guerre froide, à savoir uniquement dans la tête des stratèges et des élites sécuritaires américaines et soviétiques.

Dans ce contexte, l'interprétation fautive de l'échec de la doctrine stratégique de la dissuasion – une doctrine déjà problématique en soi – établit les conditions de possibilité pour que la guerre soit menée de façon permanente, à chaque instant et de

partout. Le nouveau rapport à la technologie et à l'ennemi que décrit Paul Virilio avec l'automatisation de la guerre qui dérobe l'agent guerrier de son pouvoir souverain et, surtout, de sa responsabilité, c'est en gros ce que Reiss manifestait involontairement lorsqu'il écrit que les « United States is the nation most heavily reliant on technology for its economy, defense and way of life » et ajoute « [looking] back upon our short Space faring history, we need to continue the leap of faith that the pioneers held » (Reiss, 2007 : 46). En fait, on doit savoir que derrière la rhétorique de l'arsenalisation de l'Espace et le « jeu de la menace », d'autres considérations de puissance jouent encore un rôle non-négligeable – et le complexe militaro-industriel est encore bien en vie et très influent concernant le développement aérospatial et spécialement avec l'administration Bush (Grossman, 2001 : 58-60). Pour les guerriers de l'Espace, la relation avec la technologie dans la machine de guerre américaine est ainsi *dé-responsabilisée*. Ironiquement, c'est dans ces instances que les conditions de possibilité pour des discours tels que ceux pour la guerre spatiale et l'arsenalisation spatiale sont présentes.

2. Le Nomos de la Terre dans la Guerre contre la Terreur

Pour discuter la géopolitique de la violence et de la gouvernance de l'État américain, nous devons étudier comment l'Espace est représenté et signifié par les agents politiques – tels que les professionnels de l'Espace et la communauté de sécurité nationale américaine – et comment cela s'inscrit dans un projet de puissance globale plus large. En illustrant comment les discours astropolitiques américains représentent et expérimentent l'Espace comme un espace de guerre, nous sommes en mesure de comprendre l'ordre global violent mis en place par les dirigeants américains – ce que Carl Schmitt appelle le « nomos de la terre » (Schmitt, 2001 [1950]). En essayant d'exposer la construction sociale de l'Espace comme espace arsenalisé et comme espace de guerre en mettant l'accent sur les rapports entre les niveaux de géopolitique formelle et pratique dans l'architecture de la stratégie pour la guerre spatiale, de se

tourner vers Carl Schmitt apparaît pertinent, notamment en raison de sa redécouverte récente comme *géopoliticien*.

2.1 Carl Schmitt comme géopoliticien

Comment doit-on lire *Nomos de la terre* aujourd'hui ?, se demande Martti Koskenniemi (2004 : 505). Les débats sur les approches actuelles de droit international – divisées en deux catégories, américaines (basée sur l'hégémonie américaine) et européennes (le « droit international », positif dérivant du droit naturel) – demeurent des sites de luttes pour des conflits politiques qui ne sont malheureusement pas faits sur leurs significations ou leur contenu, mais « in who can authoritatively decide what action they suggest in concrete circumstances » (Koskenniemi, 2004 : 505 ; en italiques dans l'original). Il est difficile de sortir d'une position où le droit international et la politique ne sont pas dans une relation asymétrique; on ne sort pas d'une logique géopolitique schmittienne aussi facilement. Koskenniemi affirme ainsi que l'analyse critique faite par Schmitt du droit international européen et anglo-américain jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, dont nous ne sommes pas encore sortis, comme nous venons de le souligner, est correcte en grande partie:

The United States is embarked on a morally-inspired crusade opposed by a Europe that invokes the formal law of sovereign equality under the United Nations Charter. There is undoubtedly something right in such analysis. It is especially hard to avoid thinking about the American rhetoric of freedom as an empty form through which the United States asserts its *unconditional sovereignty over the world*. This would-be empire, and the only remaining question would be whether it is a "rational empire," inspired by genuine confidence in the universality of the moral truth for which Washington decision-makers see themselves as carriers (in Schmittian terms, the United States as a kind of "commissarial dictatorship" upholding the substantive constitution of the world by a suspension of its formal provisions); or whether the right characterization would be of a "cynical empire," lacking such faith though still using its language. Both alternatives would be compatible with understanding American acts in terms of a political theology (of freedom) in the strict Victorian sense: one's unconditional deference to right authority as the sole standard of evaluation, whereby one's acts would be automatically virtuous whether their consequences were good or evil. This is the logic of (American) nationalism: the unquestioned authority of *my* (liberal-democratic) country as the sole normative standard (Koskenniemi, 2004 : 505-506).

Dans cet esprit, en suivant Koskenniemi, pour qui *Le Nomos de la terre* constitue une excellente critique du droit international *et* de la puissance stratégique globale des États-Unis dans l'ordre global d'après-guerre; « The idea would be not (only) to

employ Schmitt to understand the United States but to think *with* and *against* Schmitt in the interests of today's politics » (Koskenniemi, 2004 : 494). Pour penser le rapport entre Espace, espace, ordre (mondial) et loi/droit et donc pour pouvoir mieux réfléchir sur la préparation à la guerre spatiale, il s'avère utile d'employer l'ouvrage *Nomos de la terre* de Schmitt.

2.2 La production de l'Espace comme espace de guerre

Toute machine de guerre pense l'espace – et l'imagination de l'espace est alors l'espace de guerre – ce qui signifie que des espaces soient vus comme dangereux, à défendre ou à s'approprier (Mendieta, 2006 : 209). Le militarisme met en scène un espace vécu, un espace représenté, ainsi que des pratiques spatiales qui entraînent une militarisation de l'espace et laquelle renvoie à une considération de l'espace comme espace vécu et comme théâtre de guerre (Mendieta, 2006 : 224). Depuis l'adage de Friedrich Ratzel qui disait que « la guerre était l'école de l'espace », il demeure indéniable que les théoriciens de la stratégie ont une influence considérable sur la pensée de la guerre *et* sur la pensée de l'espace en raison de l'expérience de la guerre et de la réflexion sur celle-ci. Comme l'explique Eduardo Mendieta, « War generates a phenomenology and representation of space that since time immemorial have laid the foundations for our quotidian experience of space. The art of waging war was always about technologies of controlling territory, of surveying spaces, traversing topographies, and circumnavigating the world on the surfaces of the sea » (Mendieta, 2006 : 208). Ce sont les stratégies qui ont pensé la guerre en « théâtre », dans l'espace : la guerre a ainsi produit de nouveaux espaces. C'est donc par l'interaction entre la vitesse, les armements et la connaissance géographique que l'espace a été produit par la guerre, que la « guerre est [devenue] l'école de l'espace » (Mendieta, 2006 : 208).

Avec le *Nomos de la terre*, Schmitt parle des ordres spatiaux, des ordres juridiques et de la puissance. Et pour lui, ces ordres passent nécessairement par la délimitation territoriale, laquelle passe elle-même par l'appropriation de la terre : « At the beginning of every great epoch stands a great land appropriation » (Carl Schmitt cité dans

Mendieta, 2006 : 220). En effet, Schmitt prétend que le *nomos* de la terre repose d'abord sur une dimension territoriale:

Le droit, c'est le droit toujours qu'un peuple, un clan à l'origine a pris sur un autre, d'abord en occupant ses terres, en brûlant ses villages, en massacrant ses enfants. Tout droit étatique à l'origine est un droit de conquête. Droit fondamentalement dissymétrique, finissant par organiser des rapports de domination plutôt que de réciprocité, consacrant des privilèges, sanctifiant des hiérarchies. Le droit né de la guerre est un droit *sur*. Sur des terres conquises ou sur un peuple asservi (Gros, 2006 : 166).

Cette conception du *Nomos*, qui évoque l'ordre légal est évidemment très liée au décisionnisme schmittien, le pouvoir souverain s'exprimant par la décision sur la pensée spatiale, sur la relation ami-ennemi et, partant, sur l'espace de conflit et les limites de la souveraineté (Mendieta, 2006 : 220). En effet, « From a decisionist perspective, the ultimate condition of sovereignty is visible neither in everyday political practice nor in the normative order of the constitution, but only in exception » (Bartelson, 1997 : 326). Et comme Schmitt l'a écrit lui-même : « L'exception est plus intéressante que le cas normal. Le cas normal ne prouve rien, l'exception prouve tout ; elle ne fait que confirmer la règle : en réalité *la règle ne vit que par l'exception*. Avec l'exception, la force de la vie réelle brise la carapace d'une mécanique figée dans la répétition » (Schmitt, 1922 : 25; c'est nous qui soulignons). Le pouvoir souverain dépend donc de l'exception, du pouvoir de celui qui peut la décréter; et c'est à travers la guerre que le pouvoir souverain se révèle à lui-même, par la production violente de l'espace, par la production de *son espace* : « War is the act of gathering space, and on this space is born the law, but since the space is a violent gathering, a horizon-making through violence, its law is always conflict » (Mendieta 2006 : 221).

Pour Schmitt, toute loi implique la loi de la terre et, partant, la partition du monde entre la terre et la mer, et la lutte pour le contrôle des espaces se fait par la guerre (Schmitt, 1985). Pour Schmitt, l'espace se présente sous deux formes contrastées : terre et mer, où la terre est ferme et la mer est libre et auxquels correspondent deux ordres spatiaux différents (Schmitt, 1985). Cela rejoint par le fait même la conception du politique de Schmitt, basée sur le conflit, mais un conflit *discipliné*. Par conséquent, le

lien ontologique entre la terre, la loi et la guerre par Schmitt rend compte de sa conception de l'espace marqué par la guerre, produit par la guerre : l'espace devient en ce sens le lieu de rencontre des ennemis. Pour Schmitt, le débat politique rend possible un espace qui n'est pas celui de la guerre et de la paix, un espace qui permet l'action politique, souvent violente, sans que cela ne soit pour autant la guerre déclarée légalement et comprise dans ses règles fixées par le pouvoir souverain. En ce sens, le conflit en politique « *est* la guerre, mais ce n'est pas la guerre de la nature, non plus est-ce la suppression violente de la guerre de la nature. Au contraire, la politique est l'amélioration de la guerre; c'est le double de la guerre, une force qui peut se mesurer à la violence de la nature tout en la canalisant et lui donnant une forme particulière » (Rasch, 2000 : 1). C'est dans cet esprit que nous situons Schmitt comme un penseur de la géopolitique classique au même titre que les Ratzel, Haushofer, Mahan et Mackinder, car « at a more philosophical level, Schmitt conceptualizes space through war, and war through space. War is spatialized, and space is martialized, militarized » (Mendieta, 2006 : 221). C'est d'ailleurs en suivant Carl Schmitt, Henri Lefebvre et Paul Virilio que Mendieta affirme que « if war produces space, it means that space itself is already part and parcel of the arsenal of war. The militarization of space means the spatialization of war—space seething, breeding, and bristling with war » (Mendieta, 2006 : 224). C'est donc à travers cette conception du *nomos* schmittien qu'on en vient à parler de l'Espace comme un espace de guerre du point de vue du régime gouvernemental de sécurité nationale, alors que la stratégie américaine de contrôle suprême spatial renvoie à une affirmation du pouvoir souverain global américain.

Appliqué à l'Espace, une lecture schmittienne verrait l'Espace comme un espace de guerre dans la mesure où il est considéré libre comme les mers le sont – le caractère élémentaire se rapprochant de la liberté hobbesienne dans l'état de nature. Dans l'Espace, Schmitt suit la puissance navale mahanienne, où l'ordre et le droit sont décidés par le pouvoir souverain. Avec l'arsenalisation de l'Espace, la conception de l'ennemi rappelle étrangement la logique de la guerre froide et de l'arme nucléaire, ce

que Paul Virilio a nommé l'« inversion », alors que *l'ennemi est créé par les États-Unis eux-mêmes* et par leur foi aveugle en la technologie comme moyen pacifique. Durant la guerre froide, cela a voulu dire pour les États-Unis, que « leur propre armement, leur propre savoir-faire scientifique pourrait en fait entraîner la fin de leur propre société » (Virilio, cité dans Shapiro, 1997 : 19). Dans l'ère de la Guerre contre la terreur et de l'arsenalisation de l'Espace, notamment dans le discours des professionnels militaires de l'Espace, cela veut dire que la technologie produite par les États-Unis est elle-même l'ennemie des États-Unis.

Dans l'Espace, dans le contexte de la Guerre contre la terreur, nous devons réaliser combien les États-Unis utilisent les attaques du 11 septembre 2001 comme preuves que ce qui était impensable avant ne l'est plus. En retour, la logique qui sous-tend la guerre spatiale tombe dans le même panneau que l'ère du nucléaire :

It all comes down to one question—how effective do we want to be against an evolving ballistic missile threat? If you can agree that American cities face a serious, potentially catastrophic threat in the future (whether that threat be from a nuclear strike or an electromagnetic pulse event), the answer ought to be that we should make our missile defense system as effective as possible. And to do that, we must be prepared to march confidently along the high ground surrounding Earth (Lambakis, 2007 : 29).

Tout est déployé en fonction de prévenir un « Pearl Harbor spatial ». Sur le plan stratégique, les objectifs des américains de contrôle spatial et le projet de non-arsenalisation sont le résultat de la politique de la peur de l'administration. En prenant le relais de la guerre nucléaire, la guerre imaginaire, le débat politique américain sur le contrôle de l'Espace lui substitue la guerre imaginée, la guerre spatiale, où la « terre [est] traitée de l'extérieur et comme un *seul objet*, en répartissant sur l'ensemble les zones de danger, d'où le développement technologique extraordinaire du matériel d'observation, d'espionnage, de l'ensemble planétaire à partir de l'Espace » (Virilio, 1976 : 134, note 1; en italiques dans l'original).

Ainsi que le remarque Heriberto Cairo, « War becomes meaningful within particular symbolic orders, and certain political discourses render it legible » (Cairo, 2004 : 1032). La guerre spatiale devient ainsi un futur possible à travers le discours

stratégique des élites astropolitiques américaines. Pour comprendre comment on peut en arriver à ce que la guerre spatiale soit possible, il faut savoir comment fonctionne la pensée d'un État géré par le régime gouvernemental de sécurité nationale. Avec la fin de la guerre froide, un conflit idéographique qui a défini l'identité des États-Unis comme puissance stratégique globale, les stratèges américains devaient se trouver une nouvelle imagerie politique et de nouvelles catégories géopolitiques pour comprendre le monde et penser leur stratégie d'action dans celui-ci (Shapiro, 1997 : 104). Il faut donc penser comment le développement des technologies d'écriture oriente des économies de la violence, en permettant d'insuffler une hostilité à des entités abstraites, non définies. La géostratégie est donc un type – plutôt important – de discours géopolitique et d'écriture (Ó Tuathail, 2002 : 607). La géostratégie, en tant que forme d'écriture, devient une technologie d'inscription de la puissance dans l'espace en considérant des moyens d'employer la violence pour atteindre des objectifs politiques, une violence exprimée contre des ennemis abstraits et lointains. Comme l'explique Shapiro, « with the narrative of writing technology as a frame, it is possible to deepen the appreciation of abstract enmity » (Shapiro, 1997 : 92).

Une fois que l'Espace est territorialisé et américanisé, en considérant le processus d'altérisation (*othering*) central au processus d'identification du Soi, cela prend évidemment une forme particulière lorsqu'on applique cette logique à la guerre spatiale à laquelle les États-Unis se préparent. Il va sans dire que la technologie d'information aide au ciblage dans l'emploi des armements à haute précision, en raison du fait que les combattants emploient des armes qui visent des cibles qu'ils ne voient pas nécessairement (elles peuvent être ciblées par d'autres troupes intégrées dans l'opération) ou parce qu'ils dépendent de technologie visuelles leur permettant de repérer de loin les cibles mais pas nécessairement les « ennemis » (Shapiro, 1997 : 80). Plus que n'importe quel contexte de guerre, dans la guerre spatiale, « war [would be] described and shown by reference to the weapons rather than the affected bodies » (Shapiro, 1997 : 102).

Il est crucial de comprendre comment la technologie américaine s'avère le salut et l'ennemi et permet, par la géostratégie, à la relation d'inimitié d'être créée dans l'abstrait. La distance face à l'ennemi abstrait que permet la technologie fait en sorte que les sujets combattants sont parés à livrer bataille contre des ennemis inconnus, pour lesquels l'inimitié est présumée par les technologies d'écriture qui s'appuient sur des représentations visuelles relayées par des technologies de surveillance et de reconnaissance (Shapiro, 1997 : 93). Ce serait par la technologie visuelle que les hostilités seraient déclarées, que l'inimitié serait assumée envers des Autres potentiels (pré)jugés dangereux (Campbell, 1998). Dans l'Espace, on assiste réellement à ce que Michael Shapiro appelle la « déréalisation », un « process by which increasingly abstract and distancing modes of symbolic representation mediate the relationships through which persons and places acquire meanings » (Shapiro, 1997 : 88). Cette déréalisation militaire des cibles visées par la violence du régime gouvernemental de sécurité nationale par la technologie militaire et la géostratégie rend d'autant plus irréaliste la notion même de guerre dans l'Espace. Effectuant un « saut collapsar »⁷ par rapport à la première Guerre du Golfe, l'idée même d'une guerre spatiale apparaît comme une impossibilité et une folie. On peut en ce sens parler d'une notion d'inimitié abstraite, un peu comme c'est le cas des simulations de guerre pour entraîner les soldats ou dans certains jeux vidéos. La guerre spatiale peut paraître comme impossible ou comme un « rêve dément » pour bon nombre de gens, mais pas pour les élites astropolitiques : « For war (and peace) are territorial. They do not only occur in specific spaces, but they also are the outcome of specific geostrategies, and are made intelligible through particular territorial discourses » (Cairo, 2004 : 1010). Comme l'explique Orr : « As home to an increasingly sophisticated and expensive infrastructure of satellites, and to a proposed network of (possibly nuclear-powered) space stations

⁷ Le « saut collapsar » est une technologie de voyage instantané qui provient du roman de science-fiction *The Forever War*, de l'Américain Joe Haldeman (1974), qui, sur un fond socioculturel de la guerre du Vietnam, met en exposition une guerre spatiale. Un objet ou sujet voyageant par saut collapsar se trouve propulsé à un point de la galaxie – en passant d'un champ collapsar à un autre – sans que du temps ne se soit écoulé.

equipped with laser weaponry, 'outer space' is now the final, fantastic frontier for the U.S. military's imaginary and material battlefields » (Orr, 2004 : 453). Nous nous tournons maintenant sur l'exercice du pouvoir souverain global par les États-Unis dans l'Espace en nous inspirant du concept du politique de Schmitt.

3. Le pouvoir souverain global dans l'Espace

De mettre l'accent sur la pensée de Schmitt sur l'ordre global, qu'il développe notamment dans *Nomos de la terre*, s'avère non seulement pertinente pour analyser la puissance américaine et le leadership dans l'ordre global depuis 1945 mais pour construire une critique éclairée des appels à l'humanité et des prétentions de défendre le pouvoir global dans la Guerre contre la terreur. Comme l'ordre global n'est pas fixé par la loi mais par le pouvoir souverain, il s'avère que l'État américain a agi comme le pouvoir souverain global par moments, notamment dans l'Espace.

3.1 Le politique

Le *Nomos de la terre* de Carl Schmitt permet d'appréhender l'ordre global contemporain en liant la guerre, l'espace et l'ordre, le *nomos de la terre* permettant d'expliquer comment les conditions de possibilité pour une action et une autorité globales peuvent s'affirmer (Dean 2006 : 7). Schmitt de dire lui-même : « À peine la terre se fut-elle révélée sous la forme d'un véritable globe, non plus simple pressentiment mythique, mais fait scientifique constatable et espace mesurable pratiquement, qu'apparut aussitôt un problème entièrement nouveau et jusqu'alors inconcevable : celui d'un ordre spatial international du globe terrestre dans son ensemble. La nouvelle représentation globale de l'espace appelait un nouvel ordre spatial global » (Schmitt, 2001 : 87). C'est dans cette veine que le *nomos de la terre* se présenter comme le lieu pour discuter de la géopolitique globale, notamment la projection de la puissance dans l'espace global par les États-Unis.

Dans le développement politique américain, il est clair que la pensée du global, l'expansion globale et l'universalisme des valeurs américaines sont présents dans le

projet identitaire américain dès le moment où les États-Unis pensent leurs intérêts nationaux au-delà de leurs frontières étatiques. C'est ainsi qu'on parle du déploiement politique et moral du concept de l'humanité, ce que Schmitt a vertement critiqué comme le moralisme universel. Pour Schmitt, il ne faut pas perdre de vue que l'après-1945 est marqué par l'affirmation de la souveraineté américaine dans l'espace global. Schmitt veut éviter l'idéologie des droits de l'homme, la conception anglo-américaine de l'ordre global libéral de l'humanité en renforçant la souveraineté de l'État. C'est ce qui garantirait un pluralisme entre des entités autonomes au sein du système international sans qu'elles ne soient soumises contre leur gré à la suprématie économique et légale d'une instance souveraine comme les États-Unis, qui se sont posés en dépositaires autorisés presque omnipotents pour gérer l'ordre moral universel (Rasch, 2004 : 22). Dans l'ordre global libéral (américain), « les sociétés libérales deviennent le standard universel à partir desquelles les autres sociétés sont jugées » (Rasch, 2004 : 146). Les autres sociétés sont considérées comme des criminelles par rapport aux autres ; leur souveraineté est restreinte par rapport à la souveraineté des sociétés libérales, qui s'appuient sur l'ordre libéral pour s'autolégitimer. Suivant Rawls, après 1945, on en vient à voir le libéralisme politique comme étant lui-même *souverain* (Rasch, 2004 : 146). La condition de possibilité de cette restriction, de l'imposition de l'ordre libéral sur les sociétés non libérales, est liée à la souveraineté étatique de la puissance victorieuse, les États-Unis, de la Deuxième Guerre mondiale. Comme l'expliquerait Schmitt, les États-Unis ont pu établir le libéralisme américain comme norme de l'ordre global, comme le nouveau *nomos* global, en agissant comme les souverains globaux par défaut, sans qu'on ne puisse tout à fait limiter leur pouvoir souverain (sans que cela ne signifie pour autant qu'il puisse s'affirmer sans contrainte non plus) :

[T]he great superiority, the amazing political achievement of the US reveals itself in the fact that it uses general, flexible concepts. [...] With regard to these decisive political concepts, it depends on who interprets, defines, and uses them; who concretely decides what peace is, what disarmament, what intervention, what public order and security are. One of the most important manifestations of humanity's legal and spiritual life is the fact that whoever has true power is able to determine the content of concepts and words (Schmitt, cité dans Rasch, 2004 : 146-147).

En fait, pour Schmitt, et c'est ce qui nous intéresse lorsqu'on en vient à aborder la politique internationale de l'Espace, « la question qui est vraiment importante demeure : Qui décide » (Rasch, 2004 : 147). C'est donc qu'il faut se demander quelle instance souveraine décide qui est humain et ne l'est pas, qui est criminel et qui peut agir comme police mondiale, qui est terroriste et ne l'est pas. En effet, seuls les acteurs étiquetés comme voyous par les États-Unis sont ceux qui sont jugés extérieurs à la communauté politique globale (l'humanité, au nom duquel ils prétendent parler lorsqu'ils brandissent le discours de la sécurité globale), qui n'ont pas droit de cité dans l'Espace – ceux qui sont partis de la famille (*in-laws*) et ceux qui sont hors-la-loi (*outlaws*). C'est donc lorsqu'on en vient à la politique américaine et à sa stratégie militaire aérospatiale qui prépare la guerre spatiale que cette spatialité globale pourrait s'affirmer. Dans l'Espace, les États-Unis agissent alors à titre d'État de sécurité globale, en s'affirmant comme l'exception, en exerçant le pouvoir global souverain.

3.2 L'ennemi dans l'Espace

Pour l'Espace, ce qui s'avère crucial, c'est de prendre conscience comment le contexte de la Guerre contre la terreur sera utilisé pour accomplir ce qui auparavant était jugé impensable, à savoir de concevoir l'Espace comme un théâtre de guerre et comme un champ de bataille. C'est d'ailleurs sur ce point que de retourner à Schmitt et à sa distinction ami/ennemi prend toute son importance, alors qu'avec la Guerre contre la terreur, on est passé d'un contexte où l'Espace avait un certain ordre et dont les relations diplomatiques, durant la guerre froide notamment, étaient basées sur une conception de l'ennemi juste (l'URSS), en respectant et en reconnaissant l'ennemi comme Autre. D'un point de vue très schmittien, le problème central qui se pose derrière le projet de la guerre spatiale est l'absence de deux éléments centraux : 1) un ennemi identifié clairement par le pouvoir souverain et 2) un ennemi juste (*justus hostis*), qui puisse justifier une guerre loyale. Et sans ennemi juste identifié, l'ennemi peut être anéanti sans remords.

Avec la Guerre contre la terreur, cet ennemi ne peut plus être juste – pour justifier les mesures de prévention et l'exceptionnalisme déployé par l'administration Bush dans l'Espace, l'ennemi indéfini ne peut, de toute façon, pas avoir un visage humain. Les États-Unis se croient les gestionnaires de l'humanité. Même si la confrontation envisagée par les États-Unis est clairement en fonction de la Chine et dans une moindre mesure avec la Russie, le discours laisse (sous)entendre que c'est en cas de liens avec des organisations terroristes ou des acteurs voyous que la stratégie militaire spatiale qui entraînera l'arsenalisation de l'Espace est justifiée. Qui est l'ennemi dans l'Espace donc? Contre qui/quoi? La guerre produit l'espace, alors que l'espace veut être spatialisé par le politique, et comme la guerre est le résultat de la distinction entre l'ami et l'ennemi, est-ce que l'Espace doit être reproduit comme un espace à travers à une logique de guerre ?

Schmitt reconnaîtrait d'emblée la possibilité de faire la guerre dans l'Espace comme le préalable à l'établissement d'un ordre juridique dans l'espace – un ordre qui serait nécessairement géopolitique. Pour Schmitt, sans cette capacité de distinguer, de structurer les espaces dans lesquels nous vivons, on se trouve incapable de distinguer l'espace central au pouvoir souverain, l'espace du politique, et, selon la logique schmittienne de l'inimitié, l'incapacité de reconnaître un ennemi (Rasch 2005 : 255) : « Le seuil absolu de la politique, c'est alors l'horizon de la guerre, le politique désignant l'intensité extrême de la relation à l'autre. L'ennemi n'est ni le rival, ni le concurrent, ni l'adversaire : il est constitué comme celui qui menace directement l'exister-ensemble d'une communauté. *De même l'ami n'est pas celui qui serait bienveillant, complice, mais qui se montre prêt à mettre sa vie en jeu pour moi* » (Gros, 2006 : 112; c'est nous qui soulignons). Comme l'explique Ellen Kennedy, la distinction entre l'ami et l'ennemi est un critère phénoménologique du politique et cette distinction est nécessairement définie en termes de destruction physique : « War is just the extreme realization of enmity. It need not be a common occurrence, nor something normal, neither must it be an ideal or something to be longed for; but it must persist as

a real possibility, if the concept of an enemy is to retain meaning » (Carl Schmitt, cité dans Kennedy, 1998 : 101).

Si nous nous opposons à la production de l'Espace comme un espace de guerre, nous ne formulons certainement pas notre critique dans une conception schmittienne bien que nous nous inspirons de certaines idées-forces. Nous croyons que la situation doit passer par une considération et une décision politiques. Mais nous ne croyons pas nécessaire la conception de l'inimitié juste centrale au concept du politique chez Schmitt, notamment dans l'Espace. Il ne nous apparaît pas évident du tout que les partis du règlement politique se conçoivent comme des belligérants potentiels, comme des ennemis justes, ayant les mêmes droits et prétentions territoriales et spatiales (Schmitt 2003 : 142). On peut alors retourner à Derrida pour s'ériger contre l'amitié décrite par Schmitt pour la penser autrement, pour repenser le politique autrement que par une distinction ami/ennemi. Si Schmitt nous apprend qu'on se connaît à travers ce qui nous menace et nous effraie, Derrida nous rappelle plutôt que « nous nous connaissons, dans la mesure où nous pourrions jamais nous connaître nous-mêmes, en vertu de la « response-ability to the wholly Other that conditions the very possibility of our existence, inflecting how we exist in every aspect of the diverse ways in which we do exist: writing, speaking, thinking, calculating, deciding, legislating, and so on » (Dillon, 2006 : 270). Pour Derrida, nous sommes condamnés à ne jamais pouvoir vraiment être en mesure de contrôler tous les paramètres de notre vie, de notre être au monde, c'est pourquoi nous devons repenser la politique dans des termes qui la rendent inhospitalière et la déplace de ses lieux familiers. Sinon, Derrida y voit là « le danger radical de tout débat politique sur la sécurité » (Dillon, 2006 : 271). L'Espace doit donc être réinvesti par le politique, mais pas dans une optique de guerre, mais dans l'optique d'une interdiction de l'armement et de son arsenalisation.

C'est ce questionnement qui nous ramène au régime gouvernemental de sécurité nationale, pour qui l'existence d'une menace et l'expression d'une inimitié sont une condition de possibilité. D'un côté, il est incontestable que la délimitation spatiale est

une activité politique; il l'est cependant moins que cette caractérisation politique doive passer par la conception schmittienne de l'ami/ennemi, c'est-à-dire par l'établissement de lignes clairement identifiées d'amitié et d'inimitié. D'un autre côté, le spectre d'un état de guerre permanent introduit par une Guerre contre la terreur qui fonde en la sécurité sa légitimité et qui fait de la défense de la civilisation et de la liberté sa justification ne peut être une solution viable pour préserver le *nomos* de la terre reposant sur l'hégémonie libérale américaine. Cet espace discursif que s'est donné l'administration Bush avec sa Guerre contre la terreur porte en elle les causes de sa perte si on suit la conception schmittienne de la guerre juste. Nous suivons dans cet esprit l'analyse schmittienne de William Rasch en ce qui a trait à la critique de l'humanité et de l'inimitié. « L'humanité en tant que telle ne peut pas faire la guerre, car elle n'a pas d'ennemi, du moins sur cette planète » (Schmitt, 1992 : 96). Rasch pose ainsi la bonne question :

Schmitt would therefore ask : can one think of the entire globe as a differentiated unity without an outside? The purpose of his much-maligned friend/enemy distinction was neither to glorify war nor to justify the extermination of the heterogeneous, but to show that a "total or global inclusion of the other," to use Habermas's threatening phrase, could only occur if *otherness* of the other, that which makes him what he is, is excluded from the world community. One cannot help but draw the friend/enemy distinction, when one recognizes in the handshake of the purported friend the surreptitious continuation of warfare by other means (Rasch, 2003 : 130).

Si nous suivons Schmitt dans sa conception de l'Espace comme ordre spatial, nous nous en détachons cependant dans sa conception de la guerre posée comme une guerre possible entre des *ennemis justes* et dans sa vision du politique reposant *nécessairement* sur la distinction entre ami/ennemi.

Cela signifie ainsi qu'une conception schmittienne n'est pas obligatoire dans l'Espace, alors que cela rend compte d'une conception étroite du politique. Notre insistance pour une lecture schmittienne de la guerre spatiale est donc de vouloir rendre explicite l'influence sur l'administration Bush. Mais nous sommes moins convaincu par l'idée que l'espace produit par la guerre (dans l'Espace) : la guerre spatiale peut être prévenue. De plus, bien que nous apprécions la critique schmittienne des guerres d'anéantissement qu'il voit comme « guerres justes », notamment dans le contexte de la

Guerre contre la terreur, nous rejetons une position éthique schmittienne parce que les guerres sont vues comme possibles entre des ennemis justes parce qu'elles sont gouvernées par des règles et parce qu'elles fournissent les conditions de possibilité de la paix (Beasley-Murray, 2005 : 218). Une conception du politique comme étant belliqueuse nie donc que tous les participants au traité aient un incitatif à coopérer. La base de leur engagement ne doit pas être qu'ils se voient comme des ennemis justes, ayant les mêmes droits et revendications territoriales. Il semble donc qu'il faille regarder ailleurs pour « l'ennemi » dans l'Espace.

La stratégie astropolitique de la domination globale de l'administration Bush veut offrir le « spectacle de la coopération globale derrière le leadership de l'Amérique » (Sharp, 1998 : 163) ; sa nécessité basée sur un ennemi inconnu qui nécessite n'est pas sans rappeler le discours de Ronald Reagan de 1988, alors qu'il évoquait une coopération humaine rassemblée autour des États-Unis pour combattre une menace extérieure à l'humanité, donc nécessairement un extra-terrestre :

I've often wondered what if all of us in the world discovered that we were threatened by a power from outer space – from another planet. Wouldn't we all of a sudden find that we didn't have any differences between us all – we are all human beings, citizens of the world – wouldn't we come together to fight that particular threat? (Ronald Reagan, cité dans Sharp, 1998 : 163).

C'est dans cet esprit qu'il nous faut parler de la présence de l'ennemi *non identifié* dans la stratégie astropolitique américaine, de sa nécessité surtout. En pensant à la guerre spatiale, les États-Unis ne sont pas prêts à affronter l'ennemi, car ils ne peuvent l'identifier. *Ils ne peuvent qu'affronter leur propre image* – projetant un ennemi aussi puissant qu'eux, un ennemi n'existant que dans leur discours. On sait déjà que les grands industriels de l'aérospatial comme Lockheed Martin, Boeing, Raytheon et Northrop sont présents dans le projet d'arsenalisation de l'Espace ; ils fournissent les laboratoires de simulation pour la guerre spatiale.

Si l'Espace n'est pas un espace sans loi et déréglementé (Macdonald, 2007), il n'en demeure pas moins, du point de vue américain du moins, que le Traité de l'Espace censé enchâsser les bases légales de la non-utilisation de l'Espace comme champ de

bataille, comme espace souverain et prévenir son arsenalisation, n'est pas aussi intimidant et limitatif qu'on voudrait le faire croire. Le principe de l'appropriation territoriale, du « Qui trouve garde » (*Finder's keeper's!*) ou du « premier arrivé, premier servi » (*first come, first served*), prévaut dans l'Espace aux yeux de plusieurs analystes américains, et notamment pour les tenants de l'*Astropolitik*. Dolman recommande d'ailleurs, comme nous l'avons mentionné, que les États-Unis se retirent du Traité de l'Espace, ce qui va encore plus loin que la Politique Spatiale Nationale de l'administration Bush qui refuse tout nouveau traité international pour l'Espace (PSN, 2006).

Comme nous l'argumenterons ici, les actions des États-Unis sous Bush vont dans le sens des États-Unis agissant comme le pouvoir souverain global dans l'Espace en se réservant un pouvoir d'exception – en continuant d'agir en formation impériale donc, dans le sens entendu par Stoler. En ce qui concerne le discours américain sur la gestion de l'Espace, il se trouve que cela vient à point pour – enfin – parler de la souveraineté impériale des États-Unis, ou du pouvoir souverain global des États-Unis dans l'Espace. Dans l'Espace, les États-Unis désirent continuer à respecter le droit international, mais ils veulent se faire les détenteurs du pouvoir souverain et donc décider de l'exception. Par l'exercice du double standard, dont sont dotées les formations impériales, les États-Unis cherchent à respecter le droit international de l'Espace *tout* en cherchant à réécrire les règles d'administration – et accroître leur contrôle et leur domination de l'Espace. Le langage impérial associé à la prétention du libéralisme universel américain apparaît d'autant plus juste ici, comme l'affirment Craig Calhoun, Frederick Cooper et Kevin Moore :

Perhaps the invocation of empire is a way of breaking into a set of international norms that have achieved generalized support over the past decades on the universality of sovereignty and respect for rules of international conduct. Empire talk reframes issues on the basis of hierarchical distinctions *between states and peoples who merit sovereignty and self-determination and those who do not* (Calhoun, Cooper et Moore, 2006 : 3; c'est nous qui soulignons).

Dans la volonté d'agir comme les décideurs souverains dans l'Espace, les États-Unis auraient le droit de reconnaître ou non la nature amicale ou hostile d'une action par une

autre entité. Ce sont les États-Unis qui décideraient des entités qui peuvent avoir accès à l'Espace et de celles qui n'y ont pas droit. Ce double standard – qu'on pourrait définir comme un traitement plus permissif envers les amis que les ennemis (Ignatieff, 2006b : 3) – que réclame Robert Kagan pour les États-Unis, est tout à fait compatible avec le concept du politique de Schmitt et constitue l'une des formes de l'exceptionnalisme américain, donc de l'impérialisme américain (voir Ignatieff, 2006a). À cet effet, Carl Schmitt dirait assurément que cette pratique impériale américaine n'est ni nouvelle ni surprenante. En effet, il discutait la pratique coutumière (problématique il va sans dire selon Schmitt) du droit international créée par l'exercice du pouvoir (en apparence) souverain des États-Unis en ce qui a trait à la *reconnaissance* internationale ou la *non-reconnaissance* (associée à la doctrine Stimson⁸ énoncée le 8 août 1932, elle-même rattachée au Pacte Briand-Kellogg de 1928; Schmitt, 2001 : 302-303). Schmitt expliquait que c'était depuis que le président Wilson avait fait de la reconnaissance *par le gouvernement des États-Unis* de nouveaux gouvernements (devant être *démocratiques* et *légaux*) dans l'hémisphère occidental (en Amérique latine dans les faits) que les débats américains sur l'intervention ou la non-intervention dans l'hémisphère occidental au XX^e siècle devaient concerner « tout autre État de la terre dès lors qu'ils élèvent une prétention globale à un interventionnisme mondial » (Schmitt, 2001 : 302). La doctrine Stimson rend alors claire l'interventionnisme mondial américain comme nouveau nomos global (Schmitt, 2001 : 305).

3.3 L'État de sécurité globale pour tous ?

Nous venons d'exposer comment l'Espace est produit comme un espace de guerre et comme un espace territorialisé et sécurisé par les États-Unis. Par l'américanisation et la

⁸ Avec la doctrine Stimson, « cela signifie que les États-Unis, sans tenir compte de la distinction entre hémisphères occidental et oriental, élèvent la prétention de décider de la légalité ou de l'illégalité de tout changement territorial sur toute la terre. Une telle représentation a trait à la représentation de la terre. Tout événement en n'importe quel point peut concerner les États-Unis. "An act of war in any part of the world is an act that injures the interests of my country". Ces mots du président Hoover [prononcés en 1928 au moment du Pacte Briand-Kellogg] ont été placés par Stimson au coeur de la justification de sa doctrine » (Schmitt, 2001 : 304).

sécurisation de la « dernière frontière » et l'intégration de l'Espace dans la géostratégie américaine au même titre que l'espace maritime, terrestre et aérien dans une logique de domination tous azimuts (*full spectrum dominance*), les États-Unis parviennent à penser le globe dans son unité. Dans la Guerre contre la terreur, dans la lutte antiterroriste, il est d'ailleurs reconnu, comme nous l'avons souligné, que le territoire américain est étendu à la planète entière, où l'« espace stratégique » devient un théâtre planétaire (9/11 Commission, 2003 : 362). Le cadre de la lutte globale contre le terrorisme permet donc aux États-Unis de penser leur stratégie de sécurité nationale dans une perspective vraiment globale, les coalitions entre forcées armées, corps policiers et agences du renseignement de divers pays étant nécessaires pour espérer mener une lutte efficace⁹. Avec la maîtrise stratégique de l'Espace, il n'y a plus de zone extérieure au globe – hormis les nombreuses zones d'indistinction (cf. Guantanamo) et les zones non intégrées à la mondialisation néolibérale que les États-Unis ont entrepris d'intégrer et de connecter par le commerce et la sécurité suivant leur stratégie géopolitique néolibérale. Nous reprenons ici l'analyse de la stratégie globale américaine faite à partir de l'analogie que nous avons étayée dans un précédent chapitre de l'analyste stratégique Thomas Barnett de voir le globe comme un tout organisé par la mondialisation et par les États-Unis sous l'angle de la sécurité et de l'économie, à savoir sous l'impulsion du régime gouvernemental de sécurité nationale américain. Le passage du *national security state* au *global security state* est alors manifeste. D'ailleurs, de souligner Rasch : « With a single power global hegemony that is guided by a universalist ideology, *all* relations have become or threaten to become, domestic. The inner/outer distinction has been transformed into a morally and legally determined acceptable/unacceptable one, and the power exists (or is thought to exist), both spiritually and physically, to eliminate the unacceptable once and for all and make

⁹ Comme il l'est écrit dans le rapport de la 9/11 Commission : « Practically every aspect of U.S. counterterrorism strategy relies on international cooperation. Since 9/11, these contacts concerning military, law enforcement, intelligence, travel and customs, and financial matters have expanded so dramatically, and often in an ad hoc way, that it is difficult to track these efforts, much less integrate them » (cité dans Barnett, 2004 : 379).

believers of everyone. The new imperative states : the other *shall* be included » (Rasch, 2003 : 139; en italiques dans l'original). Il va sans dire que nous procédons à une critique des pratiques étatiques et du projet expansionniste identitaire libéral sécuritaire des États-Unis dans un ordre global dans lequel ils ont réussi à établir, voire à imposer leur leadership.

Lorsqu'on se penche sur le discours astropolitique américain, on se rend vite compte que la vision du rôle des États-Unis dans l'Espace épouse l'idée des États-Unis qui agissent comme l'hégémon global, comme un *global security state* – ce que la doctrine stratégique de la prévention sous-tend sans détour. En ramenant la critique schmittienne, il nous faut souligner combien est problématique la stratégie globale américaine dans la Guerre contre la terreur qui les positionne comme les défenseurs de l'humanité. Schmitt a bien identifié le problème de l'humanité *libérale* tel que l'emploie le régime gouvernemental de sécurité nationale des États-Unis :

Liberal theory denies original enmity by assuming the innate goodness of the human being. Those — communitarians and liberals alike — who say there is no war presuppose a counterfactual “ontological priority of non-violence,” a “state of total peace” that invites universal inclusion based on the “essential homogeneity and natural virtue of mankind.” If, in such a benign state of nature, violence were to break out, such violence would be considered a perversion and, if all else were to fail, would have to be extirpated by an even greater violence. To cite John Locke, this “State of perfect Freedom” and universal “Equality,” governed solely by reason and natural law, can be disturbed only by an “Offender” who “declares himself to live by another Rule, than that of reason and common Equity.” Such a “Criminal” has “declared War against all Mankind, and therefore may be destroyed as a Lyon or a Tyger, one of those wild Savage Beasts, with whom Men can have no Society nor Security.” The political, on this view, emerges only as the result of the Fall — that is, emerges only to fight the war against war, a war always initiated by a sinful or bestial other (Rasch, 2005 : 254)

La conception de l'inimitié de Schmitt est plus claire que celle d'Hegel, qui la voit comme la négation de l'altérité, les deux adversaires se niant mutuellement (Schmitt, 1996 : 63). Il y a une distinction essentielle ici entre l'ennemi public et privé, entre l'ennemi politique et le non-politique. Cela signifie que ce que l'un croit d'un autre individu, qui appartient à une collectivité, n'a rien à voir avec son identification comme ennemi public :

L'ennemi au sens politique du terme n'implique pas une haine personnelle, et c'est dans la sphère privée seulement que cela a un sens d'aimer son ennemi, c'est-à-dire son adversaire. [...]

L'antagonisme politique est le plus fort de tous, il est l'antagonisme suprême, et tout conflit concret est d'autant plus politique qu'il se rapproche davantage de son point extrême, de la configuration opposant l'ami et l'ennemi (Schmitt, 1992 : 67-68).

Schmitt explique qu'il n'y a pas de guerres d'humanité, car « l'humanité n'est pas un concept politique, aussi n'existe-t-il nulle unité ou communauté politique, nul *status* qui lui corresponde » (Schmitt, 1992 : 97; en italiques dans l'original). Dans cette conception de l'humanité, à laquelle le droit international libéral réfère, le concept d'humanité met en cause que « ne soit éliminée l'éventualité effective du combat et que ne soit rendu impossible tout regroupement en amis et ennemis » (Schmitt, 1992 : 97). Carl Schmitt souligne ainsi que l'universalisme était l'un des aspects de la puissance impériale américaine que « les déclarations américaines des droits de l'homme sont [...] conçues comme une sorte de nouvelle naissance de l'humanité » (Schmitt, 2001 : 285-286).

L'humanité en tant que telle ne peut pas faire la guerre, car elle n'a pas d'ennemi, du moins sur cette planète. Le concept d'humanité exclut le concept d'ennemi parce que l'ennemi lui-même ne laisse¹⁰ [sic] pas d'être un homme et qu'il n'y a là aucune distinction spécifique. [...] Quand un État combat son ennemi politique au nom de l'humanité, ce n'est pas une guerre de l'humanité mais bien plutôt une de celles où un État donné affrontant l'adversaire cherche à accaparer un concept universel pour s'identifier à celui-ci (aux dépens de l'adversaire), comme on abuse d'autre part de la paix, de la justice, du progrès et de la civilisation en les revendiquant pour soi tout en les déniaient à l'ennemi (Schmitt, 1992 : 96).

Comme l'explique Schmitt, en ce sens, il n'est pas faux de dire que les États-Unis, en disant agir pour le bien-être de l'humanité dans l'Espace dans la promotion d'un discours pour la préparation au contrôle global de l'Espace, instrumentalisent le concept d'humanité dans un projet d'« expansion impérialiste » (Schmitt, 1992 : 96). D'également ajouter Schmitt,

On peut appliquer à ce cas, avec la modification qui s'impose, un mot de Proudhon : « Qui dit humanité veut tromper ». Étant donné qu'un nom aussi sublime entraîne certaines conséquences pour celui qui le porte, le fait de s'attribuer ce nom d'humanité, de l'invoquer et de le monopoliser, ne saurait manifester une prétention effrayante à faire refuser à l'ennemi sa qualité d'être humain, à le faire déclarer *hors la loi* et *hors l'humanité* et partant à pousser la guerre jusqu'aux limites extrêmes

¹⁰ Dans la traduction française, il y a clairement une erreur. En anglais (nous nous excusons pour la version allemande, que nous ne pouvons pas traduire nous-mêmes), il est dit, dans la version traduite par George Schwabb, « because the enemy does not cease to be a human being » (Schmitt, 1932 [1996] : 54). La version française devrait plutôt se lire comme suit : « parce que l'ennemi lui-même ne **cesse** pas d'être un homme » au lieu de « laisse ».

de l'inhumain » (Schmitt, 1992 : 96 ; en italiques dans l'original et en français dans le texte allemand).

Ce moment du pouvoir, de la décision, de l'affirmation de la souveraineté, c'est dans l'exception qu'elle se révèle, dans l'identification de l'ami et de l'ennemi. Le groupement ami-ennemi est l'entité décisive, celle qui décide, où dans l'exception, dans les moments critiques, le pouvoir est souverain (Schmitt, 1996 : 38). Évidemment, une théorie schmittienne du pouvoir souverain est problématique en ce sens qu'elle donne à l'État son pouvoir légitime de décision, le lieu suprême du politique, dans la distinction de l'ami et de l'ennemi public, et Schmitt consent à l'État cette identification de l'ennemi public à l'intérieur aussi de l'État : « Cette tâche nécessaire de pacification intra-étatique peut également amener l'État, lorsque la situation est critique, et tant qu'il subsiste comme unité politique, à définir de son propre chef l'ennemi du dedans, l'ennemi public » (Schmitt, 1992 : 86). C'est l'État qui décide de faire la guerre : « L'État, unité politique et centre de décision, détient et concentre un pouvoir énorme : il a la possibilité de faire la guerre et donc de disposer ouvertement de la vie d'êtres humains » (Schmitt, 1992 : 85).

Même dans une position qui parle de la non-arsenalisation de l'Espace, on est en présence d'un discours dit pacifiste, où la guerre est proscrite, et Schmitt y voit quand même la possibilité d'une guerre entre les pacifistes et ceux qui ne le sont pas. Cette guerre serait évidemment la dernière de l'humanité. C'est la conclusion logique du politique auquel nul ne peut échapper selon Schmitt. Cette guerre, autant absurde puisse-t-elle être, n'en serait pas moins la révélation que dans l'hostilité pacifiste à la guerre, dans la guerre à la guerre, que « l'opposition des pacifistes contre la guerre grandisse jusqu'à les précipiter dans une guerre contre les non-pacifistes, [...] et cela prouverait que ce pacifisme dispose de fait d'un certain potentiel politique, vu qu'il est assez fort pour regrouper les hommes en amis et ennemis » (Schmitt, 1992 : 74-75). Cette guerre révélerait son absurdité par sa transgression du politique, parce qu'elle présenterait l'autre comme inhumain, en fait « monstre inhumain » qui devrait non seulement être défait mais détruit de façon indéniable (Schmitt, 1992 : 75). Pour

Schmitt, « La guerre est une lutte armée entre unités politiques organisées [...]. Les concepts d'ami, d'ennemi, de combat tirent leur signification objective de leur relation permanente à ce fait réel, la possibilité de provoquer la mort physique d'un homme. La guerre naît de l'hostilité, celle-ci étant la négation existentielle d'un autre être. La guerre n'est que l'actualisation ultime de l'hostilité » (Schmitt, 1992 : 71).

Les États-Unis disent agir pour le bien de l'humanité, mais ils agissent pour *une* catégorie d'humanité, celle qui accepte les règles de la démocratie libérale – et donc du libéralisme économique de marché – et qui accepte et partage les valeurs américaines, lesquelles se veulent universelles. On en retourne alors à un débat entre la défense de la liberté et celle de l'égalité (Paquerot, 2002 : 54; Rancière, 1995). Les États-Unis disent préserver la liberté de l'Espace, mais ils ne sont pas intéressés à défendre une égalité d'exploitation de l'Espace comme territoire commun. C'est pourquoi ils veulent agir comme les gestionnaires de l'accès à l'Espace – entre les amis et les ennemis – des États-Unis et/ou de l'humanité, dans une compréhension où l'un signifie l'autre. C'est pourquoi il y a eu un débat sur la notion de patrimoine commun de l'humanité et pourquoi les États-Unis ont signé le Traité de l'Espace de 1967 et refusé de signer le Traité de la lune de 1979. Le premier parle de l'héritage commun (common heritage of mankind) alors que le second parle de l'exploitation égale (province of all mankind). Bien qu'on considère l'Espace comme un espace commun (*commons*), il faudrait en arriver à dépasser la logique d'appropriation qui continue de le régir et lui substituer une autre logique.

Comme l'avance Sylvie Paquerot, le débat ne peut se régler en droit international, car « [l]e droit international classique, qui au fil du temps a produit un ensemble de principes pour régir les ressources communes dans un contexte de réciprocité et d'horizontalité, ne peut répondre à un intérêt commun supérieur, car ces normes et principes se concurrencent sur un pied d'égalité, fournissant "autant de fondements contradictoires à son utilisation légitime et, donc, autant de base de conflits" » (Paquerot, 2002 : 55; Philippe Le Prestre cité dans

Paquerot). Aux yeux du droit international, le concept d'humanité n'a pas encore de représentation légitime et institutionnelle politique dans l'espace international (Paquerot, 2002 : 93). Il faudra des limites à la souveraineté et à la liberté pour pouvoir parler d'un patrimoine commun de l'humanité qui ne soit pas une défense du droit d'exploitation et d'appropriation. En référence aux interventions américaines par rapport à la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, Paquerot rend compte de leur défense étreinte de l'égalité de droit dans le libre accès en s'assurant que les « grands fonds pourront être prospectés et utilisés par tous les États sans discrimination » (Paquerot, 2002 : 74). Dans l'Espace, ils veulent ainsi agir comme le souverain, qui peut agir autrement pour le bien de l'humanité (?), en disant préserver pour tous le libre accès – tous, comme le concept d'humanité, renvoyant ici à des amis des États-Unis, des partenaires et des alliés. Cela signifie d'emblée que les adversaires sont des ennemis privés, et non publics, parce qu'ils sont criminalisés et non respectés comme *justus hostis*, comme égaux.

Cela se décide donc *politiquement*; et, dans un sens schmittien, c'est le détenteur du pouvoir souverain ou celui qui peut décider de l'exception – ce qui en fait alors le souverain selon Schmitt – qui assure un ordre juridique. Le problème qui se pose est celui de la limite de la souveraineté étatique; les États ne veulent pas céder de leur souveraineté pour un contrôle supraétatique – une instance internationale – pouvant agir au nom de l'humanité : « Si la conscience d'un intérêt commun peut leur permettre de se percevoir en tant que "communauté internationale", les États se considèrent encore bien souvent comme les seuls représentants légitimes de l'humanité, qui pourtant les dépasse » (Paquerot, 2002 : 110). À l'instar de Janell Watson, nous dirions ainsi

that the U.S.-centered nomos that replaced Schmitt's *jus publicum Europaeum* is still based on a division between dominant states and weaker nations who, to varying degrees, are subjugated by the strongest. Today, international law applies to all nations recognized by international bodies such as the United Nations, but the formulation and implementation of this law is dominated by an expanded set of fully sovereign territorial states, the heirs of the European order that ended in the 1890s (Watson, 2005 : 351).

En sachant que la voie pour un traité d'interdiction des armes spatiales est on ne peut plus difficile en considérant la politique spatiale nationale actuelle, malgré les pressions des autres puissances spatiales et un consensus international sur la question, il convient alors de se tourner, dans le dernier chapitre, vers le désarmement, surtout que c'est une sphère d'activités où les États-Unis ont toujours assumé un double standard. Nous posons alors également les bases d'une position de résistance face à la technologisation de la réponse américaine d'arsenalisation de l'espace et de leur préparation à faire la guerre dans l'Espace. Nous entreprenons à cet effet une critique de la « religion américaine de la technologie » comme salut (et chute) des États-Unis comme État de sécurité globale (ou formation impériale libérale).

CHAPITRE 8

LA RELIGION AMÉRICAINE DE LA TECHNOLOGIE DANS LA STRATÉGIE MILITAIRE SPATIALE AMÉRICAINE

Pour une résistance éthicopolitique à la guerre spatiale

Space Superiority is the future of warfare. We cannot win a war without controlling the high ground, and the high ground is space. In future wars, gaining and maintaining space superiority will be equally as important as air superiority, so we must begin work now to ensure we maintain the high ground. Our doctrine and strategy for achieving space superiority are critical to realizing the full benefit of our systems and technology.

- General Lance W. Lord (2005 : 4)

Warfare, as much as any of the practices of states, has been accompanied by an active history-writing impetus for those who wish to sustain the practice and make it the primary mode of national self-recognition.

- Michael Shapiro (1997 : 143)

Dans ce chapitre de clôture, poursuivant notre démarche généalogique centrale cherchant à expliquer les conditions de possibilité de la préparation à la guerre spatiale par les États-Unis et d'une interprétation de leur cheminement identitaire comme puissance stratégique globale en un État de sécurité globale marqué par le discours de la sécurité nationale, nous présentons le fruit de nos réflexions en cherchant à penser un certain espace de résistance au projet de la guerre spatiale. Nous abordons par conséquent l'aspect éthico-politique de notre analyse et nous posons notre analyse comme une intervention critique dans le débat sur l'arsenalisation de l'Espace et sur la géostratégie de l'Espace comme champ de bataille. Nous posons à cet effet les jalons

d'une résistance au discours dominant en procédant à une réflexion sur le rôle crucial de la technologie dans l'identité nationale américaine telle qu'elle s'est développée au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale depuis 1945 – ce que nous appelons la « religion américaine de la technologie » – et sur son application technocratique dans l'Espace comme solution privilégiée pour assurer la sécurité nationale. Notre étude astropolitique critique nous a ainsi conduit à critiquer la foi aveugle en la technologie dans le discours astropolitique américain.

D'une part, il faut critiquer le travail, le processus et le discours qui présentent la possibilité de la guerre spatiale comme suivant le cours normal des choses, comme étant le résultat d'une logique rationaliste et dépourvue d'idéologie. Cela met en cause la technocratie du régime gouvernemental de sécurité nationale, le fait que ce soit un discours d'*experts* et de ceux qui ont le savoir/pouvoir, évitant du coup le débat public. D'autre part, nous nous efforçons d'explorer les espaces de résistance à la guerre spatiale envisagée par la stratégie militaire des États-Unis en proposant une critique éthicopolitique basée sur un certain athéisme technologique inspiré par les écrits de Paul Virilio quant à la technologie militaire et au rôle religieux donné à la technologie comme salut dans l'Espace. Cela signifie, par conséquent, que tout n'est pas joué concernant l'arsenalisation de l'Espace et la guerre spatiale, comme nous l'avons clairement exposé dans les deux chapitres précédents. Au contraire, en prenant au sérieux l'éthique de responsabilité développée par la philosophe des sciences Donna Haraway – où chacun devrait prendre la responsabilité des technologies qu'il crée et emploie, ainsi qu'essayer de résister à ses aspects autoritaires – et son activisme politique, ce chapitre jette un regard critique aux arguments des élites astropolitiques américaines en ce qui concerne la technologie d'armement pour l'Espace et se demande pourquoi elle est en développement et qu'elle est acceptée sans grand débat.

Ce dernier chapitre est divisé en huit sections. Dans la première, nous nous arrêtons sur la relation américaine avec la technologie au cours de l'histoire des États-Unis en cherchant à tirer certains enseignements pour comprendre le discours américain actuel

pour l'arsenalisation de l'Espace et la préparation à la guerre spatiale. Dans la deuxième section, nous appréhendons le problème du déterminisme technologique dans la logique sécuritaire américaine dans sa phase de puissance globale. Dans les trois sections suivantes, nous nous tournons particulièrement vers Paul Virilio pour mieux comprendre les transformations de la machine de guerre américaine contemporaine, pour critiquer le pouvoir technocratique des élites stratégiques, ainsi que pour réfléchir sur l'utilisation de l'Espace comme champ de bataille. Nous mettons notamment en relief comment on a assisté à une technologisation de la guerre depuis 1945 au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale et comment la machine de guerre américaine a bénéficié de la culture géopolitique du régime gouvernemental de sécurité nationale. Nous explorons comment la considération de la technologie comme une religion peut contribuer à une plus grande insécurité pour les États-Unis et le monde. Pour ce faire, nous nous demandons comment la technocratie de sécurité nationale a rendu possible le contexte de constitution du discours américain pour l'arsenalisation de l'Espace et la guerre spatiale. Nous observons notamment le changement survenu dans la Guerre contre la terreur, alors que pour les élites stratégiques américaines, le contexte stratégique global avait changé au point de faire de la dissuasion nucléaire de la guerre froide une doctrine apparemment révolue. Finalement, nous discutons la position d'activisme politique/théorique pour résister à la guerre spatiale avant d'y aller de quelques réflexions sur le droit international de l'Espace et la posture américaine. Nous voulons ainsi créer un espace de discussion proposant de voir les États-Unis comme un « empire du désarmement », en contrepartie à l'arsenalisation de l'Espace et à la guerre spatiale.

1. La relation américaine avec la technologie

Dans son histoire politique du programme spatial américain, Walter McDougall a dit des Américains que « through our technology, our ability to manipulate Nature, we are subcreators, a demiurge » (McDougall 1984 : 4.). On peut effectivement dire que la relation américaine avec la technologie participe d'un registre sémantique religieux.

Ainsi que le rappelle l'historien des technologies David Nye dans sa réécriture de « l'histoire américaine de ses origines », la technologie a joué un rôle important dans les récits nationaux de l'Amérique comme une « unified, self-created community » et de l'« America conceived as a second-creation built in harmony with God's first creation » (Nye 2003 : 1). Pour Richard Slotkin, un récit dominant de la relation américaine avec la technologie est celle de la frontière épique qui a été expliquée comme la « transformation of settlers who experienced “regeneration through violence” » (Nye, 2004 : 3). La frontière est expliquée dans une histoire patriotique qui montre les colons américains se défendant contre des Autres, les peuples amérindiens qui occupaient la terre jusqu'alors. Suivant un processus de civilisation pour lequel les Amérindiens seront exterminés ou déplacés, les colons auraient transformé une terre dite « vierge » et un espace dit « sauvage » et « libre » pour y créer une « société égalitaire et prospère » (Nye, 2004 : 3). L'historienne des sciences Joyce Chaplin affirme que cela a été facilité par le récit des Amérindiens comme étant des êtres technologiquement moins développés et comme étant une race moins intelligente pour survivre en Amérique du Nord : cette relation avec la technologie montre alors les signes d'une religion de la technologie dans l'histoire dominante américaine (Chaplin, 2002 : 15-16).

Les récits américains ont donc dépeint les espaces comme des *espaces définis technologiquement* : « second-creation stories depict not heroic founders so much as generic *first settlers*. They express in secular form the beginnings of a new social world, and they establish the ideal ground rules of the society » (Nye, 2004 : 4; c'est nous qui soulignons). Ces histoires sont venues avec la Révolution américaine. Ces histoires étaient des histoires « américaines »; si les Puritains qui sont venus coloniser se sont vus comme le « peuple élu » et ont vu l'Amérique comme la « Terre promise », après 1776, cette idée a été améliorée et renforcée en lui accolant le caractère américain de la maîtrise technologique, comme si la transformation de la nature par l'homme

américain avait un caractère divin, comme si c'était une « seconde création » (Nye, 2004 : 4). Comme le dit Nye,

to be sure, explorers and the first immigrants possessed tools and were often proud of their settlements, but neither their tools nor the transformation of the land were at the center of their narratives. [...] But after the Revolution, and particularly in the nineteenth century, Americans developed another way to understand their settlement of the Western hemisphere : as the technological transformation of an untouched space. This story was projected back in time as well as forward into the immediate future (Nye, 2004 : 4).

Les récits de l'Amérique présentée comme une seconde création ont en ce sens imposé un exceptionnalisme aux significations religieuses sur l'histoire et l'expérience nationale américaines, comme si les États-Unis étaient à la fois les enfants symboliques et le Messie de la modernité. Ces récits ont contribué à la naturalisation de la transformation technologique des États-Unis « so that it seemed an inevitable and harmonious process leading to a second-creation that was implicit in the structure of the world » (Nye, 2004 : 6).

La relation américaine avec la technologie s'avère, par conséquent, centrale au projet identitaire national américain et à l'*américanisation* des États-Unis d'Amérique. Ainsi, selon Michael Adas:

Many nineteenth century advocates of expansion envisioned the drive across the continent as part of the larger global progression that would soon encompass societies more worthy than those of the rapidly disappearing Indians who had proven incapable of fulfilling the promise offered by the emissaries from the city upon a hill. [...] The underlying rationale for many expansionists had shifted by the end of the nineteenth century from divine mandate to natural law. But the ideological imperatives that nature was to be mastered resources exploited to the fullest and technologies invented as these enterprises required had become defining sources of Americans' sense of themselves as an exceptional people and of the ways they conceived their relationship to the rest of the world (Adas, 2006 : 74).

Cette croyance divine en une capacité technologique artisanale américaine est si forte qu'elle peut paraître pour le moins surprenante après la désillusion de la modernité dans ses moments les plus tragiques et les plus désastreux du XX^e siècle. Cette croyance aveugle en la technologie est donc plus présente que jamais dans le discours astropolitique, où on voit la guerre comme étant désormais une possibilité réelle – la technologie se révèle alors un *acte de foi* et une *solution* (McDougall, 1984 : 11).

Le cas le plus probant de la présence d'une religion américaine de la technologie se trouve dans le programme spatial civil américain, comme l'indique l'historien David Noble : « [r]eligious preoccupations pervade the space program at every level, and constitute a major motivation behind extra-terrestrial travel and exploration » (Noble, 1997 : 5). D'ailleurs, ce qu'on appelait autrefois les cieux (*heavens*) est maintenant l'Espace (Noble, 1997 : 115). L'idée n'est donc pas aussi surprenante qu'il n'y paraît en lisant que le scientifique de la NASA, à Huntsville dans l'Alabama, Rodney W. Johnson, qui était un planificateur des missions lunaires durant les années 1960 et 1970, conçoit ces missions comme un « reminder that man is made in God's image » et que « the heavens are not just God's domain, but mankind's as well » (Johnson, cité dans Noble, 1997 : 130). Ce constat est renforcé par le fait que les premiers astronautes américains, qui étaient tous des protestants très pieux et dévoués, ont fait de la croyance en Dieu un élément *essentiel* pour faire partie du programme spatial et des missiles des États-Unis. C'est d'ailleurs pourquoi on a référé à ces premiers astronautes du programme américain comme étant des « ascending saints » et des « heavenly messengers », comme le relatent notamment les chroniques de l'historien des technologies, Lewis Mumford :

Only a mixture of adventurous impulses and religious convictions of the deepest sort would persuade normal warm-hearted human beings, such as many astronauts seem to be, to take part in such a life-denying ritual. [...] Besides high physical courage and the promise of an early termination of the ordeal, they need a deep religious conviction, all the more serviceable, if unconscious of their role as heavenly messengers (Lewis Mumford, cité dans Noble, 1997 : 137).

En regardant l'Espace du point de vue des États-Unis et à travers les analogies de l'expérience de la frontière, on peut noter une différence majeure dans l'Espace : il n'y a pas de vie « étrangère », extra-terrestre – du moins, en ce qui relève de la connaissance humaine mondiale (les extra-terrestres existant uniquement dans l'imagination humaine jusqu'à preuve du contraire) – et l'exploration spatiale ne fait donc pas face aux mêmes critiques morales que si la colonisation de l'Amérique se produisait aujourd'hui (Lin, 2006 : 283). Cela ne signifie pas que des considérations d'attitudes coloniales soient exemptes de la situation cependant. Il s'avère en effet clair

que les enjeux dans l'Espace ont trait à des attitudes liées au projet identitaire libéral sécuritaire et/ou de luttes de puissance, ainsi qu'aux « pressions » de la technologie militaire pour en arriver à gérer un environnement incertain.

En reconnaissant l'exploration de l'Espace comme une façon de produire l'Espace comme la « dernière frontière » dans la politique identitaire de sécurité américaine et à la lumière de la tradition nationale de la frontière, il n'est certes pas une coïncidence qu'un analyste américain pose la question suivante : « Space has been long called "the final frontier," but have *we* taken the time to consider what our responsibilities are as 'frontiersmen'? » (Lin, 2006 : 282; c'est nous qui soulignons). Qu'est-ce que cela signifie? Il est intéressant de voir que pour Patrick Lin, bien que le « nous » (*we*) employé devrait renvoyer à l'humanité, la référence au trope des hommes de la frontière en appelle au rôle américain dans l'exploration spatiale et à la puissance américaine. En réactivant l'épisode mythique mais combien fondateur de l'expérience nationale américaine qu'est « la frontière », les dirigeants étatiques américains, les bureaucrates et les chefs militaires s'en sont traditionnellement remis à la croyance aveugle en la technologie, notamment en la technologie militaire, pour régler des problèmes. De rappeler l'historien Paul Boyer, « the "security"-driven faith in technological solutions to foreign-policy issues underlay Ronald Reagan's Strategic Defense Initiative, with its vision of a laser-based shield to protect the nation against foreign attack » (Boyer, 2001 : 5). L'histoire de la guerre froide et la révolution des technologies spatiales en est une preuve évidente et il ne faudrait pas sous-estimer son effet dans la construction de la lutte idéologique avec l'Union soviétique qui a marqué la politique identitaire américaine, notamment en ce qui concerne le lancement du Spoutnik, comme nous l'avons mentionné précédemment.

En ayant inventé l'expression « religion de la technologie », l'historien des technologies David Noble affirme ainsi qu'avec le programme spatial américain, on a assisté à un changement qualitatif dans la relation entre le gouvernement et les nouvelles technologies, un changement qui a conduit l'État américain à se prendre pour

Dieu (*"play God"*) (Nye 2003 : 6). Cette religion de la technologie serait néanmoins inscrite depuis longtemps dans l'expérience historique nationale américaine. Elle réfère aux attitudes des décideurs politiques et des scientifiques qui les animent dans la recherche et le développement lié à la technologie et à leur poursuite d'une « connaissance divine » et « imprégnée de croyances religieuses » dans l'entreprise technologique. Ce serait même partie intégrante de la mission civilisatrice américaine et c'aurait été inscrit dans les discours dominants du projet identitaire expansionniste américain depuis trois siècles (Nye, 2004). Cette croyance aveugle en la technologie les aurait conduit, par exemple, à chercher à développer des armements toujours plus destructeurs sans prendre en compte l'ampleur des conséquences, et lorsque la technologie n'était pas tout à fait au point, de croire qu'elle finirait éventuellement par remplir le rôle qu'on lui avait assigné en premier lieu. Cette évolution pour le moins déconcertante ramène à l'avant-scène l'idée d'un certain déterminisme technologique dans l'histoire politique américaine. C'est le cas lorsque les agents qui développent la technologie la voient comme étant inévitable et affirment que la société *doive* suivre la voie tracée par la technologie en question.

Le cas le plus manifeste pour contrer le déterminisme technologique, et qui s'avère d'autant plus pertinent pour critiquer le projet de la guerre et de l'arsenalisation spatiale, est celui des technologies nucléaires et de la stratégie nucléaire américaine durant la guerre froide. La supériorité américaine dans les armements nucléaires a été très liée à leur croyance en leur supériorité technologique, où la technologie a servi comme une « religion » et comme solution, sans qu'on ne la questionne vraiment. Malgré des inquiétudes et des critiques exprimées internationalement et même au sein de plusieurs groupes de la société américaine, notamment un rassemblement de scientifiques et d'associations pacifistes en faveur d'un désarmement nucléaire durant les dernières années de la guerre froide, sous l'administration Reagan, les Américains ont appuyé les programmes de réarmement massif et la voie technologique – celle liée au bouclier antimissile particulièrement. De nous rappeler encore une fois Boyer,

« when U.S. policymakers proposed a military and technological response to the deteriorating U.S.-Soviet relationship, the public overwhelmingly approved » (Boyer, 2001 : 2). Est-ce qu'on peut en dire autant en 2007 en ce qui concerne l'arsenalisation de l'Espace? Il nous est permis d'en douter, lorsqu'on voit qu'il n'y a pas de débat public réel sur la question comme cela avait le cas dans les années 1980 (Gusterson, 1998 : 328).

Comme nous l'avons affirmé jusqu'ici, c'est un débat qui s'effectue au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale et qui s'étend, au mieux, à certains chercheurs intéressés à la question. En majeure partie, c'est un débat secret alimenté par les élites stratégiques et qui demeure confiné aux cercles décisionnels. Les seuls universitaires qui s'y intéressent n'ont donc pas d'impact sur le processus décisionnel. Comme nous l'avons vu dans cette thèse, le discours astropolitique construit à travers la rhétorique de la « sécurité nationale » concerne le globe dans sa totalité et aspire servir l'humanité. Parce que le nœud du projet réside dans la technologie – dans la croyance religieuse en la technologie faudrait-on dire –, il faut s'intéresser aux agents sociaux qui moussent le projet d'arsenalisation de l'Espace et la préparation à la guerre spatiale, à savoir les élites stratégiques et les soi-disant experts de la sécurité. Raymond Duvall et Jonathan Havercroft mettent ainsi en relief comment le leadership astropolitique américain a représenté les États-Unis agissant comme un « empire global » souverain dans l'Espace, faisant du discours sur l'arsenalisation de l'Espace un projet vendu comme étant bénéfique pour la sécurité globale et répondant aux objectifs de sécurité nationale des États-Unis (Duvall et Havercroft, 2007). La solution de l'utilisation pacifique de l'Espace assurée par la maîtrise américaine en matière de technologie militaire apparaît en ce sens effrayante et problématique. Pour des raisons normatives assez évidentes, il semble normal de craindre la guerre dans l'Espace et de faire en sorte de prévenir des conflits terrestres de se concrétiser dans l'Espace. Néanmoins, il s'avère peu surprenant que les États-Unis cherchent la domination globale dans l'Espace en misant sur la technologie, notamment sur la technologique

militaire, là où ils ont plusieurs longueurs d'avance sur les autres puissances spatiales. C'est ainsi qu'on voit un argument faisant de la technologie une religion s'appliquer au discours astropolitique américain sur l'arsenalisation de l'Espace. Cela entraîne les stratégies américains à croire que ce qui est technologiquement impossible aujourd'hui pourrait bientôt l'être et que c'est la voie la plus judicieuse pour les États-Unis – car c'est celle qu'ils ont poursuivie durant la guerre froide et qu'ils l'interprètent comme ayant réussi.

2. Le problème du déterminisme technologique à l'ère de la sécurité globale

Pour comprendre comment une religion américaine de la technologie couplée à une vision militaire est en mesure de préserver la liberté de l'Espace et un ordre global en paix, il faut se tourner sur la conduite de l'État américain comme acteur stratégique global et sur ses façons d'exercer sa puissance dans l'arène internationale.

Comme nous l'avons soutenu dans cette thèse, la logique même des États-Unis centrée sur la sécurité nationale au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale a insufflé une mentalité de préparation militaire permanente qui tend à rendre permanent un sentiment d'urgence nationale et de mobilisation générale, ce qui a conduit à la militarisation de la politique étrangère et de la vie quotidienne. Avec toutes les révolutions militaires (techniques, technologiques et systémiques) que l'humanité – et la machine de guerre américaine – ont produites au cours des soixante dernières années, nous nous sommes rendu compte que les affaires militaires sont en quelque sorte prises dans une « révolution perpétuelle » (Gray, 2006 : 39). Chris Hables Gray parle de la mentalité de la guerre d'aujourd'hui qui requiert des innovations technologiques continues (Gray, 2006 : 28). C'est avec la létalité et la rapidité croissantes de la technologie militaire, la révolution technologique perpétuelle dans les affaires militaires et la technologie d'exploration spatiale qui a été développée en réaction au lancement du Spoutnik que la militarisation de l'Espace s'est progressivement faite durant la guerre froide (McDougall, 1984 : 6). L'exploration spatiale américaine et la réponse à l'« incident » du Spoutnik ont donc été une

entreprise politique cherchant à revamper le prestige national des États-Unis jugé terni par le lancement du Spoutnik, comme nous le fait bien comprendre Lyndon Johnson : « Failure to master space means being second best in every aspect, in the crucial arena of our Cold War world. In the eyes of the world first in space means first, period; second in space is second in everything » (Lyndon Johnson, cité dans McDougall, 1984 : 8). Conséquemment, dans la stratégie de sécurité nationale de chaque administration américaine depuis Spoutnik, la domination globale de l'Espace « has been an explicit goal of the US. And with the national security state's rise there has been a will to securitize spaces of strategic commons » (Posen, 2004). Aujourd'hui, avec la crainte des États-Unis de voir la Chine s'affirmer comme une puissance spatiale capable de lui tenir tête, une logique rappelant la guerre froide est certes présente dans le discours astropolitique américain qui prépare la guerre spatiale et l'arsenalisation de l'Espace. Il semble toutefois évident que le contexte de l'après-11 septembre a donné à la nouvelle doctrine stratégique de la « préemption » une « rationale for the abrogation of the treaties preventing war in space and the beginning of the military exploitation of the "last frontier," which is fortunately infinite » (Gray, 2006 : 35).

Le leadership américain croit que les États-Unis peuvent « win wars with systems and high technology, not with real understanding » (Gray, 2006 : 39). Chaque guerre a pourtant sa propre logique, une logique qui échappe au contrôle de ses initiateurs; une guerre ne peut jamais vraiment être contrôlée et gérée, puisqu'il y a trop de facteurs à considérer, avec des facteurs inconnus et des développements inattendus. La technologie peut sembler avoir sa propre agence, mais « *war is always political, not technological*. [...] War is an intractable problem conceptually; really, the only way to know how a war is going to come out is to fight it » (Gray, 2006 : 42-43; c'est nous qui soulignons). Lorsqu'on en vient à penser la guerre spatiale, il faut donc se demander le rôle que joue la technologie dans cette imagination spécifique de la guerre.

En considérant l'Espace, nous avons été jusqu'ici capables de prévenir des combats d'y avoir lieu, mais plusieurs croient que cela pourrait survenir dans l'Espace

éventuellement. Cette position nie d'emblée que la technologie est produite socialement et que des agents sociaux, spécifiquement situés, font en sorte de mettre en place un contexte discursif pour que cela se produise en préconisant que les États-Unis s'y préparent. Il faut néanmoins se demander si le fait de penser la préparation à la guerre spatiale se traduit nécessairement par sa possibilité réelle. Il semble cependant que les élites stratégiques astropolitiques soient promptes à voir la technologie comme une religion et acceptent volontiers de s'y soumettre. Parce que les États-Unis ont développé des capacités de faire la guerre spatiale signifie pour elles que d'autres pourraient les imiter et le sens commun voudrait ainsi que les États-Unis misent sur leur supériorité technologique pour continuer de préserver leur avance et ne soient pas pris au dépourvu par un « Pearl Harbor spatial ». De dire Steven Lambakis, en raison du 11 septembre 2001 et de la Guerre contre la terreur, un « Pearl Harbor spatial » est possible à tout moment:

We should never take anything having to do with Space (especially access to Space or freedom to operate in Space) for granted, and we should never unnecessarily limit our options. Dominance provides our leadership and our commanders options in life or death situations. To not use the best and the latest in weaponry because our enemy does not have it or because it will not allow a fair fight is foolish. Where we are not military dominant and take our security for granted, there we are at risk of a future "September 11" (Lambakis 2003 : 82).

Le premier théoricien de la puissance spatiale Everett Dolman abonde dans le même sens, arguant qu'il serait imprudent de critiquer la puissance spatiale dans les affaires militaires :

[a]ll the industrially advanced states now recognize military Space power as the *apex of national security*, and have to set aside long-standing objections to military Space programs as they eagerly pursue their own Space infrastructures. In future wars involving at least one *major* military power, Space support will be the decisive factor as nations rely ever more heavily on the force multiplying effect of the "new high ground". With the growing importance of Space technology on the modern battlefield, control of Space becomes increasingly vital (Dolman, 1999 : 93).

Une telle attitude est jugée par Paul Virilio comme étant de l'intégrisme technique, lorsque « the power of technique [leads] to its religion, a technocult, a kind of cybercult » (Paul Virilio, cité dans une entrevue avec Der Derian, 1998 : 20). L'humain perd alors son autonomie par rapport à la technologie.

On n'a pas besoin d'être un critique technologique aguerri pour saisir les enjeux que l'arsenalisation de l'Espace et que la possibilité de la guerre spatiale recèlent. En ce sens, les critiques de l'arsenalisation et de la guerre spatiales ont tout à fait raison de contester l'argument faisant des systèmes de défense antimissiles une mesure *défensive*. C'est plutôt là l'esprit de la foi aveugle en la technologie qui sous-tend un tel raisonnement, car, de dire Gray, « it would be trying to use an impossible technology to solve a horrible problem that *has been brought into being by technology* in the first place » (Gray, 2006 : 34; c'est nous qui soulignons). C'est d'ailleurs souvent passé sous silence ou oublié par les défenseurs de la puissance spatiale militaire, qui croient mordicus à l'inévitabilité de l'arsenalisation de l'Espace, que la technologie américaine militaire spatiale soit la source d'une menace dans l'Espace. En effet, « because the actual goal of the current plans is to make the next step in the militarization of Space a reality, it is a political goal met by an *impossible technology* » (Gray, 2006 : 34; c'est nous qui soulignons). Bien que les élites étatiques soient pessimistes quant au développement de l'Espace, il faudrait qu'ils réservent un espace et continuent de croire qu'il est possible de prévenir l'arsenalisation de l'Espace. Un tel constat doit nécessairement partir des États-Unis, les plus technologiquement développés dans l'Espace. Les élites dirigeantes doivent résister au pouvoir technocratique du régime gouvernemental de sécurité nationale qui *nécessite* un ennemi et qui privilégie la préparation militaire. Il faut cependant que les élites astropolitiques prennent conscience de leur interprétation *erronée* de l'échec de la dissuasion et revoient l'héritage de la dissuasion nucléaire¹. Nous faisons ici écho à Mikkel Rasmussen : « In real life we escaped Armageddon. Instead deterrence came to be seen as a strategy that had worked miracles by delivering victory in the Cold War without the West having to pay the terrible price of a hot war. [...] [D]eterrence seemed as a moderate and sensible alternative to the new doctrines of risk management and pre-emption »

¹ À cet effet, nous renvoyons notamment les lecteurs au numéro spécial d'*International Affairs* consacré à la question de l'ordre international et du nucléaire, vol. 83, n° 3 (2007). Lire notamment la critique constructive de Pierre Hassner : « Who Killed Nuclear Enlightenment? ».

(Rasmussen, 2007 : 195-196). Dans cet esprit, un détour par Paul Virilio s'avère bénéfique, notamment pour critiquer l'Espace représenté comme champ de bataille.

3. Des réflexions viriliennes sur la technologisation de la guerre et la machine de guerre américaine

On sait que pour certains, comme Virilio, les jalons d'une future guerre spatiale ont été posés dès les débuts de l'ère spatiale, avec les satellites espions des États-Unis et de l'Union soviétique qui allaient être vus comme les « garants de la paix universelle » et les « gardiens de la dissuasion nucléaire » (Virilio, 1996 : 174). Mais avant de critiquer le pouvoir technocratique relié au discours sur la guerre spatiale et l'arsenalisation de l'Espace, ce que nous faisons dans la cinquième section de ce chapitre, nous devons d'abord regarder comment le discours astropolitique des experts est relié à la mise en place des conditions de possibilité pour la guerre spatiale. Cela nous mène logiquement à la question de la dissuasion, et à la pensée de la préparation militaire du régime gouvernemental de sécurité nationale.

Avec la logique de la guerre nucléaire, un premier glissement vers la pensée planétaire était effectué sur le plan stratégique. Comme le souligne Virilio, « [l]e projet de non-retour nucléaire étend à l'ensemble planétaire la "moralité de la fin" » (Virilio, 1976 : 69). Pour Virilio, avec le développement de l'État moderne, il y avait dans l'esprit, les germes d'un « État de sécurité nationale ». De parler du complexe-militaro-industriel et de la logique du régime gouvernemental de sécurité nationale dans le cas américain et de son évolution dans la Guerre contre la terreur ne vient vraiment que porter dans sa forme la plus absolue la logique décrite par Virilio. L'expérience de la guerre totale qui rendra l'espace de guerre indissociable de l'espace habité (touchant les civils avant tout donc) et l'expérience de la Deuxième Guerre mondiale qui fera des États-Unis un acteur stratégique global auront pour effet de mettre en place pour la première fois – dans le discours stratégique américain à tout le moins – la possibilité de

concevoir l'État et la force armée comme des agents de la « pacification mondiale »². Cette situation stratégique planétaire, qu'il appelle la « paix totale » et qui nous plonge dans une situation de « non-guerre totale » mais en présence de nombreux conflits « périphériques » et de guerres intestines, ainsi que de nombreuses autres formes de violence, est marquée de façon indélébile par l'arme nucléaire et son pouvoir annihilateur.

Ainsi qu'il le dit si bien : « Aujourd'hui, toutes les différences s'effacent devant la capitalisation de la violence comme ultime expression étatique, le complexe militaro-industriel comme ultime représentation étatique, et le rôle de l'homme de guerre se trouve aux confins d'un nouveau monde, créant encore pour quelque temps une ambiguïté » (Virilio, 1976 : 126). À travers le potentiel destructeur et insensé de l'atome, entre les mains des dirigeants étatiques soviétiques et américains, Virilio entrevoyait que c'était l'avenir de la planète qui devait être pensé en considération du potentiel d'une guerre nucléaire. Avant le réchauffement de la planète dont on parle de nos jours, il écrivait que la politique du pire de l'Occident (avec les États-Unis aux commandes) était une menace pour la « sphère planétaire », qu'on devait protéger « de la turbulence et des variations des micro-sociétés humaines » (Virilio, 1976 : 131). L'État américain étant doté de l'arme nucléaire, le seul à l'avoir au départ avant que l'URSS ne la développe elle aussi, c'est en considérant la logique de guerre et de préparation militaire du *national security state* et du potentiel stratégique de l'arme nucléaire qu'on en vient à penser pour la première fois la stratégie militaire de la planète à partir de l'État. C'est dans cette logique de confrontation nucléaire et technologique, inscrite en filigrane de la lutte idéologique, que l'exploration spatiale se fera et que la militarisation de l'Espace sera débutée. Avec la fin de l'URSS, l'État américain se dresse désormais comme la seule puissance stratégique globale – il est jusqu'à ce jour la seule puissance planétaire. Ce qui avait pu être empêché durant la

² Virilio associait cette idée avec l'OTAN d'abord, mais nous recentrons plutôt cette vers les États-Unis comme puissance stratégique globale (Virilio, 1976 : 91).

guerre froide, par l'instauration de mesures de contrôle des armements et des traités de désarmement (minimal et progressif) des arsenaux nucléaires, est aujourd'hui pensé et planifié dans des stratégies par les stratèges américains, à savoir la possibilité de faire la guerre dans l'Espace et/ou à partir de l'Espace.

Ainsi, la préparation constante à la guerre, pensée dans la gouvernementalité américaine même, rend l'espace militaire plus puissant pour structurer la vie politique. Or, cela n'atteindra jamais de plus hauts sommets que dans les guerres imaginaires des stratèges nucléaires. Virilio affirme ainsi avec justesse que la stratégie nucléaire et son insertion dans l'activité guerrière ont accéléré le rythme des relations internationales et que l'existence même de ces armes est un obstacle au désarmement et rend d'autant plus difficile la tâche de ceux qui militent pour contrer ou prévenir une course aux armements. Le projet de guerre spatiale en est d'ailleurs la manifestation probante :

The military space [has undergone] a radical transformation. The "conquest of space" by military and scientific personnel is no longer, as it once was, the conquest of the human habitat but the discovery of an original continuum that has only a distant link to geographical reality. From now on, the warrior moves at once in the infinitely small space of nuclear physics and in the infinitely huge outer space (Virilio, cité dans Der Derian, 1998 : 23).

D'ajouter Virilio :

Les phénomènes qui se passent *ici*, dans l'espace commun ne se passent plus *maintenant* dans le temps commun, mais dans un *outre-temps* sur lequel nul n'a pouvoir, malgré l'illusion tragique de l'informatique.

Cette invention d'un temps incertain, véritable *au-delà technologique*, n'est pas une conséquence fatale du progrès des sciences et des techniques, elle résulte pour l'essentiel de l'évolution de la politique de défense. Si, dans l'ancienne doctrine de la défense nationale, on prenait des mesures préventives contre *un ennemi* situé *au-delà des frontières*, avec la doctrine de la sécurité, on se prémunit contre *des menaces*; menaces contre la nation qui résultent moins de la démographie adverse que de l'essor de l'industrie de guerre. La peur n'est donc plus celle, visible et concrète, d'un adversaire géographiquement situé et politiquement défini, elle est d'abord celle des **capacités de ses matériels** et des performances de délivrance des armes les plus destructrices (avion, fusée, sous-marin...) (Virilio, 1996 : 180; en italiques dans l'original et c'est nous qui soulignons en caractères gras).

Si la guerre a changé, c'est la technologie qui a en été son vecteur de transformation. Dans le monde d'aujourd'hui dominé par l'information, l'intégration globale des technologies d'information à l'activité guerrière a également fait du champ de bataille un « champ de perception » :

The battlefield is at first local, then it becomes worldwide and finally global; which is to say expanded to the level of orbit with the invention of video and reconnaissance satellites. Thus we have a development of the battlefield corresponding to the development of the field of perception made possible by technical advancements, successively through the technologies of geometrical optics : that of the telescope, of wave-optics, of electro-optics; that of the electromagnetic transmission of a signal in video; and, of course, computer graphics, that is to say the new multimedia. Henceforth the battlefield is global. It is no longer worldwide [mondialisée] in the sense of the First or Second World Wars. It is global in the sense of the planet. For every war implicates the rotundity of the earth, the sphere, the geosphere (Virilio, cité dans une entrevue avec Der Derian, 1998 : 17; c'est nous qui soulignons).

4. Le règne suicidaire du technologique dans l'Espace comme espace de champ de bataille

Dans l'Espace, ce sont vraiment des technologies qui se font la guerre, des technologies qui sont les ennemies tout en étant les alliées. Si ces technologies ne sont pas créées, ou présumées possibles et qu'on poursuit la recherche pour les développer, la guerre sera produite par la technologie. C'est la logique très dangereuse que nous avons critiquée et s'il est clair que les capacités technologiques sont déjà un défi à surmonter pour des adversaires potentiels des États-Unis, le plus important élément – et celui qui devrait plutôt intéresser les élites astropolitiques – sur lequel nous pouvons agir est le rôle des agents sociaux. Ce sont eux qui produisent ces technologies et les conditions de possibilité pour ces technologies et, partant, pour la guerre spatiale. Il faut non seulement souligner combien dangereuse la machine de guerre est devenue, mais il faut aller au-delà des seules considérations stratégiques et s'intéresser à la culture politique du régime gouvernemental de sécurité nationale.

Si on en croit Theresa Hitchens, il semble que la culture politique du régime gouvernemental de sécurité nationale qui entraîne les agents à produire les pires scénarios et les vellétés belliqueuses prêtées à des ennemis non identifiés ou inconnus dans l'Espace conduit directement à une situation qui aurait pu être évitée et que Virilio dirait suicidaire :

a potential adversary must have not only the technological *ability* to develop weapons and the *means* to develop and use them, but also the *political will* and *intent* to use them in a hostile manner. There is little evidence to date that any other country or hostile non-state actor possesses both the mature technology and the intention to seriously threaten American military or commercial operations in space—and even less evidence of serious pursuit of actual space-based weapons by potentially hostile actors. There are severe technical barriers and high costs to overcome for all but the most rudimentary

ASAT capabilities, especially for development of on-orbit weapons. It further remains unclear what political drivers—outside of American development of space-based weaponry—would force American competitors, in the near- to medium-term to seriously pursue such technology (Hitchens, 2003 : 22).

Or, en tentant d'aller au-delà de la dissuasion, les élites astropolitiques font de la protection *la seule* stratégie valable, et en ce qui a trait à l'Espace, cela signifie de vouloir être prêt à *finally* arsenaliser l'Espace avec l'objectif de prévenir son arsenalisation. Le bouclier antimissile est donc seulement la première étape de l'arsenalisation et est pensé comme la mesure offensive/défensive pour protéger la nation et le globe. Cette prophétie autoréalisatrice (*self-fulfilling prophecy*) est très problématique en ce qu'elle ne peut échapper au fait qu'elle entraîne ce qu'elle cherche à éradiquer, à savoir l'insécurité et l'incertitude dans les affaires internationales et la sécurité nationale américaine.

Comme nous le savons, le projet géostratégique qui planifie de faire la guerre dans l'Espace et d'arsenaliser l'Espace répond de la logique américaine qui a placé, tout au long de son histoire, la technologie en lieu et place de religion (et cela, c'est quand le discours sur la supériorité technologique américaine n'était pas lui-même mêlé au discours religieux, comme nous l'avons relevé en début de chapitre). Sur le plan stratégique, les objectifs américains de *contrôler* l'Espace et d'assurer la non arsenalisation de l'Espace en étant l'agent qui l'arsenaliserait résultent de la politique du pire rendue possible par l'interprétation des dirigeants américains de l'échec de la dissuasion nucléaire avec le 11 septembre 2001. En prenant le relais de la guerre nucléaire, la guerre imaginaire par excellence s'il en fut une, le débat politique américain sur le contrôle de l'Espace lui substitue la guerre imaginée, la guerre spatiale. En pensant à la guerre nucléaire, Virilio posait la question en termes de civilisation et disait qu'on devait en arriver à critiquer la logique nucléaire comme étant « civilement insupportable ». Ce qu'il mettait en cause, c'est la logique militaire même du régime gouvernemental de sécurité nationale américain et de son équivalent soviétique. Aujourd'hui, nous mettrions donc en cause le régime gouvernemental de sécurité nationale américain en ce qui a trait à la stratégie militaire spatiale. Ce sont les

stratèges, les élites astropolitiques américaines et le régime gouvernemental de sécurité nationale qui permettent à ce discours de durer et d'avoir une telle influence qu'il faut critiquer. Dans notre esprit, la même logique prévaut pour la poursuite aux extrêmes de la guerre nucléaire imaginaire avec la guerre spatiale imaginée. Dans les deux cas, « il ne s'agirait plus d'une guerre entre militaires, devenue d'ailleurs impossible, mais d'une guerre du militaire au civil par une nouvelle escalade, intérieure celle-là, celle sans limites de *l'insécurité civile* » (Virilio, 1976 : 135-136; en italiques dans l'original).

C'est dans cet esprit que Virilio parle de la propagation de l'arme atomique, l'*arme absolue*, comme une « foi en la bonne nouvelle », où la technologie militaire et la stratégie sont élevées au statut de religion par les technocrates de la sécurité nationale (Virilio, 1976 : 141). Il montre d'ailleurs combien cette religion de la technologie et cette croyance en le salut par l'arme nucléaire qui établit la dissuasion stratégique est celle des élites stratégiques, qui se vautrent dans un rationalisme instrumental très problématique. Les néophytes et les membres de la société civile n'en pensent pas les mêmes vertus, notamment en ayant à l'esprit les traumatismes et les répercussions qu'auraient sur les populations du monde de nouvelles frappes nucléaires. Virilio ne pourrait ainsi mieux dire le danger que cela représente aux yeux de la population (encore qu'il y a dans les cercles stratégiques des sceptiques et des opposants à la « folie » nucléaire, comme le colonel Bruce de Blois : « [l] danger le plus redoutable, ce n'est pas tant que demain la bombe explose, c'est qu'elle existe déjà. Le danger, ce n'est pas le *feu nucléaire*, mais l'autodafé, la *foi nucléaire* » (Virilio, 1976 : 143). La logique inverse prévaut en ce qui a trait à l'arsenalisation de l'Espace, alors que le danger n'est pas tant que la guerre spatiale se concrétise, mais que l'Espace soit arsenalisé. Les conditions de possibilités technologiques de son arsenalisation existent certes, mais rien n'est inéluctable et les humains peuvent décider de ne pas arsenaliser l'Espace. Les élites dirigeantes devront cependant revoir leur logique sécuritaire et leur

interprétation du soi-disant échec de la dissuasion nucléaire. C'est là que réside le plus grand problème.

Pour Virilio, « “faire la guerre à la guerre”, c'est le slogan de la dissuasion » et « la dissuasion [n']est en réalité [qu']une forme permanente de l'attaque absolue » (Virilio, 1976 : 146-147). En ce sens, l'équilibre de la terreur de la guerre froide n'est certes pas la panacée. S'ils ne sont pas gérés de façon plus prudente et réflexive, la crainte de Virilio – que les analyses du type de Hardt et Negri représentent bien – se concrétisera : l'équilibre de la terreur sera érigé en valeur par ce qu'il conçoit comme l'« Église du progrès », une véritable « religion d'État mondiale », qui s'occupe, à travers les « prêtres » de la technologie militaire et de la technocratie sécuritaire libérale américaines de gérer et d'administrer la terreur sur l'ensemble planétaire (Virilio, 1976 : 148). Ces risques de glissement sont d'autant plus grands dans le contexte de la Guerre contre la terreur qu'on croit avoir franchi le point d'équilibre de la terreur avec l'échec de la dissuasion. Par leur stratégie de contrôle de l'Espace, les dirigeants américains mettent en place leur propre suicide en s'en remettant à la préparation à la guerre spatiale dans le but de faire la guerre à la terreur. Les implications de cette posture appellent à une sérieuse autocritique, avant qu'il ne soit trop tard.

5. Contrer la technocratie de sécurité nationale dans l'Espace

En nous tournant vers la technocratie du régime gouvernemental de sécurité nationale en l'appliquant à l'Espace, il s'avère par conséquent plus que nécessaire de repenser les relations des militaires à la société civile et de contester le règne des experts militaires. Il faut résister à la religion de la technologie en ce qui a trait à l'Espace déployée afin de prévenir un « Pearl Harbor spatial ». Cela nous demande donc de critiquer la pensée technocratique qui imprègne le régime gouvernemental de sécurité nationale et le discours sur l'arsenalisation et la guerre spatiales des élites astropolitiques. En tant que critique de la technologie, Virilio s'avère encore une fois utile pour alimenter notre réflexion. Virilio voit l'intégrisme technique comme un fondamentalisme religieux, une idée qui se rapproche de ce que nous avons appelé la religion américaine de la

technologie. À l'instar de Virilio, nous croyons qu'il faut développer une sorte d'athéisme envers la technologie. Cela ne signifie pas du tout d'être anti-technologie, mais bien d'être un « atheist of technique » (Virilio, cité dans une entrevue avec Der Derian, 1998 : 20). Virilio croit que l'homme moderne a tué le dieu transcendantal judéo-chrétien pour le remplacer par un dieu-machine. On doit combattre la technique sans la nier. Il faut en ce sens reconnaître le potentiel destructeur des technologies, notamment lorsqu'elles sont érigées en religion.

La technocratie repose sur la connaissance centralisée et experte. Durant la guerre froide, le critique de la société technocratique Theodore Roszak (1969) a dit d'elle que pour saisir la complexité de la vie, les citoyens avaient tendance à s'en remettre aux experts, à ceux qui « savent ce qu'il faut faire » (Roszak, 1969 : 7). Il a alors été dit par les supporteurs et les critiques de la technocratie qu'elle était au-dessus de l'idéologie, « that technocracy was a form of governing that moved beyond the ideological divide of the Cold War » et que le « [t]echnocratic rule was simply the rational mode of governance for complex societies » (Dean, 2002 : 103). La société technocratique est la société qui dort, c'est la société dépolitisée; on dit, en outre, que c'est une société programmée. Sous les pressions du libéralisme capitaliste, les sociétés industrielles et postindustrielles ont rêvé du contrôle technocratique et d'une plus grande efficacité, stabilité et rationalité. Mais les sociétés sont faites d'individus et de groupes qui sont diversifiés ; la technocratie cherche donc à contrôler, sinon à faire disparaître, les dimensions humaines et sociales pour en arriver à une gouvernance rationnalisée et prévisible.

Avec la pensée technocratique, telle qu'on la trouve dans le régime gouvernemental de sécurité nationale, une gouvernamentalité équilibrée de la sécurité et de l'économie permet de gérer les demandes de l'État-Providence, la préparation militaire, l'efficacité économique et les impératifs de sécurité nationale (Dean, 2002: 103). Ce développement associé à l'appareil de sécurité nationale a ainsi introduit une nouvelle gouvernamentalité des technologies de sécurité et de l'économie. Une société

technocratique, telle que la société américaine gérée par le régime gouvernemental de sécurité nationale, fonctionne d'une façon telle que plusieurs enjeux qui sont politiques en substance ne seront pas contestés, parce qu'on prétendra qu'ils doivent être traités par les systèmes administratifs, lesquels les traiteront de la façon la plus efficace possible. C'est ce que Jenny Edkins a décrit comme la dépolitisation ou la technologisation du politique (Edkins, 1999 : xi-xii). Dans ces cas, les questions politiques deviennent des questions techniques.

Dans sa critique des spécialistes de la sécurité, Simon Dalby fait bien ressortir qu'au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale, « the culture of experts, who are the designators of threats as well as the directors of social responses to such designated threats » est l'élément-clé à analyser (Dalby, 1998 : 296). Nous le voyons notamment en ce qui concerne le discours astropolitique et c'est pourquoi Andrew Feenberg affirme que c'est dans la rhétorique plus que dans les pratiques qu'on retrouvera la société technocratique³. Les critiques les plus dures des dimensions idéologiques de la technocratie sont venues des théoriciens critiques de l'École de Francfort, d'Herbert Marcuse notamment, qui ont exposé comment la technocratie transforme la gouvernance en une technologie où les réalisations technologiques se justifient elles-mêmes, dont le programme spatial est un illustre exemple (Dean, 2002: 104). L'idée n'est pas de dire que, dans le cas de l'Espace, nous sommes victimes de la technocratie au point décrit par Marcuse dans *L'homme uni-dimensionnel*, où il montre que la société américaine apparemment ouverte et peu répressive de la guerre froide est en fait un monde fermé et programmé, où les libertés sont plus illusoire et les formes de contrôle (idéologiques notamment) sont sublimées (Marcuse, 1968). Il faut plutôt voir que la technologie devient une idéologie partie prenante du pouvoir technocratique, où la rationalité instrumentale empêche presque toute possibilité de résistance ou de

³ C'est notamment en procédant ainsi que le gouvernement américain a pu vendre la Guerre du Vietnam comme étant une mesure de résolution rapide à travers le bombardement aérien. Il a souligné que cette « ingéniosité américaine » d'employer le bombardement serait en mesure de convaincre les habitants des villages du Sud-Vietnam de rejeter le communisme (ce fut un échec épouvantable, comme on le sait) (Feenberg, 1999 : 4).

pensée critique, de sorte que les individus sont « disciplined into acquiescence so great that they were unable to contest the Cold War politics that threatened global survival » (Dean, 2002: 105). Ce fut le cas avec la logique de l'équilibre de la terreur résultant de la dissuasion nucléaire durant la guerre froide. Ce phénomène est expliqué par Marcuse comme étant la mystification, où l'idéologie est incarnée dans le processus de production lui-même, faisant en sorte de vendre comme *rationnelles* des irrationalités. Cela permet au pouvoir technocratique de légitimer ses actions et ses idées qui seraient considérées comme irrationnelles si les individus prenaient ou pouvaient prendre un certain recul avant de s'y soumettre. Le succès de la technocratie repose donc sur la mystification dérivée de l'idéologie de la technocratie où on dépolitise le public à travers l'application de la logique rationnelle de l'ordre technocratique⁴. En outre, c'est ainsi que les programmes de défense civile ont été vendus au public américain durant la guerre froide. Il n'y a, en effet, aucun doute que les Américains ont été bernés par leurs décideurs durant la guerre froide à ce niveau, n'ayant jamais été protégés des risques d'une guerre nucléaire. Les abris nucléaires domestiques et les mesures de défense civile ont été des leurres et des moyens de défense inappropriés. C'est pourquoi devant le pouvoir technocratique, « [p]eople have to take things into their own hands, politicize the processes of decision-making, and stop allowing scientific and technocratic imperatives to organize all social life » (Dean, 2002 : 108).

À cet effet, dans sa discussion sur « L'État suicidaire » dans *L'insécurité du territoire*, Virilio a bien saisi les tenants et les aboutissants de la logique sécuritaire induite par le régime gouvernemental de sécurité nationale aux États-Unis et qui va de pair avec le discours de la démocratie libérale sécuritaire. En raison de la logique de terreur, il explique comment la technocratie est devenue « criminelle » dans la mesure

⁴ Bien que c'est ici que le travail de Jürgen Habermas sur la rationalité communicationnelle du débat public a été crucial, en montrant que l'idéal de la délibération publique puisse aider à mettre en place les conditions permettant d'autres formes de rationalité, une basée sur les besoins et les volontés de la société notamment, nous ne nous attardons pas sur ce point. Nous voulions uniquement souligner combien il est important pour les agents individuels de s'élever contre le pouvoir technocratique en mettant en relief la possibilité de créer un espace de résistance à cette pensée fermée, même si les détenteurs du pouvoir s'avèrent ultimement tellement puissants pour en être vraiment affectés.

où elle « affirme, au nom du progrès et de la raison, que l'impensable peut devenir pensable et l'intolérable tolérable » au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale (Theodore Roszak, cité dans Virilio, 1976: 24). En effet, la préparation constante pour la guerre, ancrée profondément dans la gouvernementalité américaine depuis 1945, normalise le processus de construction de la menace et le transforme en un processus technologique, comme si c'était une technique sociale qui appliquait une rationalité politique pour contrer et gérer ces menaces « objectives » de la façon la plus efficace possible. L'imagination des menaces enlève ainsi à l'imagination sa subjectivité et l'imagination humaine s'en trouve déshumanisée, systématisée et déformée au point que tout ce qui se trouve dans la sphère de la raison, de la réalité, du progrès et de la connaissance conduit à la folie (Rozsak, 1969 [1974] : 12). C'est pourquoi ce n'est pas tant la matérialisation de la menace qui crée la peur mais *son imagination*. Il y a déjà plus de vingt ans, Virilio avait donc raison d'écrire que « Du rayon laser illuminant l'objectif de la police des élites au rayon laser détruisant les missiles de la guerre des étoiles, il n'y a qu'un pas, "Un petit pas pour l'homme, un grand pas pour l'humanité", un grand pas vers sa perte » (Virilio, 1996 [1984] : 177). La perspective d'une guerre spatiale l'illustre à merveille.

En pensant à la façon dont s'est construit la réponse technologique américaine dans le cas de l'arsenalisation de l'Espace et dans les arguments mis de l'avant pour justifier la préparation à la guerre spatiale, nous devons essayer de démystifier les technologies avec des arguments qui peuvent sembler anti-technologiques, mais qui sont en fait des réflexions politiques sur les conséquences de ces technologies – comme les dégâts potentiels qu'entraînerait possiblement une guerre spatiale. La critique de la technologie offerte par l'École de Francfort décrit comment la technologie s'est imposée comme un système de domination, ce qui rejoint d'ailleurs la critique de Foucault sur la technologie gouvernementale, où une domination systématique subjugué les sujets et le savoir. Autant la critique de Marcuse que celle de Foucault nous emprisonne cependant pour penser la résistance comme du point de vue de l'agent

individuel et la possibilité de résister un tant soit peu à la technologie (Feenberg, 1999 : 8). Pour pouvoir penser comment aller contre le système, contre les technologies et le pouvoir technocratique qui les animent, il faut repenser les possibilités de résistance qui existent dans l'espace public. C'est la seule façon de pouvoir opposer une résistance active aux institutions dominantes du pouvoir technocratique gouvernemental, notamment lorsqu'il s'agit de la société de sécurité américaine. Cela en appelle à une vision constructiviste de la technologie qui implique.

6. Résister à l'arsenalisation et la guerre spatiales

Si nul ne pourra contester que la technologie est le médium qui gère, produit, permet et administre la vie quotidienne des sociétés modernes, un discours commun aux ingénieurs et aux technocrates ainsi qu'aux experts de la sécurité est de faire croire au public que les sphères sociales et techniques sont séparées – alors que les technologies sont déjà des institutions sociales, générées par des individus et pour une fin quelconque. On décrit ce dualisme comme le « fétichisme technologique », où la technologie agit comme un agent indépendant et comme une force devant laquelle les êtres humains ne peuvent faire autrement que se soumettre. Cela rejoint la critique de Marx du fétichisme des commodités qui conduit des individus à penser que des commodités ont un prix intrinsèque qui leur est attribué par essence, alors qu'il s'agit toujours d'une attribution relationnelle partie du système de production capitaliste et soumise à la logique du marché. La fétichisation de la technologie en vient à masquer le caractère relationnel de la technologie, niant que toute technologie est partie d'un réseau social et la décrivant comme une expression non-sociale relevant de la rationalité technique pure (Feenberg, 1999 : 211). Cette voie rejoint une philosophie de la technologie essentialiste, où on soutient « that technology reduces everything to functions and raw materials » et où les « [g]oal oriented technological practices replace practices which embody a human meaning » (Feenberg, 1999 : viii). Pour le philosophe des technologies Andrew Feenberg, nous devons développer une philosophie de la technologique anti-essentialiste, laquelle est en parfaite congruité avec l'ethos de la

critique normative que nous avons mise de l'avant quant à la résistance au discours astropolitique sur la guerre spatiale et l'arsenalisation de l'Espace. Cette vision soutient que si nous modifions notre relation envers la technologie, notamment envers la technologie militaire dans l'Espace, nous devons « recognize the nature of our subordinate position in the technical systems that enrol us, and begin to intervene in the design process in the defense of the conditions of a meaningful life and a livable environment » (Feenberg, 1999 : xiv). Cela signifie que nous élevions une voix contre le discours de sécurité des experts et des élites qui poussent pour l'arsenalisation de l'Espace dans le but de favoriser sa non-arsenalisation.

Une des approches proposées pour gérer cette question parmi ceux qui s'opposent à l'arsenalisation spatiale suit de près l'argument développé par Michel de Certeau sur les stratégies et les tactiques. De Certeau explique que les agents (individuels ou collectifs) emploient le capital de pouvoir qu'ils ont accumulé à travers leur action comme membres de la société et sur les membres de celle-ci. Ce pouvoir capitalisé est lié à un espace social occupé par des élites (dans notre cas, des élites stratégiques et astropolitiques), où elles sont capables de se constituer en tant que telles, ce qui leur permet d'agir dans un espace social qui leur est extérieur (Feenberg, 1999 : 112). Cet espace appartient aux élites, parce qu'elles s'en servent pour formuler leurs stratégies avant d'agir : « Strategy presupposes a place that can be circumscribed as one's *own* and that can serve as the base from which to direct relations with an *exteriority* consisting of targets and threats (clients, competitors, enemies, the countryside around the town, research goals and objects, etc. » (de Certeau, cité dans Feenberg, 1999 : 112). En expliquant combien de groupes sociaux manquent d'espace stratégique qui leur permettra d'agir et sont ainsi contraints de réagir de façon tactique aux stratégies qu'ils ne peuvent modifier, de Certeau aborde le problème de la résistance :

Although they remain more or less within the framework of the dominant strategy, they respond to it with subtly deviant actions that alter its significance. Tactics thus differ from outright opposition in that they subvert the dominant codes from within by introducing various unexpected delays, combinations, and ironies into the application of strategies. "a thousand ways of *playing/outplaying the other's game*, that is to say, the space other have instituted, characterize the subtle tenacious,

resistant activity of groups which, for lack of a base, must maneuver in a network of established forces and representations” (de Certeau, cité dans Feenberg et Feenberg, 1999 : 113).

En ce sens, il est toujours temps d'affirmer que la guerre spatiale est la guerre imaginée par excellence, car elle n'est pas (encore tout à fait) stratégiquement et tactiquement conçue (dans des cercles stratégiques américains) et, partant, qu'elle pourrait devrait demeurer une guerre *imaginée*.

Un certain espace de résistance à la guerre spatiale existe donc. Le contrôle des armements et le désarmement peuvent *et* doivent être ramenés à l'ordre du jour politique de la sécurité globale. Il se fait certes tard, mais comme les opposants à l'arsenalisation de l'Espace le soulignent, il est toujours possible de chercher à convaincre les élites du régime gouvernemental de sécurité nationale des États-Unis de reconsidérer des initiatives de contrôle de désarmement (Caldicott et Eisendrath, 2007). Il faut penser à un traité pour la non arsenalisation spatiale, si on veut éviter que le Traité de l'Espace de 1967 connaisse le même sort que le Traité ABM de 1972. Dans les deux dernières sections, nous explorons donc la voie du droit international de l'Espace et d'une stratégie axée sur le désarmement pour voir si – et comment – on peut résister à la guerre spatiale.

7. Réflexions sur les implications de la stratégie astropolitique de domination globale américaine sur le droit de l'Espace et sur la sécurité globale

Dans cette section, nous discutons des répercussions potentielles de la stratégie militaire spatiale actuellement mise de l'avant par les États-Unis en ce qui a trait à l'arsenalisation de l'Espace et à la préparation à la guerre spatiale. Plusieurs gens croient que le Traité de l'Espace de 1967 garantit la non arsenalisation de l'Espace, mais pour plusieurs stratèges américains (Deblois, 2001; Klein, 2006; Hays, 2007), cela a toujours été litigieux et cela aurait été interprété de façon très libérale. C'est pourquoi il convient de s'arrêter sur la stratégie militaire spatiale américaine et la position des États-Unis en ce qui concerne le droit international de l'Espace (Salin, 2007). Comment les États-Unis pensent la guerre spatiale et préparent la transformation du droit de l'Espace en se comportant comme les souverains globaux dans l'Espace nous fait ainsi

dire que si on n'a pas encore vu la guerre se faire de l'Espace ou dans l'Espace, si on en croit la stratégie militaire spatiale américaine, cela ne fait aucun doute.

Deux choses demeurent toutefois certaines :

- 1) Il n'est pas trop tard en ce qui a trait à l'arsenalisation de l'Espace et la guerre spatiale. Mais c'est un débat qui se fait dans le secret et c'est surtout un débat qui est poussé par les professionnels militaires de l'Espace.
- 2) Un traité interdisant les armes spatiales et assurant la non arsenalisation de l'Espace demeure encore une option.

Évidemment, l'inconnue – et la clé d'un changement positif – est comment la superpuissance américaine décidera d'orienter sa stratégie militaire spatiale dans les prochaines années. L'avenir du droit international spatial est plus que jamais lié à l'évolution que les activités spatiales – celles des États-Unis avant tout – vont connaître dans le futur. Il est donc clair que c'est à ce niveau que l'intervention doit se faire.

7.1 L'état du droit international de l'Espace

Comme toute tradition légale, le droit international de l'Espace a cependant, grâce à la formation d'une coutume internationale, permis ce qu'on pourrait voir comme l'émergence d'une norme de la non arsenalisation de l'Espace et d'un tabou de l'arme spatiale (Tannenwald, 1995). On peut même ajouter que cette norme a été renforcée par les actions des États-Unis, qui se font un devoir de toujours rappeler la politique officielle d'être contre l'arsenalisation de l'Espace. Les dirigeants expliquent cependant que les exigences du contexte de la Guerre contre la terreur demandent une certaine exception à cette règle : « Même si les États-Unis sont en faveur de l'utilisation pacifique de l'espace par tous les pays, la prudence demande que nous garantissons l'utilisation de l'espace pour nous, nos alliés et nos partenaires au sein de la coalition, tout en interdisant cette utilisation à nos adversaires » (Teets, 2006). Il faut également reconnaître que la dissuasion de la guerre froide avait ni plus ni moins assuré l'absence d'armes dans l'espace.

En matière de droit international, le Traité de l'Espace, sanctionné par les Nations unies, fait autorité (on le voit comme la « *Magna Carta* » du droit international spatial) et impose des limites d'ordre légal aux activités militaires dans l'Espace. Son préambule est d'ailleurs explicite quant à l'esprit du traité : « Recognizing the common interest of all mankind in the progress of the exploration and use of outer space for peaceful purposes [...] ». Il ne faudrait donc pas non négliger l'effet dissuasif du Traité de l'Espace. Il faut même voir que les États-Unis honorent ce traité et affirment vouloir continuer de l'honorer. Ils manœuvrent en fait en interprétant les non-dits et les « oublis » – et en rejetant les interprétations européennes du droit international – en ce qui concerne l'absence d'armes dans l'Espace. Par exemple, bien qu'il soit illégal de déployer et de tester des armes nucléaires dans l'espace, en raison des traités existant, il n'est pas illégal d'utiliser des armes spatiales dans l'espace. Il demeure vrai que le Traité de l'Espace n'interdit pas *explicitement* la mise en orbite d'armes spatiales. La seule interdiction contenue dans cet instrument légal est la mise en orbite d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, que ce soit par une installation sur des corps célestes ou leur mise en place dans l'espace. D'ailleurs, pour des esprits réalistes, tout traité d'interdiction des armes spatiales serait insensé d'un point de vue stratégique. En fait, il est vrai – et il ne faudrait surtout pas que cela soit minimisé – que c'est en fonction de la dissuasion qui a guidé l'ensemble de la philosophie du contrôle des armements et du désarmement que la position évoluant vers un traité d'interdiction des armes spatiales trouve sa justification stratégique, ce que nous abordons dans la prochaine section. Que l'Espace soit devenu un sanctuaire est une pratique coutumière qui n'est pas reconnue par un traité international (Deblois, 2003). Les États qui s'inquiètent – avec raison – de la stratégie astropolitique américaine de domination globale s'efforcent donc de donner un statut légal à cette notion de sanctuaire (Hitchens, 2003 : 22).

7.2 L'interprétation stratégique américaine des traités

Le régime légal qui prévaut dans l'Espace est d'abord un traité entre États, et c'est donc la Charte des Nations Unies qui régit ces relations en dernière instance. Cela étant, il faut évidemment ajouter à cela quelques autres traités internationaux qui forment le corpus légal de base du droit international de l'Espace. Nonobstant la puissance américaine, nous voulons néanmoins souligner l'importance du régime actuel reposant sur le Traité de l'Espace de 1967 pour ce qui a trait à la non-arsenalisation de l'Espace. Pour en venir à l'état actuel du droit international de l'Espace en ce qui a trait à l'arsenalisation de l'Espace, dans un sens, on pourrait dire que pour un grand nombre d'États, certaines normes existent dans l'utilisation de l'Espace pour des fins pacifiques. L'ordre global dans l'Espace indique que de façon générale, depuis près de quarante ans, on a respecté les obligations et préservé la liberté de l'Espace et conservé l'Espace comme un espace non arsenalisé.

Pour la majorité des partis, à l'intérieur des paramètres existants permis par le droit international de l'Espace, il demeure que l'Espace ne peut toujours pas être utilisé pour faire la guerre. Or, cela n'est pas tout à fait l'interprétation qu'en font les stratèges américains. En ce qui a trait à l'arsenalisation de l'Espace, les États-Unis cherchent à ne pas dévier du droit international de l'Espace tout en interprétant de façon assez libérale les clauses du Traité de l'Espace de 1967 et en exploitant les dimensions non couvertes. Les États vont donc essayer le plus possible de respecter les règles internationales, et dans le cas qui nous intéresse, les États-Unis sont, d'une part, en train d'essayer de réécrire les règles internationales afin de pouvoir arrimer leur projet militaire spatial, et, d'autre part, de s'assurer que tous les autres acteurs vont continuer d'honorer les règles en vigueur. Il est donc clair que le droit international a une valeur prescriptive et normative, même pour les États-Unis, dans l'utilisation de l'Espace. En même temps, cependant, comme c'est souvent le cas avec les États-Unis, la logique des impératifs de la sécurité nationale l'emporte.

L'espace utilisé à des fins pacifiques pour le bénéfice de l'humanité est garanti par le Traité de l'Espace de 1967. Celui-ci empêche aussi l'appropriation de la souveraineté territoriale de l'Espace. Cependant, si l'Espace n'est pas un espace sans loi et déréglementé, il n'en demeure pas moins, du point de vue américain, que le Traité de l'Espace censé enchâsser les bases légales de la non utilisation de l'Espace comme champ de bataille et comme espace souverain, n'est pas aussi intimidant et limitatif qu'on voudrait le faire croire. La sécurité nationale et le droit à l'autodéfense justifieraient que des mesures défensives et de protection des intérêts nationaux, qui seraient fidèles à l'esprit de l'utilisation de l'Espace à des fins pacifiques parce que les intentions seraient non-agressives, soient ainsi invoquées. Cette clause est cependant interprétée comme étant contraire à l'esprit du Traité de 1967, qui est censé exclure les activités militaires. De fait, le Traité de 1967 interdit les armes nucléaires et les armes de destruction massive, ainsi que les bases militaires dans l'Espace. Les actifs dans l'Espace peuvent cependant être sous contrôle souverain – si ce ne sont pas des corps célestes. Le traité de 1967 n'a évidemment aucune mesure de vérification ou d'application et, surtout, il n'interdit pas les armes antisatellites basées au sol. En même temps, son respect depuis 40 ans donne à penser qu'il pourrait être étendu, surtout que depuis 1981, l'Assemblée générale des Nations unies vote une résolution annuelle qui empêchent les États à agir de façon contraire à l'utilisation pacifique de l'Espace (Caldicott et Eisendrath, 2007). Aussi, elle a demandé au Comité ad hoc de la *Conférence sur le désarmement pour un traité international prévenant une course aux armements dans l'Espace*⁵, régie par le Comité des Nations Unies pour l'utilisation pacifique de l'Espace, à ce que des négociations soient faites en ce sens. Les États-Unis et Israël se sont toujours abstenus, sauf que depuis 2005, les États-Unis votent même contre. Dans les faits, les États-Unis bloquent les actions qui visent à la non arsenalisation de l'Espace aux Nations unies (Caldicott et Eisendrath, 2007).

⁵*Conference on Disarmament's Ad Hoc Committee on an International Treaty on the De-Weaponization of Outer Space.*

Dans l'Espace, il est clair que le régime actuel ne peut demeurer tant qu'on considère le droit international dans une logique schmittienne⁶ – ou que ceux qui se chargent d'affirmer une sorte de pouvoir global souverain comme le font les États-Unis de George W. Bush. Suivant cette logique, dans le nouveau nomos global, les États-Unis ne peuvent identifier d'ennemis justes dans l'Espace. Ils disent suivre le Traité de l'Espace et poursuivent simultanément une logique de souveraineté globale par défaut dans le contrôle de l'Espace en étant l'instance en mesure de dicter le nomos global. Par la maîtrise américaine de l'Espace, une domination militaire et économique globale sera possible et la projection globale de la puissance américaine passera par l'Espace : « Le *space power* devient l'instrument privilégié de l'hégémonie américaine sur le système-monde » (Bédar, 2001 : 29). Il est évident que cette position confère aux États-Unis – et c'est ce qu'ils espèrent en tirer – une position de force pour décider de la liberté de l'Espace, pour être les maîtres de l'Espace de la même façon qu'ils ont pu établir une suprématie sur les mers. Cela leur octroierait par le fait même la possibilité d'étendre à l'Espace un contrôle hégémonique et de pouvoir être en mesure de revoir à leur avantage le droit international de l'Espace.

Pour ce qui est du droit international de l'Espace et de l'épineuse question de l'arsenalisation, il faut d'emblée affirmer que les États-Unis tiennent une position pour le moins ambiguë mais qui s'inscrit tout à fait dans la logique d'une formation impériale (Stoler, 2006a). Cette attitude patriarcale est centrale au fonctionnement du pouvoir impérial. Les dirigeants de l'administration Bush justifient ainsi leurs actions en fonction de ce que leur impose – selon eux – la réalité politique. En tant que superpuissance, les États-Unis doivent enjoindre les autres États à respecter les règles du droit international *tout* en se réservant le droit de les transgresser pour assurer la stabilité de l'ordre international. Ce paternalisme évident envers les autres puissances apparaît dans leur discours comme une nécessité systémique. Cela fait ainsi dire à

⁶ Pour Schmitt, « la capacité de reconnaître un *justus hostis* est le début de tout droit des gens » (Schmitt 2001 : 56).

Robert Kagan que bien que la conduite parfois unilatérale et belliqueuse des États-Unis soit regrettable, elle « peut être le meilleur moyen de faire avancer le progrès humain – et peut-être même le seul moyen ». Cette attitude est évocatrice de la perception qu'ont les membres de l'administration Bush du rôle des États-Unis dans un monde post-11 septembre. Or, comme l'explique Emmanuelle Saada, cette défense du double standard par Kagan pour référer à la loi de la jungle dont parle Hobbes dans l'état de nature et que représenterait l'ordre global de Schmitt, où des normes kantienne et le règne du droit international ne pourraient avoir siège, est partie prenante du pouvoir impérial et de la gouvernementalité de sécurité nationale dont nous avons parlé dont nous avons parlé. En effet, loin d'avoir été réduit pour des relations entre « États souverains », le double standard

becomes a characteristic mode of governance *within empires*. It comes to describe, in particular, a range of internal distinctions between people ruled by “law” (Kantian norms) and those governed by less formalized “rules,” such as customs or forms of state violence. These distinctions form one part of the broader “tensions of empire,” with their dialectics of persuasion and coercion, inclusion and exclusion. And yet *at no point are we dealing with an absence of law* (Saada, 2006 : 41; c'est nous qui soulignons).

En d'autres mots : « La doctrine stratégique américaine est l'empreinte d'une posture unilatéraliste impliquant le refus de la subordination des intérêts, des normes et du droit américains aux intérêts d'une “communauté internationale” considérée comme mythique, et du droit international considéré comme inadéquat (potentiellement en contradiction avec les intérêts américains dans le présent et dans le futur) » (Bédar, 2001 : 35).

Il ne fait aucun doute que des ouvertures et des imprécisions existent au sein du régime actuel (on pourrait d'ailleurs penser que c'est ce qui explique que le Traité soit encore utilisé par les États-Unis et certaines autres puissances spatiales comme la Chine et la Russie). En développant la stratégie astropolitique que devraient suivre les États-Unis, plusieurs stratèges américains se sont servis de l'apparente confusion autour du terme « usage pacifique » (*peaceful purposes*) pour justifier l'arsenalisation de l'Espace à l'intérieur du droit international de l'Espace– *Space Warfare* de John Klein

(2006 : 11-12, 69-74 et 138-148) est d'ailleurs explicite à cet égard. Il n'y a pas non plus d'entente ni de définition opérationnelle de ce que « pour le bénéfice de toute l'humanité » (*province of all mankind*) signifie. Comme l'expliquent David Tan, Sylvie Paquerot et Nina Tannenwald, il s'avère aussi que ce principe n'est pas suffisamment accepté pour être considéré comme un principe de droit coutumier (*jus cogens*) (Tan, 2000 : 10 ; Tannenwald, 370-371).

Dans son étude intitulée « Law Versus Power on the High Frontier : The Case for a Rule-Based Regime in Outer Space », Nina Tannenwald va à contre-courant de la stratégie américaine en ce qui concerne la stratégie militaire spatiale de l'*Astropolitik* poursuivie par les États-Unis de George W. Bush et s'en prend également à l'approche préconisée par les tenants du droit international de l'Espace en disant que l'analogie de l'Espace avec les hautes mers est problématique et devrait être abandonnée (Tannenwald, 2004). Elle n'en propose pas moins de s'inspirer de l'évolution de la Convention sur le droit de la mer de 1982 pour formuler de nouveaux principes spécifiques pour un régime légal international spatial (voir le tableau 1 pour une présentation des analogies possibles pour le droit international spatial et les scénarios possibles). Cela pourrait toutefois être difficile. Paquerot expose ainsi le difficile parcours du concept d'humanité dans le droit international positif. S'intéressant à la question des ressources vitales et à la gouvernance de l'eau notamment, elle se concentre sur l'introduction du concept de patrimoine commun de l'humanité dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 et sur le Traité de la Lune et les autres corps célestes de 1979 (signé par seulement cinq États). Le projet achoppera sur l'impossibilité de pouvoir définir mieux « l'humanité » et la signification à donner à ce qui est vu comme un « patrimoine commun » en ce qui concerne l'attribution et la défense des droits d'égalité et de liberté d'accès (la logique d'appropriation et/ou d'exploitation). Le terme de patrimoine commun ne sera donc pas enchâssé en droit positif par la suite dans d'autres traités, le concept de « préoccupations commune de l'humanité » étant plutôt employé (Paquerot,

2002 : 109). Ainsi donc, contrairement à ce que Tannenwald recommande eu égard à l'Espace, étant donné que l'idée de la liberté des mers et le statut de ce qui est un « patrimoine commun » posent problème du point de vue des États souverains lorsque vient le temps de discuter de la gestion des ressources⁷, il semble improbable que l'Espace connaisse une évolution différente. N'en déplaise à Tannenwald, l'analogie n'est peut-être pas aussi mauvaise finalement, malgré sa simplicité. N'étant pas juriste, nous n'avons pas l'intention de pousser cette réflexion plus loin, sans compter que nous nous intéressons à la stratégie astropolitique américaine telle qu'elle prend forme et comment l'administration Bush en découd avec les règles du droit international de l'Espace. Il va sans dire toutefois que nous aimerions bien voir se développer un contexte favorable à la mise en place d'un traité d'interdiction des armes spatiales.

⁷ On peut, par exemple, penser au problème de souveraineté contestée qui se pose actuellement dans l'Arctique entre le Canada, les États-Unis et la Russie quant à l'exploitation des ressources gazières et pétrolières qui s'y trouvent.

Tableau 1. Analogies et scénarios pour le système de régulation légale militaire de l'Espace

LES TROIS ANALOGIES	TROIS SCÉNARIOS POTENTIELS
Air Activité militaire selon le droit international général : comme l'État conserve le contrôle souverain de son espace aérien, il en irait de même pour l'espace extra-atmosphérique se trouvant au-dessus de son territoire. Le droit à l'autodéfense et à l'utilisation des forces armées et des armements est permis.	Domination américaine de l'Espace C'est le scénario qui se dessine actuellement. Les États-Unis exercent une domination hégémonique, imposent leurs règles, suivant une logique de politique de puissance. Ce système peut mettre en relief une certaine coopération internationale, mais une qui suit le leadership libéral américain.
Hautes mers Activité militaire selon le droit international général : l'Espace est traité comme un espace commun (<i>commons</i>) et est donc une aire ouverte à tous, qui peut être employée par l'ensemble des États pour des activités militaires en respectant les règles internationales en vigueur. Des navires de guerre, des patrouilles, des tests d'armements et des manœuvres militaires sont permis dans la mesure où ils n'entravent pas la liberté des autres États, comme sur les hautes mers. C'est celle qui est le plus employée ; elle rappelle que l'Espace ne peut être approprié. Il y a également une interdiction de s'en prendre aux satellites ou appareils de reconnaissance étrangers.	Le système ad hoc Dans ce scénario, qui est celui dans lequel nous évoluons jusqu'à tout récemment, la communauté internationale essaie de faire respecter, de façon ad hoc, des principes imprécis et partagés de façon nominale, en cherchant à améliorer le régime actuel en lui apportant des « règles de conduites informelles ». Le régime légal est modifié par l'entreprise d'interprétations unilatérales de principes généraux qui sont liés de façon ponctuelle aux « règles de conduite informelles ». C'est le système qui demeure bâti autour de l'exploitation de l'Espace selon le principe de la liberté de l'Espace, dans un système qui reflète donc les normes traditionnelles dominantes.
Antarctique Aucune activité militaire : suivant le Traité de l'Antarctique, on suggère la non militarisation du territoire entier et l'Espace devra être utilisé pour des fins pacifiques uniquement. Toute activité militaire, même défensive, est proscrite.	Un régime légal normatif plus élaboré Dans ce scénario, la communauté internationale prend un rôle plus proactif et tente d'établir des règles négociées qui feront en sorte d'assurer la sûreté des intérêts scientifiques, commerciaux et sécuritaires dans l'Espace. Ce scénario est marqué par une coopération internationale où les participants sont actifs et essaient de mettre en place un système de règles et de décision qui empêche la prédominance d'une seule puissance dans l'Espace et les règles sont enchâssées dans des traités. Cette approche s'éloignerait ainsi du principe de liberté de l'Espace, calqué sur le principe de liberté des mers, afin d'en arriver à une approche spécifique à l'Espace, où les ressources sont utilisées équitablement, la sécurité est complète et la protection dans l'Espace est égale. Il est admis que cette approche est celle qui rejoint le plus grand nombre d'acteurs étatiques, comprenant autant des États exploitant l'Espace que des acteurs non-étatiques, mais il est clair que le joueur récalcitrant face à ce système est les États-Unis. Source : (Tannenwald, 2004 : 373-375)

Des volontés de développer un code de conduite et des règles pour la conduite (*Code of Conduct and Rules of the Road*) ont été formulées, comme l'identification de zones d'interdiction (*keep-out zones*) pour ne pas entraver l'activité satellitaire. Elles se sont cependant toutes butées au principe de souveraineté dans l'Espace, lequel ne peut être transgressé. Toutes les propositions – nombreuses au cours des années, et détaillées et précisant l'ensemble des modes d'applications d'armes spatiales potentielles (*space-to-space*, *space-to-Earth* et *Earth-to-space*) – qui ont été faites dans le cadre de la Conférence sur le désarmement des Nations unies en vue de rédiger un traité sur l'interdiction des armes spatiales sont restées lettres mortes à la Conférence (Stojak, 2002 : 23-24)⁸. Il aurait pour objectif de prévenir l'arsenalisation de l'espace, une nouvelle course aux armements et de réitérer l'esprit de façon univoque du Traité de l'Espace de 1967 en stipulant que l'Espace soit réservé à un usage pacifique pour le bienfait de toute l'humanité (Stojak, 2002 : 34). Stojak souligne avec raison que ce n'est donc pas de la Conférence sur le désarmement qu'une initiative pour un nouveau traité de l'Espace doit émaner, mais des États explorant et exploitant l'Espace, pour ensuite présenter un projet à la Conférence. Nous ajouterions que cela doit comprendre les trois grands joueurs, dont le plus important (ce qui semble peu probable dans un avenir rapproché), à savoir les États-Unis, la Chine et la Russie.

En fait, si l'administration Bush a clairement établi sa position comme étant opposée au désarmement et, donc à tout traité d'interdiction des armes spatiales (PSN, 2006), une différente administration pourrait décider autrement (Tannenwald, 2004 : 421, n. 306). Mais il est clair que les pressions politiques sont là, et que le régime gouvernemental de sécurité nationale a sa propre vie, comme nous l'avons mis en exergue dans cette thèse, une vie marquée par les impératifs de sécurité nationale.

⁸ Un traité d'interdiction des armes spatiales devrait ainsi interdire le test, le déploiement ou l'usage d'armes spatiales servant à la destruction d'objets dans l'Espace, sur le sol ou dans l'atmosphère.

C'est peut-être en jouant sur la malléabilité du concept de sécurité nationale qu'une autre administration aurait tout à gagner à vendre la non arsenalisation de l'Espace et prendre l'initiative d'un nouveau Traité de l'Espace interdisant les armes spatiales *au nom de la sécurité nationale*. Au demeurant, il ne faut perdre de vue que le débat sur l'arsenalisation de l'Espace et la possibilité d'un traité d'interdiction est un débat ancré dans des pratiques langagières de l'universel à partir de point de vue particuliers, *situés* : qu'il s'agisse d'invoquer le droit international ou que ce soit les États-Unis qui s'arrogent la responsabilité d'assurer la liberté de l'Espace, c'est un débat sur des universalismes, où des prétentions à être l'instance souveraine ou à avoir l'autorité morale sont avancées. Au dire de Martti Koskenniemi, spécialiste de la tradition critique du droit international⁹ (voir aussi Kennedy, 2006; Koskenniemi, 2001), ce débat échoit alors sur « quel vocabulaire – et donc quelles institutions – serait légitime pour prétendre parler au nom de tous », ce qui s'avère donc un débat entre théologies politiques incommensurables¹⁰.

8. L'empire du désarmement au nom de la sécurité globale

En réaction à la stratégie militaire spatiale américaine, il est surtout question de l'application du droit international, de l'interprétation des traités par les États-Unis et du respect des conditions que tous semblent accepter. Ce qui nous semble particulièrement important et révélateur de souligner, c'est qu'un espace de résistance à l'arsenalisation de l'Espace et de désarmement est possible. Si nous abondons dans une position qui ramène la possibilité du désarmement sur la table et qui la conçoit comme une voie non seulement possible mais souhaitable, c'est d'abord parce que les États-

⁹ Nous remercions Rémi Bachand d'avoir porté à notre attention ces auteurs critiques en droit international, dont David Kennedy et Martti Koskenniemi.

¹⁰ C'est dans cet esprit que Koskenniemi pense « le droit international en tant que théologie politique » (Koskenniemi, 2004 : 505). Un débat sur les prétentions universalistes est aussi un débat dont on ne peut sortir : « Claims of law are not (or not only) veiled moral claims : they are claims that decenter one's own position, that imply parity between the legal subjects and an unbiased "third party" that will decide. In fact, as Habermas notes, the critique of indeterminacy is based on such an assumption : "any deconstructive unmasking of the ideologically concealing use of universalistic discourses actually presuppose the critical viewpoints advanced by these same discourses" » (Koskenniemi, 2004 : 506).

Unis sont en position de force pour imposer une façon de faire dans l'Espace, pour le mieux comme pour le pire. Le journaliste spécialiste des questions d'armement et de la stratégie nucléaire, Jonathan Schell, a parlé des États-Unis comme d'un « empire du désarmement » (Schell, cité dans Cooper, 2006 : 368). Cette image est assez porteuse et va bien avec l'idée qu'on a dépeinte du rôle que veulent se donner les États-Unis dans la gestion de l'Espace. Elle rejoint aussi la construction identitaire que nous avons dit voir se mettre en place pour les États-Unis dans la Guerre contre la terreur, eux voyant le destin de l'humanité et du globe liés à leur sécurité nationale. Leur engagement dans l'Espace, fait au nom de la sécurité globale autant que de leur sécurité nationale, où les deux sont vus comme allant de pair, en est un bon exemple. C'est donc dire que dans la projection de leur puissance dans l'espace global et dans l'Espace, les États-Unis en viennent à se comporter et à se concevoir comme un État de sécurité globale, voire comme *l'État de la sécurité globale*. Ils disent alors parler et agir pour l'humanité – toujours une humanité compatible avec les valeurs libérales américaines, il va sans dire.

Comme nous l'avons mis en relief, la stratégie militaire spatiale suit de près le débat sur la guerre nucléaire. Si les États-Unis se sont en quelque sorte arrogés le titre de gestionnaires du « club des puissances nucléaires » (l'ensemble des puissances nucléaires officielles et officieuses), il en va de même pour les systèmes de désarmement stratégique. C'est d'ailleurs pourquoi la stratégie actuelle en matière de désarmement cherche aussi à réaffirmer et à consolider la position de suprématie globale des États-Unis, c'est pourquoi la configuration du système de désarmement épouse les traits d'un pouvoir impérial exercé par les États-Unis :

the current disarmament system is one that nevertheless legitimises significant levels of global – and particularly US – military expenditure and which serves to further embed both the military supremacy of the USA and the stark disparities that exist between spending on armaments compared with spending on human security. Moreover, the very asymmetry in military power that the current arms limitation system is designed to shore up actually creates an incentive for weaker nations to pursue non-conventional military technologies or strategies (NBC weapons/terrorism) as a way of offsetting their marked inferiority in conventional weaponry (Cooper, 2006 : 354).

En évoquant les États-Unis comme un empire du désarmement, on peut ainsi montrer que la guerre spatiale et l'arsenalisation spatiale ne sont pas des processus

inéluctables. D'ailleurs, les États-Unis promouvant néanmoins le régime de contrôle des armements et de désarmement, s'ils continuent de s'arroger un droit d'y contrevenir, « pour le bien de tous », usant de leur pouvoir souverain. On peut penser que cette position puisse, de façon pragmatique, être retournée contre ceux qui militent pour l'arsenalisation de l'Espace. C'est ainsi que la position défendue par le néoconservateur influent Robert Kagan, oeuvrant désormais au *think tank Carnegie Endowment for International Peace*, pourrait être employée pour la non arsenalisation de l'Espace :

The United States must, indeed, act in ways that benefit all humanity, as it has frequently tried to do in the past, and it must certainly seek to benefit that part of humanity that shares America's liberal principles. Even at times of dire emergency, and perhaps especially at those times, the world's superpower needs to demonstrate that it wields its great power on behalf of its principles and all who share them (Kagan, 2004 : 154).

En ce sens, les États-Unis pourraient certes reproduire leur domination des régimes de contrôle des armements et du « club nucléaire » en étant les gestionnaires du système de normes internationales en ce qui concerne la non arsenalisation de l'Espace. C'est d'ailleurs dans cette logique qu'ils s'opposent officiellement à l'arsenalisation de l'Espace tout en étant l'agent qui arsenalisera l'Espace pour éviter qu'il ne soit arsenalisé. On pense souvent que le désarmement est une utopie et une pratique coupée avec la réalité. Une analyse récente replace cependant – et heureusement – le désarmement dans un espace où on le reconnaît, car un désarmement est beaucoup plus présent qu'on le pense, contrairement aux analyses conventionnelles du contrôle des armements qui le voient comme un échec monumental (Cooper, 2006 : 353-354). Il faut donc aller contre les positions des néoconservateurs et des « réalistes » qui prétendent que les conditions d'anarchie internationale et la présence d'acteurs « voyous » rendent impossibles et utopiques toute pratique de désarmement et de contrôle des armements (Cooper, 2006 : 355). Neil Cooper propose ainsi une position inspirée des études critiques de sécurité de Ken Booth qui promeut un « réalisme utopique » (Booth, 1991) en inversant les positions réalistes par des positions utopiques montrant que, dans les faits, un désarmement est en cours (Cooper, 2006 : 361). Cette

approche suit également les sentiers parcourus par les David Mutimer (2000), Keith Krause et Andrew Latham (1998) et stipule que la puissance doit être repensée en réaction au projet de sécurisation de l'Espace par les armements. Les pratiques de production et de reproduction de l'hégémonie des États-Unis dans l'Espace à travers le contrôle spatial permettraient le maintien des hiérarchies sociales et militaires dans l'Espace. Ce faisant, les États-Unis parviendraient à établir un régime de légitimation et de délégitimation de la technologie militaire. Évidemment, cela s'exerce dans le contexte de la Guerre contre la terreur qui fait de la logique asymétrique une des règles du jeu de puissance.

Le discours souverain des dirigeants des États-Unis sur le désarmement est analogue à leur discours sur les États voyous. Ce sont les États-Unis qui tiennent un discours sur les États voyous, qui décident qui se comportent de façon légitime et illégitime, notamment en matière d'armements et d'armes de destruction massive. En ce qui concerne le « club des puissances nucléaires », il ne semble pas poser problème qu'Israël ou le Pakistan en soient, mais la Corée du Nord et l'Iran sont interprétés comme des États voyous par les États-Unis quant à leurs velléités nucléaires. Les États-Unis, de par leur puissance et leurs capacités de cooptation et de coercition, peuvent établir des mécanismes de discipline pour amener les acteurs qu'ils jugent voyous et non alliés à se désarmer (Cooper, 2006 : 372). C'est du moins l'esprit qu'indique toute leur politique spatiale, alors qu'ils veulent à tout prix éviter l'arsenalisation de l'Espace et de livrer bataille dans l'Espace – *même s'ils s'y préparent*. Comme l'avance Neil Cooper :

it is clear that we are now facing a range of new and old arms limitation challenges that will require a radically different kind of arms regulation. These include challenges such as the growing pressure to weaponise space, the military potential of the new biology, the weaponisation of nanotechnology and the challenge of controlling the military uses of cyberspace. A further challenge is that presented by the growing importance of dual-use technology for the military. This has been compounded by the simultaneous concentration and globalised integration of the defence industry in a largely Western-dominated hub and spoke model characterised by the erosion of defence industrial national identities and increased intra-firm movement of technology and knowledge (Cooper, 2006 : 375).

Ce qui compte est de montrer comment le discours dominant des États-Unis dans l'Espace contribue à la sécurisation de l'Espace et de critiquer comment ce même discours qui fait de la technologie militaire un pas vers la paix est non seulement une grave erreur, mais qu'il risque plutôt d'entraîner ce qu'il cherche à enrayer.

Il ne fait pas de doute que le discours sur les armements comme instruments de contrôle va de pair avec le processus de construction de la menace et la légitimation par la stratégie et la technologie militaires qui en découlent (Cooper, 2006 : 364). Lorsqu'on considère la menace potentielle qui peut exister dans l'Espace, il va sans dire que c'est là que le bât blesse, alors que c'est la technologie militaire même et la stratégie qui la sous-tend qu'il faut tenir en lieu et place de menace. En ce sens, les États-Unis conçoivent la technologie comme le moyen de contrer une menace inexistante, ce qui entraîne cette même technologie à les menacer par son existence et son utilisation potentielle *imaginée* dans l'Espace en raison de son interprétation par les autres puissances spatiales. Il nous faut ainsi replacer dans un contexte de possibilité les enjeux liés au désarmement et au contrôle des armements, qui sont sous-jacents au débat sur l'arsenalisation de l'Espace et qui s'avèrent être des legs de la guerre froide et de l'ère nucléaire. L'objectif est notamment de paver la voie à une (re)considération d'un traité d'interdiction des armes spatiales.

Un débat politique sur le potentiel émancipatoire du désarmement peut se faire, et à ce niveau, la « société civile globale » peut notamment jouer un rôle majeur en participant à un désarmement par la base (*disarmament from below*) en réclamant un non-armement spatial et un désarmement des projets en cours qui auraient pour effet d'arsenaliser l'Espace (Cooper, 2006 : 374; Kaldor, 2003; Lipschutz 2006; Held, 2000). Les membres de la société civile, aux États-Unis d'abord mais ceux de partout ailleurs, peuvent profiter du contexte actuel de la Guerre contre la terreur pour justement faire entendre leur mécontentement et leur refus, voire leur abjection, de voir cette « Guerre contre la terreur » servir davantage encore la cause de l'insécurité globale par son extension dans la guerre spatiale. On oublie d'ailleurs combien la

navigation spatiale est toujours une affaire risquée et un défi de tous les instants. Il faut avoir regardé en direct un lancement d'une navette spatiale américaine pour comprendre à quel point les risques sont encore très grands et les défis technologiques sont toujours aussi imposants (pensons à l'explosion en vol de la navette Columbia à son retour sur terre en 2002). Tout doit être réglé au quart de tour, les conditions météorologiques doivent être idéales et le lancement des navettes doit se faire sous très haute surveillance technique et humaine, comme l'ont montré les nombreux reports de la mission d'Atlantis en 2006. Cela en serait d'autant plus risqué en pensant à la guerre spatiale, avec des conséquences d'autant plus grandes. Toutefois, l'interdiction non officielle de l'arsenalisation de l'Espace¹¹, possiblement l'un des grands « succès » de la guerre froide et de l'ère du désarmement et de la dissuasion nucléaire, pourrait être mise à mal pour les élites dirigeantes et astropolitiques américaines qui disent vouloir rejeter tout traité sur le non-armement ou le contrôle des armements en ce qui a trait à l'Espace, et ce, afin de consolider la domination globale des États-Unis dans l'Espace et de pouvoir, apparemment, mieux assurer la sécurité globale. Au grand dam de l'administration Bush et des guerriers de l'Espace, il semble qu'il faille plutôt vivre avec les risques inhérents d'un très improbable « Pearl Harbor spatial » plutôt que de chercher à se défendre dans l'Espace en préparant la guerre spatiale. C'était la leçon de la dissuasion nucléaire, qui a imposé de vivre avec les risques d'une guerre nucléaire. Malgré les problèmes inhérents à la dissuasion nucléaire, il s'avère plus sûr et modéré de s'y soumettre et de vivre avec la « menace » que de se risquer à agir sur le futur avec la préemption/prévention – comme l'a montré l'aventure américaine en Irak – en arsenalisant l'Espace pour ne pas qu'il soit arsenalisé.

¹¹ L'article IV du Traité de l'Espace de 1967 stipule d'ailleurs que les États devraient « undertake not to place in orbit around the Earth any objects carrying nuclear weapons or any other kinds of weapons of mass destruction, install such weapons on celestial bodies, or station such weapons in outer space in any other manner ».

9. Conclusion

Si l'Espace a été vu comme sanctuaire durant la guerre froide, en réaction aux événements du 11 septembre 2001, les guerriers de l'Espace ont critiqué leurs pourfendeurs en disant qu'ils étaient prisonniers d'une pensée de la guerre froide. Prenant le contexte de la Guerre contre la terreur, ils croient qu'une stratégie de préemption/prévention est mieux à même de prévenir un « Pearl Harbor spatial » et que les États-Unis devraient être vraiment prêts à défendre *globalement* leur territoire national en se préparant à faire la guerre spatiale et à chercher à s'emparer de l'Espace (Lambakis 2003 : 118). En d'autres mots, cette posture signifie que les États-Unis veulent décider des règles dans l'Espace, comme l'indique leur nouvelle Politique spatiale nationale : « The United States will oppose the development of new legal regimes or other restrictions that seek to prohibit or limit U.S. access to or use of space. Proposed arms control agreements or restrictions must not impair the rights of the United States to conduct research, development, testing, and operations or other activities in space for U.S. national interests » (NSP, 2006). Pour les États-Unis, comme nous l'avons mis en relief à travers la pensée de Schmitt sur le nomos de la terre et sur la souveraineté, il serait alors possible de continuer à honorer le Traité de l'Espace de 1967 et, en même temps, de s'arroger un exceptionnalisme dans l'Espace en en assurant le contrôle suprême. C'est ainsi que s'expliquerait la logique saugrenue de l'administration Bush qui dit vouloir *prévenir l'arsenalisation de l'Espace* en préparant la guerre spatiale.

Si on considère que la rhétorique politique crée la réalité politique et peut servir de base pour des décisions, il apparaît fondamental de s'arrêter sur la sécurisation de l'Espace par les États-Unis à travers leur volonté de domination militaire tous azimuts, énoncée dans les stratégies militaires nationales de 1997 et de 2004. Profondément ancrée dans la cartographie de la Guerre contre la terreur, où le 11 septembre 2001 sert de justification ultime pour se préparer militairement pour le pire, car le pire se serait alors produit, l'État américain se place dans un état d'insécurité en disant que même s'il

n'y a pas de conflit dans l'Espace, rien ne dit qu'il n'y en aura jamais. En agissant à partir de cette imagination catastrophique, on laisse notamment aux élites astropolitiques et aux militaires et aux élites de la sécurité nationale la voie libre pour préparer l'arsenalisation de l'Espace plutôt que l'inverse. Comme le rappelle Roger Hanberg, s'il n'en tenait qu'aux seules élites astropolitiques, *et cela n'est pas le cas*, l'arsenalisation de l'Espace surviendrait naturellement (Handberg 2004 : 78-88). La Politique spatiale nationale nous enseigne même que l'État américain supporterait une telle position si elle est jugée essentielle à la sécurité nationale. Le paradoxe de la sécurisation et de l'américanisation de l'Espace est justement de permettre l'objectif contraire visé en permettant à l'arsenalisation de l'Espace de se faire. Comme le souligne avec justesse Wade Huntley, « Insofar as the weaponization of Space represents the "cutting edge" and highest ambitions of military primacy, it also represents the height of this folly » (Huntley 2005 : 83). Nous avons en ce sens indiqué que la mentalité de Pearl Harbor propre au régime gouvernemental de sécurité nationale, lorsqu'elle est appliquée à l'Espace, mène *nécessairement* à la préparation à la guerre spatiale, ce qui s'avère éminemment problématique. Autrement, nous pourrions uniquement confirmer que « [t]he war machine is now not only all of war, *but also becomes the adversary/partners' principal enemy* by depriving them of their freedom of movement » (Virilio, cité dans Der Derian, 1998 : 55).

En définitive, si nous devons accepter le discours dominant de l'arsenalisation de l'Espace, nous serions victimes de ce que le critique culturel Neil Postman a appelé le « technopole », à savoir que nous remettrions « all forms of cultural life to the sovereignty of technique and technology » (Postman 1992 : 52). Comme l'affirme Chris Hables Gray : « Parts of Western culture have accepted this as a given, including the military and the majority of the businesses. To assume that technologies are inevitable is the first fallacy of technopoly. To assume that they are inevitably beneficial is the second » (Gray, 2005 : 71). En postulant que l'arsenalisation de

l'Espace et la guerre spatiale ne sont pas du tout inévitables¹², nous avons donc avancé l'idée qu'un certain athéisme technologique pouvait et devrait être promu par les chercheurs et praticiens de la sécurité internationale afin de rejeter la vision cauchemardesque des guerriers américains de l'Espace. C'est ce que nous avons effectué dans ce dernier chapitre en utilisant les réflexions des historiens et des théoriciens des technologies, notamment celles de Paul Virilio et de David Noble. En poursuivant l'objectif généalogique visant à comprendre comment les États-Unis en étaient venus à penser la guerre spatiale et l'arsenalisation de l'Espace, nous nous sommes penchés sur l'impact de l'avènement de l'arme atomique sur la stratégie de sécurité nationale américaine durant la guerre froide et sur l'assise doctrinaire cruciale de la dissuasion nucléaire. Nous avons souligné l'effet du lancement du Spoutnik par les Soviétiques comme ayant l'équivalent de la surprise de l'attaque sur Pearl Harbor chez les dirigeants américains et ayant fait du principe de liberté de l'Espace un élément indispensable de la stratégie militaire spatiale américaine depuis. De conclure Olivier Zajec : « Le primat de la métaphysique providentialiste dans la psyché américaine et l'histoire toujours recommencée des programmes de défense antimissile depuis 1957 laissent à penser que rien ne fera renoncer Washington au mouvement à nouveau relancé » (Zajec, 2007 : 3).

Dans un contexte où les mesures de désarmement et de contrôle des armements semblent appartenir à une autre époque et dans un ordre global où la dissuasion est vue comme une stratégie faillible et imprudente, ce dernier chapitre a voulu offrir des pistes de réflexion sur la possibilité de résistance sur le droit international et une réaffirmation

¹² Le spécialiste de la Rand Corporation Karl Mueller affirme d'ailleurs que l'arsenalisation de l'Espace n'est pas inévitable. Dans ses mots : « it is a matter of social construction », et ceux qui disent, comme Everett Dolman, que l'arsenalisation est déjà faite emploient un argument fallacieux, parce que, de dire Mueller, « we have not yet crossed the principal space weaponization threshold precisely because almost everyone believes that we have not » (Mueller, 2002). Pour Mueller, il n'y a pas de raison de se préparer pour l'impensable. Or, pour ces gens-là, Dolman use de la réponse classique des réalistes pour décrire une position vue comme utopique : « Anything can happen, it is true. But to fail to prepare for a strong likelihood simply because it is not assured is a strategically weak argument » (Dolman 2005 : 34).

d'une stratégie favorable au désarmement. On a questionné le discours astropolitique américain sur l'arsenalisation de l'Espace et la guerre spatiale en défendant un *non-armement* spatial, donc un démantèlement des armes spatiales en phase de confection. En considérant la conséquence *indirecte* de la doctrine de la dissuasion nucléaire sur la stratégie militaire spatiale, c'est-à-dire d'avoir réussi, durant tout le contexte bipolaire de la guerre froide, à empêcher l'arsenalisation de l'Espace, nous avons proposé de voir l'importance de la non arsenalisation de l'Espace en misant sur le rôle de leader global des États-Unis dans l'Espace en réaffirmant la pertinence – possiblement encore bien davantage qu'auparavant – d'un Espace exempt d'armes spatiales. Cela pourrait ultimement se faire via un espace repensant le rôle des États-Unis dans le désarmement global – advenant que les États-Unis agissent comme l'État de sécurité globale que ses dirigeants les voient devenir et en favorisant une plus grande coopération dans l'Espace plutôt qu'une approche unilatérale.

CONCLUSION

L'état de guerre permanente comme conditions de possibilité du régime gouvernemental de sécurité nationale américain

The psychology of the Cold War U.S. civilian-soldier is now burdened with nothing less than the success or demise of national security itself. With national defense increasingly linked to psychic defense, the militarization of civilian psychology takes on a new urgency. In this ongoing "imaginary war" for the civilian psyche, the resources of the U.S. government, the academy, and the corporate mass media all mobilize in an effort to "bring the public psychology into conformity with the requirements of national security policy".

- Jackie Orr (2004 : 464).

Nous avons entamé cette thèse en cherchant à comprendre comment les États-Unis en étaient venus à penser la guerre spatiale et à vouloir dominer l'Espace au nom de la sécurité globale. Cela nous a amené à nous intéresser au contexte constitutif permettant une gouvernementalité axée sur la sécurité nationale et sur son effet sur la politique identitaire américaine comme puissance stratégique globale au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale – ce que nous avons associé à la notion de régime gouvernemental de sécurité nationale – *et* au contexte « exceptionnel » de la Guerre contre la terreur après le 11 septembre 2001.

Cette ère que Jutta Weldes a nommé « l'âge de la sécurité nationale » (Weldes, 1993 : 16-17), et que d'autres ont nommé le « moment libéral » (Latham, 1997) est pour nous l'ère de la puissance stratégique globale américaine, ou du nomos global libéral américain, s'il nous est permis d'employer le langage schmittien. Comme nous l'avons soutenu dans la thèse, la phase de puissance globale américaine allant de 1945 au 11 septembre 2001 a vu les États-Unis penser leur sécurité nationale en des termes globaux. La différence avec l'après-11 septembre, c'est que la sécurité du territoire

national était alors garantie depuis l'étranger, de l'extérieur, alors que la menace terroriste globale a fait dire aux dirigeants du régime gouvernemental de sécurité nationale américain que la sécurité nationale devait inclure en priorité la sécurité intérieure. Cette sécurité devait ainsi être centrée sur le territoire national et il se voyait désormais associé au globe quant au couplage entre sécurité, territoire et souveraineté : l'espace sécuritaire américain prenait une forme globale, la sécurité nationale américaine devenant la *sécurité globale*. Dans cet esprit, Zigmunt Baumann affirme ainsi que « the most seminal and longest-lasting significance of the events will ultimately prove to be that of a *symbolic end to the era of space* » (Baumann 2002 : 81; c'est nous qui soulignons). Jusque-là, « Le chez soi était un lieu dont les limites pouvaient devenir larges et étanches, à l'intérieur duquel l'interdiction de passer pouvait être garantie et dont l'entrée pouvait être rigoureusement régulée et contrôlée. Le territoire était un refuge, un lieu où s'échapper, dans lequel il était possible de s'enfermer, de se cacher et de se sentir en sûreté » (Baumann, 2002; c'est nous qui soulignons). Depuis les événements du 11 septembre 2001 et leur diffusion massive à travers les réseaux d'information globaux qui a révélé l'interconnectivité entre tous les espaces politiques du globe, Baumann réclame une évaluation de ce nouvel « espace global » qui assumerait la caractéristique d'une zone frontalière (*frontierland*) (Baumann 2002 : 83). En ce sens, il n'y a plus d'espace sûr et sécuritaire, tout comme il n'y a plus d'en-dehors – en fait, ce qui était autrefois en-dehors a été déplacé et assigné en-dedans. Si cette thèse pouvait avoir *une* conclusion, ce serait la suivante : de la guerre froide à la Guerre contre la terreur, on passe, dans le projet identitaire américain, de la sécurité nationale à la sécurité globale, le régime gouvernemental de sécurité nationale pensant la sécurité du globe comme étant inextricablement liée à la stratégie de sécurité nationale des États-Unis.

Organisée en trois grandes sections, cette thèse nous a donc permis de voir dans quelle mesure les États-Unis ont adopté une stratégie de construction identitaire de ce

que nous avons appelé un État de sécurité globale dans le cadre de la Guerre contre la terreur.

Dans un premier temps, nous avons exposé les paramètres du cadre d'analyse qui articule les arguments principaux mis de l'avant tout au long de la thèse et qui ont guidé cette recherche. Cette section insérait notamment notre analyse dans le champ disciplinaire des Relations internationales. Elle s'arrêtait notamment sur les bases idéologiques, idéographiques et politiques qui ont animé et animent la vision des États-Unis comme un État libéral démocratique inséparable d'imaginaires de sécurité nationale et proposait une théorisation de la transformation de l'État américain au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Nous nous sommes ainsi arrêté sur ce que nous appelons le « moment schmittien » de la Guerre contre la terreur que le contexte (apparemment) « exceptionnel » de l'après-11 septembre met en exergue. Nous avons notamment discuté de l'exercice global du pouvoir souverain américain par l'administration de George W. Bush qui s'avère si central pour comprendre la préparation à la guerre spatiale par les États-Unis et leur stratégie astropolitique de domination globale. Nous en avons profité au passage pour faire le point sur le rapport des États-Unis avec l'idée d'empire, notamment afin de mieux asseoir notre compréhension de la puissance stratégique globale américaine. Nous nous sommes efforcé par la suite de comprendre l'apparition et l'évolution du concept de sécurité nationale dans la gouvernamentalité américaine et avons cherché à comprendre comment cette vision de la sécurité nationale a été repensée dans le contexte de la mondialisation et de l'après-guerre froide, ainsi que celui de la Guerre contre la terreur.

Dans un second temps, nous nous sommes efforcé de comprendre l'apparition et l'évolution du concept de sécurité nationale dans la gouvernamentalité américaine et avons cherché à comprendre comment cette vision de la sécurité nationale a été repensée dans le contexte de la mondialisation et de l'après-guerre froide, ainsi que celui de la Guerre contre la terreur. Nous nous sommes arrêtés sur la transformation du régime gouvernemental de sécurité nationale dans le contexte de la Guerre contre la

terreur en nous intéressant particulièrement aux processus de production stratégique et au rôle joué par les élites de sécurité nationale dans ceux-ci. Nous avons en outre exploré la redéfinition du rapport aux frontières et au territoire national que les États-Unis ont orchestré dans leur cartographie globale de la Guerre contre la terreur tel qu'on la retrouve dans leurs diverses stratégies sécuritaires, à savoir la stratégie nationale pour la sécurité intérieure, la stratégie de sécurité nationale et la stratégie militaire nationale.

Dans un dernier temps, nous nous sommes penché sur l'articulation du projet de domination globale des États-Unis à travers leur stratégie de puissance militaire spatiale. En procédant à une généalogie du discours astropolitique sur la question de l'arsenalisation spatiale et de la préparation à la guerre spatiale, nous voulions mettre en relief le projet de sécurisation globale et la déterritorialisation/reterritorialisation de la puissance souveraine américaine par la domination de l'Espace. Nous avons ainsi exposé et critiqué la stratégie d'*Astropolitik* visant le contrôle souverain américain de l'Espace en traitant la production de l'Espace comme champ de bataille et comme espace de guerre en nous inspirant du *Nomos de la terre* de Carl Schmitt. Qui plus est, nous avons rendu compte de l'attitude américaine envers le droit international de l'Espace à la lumière de leur stratégie astropolitique. En filigrane, nous nous sommes interrogé sur l'apparition du concept de sécurité globale tel qu'il est associé au projet américain de sécurisation de l'Espace – ainsi que son lien avec la sécurité intérieure – et avons proposé une critique politique de la stratégie spatiale américaine en nous basant sur un certain athéisme technologique, afin d'inscrire une voix/voie pour résister à la possibilité d'une guerre spatiale.

1. L'insécurisation de l'*American Way of Life*

En considérant les changements de gouvernementalité qu'ont entraîné l'avènement des institutions du *national security state* pour les États-Unis et ce qu'on a vu *comme* les impératifs de la guerre froide (par exemple, la recherche d'un consensus national, image de grande puissance, etc.), on peut voir le régime gouvernemental de sécurité

nationale américain comme étant à la fois inspiré par un libéralisme lockéen et hobbesien. En effet, les États-Unis ont dû défendre et promouvoir le modèle de démocratie *tout en se gardant toujours une possibilité de nier dans les faits* ce modèle et ce qu'ils prêchaient. Les États-Unis agiraient de façon secrète et trompeuse en se commettant dans des pratiques délibérément mensongères pour des raisons apparemment nobles : pour le bien de la sécurité nationale et assurer la défense des libertés individuelles américaines et du mode de vie américain¹. La logique gouvernementale de la sécurité nationale et la culture politique qui l'article imposeraient alors de projeter ni plus ni moins qu'une « simple *image* » (mere *image*) de la démocratie (Dolan, 1994 : 78; en italiques dans l'original). Cette pratique apparaît avec la doctrine de l'endiguement, qui nécessiterait que les États-Unis transgressent les engagements lockéens envers une forme limitée de gouvernement au profit d'un État-Leviathan d'autorité presque absolue pour défendre les citoyens des « risques » de ce « monde dangereux » que la stratégie de l'endiguement cherche à gérer et domestiquer (Dolan, 1994 : 92). C'est dans cet esprit que Frederick Dolan affirme que « [i]n a complementary way, containment gives us a new American state that is neither Lockean nor Hobbesian but both in the sense that it is committed to staging itself in either mode according to the demands of state power » (Dolan, 1994 : 93). La relation entre les tensions lockéennes et hobbesiennes est *contradictoire* mais *consubstantielle* au régime gouvernemental de sécurité nationale (Dolan, 1994 : 9). En fait, comme nous l'avons soutenu tout au long de cette thèse, la recherche d'un équilibre idéologique constitue une caractéristique du régime gouvernemental de sécurité nationale, même s'il est clair que l'équilibre a évolué au gré des administrations et des différents contextes internationaux.

Dans cet esprit, nous retrouvons alors l'idée que nous avons présentée dans l'Introduction de la thèse, à savoir qu'avec le régime gouvernemental de sécurité nationale, la sécurité nationale est partie intégrante du mode de vie américain ; c'est la

¹ Pour une discussion soutenue sur la question, voir (Dolan, 1994 : 80-93).

sécurité nationale *as a way of life*. Le régime gouvernemental de sécurité nationale est justement un régime qui *gouverne* la volonté publique plus qu'il ne la sert ; le régime gouvernemental de sécurité nationale s'instaure, par conséquent, comme une technologie (Dolan, 1994 : 74). Si la logique de l'État libéral lockéen est de protéger la vie des individus, de ses citoyens, dans une logique plus hobbesienne, on protège plus un *mode de vie* que la vie elle-même (Dolan, 1994 : 73). En effet, le régime gouvernemental de sécurité nationale intériorise la menace comme « subversion, et non comme une attaque militaire », où les agences pouvant contrôler et surveiller l'action exécutive sont d'emblée entravées, sinon contrées, dans leurs activités (Dolan, 1994 : 71). La *Loi sur la sécurité nationale de 1947* confère un pouvoir immense à la branche exécutive et au président qui peuvent compter sur de nouvelles institutions pour gouverner la vie américaine en ayant comme tâche principale de contrer et d'endiguer le communisme. C'est le régime gouvernemental de sécurité nationale qui se voit chargé de la « coordination and projection of military, political, and economic power, all largely removed from congressional and public control » (Dolan, 1994 : 71).

Le modèle du libéralisme républicain au cœur du projet identitaire américain – l'idéologie libérale américaine ou l'américanisme – qu'on a associé au régime gouvernemental de sécurité nationale par les impératifs de la lutte anticomuniste dans la guerre froide semble dans ce cas bien rendre compte de la façon dont l'État américain s'est comporté et qu'on dit qu'il *doit pouvoir* se comporter comme État-nation/empire libéral. Cependant, dans sa phase d'influence néoconservatrice sous l'administration de George W. Bush, inspirée par des idées schmittiennes et straussiennes notamment, deux penseurs qui ont fortement critiqué les limites de la démocratie libérale, le régime gouvernemental de sécurité nationale est mis à mal comme jamais avant par certains de ses agents. En utilisant la tactique de ce qui est présenté comme le « noble mensonge » straussien et une rhétorique de la peur et en gouvernant en décrétant un état d'exception qui tend à la permanence, il s'avère clair que l'État-Leviathan a pris le dessus sur l'État lockéen, notamment en raisons de la

présence rhétorique et réelle d'une Guerre contre la terreur ouverte et perpétuelle. En ce sens, la logique du régime gouvernemental de sécurité nationale semble avoir pris le dessus sur ce qu'elle devait protéger et gouverner, à savoir l'*American way of life*. Comment alors ne pas voir les effets néfastes du régime gouvernemental de sécurité nationale sur la vie américaine lorsqu'on pense à la stratégie militaire spatiale des États-Unis qui pave la voie à une guerre spatiale et leur projet astropolitique de contrôle suprême de l'Espace et, *surtout*, à comment ce (non-)débat sur l'arsenalisation spatiale est rendu possible et parvient à s'imposer comme la « normalité ». S'il semble difficile d'aller contre la culture politique que le régime gouvernemental de sécurité nationale impose, il faut se rappeler qu'une résistance est possible : « *The cultural battle today to construct forms of 'we' that will not submit 'our' inner space to the demands of an ongoing production of violence, to a militarization of everyday life and feeling, is just that, a battle* » (Orr, 2004 : 479; c'est nous qui soulignons).

2. L'État de sécurité globale comme régime gouvernemental de sécurité nationale permanent

À l'heure du terrorisme global et de la Guerre contre la terreur, si ce sont les capacités de destruction des ennemis qui justifient et orientent les politiques sécuritaires des États-Unis, les capacités de délivrance des armes destructrices ont pris un tout nouveau sens, où la logique suicidaire des terroristes potentiels et l'utilisation de moyens asymétriques effraient davantage et justifient d'autant une réponse tous azimuts. La conduite de l'État sécuritaire qui invoque le discours de la sécurité nationale répond de la même logique existentielle que durant l'équilibre de la terreur de l'ère nucléaire, à la différence que les États-Unis ne défendent plus uniquement le « monde libre » (confiné à l'espace géopolitique non contrôlé par l'Union soviétique durant la guerre froide) mais bien la planète entière au nom de la *liberté* et de la *civilisation*². Pour les États-Unis, de dire Jutta Weldes, « a threat to freedom anywhere is a threat to freedom everywhere » (Weldes, 1999 : 207). Ainsi donc, si l'invocation de la liberté avec le

² Dans les mots du président Bush : « This is not, however, just America's fight. And what is at stake is not just America's freedom. This is the world's fight. This is civilization's fight » (Bush, 2001).

langage sécuritaire employé par le président Bush est propre au régime gouvernemental de sécurité nationale, dans l'ordre contemporain global marqué par la mondialisation néolibérale, le discours pour la liberté de Bush signifie une *liberté globale pour l'État américain*. Autrement dit, la liberté devient une *liberté de faire* et une *liberté d'action* pour les États-Unis :

Rather we are considering the freedom possessed and wielded by sovereignty both conceptual and material, as realised in and through the modern national security state and its partner, capital; the freedom unleashed by modern science, technology and organisational rationality and then transformed into enormous structures of security, government, surveillance and military force. We are concerned with the *freedom*, channelled and enabled in such ways, *to do and to make . . . to imagine, alter, preserve or to destroy potentially everything that lives and exists* (Burke, 2005 : 317; c'est nous qui soulignons).

Or, il va sans dire que le discours de Bush sur la liberté est plus que rhétorique : « Bush's freedom is not an aberration, either in terms of American history or the Western enlightenment, but mobilises a conception and politics of freedom reaching into the centre of our modernity – into our images of progress, knowledge, community, certainty, security and being » (Burke, 2005 : 316).

Pour bien saisir le discours étatique de la sécurité nationale qui s'affirme comme la légitimité de la souveraineté, il s'avère nécessaire de s'immiscer, par le biais des textes, dans la psyché de l'élite politique américaine qui s'intéresse à la sécurité nationale. D'emblée, on se rend compte assez vite que « [t]he end of the Cold War need not mean the end of Cold War metaphysics. The carefully nurtured ambiguity characteristic of postwar culture does not simply disappear; it is articulated in new ways » (Dolan, 1994 : 79). Depuis plusieurs années déjà après la fin de la guerre froide, les planificateurs américains cherchaient à élaborer une politique de défense cadrant avec le nouveau contexte stratégique imposé par la menace terroriste transnationale. Si la fin de la guerre froide n'a pas amené la création d'un équivalent du *National Security Act* de 1947 ou du NSC-68 pour orienter la politique de sécurité nationale, les événements du 11 septembre 2001 ont fourni cette opportunité. Les terroristes islamistes radicaux se sont suppléés aux communistes soviétiques dans les discours sécuritaires américains. Les États-Unis combattent ainsi un ennemi qui n'est représentatif d'aucune

communauté politique, qui est organisé sur une base transnationale sans avoir une base territoriale fixe et qui agit dans le secret et de façon diffuse.

La guerre contre le terrorisme dans laquelle se sont engagés les États-Unis aura fait en sorte de diluer les distinctions entre politique interne et externe et entre les affaires civiles et militaires. Mais de façon plus importante encore, les événements de l'automne 2001 auront entraîné une profonde réflexion en matière de gouvernance et de sécurité aux États-Unis. Les Américains savent désormais que leur superpuissance est contestée et qu'ils sont plus vulnérables qu'ils ne le croyaient. Avec les premières attaques sur le territoire national continental, les dirigeants américains sont maintenant convaincus que le territoire national ne pourra plus être protégé de l'étranger uniquement; dès lors, le nouveau « mantra » de la Défense sera la sécurité intérieure (*homeland security*), qui sera presque indissociable de la sécurité nationale. Le territoire national américain a ainsi acquis un statut de sanctuaire qu'on voudra protéger à tout prix. Dans leur réponse, rassemblée sous l'égide de la stratégie nationale de sécurité intérieure, les États-Unis ont entrepris une nouvelle gouvernance, une domopolitique de la sécurité, qui transforme le régime gouvernemental de sécurité nationale et qui s'insère dans la nouvelle stratégie de sécurité nationale basée sur la prévention et exprimée dans la Guerre contre la terreur. Le rapport aux frontières nationales est alors transformé par le discours sur l'*homeland security* :

The notion of domestic policy makes sense only in opposition to foreign policy, and, uncoupled from the foreign, national issues are never labeled domestic. The idea of foreign policy depends on the sense of the nation as a domestic space imbued with a sense of "at-homeness," in contrast to an external world perceived as alien and threatening. Reciprocally, a sense of the foreign is necessary to erect the boundaries that enclose the nation as home. Another question, then, is, in reimagining America as the homeland, what conceptions of the foreign are implicitly evoked? What is the opposite of homeland? Foreign lands? Exile? Diaspora? Terrorism? (Kaplan, 2003 : 86).

La rhétorique de la guerre contre le terrorisme impose une préparation permanente à enclencher les mesures d'urgence. Il faut savoir résister à la tentation, quoique considérable, de vouloir modifier la gouvernance pour se parer et répondre à ces menaces, ce qui n'a malheureusement pas été le cas avec l'administration Bush, comme nous le montrons dans cette thèse à l'aide du cas de la préparation à la guerre spatiale et

du débat stratégique américain sur l'arsenalisation de l'Espace (Barkun, 2001 : 25). La rhétorique de la sécurité nationale appelle à la mobilisation de toutes les ressources contre l'« ennemi » (indéfini), alors que l'on devrait imposer des restrictions à l'exercice du pouvoir. Autrement, on renforce le régime gouvernemental de sécurité nationale et on met la table pour l'État-garnison : « Homeland security measures predicated on a fusion of disaster preparedness and military defense require precisely that sense of routinized, chronic emergencies that form the basis for the garrison state » (Barkun, 2001 : 26).

3. La critique de l'influence néoconservatrice sur la stratégie globale de domination dans la Guerre contre la terreur

Les événements du 11 septembre 2001 sont survenus dans une conjoncture particulière de la vie politique américaine : la présence au pouvoir d'une forte influence néoconservatrice à la Maison-Blanche (dans le cabinet de George W. Bush), ce que nous avons vu de façon plus détaillée dans le cinquième chapitre. Cette journée a donné lieu à l'évaluation d'une nouvelle donne sécuritaire qui a permis la planification et l'élaboration d'une stratégie de sécurité intérieure et d'une toute nouvelle stratégie de sécurité nationale. Les attentats du 11 septembre 2001 sont ainsi devenus des prétextes à l'application d'un exceptionnalisme schmittien dans l'ordre politique américain, par une politisation des attentats justifiant une suspension exécutive du système constitutionnel quant à la façon de leur répondre. Les conseillers néoconservateurs de l'administration Bush ont effectivement voulu exploiter la vulnérabilité des États-Unis à des attaques extérieures et intérieures pour réaffirmer leur souveraineté nationale. S'il est clair que la rhétorique du libéralisme américain et de ses idéaux civiques va à l'encontre d'un « régime dictatorial fondé sur le principe schmittien de l'état d'exception permanent » (de Zayas, 2004 : 85), pour les membres néoconservateurs de l'administration Bush, les principes schmittiens de la souveraineté et de l'état d'exception sont non seulement acceptables mais vont de pair, car le « souverain demeure celui qui décide de l'état d'exception ». En ce sens, « sans jamais se réclamer ouvertement de Carl Schmitt, ces soi-disant néocons s'inspirent de manière évidente de

principes schmittiens, notamment en matière d'état d'exception [...] de droit public, de sécurité intérieure et de politique internationale » (de Zayas, 2004 : 66 et 89).

En suivant Schmitt, l'administration Bush fonde la justice de sa cause en priorisant la guerre parmi plusieurs autres moyens de servir la justice. Elle cherche, dans un premier temps, à identifier des « terroristes » et des « voyous » (Coleman, 2003 : 98) pour les relier, dans un second temps, à des États, afin de permettre aux États-Unis de mener une « guerre contre le terrorisme ». Pour les membres de l'administration Bush, les événements du 11 septembre 2001 sont ainsi rapidement devenus un prétexte cautionnant une nouvelle gouvernance sécuritaire dite « démocratique »³ pour les États-Unis, un moment opportun pour réaffirmer l'hégémonie américaine et se comporter comme une puissance impériale. Plutôt que de désengager stratégiquement les États-Unis comme l'auraient apparemment fait l'administration Clinton, il fallait « enfin » capitaliser sur les dividendes de la guerre froide, ce qui impliquait le maintien et même l'augmentation de la primauté américaine au sein du système international. Lorsqu'on prend acte de l'impact du 11 septembre 2001 sur la gouvernamentalité impériale américaine, force est de constater l'influence néoconservatrice sur la politique étrangère de l'administration Bush et sur la Guerre contre la terreur. En repensant notamment à l'appareil militaro-sécuritaire américain, si un processus d'ajustement et de transformation était déjà en cours en raison de la nécessité de s'adapter aux dynamiques imposées ou résultant de la mondialisation, pour les néoconservateurs, le 11 septembre 2001 n'a représenté qu'un catalyseur sur le plan politique pour procéder à cette transformation des forces armées américaines, ce qu'ils cherchaient à faire depuis longtemps, le PNAC ayant même préparé un plan détaillé à cet effet, le document *Rebuilding America's Defenses* (PNAC : 2000). De plus, ce processus de

³ Pour Charles Krauthammer, cette gouvernance américaine pratiquée par l'Administration George W. Bush correspond à du « réalisme démocratique ». Cette idée met en relief l'objectif américain de diffusion de la démocratie dans le monde, dont la stratégie de sécurité nationale américaine fait son fer de lance depuis Woodrow Wilson. Ce qui distingue la gouvernance de Bush des précédentes, c'est que la diffusion de la démocratie n'est plus simplement une fin visant à sécuriser les intérêts américains mais aussi un moyen indispensable de le faire. La démocratie est, dans ce cas, vue comme un phénomène autonome et presque organique (Charles Krauthammer, 2004 : 15).

transformation ne pouvait trouver de meilleur promoteur que le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, lui-même très près des cercles néoconservateurs, signataire de la Déclaration de principes du PNAC.

Si depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis ont exercé une influence politique, militaire, économique et culturelle hégémonique sur un ordre global dont ils constituent le centre (plus ou moins unifié), le 11 septembre 2001 est venu remettre en question la signification de cette domination. Nous avons montré l'importance de considérer la puissance stratégique globale américaine et de théoriser l'État américain dans la phase que nous dirions de puissance globale des États-Unis après la Deuxième Guerre mondiale, une période que nous avons associée de façon inextricable avec le développement du régime gouvernemental de sécurité nationale. Nous avons ainsi procédé à une critique des pratiques étatiques et du projet identitaire libéral sécuritaire des États-Unis dans un ordre mondial dans lequel ils ont réussi à établir, voire à imposer leur leadership. Il est indéniable que les États-Unis ont été un rouage important et incontournable de la mondialisation néolibérale (Agnew 2004) et qu'ils ont été les mieux arrimés technologiquement et militairement parlant pour mener la guerre de façon globale durant la guerre froide en raison de la nouvelle conception de la sécurité nationale qui a fait des États-Unis une puissance militarisée de haute technologie et parée de façon permanente à mener la guerre (Sherry, 1995) et qu'ils le sont encore bien davantage aujourd'hui. Il demeure néanmoins que les forces armées et le régime gouvernemental de sécurité nationale américain ont été lents à s'adapter aux nouvelles réalités que la mondialisation a entraînées. Dans le discours américain dominant de la guerre froide, faire allusion aux États-Unis comme un empire était presque de l'ordre du blasphème⁴. Aujourd'hui, et notamment grâce à leur popularisation par les néoconservateurs, les termes d'empire et d'impérialisme américains ont refait surface, mais de façon surprenante, leur utilisation s'est

⁴ S'inscrivant dans une tradition marxiste, faisaient figures d'exception les historiens de la *New Left* (nouvelle gauche) des années 1960 qui n'ont jamais cessé de dépeindre les États-Unis comme un empire (voir Williams 1980 ; Lefebvre, 1963).

normalisée, pour ne pas dire généralisée au sein de la discipline des Relations internationales⁵. Bien que les États-Unis soient loin d'être l'empire bienveillant que les néoconservateurs aiment bien se représenter, le 11 septembre 2001, les Américains ont, collectivement et symboliquement, appris à la dure que certaines sociétés et certains individus dans le monde haïssaient l'Amérique et les États-Unis à un point tel qu'ils étaient prêts à se suicider pour leur infliger des dommages matériels et perturber l'équilibre psychique sociétal de la nation américaine. La présence d'un fort courant antiaméricain dans plusieurs régions du monde, particulièrement dans le monde arabo-musulman, ne pouvait plus être minimisée.

En faisant de la lutte globale contre le terrorisme la nouvelle stratégie globale qui affecterait et chapeauterait toute les actions de l'État américain, ses représentants et agents ont cru que l'identité des États-Unis comme république démocratique libérale avait été mise à mal par le terrorisme global islamique et qu'il lui fallait éradiquer cette menace dans les quelques sanctuaires où il pouvait avoir pris racine : les « États voyous » soupçonnés de l'abriter et même de lui prêter main forte en lui fournissant des armes de destruction massive, ceux de l'Axe du mal notamment (Irak, Iran et Corée du Nord). Il est en ce sens très significatif que les États-Unis se soient trouvés incapables de rallier une majorité de la communauté internationale et du Conseil de Sécurité de l'ONU à une guerre préventive contre l'Irak de Saddam Hussein. Ainsi, malgré que le discours officiel américain ait tenté de contrer l'idée d'un conflit civilisationnel signifiant un « choc des civilisations »⁶ (Huntington, 1993 : 22-49 et 1996; Acharya, 2002; 17-22; El-Din Aysha, 2003a : 113-32 et 2003b : 429-52; Salter, 2002) entre l'Islam et l'Occident pour interpréter les attentats du 11 septembre, « [d]ans les

⁵ On retrouve l'expression d'empire utilisée aujourd'hui autant par un auteur réaliste comme Andrew Bacevich (un empire informel) que par un penseur libéral comme Michael Ignatieff (un *Empire lite*) ou par des plus conservateurs comme Niall Fergusson ou Walter Russell Mead (un empire libéral). En fait, dès 1987, Walter Russel Mead affirmait qu'il fallait cesser de nier la notion d'empire en discutant du déclin de la superpuissance américaine et parlait ainsi d'« impérialisme libéral » (voir Bacevich, 2002; Ignatieff, 2003; Mead, 1997 et 2002; Fergusson, 2004).

⁶ Les uns ont parlé d'un choc entre civilisations, les autres, d'un conflit civilisationnel entre les forces civilisées et barbares.

tactiques rhétoriques de l'administration Bush, on a vu une acceptation commune du modèle du choc des civilisations » (O'Hagan, 2004 : 30). Or, même si les intentions déclarées de Bush allaient à l'encontre d'une telle lecture, ce sont ses nombreuses références à une « croisade religieuse et morale » dans ses discours qui ont fait résonner la thèse d'un choc des civilisations parmi les populations arabo-musulmanes, sans compter qu'un discours d'une « communauté chrétienne civilisée » faisant face à des barbares, aux forces du Mal et à des musulmans fondamentalistes violents a rapidement fait son chemin dans le discours public américain. Au demeurant, il en ressort que la question importante *n'est pas* de savoir si l'après-11 septembre a vraiment été le site d'un conflit civilisationnel, mais plutôt *comment* et *pourquoi* la rhétorique d'un choc des civilisations a été utilisée (O'Hagan, 2004 : 30).

En définitive, l'insécurité probante qui a suivi les attentats de septembre 2001 a pu justifier, *pour un temps*, une sorte d'état d'exception, qui a entraîné des transformations radicales à la vie démocratique et publique américaine menées au nom de la sécurité nationale et de la sécurité globale :

The seemingly inexhaustible supply of fear of "the enemy" it had made available for purposes of political mobilization, social control, and military-industrial expansion dried up almost overnight. In these difficult circumstances, 9/11 was a political bonanza, thoroughly exploited by the Republican right under the intellectual leadership of the neoconservatives. The never-ending "war on terror," against an omnipresent yet evanescent enemy, reinvigorated "the paranoid style of American politics," which paid immediate dividends in partisan politics, "homeland security," and military spending (McCarthy, 2007 : 20).

Par contre, une fois qu'on a établi l'empreinte idéologique néoconservatrice dans la stratégie de sécurité nationale de la première administration Bush, il semble juste et justifié de questionner le soi-disant exceptionnalisme idéologique américain si souvent invoqué pour justifier la grandeur d'une Amérique imaginée, surtout s'il sert à faire des États-Unis un État policier/militarisé marqué par l'insécurité.

4. L'arsenalisation de l'Espace comme stratégie géopolitique de domination globale libérale américaine

Dans cette thèse, nous voulions donner de la perspective à certaines idées concernant la conduite globale des États-Unis en les articulant à travers le régime gouvernemental de

sécurité nationale et le discours stratégique américain dans le contexte de la Guerre contre la terreur. En nous intéressant à la puissance militaire spatiale américaine, à savoir comment les dirigeants et stratèges américains conçoivent l'Espace comme un éventuel champ de bataille et préparent l'arsenalisation de l'Espace, nous avons pu exposer la logique discursive et le contenu de la géopolitique américaine dans l'Espace – la stratégie militaire spatiale américaine de contrôle et de domination globale de l'Espace. La réponse gouvernementalisée des États-Unis comme État de sécurité globale en construction dans la Guerre contre la terreur en ce qui a trait à l'Espace est ainsi dépendante de leur appréhension et de leur perception de certains événements et développements de la politique globale.

L'arsenalisation de l'Espace constitue donc la manifestation par excellence de la pensée de sécurité nationale appliquée à une considération de puissance globale dans l'espace *global*. Dans cette thèse, nous avons insisté sur le rôle des professionnels militaires de l'Espace (c'est-à-dire la géopolitique pratique) *et* celui des élites de sécurité nationale (provenant des *think tanks* et de l'industrie militaire autant que celles œuvrant dans l'État américain) au sein du régime gouvernemental de sécurité nationale (c'est-à-dire la géopolitique formelle) dans le discours stratégique américain. Nous voulions montrer que c'est par leur pouvoir d'agence – par leur interprétation du « nouveau » contexte géopolitique attribué au 11 septembre 2001 en misant sur leur interprétation du contexte de vulnérabilité *révélée* et leur « leçon » qu'il fallait maintenant « penser l'impensable » – que l'Espace exo-atmosphérique a été produit comme nouvel espace géostratégique américain et, *surtout*, comme nouvel espace de guerre.

L'approche préconisée par les élites astropolitiques se révèle, logiquement, tributaire de la culture politique gouvernementale dans laquelle ils s'insèrent, celle du régime gouvernemental de sécurité nationale de la guerre froide. Nous avons cependant pu mettre en relief l'influence cruciale de certains individus, associés à une persuasion néoconservatrice, qui auront eu un impact sur la forme prise par la stratégie

astropolitique américaine. Dans notre généalogie de la puissance militaire spatiale américaine, nous avons, en ce sens, pu identifier l'impératif de préservation de la liberté de l'Espace qui devait demeurer l'objectif de toute administration et qui est employé pour justifier la politique de domination de l'Espace comme partie prenante du « *full spectrum dominance* ». Nous avons également pu résumer à deux pôles opposés mais complémentaires les options s'offrant pour la stratégie astropolitique des États-Unis, les élites divergeant sur la forme à lui donner et la philosophie à lui adjoindre : il y a, d'un côté, la vision pessimiste réaliste qui voit les conflits comme étant inévitables et qui recommande une préparation militaire pour remporter une bataille spatiale et dominer militairement l'Espace, et de l'autre, la vision plus libérale globaliste qui voit les États-Unis dominer l'Espace mais dans une forme qui épousera davantage les traits de sa domination globale dans les affaires politiques. En exposant la nature de l'influence néoconservatrice, nous avons finalement pu faire ressortir une troisième voie qui avait été choisie par (les néoconservateurs pour) l'administration Bush : une voie qui allait *officiellement* tenter de ne pas arsenaliser l'Espace en faisant des États-Unis l'agent d'arsenalisation – les États-Unis se prévalant d'agir comme l'exception souveraine dans l'Espace. Les États-Unis suivraient alors la tradition impériale libérale de leur exercice de la puissance globale, où ils pouvaient gérer l'Espace comme espace libre tout en le dominant de façon univoque, *parce qu'il est dit qu'on peut faire confiance à la nature libérale de leur gouvernamentalité de sécurité nationale* (l'argument central de l'*Astropolitik* de Dolman). C'est dans cet esprit que nous avons pu mettre en relief le spectre impérial associé au discours américain de l'exceptionnalisme manifeste qui a caractérisé de façon fondamentale et mythique l'américanisme, c'est-à-dire le projet identitaire libéral américain.

Bien que nous ne partagions pas du tout les mêmes inclinations théoriques ou politiques que les professeurs Michael O'Hanlon (2004 ; 2005), Bruce DeBlois (1998) ou Michael Krepon (2003), nous abondons dans le même sens qu'eux en disant que le seuil de l'arsenalisation de l'Espace n'a pas encore été franchi et que toutes les actions

possibles devraient être tentées pour maintenir une sorte de sanctuaire. Bien que la position défendue par O'Hanlon dans son ouvrage *Neither Star Wars nor Sanctuary : Constraining the Military Use of Outer Space* (2004), dans laquelle il ne ferme pas la porte aux armes spatiales dans le futur, ne soit pas idéale, elle semble pour le moment un meilleur gage que la voie choisie par l'administration Bush, qui a préféré suivre les recommandations des Everett Dolman, Steven Lambakis et Benjamin Lambeth. De dire O'Hanlon:

the weaponization of space should be delayed indefinitely by the United States. [...] My argument is not a philosophical recommendation for permanently banning greater military uses of the heavens. Space is heavily militarized, even if not weaponized, already. [...] The United States, leading the way on the increased militarization of space, may not be able to prevent its weaponization indefinitely. But slowing the process for as long as possible now appears the best way to serve its core military and strategic interests (O'Hanlon 2005).

Si nous avons critiqué dans cette dernière section de la thèse comment le débat astropolitique américain sur l'arsenalisation de l'Espace a été circonscrit et limité aux cercles décisionnels (certains diraient sûrement, comment peut-il en être autrement), il n'en demeure pas moins que malgré qu'une nouvelle administration sera prise avec les décisions de sa prédécesseure, il lui restera néanmoins une marge de manœuvre si elle a une volonté politique de défendre la sécurité nationale en faisant un procès plus juste et équitable au désarmement que celui qui a été fait par les néoconservateurs et les conservateurs républicains.

Tout dilemme de sécurité ou toute logique de course aux armements demeurent une construction sociale et ne sont pas des réponses automatiques aux actions prises par l'État américain. Nous ne pouvons savoir comment réagiront les autres dirigeants étatiques face aux actions des États-Unis en ce qui concerne leur stratégie militaire spatiale, bien que les dirigeants chinois et russes aient à maintes reprises exprimé leur volonté pour un traité d'interdiction des armes spatiales. Il nous semble seulement qu'en face de la position de l'*Astropolitik* américaine, un certain scepticisme est de rigueur quant à l'évolution du projet d'arsenalisation spatiale. À cet effet, c'est d'ailleurs ce qui nous permet d'être un peu optimiste, à l'instar de Roger Handberg :

healthy skepticism must be exercised when drastic changes in existing policy positions are considered, especially policies which have not yet failed. Too often, in American defense debates, technology trumps 'mere politics' with often-unanticipated consequences. The security dilemma is not just an obscure academic concept but one that reflects real possibilities in terms of outcomes. [...] There is an irony in that the analyses assume, especially since the advent of the George W. Bush administration, that such military space activities, including weaponization, will be approved. Approval may come but resources may not, given the administration's penchant for tax cuts. Sustaining a level of resource commitment necessary to maintain the force levels assumed here is questionable in the absence of an explicit and very visible threat (Handberg 2004 : 88).

En dernière instance, comme durant l'ère de la guerre nucléaire, on doit se demander si on gère la logique de la terreur ou si on la rejette. Ce sera donc peut-être de l'intérieur du régime gouvernemental de sécurité nationale, par une réorientation du discours de la sécurité nationale, que l'alternative à la guerre spatiale émergera.

5. L'action politique de l'impossible pour imaginer un futur sans guerre spatiale

Ultimement, l'hantise de la terreur qu'une guerre spatiale laisse présager nous pousse à intervenir politiquement pour imaginer un avenir où la guerre spatiale est impossible, sachant qu'elle n'est plus impensable aujourd'hui. Pour ceux qui croient vains nos efforts de critique de la stratégie astropolitique américaine, nous nous en remettons à Jacques Derrida, non pas nous dédouaner, mais pour mieux asseoir notre position dans une action éthicopolitique qui se veut juste et responsable. Dans une perspective où l'on sait pertinemment que tout est – heureusement – encore à faire encore en ce qui a trait au projet d'arsenalisation de l'Espace et à la guerre spatiale, en souscrivant à l'idée de la démocratie-à-venir de Derrida et à sa conception d'un futur toujours ouvert comme engagement envers la constitution ou la venue d'un monde plus juste et moins violent, l'engagement éthicopolitique critique que nous avons pris dans cette thèse dans notre critique de la stratégie astropolitique américaine s'ouvre sur un futur sans guerre spatiale et avec un traité d'interdiction des armes spatiales.

Cela ne signifie pas du tout que nous souscrivions à une position utopiste ou que nous soyons aveuglés par un optimisme béat qui voit le règne du droit se faire dans l'Espace à travers un régime international de contrôle de l'Espace comme espace non arsenalisé. Notre position prend plutôt au sérieux une éthique de la justice derridienne qui repose sur l'expérience de l'impossible. C'est là sens aporétique de la justice

derridienne qui nécessite l'exercice de l'im/possible et qui s'accomplit le mieux par une éthique de la déconstruction, parce qu'elle permet un avenir radicalement ouvert et un espace d'un futur non violent à venir (Lucy, 2004 : 6). Ainsi que Derrida l'explique dans son « hantologie »⁷ de la promesse de Marx dans les *Spectres de Marx*, cet engagement envers l'histoire est un messianisme qui n'a pas besoin d'un messie, puisqu'il sera toujours à venir. Dans cette hantologie du marxisme, Derrida situe sa propre position déconstructive dans un entre-deux, disant qu'une « telle déconstruction n'a jamais été marxiste, pas plus que non marxiste, quoique fidèle à un certain esprit du marxisme, à l'un d'entre eux du moins car on ne le répétera jamais assez, il y en a *plus d'un* et ils sont hétérogènes » (Derrida, 1993 : 127 ; en italiques dans l'original).⁸ Pour Derrida, c'est une façon d'honorer l'héritage de Marx et d'agir de façon responsable, d'agir selon un idéal de justice à venir ou à faire – une justice qui s'étend à ceux qui sont morts, qui vivent actuellement ou qui viendront après nous. C'est là la conception du politique que propose Derrida à travers la rencontre avec « l'im-possible », là où on peut seulement être responsable en se sachant incapable d'être complètement responsable, la responsabilité demeurant toujours à venir, à se faire, à être réitérée. Selon Richard Beardsworth, l'action politique se fait alors par la participation à « l'invention d'un futur qui se veut le plus complexe possible » (Beardsworth, 1996 : xii). Un futur qui serait écrit à l'avance serait un futur programmé serait injuste et serait une négation ontologique du possible. Par cette « autre conception du politique », qui permet de concevoir une pensée de la promesse messianique et

⁷ Dans les *Spectres de Marx*, Derrida emploie la hantise pour référer à une peur et une obsession constantes et à une idée fixe (Derrida, 1993: 22). L'hantologie réfère à « la question de l'événement comme question du spectre ». C'est « l'esprit [qui] vient en *revenant*, il figure à la fois un mort qui revient et un fantôme dont le retour attendu se répète, encore et encore » (Derrida, 1993 : 31-32; en italiques dans l'original).

⁸ Comme l'explique Carolyn D'Cruz : « Derrida's reading of Marx [...] allows us to re-read Marx's "Thesis XI" in a way that remains faithful to the imperative not merely to interpret the world, but change it—yet not in a way that makes thought and action reducible to one another. Put very simply, there is nothing stopping a person who philosophises about the promise for a democratic future from attending public protests, signing petitions, donating to aid agencies, voting as a citizen, participating in lobby groups, forming organisations that attempt to transform the powers that be and so on. What one chooses to do, however, cannot be decided in advance by an already prescribed political and philosophical program that does not distinguish between the two domains » (D'Cruz, 2006 : 71).

émancipatoire, on n'échappe pas au désir émancipatoire – donc à une pensée d'un futur exempt de la guerre spatiale. De dire Derrida à propos de cette promesse messianique et émancipatoire, « il faut y tenir plus que jamais » (Derrida, 1993 : 1276). C'est pourquoi un désir émancipatoire doit demeurer possible à travers l'expérience de l'impossible – qui constitue alors sa condition de possibilité. Pour critiquer la guerre spatiale, il faut la penser comme l'expérience de l'impossible – même si ces conditions de possibilité sont présentes aujourd'hui. Il faut pouvoir penser la possibilité de son impossibilité.

RÉFÉRENCES

Sources premières

Documents gouvernementaux et traités de loi

- « Article 35 of A General Treaty of Peace, Amity, Navigation and Commerce Between the united States of America and the Republic of New Granada (Colombia), December 12, 1846 » in U.S. Congress, Committee on Foreign Relations, *Background Documents Relating to the Panama Canal*, 95th Cong., 1st sess., 1977, p. 7-10.
- « Secretary of State Evarts Instructions to Mr. Dichman, Minister to Colombia, regarding the French Interoceanic Canal Enterprise, April 19, 1880 » in U.S. Congress, Committee on Foreign Relations, *Background Documents Relating to the Panama Canal*, 95th Cong., 1st sess., 1977, pp. 46-47.
- Bush, George W., Maison-Blanche, Administration George W. Bush, Gouvernement des États-Unis. 2002. *The National Security Strategy of the United States of America*, Washington, D.C., septembre, www.whitehouse.gov/nsc/nss.pdf. Devient SSN.
- Bush, George W., Maison-Blanche, Administration George W. Bush, Gouvernement des États-Unis. 2006. *The National Security Strategy of the United States of America*, Washington, D.C., mars, www.whitehouse.gov/nsc/nss/2006/nss2006.pdf. Devient SSN.
- Bush, George W., Maison-Blanche, Office of Science and Technology, Executive Office of the President, Administration George W. Bush, Gouvernement des États-Unis. 2006. *National Security Presidential Directive: US National Space Policy*. 31 août. Devient PSN.
- Clinton, Bill, Maison-Blanche (la) Administration Bill Clinton, Gouvernement des États-Unis. 1998. *A National Security Strategy for a New Century*. Washington, D.C. (octobre). Devient SSN.
- Commission on 9-11 (The National Commission on Terrorist Attacks Upon the United States, Gouvernement des États-Unis). 2004. *The 9/11 Commission Report: Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks Upon the United States*. Washington, D.C., www.9-11commission.gov/report/index.htm. Devient la Commission sur le 11 septembre,
- Commission to Assess United States National Security Space Management and Organization. *Report of the Commission to Assess United States National Security Space Management and Organization*. Washington, D.C., January 11, 2001. Devient la Commission Rumsfeld sur la Gestion de l'Espace.
- Joint Chiefs of Staff. *Joint Vision 2010. America's Military: Preparing for Tomorrow*. Washington D.C.: Office of the Chairman of the Joint Chiefs of Staff, 1996, www.dtic.mil/doctrine/jv2010.
- Maison-Blanche, Administration George W. Bush, Gouvernement des États-Unis, *National Strategy for Homeland Security*, juillet 2002.

- Meale, Alan (rapporteur, Royaume-Uni, Groupe socialiste). 2006. *Le déploiement d'armements dans l'espace. Rapport*. Document A/1932, Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, Assemblée interparlementaire européenne de sécurité et de défense, 52^e session, 21 juin, 32 p., http://www.assembly-weu.org/fr/documents/sessions_ordinaires/rpt/2006/1932.pdf?PHPSESSID=8d49a8e04276970dc2f7062b705f31c6.
- Miller, John J. 2002. « Our Next Manifest Destiny: America Should Move to Control Space—Now, and Decisively ». *National Review*, vol. 54, no 13 (15 juillet), p. 35-37.
- Myers, Richard B., Chairman of the Joint Chiefs of Staff, department de la Défense, Gouvernement des États-Unis Administration George W. Bush. 2004. *National Military Strategy of the United States of America*. Washington, D.C., mai. Devient SMN.
- National Defense Panel. 1997. *Transforming Defense: National Security in the 21st Century*, Washington D.C. (décembre), www.dtic.mil/ndp.
- Nations Unies. 1967. « Treaty on Principles Governing the Activities of States in the Exploration and Use of Outer Space, Including the Moon and Other Celestial Bodies », Londres, Moscou et Washington, 1967, www.state.gov/www/global/arms/treaties/space1.html.
- NSC 68: *United States Objectives and Programs for National Security*. 14 avril 1950.
- Secretary of State Henry Clay, « Secretary of State Clay's Instructions to United States Representatives to the Panama Congress, May 8, 1826 » in U.S. Congress, Committee on Foreign Relations, *Background Documents Relating to the Panama Canal*, 95th Cong., 1st sess., 1977, p. 3.
- U.S. Congress. *Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism (USA PATRIOT) Act of 2001*. U.S. Public Law no. 107-56. 107^e Congrès, 1^{re} session. Washington, D.C., 26 octobre 2001, http://frwebgate.access.gpo.gov/cgi-bin/getdoc.cgi?dbname=107_cong_public_laws&docid=f:publ056.107.pdf.
- U.S. Office of the Press Secretary. *Securing America's Borders Fact Sheet: Border Security*, Washington, D.C., 25 janvier 2002, <<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/01/20020125.html>> (consulté le 26 janvier 2002).
- United States Space Command. 1998a. *US Space Command Long Range Plan*. Peterson Air Force Base, CO, avril.
- United States Space Command. 1998b. *US Space Command Vision for 2020*. Washington, DC, mars, 17 p. Available [online]: <http://www.fas.org/spp/military/docops/usspac/visbook.pdf>.

Discours officiels

- Bush, George W. 2001. « Address to a Joint Session of Congress and the American People ». 20 septembre. Maison-Blanche, Washington, D.C., <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/09/print/20010920-8.html>.
- Bush, George W., 2003. « President Bush Discusses Freedom in Iraq and Middle East », *Remarks by the President*, at the 20th Anniversary of the National Endowment for Democracy United States Chamber of Commerce, Washington, D.C. (6 novembre).
- Eisenhower, Dwight D. 1960. « Military-Industrial Complex Speech, 17 janvier 1961 ». *Public Papers of the Presidents, Dwight D. Eisenhower*, p. 1035-1040.
- Rumsfeld, Donald, secrétaire à la Défense. 2006. « President Bush Nominates Dr. Robert M. Gates to be Secretary of Defense ». 8 novembre, <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2006/11/20061108-4.html>.
- Rumsfeld, Donald, secrétaire à la Défense. 2002. « Testimony before the House of Representatives » (5 février).
- Rumsfeld, Donald. 2002. « Transcript: Defense Department Briefing, February 12, 2002 ». Washington, D.C.: U.S. Department of Defense (12 février), www.usembassy-israel.org.il/publish/peace/archives/2002/february/021301.html.
- Putin, Vladimir, président de la Fédération de Russie. 2006. « Speech at the 43rd Munich Conference on Security Policy », <http://www.securityconference.de/konferenzen/rede.php?sprache=en&id=179>.

Documents de stratégie et journaux professionnels sur le space power

- Berkowitz, Marc J. 2007. « Protecting America's Freedom of Action in Space ». *High Frontier: The Journal for Space & Missile Professionals*, Air Force Space Command, vol. 3, no 2 (mars), p. 13-18.
- DeBlois, Bruce M. 2003. « The Advent of Space Weapons ». *Astropolitics*, vol. 1, no 1, p. 29-53.
- DeBlois, Bruce (dir.). 2002. *Beyond the Paths of Heaven: The Emergence of Space Power Thought*. Maxwell AFB, AL: Air University Press.
- DeBlois, Bruce M. 1998. « Space Sanctuary: A Viable National Strategy ». *Airpower Journal*, vol. 12, no 4 (hiver), p. 41-57.
- DeBlois, Bruce M., Richard L. Garwin, R. Scott Kemp et Jeremy C. Marwell. 2004. « SpaceWeapons: Crossing the U.S. Rubicon ». *International Security*, vol. 29, no 2 (automne), p. 50-84.
- Dolman, Everett C. 2002a. *Astropolitik: Classical Geopolitics in the Space Age*. Londres: Frank Cass Publishers.

- Dolman, Everett C. 2002b. « Space Power and US Hegemony: Maintaining a Liberal World Order in the 21st Century ». In *Space Weaponization*, sous la dir. de John Logsdon, p. 39-86. Bientôt disponible; une publication de la Fondation Macarthur, n.d. Disponible en ligne comme papier présenté au Security Space Forum de la George Washington University, le 7 février, Washington, D.C.: Space Policy Institute, Elliott School of International Affairs, George Washington University, www.gwu.edu/~spi/spaceforum/Dolmanpaper%5B1%5D.pdf.
- Dolman, Everett C. 2005. « Strategy Lost: Taking the Middle Road to Wherever ». *High Frontier: The Journal for Space & Missile Professionals*. Air Force Space Command, vol. 1, no 3 (hiver), p. 32-34.
- Elhefnawy, Nader. 2003. « Territorializing Space? Revisiting an Old Idea ». *Astropolitics*, vol. 1, no 2 (automne), p. 55-63.
- Fredriksson, Brian E. 2006. *Globalness: Toward a Space Power Theory*. Maxwell Air Force Base, Alabama: Air University Press.
- Gertz, Bill. 2001. « Space Seen as Battlefield of the Future ». *Washington Times* (8 février), p. 1.
- Gonzales, Daniel. 1999. *The Changing Role of the U.S. Military in Space*. Santa Monica, CA: RAND Corporation.
- Gray, Colin S. 1996. « The Influence of Space Power upon History ». *Comparative Strategy*, vol. 15, no 4 (octobre-décembre), p. 293-308.
- Gray, Colin and John Sheldon. 1999. « Space Power and the Revolution in Military Affairs: A Glass Half Full? ». *Airpower Journal*, vol. 13, no 3 (automne), p. 23-38.
- Grossman, Karl. 2001. *Weapons in Space*, New York: Seven Stories Press.
- Handberg, Roger. 2004. « Review Article. Military Space Policy: Debating the Future ». *Astropolitics*, vol. 2, no 1 (printemps), p. 79-89.
- Hays, Peter L. 2002a. *United States Military Space: Into the Twenty-First Century*. Maxwell AFB, AL: Air University Press.
- Hays, Peter L. 2002b. « Paths Toward Space Weaponization ». Papier présenté à l'International Studies, Association Annual Convention, Nouvelle-Orléans.
- Hays, Peter L., James M. Smith, Alan R. Van Tassel et Guy M. Walsh (dir.). 2000. *Spacepower for a New Millennium: Space and U.S. National Security*. New York: McGraw-Hill.
- Hays, Peter L. et Karl P. Mueller. 2001. « Going Boldly—Where? Aerospace Integration, the Space Commission, and the Air Force's Vision for Space ». *Aerospace Power Journal*, vol. 15, no 1 (printemps), p. 34-49.
- Hitchens, Theresa. 2004. *Future Security in Space: Charting a Cooperative Course*. Washington, D.C.: Center for Defense Information.
- Hitchens, Theresa. 2002. « U.S. Space Policy: Time to Stop and Think ». *Disarmament Diplomacy*, no 67 (octobre-novembre), p. 15-32.

- Huntley, Wade L. 2005. « Where No Bomb Has Gone Before: US Space Weaponization Planning and its Implications ». In *In The Dilemmas of American Strategic Primacy: Implications for the Future of Canadian-American Cooperation*, sous la dir. de David S. McDonough et Douglas A. Ross, p. 69-88. Toronto: Royal Canadian Military Institute.
- Hyten, John E. 2002. « A Sea of Peace or a Theater of War? Dealing with the Inevitable Conflict in Space ». *Air and Space Power Journal*, vol. 16, no 3 (automne), p. 78-92.
- Johnson, Rebecca J. 2001. « Multilateral Approaches to Preventing the Weaponization of Space ». *Disarmament Diplomacy*, no 56 (avril), p. 8-16.
- Johnson, Rebecca J. 2003. « Security without Weapons in Space: Challenges and Options ». *Disarmament Forum*, no 1 (2003), p. 53-66.
- Johnson, Dana J., Scott Pace et C. Bryan Gabbard. 1998. *Space: Emerging Options for National Power*. Santa Monica, CA: RAND.
- Klein, John J. (Commandant). 2006. *Space Warfare*. New York et Londres: Routledge.
- Klein, John G. 2004. « Corbett in Orbit: A Maritime Model for Strategic Space Theory ». *Naval War College Review*, vol. 57, no 1 (hiver), p. 59-74.
- Krepon, Michael. 2001. « Lost in Space ». *Foreign Affairs*, vol. 80, no 3 (mai-juin), p. 2-8.
- Krepon, Michael (avec Christopher Clary). 2003a. *Space Assurance or Space Dominance? The Case Against Weaponizing Space*. Washington, D.C.: The Henry L. Stimson Center.
- Krepon, Michael. 2003b. « Correspondance. A "Space Cop" Replies ». *Astropolitics*, vol. 1, no 3 (hiver), p. 113-116.
- Lambakis, Steven. 2003a. « Space Cops: Revisiting Space Arms Control ». *Astropolitics*, vol. 1, no 2, p. 75-83.
- Lambakis, Steven. 2003b. Correspondance. Steven Lambakis Replies ». *Astropolitics*, vol. 1, no 3, p. 116-118.
- Lambakis, Steven. 2001. *On the Edge of Earth: The Future of American Space Power*. Lexington, KY: University Press of Kentucky.
- Logsdon, John H. 2003. « Reflections on Space as a Vital National Interest ». *Astropolitics*, vol. 1, no 1 (été), p. 78-88.
- Lord, Lance W. (Général). 2005. « Space Superiority ». *High Frontier: The Journal for Space & Missile Professionals*. Air Force Space Command, vol. 1, no 3 (hiver), p. 4-5.
- Lupton, David. 1988. *On Space Warfare: A Space Power Doctrine*. Maxwell AFB, AL: Air University Press.
- Mahan, Alfred T. 1970 [1897]. *The Interest of America in Sea Power: Present and Future*. Port Washington, N.Y.: Kennikat Press.
- McDougall, Walter A. 1985. *The Heavens and the Earth*. Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press.
- Miller, John J. 2002. « Our Next Manifest Destiny: America Should Move to Control Space—Now, and Decisively ». *National Review*, vol. 54, no 13 (15 juillet), p. 35-37.

- Moltz, James Clay. 2002. « Breaking the Deadlock on Space Arms Control ». *Arms Control Today*, vol. 32, no 3 (avril), p. 3-9.
- Mueller, Karl. 2003. « Totem and Taboo: Depolarizing the Space Weaponization Debate ». *Astropolitics*, vol. 1, no 1, p. 4-28.
- Mueller, Karl. 2002. « Is the Weaponization of Space Inevitable? ». Papier présenté à l'International Studies Association Annual Convention, Nouvelle-Orléans.
- Oberg, James E. 1999. *Space Power Theory*. Washington, D.C.: Government Printing Office.
- O'Hanlon, Michael E. « Preserving US Dominance While Slowing the Weaponization of Space ». In *Space Weaponization*, sous la dir. de John Logsdon, p. 183-206. Washington, D.C.: Macarthur Foundation Publication.
- Preston, Bob *et al.* 20002. *Space Weapons: Earth Wars*. Santa Monica, CA: Rand Corporation.
- Reiss, Robert J., Jr. 2006. « The Reality of Space Warfare: A Chapter in Future War ». *High Frontier: The Journal for Space & Missile Professionals*, Air Force Space Command, vol. 2, no. 1, p. 46-50.
- Rinehart, G. W. 2005. « Toward Space War ». *High Frontier: The Journal for Space & Missile Professionals*, Air Force Space Command, vol. 1, no 3 (hiver), p. 47-53.
- Smith, Bob (Senator). 1999. « The Challenge of Space Power ». *Airpower Journal*, vol. 13, no 1 (printemps 1999), p. 32-40.
- Spacy, William L., II. 1999. *Does the United States Need Space-Based Weapons?*. Maxwell AFB, AL: Air University Press.
- Stares, Paul B. 1985. *The Militarization of Space: U.S. Policy, 1945-1984*. Ithaca, NY: Cornell University Press.
- Teets, Peter B. 2006. « Espace et sécurité nationale au vingt-et-unième siècle ». *Air & Space Power Journal* en français (août), www.airpower.maxwell.af.mil/apjinternational/aspj-f/2006/automne/teets.html
- Wagner, John W. 2005. *Spacepower Theory: Lessons from the Masters*. Air University, Maxwell, AFB.
- Waldrop, Elizabeth, 2005. « Weaponization of Outer Space: US National Policy ». *High Frontier: The Journal for Space & Missile Professionals*, Air Force Space Command, vol. 1, no 3 (hiver), p. 35-46.
- Worden, Simon P. et John E. Shaw. 2002. *Whither Space Strategy? Forging a Strategy for the New Century*. Maxwell AFB, AL: Air University Press.
- Ziarnick, Brent D. 2006. « Review of *Space Warfare: Strategy, Principles, and Policy* ». *High Frontier: The Journal for Space & Missile Professionals*, Air Force Space Command, vol. 3, no 1 (novembre), p. 68.

Sources secondaires

- Abdulahdi, Rabab. 2004. « Imagining Justice and Peace in the Age of Empire ». *Peace Review*, vol. 16, p. 85-89.
- Abelson, Donald E. 2002. « Do Think Tanks Matter? Assessing the Impact of Public Policy Institutes ». Montréal et Kingston: McGill-Queen's University Press.
- Abelson, Donald E. 2004. « The Business of Ideas: The Think Tank Industry in the USA ». In *Think Tank Traditions: Policy Research and the Politics of Ideas*, sous la dir. de Diane Stone et Andrew Denham, p. 215-231. Manchester: Manchester University Press.
- Abelson, Donald E. 2006. *A Capitol Idea: Think Tanks and U.S. Foreign Policy*. Montréal et Kingston: McGill-Queen's University Press.
- Ablett, Phillip. 2004. « Colonialism in Denial: US Propaganda in the Philippine-American War ». *Social Alternatives*, vol. 23, no 3, p. 22-28.
- Acharya, Amitav. 2002. « Security and Security Studies After September 11: Some Preliminary Reflections ». *Working Paper*, no 23 (mai), p. 17-22, Institute of Defense and Strategic Studies, Singapour, www.ntu.edu.sg/idss/WorkingPapers/WP23.pdf.
- Adas, Michael. 2001. « From Settler Colony to Global Hegemon: Integrating the Exceptionalist Narrative of the American Experience into World History ». *American Historical Review*, vol. 106, no 5 (décembre), p. 1692-1721.
- Adas, Michael. 2003. « Modernization Theory and the American Revival of the Scientific and Technological Standards of Social Achievement and Human Worth ». In *Staging Growth: Modernization, Development, and the Global Cold War*, sous la dir. de David C. Engerman, Nils Gilman, Mark H. Haefele et Michael E. Latham, p. 25-45. Amherst, MA: University of Massachusetts Press.
- Adas, Michael. 2004. « Contested Hegemony: The Great War and the Afro-Asian Assault on the Civilizing Mission Ideology ». *Journal of World History*, vol. 15, p. 31-63.
- Adas, Michael. 2005. « Improving on the Civilizing Mission? Assumptions of United States Exceptionalism in the Colonization of the Philippines ». In *The New American Empire: 21st Century Teach-In on US Foreign Policy*, sous la dir. de Lloyd C. Gardner et Marilyn B. Young, p. 153-181. New York et Londres: The New Press.
- Adas, Michael. 2006. *Dominance by Design: Technological Imperatives and America's Civilizing Mission*. Cambridge, MA et Londres: The Belknap Press of Harvard University Press.
- Adler, Emmanuel et Peter M. Haas. 1992. « Conclusion: Epistemic Communities, World Order, and the Creation of a Reflective Research Program ». *International Organization*, vol. 46, no 1, p. 367-90.
- Adler, Emmanuel et Michael Barnett. 2000. « Taking Identity and Our Critics Seriously ». *Cooperation and Conflict*, vol. 35, no 3, p. 321-329.

- Adler, Emmanuel. 1992. « The Emergence of Cooperation: National Epistemic Communities and the International Evolution of the Idea of Nuclear Arms Control ». *International Organization*, vol. 46, no 1, p. 101-145.
- Adler, Emmanuel. 1997. « Seizing the Middle Ground: Constructivism in World Politics ». *European Journal of International Relations*, vol. 3, no 3, p. 319-363.
- Agamben, Giorgio. 1998. *Homo Sacer: Sovereign Power and Bare Life*, trad. par Daniel Heller-Roazen. Stanford, CA: Stanford University Press.
- Agamben, Giorgio. 2002. « Security and Terror ». *Theory and Event*, vol. 5, no 4. Disponible en ligne sur le site de la revue électronique.
- Agamben, Giorgio. 2003. *État d'exception: Homo Sacer*, II, 1, Paris : Seuil.
- Agathangelou, Anna et L.H.M. Ling. 2004a. « Power, Borders, Security, Wealth: Lessons of Violence and Desire from September 11 ». *International Studies Quarterly*, vol. 48, no 3 (septembre), p. 517-538.
- Agathangelou, Anna et L.H.M. Ling. 2004b. « The House of IR: From Family Power Politics to the Poisies of Worldism ». *International Studies Review*, vol. 6, no 4 (décembre), p. 21-50.
- Agnew, John et Joanne Sharp. 2002. « America, Frontier Nation: From Abstract Space to Worldly Place », in *American Space/American Place: Geographies of the Contemporary United States*, sous la dir. de John Agnew et Jonathan Smith, p. 79-107. Édimbourg: Edinburgh University Press.
- Agnew, John. 1994. « The Territorial Trap: The Geographical Assumptions of International Relations Theory ». *Review of International Political Economy*, vol. 1, no 1 (printemps), p. 53-80.
- Agnew, John. 2002. « Introduction ». In *American Space / American Place: Geographies of the Contemporary United States*, sous la dir. de John A. Agnew et Jonathan M. Smith, p. 1-19. New York: Routledge.
- Agnew, John. 2005. *Hegemony: The New Shape of Global Power*. Philadelphie: Temple University Press.
- Albert, Mathias, David Jacobson et Yosef Lapid (dir.). 2001. *Identities, Borders, Orders: Rethinking International Relations Theory*. Minneapolis, MN: University of Minnesota Press.
- Alexander, M. Jacqui et Chandra Talpade Mohanty (dir.). 1997. *Feminist Genealogies, Colonial Legacies, Democratic Futures*. New York et Londres: Routledge.
- Alker, Hayward R. 2006. « On Securitization Politics as Contexted Texts and Talk ». *Journal of International Relations and Development*, vol. 9, no 1 (mars), p. 70-80.
- Allison, Graham T. 1969. « Conceptual Models and the Cuban Missile Crisis ». *The American Political Science Review*, vol. 63, no 3 (septembre), p. 689-718.
- Amadae, S.M. 2003. « Managing the National Security State: Decision Technologies and Policy Science ». In *Rationalizing Capitalist Democracy: The Cold War Origins of Rational Choice Liberalism*, p. 27-82. Chicago, IL: University Of Chicago Press.

- Ambrosius, Lloyd E. 2006. « Woodrow Wilson and George W. Bush: Historical Comparisons of Ends and Means in Their Foreign Policies ». *Diplomatic History*, vol. 30, no 3 (juin), p. 509-543.
- Amoore, Louise et Marieke de Goede. 2005. « Governance, Risk and Dataveillance in the War on Terror ». *Crime, Law and Social Change*, vol. 43, p. 149-173.
- Amstutz, Mark R. *et al.* 2001. « Faith-Based NGOs and U.S. Foreign Policy ». In *The Influence of Faith: Religious Groups and US Foreign Policy*, sous la dir. de Elliott Abrams, p. 175-200. Lanham, MD: Rowman and Littlefield.
- Anderson, Fred et Andrew Cayton. 2006. « Washington's Mission: The Making of an Imperial Republic ». In *The Dominion of War: Empire and Liberty in North American, 1500-2000*, p. 160-206. New York: Viking.
- Appleby, Joyce. 2005. *A Restless Past: History and the American Public*. Lanham, MD: Rowman & Littlefield.
- Aradau, Claudia et Rens Van Munster. 2007. « Governing Terrorism Through Risk: Taking Precautions, (un)Knowing the Future ». *European Journal of International Relations*, vol. 13, no 1 (janvier), p. 89-115.
- Aradau, Claudia. 2004. « Security and the Democratic Scene: Desecuritization and Emancipation ». *Journal of International Relations and Development*, vol. 7, no 4, p. 388-413.
- Aradau, Claudia. 2006. « Law Transformed: the Other Exception and the "War on Terror" ». Communication présentée à la reunion annuelle de la *British International Studies Association* (BISA) de décembre 2006, <http://www.bisa.ac.uk/2006/pps/aradau.pdf> <http://www.bisa.ac.uk/2006/pps/aradau.pdf> (12 décembre 2006).
- Aravamudan, Srinivas. 2005. « Carl Schmitt's *The Nomos of the Earth*: Four Corollaries ». *The South Atlantic Quarterly*, vol. 104, no 2 (printemps), p. 227-236.
- Aron, Raymond. 1962. *Paix et guerre entre les nations*. Paris: Calmann-Lévy.
- Aron, Raymond 1983. *Mémoires*. Paris : Julliard.
- Arquilla, John. 2006. *The Reagan Imprint: Ideas in American Foreign Policy from the Collapse of Communism to the War on Terror*. Chicago: Ivan R. Dee.
- Art, Robert J. 1998. « A Defensible Defense: America's Grand Strategy After the Cold War ». In *America's Strategic Choices: An International Security Reader*, sous la dir. de Michael E. Brown *et al.*, p. 50-90. Cambridge (MA) et Londres: MIT Press.
- Ashley, Richard K. 1989. « Living on Border Lines: Man, Poststructuralism, and War ». In *International/Intertextual Relations: Postmodern Readings in World Politics*, sous la dir. de James Der Derian et Michael J. Shapiro, p. 259-321. Lexington (MA) et Toronto: Lexington Books.

- Ashley, Richard K. 1996. « The Achievements of Poststructuralism ». In *International Theory: Positivism and Beyond*, sous la dir. de Steve Smith, Ken Booth et Marysia Zalewski, p. 240-253. Cambridge (R.-U.): Cambridge University Press.
- Ashley, Richard K. et R. B. J. Walker. 1990. « Introduction: Speaking the Language of Exile: Dissident Thought in International Studies ». *International Studies Quarterly*, vol. 34, no 3, numéro spécial sur « Speaking the Language of Exile: Dissidence in International Studies » sous la dir. de Richard K. Ashley et R.B.J. Walker, p. 259-68.
- Ayache, George et Alain Demant. 1991. *Armements et Désarmement depuis 1945*. Bruxelles: Complexe.
- Ayood, Mohammed. 1997. « Defining Security: A Subaltern Realist Perspective ». In *Critical Security Studies: Concepts and Cases*, sous la dir. de Keith Krause et Michael C. Williams, p. 121-46. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Aysha, Emad El-Din. 2003. « Samuel Huntington and the Geopolitics of American Identity: The Function of Foreign Policy in America's Domestic Clash of Civilizations ». *International Studies Perspectives*, vol. 4, no 2, p. 113-32.
- Aysha, Emad El-Din. 2003a. « Samuel Huntington and the Geopolitics of American Identity: The Function of Foreign Policy in America's Domestic Clash of Civilizations ». *International Studies Perspectives*, vol. 4, no 2, p. 113-32.
- Aysha, Emad El-Din. 2003b. « Huntington's Shift to the Declinist Camp: Conservative Declinism and the "Historical Function" of "The Clash of Civilizations" ». *International Relations*, vol. 17, no 4, p. 429-52.
- Azam, Kousar J. 2004. « Resisting Terror, Resisting Empire: The Evolving Ethos of American Studies ». *Comparative American Studies: An International Journal*, vol. 2, no 2, p. 161-174.
- Bacevich, Andrew. 2002. *American Empire: The Realities and Consequences of U.S. Diplomacy*. Cambridge, MA et Londres: Harvard University Press.
- Bacevich, Andrew. 2005. *The New American Militarism: How Americans Are Seduced by War*. New York et Oxford: Oxford University Press.
- Bacevich, Andrew (dir.). 2003. *The Imperial Tense: Prospects and Problems of American Empire*. Chicago: Dee.
- Badie, Bertrand. 1999. *Un monde sans souveraineté: Les États entre ruse et responsabilité*. Paris: Arthème Fayard.
- Badie, Bertrand. 2001. « Les grands débats théoriques de la décennie ». *La Revue internationale et stratégique*, no 41 (printemps), p. 47-54.
- Bailyn, Bernard. 1967 [1992]. *The Ideological Origins of the American Revolution*. Cambridge, MA: Belknap Press.
- Baldwin, David A. 1993. « Neoliberalism, Neorealism, and World Politics ». In *Neorealism and Neoliberalism: The Contemporary Debate*, sous la dir. de David A. Baldwin, p. 3-25. New York: Columbia University Press.

- Baldwin, David. 1997. « The Concept of Security ». *Review of International Studies*, vol. 23, no 1, p. 5-26.
- Baritz, Loren, 1964. *A City on a Hill: A History of ideas and Myths in America*. New York: Wiley.
- Barkawi, Tarak et Mark Laffey. 1999. « The Imperial Peace: Democracy, Force and Globalization ». *European Journal of International Relations*, vol. 5, no 4, p. 403-434.
- Barkawi, Tarak. 1998. « Strategy as a Vocation: Weber, Morgenthau and Modern Strategic Studies ». *Review of International Studies*, vol. 24, no 2, p. 159-84.
- Barkawi, Tarak. 2005. *Globalization and War*. Lanham, MD: Rowman & Littlefield.
- Barkin, J. Samuel et Bruce Cronin. 1996. « The State and the Nation: Changing Norms and Rules of Sovereignty in International Relations ». *International Organization*, vol. 48, p. 107-130.
- Barkun, Michael. 2002. « Defending Against the Apocalypse: The Limits of Homeland Security ». In *Governance & Public Security*, sous la dir. de Alasdair Roberts, p. 17-28. Syracuse, NY: Symposium on Governance and Public Security, Campbell Public Affairs Institute, Maxwell School of Citizenship and Public Affairs, Syracuse University, <http://www.maxwell.syr.edu/campbell/Governance_Symposium/GovernancedManuscript.pdf>.
- Barnett, Thomas P.M. 2003. « The Pentagon's New Map ». *Esquire* (mars), p. 174-179, www.thomaspmbarnett.com/published/pentagonsnewmap.htm.
- Barnett, Thomas P.M. 2004. *The Pentagon's New Map: War and Peace in the Twenty-First Century*. New York: Putnam's.
- Bartelson, Jens. 1997. « Making Exceptions: Some Remarks on the Concept of Coup d'état and Its History ». *Political Theory*, vol. 25, no 3 (juin), p. 323-346.
- Bassin, Mark. 2004. « The Two Faces of Contemporary Geopolitics ». *Progress in Human Geography*, vol. 28, no 5, p. 620-626.
- Bauman, Zygmunt. 1999. *A Search of Politics*. Stanford, CA: Stanford University Press.
- Baxter, Randolph W. 2005. « Butch vs. Femme during the Early Cold War: Deconstructing Hyper-Masculine Ideologies ». *Peace & Change*, vol. 30, no 4 (octobre), p. 540-547.
- Baylis, John et Smith, Steve (dir.). 2005. *The Globalization of World Politics: An Introduction to International Relations*, 3e éd. Oxford: Oxford University Press.
- Beasley-Murray, Jon. 2005. « The Common Enemy: Tyrants and Pirates ». *The South Atlantic Quarterly*, vol. 104, no 2, (printemps), p. 218-225.
- Bédar, Saïda. 2001a. « La révision de la doctrine stratégique américaine – De la bipolarité à la dominance globale ». In « Vers une “grande transformation” stratégique américaine? », *Cahiers d'Études Stratégiques*, sous la dir. de Saïda Bédar, coll. « Le débat stratégique américain 2000-2001 », no. 31, p. 23-38.
- Bédar, Saïda. 2001b. « La globalisation comme paradigme de la stratégie américaine ». *CIRPES, Le débat stratégique*, no 48 (janvier).

- Beeson, Mark et Richard Higgott. 2005. « Hegemony, Institutionalism and US Foreign Policy: Theory and Practice in Comparative Historical Perspective », *Third World Quarterly*, vol. 26, no 7 (décembre), p. 1173-1188.
- Beeson, Mark. 2004. « The Rise of “Neocons” and the Evolution of American Foreign Policy ». *Asia Research Centre Working Paper*, no 107 (août).
- Behnke, Andreas. 2000. « The Message or the Messenger? Reflections on the Role of Security Experts and the Securitization of Political Issues ». *Cooperation and Conflict*, vol. 35, no 1, p. 89-105.
- Behnke, Andreas. 2004. « Terrorising the Political: 9/11 Within the Context of The Globalisation of Violence ». *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 33, no 2, p. 279-312.
- Behnke, Andreas. 2006. « No Way out: Desecuritization, Emancipation and the Eternal Return of the Political — A Reply to Aradau ». *Journal of International Relations and Development*, vol. 9, no 1 (mars), p. 62-69.
- Beier, J. Marshall. 2003. « Discriminating Tastes: ‘Smart’ Bombs, Non-Combatants, and Notions of Legitimacy in Warfare ». *Security Dialogue*, vol. 34, no 4 (décembre), p. 411-425.
- Beinart, Peter. 2006. *The Good Fight: Why Liberals – and Only Liberals – Can Win the War on Terror and Make America Great Again*. New York: HarperCollins.
- Bélangier, André-J. 1998. « Épistémologues de la science politique à vos marques! ». In *Épistémologie de la science politique*, sous la dir. de Lawrence Olivier, Guy Bédard et Jean-François Thibault, p. 14-58. Québec: Presses de l’Université du Québec.
- Bell Duncan S.A. 2001. « International Relations: The Dawn of a Historiographical Turn? ». *British Journal of International Relations*, vol. 3, no 1 (avril), p. 115-126.
- Bell, Jonathan. 2004. *The Liberal State on Trial: The Cold War and American Politics in The Truman Years*. New York: Columbia University Press.
- Belmonte, Laura. 2003. « Selling Capitalism: Modernization and U.S. Overseas Propaganda, 1945-1959 ». In *Staging Growth: Modernization, Development, and the Global Cold War*, sous la dir. de David C. Engerman, Nils Gilman, Mark H. Haefele et Michael E. Latham, p. 107-121. Amherst, MA: University of Massachusetts Press.
- Bender, Peter. 2006. *L’Amérique nouvelle Rome : L’engrenage de la puissance*, traduit de l’allemand par Daniel Argelès. Paris: Buchet/Chastel.
- Bender, Thomas. 2006a. *Nations Among Nations: America’s Place in World History*. New York: Hill and Wang.
- Bender, Thomas. 2006b. « The American Way of Empire ». *World Policy Journal*, vol. 23, no 1 (printemps), p. 45-61.
- Bennett, William J. 2000. « Morality, Character and American Foreign Policy ». In *Present Dangers: Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy*, sous la dir. de Robert Kagan et William Kristol, p. 289-305. San Francisco, CA: Encounter Books.

- Beresford, Annette D. 2004. « Homeland Security as an American Ideology: Implications for U.S. Policy and Action ». *Journal of Homeland Security and Emergency Management*, vol. 1, no 3, Article 301, p. 1-22, www.bepress.com/jhsem/vol1/iss3/301.
- Berger, Mark T. 2005. « From Saigon to Baghdad: Nation-Building and the Specter of History ». *Intelligence and National Security*, vol. 20, no 2 (juin), p. 344-356.
- Berger, Mark T. 2006a. « From Nation-Building to State-Building: The Geopolitics of Development, the Nation-State System and the Changing Global Order ». *Third World Quarterly*, vol. 27, no 1, p. 5-25.
- Berger, Mark T. 2006b. « Keeping the World Safe for Primary Colors: The Idea and Practice of Nation-Building and the Transformation of the North-South Divide 1945-2005 ». Papier présenté à la 47^e réunion annuelle de l'ISA, San Diego, CA, du 22-25 mars, 49 p.
- Berger, Samuel R. « A Foreign Policy for the Global Age ». *Foreign Affairs*, vol. 79, no 6 (novembre/décembre), p. 22-39.
- Berger, Samuel R. 1999. « American Power: Hegemony, Isolationism or Engagement ». Chicago: The Council on Foreign Relations (21 octobre), www.acda.gov/ctbtpage/samberge.htm.
- Best, Steven et Douglas Kellner. 1997. *The Postmodern Turn*. Londres et New York: Guilford Press, 306 p.
- Best, Steven et Douglas Kellner. 2001. *The Postmodern Adventure: Science, Technology, and Cultural Studies at the Third Millennium*. Londres et New York: Guilford Press, 312 p.
- Betts, Richard K. 2001. « The Limits of Prevention ». In *How Did This Happen? Terrorism and the New War*, sous la dir. de James F. Hodge, Jr. et Gideon Rose, p. 145-61. New York: Public Affairs/Council on Foreign Relations, Inc.
- Betts, Richard K. 2002. « The Soft Underbelly of American Primacy ». *Political Science Quarterly*, vol. 117, p. 19-36.
- Bialasiewicz, Luiza, David Campbell, Stuart Elden, Stephen Graham, Alex Jeffrey et Alison J. Williams. 2007. « Performing Security: The Imaginative Geographies of Current US Strategy ». *Political Geography*, vol. 26 (mai), p. 405-422.
- Biersteker, Thomas J. (avec Peter Romaniuk). 2004. « The Return of the State? Financial Re-regulation in the Pursuit of National Security After September 11 ». In *Maze of Fear: Security and Migration after 9/11*, p. 59-75. New York: The New Press.
- Bigo, Didier. 2001. « Editorial : la voie militaire de la « guerre au terrorisme » et ses enjeux ». *Cultures & Conflits*, no 44, p. 5-18, www.conflits.org/document730.html
- Bigo, Didier. 2002. « Security and Immigration: Toward a Critique of the Governmentality of Unease ». *Alternatives: Global, Local, Political*, vol. 27, p. 63-92.
- Bigo, Didier. 2006. « Protection: Security, Territory and Population ». In *The Politics of Protection: Sites of Insecurity and Political Agency*, sous la dir. de Jef Huysman, Andrew Dobson and Raia Prokhovnik, p. 84-100. Londres: Routledge.

- Bishai, Linda S. 2004. « Liberal Empire ». *Journal of International Relations & Development*, vol. 7, p. 48-72.
- Blin, Arnaud et Gérard Chaliand. 2003. *America Is Back: Les nouveaux césars du pentagone*. Paris: Bayard Centurion.
- Blin, Arnaud. 2004. *Le désarroi de la puissance: Les États-Unis vers la « guerre permanente » ?*. Paris: Éditions Lignes de repères.
- Bloodsworth-Lugo, Mary K. et Carmen R. Lugo-Lugo. 2005. « “The War on Terror” and Same-sex Marriage: Narratives of Containment and the Shaping of U.S. Public Opinion », *Peace & Change*, vol. 30, no 4 (octobre), p. 469-488.
- Boggs, Carl. 2004. « US Grand Strategy and its Contradictions », *New Political Science*, vol. 26, no 3, septembre 2004, p. 285.
- Boggs, Carl. 2005. *Imperial Delusions: American Militarism and Endless War*. Lanham, MD: Rowman & Littlefield.
- Boggs, Carl. 2005. *Imperial Delusions: American Militarism and Endless War*, Rowman & Littlefield.
- Boggs, Carl. 2006. « Pentagon Strategy, Hollywood, and Technowar ». *The New Politics*, vol. 11, no 1 (été), p. 108-121.
- Bogle, Lori Lyn. 2004. *The Pentagon's Battle for the American Mind: The Early Cold War*. College Station, TX: Texas A&M University Press.
- Bonditti, Philippe. 2004. « From Territorial Space to Networks: A Foucauldian Approach to the Implementation of Biometry ». *Alternatives*, vol. 29, p. 465-482.
- Bonura, Carlo J., Jr., 1998. « The Occulted Geopolitics of Nation and Culture: Situating Political Culture Within the Construction of Geopolitical Ontologies », in *Rethinking Geopolitics*, sous la dir. de Gearóid Ó Tuathail, Simon Dalby et Paul Routledge, p. 786-105. Londres et New York: Routledge.
- Boot, Max. 2002. *The Savage Wars of Peace: Small Wars and the Rise of American Power*, New York: Basic Books.
- Boot, Max. 2003. « Neither New nor Nefarious: The Liberal Empire Strikes Back », *Current History*, vol. 102, no 667 (novembre), p. 361-66.
- Boot, Max. 2004. « The Myth About Neoconservatism ». In *The Neocon Reader*, sous la dir. d'Irwin Stelzer. New York: Grove Press.
- Booth, Ken. 1990. « The Concept of Strategic Culture Affirmed ». In *Strategic Power: USA/USSR*, sous la dir. de Carl G. Jacobsen, p. 121-28. New York: St. Martin's Press, 1990.
- Booth, Ken (dir.). 1998. *Statecraft and Security: The Cold War and Beyond*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Booth, Ken. 1995. « Dare not to Know: International Relations Theory versus the Future ». In *International Relations Theory Today*, sous la dir. de Ken Booth et Steve Smith, p. 328-50. University Park, PA, Pennsylvania State University Press.

- Booth, Ken. 1997. « Security and Self: Reflections of a Fallen Realist ». *Critical Security Studies*, sous la dir. de Keith Krause et Michael C. Williams, p. 83-119. Minneapolis, MN, University of Minnesota Press.
- Booth, Ken. 2005. « Offensive Realists, Tolerant Realists and Real Realists », *International Relations*, vol. 19, no 3 (septembre), p. 337-360.
- Booth, Ken (dir.). 2005. *Critical Security Studies and World Politics*. Boulder et Londres: Lynne Rienner.
- Borchgrave, Arnaud de et al. *Defending America in the 21st Century: New Challenges, New Organisations, and New Policies*. Washington, D.C.: Center for Strategic and International Studies, 2000, 28 p., www.csis.org/homeland/reports/defendamer21stexecsumm.pdf.
- Borger, Julian, 2007. « Moscow Signals Place in New World Order ». 11 avril, www.guardian.co.uk/russia/article/0,,2054119,00.html.
- Bosteel, Bruno. 2005. « The Obscure Subject: Sovereignty and Geopolitics in Carl Schmitt's *The Nomos of the Earth* ». *The South Atlantic Quarterly*, vol. 104, no 2 (printemps), p. 295-305.
- Boswell, Terry. 2004. « American World Empire or Declining Hegemony ». *Journal of World-Systems Research*, vol. 10, p. 517-24.
- Bradley, Mark. 2000. « Slouching Toward Bethlehem: Culture, Diplomacy, and the Origins of the Cold War in Vietnam ». In *Cold War Constructions: The Political Culture of United States Imperialism, 1945-1966*, sous la dir. de Christian G. Appy, p. 11-34. Amherst, MA: University of Massachusetts Press.
- Brands, H. W. 1994. « The National Insecurity State: 1950-1955 ». In *The Devil We Knew: Americans and the Cold War*, p. 31-58. Oxford et New York: Oxford University Press.
- Brennan, Timothy. 2003. « The Empire's New Clothes: With Discussion ». *Critical Inquiry*, vol. 29, p. 337-67.
- Brewer, Susan. 2003. « "As Far as We Can": Culture and U.S. Foreign Relations », in *A Companion to American Foreign Relations*, sous la dir. de Robert D. Schulzinger, p. 15-30. Malden, MA: Blackwell.
- Brigham, John. 2005. « Anti-Anti Terror: Color Coding and the Joke of "Homeland Security" », *New Political Science*, vol. 27, no 4 (décembre), p. 481-496.
- Bright, Charles et Michael Geyer. 2002. « Where in the World is America? The History of the United States in the Global Age ». In *Rethinking American History in a Global Age*, sous la dir. de Thomas Bender, p. 63-99. Berkeley et Los Angeles, CA et Londres: University of California Press.
- Brinkley, Alan. 1996. *The End of Reform, New Deal Liberalism in Recession and War*. New York: Vintage.
- Brobst, Peter John. 2004. « "Icarian Geography": Air Power, Closed Space, and British Decolonisation ». *Geopolitics*, vol. 9, p. 426-39.

- Bromley, Simon. 2003. « Reflections on Empire, Imperialism and United States Hegemony ». *Historical Materialism*, vol. 11, no 3, p. 17-68.
- Brooks, Stephen et William Wohlforth. 2002. « American Primacy in Perspective ». *Foreign Affairs*, vol. 81 (juillet/août), p. 20-33.
- Brooks, Stephen G. 1997. « Dueling Realisms (Realism in International Relations) ». *International Organization*, vol. 51, no 3 (été), p. 445-75.
- Brooks, Stephen. 2002. « The Meaning of America ». In *America through Foreign Eyes*, p. 1-13. Oxford University Press.
- Brown, Chris. 2000a. « “Turtles All the Way Down”: Anti-foundationalism, Critical Theory and International Relations ». In *International Relations: Critical Concepts in Political Science*, vol. IV, sous la dir. de Andrew Linklater, p. 1655-78. Londres et New York : Routledge.
- Brown, Chris. 2000b. « International Political Theory — A British Social Science ». *British Journal of Politics and International Relations*, vol. 2, no 1 (avril), p. 114-23.
- Buell, Frederick. 1998. « Nationalist Postnationalism: Globalist Discourse in Contemporary American Culture ». *American Quarterly*, vol. 50, no 3 (septembre), p. 548-591.
- Burchard, Christoph. 2006. « Interlinking the Domestic with the International: Carl Schmitt on Democracy and International Relations ». *Leiden Journal of International Law*, vol. 19, no 1, p. 9-40.
- Burke, Anthony. 2005. « Freedom’s Freedom: American Enlightenment and Permanent War ». *Social Identities*, vol. 11, no 4 (juillet), p. 315-343.
- Burnett, Christina Duffy. 2005. « The Edges of Empire and the Limits of Sovereignty: American Guano Islands ». *American Quarterly*, vol. 57, no 3 (septembre), p. 779-803.
- Burnham, Michelle. 2003. « The Periphery Within: Internal Colonialism and the Rhetoric of US Nation Building ». In *Messy Beginnings: Postcoloniality and Early American Studies*, sous la dir. de Malini Johar Schueller et Edward Watts, p. 139-154. New Brunswick, NJ: Rutgers University Press.
- Buzan, Barry, Ole Waever et Jaap de Wilde. 1998. *Security: A New Framework for Analysis*. Boulder: Lynne Rienner.
- Buzan, Barry, et Richard Little. 2000. « Systems, History, Theory, and the Study of International Relations ». In *International Systems in World History: Remaking the Study of International Relations*, p. 17-34. New York: Oxford University Press.
- Buzan, Barry. 1983. *People, States, and Fear: The National Security Problem in International Relations*, Brighton: Wheatsheaf Books.
- Buzan, Barry. 1991. *People, States and Fear: An Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era*. Boulder, CO: Lynne Rienner Publishers.
- Buzan, Barry. 1996. « The Timeless Wisdom of Realism? ». In *International Theory: Positivism and Beyond*, sous la dir. de Steve Smith, Ken Booth et Marysia Zalewski, p. 47-65. Cambridge, UK: Cambridge University Press.

- Buzan, Barry. 1997. « Rethinking Security After the Cold War ». *Cooperation and Conflict*, vol. 32, no 1 (1997), p. 5-28.
- Buzan, Barry. 1999. « "Change and Insecurity" Reconsidered ». *Contemporary Security Policy*, vol. 20, no 3 (décembre), p. 1-17.
- Cairo, Heriberto. 2004. « The Fields of Mars: Heterotopias of Territory and War ». *Political Geography*, vol. 23, p. 1009-1036.
- Callinicos, Alex. 2003. *The New Mandarins of American Power: The Bush Administration's Plans for the World*. Cambridge: Polity.
- Cambone, Stephen *et al.* 1998. *A New Structure for National Security Policy Planning*. Washington, D.C.: CSIS.
- Campbell, David. 1990. « Global Inscription: How Foreign Policy Constitutes the United States ». *Alternatives*, vol. 15, no 3 (été), p. 263-286.
- Campbell, David. 1993. « War Stories ». In *Politics Without Principle: Sovereignty, Ethics, and the Narratives of the Gulf War*, p. 7-20. Boulder, CO: Lynne Rienner.
- Campbell, David. 1998a. *Writing Security: United States Foreign Policy and the Politics of Identity*, éd. rév. Minneapolis, MN: University of Minnesota Press.
- Campbell, David. 1998b. *National Deconstruction: Violence, Identity, and Justice in Bosnia*. Minneapolis, MN et Londres, University of Minnesota Press.
- Campbell, David. 1999. « Contra Wight: The Errors of a Premature Writing », *Review of International Studies*, vol. 25, no 2 (avril), p. 317-21.
- Campbell, David. 2000. « Contradictions of a Lone Superpower ». In David Slater et Peter J. Taylor (dir.). *The American Century: Consensus and Coercion in the Projection of American Power*. p. 222-240. Oxford: Blackwell.
- Campbell, David. 2001. « International Engagements: The Politics of North American International Relations Theory », *Political Theory*, vol. 29, no 3, p. 432-48.
- Campbell, Virginia. 2004. « How RAND Invented the Postwar World: Satellites, Systems Analysis, Computing, the Internet — Almost All the Defining Features of the Information Age Were Shaped in Part at the Rand Corporation ». *Invention & Technology*, vol. 20, no 1 (été), p. 50-59.
- Campbell, David. 2005. « The Biopolitics of Security: Oil, Empire, and the Sports Utility Vehicle ». *American Quarterly*, vol. 57, no 3 (septembre), p. 943-972.
- Carr, E.H. 1939 [1961]. *The 20 Years' Crisis 1919-1939. An Introduction to the Study of International Relations*, 2e édition. Londres: MacMillan & Co.
- Carroll, James. 2006. *House of War: The Pentagon and the Disastrous Rise of American Power*. New York: Houghton Mifflin.
- Carter, Ashton B. 2001-02. « The Architecture of Government in the Face of Terrorism ». *International Security*, vol., 26, no 3 (hiver), p. 5-23.

- Ceyhan, Ayse. 2001. « La fin de l'en-dehors : les nouvelles constructions discursives de l'ennemi intérieur en Californie » (Parties 1 et 2). *Cultures & Conflits*, no 43, p. 77-90, www.conflits.org/document569.html et www.conflits.org/document856.html.
- Ceyhani, Ayse. 1998. « Analyser la sécurité : Dillon, Waever, Williams et les autres. ». *Cultures et conflits*, no 31-32 (automne-hiver), conflits.org/Numeros/31ceyhan.htm.
- Chandler, David. 2006. « Back to the future? The Limits of Neo-Wilsonian Ideals of Exporting Democracy ». *Review of International Studies*, vol. 32, no 3 (juillet), p. 475-494.
- Chaplin, Joyce E. 2003. « Expansion and Exceptionalism in Early American History ». *Journal of American History*, vol. 89, no 4 (mars), www.historycooperative.org/journals/jah/89.4/chaplin.html.
- Checkel, Geoffrey. 1998. « The Constructivist Turn in International Relations Theory ». *World Politics*, vol. 50, no 2, p. 324-48.
- Chilton, Lisa. 2003. « A New Class of Women for the Colonies: The Imperial Colonist and the Construction of Empire ». *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 31, no 2, p. 36-56.
- Chimni, B. S. 2004. « International Institutions Today: An Imperial Global State in the Making ». *European Journal of International Law*, vol. 15, p. 1-37.
- Citino, Nathan J. 2001. « The Global Frontier: Comparative History and the Frontier-Borderlands Approach in American Foreign Relations ». *Diplomatic History*, vol. 25, no 4 (automne), p. 677-693.
- Cohen, Eliot A. 2000. « Defending America in the Twentieth-First Century ». *Foreign Affairs*, vol. 79, no 6 (novembre/décembre), p. 40-56.
- Cohn, Carol. 1987. « Sex and Death in the Rational World of Defense Intellectuals ». *Signs*, vol. 12, no 4, p. 687-718.
- Coker, Christopher. 2001. « The United States and the Ethics of Post-Modern War ». In *Ethics and Foreign Policy*, sous la dir. de Karen E. Smith et Margot Light, p. 147-66. Cambridge: Cambridge University Press.
- Coleman, Mat. 2003. « The Naming of "Terrorism" and Evil "Outlaws": Geopolitical Place-Making after September 11 ». *Geopolitics*, vol. 8, no 3 (octobre), p. 87-104.
- Coleman, Mat. 2004. « Geopolitics as a Social Movement: The Causal Primacy of Ideas ». *Geopolitics*, vol. 9, no 2 (été), p. 484-491.
- Collin, Richard H. 2000. « Symbiosis versus Hegemony: New Directions in the Foreign Relations Historiography of Theodore Roosevelt and William Howard Taft ». In *Paths to Power: The Historiography of American Foreign Relations to 1941*, p. 117-147. Cambridge: Cambridge University Press.
- Collins, Patricia Hill. 2001. « Like One of the Family: Race, Ethnicity, and The Paradox of US National Identity ». *Ethnic and Racial Studies*, vol. 24, no 1 (janvier), p. 3-28.
- Colson, Bruno. 1993. *La culture stratégique américaine : L'influence de Jomini*, Paris : Economica/FEDN.

- Connery, Christopher L. 2001. « Ideologies of the Land: Alfred Thayer Mahan, Carl Schmitt, and the Shaping of Global Myth Elements ». *boundary 2*, vol. 28, no 2, p. 173-201.
- Connolly, William E. 1989. « Identity and Difference in Global Politics ». In *International/Intertextual Relations: Postmodern Readings in World Politics*, sous la dir. de James Der Derian et Michael J. Shapiro, p. 323-42. Lexington, MA et Toronto: Lexington Books, 1989.
- Connolly, William E. 1991. *Identity/Difference: Democratic Negotiations of Political Paradox*. Ithaca et Londres: Cornell University Press.
- Connolly, William. 1993. *The Terms of Political Discourse*, 3rd ed., Oxford: Blackwell.
- Connolly, William E. 2004. « The Complexity of Sovereignty ». In *Sovereign Lives: Power in Global Politics*, sous la dir. de Jenny Edkins, Veronique Pin-Fat et Michael Shapiro, p. 23-40. Londres: Routledge.
- Cooper, Neil. 2006. « Putting Disarmament Back in the Frame ». *Review of International Studies*, vol. 32, p. 353-376.
- Costigliola, Frank et Thomas G. Paterson. 2004. « Defining and Doing the History of United States Foreign Relations: A Primer ». In *Explaining the History of American Foreign Relations*, sous la dir. de Michael J. Hogan et Thomas G. Paterson, p. 10-34. Cambridge, MA: Cambridge University Press.
- Costigliola, Frank. 2004. « Reading for Meaning: Theory, Language, and Metaphor ». In *Explaining the History of American Foreign Relations*, sous la dir. de Michael J. Hogan et Thomas G. Paterson, p. 279-303. Cambridge, MA: Cambridge University Press.
- Coward, Martin. 2004. « The Empire Strikes Back: Permanent War and the Spatialities of Global Conflict after 9/11 ». Papier présentée au Global Justice/Political Violence Network, Sussex University, 14 janvier, p. 2, www.sussex.ac.uk/Users/mpc20/pubs/empire.doc.
- Coward, Martin. 2005. « The Globalisation of Enclosure: Interrogating the Geopolitics of Empire ». *Third World Quarterly*, vol. 26, no 6 (septembre), p. 855-871.
- Cox, Michael. 2003. « Empire by Denial? Debating US Power ». *Security Dialogue*, vol. 35, no 2 (été), p. 228-236.
- Cox, Michael. 2004. « Empire, Imperialism and the Bush Doctrine ». *Review of International Studies*, vol. 30, p. 585-608.
- Cox, Michael. 2005. « The Imperial Republic Revisited: The United States in the Era of Bush ». In *The War on Terrorism and the American "Empire" after the Cold War*, sous la dir. de Alejandro Colás et Richard Saull, p. 114-130. Londres: Routledge.
- Cox, Robert W. 1996 [1981]. « Social Forces, States and World Orders: Beyond International Relations Theory ». In *Approaches to World Order*, sous la dir. de Robert W. Cox et Timothy Sinclair, p. 85-123. Cambridge, R.-U.: Cambridge University Press.
- Cox, Robert W. 1996 [1985], « Realism, Positivism, and Historicism », in *Approaches to World Order*, sous la dir. de Robert W. Cox et Timothy J. Sinclair, p. 49-59. Cambridge, Royaume-Uni: Cambridge University Press.

- Cox, Robert W. 2001. « The Way Ahead: Toward a New Ontology of World Order ». In *Critical Theory & World Politics*, sous la dir. de Richard Wyn Jones, p. 45-59. Londres et Boulder: Lynne Rienner.
- Crabb, Cecil V., Jr. et Kevin V. Mulcahy. 1991. *American National Security: A Presidential Perspective*. Brooks/Cole Publishing Company, Pacific Grove, Californie.
- Crapol, Edward P. 2000. « Coming to Terms with Empire: The Historiography of Late-Nineteenth-Century American Foreign Relations ». In *Paths to Power: The Historiography of American Foreign Relations to 1941*, p. 79-116. Cambridge: Cambridge University Press.
- Cristi, Renato. 2006. « Carl Schmitt ». In *Continental Political Thought*, sous la dir. de Terrell Carver et James Martin, p. 120-135. Houndmills, Basingstoke, Hampshire, R.-U. et New York: Palgrave Macmillan.
- Croucher, Sheila. 2006. « Ambivalent Attachments: The Hegemonic Politics of American Nationhood ». *New Political Science*, vol. 28, no 2 (juin), p. 181-200.
- CSIS Homeland Defense Working Group. 1999. *DOD and the Armed Services: A Report by the CSIS Homeland Defense Working Group*. Washington, D.C. : CSIS.
- Cull, Nicholas J. 2006. « Public Diplomacy and the Private Sector: The United States Information Agency, its Predecessors and the Private Sector ». In *The US Government, Citizen Groups and the Cold War: The State-Private Network*, sous la dir. de Helen Laville et Hugh Wilford, p. 210-226. Londres et New York: Routledge.
- Cullather, Nick. 2000. « Development? It's History ». *Diplomatic History*, vol. 24, no 4 (automne), p. 641-653.
- Cullather, Nick. 2002. « Damming Afghanistan: Modernization in a Buffer State ». *Journal of American History*, vol. 89, no 2 (septembre), p. 512-537.
- Cullather, Nick. 2004. « Modernization Theory ». In *Explaining the History of American Foreign Relations*, sous la dir. de Michael J. Hogan et Thomas G. Paterson, p. 212-220. Cambridge, MA: Cambridge University Press.
- Cumin, David. 2001. « Actualité de Carl Schmitt », *Éléments* no 101 (mai), numéro spécial : « La pensée rebelle : le front du refus contre le totalitarisme intellectuel ». Groupement de Recherche et d'Études pour la Civilisation Européenne, <http://www.grece-fr.net/textes/txtWeb.php?idArt=126>.
- Cumings, Bruce. 1999. « The American Century and the Third World ». In *The Ambiguous Legacy: U.S. Foreign Relations in the 'American Century'*, sous la dir. de Michael J. Hogan, p. 279-301. Cambridge: Cambridge University Press.
- Cumings, Bruce. 2000. « Mr. X? Doctrine X? A Modest Proposal for Thinking about the New Geopolitics ». In *Questioning Geopolitics: Political Projects in a Changing World-System*, sous la dir. de Georgi M. Derluguian et Scott L. Greer, p. 85-100. Westport, CT: Praeger.
- Cumings, Bruce. 2003. « Is America an Imperial Power? ». *Current History* (novembre), p. 355-60.
- Cunningham, Ken. 2004. « Permanent War? The Domestic Hegemony of the New American Militarism ». *New Political Science*, vol. 26, no 4 (décembre), p. 551-567.

- Cuordileone, K.A. 2005. *Manhood and American Political Culture in the Cold War*. Londres: Routledge.
- Daalder, Ivo H. 2001. *Organizing for Homeland Security. Statement Before the Committee on Governmental Affairs*, Washington, D.C., 12 octobre, www.brook.edu/dybdocroot/views/testimony/daalder/20011012.htm.
- Daalder, Ivo H. et James M. Lindsay. 2005. *America Unbound: The Bush Revolution in Foreign Policy*, éd. rév. et m. à j. Hoboken, NJ: Wiley.
- Dalby, Simon. 1990. « American Security Discourse: The Persistence of Geopolitics ». *Political Geography*, vol. 9, no 2 (avril), p. 171-88.
- Dalby, Simon. 1997. « Contesting an Essential Concept: Reading the Dilemmas in Contemporary Security Studies ». In *Critical Security Studies: Concepts and Cases*, sous la dir. de Keith Krause et Michael C. Williams, p. 3-32. Londres: UCL Press.
- Dalby, Simon. 1998. « Geopolitics and Global Security: Culture, Identity, and the “POGO” Syndrome ». In *Rethinking Geopolitics*, sous la dir. de Gearóid Ó Tuathail et Simon Dalby, p. 261-273. Londres et New York: Routledge.
- Dalby, Simon. 2005. « Political Space: Autonomy, Liberalism and Empire ». *Alternatives: Global, Local, Political*, vol. 30, no 4, p. 415-441.
- Dalby, Simon. 2006. « Geopolitics, Grand Strategy and the Bush Doctrine: The Strategic Dimensions of US Hegemony Under George W. Bush ». In *Hegemony or Empire? The Redefinition of US Power Under George W. Bush*, sous la dir. de Charles-Philippe David et David Grondin, p. 33-49. Aldershot: Ashgate.
- David, Charles-Philippe et Jean-Philippe Racicot. 2000. « L’auto-restriction stratégique d’un libéralisme structurant. La stratégie de puissance des États-Unis dans le Nouveau millénaire ». *Les Cahiers Raoul-Dandurand. Notes de recherche*, no 3 (septembre).
- Davidson, Carl et Jerry Harris. 2006. « Globalisation, Theocracy and the New Fascism: The US Right’s Rise to Power ». *Race & Class*, vol. 47, no 3, p. 47-67.
- de Durand, Étienne. 2005. « L’armée américaine, la république impériale et ses soldats ». *Hérodote*, vol. 116, no 1, p. 22-43.
- de Goede, Marieke. 2007. « Cultural Economies of Premediation ». Papier présenté à l’atelier de travail sur Cultural Political Economy, Université d’Ottawa, 15 au 17 juin, 18 p. Disponible sur demande.
- de Zayas, Rodrigo. 2004. *État d’exception permanent : la néorévolution américaine*. Paris, L’Esprit des péninsules.
- Dean, Mitchell. 2006. « A Political Mythology of World Order: Carl Schmitt’s *Nomos* ». *Theory, Culture & Society*, vol. 23, no. 5, p. 1-22.
- Dean, Robert D. 1998. « Masculinity as Ideology: John F. Kennedy and the Domestic Politics of Foreign Policy ». *Diplomatic History*, vol. 22, no 1 (hiver), p. 29-62.
- Dean, Robert D. 2001. *Imperial Brotherhood: Gender and the Making of Cold War Foreign Policy*. Amherst, MA: University of Massachusetts Press.

- Debord, Guy. 1992 [1967]. *La société du spectacle*. Paris: Gallimard.
- Debrix, François (dir.). 2003a. *Language, Agency, and Politics in a Constructed World*. Armonk, NY et Londres: M.E. Sharpe.
- Debrix, François. 2003b. « Tabloid Realism and the Revival of American Security Culture ». *Geopolitics*, vol. 8, no 3 (automne), p. 151-190.
- Debrix, François. 2005. « Discourses of War, Geographies of Abjection: Reading Contemporary American Ideologies of Terror ». *Third World Quarterly*, vol. 26, no 7 (décembre), p. 1157-1172.
- Debrix, François. 2006. « The Sublime Spectatorship of War: The Erasure of the Event in America's Politics of Terror and Aesthetics of Violence ». *Millenium*, vol. 34 no 3 (septembre), p. 767-791.
- Delmendo, Sharon. 2004. *The Star-Entangled Banner: One Hundred Years of America in the Philippines*. New Brunswick, NJ: Rutgers University Press.
- Deleuze, Gilles et Felix Guattari. 1972. *L'anti-Œdipe : Capitalisme et schizophrénie*. Paris : Minuit.
- Der Derian, James et Michael J. Shapiro (dir.). 1989. *International/Intertextual Relations: Postmodern Readings in World Politics*. Lexington, MA et Toronto: Lexington Books.
- Der Derian, James (dir.). 1998. *The Virilio Reader*. Malden, MA: Blackwell.
- Der Derian, James. 1989. « The Boundaries of Knowledge and Power in International Relations ». In *International/Intertextual Relations: Postmodern Readings in World Politics*, sous la dir. de James Der Derian et Michael J. Shapiro, p. 3-10. Lexington, MA et Toronto: Lexington Books.
- Der Derian, James. 1993. « The Value of Security: Hobbes, Marx, Nietzsche, and Baudrillard ». In *The Political Subject of Violence*, sous la dir. de David Campbell et Michael Dillon. Manchester et New York: Manchester University Press.
- Der Derian, James. 1995. « A Reinterpretation of Realism: Genealogy, Semiology, Dromology ». In *International Theory: Critical Investigations*, sous la dir. de James Der Derian. Londres: MacMillan.
- Der Derian, James. 1998. « "All But War Is Simulation" ». In *Rethinking Geopolitics*, sous la dir. de Gearóid Ó Tuathail et Simon Dalby, p. 261-273. Londres et New York: Routledge.
- Der Derian, James. 2001. « Global Events, National Security and Virtual Theory ». *Millenium*, vol. 30, no 3, p. 676-677.
- Der Derian, James. 2003. « Decoding the National Security Strategy of the United States of America ». *boundary 2*, vol. 30, no 3, p.19-27.
- Der Derian, James. 2005. « Imaging Terror: Logos, Pathos and Ethos ». *Third World Quarterly*, vol. 26, no 1.
- Derrida, Jacques. 2003. *Voyous : deux essais sur la raison*. Paris: Galilée.

- Desai, Radhika. 2004. « From National Bourgeoisie to Rogues, Failures and Bullies: 21st Century Imperialism and the Unravelling of the Third World ». *Third World Quarterly*, vol. 25, p. 169-85.
- Desch, Michael C. 1998. « Culture Clash: Assessing the Importance of Ideas in Security Studies », *International Security*, vol. 23, no 1 (été), p. 141-70.
- Desportes, Vincent. 2002. *L'Amérique en armes : Anatomie d'une puissance militaire*. Paris: Economica.
- Deudney, Daniel. 1990. « The Case Against Linking Environmental Degradation and National Security », *Millennium*, vol. 19, no 3, p. 461-476.
- Deudney, Daniel. 1996. « Binding Sovereigns: Authorities, Structures, and Geopolitics in Philadelphian Systems ». In *State Sovereignty as Social Construct*, sous la dir. de Thomas J. Biersteker et Cynthia Weber, p. 190-239. Cambridge: Cambridge University Press.
- Deudney, Daniel. 2004. « Publius before Kant: Federal-Republican Security and Democratic Peace ». *European Journal of International Relations*, vol. 6, no 3, p. 315-356.
- Deutsch, Karl *et al.* 1986. « From Political Community and the North Atlantic Area ». In *Classics of International Relations*, sous la dir. de John A. Vasquez, p. 377-80. Englewood Cliffs, N. J.: Prentice Hall.
- Devetak, Richard. 1995. « The Project of Modernity and International Theory ». *Millennium*, vol. 24, no 1, p. 27-51.
- Devetak, Richard. 2005. « The Gothic Scene of International Relations: Ghosts, Monsters, Terror and the Sublime After September 11 ». *Review of International Studies*, vol. 31, no 4 (octobre), p. 621-643.
- Dillon, Michael. 1996. *Politics of Security: Towards a Political Philosophy of Continental Thought*. Londres: Routledge.
- Dillon, Michael. 1999. « The Sovereign and the Stranger ». In *Sovereignty and Subjectivity*, sous la dir. de Jenny Edkins, Nalini Persram et Véronique Pin-Fat, p. 117-40. Boulder, CO et Londres: Lynne Rienner.
- Dillon, Michael. 2006. « Jacques Derrida ». In *Continental Political Thought*, sous la dir. de Terrell Carver et James Martin, p. 260-273. Houndmills, Basingstoke, Hampshire, R.-U. et New York: Palgrave Macmillan.
- Dirlik, Arif. 2004. « American Studies in the Time of Empire ». *Comparative American Studies*, vol. 2, no 3, p. 287-302.
- Dizard, Wilson P. Jr. 2004. *Inventing Public Diplomacy: The Story of the U.S. Information Agency*. Boulder et Londres: Lynne Rienner.
- Docena, Herbert, et Thomas Reifer. 2003. « Militarism and Imperialism in the United States ». *Critical Asian Studies*, vol. 35, p. 301-313.
- Dodds, Klaus, et James D Sidaway. 2004. « Halford Mackinder and the "Geographical Pivot of History": A Centennial Retrospective ». *Geographical Journal*, vol. 170, p. 292-297.

- Domosh, Mona. 2004. « Selling Civilization: Toward a Cultural Analysis of America's Economic Empire in the Late Nineteenth and Early Twentieth Centuries ». *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 29, p. 553-567.
- Donnelly, Jack. 2000. *Realism and International Relations*. Cambridge, R.-U.: Cambridge University Press.
- Donnelly, Jack. 2006. « Sovereign Inequalities and Hierarchy in Anarchy: American Power and International Society ». *European Journal of International Relations*, vol. 12, no 2, p. 139-170.
- Dorrien, Gary. 1993. *The Neoconservative Mind: Politics, Culture, and the War of Ideology*. Philadelphie, PA: Temple University Press.
- Dorrien, Gary. 2004. *Imperial Designs: Neoconservatism and the New Pax Americana*. New York, Routledge.
- Doty, Roxanne Lynn. 1993. « Foreign Policy as Social Construction: A Post-Positivist Analysis of US Counterinsurgency Policy in the Philippines ». *International Studies Quarterly*, vol. 37, no 3 (septembre), p. 297-320.
- Doty, Roxanne Lynn. 1996a. *Imperial Encounters: The Politics of Representation in North-South Relations*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Doty, Roxanne Lynn. 1996b. « The Logic of *Différance* in International Relations: U.S. Colonization of the Philippines ». In *Post-Realism: The Rhetorical Turn in International Relations*, sous la dir. de Francis A. Beer et Robert Hariman, p. 331-345. East Lansing, MI: Michigan State University Press.
- Doty, Roxanne Lynn. 1996c. « Sovereignty and the Nation: Constructing the Boundaries of National Identity ». In *State Sovereignty as Social Construct*, sous la dir. de Thomas Biersteker et Cynthia Weber. Cambridge: Cambridge University Press.
- Douzet, Frédérick. 2003. « Patriotisme et nationalisme américains ». *Hérodote*, no 109, p. 37-56.
- Doyle, Michael W. 1986. « Liberalism and World Politics ». *American Political Science Review*, vol. 80, no 4 (décembre), p. 1151-1169.
- Doyle, Michael W. 1997. *Ways of War and Peace. Realism, Liberalism, and Socialism*. New York/Londres: W.W. Norton & Company.
- Dudden, Arthur Power (dir.). 2004. *American Empire in the Pacific: From Trade to Strategic Balance, 1700-1922*. Aldershot: Ashgate Variorum.
- Dudziak, Mary L. 1988. « Desegregation as Cold War Imperative ». *Stanford Law Review*, vol. 41, no 1 (novembre), p. 61-120.
- Dudziak, Mary L. 2000. « Shifting the Focus of America's Image Abroad ». In *Cold War Civil Rights: Race and Image of American Democracy*, p. 202-248. Princeton et Oxford: Princeton University Press.
- Dudziak, Mary L. (dir.). 2003. *September 11 in History: A Watershed Moment?*. Durham, NC: Duke University Press.

- Dudziak, Mary L. et Leti Volpp. 2006. « Introduction. Legal Borderlands: Law and the Construction of American Borders ». In *Legal Borderlands: Law and the Construction of American Borders*, sous la dir. de Mary L. Dudziak et Leti Volpp. Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press.
- Dueck, Colin. 2005. « Realism, Culture and Grand Strategy: Explaining America's Peculiar Path to World Power ». *Security Studies*, vol. 14, no 2 (avril-juin), p. 195-231.
- Dueck, Colin. 2006. *Reluctant Crusaders: Power, Culture, and Change in American Grand Strategy*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Duffield, John S., Theo Farrell, Richard Price et Michael C. Desch, « Correspondence. Isms and Schisms: Culturalism versus Realism in Security Studies », *International Security*, vol. 24, no 1 (été 1999), p. 156-80.
- Duffield, Mark. 2002. « War as a Network Enterprise: The New Security Terrain and its Implications ». *Cultural Values*, vol. 6, nos 1-2, p. 153-165.
- Duffy Burnett, Christiana and Burke Marshall (dir.). 2001. *Foreign in a Domestic Sense: Puerto Rico, American Expansion, and the Constitution*. Durham, NC et Londres: Duke University Press.
- Dunne, Michael. 2003. « "The Terms of the Connection": Geopolitics, Ideology and Synchronicity in the History of US Foreign Relations ». *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 16, no 3 (octobre), p. 463-481.
- Duong, Thanh. 2002. *Hegemonic Globalization: U.S. Centrality and Global Strategy in the Emerging World Order*. Burlington, VT: Ashgate.
- Edelman, Murray. 1988. *Constructing the Political Spectacle*. Chicago, IL: University of Chicago Press.
- Edkins, Jenny et Veronique Pin-Fat. 2005. « Through the wire: Relations of Power and Relations of Violence ». *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 34, no 1, p. 1-24.
- Edwards, Brian T. 2003. « Preposterous Encounters: Interrupting American Studies with the (Post)Colonial, or *Casablanca* in the American Century ». *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, vol. 23, nos 1-2, p. 70-86.
- Edwards, John 2004. « After the Fall ». *Discourse & Society*, vol. 15, nos 2-3, p. 155-184.
- Edwards, Paul N. 1996. *Closed World: Computers and the Politics of Discourse in Cold War America*. Cambridge, MA: MIT Press.
- Eisenstein, Zillah R. 2004. *Against Empire: Feminisms, Racism, and the West*. Melbourne: Spinifex P.
- Eisgruber, Christopher L. et Lawrence G. Sager. 2003. « Civil Liberties in the Dragon's Domain: Negotiating the Blurred Boundary between Domestic Law and Foreign Affairs after 9/11 ». In *September 11 in History: A Watershed Moment?*, sous la dir. de Mary L. Dudziak, p. 163-179. Durham, NC: Duke University Press.
- Ek, Richard. 2000. « A Revolution in Military Geopolitics? ». *Political Geography*, vol. 19, p. 841-874.

- Engelhardt, Tom. 1995. *The End of Victory Culture: Cold War America and the Disillusioning of a Generation*. New York, NY: Basic Books.
- Enloe, Cynthia. 1989. *Bananas, Beaches and Bases*. Berkeley et Los Angeles: University of California Press.
- Enloe, Cynthia. 1993. *The Morning After: Sexual Politics at the End of the Cold War*. Berkeley et Los Angeles: University of California Press.
- Enloe, Cynthia. 2000. *Maneuvers: The International Politics of Militarizing Women's Lives*. Berkeley: University of California Press.
- Enloe, Cynthia. 2004. *The Curious Feminist: Searching for Women in a New Age of Empire*. Berkeley et Los Angeles: University of California Press.
- Eriksson, Johan. 1999. « Debating the Politics of Security Studies: Response to Goldmann, Waever and Williams ». *Cooperation and Conflict*, vol. 34, no 3, p. 345-52.
- Eriksson, Johan. 1999. « Observers or Advocates ? On the Political Role of Security Analysts ». *Cooperation and Conflict*, vol. 34, no 3, p. 311-30.
- Etchevarria III, Antulio J. 2002. « Homeland Security : Strategic Issues », (mars), 7 p., www.carlisle.army.mil/usassi/issues.pdf.
- Fabbrini, Sergio. 2004. « Layers of Anti-Americanism: Americanization, American Unilateralism and Anti-Americanism in a European Perspective ». *European Journal of American Culture*, vol. 23, no 2, p. 79-94.
- Falk, Richard. 2004. *The Declining World Order: America's Imperial Geopolitics*. Londres: Routledge.
- Farer, Tom. 2004. « To Shape the Nation's Foreign Policy: Struggles for Dominance American International Relations Scholars ». *Dioegenes*, vol. 51, no 3 (août), p. 71-84.
- Farred, Grant. 2004. « The Not-Yet Counterpartisan: A New Politics of Oppositionality ». *The South Atlantic Quarterly*, vol. 103, no 4 (automne), p. 589-605.
- Farrell, Theo. 1998. « Culture and Military Power ». *Review of International Studies*, no 24, p. 407-16.
- Feaver, Peter D. et al. 2000. « Correspondence. Brother, Can You Spare a Paradigm? (Or Was Anybody Ever a Realist?) ». *International Security*, vol. 25, no 1 (été), p. 165-93.
- Feldstein, Ruth. 2000. « "Politics in an Age of Anxiety": Cold War Liberalism and Dangers to Americans ». Chap. in *Motherhood in Black and White: Race and Sex in American Liberalism, 1930-1965*, p. 62-85. Ithaca et Londres: Cornell University Press.
- Ferguson, Kennan. 1996. « Unmapping and Remapping the World: Foreign Policy as Aesthetic Practice ». In *Challenging Boundaries: Global Flows, Territorial Identities*, sous la dir. de Michael J. Shapiro et Hayward R. Alker, Minneapolis, MN, University of Minnesota Press, p. 165-179.
- Ferguson, Niall. 2003. « Hegemony or Empire? ». *Foreign Affairs*, vol. 82, no 5 (septembre/octobre), p. 154-161.

- Ferguson, Yale H. et James N. Rosenau. 2004. « De la superpuissance avant et après le 11 septembre 2001 : Une perspective post internationale ». *Études internationales*, vol. 35, no 4 (décembre), p. 623-639.
- Fergusson, Niall. 2004. *Colossus: The Price of America's Empire*, New York: Penguin.
- Fergusson, Niall. 2005. « The Case for Liberal Empire ». In *Colossus: The Rise and Fall of the American Empire*, p. 169-199. New York: Penguin.
- Filene, Peter. 2001. « "Cold War Culture" Doesn't Say It All ». In *Rethinking Cold War Culture*, sous la dir. de Peter J. Kuznick et James Gilbert. Washington, D.C. et Londres: Smithsonian Institution Press.
- Finlayson, Alan et Jeremy Valentine (dir.). 2002. *Politics and Post-Structuralism: An Introduction*, Edimbourg: Edinburgh University Press.
- Finnemore, Martha. 1996. *National Interests in International Society*, Cornell: Cornell University Press.
- Flynn, Steven E. 2001. « The Unguarded Homeland: A Study in Malign Neglect ». In *How Did This Happen? Terrorism and the New War*, sous la dir. de James F. Hodge, Jr. et Gideon Rose, p. 183-97. New York : Public Affairs/Council on Foreign Relations, Inc.
- Foner, Eric. 1998. « An Empire of Liberty ». In *The Story of American Freedom*, p. 47-68. New York et Londres: W.W. Norton.
- Fortin, Alfred J. 1989. « Notes on a Terrorist Text: A Critical Use of Roland Barthes' Textual Analysis in the Interpretation of Political Meaning ». In *International/Intertextual Relations: Postmodern Readings in World Politics*, sous la dir. de James Der Derian et Michael J. Shapiro, p. 189-206. Lexington, MA et Toronto: Lexington Books.
- Foster, John Bellamy, et Robert W. McChesney. 2004. *Pox Americana: Exposing the American Empire*. New York: Monthly Review P.
- Foucault, Michel. 1966 [1990]. *Les mots et les choses : une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard.
- Foucault, Michel. 1969. *L'archéologie du savoir*. Paris : Gallimard.
- Foucault, Michel. 1975. *Surveiller et punir : Naissance de la prison*, Paris: Gallimard.
- Foucault, Michel. 1976 [1997]. « Il faut défendre la société », *Cours au Collège de France (1975-1976)*, Paris : Seuil/Gallimard.
- Foucault, Michel. 1977a [2001] « Michel Foucault : "Désormais, la sécurité est au-dessus des lois" ». In *Dits et écrits II, 1976-1988*, p. 366-68. Paris : Quarto Gallimard.
- Foucault, Michel. 1977b [2001]. « Michel Foucault : la sécurité et l'État ». In *Dits et écrits II, 1976-1988*, p. 383-88. Paris : Quarto Gallimard.
- Foucault, Michel. 1977c [2001]. « Entretien avec Michel Foucault », in *Dits et écrits II, 1976-1988*, Paris : Quarto Gallimard, p. 140-60.
- Foucault, Michel. 1978a [2001]. « La gouvernementalité ». In *Dits et écrits II, 1976-1988*, p. 635-57. Paris : Quarto Gallimard.

- Foucault, Michel. 1978b [2001]. « Sécurité, territoire et population ». In *Dits et écrits II, 1976-1988*, p. 719-23. Paris : Quarto Gallimard.
- Foucault, Michel. 1978c [2004]. *Sécurité, territoire, population, Cours au Collège de France (1977-1978)*, Paris : Seuil/Gallimard.
- Foucault, Michel. 1979a [2001]. « Naissance de la biopolitique ». In *Dits et écrits II, 1976-1988*, p. 818-25. Paris : Quarto Gallimard.
- Foucault, Michel. 1979b [2004]. *Naissance de la biopolitique, Cours au Collège de France (1978-1979)*, Paris : Seuil/Gallimard.
- Foucault, Michel. 1984 [2001]. « Qu'est-ce que les Lumières? », in *Dits et écrits II, 1976-1988*, p. 1381-97. Paris : Quarto Gallimard.
- Fousek, John. 2000. *To Lead the Free World: American Nationalism & the Cultural Roots of the Cold War*. Chapel Hill, NC et Londres: University of North Carolina Press.
- Frankel, Benjamin. 1996. *Realism: Restatements and Renewal*. Londres: Frank Cass.
- Franklin, H. Bruce. 1988. *War Stars: The Superweapon and the American Imagination*. New York: Oxford University Press.
- Franklin, H. Bruce. 2000. « From Realism to Virtual Reality: Images of America's Wars ». In *Vietnam and Other American Fantasies*. Amherst, MA: University of Massachusetts Press.
- Frederking, Brian, Michael Artime et Max Sanchez Pagano. 2005. « Interpreting September 11 ». *International Politics*, vol. 42, n° 1 (mars), p. 135-51.
- Freedman, Lawrence. 1983. *The Evolution of Nuclear Strategy*. New York: St. Martin's Press.
- Freund, Julien. 2004 [1986]. *L'essence du politique*. Paris: Dalloz.
- Friedberg, Aaron L. 2000. *In the Shadow of the Garrison State: America's Anti-Statism and Its Cold War Grand Strategy*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Friedberg, Aaron. 2002. « American Anti-Statism and the Founding of the Cold War State ». In *Shaped by War and Trade: International Influences on American Political Development*, sous la dir. de Ira Katznelson et Martin Shefter, p. 239-266. Princeton, NJ et Oxford: Princeton University Press.
- Fukuyama, Francis. 2006. *America at the Crossroads: Democracy, Power, and the Neoconservative Legacy*, New Haven, CT: Yale University Press.
- Gaddis, John Lewis et Bruce Kuniholm. 1984. « Comments ». *The American Historical Review*, vol. 89, no 2 (avril), p. 382-90.
- Gaddis, John Lewis. 1982. *Strategies of Containment: A Critical Appraisal of Postwar American National Security Policy*. Oxford et New York: Oxford University Press.
- Gaddis, John Lewis. 1994. « The Long Peace: Elements of Stability in the Postwar International System ». In *The Cold War and After: Prospects for Peace. An International Security Reader*, sous la dir. de Sean M. Lynn-Jones et Steven E. Miller, p. 1-44. Cambridge, Massachusetts et Londres: MIT Press.

- Gaddis, John Lewis. 1997. *We Now Know: Rethinking Cold War History*. New York, Oxford University Press.
- Gallie, W.B. 1956. « Essentially Contested Concepts ». *Proceedings of the Aristotelian Society*, vol. 56, p. 167-198. Aussi reproduit dans Gallie, W.B.. 1964. « Essentially Contested Concepts ». In *Philosophy and the Historical Understanding*, p. 157-191. Londres: Chatto & Windus.
- George, Alexander L. et Robert Keohane. 1980. « The Concept of National Interest: Uses and Limitations ». In *Presidential Decisionmaking in Foreign Policy*, sous la dir. d'Alexander L. George, chap. 13. Boulder: Westview.
- George, Jim. 1993. « Of Incarceration and Closure: Neo-Realism and the New/Old World Order ». *Millennium*, vol. 22, no 2, p. 197-234.
- George, Jim. 1994. *Discourses of Global Politics: A Critical (Re)Introduction to International Relations*. Boulder, CO: Lynne Rienner Publishers.
- George, Jim. 1996. « Understanding International Relations After the Cold War: Probing Beyond the Realist Legacy ». In *Challenging Boundaries: Global Flows, Territorial Identities*, sous la dir. de Micheal J. Shapiro et Hayward R. Alker, p. 33-79. Minneapolis, Minnesota: University of Minnesota Press.
- George, Jim, 2005. « Leo Strauss, Neoconservatism and US Foreign Policy: Esoteric Nihilism and the Bush Doctrine ». *International Politics*, vol. 42 (juillet), p. 174-202.
- Gerson, Mark. 1996a. *The Neoconservative Vision: From the Cold War to the Culture Wars*. Lanham, MD, New York et Londres: Madison Books.
- Gerson, Mark (dir.), 1996b. *The Essential Neo-Conservative Reader*. Reading, MA: Addison-Wesley.
- Gienow-Hecht, Jessica. 2003. « "How Good Are We?" Culture and the Cold War ». *Intelligence and National Security*, vol. 18, no 2 (juin), p. 269-282.
- Giles, Paul. 1998. « Virtual Americas: The Internationalization of American Studies and the Ideology of Exchange ». *American Quarterly*, vol. 50, no 3 (septembre), p. 523-547.
- Gilman, Nils. 2003a. « Modernization Theory, the Highest Stage of American Intellectual History ». In *Staging Growth: Modernization, Development, and the Global Cold War*, sous la dir. de David C. Engerman, Nils Gilman, Mark H. Haefele et Michael E. Latham, p. 47-75. Amherst, MA: University of Massachusetts Press.
- Gilman, Nils. 2003b. *Mandarins of the Future: Modernization Theory in Cold War America*, Baltimore et Londres: Johns Hopkins University Press.
- Gilpin, Robert. 2005. « War is Too Important to Be Left to Ideological Amateurs ». *International Relations*, vol. 19, no 1, p. 5-18.
- Go, Julian. 2003. « Introduction: Global Perspectives on the US Colonial State in the Philippines ». In *The American Colonial State in the Philippines*, sous la dir. de Julian Go et Anne L. Foster. Durham, NC et Londres: Duke University Press.

- Go, Julian. 2004. « "Racism" and Colonialism: Meanings of Difference and Ruling Practices in America's Pacific Empire ». *Qualitative Sociology*, vol. 27, no 1 (printemps), p. 35-58.
- Go, Julian. 2006. « Imperial Power and its Limits: America's Colonial Empire in the Early Twentieth Century ». In Craig Calhoun, Frederick Cooper et Kevin W. Moore (dir.), *Lessons of Empire: Imperial Histories and American Power*, p. 201-214. New York: The New Press.
- Goldberg, Ellis. 2004. « Regarding the Imperial State ». *Political Theory*, vol. 32, p. 233-41.
- Goldberg, Jonah. 2000. « Conservative Zoology 101: We're All Conservatives Now ». *National Review Online* (16 juin), www.nationalreview.com/goldberg/goldberg061600.html.
- Golub, Philip S. 2004. « Imperial Politics, Imperial Will and the Crisis of US Hegemony ». *Review of International Political Economy*, vol. 11, p. 763-85.
- Gordon, Philip H. 2006. « The End of the Bush Revolution ». *Foreign Affairs*, vol. 85, no 4 (juillet/août), p. 75-86.
- Graham, Stephen. 2005. « Remember Fallujah: Demonising Place, Constructing Atrocity ». *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 23, p. 1-10.
- Graham, Stephen. 2006. « The (Real)politik of Culture: U.S. Cultural Diplomacy in Unesco, 1946-1954 ». *Diplomatic History*, vol. 30, no 2 (avril), p. 231-251.
- Gray, Chris Hables. 1997. *Postmodern War: The New Politics of Conflict*. New York: Guilford Press.
- Gray, Chris Hables. 2005. *Peace, War, and Computers*. New York et Londres: Routledge.
- Gray, Colin S. 1981. « National Style in Strategy: The American Example ». *International Security*, vol. 6, no 2 (automne), p. 21-47.
- Gray, Colin S. 1986. *Nuclear Strategy and National Style*. Lanham, MD: Hamilton Press/Abt Books.
- Gray, Colin S. 1994. « Strategy in the Nuclear Age: The United States, 1945-1991 ». In *The Making of Strategy: Rulers, States, and War*, sous la dir. de Williamson Murray, MacGregor Knox et Alvin Bernstein, p. 594-98. Cambridge: Cambridge University Press.
- Gray, Colin. 1999a. « Clausewitz Rules, OK? The Future is Past — with GPS ». *Review of International Studies*, vol. 25, (décembre), p. 161-82.
- Gray, Colin S. 1999b. « Strategic Culture as Context: The First Generation of Theory Strikes Back ». *Review of International Studies*, vol. 25, no 1 (janvier), p. 49-69.
- Gray, Colin S. 1999c. *Modern Strategy*. Oxford: Oxford University Press.
- Gray, Colin S. 1999e. « Inescapable Geography ». In *Geopolitics: Geography and Strategy*, sous la dir. de Colin S. Gray et Geoffrey Sloan, p. 161-77, Londres et Portland, Oregon: Frank Cass.
- Gray, Colin S. 2003. « In Praise of Strategy ». *Review of International Studies*, vol. 29, no 2 (avril), p. 285-95.

- Gray, Colin. 2004. *The Sheriff: America's Defense of the New World Order*. Lexington, KY: University Press of Kentucky.
- Grayson, Kyle, « Securitization and the Boomerang Debate: A Rejoinder to Liotta and Smith », *Security Dialogue*, vol. 34, no 3, septembre 2003, p. 337-43.
- Greenberg, Amy S. 2005. « The "New Frontier" as Safety Valve: The Political and Social Context of Manifest Destiny ». In *Manifest Manhood and the Antebellum American Empire*, p. 18-53. Cambridge: Cambridge University Press.
- Gregory, Derek. 2004. *The Colonial Present: Afghanistan, Palestine, and Iraq*. Malden: Blackwell.
- Gregory, Derek. 2007. « Vanishing Points: Law, Violence and Exception in the Global War Prison ». In *Violent Geographies: Fear, Terror and Political Violence*, sous la dir. de Derek Gregory et Allan Pred. New York: Routledge.
- Gregory, Donna U. 1989. « Foreword ». In *International/Intertextual Relations: Postmodern Readings in World Politics*, sous la dir. de James Der Derian et Michael J. Shapiro, Lexington, MA et Toronto: Lexington Books, 1989, p. xiii-xxi.
- Grieco, Joseph M. 1993. « Understanding the Problem of International Cooperation : The Limits of Neoliberal Institutionalism and the Future of Realist Theory ». In *Neorealism and Neoliberalism: The Contemporary Debate*, sous la dir de David A. Baldwin, p. 301-38. New York: Columbia University Press.
- Grieco, Joseph M. 1997. « Realist International Theory and the Study of World Politics ». In *New Thinking in International Relations Theory*, sous la dir. de Michael W. Doyle et John G. Ikenberry, p.163-201. Boulder: Westview Press.
- Griffiths, Martin. 2006. « American Power ». In *The Rise of Anti-Americanism*, sous la dir. de Brendon O'Connor et Martin Griffiths, p. 105-120. Londres et New York: Routledge.
- Grondin, David, Anne-Marie D'Aoust et Frédérick Gagnon. 2005. « Les imaginaires sécuritaires américains et leurs alliés à l'heure de l'Irak ». In *Diplomaties en guerre : Sept États face à la crise irakienne*, sous la dir. de Alex Macleod et David Morin, p. 191-238. Outremont, Athéna Éditions.
- Grondin, David. 2003. « Penser la stratégie américaine de la sécurité du territoire national », *Annuaire français de relations internationales*, vol. 4, p. 613-628, www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/FD001310.pdf.
- Grondin, David. 2004. « (Re)Writing the "National Security State": How and Why Realists (Re)Built the(ir) Cold War », *Center for United States Studies Occasional Paper*, no 4, Montréal: Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Université du Québec à Montréal, www.dandurand.uqam.ca/download/pdf/articles/rewriting_national_security_state.pdf.
- Grondin, David. 2005a. « Engaging Colin Gray's Violent Realist Defense of the U.S. National Security State: For an Ethical Responsibility to Serve Others, Not *Pax Americana*! ». In *The Ethics of Building Peace in International Relations*, sous la dir. de Elisabeth Dauphinée et Ryerson Christie, p. 167-186. Toronto: York Centre for International and Security Studies.

- Grondin, David. 2005b. « Une lecture critique du discours néoconservateur du nouvel impérialisme: la lutte globale contre le terrorisme comme *Pax Americana* ». *Études internationales*, vol. 36, no 4 (décembre), p. 469-500.
- Grondin, David. 2006a. « La cartographie « impériale »/néolibérale états-unienne dans la guerre idéologique contre la terreur: Décodification de la production et de la planification stratégiques des États-Unis d'Amérique ». *Études internationales*, vol. 37, no 1 (mars), p. 35-56.
- Grondin, David. 2006b. « Mistaking Hegemony for Empire: Neoconservatives, the Bush Doctrine, and the Democratic Empire ». *International Journal*, vol. 61, no 2 (printemps), p. 225-239.
- Grondin, David. 2006c. « Introduction: Coming to Terms with America's Liberal Hegemony/Empire ». In *Hegemony or Empire? The Redefinition of US Power under George W. Bush*, sous la dir. de Charles-Philippe David et David Grondin, p. 1-17. Aldershot, Ashgate.
- Grondin, David. 2006d. « La dictature démocratique sécuritaire américaine et l'exceptionnalisme schmittien à l'heure de la menace globale terroriste ». In *Lutte antiterroriste et relations transatlantiques*, sous la dir. d'Alex Macleod, p. 77-104. Bruxelles: Bruylant.
- Grondin, David. 2007. « The US Religion of Technology in the Weaponization of Outer Space — A Case for Technological Atheism and Resisting Space War ». Papier présenté à la 48th convention of the *International Studies Association*, Chicago, IL, 28 février au 3 mars.
- Grondin, David. 2008. « The (Power) Politics of Space: The US Astropolitical Discourse of Global Dominance in the War on Terror ». In *Securing Outer Space*, sous la dir. de Michael Sheehan et Natalie Bormann. New York et Londres: Routledge, collection « Critical Security Studies ».
- Gros, Frédéric. 2006. *États de violence : Essai sur la fin de la guerre*. Paris: Gallimard.
- Gross, Oren. 2006. « What "Emergency" Regime? ». *Constellations*, vol. 13, no 1 (janvier), p. 74-88.
- Grotius, Hugo. 1990 [1609]. *De la liberté des mers*. Caen : Université de Caen, Bibliothèque de Philosophie politique et juridique. Textes et documents.
- Guelke, John. 2005. « The Political Morality of the Neo-conservatives: An Analysis ». *International Politics*, vol. 42, p. 97-115.
- Guerlain, Pierre. 2006. « New Warriors among American Foreign Policy Theorists ». *South Atlantic Quarterly*, vol. 105, no 1 (hiver), p. 109-124.
- Gurtov, Mel. 2005. « American Crusades: Unilateralism, Past and Present ». In *Confronting the Bush Doctrine: Critical Views from the Asia-Pacific*, sous la dir. de Mel Gurtov et Peter Van Ness, p. 1-38. Londres et New York: RoutledgeCurzon.
- Haas, Peter M. 1992. « Introduction: Epistemic Communities and International Policy Coordination », *International Organization*, vol. 46, no 1, p. 1-35.

- Halliday, Fred. 2000. « Culture and International Relations: A New Reductionism? ». In *Confronting the Political in International Relations*, sous la dir. de Michi Ebata et Beverly Neufeld, p. 47-71. Londres: MacMillan Press.
- Halper, Stefan et Jonathan Clarke. 2004. *America Alone: The Neo-Conservatives and the Global Order*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Halstead, Ted et Michael Lind. 2002. *The Radical Center: The Future of American Politics*. New York: Anchor.
- Hanhimäki, Jussi M. 2003. « Global Visions and Parochial Politics: The Persistent Dilemma of the "American Century" ». *Diplomatic History*, vol. 27, no 4 (septembre), p. 423-447.
- Hansen, Lene. 2006. *Security as Practice: Discourse Analysis and the Bosnian War*. Londres et New York: Routledge.
- Harding, Luke. 2007. « Russia Threatening New Cold War over Missile Defence ». *The Guardian*, 11 avril, www.guardian.co.uk/russia/article/0,,2054142,00.html.
- Hardt, Michael et Antonio Negri. 2000. *Empire*. Cambridge et Londres: Harvard University Press.
- Hardt, Michael et Antonio Negri. 2004. *Multitude: War and Democracy in the Age of Empire*. New York: Penguin Press.
- Hardt, Michael. 2006. « Second Empire; or, The Eighteenth Brumaire of George W. Bush », *Radical History Review*, vol. 2006, no 95 (printemps), p. 89-92.
- Harlan, David, 1995. *The Degradation of American History*, Chicago et Londres: University of Chicago Press.
- Hart, David M. 1999. « The Crescendo of Hideous Invention: The National Security State Comes of Age, 1945-1953 ». In *Forged Consensus: Science, Technology, and Economic Policy in the United States, 1921-1953*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Hartnett, Stephen John et Laura Ann Stengrim. 2006. « War Rhetorics: The *National Security Strategy of the United States* and President Bush's Globalization-through-Benevolent Empire ». *South Atlantic Quarterly*, vol. 105, no 1 (hiver), p. 175-205.
- Hartz, Louis. 1991 [1954]. *The Liberal Tradition in America: An Interpretation of American Political Thought Since the Revolution*. Orlando, FL: Harcourt.
- Harvey, David. 1990. *The Condition of Postmodernity: An Enquiry Into the Origins of Cultural Change*. Cambridge, MA et Oxford: Blackwell.
- Harvey, David. 2003. « The New Imperialism: Accumulation by Dispossession ». In *The New Imperial Challenge: Socialist Register 2004*, sous la dir. de Leo Panitch et Colin Leys. Londres, Merlin Press/Fernwood Publishing/Monthly Review Press.
- Harvey, David. 2003. *The New Imperialism*, Londres, Oxford University Press.
- Hassner, Pierre et Justin Vaïsse. 2003. *Washington et le monde : Dilemmes d'une superpuissance*. Paris : Éditions CERI/Autrement.

- Hassner, Pierre. 2003. « États-Unis : civils belliqueux et militaires réticents ? ». *Critique internationale*, no 21 (octobre), p. 6-16.
- Hebard, Andrew. 2005. « Romantic Sovereignty: Popular Romances and the American Imperial State in the Philippines ». *American Quarterly*, vol. 57, no 3 (septembre), p. 805-830.
- Heffer, Jean et François Weil. 1994. « Introduction : La manière américaine d'écrire l'histoire ». In *Chantiers d'histoire américaine*, sous la dir. de Jean Heffer et François Weil, p. 15-22. Paris: Belin.
- Heiss, Mary Ann. 2002. « The Evolution of the Imperial Idea and U.S. National Identity ». *Diplomatic History*, vol. 26, no 4 (automne), p. 511-40.
- Held, David et Anthony McGrew. 2000. « The Great Globalization Debate: An Introduction ». In *The Global Transformations Reader: An Introduction to the Globalization Debate*, sous la dir. de David Held et Anthony McGrew, p. 1-45. Cambridge: Polity Press.
- Held, David, Anthony McGrew, David Goldblatt et Jonathan Perraton. 1999. *Global Transformations: Politics, Economics and Culture*. Stanford, CA: Stanford University Press.
- Held, David. 1995. *Democracy and the Global Order: From the Modern State to Cosmopolitan Governance*. Stanford, CA: Stanford University Press.
- Hendrickson, David C. 2005. « The Curious Case of American Hegemony: Imperial Aspirations and National Decline ». *World Policy Journal*, vol. 22, no 2 (été), p. 1-22.
- Herz, John H. 1976. *The Nation-State and the Crisis of World Politics*. New York: David McKay Company, Inc.
- Hietala, Thomas R. 2003. *Manifest Design: American Exceptionalism & Empire*, éd. rév. Ithaca, NY et Londres: Cornell University Press.
- Higgott, Richard. 2004. « US Foreign Policy and the "Securitisation" of Economic Globalisation ». *International Politics*, vol. 41, no 2 (été), p. 147-175.
- Hirst, Paul. 1987. « Carl Schmitt's Decisionism ». *Telos*, vol. 72 (été), p. 15-26.
- Hitchens, Theresa. 2003. « Monsters and Shadows: Left Unchecked, American Fears Regarding Threats to Space Assets Will Drive Weaponization ». *Disarmament Forum*, no. 1, p. 15-33.
- Hixson, Walter L. 1993. « "Red Storm Rising": Tom Clancy Novels and the Cult of National Security ». *Diplomatic History*, vol. 17, no 4 (automne), p. 599-613.
- Hobson, John M. 2000. *The State and International Relations*, Cambridge, R.-U.: Cambridge University Press.
- Hodgson, Godfrey. 1973. « The Establishment ». *Foreign Policy*, no 10 (printemps), p. 3-40.
- Hodgson, Godfrey. 1999. « Immigrants and Frontiersmen: Two Traditions in American Foreign Policy ». In *The Ambiguous Legacy: U.S. Foreign Relations in the 'American Century'*, sous la dir. de Michael J. Hogan, p. 337-355. Cambridge: Cambridge University Press.

- Hoefle, Scott W. 2004. « Bitter Harvest: The Frontier Legacy of US Internal Violence and Belligerent Imperialism ». *Critique of Anthropology*, vol. 24, p. 277-300.
- Hoffman, Stanley. *Gulliver empêtré : essai sur la politique étrangère des États-Unis*. Paris : Éditions du Seuil, 1971.
- Hoffmann, Stanley. « International Relations: The Long Road to History ». *World Politics*, vol. 11, no 3 (avril 1959), p. 346-55.
- Hoffmann, Stanley. 1971. « Le style national : une analyse », in *Gulliver empêtré : Essai sur la politique étrangère des États-Unis*, p. 150-66. Paris: Seuil.
- Hoffmann, Stanley. 1977. « An American Social Science: International Relations ». *Daedalus*, vol. 106, no 3, p. 41-60.
- Hogan, Michael J. 1998. *A Cross of Iron: Harry S. Truman and the Origins of the National Security State, 1945-1954*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Hogan, Micheal J. et Thomas G. Paterson (dir.). 2004. *Explaining the History of American Foreign Relations*, 2^e éd. Cambridge: Cambridge University Press.
- Hoganson, Kristin. 1998. *Fighting for American Manhood: How Gender Politics Provoked the Spanish American and Philippine-American Wars*. New Haven, CT et Londres: Yale University Press.
- Hollinger, David A. 1985. *In the American Province: Studies in the History and Historiography of Ideas*, Baltimore, MD et Londres: Johns Hopkins University Press.
- Hollinger, David A. 1997. « National Solidarity at the End of the Twentieth Century: Reflections on the U.S. and Liberal Nationalism ». *Journal of American History*, vol. 84, no 2 (septembre), p. 559-569.
- Hollis, Martin et Steve Smith. 1991. *Explaining and Understanding International Relations*. Oxford: Clarendon Press.
- Homer-Dixon, Thomas. 2002. « Weapons of Mass Disruption: The Rise of Complex Terrorism ». *Foreign Policy*, no 128, www.foreignpolicy.com/issue_janfeb_2002/homer-dixon.html.
- Hooks, Gregory et Gregory McLauchlan. 1992. « The Institutional Foundation of Warmaking: Three Eras of U.S. Warmaking, 1939-1989 ». *Theory and Society*, vol. 21, no 6 (décembre), p. 757-788.
- Hooks, Gregory. 1990. « The Rise of the Pentagon and U.S. Statebuilding: The Defense Program as Industrial Policy ». *American Journal of Sociology*, vol. 96, no 2 (septembre), p. 358-404.
- Hooper, Charlotte. 2001. *Manly States: Masculinities, International Relations, and Gender Politics*, New York: Columbia University Press.
- Hopf, Ted. 1998. « The Promise of Constructivism in International Relations Theory ». *International Security*, vol. 23, no 1 (été), p. 171-200.
- Horne, Gerald. 2003. « Race from Power: U.S. Foreign Policy and the General Crisis of White Supremacy ». In *Window on Freedom: Race, Civil Rights, and Foreign Affairs, 1945-1988*,

- sous la dir. de Brenda Gayle Plummer, p. 45-66. Chapel Hill, NC: University of North Carolina Press.
- Horne, Gerald. 2004. « Race to Insight: The United States and the World, White Supremacy and Foreign Affairs ». In *Explaining the History of American Foreign Relations*, sous la dir. de Michael J. Hogan et Thomas G. Paterson, p. 323-335. Cambridge, MA: Cambridge University Press.
- Hounshell, David A. 2001. « Epilogue: Rethinking the Cold War; Rethinking Science and Technology in the Cold War; Rethinking the Social Study of Science and Technology ». *Social Studies of Science*, vol. 31, no 2 (avril), p. 289-297.
- Hozic, Aida A. 1999. « Uncle Sam Goes to Siliwood: Of Landscapes, Spielberg and Hegemony ». *Review of International Political Economy*, vol. 6, no 3 (automne), p. 289-312.
- Hozic, Aida A. 2001. *Hollyworld: Space, Power, and Fantasy in the American Economy*. Ithaca, NY et Londres: Cornell University Press.
- Hozic, Aida. 2006. « Representing Homeland Security ». In *Hegemony or Empire? The Redefinition of US Power Under George W. Bush*, sous la dir. de Charles-Philippe David et David Grondin, p. 51-65. Aldershot: Ashgate.
- Hundley, Richard O. 1999. *Past Revolutions, Future Transformations: What Can the History of Revolutions in Military Affairs Tell Us about Transforming the US Military?*. Santa Monica, CA: Rand.
- Hunt, Michael H. 2004. « Ideology ». In *Explaining the History of American Foreign Relations*, sous la dir. de Michael J. Hogan et Thomas G. Paterson, p. 221-240. Cambridge, MA: Cambridge University Press.
- Huntington, Samuel P. 1993. « The Clash of Civilizations? ». *Foreign Affairs*, vol. 72, no 3, p. 22-49.
- Huntington, Samuel. 1996. *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*. New York: Basic Books.
- Huntington, Samuel. 1997. « The Erosion of American National Interests ». *Foreign Affairs*, vol. 76, no 5 (septembre-octobre), p. 28-49.
- Huntington, Samuel. 1999. « La superpuissance solitaire ». *Revue Internationale et Stratégique*, no 34 (été), p. 18-28.
- Huntley, Wade L. 2006. « Threats All the Way Down: US Strategic Initiatives in a Unipolar World ». *Review of International Studies*, vol. 32, no 1 (janvier), p. 49-67.
- Hurrell, Andrew. 2005. « Pax Americana or the Empire of Insecurity? ». *International Relations of the Asia-Pacific*, vol. 5, p. 153-176.
- Hurst, Steven. 2005. « Myths of Neoconservatism: George W. Bush's "Neo-conservative" Foreign Policy Revisited ». *International Politics*, vol. 42, no 1 (mars), p. 75-96.
- Hutchings, Ross. 2006. « Empire and the State: A Critical Theoretical Assessment ». *Australian Journal of International Affairs*, vol. 60, no 3 (septembre), p. 429-438.

- Huysman, Jef. 1998. « Dire et écrire la sécurité: le dilemme normatif des études de sécurité ». *Cultures et Conflits*, nos 31-32 (automne-hiver), p. 177-202.
- Huysman, Jef. 2004. « International Politics of Insecurity: Unilateralism, Inwardness and Exceptionalism ». Communication présentée à la convention annuelle de l'International Studies Association, à Montréal, du 17 au 20 mars 2004. Permission de citer accordée par l'auteur.
- Ignatieff, Michael. 2003. *Empire Lite: Nation-Building in Bosnia, Kosovo and Afghanistan*, Toronto: Penguin Canada.
- Ignatieff, Michael (dir.). 2006a. *American Exceptionalism and Human Rights*. Princeton, NJ et Oxford: Oxford University Press.
- Ignatieff, Michael (dir.). 2006b. « Introduction: American Exceptionalism and Human Rights », in *American Exceptionalism and Human Rights*, sous la dir. de Michael Ignatieff, p. 1-26. Princeton, NJ et Oxford: Oxford University Press.
- Ikenberry, G. John. 1996. « The Myth of Post-Cold War Chaos ». *Foreign Affairs*, vol. 75 (mai/juin), p. 79-91.
- Ikenberry, G. John. 1999. « America's Liberal Hegemony », *Current History*, vol. 98, no 624 (janvier), p. 23-28.
- Ikenberry, G. John. 2000. *After Victory: Institutions, Strategic Restraint, and the Rebuilding of Order After Major Wars*. Princeton: Princeton University Press.
- Ikenberry, G. John. 2001. « Getting Hegemony Right », *The National Interest*, no 63 (printemps), p. 17-24.
- Ikenberry, G. John. 2002a. « American Grand Strategy in the Age of Terror ». *Survival*, vol. 43 no 4 (hiver), p. 19-34.
- Ikenberry, G. John. 2002b. « America's Imperial Ambition ». *Foreign Affairs* (septembre/octobre), p. 44-60.
- Ikenberry, G. John. (dir.). 2002c. *America Unrivaled: The Future of the Balance of Power*. Ithaca et Londres: Cornell University Press.
- Ikenberry, G. John. 2005. « Power and Liberal Order: America's Postwar World Order in Transition ». *International Relations of the Asia Pacific*, vol. 5, no 2, p. 133-152.
- Inoguchi, Takashi et Paul Bacon. 2005. « Empire, Hierarchy, and Hegemony: American Grand Strategy and the Construction of Order in the Asia-Pacific ». *International Relations of the Asia Pacific*, vol. 5, no 2, p. 117-132.
- Ivie, Robert L. 2005. « Savagery in Democracy's Empire ». *Third World Quarterly*, vol. 26, no 1, p. 55-65.
- Jackson, Patrick Thaddeus et Daniel Nexon. 2003. « Representation Is Futile? American Anti-Collectivism and the Borg ». In *To Seek Out New Worlds: Exploring Lings between Science Fiction and World Politics*, sous la dir. de Jutta Weldes. New York: Palgrave Macmillan.

- Jackson, Patrick Thaddeus. 2004. « Whose Identity? Rhetorical Commonplaces in "American" Wartime Foreign Policy ». In *Identity and Global Politics: Empirical and Theoretical Elaborations*, sous la dir. de Patricia M. Goff et Kevin C. Dunn, p. 169-190. New York: Palgrave Macmillan.
- Jackson, Robert H. 1995. « The Political Theory of International Society ». In *International Relations Theory Today*, sous la dir. de Ken Booth et Steve Smith, 110-28. University Park, Pennsylvania: Pennsylvania State University Press.
- Jackson, Robert H. 1996. « Is There a Classical International Theory? ». In *International Theory: Positivism and Beyond*, sous la dir. de Steve Smith, Ken Booth et Marysia Zalewski, p. 203-18. Cambridge: Cambridge University Press.
- James, Paul. 2005. « Theory and Society in the Shadow of Terror ». *Alternatives*, vol. 30, p. 365-388.
- Jameson, Fredric. 2005. « Notes on the Nomos ». *The South Atlantic Quarterly*, vol. 104, no 2, (printemps), p. 199-204.
- Jarvis, D.S.L. 2000. *International Relations and the Challenge of Postmodernism: Defending the Discipline*. Columbia, SC: University of South Carolina Press.
- Jentleson, Bruce. 2000. « In Pursuit of Praxis: Applying International Relations Theory to Foreign Policy-Making ». In *Being Useful: Policy Relevance and International Relations Theory*, sous la dir. de Miroslav Nincic et Joseph Lepgold, p. 129-49. Ann Arbor, Michigan: University of Michigan Press.
- Jepperson, Ronald L., Alexander Wendt et Peter J. Katzenstein. « Norms, Identity, and Culture in National Security ». In *The Culture of National Security, Norms and Identity in World Politics*, sous la dir. de Peter J. Katzenstein, p. 33-75. New York: Columbia University Press, 1996.
- Jervis, Robert. 1994. « Hans Morgenthau, Realism, and the Scientific Study of International Politics ». *Social Research*, vol. 61, no 4 (hiver), p. 853-73.
- Jervis, Robert. 1999. « Realism, Neoliberalism, and Cooperation: Understanding the Debate ». *International Security*, vol. 24, no 1 (été), p. 42-63.
- Jervis, Robert. 2002. « Mutual Assured Destruction ». *Foreign Policy*, no 133 (novembre/décembre), p. 40-42.
- Jervis, Robert. 2003. « Understanding the Bush Doctrine ». *Political Science Quarterly*, vol. 118, no 3 (septembre), p. 365-388.
- Jervis, Robert. 2005a. « Why the Bush Doctrine Cannot Be Sustained ». *Political Science Quarterly*, vol. 120, no 3 (septembre), p. 351-377.
- Jervis, Robert. 2005b. *American Foreign Policy in a New Era*. Londres et New York: Routledge.
- Joffe, Josef. 1995. « Bismarck or Britain? Toward an American Grand Strategy After Bipolarity ». *International Security*, vol. 19, no 4 (printemps), p. 94-117.
- Joffe, Josef. 2006. *Überpower: The Imperial Temptation of America*. New York: W.W. Norton.

- Johnson, Chalmers, Herbert Docena et Thomas Reifer. 2003. « Militarism and Imperialism in the United States ». *Critical Asian Studies*, vol. 35, p. 301-13.
- Johnson, Chalmers. 2004a. *The Sorrows of Empire: Militarism, Secrecy, and the End of the Republic*, New York: Metropolitan / Owl Book, Henry Holt and Company.
- Johnson, Chalmers. 2004b [2000]. *Blowback: The Costs and Consequences of American Empire*, édition mise à jour avec une nouvelle introduction. New York: Metropolitan / Owl Book, Henry Holt and Company.
- Jones, Steven E. 2006. *Against Technology: From the Luddites to Neo-Luddism*. New York et Londres: Routledge.
- Jordan, Amos A., William J. Taylor et Micheal J. Mazarr. 1998. *American National Security*, 5^e éd. Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Jung, Dietrich. 2002. « Le retour de la culture : analyse des politiques étrangères des “États périphériques” ». In *Politique étrangère : Nouveaux regards*, sous la dir. de Frédérick Charillon, p. 91-111. Paris : Presses de Science Po.
- Kagan, Donald et Frederick W. Kagan. 2000. *While America Sleeps: Self-Delusion, Military Weakness, and the Threat to Peace Today*. New York: St. Martin's Press.
- Kagan, Robert. 1998. « The Benevolent Empire ». *Foreign Policy*, no 111 (été), p. 24-35.
- Kagan, Robert. 2001. « The World and President Bush ». *Survival*, vol. 43, no 1 (printemps), p. 7-16.
- Kagan, Robert. 2002. « Power and Weakness ». *Policy Review*, no 113 (juin-juillet), 23 p., www.policyreview.org/JUN02/kagan.html.
- Kagan, Robert. 2002-2003. « One Year After : A Grand Strategy for the West? Strategic Dissonance ». *Survival*, vol. 44, no 4 (hiver), p. 135-39.
- Kagan, Robert. 2004. *Of Paradise and Power: America and Europe in the New World Order*, avec la nouvelle preface. New York: Alfred A. Knopf.
- Kagan, Robert. 2006. *Dangerous Nation: America's Place in the World from its Earliest Days to the Dawn of the Twentieth Century*. New York: Alfred A. Knopf.
- Kahn, Hermann. 1984. *Thinking About the Unthinkable in the 1980s*. New York: Simon and Schuster.
- Kaldor, Mary. 2003. *Global Civil Society: An Answer to War*. Malden, MA: Blackwell.
- Kaldor, Mary. 2005. « Old Wars, Cold Wars, New Wars, and the War on Terror ». *International Politics*, vol. 42, no 4, p. 491-498.
- Kaplan, Amy et Donald E. Pease (dir.). 1993. *Cultures of United States Imperialism*, Durham et Londres: Duke University Press.
- Kaplan, Amy. 1993. « “Left Alone with America”: The Absence of Empire in the Study of American Culture ». In *Cultures of United States Imperialism*, sous la dir. de Amy Kaplan et Donald E. Pease, p. 3-21. Durham, NC et Londres: Duke University Press.

- Kaplan, Amy. 2002a. « Manifest Domesticity ». In *The Future of American Studies*, sous la dir. de Donald E. Pease et Robyn Wiegman. Durham, NC et Londres: Duke University Press. Aussi présent dans Kaplan, Amy. 1998. « Manifest Domesticity ». *American Literature*, vol. 70, no 3 (septembre), p. 581-606.
- Kaplan, Amy. 2002b. *The Anarchy of Empire in the Making of U.S. Culture*. Cambridge, MA et Londres: Harvard University Press.
- Kaplan, Amy. 2003. « Homeland Insecurities: Reflections on Language and Space ». *Radical History Review*, vol. 2003, no 85 (hiver), p. 82-93.
- Kaplan, Amy. 2004a. « Violent Belongings and the Question of Empire Today Presidential Address to the American Studies Association, Hartford, Connecticut, October 17, 2003 ». *American Quarterly*, vol. 56, p. 1-18.
- Kaplan, Amy. 2004b. « The Tenacious Grasp of American Exceptionalism: A Response to Djelal Kadir, "Defending America Against its Devotees" ». *Comparative American Studies*, vol. 2, no 2, p. 153-159.
- Kaplan, Amy. 2005. « Where Is Guantánamo? ». *American Quarterly*, vol. 57, no 3 (septembre), p. 831-858.
- Katzenstein, Peter J. (dir.). 1996a. *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*. New York: Columbia University Press.
- Katzenstein, Peter J. 1996b. « Introduction: Alternative Perspectives on National Security ». In *The Culture of National Security, Norms and Identity in World Politics*, sous la dir. de Peter J. Katzenstein, p. 1-32. New York: Columbia University Press.
- Katznelson, Ira. 2002a. « Rewriting the Epic of America ». In *Shaped by War and Trade: International Influences on American Political Development*, sous la dir. de Ira Katznelson et Martin Shefter, p. 3-23. Princeton, NJ et Oxford: Princeton University Press.
- Katznelson, Ira. 2002b. « Flexibility Capacity: The Military and Early American Statebuilding ». In *Shaped by War and Trade: International Influences on American Political Development*, sous la dir. de Ira Katznelson et Martin Shefter, p. 82-110. Princeton, NJ et Oxford: Princeton University Press.
- Kaufman, Daniel J., Jeffrey S. McKittrick et Thomas J. Leney. 1985. *U.S. National Security: A Framework for Analysis*. Lexington, Massachusetts/Toronto: Lexington Books.
- Kearns, Gerry. 2003. « Imperial Geopolitics ». In *A Companion to Political Geography*, sous la dir. de John Agnew, Katharyne Mitchell et Gerard Toal, p. 173-86. Malden: Blackwell.
- Kennan, George F. (X). 1947. « The Sources of Soviet Conduct ». *Foreign Affairs*, vol. 25 (juillet), p. 566-82.
- Kennedy, Ellen. 1998. « *Hostis Not Inimicus*: Toward a Theory of the Public in the Work of Carl Schmitt ». In *Law as Politics*, sous la dir. de David Dyzenhaus, p. 92-108. Durham et Londres: London University Press.
- Kennedy, Liam et Scott Lucas. 2005. « Enduring Freedom: Public Diplomacy and U.S. Foreign Policy ». *American Quarterly*, vol. 57, no 2 (juin), p. 309-333.

- Kerber, Linda K. 2005. « Toward a History of Statelessness in America ». *American Quarterly*, vol. 57, no 3 (septembre), p. 727-749.
- Khalilzad, Zalmay, et John P. White (dir.). 1999. *The Changing Role of Information in Warfare*. Santa Monica, CA: RAND.
- Khong, Y. F. 1992. *Analogies at War: Korea, Munich, Dien Bien Phu, and the Vietnam Decisions of 1965*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Kiely, Ray. 2006. « United States Hegemony and Globalisation: What Role for Theories of Imperialism? ». *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 19, no 2 (juin), p. 205-221.
- Kim, David Haekwon, 2004a. « The Place of American Empire: Amerasian Territories and Late American Modernity ». *Philosophy and Geography* vol. 7, p. 95-122.
- Kim, David Haekwon. 2004b. « Empire's Entrails and the Imperial Geography of "Amerasia" ». *City*, vol. 8, p. 57-88.
- Kim, Soon Nam. 2004. « Imperialism without Empire: Silence in Contemporary Accounting Research on Race/Ethnicity ». *Critical Perspectives on Accounting* vol. 15, p. 95-133.
- Kimball, Roger. 2000. *The Long March: How the Cultural Revolution of the 1960s Changed America*. San Francisco, CA: Encounter Books.
- Kincade, William. 1990. « American National Style and Strategic Culture », in *Strategic Power: USA/USSR*, sous la dir. de Carl G. Jacobsen, p. 10-34. New York: St. Martin's Press.
- King, Desmond S. 2005. « America Abroad at Home: International Pressures and Nationhood ». *The Liberty of Strangers: Making the American Nation*. New York: Oxford University Press, p. 108-135.
- King, Desmond S. et Rogers M. Smith. 2005. « Racial Orders in American Political Development ». *American Political Science Review*, vol. 99, no 1 (février), p. 75-92.
- King, Desmond. 2006. « When an Empire Is Not an Empire: The US Case ». *Government and Opposition*, vol. 41, no 2, p. 163-196.
- Kissinger, Henry. 1994. *Diplomacy*, New York: Simon and Schuster.
- Klare, Michael et Daniel Volman. 2006. « The African "Oil Rush" and US National Security ». *Third World Quarterly*, vol. 27, no 4, p. 609-628.
- Klare, Michael. « An Anachronistic Policy: The Strategic Obsolescence of the "Rogue Doctrine" ». *Harvard International Review*, vol. 22, no2 (été 2000), p.46-51.
- Klare, Michael. 1996. *Rogue States and Nuclear Outlaws: America's Search for A New Foreign Policy*. New York: Hill and Wang.
- Klein, Bradley S. 1988. « Hegemony and Strategic Culture: American Power Projection and Alliance Defence Politics ». *Review of International Studies*, vol. 14, no 2 (avril), p. 133-48.
- Klein, Bradley S. 1989. « The Textual Strategies of the Military: Or Have You Read Any Good Defense Manuals Lately ». In *International/Intertextual Relations: Postmodern Readings in*

- World Politics*, sous la dir. de James Der Derian et Michael J. Shapiro, p. 97-112. Lexington, MA et Toronto: Lexington Books, 1989.
- Klein, Bradley S. 1994. *Strategic Studies and World Order: The Global Politics of Deterrence*. Cambridge, Royaume-Uni: Cambridge University Press.
- Klein, Bradley S. 1997. « Conclusion: Every Month is "Security Awareness Month" ». In *Critical Security Studies: Concepts and Cases*, sous la dir. de Keith Krause et Michael C. Williams, Minneapolis, MN: University of Minnesota Press.
- Knudsen, Olav F. 2001. « Post-Copenhagen Security Studies: Desecuritizing Securitization ». *Security Dialogue*, vol. 32, no 3, p. 355-68.
- Kolko, Gabriel. 2006. *The Age of War: The United States Confronts the World*. Boulder, CO et Londres: Lynne Rienner.
- Kolodziej, Edward A. 1999. « Security Studies for the Next Millennium: Quo Vadis ». *Contemporary Security Policy*, vol. 20, no 3 (décembre), p. 18-38.
- Koskeniemi, Martti. 2004. « International Law as Political Theology: How to Read *Nomos der Erde*? ». *Constellations*, vol. 11, no 4 (décembre), p. 492-511.
- Kowert, Paul and Jeffrey Legro. 1996. « Norms, Identity, and Their Limits: A Theoretical Reprise ». In *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*, edited by Peter Katzenstein, p. 451-97. New York: Columbia University Press.
- Kratochwil, Friedrich V. 1996. « Is the Ship of Culture at Sea or Returning? », in *The Return of Culture and Identity in IR Theory*, sous la dir. de Yosef Lapid et Friedrich Kratochwil, p. 201-22. Boulder, CO et Londres: Lynne Rienner.
- Kratochwil, Friedrich V. 2000. « Theory and Political Practice: Reflections on Theory Building in International Relations ». In *Principled World Politics: The Challenged of Normative International Relations*, sous la dir. de Paul Wapner et Lester Edwin J. Ruiz, p. 50-64. Lanham, MD: Rowman & Littlefield.
- Krause, Keith R. 1999. « Conclusions: Security Culture and the Non-Proliferation, Arms Control and Disarmament Agenda ». In *Culture and Security: Multilateralism, Arms Control and Security Building*, sous la dir. de Keith R. Krause, p. 219-239. Portland, OR: Frank Cass Publishers.
- Krauthammer, Charles. 1990-1991. « The Unipolar Moment ». *Foreign Affairs: America and the World 1990/91*, vol. 70, no 1, p. 23-33.
- Krauthammer, Charles. 2002-2003. « The Unipolar Moment Revisited ». *The National Interest*, no 70 (hiver), p. 5-17.
- Krauthammer, Charles. 2004a. « In Defense of Democratic Realism ». *The National Interest*, no 77 (automne), p. 15-25.
- Krauthammer, Charles. 2004b. *Democratic Realism: An American Foreign Policy for a Unipolar World*. Washington, D.C.: AEI Press.
- Kristof, Ladis K.D. 2002 [1960]. « Les origines de la géopolitique et son évolution ». Paris, Institut de stratégie comparée, 27 p., www.stratisc.org/pub/pub_kristof_tdm.html>.

- Kristol, William et Robert Kagan. 1996. « Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy ». *Foreign Affairs*, vol. 75, no 4 (juillet-août), p. 18-32.
- Kristol, William, et Robert Kagan. 2000. « The Present Danger ». *The National Interest*, 59 (printemps), p. 57-69.
- Kristol, William et Robert Kagan. 2004. « National Interest and Global Responsibility ». In *The Neocon Reader*, sous la dir. d'Irwin Stelzer, p. 54-78. New York: Grove Press.
- Kroenig, Matthew et Jay Stowsky. 2006. « War Makes the State, but Not as It Pleases: Homeland Security and American Anti-Statism ». *Security Studies*, vol. 15, no 2 (avril-juin), p. 225-70.
- Kroes, Rob. 2002. « American Empire and Cultural Imperialism: A View from the Receiving End ». In *Rethinking American History in a Global Age*, sous la dir. de Thomas Bender, p. 295-313. Berkeley et Los Angeles, CA et Londres: University of California Press.
- Kubalkova, Vendulka, Nicholas Onuf et Paul Kowert. 1998. « Constructing Constructivism ». In *International Relations in a Constructed World*, sous la dir. de Vendulka Kubalkova, Nicholas Onuf et Paul Kowert, p. 3-21. Armonk, NY: M.E. Sharpe.
- Kubalkova, Vendulka. 2001. « The Tale of Two Constructivisms at the Cold War's End ». *Notes de recherche du GERSI*, ww2.mcgill.ca/regis/Kubalkova.pdf.
- La Carte, Donald A. 2001-2002. « La guerre asymétrique et l'utilisation de forces spéciales dans l'application des lois en Amérique du nord ». *Revue militaire canadienne*, vol. 2, no 4 (hiver 2001-2002), p. 23-32, www.journal.dnd.ca/vol2/no4_f/asymmetric_f/carte_fr.pdf.
- Lacorne, Denis. 2002. « États-Unis : surveiller et punir tous les "coins noirs" de l'univers ». *Critique internationale* n°17 (octobre), p. 16-24.
- Lacoste Yves. 1976 [1982]. *La géographie ça sert d'abord à faire la guerre*. Paris: Maspéro.
- Lafeber, Walter. 1963. *The New Empire: An Interpretation of American Expansion, 1860-1898*. Ithaca, N.Y.: Cornell University Press.
- Lafeber, Walter. 1987. « The Constitution and United States Foreign Policy: An Interpretation ». *The Journal of American History*, vol. 74, no 3 (décembre), p. 695-717.
- Lantis, Jeffrey S. 2002. « Strategic Culture and National Security Policy ». *International Studies Review*, vol. 4, no 3 (décembre), p. 87-113.
- Lapid, Yosef et Friedrich Kratochwil (dir.). 1996. *The Return of Culture and Identity in IR Theory*. Boulder, CO et Londres: Lynne Rienner.
- Lapid, Yosef. 1989. « The Third Debate: On the Prospects of International Theory in a Post-Positivist Era ». *International Studies Quarterly*, vol. 33, no 3 (septembre), p. 235-55.
- Lapid, Yosef. 1999. « Where Should We Begin? Political Geography and International Relations ». *Political Geography*, vol. 18, p. 895-900.
- Lasswell, Harold. 1940-1941. « The Garrison State ». *American Journal of Sociology*, vol. 46 (juillet-mai), p. 455-68.

- Latham, Andrew. 1999. « Re-imagining Warfare: The "Revolution in Military Affairs" ». In *Contemporary Security and Strategy*, sous la dir. de Craig A. Snyder, 210-236. Londres: Routledge.
- Latham, Andrew. 2002. « Warfare Transformed: A Braudelian Perspective on the 'Revolution in Military Affairs' ». *European Journal of International Relations*, vol. 8, no 2, p. 231-266.
- Latham, Michael E. 2006. « Redirecting the Revolution? The USA and the Failure of Nation-Building in South Vietnam ». *Third World Quarterly*, vol. 27, no 1 (février), p. 27-41.
- Latham, Michael. 2000. « American Social Science, Modernization Theory, and the Cold War ». In *Modernization as Ideology: American Social Science and "Nation-Building" in the Kennedy Era*, p. 21-68. Chapel Hill et Londres: University of North Carolina Press.
- Laville, Helen et Hugh Wilford (dir.). 2006. *The US Government, Citizen Groups and the Cold War: The State-Private Network*. Londres et New York: Routledge.
- Lavorel, Sabine. 2003. « La politique de sécurité nationale de l'Administration Bush : un facteur de présidentialisation du régime politique américain ». *Arès*, vol. 20, no 50, fascicule 3 (février), p. 39-55.
- Lawrence Freedman. 1983. *The Evolution of Nuclear Strategy*. New York: St. Martin's Press.
- Lawson, Gary et Guy Seidman. 2004. « Limits: Conquest and Colonialism ». In *The Constitution of Empire: Territorial Expansion and American Legal History*, p. 103-118. New Haven, CT et Londres: Yale University Press.
- Lefebvre, Henri. 2000. *La production de l'espace*. Paris: Anthropos.
- Leffler, Melvyn P. 1984. « Reply ». *The American Historical Review*, vol. 89, no 2 (avril), p. 391-400.
- Leffler, Melvyn P. 1991. « National Security ». In *Explaining the History of American Foreign Relations*, sous la dir. de Michael J. Hogan et Thomas G. Paterson, p. 202-213. Cambridge: Cambridge University Press.
- Leffler, Melvyn. 1984. « The American Conception of National Security and the Beginnings of the Cold War, 1945-48 ». *The American Historical Review*, vol. 89, no 2 (avril), p. 346-81.
- Légaré-Tremblay, Jean-Frédéric. 2005. « L'idéologie néoconservatrice et la politique étrangère américaine sous George W. Bush », *Études Raoul-Dandurand*, no 9, 36 p., www.dandurand.uqam.ca/download/pdf/etudes/tremblay/RD-etude9_130505.pdf
- Legro, Jeffrey W., et Andrew Moravcsik. 2001. « Faux Realism ». *Foreign Policy*, (juillet-août), p. 80-82.
- Leslie, Stuart. 1993. *The Cold War and American Science: The Military-Industrial-Academic Complex at MIT and Stanford*. New York: Columbia University Press.
- Levinson, Sanford. 2006. « Preserving Constitutional Norms in Times of Permanent Emergencies ». *Constellations*, vol. 13, no 1 (janvier), p. 59-73.
- Levy, Jack. 2001. « Explaining Events and Developing Theories: History, Political Science, and the Analysis of International Relations ». In *Bridges and Boundaries: Historians*,

- Political Scientists, and the Study of International Relations*, sous la dir. de Colin Elman et de Miriam Fendius Elman, p. 39-83. Cambridge, MA et Londres: MIT Press.
- Lieven, Anatol. 2004. « In the Mirror of Europe: The Perils of American Nationalism ». *Current History*, vol. 103, p. 99-106.
- Lin, Patrick. 2006. « Look Before Taking Another Leap for Mankind – Ethical and Social Considerations in Rebuilding Society in Space ». *Astropolitics*, vol. 4, no 3 (hiver), p. 281-294.
- Lindemann, Thomas. 2000. « Les “néo-idéalistes” et l’étude de la guerre ». *Revue française de science politique*, vol. 50, no 2 (juin), p. 515-30.
- Ling, L.H.M. 2002. *Postcolonial International Relations*. Houndmills: Palgrave.
- Linklater, Andrew. *Beyond Realism and Marxism: Critical Theory and International Relations*. Londres: MacMillan, 1990.
- Liotta, P.H., 2002. « Boomerang Effect: The Convergence on National and Human Security ». *Security Dialogue*, vol. 33, no 4 (décembre), p. 473-88.
- Lipschutz, Ronnie (dir.). 1995. *On Security*. New York: Columbia University Press.
- Lipschutz, Ronnie D. « On Security ». In *On Security*, sous la dir. de Ronnie D. Lipschutz, p. 1-23. New York: Columbia University Press.
- Lipschutz, Ronnie D. 1996. « Reconstructing World Politics: The Emergence of Global Civil Society.” In *International Society after the Cold War: Anarchy and Order Reconsidered*, sous la dir. de Rick Fawn et Jeremy Larkins, p. 101-31. St. Martin’s Press, New York.
- Lipschutz, Ronnie D. 2000. *After Authority: War, Peace, and Global Politics in the 21st Century*. Albany, N.Y.: State University of New York Press.
- Lipschutz, Ronnie D. 2001. *Cold War Fantasies: Film, Fiction, and Foreign Policy*. Lanham, MD: Rowman & Littlefield.
- Lipschutz, Ronnie D. 2003. « Aliens, Alien Nations, and Alienation in American Political Economy and Popular Culture». In *To Seek Out New Worlds: Exploring Links between Science Fiction and World Politics*, sous la dir. de Jutta Weldes, p. 79-98. New York: Palgrave Macmillan.
- Lipschutz, Ronnie D. 2004. « Imitations of Empire ». *Global Environmental Politics* vol. 4, no 2, p. 20-23.
- Lipset, Seymour Martin. 1996. *American Exceptionalism: A Double-Edged Sword*. Londres et New York, W.W. Norton & Company.
- Little, Douglas. 2002. « Orientalism, American Style: The Middle East in the Mind of America ». In *American Orientalism: The United States and the Middle East since 1945*, p. 9-42. Chapel Hill, NC: University of North Carolina Press.
- Litwak, Robert S. 1999. *Rogue States and U.S. Foreign Policy: Containment After the Cold War*. Washington D.C.: Woodrow Wilson Center Press.

- Litwak, Robert S. 2002-2003. « The New Calculus of Pre-emption ». *Survival*, vol. 44, no 4 (hiver), p. 53-80.
- Lobell, Steven E. 2003. *The Challenge of Hegemony: Grand Strategy, Trade, and Domestic Politics*. Ann Arbor: U of Michigan P.
- Loeppky, Rodney. 2004. « "Biomania" and US Foreign Policy ». *Millenium*, vol. 34, no 1, p. 85-114.
- Loomba, Ania. 2005 [1998]. *Colonialism/Postcolonialism*, 2^e éd. Londres et New York: Routledge.
- Lorot, Pascal. 2002. « Géoéconomie, un champ nouveau. Cinq ans d'une revue ». *Géoéconomie*, no 22 (été), 4 p., www.geoeconomie.org/actualite/champ.htm.
- Love, Eric T. 2004. *Race Over Empire: Racism & US Imperialism, 1865-1900*. Chapel Hill and London: University of North Carolina Press.
- Lowry, Richard. 2005. « Reaganism vs. Neo-Reaganism ». *The National Interest*, no 79 (printemps), p. 35-36.
- Lucas, Scott. 2003. « Beyond Freedom, Beyond Control, Beyond the Cold War: Approaches to American Culture and the State-Private Network ». *Intelligence and National Security*, vol. 18, no 2 (juin), p. 53-72.
- Lucas, Scott. 2006. « Introduction: Negotiating Freedom ». In *The US Government, Citizen Groups and the Cold War: The State-Private Network*, sous la dir. de Helen Laville et Hugh Wilford, p. 1-12. Londres et New York: Routledge.
- Luke, Timothy W. 1989. « "What's Wrong with Deterrence?" A Semiotic Interpretation of National Security Policy ». In *International/Intertextual Relations: Postmodern Readings in World Politics*, sous la dir. de James Der Derian et Michael J. Shapiro, p. 207-29. Lexington, MA et Toronto: Lexington Books.
- Lustick, Ian S. 1999. « Geography and Political Science ». *Political Geography*, vol. 18, p. 901-904.
- Luttwak, Edward. 1995. « La course à l'armement géo-économique ». In *Le rêve américain en danger*, p. 399-424. Paris: Odile Jacob.
- Lutz, Catherine. 2002. « Making War at Home in the United States: Militarization and the Current Crisis ». *American Anthropologist*, vol. 104, no 3, p. 723-735.
- Lynn-Jones, Sean M. 1998. « Realism and America's Rise ». *International Security*, vol. 23, no 2 (automne), p. 157-82.
- Lynn-Jones, Sean M. 1999. « Realism and Security Studies ». In *Contemporary Security and Strategy*, sous la dir. de Craig A. Snyder, p. 53-76. New York: Routledge.
- Mabee, Bryan. 2005. « Discourses of Empire: The US "Empire", Globalisation and International Relations ». *Third World Quarterly*, vol. 25, no 8, p. 1359-78.
- Macalister, Terry. 2007. « Russia's Power Play in Europe ». *The Guardian*, 12 avril, <http://www.guardian.co.uk/russia/article/0,,2055108,00.html>.

- Macleod, Alex, et Catherine Voyer-Léger, « La France : d'une puissance moyenne à l'autre », *Études internationales*, vol. 35, no 1 (mars 2004), p. 73-96.
- Maier, Charles. « Making Time: The Historiography of International Relations ». In *The Past Before Us: Contemporary Writing in the United States*, sous la dir. de Michael Kammer, p. 255-390. Ithaca, N.Y.: Cornell University Press, 1990.
- Maiguashca, Bice. 2000. « Theorising Politics in "No Man's Land": Feminist Theory and the Fourth Debate ». In *Confronting the Political in International Relations*, sous la dir. de Michi Ebata et Beverly Neufeld, p. 123-50. Houndmills, Basingstoke, Hampshire, R.-U. et Londres: Millenium.
- Malis, Christian. N.d. « L'espace extra-atmosphérique, enjeu stratégique et conflictualité de demain ». Paris : Institut de stratégie comparée, n.d., 31 p., www.stratisc.org/act/Malis_Astropol.html.
- Mamadouh, V. D. 1998. « Geopolitics in the Nineties: One Flag, Many Meanings ». *GeoJournal*, vol. 46, p. 237-253.
- Mamadouh, Virginie et Gertjan Dikink. 2006. « Geopolitics, International Relations and Political Geography: The Politics of Geopolitical Discourse ». *Geopolitics*, vol. 11, p. 349-366.
- Mann, James. 2004. *Rise of the Vulcans: The History of Bush's War Cabinet*, New York, Viking, p.
- Mann, Michael. 2003. *Incoherent Empire*, Londres: Verso.
- Mann, Michael. 2004a. « Can the New Imperialism Triumph in the Age of Nation-States? ». *History and Theory*, vol. 43, p. 226-36.
- Mann, Michael. 2004b. « The First Failed Empire of the 21st Century ». *Review of International Studies*, vol. 30, p. 631-653.
- Mann, Michael. 2005. « Impérialisme américain: Des réalités passées aux prétextes présents ». *Études Internationales*, vol. 36, no 4 (décembre), p. 445-467.
- Marquis, Jefferson P. 2000. « The Other Warriors: American Social Science and Nation Building in Vietnam ». *Diplomatic History*, vol. 24, no 1 (hiver), p. 79-105.
- Marrou, Henri-Irénée. 1975 [1954]. *De la connaissance historique*. Paris : Seuil.
- Masco, Joseph. 1999. « States of Insecurity: Plutonium and Post-Cold War Anxiety in New Mexico, 1992-96 ». In *Cultures of Insecurity: States, Communities and the Production of Danger*, sous la dir. de Jutta Weldes, Mark Laffey, Hugh Gusterson et Raymond Duvall, p. 203-231. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Mastanduno, Michael et Ethan B. Kapstein. 1999. « Realism and State Strategies After the Cold War ». In *Unipolar Politics. Realism and State Strategies After the Cold War*, sous la dir. de Ethan B. Kapstein et Micheal Mastanduno. New York: Columbia University Press.
- Mastanduno, Michael. 1997. « Preserving the Unipolar Moment: Realist Theories and U.S. Grand Strategy after the Cold War ». *International Security*, vol. 21, no 4 (printemps), p. 49-88.

- Mastanduno, Michael. 2002. « The United States Political System and International Leadership: A "Decidedly Inferior" Form of Government ? ». In *American Foreign Policy: Theoretical Essays*, 4^e éd., sous la dir. de G. John Ikenberry, p. 236-58. New York: Longman.
- Mattern, Janice Bially. 2000. « Taking Identity Seriously ». *Cooperation and Conflict*, vol. 35, no 3, p. 299-308.
- May, Elaine Tyler. 2003. « Echoes of the Cold War: The Aftermath of September 11 at Home ». In *September 11 in History: A Watershed Moment?*, sous la dir. de Mary L. Dudziak, p. 35-54. Durham, NC: Duke University Press.
- May, Ernest. 1993. *American Cold War Strategy: Interpreting NSC 68*. Boston: Bedford Books/St. Martin's Press.
- May, Lary. 2000. « Movie Star Politics: Hollywood and the Making of Cold War Americanism ». In *The Big Tomorrow: Hollywood and the Politics of the American Way*, p. 175-213. Chicago et Londres: University of Chicago Press.
- Mazarr, Michael J. 1996. « Culture and International Relations: A Review Essay ». *Washington Quarterly*, vol. 19 (printemps), p. 177-203.
- McAlister, Melani. 2005. « "Benevolent Supremacy": The Biblical Epic at the Dawn of the American Century, 1947-1960 ». In *Epic Encounters: Culture, Media, and U.S. Interests in the Middle East, 1945-2000*, éd. m. à j., p. 43-83. Berkeley et Los Angeles: University of California Press.
- McCarthy, Thomas A. 2007. « From Modernism to Messianism: Liberal Developmentalism and American Exceptionalism ». *Constellations*, vol. 14, no 1 (janvier), p. 3-30.
- McCartney, Paul. 2002. « Anglo-Saxonism and U.S. Foreign Policy during the Spanish-American War ». In *Ethnic Identity Groups and U.S. Foreign Policy*, sous la dir. de Thomas Ambrosio, p. 21-45. Westport, CT et Londres: Praeger.
- McCartney, Paul. 2004. « American Nationalism and US Foreign Policy from September 11 to the Iraq War ». *Political Science Quarterly*, vol. 119, no 3, p. 399-423.
- McClennen, Sophia A. 2005. « Inter-American studies or Imperial American studies? ». *Comparative American Studies*, vol. 3, no 4, p. 393-413.
- McDougall, Walter A. 1985. *The Heavens and the Earth: A Political History of the Space Age*. Baltimore et Londres: Johns Hopkins University Press. Et la version de 1997 a une nouvelle préface.
- McDougall, Walter A. 1997a. « Back to Bedrock: The Eight Traditions of American Statecraft ». *Foreign Affairs*, vol. 76, no 2 (mars/avril), p. 134-146.
- McDougall, Walter A. 1997b. *Promised Land, Crusader State: The American Encounter with the World 1776*. New York: Houghton Mifflin.
- McNeill, John R. 2004. « Yellow Jack and Geopolitics: Environment, Epidemics, and the Struggles for Empire in the American Tropics, 1640-1830 ». *Review. A Journal of the Fernand Braudel Center* 27, p. 343-64.

- McPherson, Alan. 2006. « Americanism against American Empire ». In *Americanism: New Perspectives on the History of an Ideal*, sous la dir. de Michael Kazin et Joseph A. McCartin, p. 169-191. Chapel Hill, NC: University of North Carolina Press.
- McSweeney, Bill. 1999. *Security, Identity, and Interests: A Sociology of International Relations*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Mead, Walter Russell. 1987. *Mortal Splendor: The American Empire in Transition*. Boston: Houghton Mifflin.
- Mead, Walter Russell. 2002. *Special Providence: American Foreign Policy and How It Changed the World*. New York: Alfred A. Knopf/A Century Foundation Book.
- Mearsheimer, John J. 1994/1995. « The False Promise of International Institutions ». *International Security*, vol. 19, no3 (hiver), p. 5-59.
- Mearsheimer, John J. 1995. « A Realist Reply ». *International Security*, vol. 20, no1 (été), p. 82-93.
- Mearsheimer, John. 2001. *The Tragedy of Great Power Politics*. New York: W.W. Norton.
- Medhurst, Martin J. 2000. « Introduction: The Rhetorical Construction of History ». In *Critical Reflections on the Cold War: Linking Rhetoric and History*, sous la dir. de Martin J. Medhurst et H.W. Brands, p. 3-19. College Station, TX: Texas A&M University Press.
- Meier, Charles S. 2006. *Among Empires: American Ascendancy and Its Predecessors*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Mélandri, Pierre. 2002. « “Le terrorisme, voilà l’ennemi” : les attentats et la politique étrangère des États-Unis ». *Vingtième Siècle. Revue d’histoire*, vol. 76 (octobre-décembre), p. 45-63.
- Mendieta, Eduardo. 2006. « War the School of Space: The Space of War and the War for Space ». *Ethics, Place and Environment*, vol. 9, no 2 (juin), p. 207-229.
- Mercer, J. 1995. « Anarchy and Identity ». *International Organization*, vol. 49, no 2, p. 229-252.
- Michael C. Williams, « The Practices of Security: Critical Contributions: Reply to Eriksson », *Cooperation and Conflict*, vol. 34, n° 3, 1999, p. 341
- Miller, Benjamin. 2001. « The Concept of Security: Should it be Redefined ? ». *Journal of Strategic Studies*, vol. 24, no 2 (juin), p. 13-42.
- Milliken, Jennifer L. 1996. « Metaphors of Prestige and Reputation in American Foreign Policy and American Realism ». In *Post-Realism: The Rhetorical Turn in International Relations*, sous la dir. de Francis A. Beer et Robert Hariman, p.217-238. East Lansing, MI: Michigan State University Press.
- Milliken, Jennifer. 1999. « The Study of Discourse in International Relations : A Critique of Research and Methods », *European Journal of International Relations*, vol. 5, no 2, p. 225-54.
- Mills, C. Wright. 1956. *The Power Elite*. New York: Oxford University Press.

- Milner, Neal, Sankaran Krishna et Kathy E. Ferguson. 2002. « The U.S. Response as Armed Struggle ». *Theory & Event*, vol. 5, no 4, muse.jhu.edu/journals/theory_and_event/v005/5.4ferguson_01.html.
- Monod, Jean-Claude. 2006. *Penser l'ennemi, affronter l'exception : Réflexions critiques sur l'actualité de Carl Schmitt*. Paris: La Découverte.
- Morgan, Patrick M. « Liberalist and Realist Security Studies at 2000: Two Decades of Progress? ». *Contemporary Security Policy*, vol. 20, no 3 (décembre 1999), p. 39-71.
- Morgan, Philip D., et Sean Hawkins (dir.). 2004. *Black Experience and the Empire*. Oxford: Oxford UP.
- Morgenthau, Hans J. 1986. « Another "Great Debate": The National Interest of the United States ». In *Classics of International Relations*, sous la dir. de John A. Vasquez, p. 113-16. Englewood Cliffs, N. J.: Prentice Hall.
- Morgenthau, Hans J. *Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace*, 5e éd. New York: Knopf, 1973.
- Morone, James A. 2003. *Hellfire Nation: The Politics of Sin in American History*, New Haven et Londres: Yale University Press.
- Motyl, Alexander J. 2006. « Empire Falls ». *Foreign Affairs*, vol. 85, no 4 (juillet/août), p. 190-194.

- Moynihan, Donald P. et Alasdair Roberts. 2002. « Public Service Reform and The New Security Agenda ». In *Governance & Public Security*, sous la dir. de Alasdair Roberts. Syracuse, New York: Symposium on Governance and Public Security, Campbell Public Affairs Institute, Maxwell School of Citizenship and Public Affairs, Syracuse University, (18 janvier), www.maxwell.syr.edu/campbell/Governance_Symposium/GovernancedManuscript.pdf.
- Muller, Benjamin J. 2004. « (Dis)Qualified Bodies: Securitization, Citizenship and “Identity Management” ». *Citizenship Studies*, vol. 8, no 3 (septembre), p. 279-294.
- Mutimer, David. 1999. « Beyond Strategy: Critical Thinking and the New Security Studies ». In *Contemporary Security and Strategy*, sous la dir. de Craig A. Snyder, p. 77-101. New York: Routledge.
- Mutimer, David. 2003. « Practically Theoretical: Reading State Policy as IR Theory ». In *Theory in Practice: Critical Reflections on Global Policy*, sous la dir. de Kyle Grayson et Cristina Masters. Toronto: York Centre for International and Security Studies.
- Nashel, Jonathan. 2000. « The Road to Vietnam: Modernization: Theory in Fact and Fiction ». In *Cold War Constructions: The Political Culture of United States Imperialism, 1945-1966*, sous la dir. de Christian G. Appy, p. 132-154. Amherst, MA: University of Massachusetts Press.
- Nau, Henry. 2002. *At Home Abroad: Identity and Power in American Foreign Policy*, Ithaca et Londres: A Century Foundation Book/Cornell University Press.
- Ndiaye, Pap. 1994. « L’histoire afro-américaine ». In *Chantiers d’histoire américaine*, sous la dir. de Jean Heffer et François Weil, p. 273-307. Paris: Belin.
- Ndiaye, Pap. 2003. « L’extermination des Indiens d’Amérique du Nord ». In *Le livre noir du colonialisme. XVI^e-XXI^e siècles : de l’extermination à la repentance*, sous la dir. de Marc Ferro. Paris: Hachette Littératures.
- Ndiaye, Pap. 2003. « L’extermination des Indiens d’Amérique du Nord ». In Marc Ferro (dir.), *Le livre noir du colonialisme. XVI^e-XXI^e siècles : de l’extermination à la repentance*, Paris : Hachette Littératures.
- Needell, Allan A. 1993. « “Truth Is Our Weapon”: Project TROY, Political Warfare, and Government-Academic Relations in the National Security State ». *Diplomatic History*, vol. 17, no 3 (été), p. 399-420.
- Needell, Allan A. 1998. « Project Troy and the Cold War Annexation of the Social Sciences ». In *Universities and Empire: Money and Politics in the Social Sciences During the Cold War*, sous la dir. de Christopher Simpson, p. 3-38. New York: New Press.
- Nelson, Dana D. 2000. « Consolidating National Masculinity: Scientific Discourse and Race in the Post-Revolutionary United States ». In *Possible Pasts: Becoming Colonial in Early America*, sous la dir. de Robert Blair St. George, p. 201-218. Ithaca, NY: Cornell University Press.
- Neocleous, Mark. 2006a. « From Social to National Security: On the Fabrication of Economic Order ». *Security Dialogue*, vol. 37, no 3, p. 363-384.

- Neufeld, Mark. 2001. « What's Critical About Critical International Relations Theory ». In *Critical Theory & World Politics*, sous la dir. de Richard Wyn Jones, p.127-45. Londres et Boulder, CO: Lynne Rienner.
- Neufeld, Mark. 1994. « Reflexivity and International Relations Theory ». In *Beyond Positivism: Critical Reflections on International Relations*, sous la dir. de Claire Turenne Sjolander et Wayne S. Cox, p. 11-35. Boulder, CO et Londres: Lynne Rienner, 1994.
- Neufeld, Mark. 1995. *The Restructuring of International Relations Theory*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Nietzsche, Friedrich. [1996] 2002. *Généalogie de la morale*, traduit par Éric Blondel et al. Paris: Flammarion.
- Ninkovich, Frank, 2001. *The United States and Imperialism*. Malden, MA: Blackwell,.
- Ninkovich, Frank. 2003. « Anti-Imperialism in U.S. Foreign Relations ». In *Vietnam and the American Political Tradition: The Politics of Dissent*, sous la dir. de Randall B. Woods, p.12-41. Cambridge: Cambridge University Press.
- Noble, David F. 1985. « Command Performance: A Perspective on the Social and Economic consequences of Military Enterprise ». In *Military Enterprise and Technological Change: Perspectives on the American Experience*, sous la dir. de Merritt Roe Smith. Cambridge, MA: MIT Press.
- Noble, David F. 1993. *Progress Without People: In Defense of Luddism*. Charles H. Kerr: Chicago.
- Noble, David F. 1999 [1997]. *The Religion of Technology: The Divinity of Man and the Spirit of Invention*. New York: Penguin Books.
- Nordlinger, Eric A. 1995. *Isolationism Reconfigured: American Foreign Policy for a New Century*, Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Norton, Anne. 1986. *Alternative Americas: A Reading of Antebellum Political Culture*. Chicago: University of Chicago Press.
- Norton, Anne. 1993. *Republic of Signs: Liberal Theory and American Popular Culture*. Chicago et Londres: University of Chicago Press.
- Norton, Anne. 2004a. *Leo Strauss and the Politics of the American Empire*. New Haven, CT: Yale University Press.
- Norton, Anne. 2004b. « Political Science as a Vocation ». In *Problems and Methods in the Study of Politics*, sous la dir. de Ian Shapiro, Rogers M. Smith et Tarek E. Masoud, p. 67-82. Cambridge: Cambridge University Press.
- Nouailhat, Yves. 1997. Yves-Henri. Les États-Unis et le monde au XXe siècle. Paris : Armand Colin.
- Nye, Joseph. 1990. *Bound to Lead: The Changing Nature of American Power*. New York: Basic Books.
- Nye, Joseph S. 2001-2002. « Seven Tests: Between Concert and Unilateralism ». *The National Interest*, no 66 (hiver), p. 5-13.

- Nye, Joseph S. 2002-2003. « Limits of American Power ». *Political Science Quarterly*, vol. 117, no4 (hiver), p. 545-59.
- Nye, Joseph. 2002. *The Paradox of American Power: Why the World's Only Superpower Can't Go It Alone*. New York: Oxford University Press.
- Nye, Joseph. 2004. *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. New York: Public Affairs.
- Nye, Jr., Joseph S. « Government's Challenge: Getting Serious About Terrorism ». In *How Did This Happen? Terrorism and the New War*, sous la dir. de James F. Hodge, Jr. Et Gideon Rose, p. 199-224. New York : Public Affairs/Council on Foreign Relations, Inc., 2001.
- Ó Tuathail, Gearóid et John Agnew. 1992. « Geopolitics and Discourse: Practical Geopolitical Reasoning in American Foreign Policy ». *Political Geography*, vol. 11, no 2 (mars), p. 190-204.
- Ó Tuathail, Gearóid. 1996a. *Critical Geopolitics: The Politics of Writing Global Space*. Minneapolis, MN: University of Minnesota Press.
- Ó Tuathail, Gearóid. 1996b. « An Anti-Geopolitical Eye: Maggie O'Kane in Bosnia, 1992-93 ». *Gender, Place and Culture*, vol. 3, no 2, p. 171-195.
- Ó Tuathail, Gearóid. 1996c. « Dissident IR and the Identity Politics Narrative: A Sympathetically Skeptical Perspective ». *Political Geography* vol. 15, nos 6/7, p. 647-653.
- Ó Tuathail, Gearóid. 1996d. « The Patterned Mess of History and the Writing of Critical Geopolitics: A Reply to Dalby ». *Political Geography*, vol. 15, nos 6/7, p. 661-665.
- Ó Tuathail, Gearóid, Simon Dalby et Paul Routledge (dir.). 1998. *The Geopolitics Reader*, 1^{ère} éd. Londres et New York: Routledge.
- Ó Tuathail, Gearóid, Simon Dalby et Paul Routledge (dir.). 2005. *The Geopolitics Reader*, 2^e éd. Londres et New York: Routledge.
- Ó Tuathail, Gearóid. 1999. « Understanding Critical Geopolitics: Geopolitics and Risk Society ». In *Geopolitics: Geography and Strategy*, sous la dir. de Colin S. Gray et Geoffrey Sloan, p. 161-77. Londres et Portland, Oregon: Frank Cass.
- Ó Tuathail, Gearóid. 2000. « Dis/Placing the Geo-Politics Which One Cannot Not Want ». *Political Geography*, vol. 19, p. 385-396.
- Ó Tuathail, Gearóid. 2002. « Theorizing Practical Geopolitical Reasoning: The Case of the United States' Response to the War in Bosnia ». *Political Geography*, vol. 21, no. 5, p. 601-628.
- Ó Tuathail, Gearóid. 2003. « Geopolitical Structures and Geopolitical Cultures: Towards Conceptual Clarity in the Critical Study of Geopolitics ». In *Geopolitical Perspectives on World Politics*, sous la dir. de Lasha Tchantouridze, p. 75-102. Bison Paper 4, Winnipeg: Centre for Defence and Security Studies.
- O'Hagan, Jacinta. 2004. « "The Power and the Passion": Civilizational Identity and Alterity in the Wake of September 11 ». In *Identity and Global Politics*, sous la dir. de Patricia M. Goff et Kevin C. Dunn. New York: Palgrave Macmillan.

- O'Hanlon, Michael E. 2005. « Preserving US Dominance While Slowing the Weaponization of Space ». témoignage devant le *House Armed Services Committee, Committee for Defense Review*, (1er novembre), Brookings Institution; [en ligne]: www.brookings.edu/views/testimony/ohanlon/20051101.htm (le 12 janvier 2006).
- O'Hanlon, Michael, de la Brookings Institution. 2006. « The State of Space: From Strategic Reconnaissance to Tactical Warfighting to Possible Weaponization ». Témoignage devant le *Subcommittee on Strategic Forces of the House Armed Services Committee* (June 21), www.brookings.edu/views/testimony/ohanlon/20060621.pdf.
- O'Loughlin, Ben. 2005. « The Intellectual Antecedents of the Bush Regime ». In *The War on Terrorism and the American "Empire" after the Cold War*, sous la dir. de Alejandro Colás et Richard Saull, p. 91-113. Londres: Routledge.
- O'Meara, Dan. 2000. « Reinventing a Regional Superpower? Theoretical Issues in the Analysis of South African Foreign Policy After Apartheid ». Communication présentée à la 41^e convention annuelle de l'*International Studies Association*, à Los Angeles, en Californie, du 14 au 18 mars 2000, 14 p., www.ciaonet.org/isa/omd01/.
- O'Meara, Dan. 2006. « "Empire" and "Imperialism" After the War in Iraq: Concepts "Without Address" or Without Clothes? ». Papier présenté à la 47^e réunion annuelle de l'ISA, San Diego, CA, (22-25 mars), 18 p.
- Oakes, Guy. 1994. *The Imaginary War: Civil Defense and American Cold War Culture*. New York et Oxford: Oxford University Press.
- Odysseos, Louiza et Fabio Petito. 2006. « Introducing the International Theory of Carl Schmitt: International Law, International Relations, and the Present Global Predicament(s) ». *Leiden Journal of International Law*, vol. 19, no 1, p. 1-7.
- Odysseos, Louiza. 2004. « Über Die Linie? Carl Schmitt and Martin Heidegger on the Lines(s) of Cosmopolitanism and the War on Terror ». Communication présentée à la Fifth Pan-European International Relations Conference on « Constructing World Orders », La Haye, Pays-Bas, du 9 au 11 septembre, <http://www.louizaodysseos.org.uk/resources/Odysseos+-+Enframing+the+World.pdf> (12 décembre 2006).
- Olsti, Ole R. 1991. « International Relations Models ». In *Explaining the History of American Foreign Relations*, sous la dir. de Michael J. Hogan et Thomas G. Paterson, p. 57-88. Cambridge: Cambridge University Press.
- Onuf, Nicholas. 1998. « Constructivism: A User's Manual ». In *International Relations in a Constructed World*, sous la dir. de Vendulka Kubalkova, Nicholas Onuf et Paul Kowert, p. 58-78. Armonk, NY: M.E. Sharpe.
- Oren, Ido. 2000. « Is Culture Independent of National Security? How America's National Security Concerns Shaped "Political Culture" Research ». *European Journal of International Relations*, vol. 6, no 4, p. 543-73.
- Orr, Jackie. 2004. « The Militarization of Inner Space ». *Critical Sociology*, vol. 30, no 2, p. 451-481.
- Orren, Karen et Stephen Skowronek. 2004. *The Search for American Political Development*. New York et Cambridge: Cambridge University Press.

- Østerud, Øyvind. 1996. « Antinomies of Postmodernism in International Studies ». *Journal of Peace Research*, vol. 33, no 4 (novembre), p. 385-90.
- Paquerot, Sylvie. 2002. *Le statut des ressources vitales en droit international : essai sur le concept de patrimoine commun de l'humanité*. Bruxelles : Bruylant.
- Pal Singh, Nikhil. 1998. « Culture/Wars: Recoding Empire in an Age of Democracy ». *American Quarterly*, vol. 50, no 3, p. 471-522.
- Palumbo-Liu, David. 2002. « Multiculturalism Now: Civilization, National Identity, and Difference Before and After September 11th ». *boundary 2*, vol. 29, no 2, p. 109-127.
- Parenti, Michael. 2003. « The Logic of U.S. Intervention ». In *Masters of War: Militarism and Blowback in the Era of American Empire*, sous la dir. de Carl Boggs, p. 19-36. New York et Londres: Routledge.
- Paris, Roland. 2001. « Human Security: Paradigm Shift or Hot Air? ». *International Security*, vol. 26, no2 (automne), p. 87-102.
- Parmar, Inderjeet. 1995. « The Issue of State Power: Case Study of the Council of Foreign Relations ». *Journal of American Studies*, vol. 29, no 1 (avril), p. 73-95.
- Parmar, Inderjeet. 1999. « Mobilizing America for an Internationalist Foreign Policy: The Role of the Council on Foreign Relations ». *Studies in American Political Development*, vol. 13, no 2 (automne), p. 337-373.
- Parmar, Inderjeet. 2000. « Engineering Consent: The Carnegie Endowment for International Peace and the Mobilisation of American Public Opinion, 1939-45 ». *Review of International Studies*, vol. 26, no 1, p. 35-48.
- Parry-Giles, Shawn J. 2002a. « Conclusion: Expanding the Rhetorical Presidency ». In *The Rhetorical Presidency, Propaganda, and the Cold War, 1945-1955*, p. 183-195. Westport, CT: Praeger.
- Parmar, Inderjeet. 2002b. « Anglo-American Elites in the Inter-War Years: Idealism and Power in the Intellectual Roots of Chatham House and the Council on Foreign Relations ». *International Relations*, vol. 16, no 1, p. 53-75.
- Parmar, Inderjeet. 2002c. « American Foundations and the Development of International Knowledge Networks ». *Global Networks*, vol. 2, no 1, p. 13-30.
- Parmar, Inderjeet. 2002d. « "To Relate Knowledge and Action": The Impact of the Rockefeller Foundation on Foreign Policy Thinking During America's Rise to Globalism, 1939-45 ». *Minerva*, vol. 40, no 3, p. 235-263.
- Parmar, Inderjeet. 2004a. « Institutes of International Affairs: Their Roles in Foreign Policy-Making, Opinion Mobilization and Unofficial Diplomacy ». In *Think Tank Traditions: Policy Research and the Politics of Ideas*, sous la dir. de Diane Stone et Andrew Denham, p. 19-50. Manchester: Manchester University Press.
- Parmar, Inderjeet. 2004b. « Another Important Group that Needs More Cultivation: The CFR and the Mobilization of Black Americans for Interventionism, 1939-1941 ». *Ethnic and Racial Studies*, vol. 27, no 5, p. 710-731.

- Parmar, Inderjeet. 2004c. *Think Tanks and Power in Foreign Policy: A Comparative Study of the Role and Influence of the Council on Foreign Relations and the Royal Institute of International Affairs, 1939-1945*. Basingstoke : Palgrave Macmillan.
- Parmar, Inderjeet. 2005a. « Catalysing Events, Think Tanks, and American Foreign Policy Shifts: A Comparative Analysis of the Impacts of Pearl Harbor 1941 and 11 September 2001 ». *Government and Opposition*, vol. 40, no 1, p. 1-25.
- Parmar, Inderjeet. 2005b. « Selling Americanism, Combating Anti-Americanism: The Historic Role of American Foundations ». In *The Rise of Anti-Americanism*, sous la dir. de Brendon O'Connor et Martin Griffiths. Londres: Routledge.
- Parmar, Inderjeet. 2006. « Conceptualising the State-Private Network in American Foreign Policy ». In *The US Government, Citizen Groups and the Cold War: The State-Private Network*, sous la dir. de Helen Laville et Hugh Wilford, p. 13-27. Londres et New York: Routledge.
- Patomäki, Heikki. 1997. « The Rhetorical Strategies and the Misleading Nature of Attacks on "Postmodernism": A Reply To Østerud ». *Journal of Peace Research*, vol. 34, no 3 (août), p. 325-29.
- Patomäki, Heikki, et Colin Wight. 2000. « After Postpositivism? The Promises of Critical Realism ». *International Studies Quarterly*, vol. 44.
- Krugman, Paul. 2006. « The Price of Fantasy », *The New York Times* (21 juillet), p. A19.
- Paul, T.V. 2001a. « Globalization and the National Security State: Assessing the Uneven Impact of Global Social Forces ». Communication présentée à la Convention annuelle de l'American Political Science Association, San Francisco, août. Matériel non publié.
- Paul, T.V. 2001b. « State, Security Function and the New Global Forces ». *Notes de recherche du GERSI*, ww2.mcgill.ca/regis/Paul.pdf.
- Paul, T.V. 2005. « Soft Balancing in the Age of U.S. Primacy ». *International Security*, vol. 30, no 1 (été), p. 46-71.
- Pease, Donald E. 2003. « The Global Homeland State: Bush's Biopolitical Settlement ». *boundary 2*, vol. 30, no 3, p. 1-18.
- Pedersen, Vibeke Schou. 2002. « In Search of Monsters to Destroy? The Liberal American Security Paradox and a Republican Way Out ». *International Relations*, vol. 17, no 2, p. 213-232.
- Perelman, Michael. 2004. « Speculations on the Political Economy of War and Empire ». *Review of Radical Political Economics*, vol. 36, p. 297-306.
- Perret, Geoffrey. 1990. *A Country Made by War. From the Revolution to Vietnam: The Story of America's Rise to Power*. New York: Vintage Books.
- Périès, Gabriel. 2001. « Du corps au cancer : la construction métaphorique de l'ennemi intérieur dans le discours militaire pendant la Guerre Froide » (Parties 1 et 2). *Cultures & Conflits*, no 43, p. 91-125, www.conflits.org/document864.html et www.conflits.org/document866.html

- Peterson, V. Spike et Anne Sisson Runyan. 1999. *Global Gender Issues*, Boulder: Westview Press, 2^e édition.
- Peterson, V. Spike. 1992. « Transgressing Boundaries: Theories of Knowledge, Gender, and International Relations ». *Millenium*, vol. 21, no 2, p. 183-206.
- Peterson, V. Spike. 1999. « Sexing Political Identities/Nationalism as Heterosexism », *International Feminist Journal of Politics*, vol. 1, no 1 (juin), p. 34-65.
- Peterson, V. Spike. 2003. *A Critical Rewriting of Global Political Economy*, Londres et New York: Routledge.
- Peterson, V. Spike. 2004. « Feminist Theories Within, Invisible To, and Beyond IR ». *Brown Journal of World Affairs*, vol. 10, no 2 (hiver/printemps), p. 35-46.
- Pettiford, Lloyd. 2001. « When is a Realist Not a Realist? Stories Knudsen Doesn't Tell ». *Security Dialogue*, vol. 32, no 3, p. 369-74.
- Pettman, Jan Jindy. 2005. « Questions of Identity: Australia and Asia ». In *Critical Security Studies and World Politics*, sous la dir. de Ken Booth. Boulder et Londres: Lynne Rienner.
- Pettman, Ralph. 2000. *Commonsense Constructivism or the Making of World Affairs*. Armonk, N. Y. and London, England: M.E. Sharpe.
- Pieterse, Jan Nederveen. 2004. « Neoliberal Empire ». *Theory, Culture & Society*, vol. 21, no 3, p. 119-140.
- Pietz, William. 1988. « The "Post-Colonialism" of Cold War Discourse ». *Social Text*, vol. 19/20 (automne), p. 55-75.
- Pillay, Suren. 2004. « Anti-Colonialism, Post-Colonialism and the "New Man" ». *Politikon: South African Journal of Political Studies*, vol. 31, p. 91-104.
- PNAC (Project for a New American Century). 2000. *Rebuilding America's Defenses: Strategy, Force and Resources for a New Century*. September 2000, 90 p., www.newamericancentury.org/RebuildingAmericasDefenses.pdf.
- Podhoretz, Norman,. 2000. « Pour une diplomatie néo-reaganienne ». *Politique internationale*, vol. 89 (automne), p. 113-41.
- Poore, Stuart. 2003. « What Is the Context? A Reply to the Gray-Johnson Debate on Strategic Culture ». *Review of International Studies*, vol. 29, no 2 (avril), p. 279-84.
- Porter, Gareth. 2004. *Perils of Dominance: Imbalance of Power and the Road to War in Vietnam*. Berkeley, CA: University of California Press.
- Portes, Jacques et Catherine Pouzoulet. 1994. « Déclin et renouveau de l'histoire politique ». In *Chantiers d'histoire américaine*, sous la dir. de Jean Heffer et François Weil, p. 83-118. Paris: Belin.
- Posen, Barry and Andrew Ross. 1996/1997. « Competing Visions for U.S. Grand Strategy ». *International Security*, vol. 21 (hiver), p. 5-53.
- Posen, Barry R. 2001/2002. « The Struggle Against Terrorism ». *International Security*, vol. 26 (hiver), p. 39-55.

- Posen, Barry. 2003. « Command of the Commons: The Military Foundations of U.S. Hegemony ». *International Security*, vol. 28, no 1 (été), p. 5-46.
- Postman, Neil. 1992. *Technopoly: The Surrender of Culture to Technology*. New York: Vintage Books.
- Potter, Simon J. 2004. « The Imperial Significance of the Canadian-American Reciprocity Proposals of 1911 ». *Historical Journal*, vol. 47, p. 81-100.
- Pouliot, Vincent. 2004. « The Essence of Constructivism: Review Article ». *Journal of International Relations and Development*, vol. 7, no 3 (octobre), p. 319-36.
- Prince, Stephen. 1992. *Visions of Empire: Political Imagery in Contemporary American Film*. New York, West Port, CT et Londres: Praeger.
- Project for a New American Century. 2000. *Rebuilding America's Defenses: Strategy, Force and Resources for a New Century*. (septembre), 90 p., www.newamericancentury.org/RebuildingAmericasDefenses.pdf.
- Pye, L. et S. Verba (dir.). 1965. *Political Culture and Political Development*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Quero, Gonzalo Porcel. 2001. « Thus Spoke Franco: The Place of History in the Making of Foreign Policy ». In *Foreign Policy in a Constructed World*, sous la dir. de Vendulka Kubalkova, p. 146-72. Armonk, NY: M.E. Sharpe.
- Rajan, Balachandra. 2004. « Imperialism and the Other End of History ». *University of Toronto Quarterly*, vol. 73, p. 707-24.
- Ramos, Eren Rivera. 2001. « Deconstructing Colonialism: The "Unincorporated Territory" as a Category of Domination ». In *Foreign in a Domestic Sense: Puerto Rico, American Expansion, and the Constitution*, sous la dir. de Christina Duffy Burnett et Burke Marshall, p. 104-117. Durham, NC et Londres: Duke University Press.
- RAND. 1996. *Project AIR FORCE 50th Anniversary (1946-1996)*. Santa Monica, CA: Rand Corporation, www.rand.org/publications/PAFbook.pdf.
- RAND. 2006. « History and Mission: The Original Research Development Think Tank », www.rand.org/about/history/ (10 août).
- Rasch, William. 2000 . « Conflict as Vocation: Carl Schmitt and the Possibility of Politics ». *Theory, Culture & Society*, vol. 17, no. 6, p. 1-32.
- Rasch, William. 2003. « Human Rights as Geopolitics: Carl Schmitt and the Legal Form of American Supremacy ». *Cultural Critique*, vol. 54 (printemps), p. 120-147.
- Rasch, William. 2004. *Sovereignty and its Discontents: On the Primacy of Conflict*. Londres: Birbeck Law Press.
- Rasch, William. 2005. « Lines in the Sand: Enmity as a Structuring Principle ». *The South Atlantic Quarterly*, vol. 104, no. 2 (printemps), p. 253-262.
- Rasmussen, Mikkel Vedby. 2004. « "It Sounds Like a Riddle": Security Studies, the War on Terror and Risk ». *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 33, no 2, p. 381-395.

- Rasmussen, Mikkel Vedby. 2006. *The Risk Society at War: Terror, Technology and Strategy in the Twenty-First Century*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Rebecca Johnson. 1996. « The In-Comprehensive Test Ban ». *The Bulletin of the Atomic Scientists*, vol. 52, no 6 (novembre/décembre), www.bullatombsci.org/issues/1996/nd96/nd96johnson.html.
- Reid, Julian. 2003. « Foucault on Clausewitz: Conceptualizing the Relationship Between War and Power ». *Alternatives*, vol. 28, p. 1-28.
- Reid, Julian. 2004. « War, Liberalism, and Modernity: The Biopolitical Provocations of "Empire" ». *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 17, no 1 (avril), p. 63-79.
- Reid, Julian. 2005. « The Biopolitics of the War on Terror: A Critique of the "Return of Imperialism" Thesis in International Relations ». *Third World Quarterly*, vol. 26, no 2 (avril), p. 237-252.
- Reus-Smit, Christian. 2003. « The Misleading Mystique of America's Material Power ». *Australian Journal of International Affairs*, vol. 57, no 3 (novembre), p. 423-430.
- Reus-Smit, Christian. 2004. *American Power and World Order*, Cambridge: Polity.
- Revel, Jean-François. 2003. *L'obsession anti-américaine*. Paris, Plon.
- Rhodes, Edward. 2003. « The Imperial Logic of Bush's Liberal Agenda ». *Survival*, vol. 45, no 1(printemps), p. 131-153.
- Rice, Condoleeza. 2000. « Promoting the National Interest ». *Foreign Affairs* (janvier/février), p. 45-62.
- Ricœur, Paul. 1975. *La métaphore vive*, Paris : Seuil.
- Robert Holton, « Max Weber and the Interpretative Tradition ». In Gerard Delanty et Engin F. Isin, dir., *Handbook of Historical Sociology*. Londres: Sage, 2003.
- Roberts, Susan, Anna Secor et Matthew Sparke. 2003. « Neoliberal Geopolitics ». *Antipode*, vol. 35, no 5, p. 886-897.
- Robin, Corey. 2004. « Remembrance of Empires Past: 9/11 and the End of the Cold War ». In *Cold War Triumphalism: The Misuse of History After the Fall of Communism*, sous la dir. de Ellen Schrecker. New York and London: The New Press.
- Robin, Ron T. 2001. *The Making of the Cold War Enemy: Culture and Politics in the Military-Intellectual Complex*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Rose, Gideon. 1998. « Neoclassical Realism and Theories of Foreign Policy ». *World Politics*, (octobre), p.144-72.
- Rose, Mitch. 2002. « The Seductions of Resistance: Power, Politics, and a Performative Style of Systems ». *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 20, p. 383-400
- Rosen, Stanley. 1987 [2003]. *Hermeneutics as Politics*, 2^e édition., New Haven et Londres, Yale University Press.
- Rosenau, Pauline Marie. 1992. *Postmodernism and the Social Sciences: Insights, Inroads, and Intrusions*. Princeton, N.J.: Princeton University Press.

- Rosenberg, Emily S. 1982. *Spreading the American Dream: American Economic and Cultural Expansion, 1890-1945*. New York: Hill and Wang.
- Rosenberg, Emily S. 1993. « Commentary: The Cold War and the Discourse of National Security ». *Diplomatic History*, vol. 17, no 2, p. 277-84.
- Rosenberg, Emily S. 2003a [1999]. *Financial Missionaries to the World: The Politics and Culture of Dollar Diplomacy, 1900-1930*.
- Rosenberg, Emily S. 2003b. *A Date Which Will Live: Pearl Harbor in American Memory*. Durham, NC: Duke University Press.
- Rosenberg, Emily. 2004. « Considering Borders ». 2004. « Modernization Theory ». In *Explaining the History of American Foreign Relations*, sous la dir. de Michael J. Hogan et Thomas G. Paterson, p. 176-193. Cambridge, MA: Cambridge University Press.
- Rosenberg, Jonathan. 2006. « World Affairs and the Domestic Crusade ». In *How Far the Promised Land? World Affairs and the American Civil Rights Movement from the First World War to Vietnam*, p. 229-233. Princeton, NJ et Oxford: Princeton University Press.
- Roussel, Stéphane (dir.). 2007. *Culture stratégique et politique de défense : L'expérience canadienne*. Outremont : Athéna Éditions.
- Rowe, Aimee Carrillo. 2004. « Whose "America"? The Politics of Rhetoric and Space in the Formation of U.S. Nationalism ». *Radical History Review*, vol. 2004, no 89 (printemps), p. 115-34.
- Rowe, John Carlos. 2004. « Edward Said and American Studies ». *American Quarterly*, vol. 56, p. 33-47.
- Roxborough, Ian. 2001. *The Hart-Rudman Commission and the Homeland Defense*. Strategic Studies Institute, Carlisle, 41 p.
- Ruccio, David. 2003. « Globalization and Imperialism ». *Rethinking Marxism* vol. 15, p. 75-94.
- Ruggie, John Gerard. 1993. « Territoriality and Beyond: Problematizing Modernity in International Relations ». *International Organization*, vol. 47, no 1 (hiver), p. 139-74.
- Ruggie, John Gerard. 1995. « The False Premise of Realism ». *International Security*, vol. 20, no1 (été 1995), p. 62-70.
- Ruggie, John Gerard. 1997. « The Past as Prologue? Interests, Identity, and American Foreign Policy ». *International Security*, vol. 21, no 4 (printemps), p. 89-125.
- Ruggie, John Gerard. 1998. « What Makes the World Hang Together? Neo-Utilitarianism and the Social Constructivist Challenge ». *International Organization*, vol. 52, no 4, (automne), p. 855-885.
- Rupert, Mark. 1995. *Producing Hegemony: The Politics of Mass Production and American Global Power* Cambridge: Cambridge University Press.
- Russell Mead, Walter. 1987. *Mortal Splendor: The American Empire in Transition*. Boston: Houghton Mifflin.

- Russell Mead, Walter. 2002. *Special Providence: American Foreign Policy and How It Changed the World*. New York: Alfred A. Knopf/A Century Foundation Book.
- Ryn, Claes G. 2003. *America the Virtuous: The Crisis of Democracy and the Quest for Empire*. New Brunswick, NJ et Londres: Transaction Publishers.
- Sabbagh, Daniel. 2003. « Sécurité et libertés aux États-Unis dans l'après-11 septembre : un état des lieux ». *Critique internationale*, no 19 (avril), p. 17-23.
- Saito, Natsu Taylor. 2005. « The Costs of Homeland Security ». *Radical History Review*, vol. 2005, no 93 (automne), p. 53-78.
- Salter, Mark. 2002. *Barbarians & Civilizations in International Relations*. Londres et Sterling, VA: Pluto Press.
- Sarantakes, Nicholas Evan. 2005. « Cold War Pop Culture and the Image of U.S. Foreign Policy: The Perspective of the Original *Star Trek* Series ». *Journal of Cold War Studies*, vol. 7, no 4 (automne), p. 74-103.
- Sarkesian, Sam C. 1995. *U.S. National Security: Policymakers, Processes, and Politics*, 2^e éd. Boulder et Londres: Lynne Rienner.
- Sartori, Andrew. 2006. « The British Empire and Its Liberal Mission ». *The Journal of Modern History*, vol. 78, no 3 (septembre), p. 623-642.
- Saunders, Frances Stonor. 1999. *The Cultural Cold War: The CIA and the World of Arts and Letters*. New York: New Press.
- Saurette, Paul. 2006. « You Dissin Me? Humiliation and Post 9/11 Global Politics ». *Review of International Studies*, vol. 32, no 3 (juillet), p. 495-522.
- Schäfer, Axel R. 2006. « Religious Non-Profit Organisations, the Cold War and Resurgent Evangelicalism, 1945-1990 ». In *The US Government, Citizen Groups and the Cold War: The State-Private Network*, sous la dir. de Helen Laville et Hugh Wilford, p. 175-193. Londres et New York: Routledge.
- Scheuerman, William E. 2006. « Carl Schmitt and the Road to Abu Graïb ». *Constellations*, vol. 13, no 1 (janvier), p. 108-124.
- Schmidt-Nowara, Christopher. 2006. « Ways of Remembering the Maine: Lessons of 1898 in Spain and Cuba ». In *Lessons of Empire: Imperial Histories and American Power*, sous la dir. de Craig Calhoun, Frederick Cooper et Kevin W. Moore, p. 229-241. New York: The New Press.
- Schmitt, Carl. 1988 [1922]. *Théologie politique*, traduit de l'allemand par Jean-Louis Schlegel, Paris, Gallimard.
- Schmitt, Carl. 1996 [1932]. *The Concept of the Political*, trad. par George Schwab, avec introd. de Tracy Strong. New Brunswick, N.J.: Rutgers University Press.
- Schmitt, Carl. 1985 [1942]. *Terre et mer : un point de vue sur l'histoire mondiale*, trad. par Jean-Louis Pesteil, introduction et postface de Julien Freund. Paris: Editions du Labyrinthe.
- Schmitt, Carl. 1992 [1962]. *La notion du politique - Théorie du partisan*, trad. par Marie-Louise.-L. Steinhäuser et préface de Julien Freund. Paris: Flammarion.

- Schmitt, Carl. 2001 [1950]. *Le nomos de la terre*. Trad. par Lyliane Deroche-Gurcel. Paris : PUF.
- Schmitt, Carl. 2003 [1950]. *The Nomos of the Earth in the International Law of the Jus Publicum Europaeum*, trad. et annoté par G.L. Ulmen. New York: Telos Press.
- Schmitt, Carl. 2004 [1922]. *Political Theology: Four Chapters on the Concept of Sovereignty*, trad. et avec une introduction de George Schwab. Chicago et Londres: The University of Chicago Press.
- Schmitz, David F. 2006. *The United States and Right-Wing Dictatorships*. Cambridge, MA: Cambridge University Press.
- Schrecker, Ellen. 1998. *Many Are the Crimes: McCarthyism in America*. Boston: Little, Brown and Company.
- Schrecker, Ellen (dir.). 2004a. *Cold War Triumphalism: The Misuse of History After the Fall of Communism*. New York et Londres: The New Press.
- Schrecker, Ellen. 2004b, « Introduction: Cold War Triumphalism and the Real Cold War ». In *Cold War Triumphalism: The Misuse of History After the Fall of Communism*, sous la dir. de Ellen Schrecker, p. 1-24. New York et Londres: The New Press, 2004),.
- Schroeder, Paul W. 1994. « Historical Reality vs. Neo-Realist Theory ». *International Security*, vol.19, no1 (été), p.108-48.
- Schweller, Randall L. 1999. « Fantasy Theory ». *Review of International Studies*, vol. 25, no 1 (janvier), p. 147-50.
- Shalhope, Robert E. 1972. « Toward a Republican Synthesis: The Emergence of an Understanding of Republicanism in American Historiography ». *William and Mary Quarterly*, 3e sér., p. 49-80.
- Shalhope, Robert E. 2006. « Anticipating Americanism: An Individual Perspective on Republicanism in the Early Republic ». In *Americanism: New Perspectives on the History of an Ideal*, sous la dir. de Michael Kazin et Joseph A. McCartin, p. 53-72. Chapel Hill, NC: University of North Carolina Press.
- Shannon, Vaughn P. 2000. « Norms Are What States Make of Them: The Political Psychology of Norm Violation ». *International Studies Quarterly*, vol 44, p. 293-316.
- Shapiro, Michael J. 1989a. « Representing World Politics: The Sport/War Intertext ». In *International/Intertextual Relations: Postmodern Readings in World Politics*, sous la dir. de James Der Derian et Michael J. Shapiro, p. 69-96. Lexington, MA et Toronto: Lexington Books.
- Shapiro, Michael J. 1989b. « Textualizing Global Politics ». In *International/Intertextual Relations: Postmodern Readings in World Politics*, sous la dir. de James Der Derian et Michael J. Shapiro, p. 11-22. Lexington, MA et Toronto: Lexington Books.
- Shapiro, Michael J. 1997. *Violent Cartographies: Mapping Cultures of War*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

- Sharp, Joanne P. 1998. « Reel Geographies of the New World Order: Staging Post-Cold War Geopolitics in American Movies: Patriotism, Masculinity, and Geopolitics in Post-Cold War American Movies ». In *Rethinking Geopolitics*, sous la dir. de Simon Dalby et Gearoid Ó Tuathail, p. 152-169. Londres et New York: Routledge.
- Sharp, Joanne P. 2000. « Refiguring Geopolitics: The *Reader's Digest* and Popular Geographies of Danger at the End of the Cold War ». In *Geopolitical Traditions: A Century of Geopolitical Thought*, sous la dir. de Klaus Dodds et David Atkinson. Londres et New York: Routledge.
- Sharp, Joanne, P. 2000. Routledge, Paul., Philo, Chris., and Paddison, Ronald. 2000. « Entanglements of Power: Geographies of Domination/Resistance ». In *Entanglements of Power: Geographies of Domination/Resistance*, sous la dir. de Joanne Sharp et Paul Routledge, p. 1-42. London: Routledge.
- Sharp, Joanne. 2000. *Condensing the Cold War: Reader's Digest and American Identity*. Minneapolis, MN: University of Minnesota Press.
- Shaw, Tony. 2006. « Ambassadors of the Screen: Film and the State-Private Network in Cold War America ». In *The US Government, Citizen Groups and the Cold War: The State-Private Network*, sous la dir. de Helen Laville et Hugh Wilford, p. 157-172. Londres et New York: Routledge.
- Sherry, Michael S. 1977. *Preparing the Next War: American Plans for Postwar Defense 1941-45*. New Haven, CT: Yale University Press.
- Sherry, Michael S. 1987. *The Rise of American Air Power: The Creation of Armageddon*. New Haven, CT: Yale University Press.
- Sherry, Michael S. 1995. *In the Shadow of War: The United States since the 1930s*. New Haven, CT: Yale University Press.
- Shimko, Keith L. 1995. « Foreign Policy Metaphors: Falling "Dominoes" and Drug "Wars" ». In *Foreign Policy Analysis: Continuity and Change in Its Second Generation*, sous la dir. de Laura Neack, Patrick J. Haney et Jeanne A.K. Hey, p. 71-84. Englewood Cliffs, NJ: Prentice Hall.
- Sidaway, James. D. 2000. Postcolonial geographies: an exploratory essay. *Progress in Human Geography* 24(4): 591-612.
- Simpson, Christopher. 1998. « Universities, Empire, and the Production of Knowledge: An Introduction ». In *Universities and Empire: Money and Politics in the Social Sciences During the Cold War*, sous la dir. de Christopher Simpson, p. xi-xxxiv. New York: New Press.
- Singer, J. David Singer. 1961. « The Level of Analysis Problem in International Relations ». In *The International System: Theoretical Essays*, sous la dir. de Klaus Knorr et Sidney Verba, p. 77-92. Princeton: Princeton University Press.
- Singer, P.W. 2002. « AIDS and International Security », *Survival*, vol. 44, no1 (printemps), p. 145-158.
- Singh, Nikhil Pal. 2004. « The Spectacle of Empire ». *American Quarterly*, vol. 56, p. 429-37.

- Skowronek, Stephen. 1982. *Building a New American State: The Expansion of National Administrative Capacities, 1877-1920*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Slotkin, Richard. 1992. *Gunfighter Nation: The Myth of the Frontier in Twentieth-Century America*. New York: HarperPerennial.
- Slotkin, Richard. 1993. « Buffalo Bill's "Wild West" ». In *Cultures of United States Imperialism*, sous la dir. de Amy Kaplan et Donald E. Pease. Durham, NC et Londres, Duke University Press.
- Small, Melvin. 1994. « Establishing a Tradition, 1789-1895 ». In *Democracy & Diplomacy: The Impact of Domestic Politics on U.S. Foreign Politics, 1789-1994*, p. 1-25. Baltimore et Londres: Johns Hopkins University Press.
- Smith, Merritt Roe et Leo Marx (dir.). 1994. *Does Technology Drive History?: The Dilemma of Technological Determinism*. (Cambridge, MA: MIT Press.
- Smith, Merritt Roe. 1985a. *Military Enterprise and Technological Change: Perspectives on the American Experience*. Cambridge, MA: MIT Press.
- Smith, Merritt Roe. 1985b. « Introduction ». In *Military Enterprise and Technological Change: Perspectives on the American Experience*, sous la dir. de Merritt Roe Smith, p. 1-37. Cambridge, MA: MIT Press.
- Smith, Michael K. 2003. *Portraits of Empire: Unmasking Imperial Illusions from the "American Century" to the "War on Terror"*. éd. rév. Monroe ME: Common Courage.
- Smith, Neil. 2003. « American Empire: The Lost Geography of the American Century ». In *Roosevelt's Geographer and the Prelude to Empire to Globalization*, p. 1-30. Berkeley et Los Angeles, CA: University of California Press.
- Smith, Neil. 2004. *The Endgame of Globalization*. New York et Londres: Routledge.
- Smith, Rogers M. 2005. « Civil Liberties in the Brave New World of Antiterrorism ». *Radical History Review*, vol. 2005, no 93 (automne), p. 170-85.
- Smith, Steve, Ken Booth et Marysia Zalewski (dir.). 1996. *International Theory: Positivism and Beyond*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Smith, Steve. 1995. « The Self-Images of a Discipline: A Genealogy of International Relations Theory ». In *International Relations Theory Today*, sous la dir. de Paul R. Viotti et Mark V. Kauppi, p. 1-37. New York: Macmillan.
- Smith, Steve. 1996. « Postivism and Beyond », in *International Theory: Positivism and Beyond*, sous la dir. de Steve Smith, Ken Booth et Marysia Zalewski, p. 13-44. New York: Cambridge University Press.
- Smith, Steve. 1997. « Epistemology, Postmodernism and International Relations Theory: A Reply to Østerud ». *Journal of Peace Research*, vol. 34, no 3 (août), p. 330-36.
- Smith, Steve. 1997. « Power and Truth: A Reply to William Wallace ». *Review of International Studies*, vol. 23, no 4 (octobre), p. 507-16.

- Smith, Steve. 1999. « The Increasing Insecurity of Security Studies: Conceptualizing Security in the Last Twenty Years », *Contemporary Security Policy*, vol. 20, no 3 (décembre), p. 72-101.
- Smith, Steve. 2002. « The United States and the Discipline of International Relations: "Hegemonic Country, Hegemonic Discipline" ». *International Studies Review*, vol. 4, no 2 (été), p. 67-86.
- Smith, Tony. 2002. « National Security Liberalism and American Foreign Policy ». In *American Foreign Policy: Theoretical Essays*, 4^e éd., sous la dir. de G. John Ikenberry, p. 258-74. New York: Longman.
- Smith, Steve. 2004. « Singing Our World Into Existence: International Relations Theory and September 11 ». *International Studies Quarterly*, vol. 48, no 3 (septembre), p. 499-515.
- Smith-Windsor, Brooke A. 2002. « Terrorism, Individual Security, and the Role of the Military: A Reply to Liotta ». vol. 33, no 4 (décembre), p. 489-94.
- Snow, Donald M. 2000. *When America Fights: The Uses of U.S. Military Force*. Washington, D.C.: Congressional Quarterly Press.
- Snow, Donald. 1995. *National Security: Defense Policy for a New International Order*, 3^e éd. New York: St. Martin's Press.
- Snyder, Craig A. 1999. « Contemporary Security and Strategy ». In *Contemporary Security and Strategy*, sous la dir. de Craig A. Snyder, p. 1-12. New York: Routledge.
- Snyder, Jack L. 1977. *The Soviet Strategic Culture: Implications for Limited Nuclear Operations*. Santa Monica, CA, Rand Corporation.
- Snyder, Jack. L. 1990. « The Concept of Strategic Culture: Caveat Emptor ». In *Strategic Power: USA/USSR*, sous la dir. de C. G. Jacobsen, p. 3-9. Londres: Macmillan Press Ltd.
- Soederberg, Susanne. 2004a. « American Imperialism and New Forms of Disciplining the 'Non-Integrating Gap' ». *Research in Political Economy*, vol. 21, p. 31-60.
- Soederberg, Susanne. 2004b. « American Empire and 'Excluded States': The Millennium Challenge Account and the Shift to Pre-Emptive Development ». *Third World Quarterly*, vol. 25, no 2, p. 279-302.
- Soederberg, Susanne. 2005. « The War on Terrorism and American Empire: Emerging Development Agendas ». In *The War on Terrorism and the American "Empire" after the Cold War*, sous la dir. de Alejandro Colás et Richard Saull p. 155-179. Londres: Routledge.
- Soja, Edward W. 1989. *Postmodern Geographies: The Reassertion of Space in Critical Social Theory*. Londres: Verso.
- Sparke, Matthew. 2003. « American Empire and Globalisation: Postcolonial Speculations on Neocolonial Enframing ». *Singapore Journal of Tropical Geography*, vol. 24, no 3, p. 373-389.
- Sparke, Matthew. 2004. « Political Geography: Political Geographies of Globalization (1) – Dominance ». *Progress in Human Geography*, vol. 28, no 6, p. 777-794.

- Sparke, Matthew. 2005. *In the Space of Theory: Postfoundational Geographies of the Nation-State*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Sparke, Matthew. *In the Space of Theory: Postfoundational Geographies of the Nation-State*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 2005.
- Sparrow, Bartholomew H. 2002. « Limited Wars and the Attenuation of the State: Soldiers, Money, and Political Communication in World War II, Korea and Vietnam ». In *Shaped by War and Trade: International Influences on American Political Development*, sous la dir. de Ira Katznelson et Martin Shefter, p. 267-300. Princeton, NJ et Oxford: Princeton University Press.
- Speegle, Roger D. 1992. « Richard Ashley's Discourse for International Relations ». *Millennium*, vol. 21, no 2, p. 147-82.
- Speegle, Roger D. 1995. « Political Realism and the Remembrance of Relativism ». *Review of International Studies*, vol. 21, p. 211-36.
- Stairs, Dennis. 2004. « Foreign Policy White Papers: The Canadian Experience ». Conférence donnée dans le cadre du colloque *Les livres blancs : outils de gestion de la politique étrangère* de l'École nationale d'administration publique de l'Université du Québec, à Québec, du 13 au 15 mai.
- Steans, Jill. 2003. « Engaging From the Margins: Feminist Encounters with the "Mainstream" of International Relations ». *British Journal of Politics and International Relations*, vol. 5, no 3, août, p. 428-454.
- Steigerwald, David. 2000. « The Reclamation of Woodrow Wilson? ». In *Paths to Power: The Historiography of American Foreign Relations to 1941*, p. 148-175. Cambridge: Cambridge University Press.
- Stein, Marc. 2005. « Sexual States and National Insecurities ». *Radical History Review*, no 93 (automne), p. 277-284.
- Steinmetz, George. 2002. « The State of Emergency and the Revival of American Imperialism: Toward an Authoritarian Post-Fordism ». *Public Culture* vol. 15, p. 323-45.
- Stelzer, Irwin. 2004. « Neoconservatives and their Critics: An Introduction ». In *The Neocon Reader*, sous la dir. d'Irwin Stelzer. New York: Grove Press.
- Stephanson, Anders. 1988. « Comment on an aspect of Pietz' Argument ». *Social Text*, vol. 19/20 (automne), p. 77-83.
- Stephanson, Anders. 1993. « Commentary: Ideology and Neorealist Mirrors ». *Diplomatic History*, vol. 17, no 2 (printemps), p. 285-295.
- Stephanson, Anders. 1995. *Manifest Destiny: American Expansion and the Empire of Right*. New York: Hill and Wang.
- Stephanson, Anders. 2004. « Imperial Pursuits ». *Diplomatic History* vol. 28, p. 581-6.
- Sterling-Folker, Jennifer. 2000. « Competing Paradigms or Birds of a Feather? Constructivism and Neoliberal Institutionalism Compared ». *International Studies Quarterly*, vol. 44, p. 97-119.

- Stoett, Peter. 1999. *Human and Global Security: An Exploration of Terms*. Toronto: University of Toronto Press.
- Stojak, Lucy. 2002. « The Non-Weaponization of Outer Space ». Document préparé pour l'International Security Research and Outreach Programme, International Security Bureau, ministère des Affaires étrangères, Gouvernement du Canada. (mai), 51 p.
- Stokes, Doug. 2005. « The Heart of Empire? Theorising US Empire in an Era of Transnational Capitalism ». *Third World Quarterly*, vol. 26, no 2, p. 217-236.
- Stokes, Doug. 2006. « "Iron Fists in Iron Gloves": The Political Economy of US Terrorocracy Promotion in Colombia ». *British Journal of Politics and International Relations*, vol. 8, p. 368-387.
- Stoler, Ann Laura (avec David Bond). 2006a. « Refractions Off Empire: Untimely Comparisons in Harsh Times ». *Radical History Review*, vol. 2006, no 95 (printemps), p. 93-107.
- Stoler, Ann Laura. 2006b. « On Degrees of Imperial Sovereignty ». *Public Culture*, Vol. 18, no. 1, p. 125-146.
- Stoler, Ann Laura. 2006c. « Imperial Formations and the Opacities of Rule ». In *Lessons of Empire*, sous la dir. de Craig Calhoun, Frederick Cooper et Kevin Moore, p. 48-60. New York: Social Sciences Research Council.
- Stone, Diane. 1996. *Capturing the Political Imagination: Think Tanks and the Policy Process*. Londres: Frank Cass.
- Stuart, Douglas T. 2003. « Ministry of Fear: The 1947 National Security Act in Historical and Institutional Context ». *International Studies Perspectives*, vol. 4, no 4, p. 293-313.
- Sussman, Warren (avec l'aide d'Edward Griffin). 1989. « Did Success Spoil the United States? Dual Representations in Postwar America ». In *Recasting America: Culture and Politics in the Age of Cold War*, sous la dir. de Lary May, p. 19-37. Chicago et Londres: University of Chicago Press.
- Sylvester, Christine. 1994. *Feminist Theory and International Relations in a Postmodern Era*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Tan, David. 2000. « Towards a New Regime for the Protection of Outer Space as the 'Province of All Mankind' ». *Yale Journal of International Law*, vol. 25, p. 145-194.
- Taureck, Rita. 2006. « Securitization Theory and Securitization Studies ». *Journal of International Relations and Development*, vol. 9, no 1 (mars), p. 53-61.
- Terrieff, Terry, Stuart Croft, Lucy James et Patrick M. Morgan. *Security Studies Today*. Cambridge, Royaume-Uni: Polity Press, 1999.
- Tertrais, Bruno. 2004. « Que reste-t-il du néoconservatisme ? ». *Critique internationale*, vol. 25 (octobre), p. 9-18.
- Teschke, Benno. 2003. *The Myth of 1648: Class, Geopolitics and the Making of Modern International Relations*. Londres: Verso.

- Tétreault, Mary Ann et Ronnie D. Lipschutz (dir.). 2005. *Global Politics as if People Mattered*. New York: Rowman and Littlefield.
- Thibault, Jean-François. 2005. « Le monde selon Hardt et Negri ». *Études internationales*, vol. 36, no 3 (septembre), p. 361-374.
- Thompson, J. A. 1973. « William Appleman Williams and the "American Empire" ». *Journal of American Studies*, vol. 7, no 1, p. 91-104.
- Thrift, Nigel. 2000. « It's the little things ». In Klaus Dodds et David Atkinson (dir.). *Geopolitical Traditions: A Century of Geopolitical Thought*, p. 380-387. London: Routledge.
- Tickner, J. Ann. 1997. « You Just Don't Understand: Troubled Engagements Between Feminists and IR Theorists », *International Studies Quarterly*, vol. 41, no 4 (décembre), p. 611-632.
- Tickner, J. Ann. 2001. *Gendering World Politics*. New York: Columbia University Press.
- Tilly, Charles. 1985. « War Making and State Making as Organized Crime ». In *Bringing the State Back In*, sous la dir. de Peter Evans, Dietrich Rueschemeyer et Theda Skocpol, p. 169-191. Cambridge: Cambridge University Press.
- Tomisek, Steven J. 2002. « Homeland Security: The New Role for Defense ». *Strategic Forum*, [en ligne], no 189 (février), p. 4, www.ndu.edu/inss/strforum/sf189.pdf.
- Turner, Frederick Jackson. 1963. *La frontière dans l'histoire des États-Unis*. Paris: PUF.
- Valladao, Alfredo G. A. 2006. « Democratic Hegemony and American Hegemony ». *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 19, no 2, (juin), p. 243-260.
- Van Cassel, Elke. 2006. « In Search of a Clear and Overarching American Policy: *The Reporter Magazine* (1949-68) and the Cold War ». In *The US Government, Citizen Groups and the Cold War: The State-Private Network*, sous la dir. de Helen Laville et Hugh Wilford, p. 116-140. Londres et New York: Routledge.
- Varadarajan, Latha. 2004. « Constructivism, Identity and Neoliberal (In)security ». *Review of International Studies*, vol. 30, no 3 (July), p. 319-341.
- Vasquez, John A. 1995. « The Post-Positivist Debate: Reconstructing Scientific Enquiry and International Relations Theory after Enlightenments Fall ». In *International Relations Theory Today*, sous la dir. de Ken Booth et Steve Smith, p. 217-40. University Station: Penn State University Press.
- Venn, Couze. 2004. « Empire, Sovereignty and Postcolonial Power ». *Political Geography*, vol. 23, p. 481-6.
- Viltard, Yves. 2001. « Le cas McCarthy. Une construction politique et savante » (Parties 1, 2 et 3). *Cultures & Conflits*, no 43, p. 33-47, www.conflits.org/document858.html, <http://www.conflits.org/document860.html> et www.conflits.org/document862.html.
- Virilio, Paul. 1996. *Un paysage d'événements*. Paris: Galilée.
- Virilio, Paul. 1998. « Military Space ». In *The Virilio Reader*, sous la dir. de James Der Derian, p. 22-28. Malden, MA: Blackwell.

- Virilio, Paul. 1976. *Essai sur l'insécurité du territoire*. Paris: Stock.
- Vitalis, Robert. 2000. « The Graceful and Generous Liberal Gesture: Making Racism Invisible in American International Relations », *Millenium*, vol. 29, no 2, p. 331-356.
- Vitalis, Robert. 2002. « International Studies in America ». *Social Science Research Council Items and Issues*, vol. 3, nos 3-4 (été), p. 1-7.
- Vitalis, Robert. 2005. « Birth of a Discipline ». In *Imperialism and Internationalism in the Discipline of International Relations*, sous la dir. de David Long et Brian Schmidt, p. 159-182. Albany, NY: State University of New York.
- Vitalis, Robert. 2006. « Theory Wars of Choice: What Is Lost in the "Debate" Between Hegemony and Empire ». In *Hegemony or Empire? The Redefinition of American Power Under George W. Bush*, sous la dir. de Charles-Philippe David et David Grondin. Aldershot: Ashgate.
- Von Eschen, Penny M. 1997. *Race Against Empire: Black Americans and Anticolonialism, 1937-1957*. Ithaca, NY: Cornell University Press.
- Waddell, Brian. 1999. « Corporate Influence and World War II: Resolving the New Deal Political Stalemate ». *Journal of Policy History*, vol. 11, no. 3, p. 223-256.
- Waddell, Brian. 2001a. « Limiting National Interventionism in the United States: The Warfare-Welfare as Restrictive Governance Paradigm ». *Capital & Class*, vol. 74 (été), p. 109-139.
- Waddell, Brian. 2001b. *The War against the New Deal: World War II and American Democracy*. DeKalb: Northern Illinois University Press.
- Waever, Ole. 1996. « The Rise and Fall of the Inter-Paradigm Debate ». In *International Theory: Positivism and Beyond*, sous la dir. de Steve Smith, Ken Booth et Marysia Zalewski, p. 149-85. Cambridge: Cambridge University Press.
- Waever, Ole. 1997. « Figures of International Thought: Introducing Persons Instead of Paradigms ». In *The Future of International Relations: Masters in the Making*, sous la dir. de Iver B. Neumann et Ole Waever, p. 7-37. Londres et New York: Routledge.
- Waever, Ole. 1998. « The Sociology of a Not So International Discipline: American and European Developments in International Relations ». *International Organization*, vol. 52, no 4 (automne), p. 687-727.
- Waever, Ole. 1999. « Securitizing Sectors? Reply to Eriksson ». *Cooperation and Conflict*, vol. 34, no 3, p. 334-40.
- Wald, Priscilla. 1994. « Terms of Assimilation: Legislating Subjectivity in the Emerging Nation ». In *Cultures of United States Imperialism*, sous la dir. de Amy Kaplan et Donald E. Pease, p. 59-84. Durham et Londres: Duke University Press.
- Walker, Peter, 2007. « US Missile System Poses No Threat to Russia, Say Analysts ». 11 avril, www.guardian.co.uk/russia/article/0,,2054563,00.html.
- Walker, R.B.J. 1987. « Realism, Change, and International Political Theory ». *International Studies Quarterly*, vol. 31, no 1 (mars), p. 65-86.

- Walker, R.B.J. 1988. *One World, Many Worlds: Struggles for a Just World Peace*. Boulder, CO et Londres: Lynne Rienner Publishers/Zed Books Limited.
- Walker, R.B.J. 1989. « History and Structure in the Theory of International Relations ». *Millennium*, vol. 18, no 2, p. 163-83.
- Walker, R.B.J. 1989. « The Prince and the "Pauper": Tradition, Modernity, and Practice in the Theory of International Relations ». In *International/Intertextual Relations: Postmodern Readings in World Politics*, sous la dir. de James Der Derian et Michael J. Shapiro, p. 25-48. Lexington, MA et Toronto: Lexington Books.
- Walker, R.B.J. 1990. « The Concept of Culture in the Theory of International Relations ». In *Culture and International Relations*, sous la dir. de Jongsuk Chay, p. 3-17. New York: Praeger.
- Walker, R.B.J. 1993. *Inside/Outside: International Relations as Political Theory*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Walker, R.B.J. 2006. « Lines of Insecurity: International, Imperial, Exceptional ». *Security Dialogue*, vol. 37, no 1 (mars), p. 65-82.
- Walt, Stephen. 1991. « The Renaissance of Security Studies ». *International Studies Quarterly*, vol. 35, no 2, p. 211-239.
- Walt, Stephen. 1998. « One World, Many Theories ». *Foreign Policy*, no 110 (printemps), p. 29-46.
- Walt, Stephen. 1999. « The Limits of U.S. Power ». *The Bulletin of the Atomic Scientists* (mars/avril), p. 44-48.
- Walt, Stephen. 2000. « Two Cheers for Clinton's Foreign Policy ». *Foreign Affairs*, vol. 79, no 2 (mars/avril 2000), p. 63-79.
- Walt, Stephen. 2001. « Beyond bin Laden: Reshaping US Foreign Policy ». *International Security* (hiver), p. 56-78.
- Walt, Stephen. 2002a. « American Primacy: Its Prospects and Pitfalls ». *Naval War College Review*, vol. 54, no 2 (printemps), p. 9-28.
- Walt, Stephen. 2002b. « Keeping the World "Off-Balance" : Self-Restraint and U.S. Foreign Policy ». In *America Unrivaled: The Future of the Balance of Power*, sous la dir. de G. John Ikenberry, p. 121-54. Ithaca et Londres: Cornell University Press.
- Walt, Stephen. 2005. « The Foreign Policy of American Primacy ». In *Taming American Power: The Global Response to U.S. Primacy*, p. 29-61. New York: W.W. Norton.
- Walters, William. 2002. « Deportation, Expulsion, and the International Police of Aliens ». *Citizenship Studies*, vol. 6, no 3, p. 265-292.
- Walters, William. 2004a. « Secure Borders, Safe Haven, Domopolitics ». *Citizenship Studies*, vol. 8, no 3 (septembre), p. 237-260.
- Walters, William. 2004b. « The Frontiers of the European Union: A Geostrategic Perspective ». *Geopolitics*, vol. 9, no 3 (automne), p. 674-698.

- Waltz, Kenneth N. 1979. *Theory of International Politics*. New York: McGraw-Hill.
- Waltz, Kenneth N. 2002. « Structural Realism after the Cold War ». In *America Unrivaled: The Future of the Balance of Power*, sous la dir. de G. John Ikenberry, p. 29-67. Ithaca et Londres: Cornell University Press.
- Waltz, Kenneth. 1993. « The Emerging Structure of International Politics », *International Security*, vol. 18, no 2 (automne), p. 45-73.
- Warner, Michael. 2000. « What's Colonial about Colonial America? ». In *Possible Pasts: Becoming Colonial in Early America*, sous la dir. de Robert Blair St. George, p. 49-72. Ithaca, NY: Cornell University Press.
- Watson Janell. 2005. « Oil Wars, or Extrastate Conflict 'beyond the Line': Schmitt's Nomos, Deleuze's War Machine, and the New Order of the Earth ». *The South Atlantic Quarterly*, vol. 104, no 2 (printemps), p. 349-357.
- Watson, Rob. 2007. « Putin's Speech: Back to Cold War? ». *BBC News*, 10 février, news.bbc.co.uk/2/hi/europe/6350847.stm.
- Weber, Cynthia. 1994. « "Good Girls, Bad Girls and Little Girls": Male Paranoia in Robert Keohane's Critique of Feminist International Relations ». *Millennium*, vol. 23, no 2, p. 337-349.
- Weber, Cynthia. 1995. *Simulating Sovereignty: Intervention, the State and Symbolic Exchange*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Weber, Cynthia. 2001. *International Relations Theory: A Critical Introduction*, Londres et New York: Routledge.
- Weber, Cynthia. 2002. « "Flying Planes Can Be Dangerous" ». *Millennium*, vol. 27, no 1, p. 146-47.
- Weber, Cynthia. 2006. *Imagining America at War: Morality, Politics, and Film*. Londres et New York: Routledge.
- Weber, Max. 1968. « Ideal Types and Theory Construction », in May Brodbeck (dir.) *Readings in the Philosophy of the Social Sciences*, p. 496-507.
- Wechsler, William. 2002. « Law in Order: Reconstructing U.S. National Security ». *The National Interest*, no 67 (printemps), p. 17-28.
- Weeks, William Earl. 2000. « New Directions in the Study of Early American Foreign Relations ». In *Paths to Power: The Historiography of American Foreign Relations to 1941*, p. 8-43. Cambridge: Cambridge University Press.
- Weigley, Russell F. 1973. *The American Way of War: A History of the United States Military Strategy and Policy*. New York: Macmillan.
- Weldes, Jutta et Diana Saco. 1996. « Making State Action Possible: The United States and the Discursive Construction of "The Cuban Problem," 1960-1994 ». *Millennium*, vol. 25, no 2 (été), p. 361-95.
- Weldes, Jutta. 1998. « Bureaucratic Politics: A Critical Constructivist Assessment ». In « Whither the Study of Government Politics in Foreign Policy Making? A Symposium »,

- sous la dir. de Eric Stern et Bertjan Verbeek, *Mershon International Studies Review*, vol. 42, no 2 (novembre), p. 216-225.
- Weldes, Jutta. 1999. *Constructing National Interests: The United States and the Cuban Missile Crisis*, Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Weldes, Jutta. 2003. « Popular Culture, Science Fiction, and World Politics: Exploring Intertextual Relations ». In *To Seek Out New World: Exploring Links between Science Fiction and World Politics*, sous la dir. de Jutta Weldes, p. 1-27. New York, Palgrave MacMillan.
- Wendt, Alexander. 1987. « The Agent-Structure Problem in International Relations Theory ». *International Organization*, vol.41, no3 (été 1987), p. 335-70.
- Wendt, Alexander. 1992. « Anarchy is What States Make of it: The Social Construction of Power Politics ». *International Organization*, vol. 46, no 2, p. 391-425.
- Wendt, Alexander. 1994. « Collective Identity Formation and the International State ». *American Political Science Review*, vol. 88, no2 (juin), p. 384-96.
- Wendt, Alexander. 1995. « Constructing International Politics », vol. 20, no 1 (été), p. 71-81.
- Wendt, Alexander. 1999. *Social Theory of International Politics*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Westad, Arne Odd. 2005. « The Empire of Liberty: American Ideology and Foreign Interventions ». In *The Global Cold War: Third World Interventions and the Making of Our Times*, p. 8-38. Cambridge et New York: Cambridge University Press.
- Wheeler, Nicholas J. 2005. « The Dangers of American Exceptionalism in a Revolutionary Age ». In *Confronting the Bush Doctrine: Critical Views from the Asia-Pacific*, sous la dir. de Mel Gurtov et Peter Van Ness, p. 181-202. Londres et New York: RoutledgeCurzon.
- White, Richard. 2004. « The Geography of American Empire ». *Raritan: A Quarterly Review* vol. 23, no 3, p. 1-19.
- Whitfield, Stephen J. 1996. *The Culture of the Cold War*, 2^e éd.. Baltimore et Londres: Johns Hopkins University Press.
- Wiberg, Hakan. « Security Communities: Emmanuel Adler, Michael Barnett and Anomalous Northerners ». *Cooperation and Conflict*, vol. 35, no 3 (2000), p. 289-98.
- Wight, Colin, 1999. « MetaCampbell: The Epistemological Problematics of Perspectivism », *Review of International Studies*. vol. 25, no 2 (avril), p. 311-16.
- Wight, Martin. 1966. « Why Is There No International Theory? ». In *Diplomatic Investigations*, sous la dir. de Herbert Butterfield et Martin Wight, p. 17-34. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.
- Wilford, Hugh. 2006. « “The Permanent Revolution” ? The New York Intellectuals, the CIA and the Cultural Cold War ». In *The US Government, Citizen Groups and the Cold War: The State-Private Network*, sous la dir. de Helen Laville et Hugh Wilford, p. 194-209. Londres et New York: Routledge.

- William Wallace. 1996. « Truth and Power, Monks and Technocrats: Theory and Practice in International Relations ». *Review of International Studies*, vol. 22, no 3 (juillet), p. 301-21.
- Williams, Michael C. 1999. « The Practices of Security: Critical Contributions : Reply to Eriksson ». *Cooperation and Conflict*, vol. 34, no 3, p. 341-44.
- Williams, Michael C. 2003. « Words, Images, Enemies: Securitization and International Politics », *International Studies Quarterly*, vol. 47, no 4 (décembre), p. 511-32.
- Williams, Michael C. 2005. « What is the National Interest? The Neoconservative Challenge in IR Theory ». *European Journal of International Relations*, vol. 11, no 3, p. 307-37.
- Williams, William Appleman. 1980. *Empire as A Way of Life: An Essay on the Causes and Character of America's Present Predicament Along With a Few Thoughts About an Alternative*, p. 111-136. Oxford University Press, New York et Oxford: Oxford University Press.
- Wilmer, Franke. 2003. « “Ce n’est pas une guerre/This Is Not a War”: The International Language and Practice of Political Violence ». In *Language, Agency, and Politics in a Constructed World*, sous la dir. de François Debrix. Armonk, NY and London: M.E. Sharpe.
- Wiseman, Geoffrey. 2005. « Pax Americana: Bumping into Diplomatic Culture ». *International Studies Perspectives*, vol. 6, no 3, p. 409-430.
- Wohlforth, William C. 1994. « Realism and the End of the Cold War. » *International Security*, vol. 19, no 3 (été), p.91-129.
- Wohlforth, William C. 1999. « The Stability of a Unipolar World ». *International Security*, vol. 24, no 1 (été), p. 5-41.
- Wohlforth, William C. 2002. « U.S. Strategy in a Unipolar World ». In *America Unrivaled: The Future of the Balance of Power*, sous la dir. de G. John Ikenberry, p. 98-118. Ithaca et Londres: Cornell University Press.
- Wohlforth, William C. 2005. « Hard Times for Soft Balancing ». *International Security*, vol. 30, no 1 (été), p. 72-108.
- Wolfers, Arnold. 1962. « “National Security” as an Ambiguous Symbol ». In *Discord and Collaboration*, p. 147-165. Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press.
- Wood, Ellen Meiksins. 2003. *The Empire of Capital*. Londres: Verso.
- Wood, Ellen Meiksins. 2006. « Democracy as Ideology of Empire ». In *The New Imperialists: Ideologies of Empire*, sous la dir. de Colin Moers, p. 9-23. Oxford: Oneworld.
- Wood, Gordon S. 1969 [1998]. *The Creation of the American Republic, 1776-1787*. Chapel Hill, NC: University of North Carolina Press.
- Woods, Randall B. 2003. « World War II, Congress, and the Roots of Postwar American Foreign Policy ». In *Vietnam and the American Political Tradition: The Politics of Dissent*, sous la dir. de Randall B. Woods, p. 42-57. Cambridge: Cambridge University Press.
- Wyn Jones, Richard 1999. *Security, Strategy, and Critical Theory*. Boulder, CO: Lynne Rienner Publishers Inc.

- Yergin, Daniel. 1977. *Shattered Peace: The Origins of the Cold War and the National Security State*. Boston: Houghton Mifflin Company.
- Yew, Leong. 2004. *The Disjunctive Empire of International Relations*. Aldershot: Ashgate, 2004.
- Young, Iris Marion. 2003. « The Logic of Masculinist Protection: Reflections on the Current Security State ». *Signs*, vol. 29, no 1 (automne), p. 1-26.
- Young, Marilyn B. 1973. *American Expansionism: The Critical Issues*. Boston, MA: Little, Brown.
- Young, Marilyn B. 2002. « The Age of Global Power ». In *Rethinking American History in a Global Age*, sous la dir. de Thomas Bender, p. 274-94. Berkeley et Los Angeles, CA et Londres: University of California Press.
- Young, Robert J.C. 2001. *Postcolonialism: An Historical Introduction*. Oxford: Blackwell Publishing.
- Youngs, Gillian. 2000. « The Reality of American Idealism ». In *The American Century: Consensus and Coercion in the Projection of American Power*, sous la dir. de David Slater et Peter J. Taylor. Oxford: Blackwell.
- Zajec, Olivier. 2007, juillet. « Une “religion politique” : L’obsession antimissile des États-Unis », *Le monde diplomatique*, p. 3.
- Zakaria, Fareed. 1992. « Realism and Domestic Politics : A Review Essay ». *International Security*, vol. 17, no 1 (été), p. 177-98.
- Zakaria, Fareed. 1998. *From Wealth to Power: The Unusual Origins of America's World Role*. Princeton: Princeton University Press.
- Zakaria, Fareed. 1998-1999. « The Challenges of American Hegemony : Then and Now », *International Journal*, vol. 54, no 1 (hiver), p. 9-27.
- Zakaria, Fareed. 2003. « The Arrogant Empire », *Newsweek* (24 mars), p. 18-33.
- Zalewski, Marysia et Jane Parpart. 1998. *The “Man” Question in International Relations*. Boulder: Westview Press.
- Zalewski, Marysia. 1996. « “All These Theories Yet the Bodies Keep Piling Up”: Theory, Theorist, Theorising ». In *International Theory: Positivism and Beyond*, sous la dir. de Steve Smith, Ken Booth et Marysia Zalewski, p. 340-353. New York: Cambridge University Press.
- Zehfuss, Maja. 2002. *Constructivism in International Relations: The Politics of Reality*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Žižek, Slavoj. 2002. *Welcome to the Desert of the Real!: Five Essays on September 11 and Related Dates*. Londres et New York, Verso,
- Žižek, Slavoj. 2004. *Iraq: The Borrowed Kettle*. Londres: Verso.